



Chapitre I-3

LOI SUR LES IMPÔTS

Cette loi contient des notes « sous article » expliquant les modifications antérieures. Il est à noter que les numéros d'articles insérés entre () sont les nouveaux numéros refondus.

PARTIE I

IMPÔT SUR LE REVENU

LIVRE I

INTERPRÉTATION ET RÈGLES D'APPLICATION GÉNÉRALE

TITRE I

INTERPRÉTATION

Définitions: **I.** Dans la présente partie et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression:

« action »; « action » signifie une action ou une fraction d'action du capital-actions d'une corporation;

« action ordinaire »; « action ordinaire » signifie une action dont le détenteur n'est pas empêché, lors de la réduction ou du rachat du capital-actions, de participer à l'actif de la corporation au-delà du montant versé pour cette action, plus une prime fixe et un taux déterminé de dividende;

« action privilégiée »; « action privilégiée » signifie une action autre qu'une action ordinaire;

« actionnaire »; « actionnaire » comprend toute personne ayant le droit de recevoir le paiement d'un dividende;

« agriculture »; « agriculture » comprend l'élevage ou l'exposition d'animaux de ferme, l'entretien de chevaux de course, l'élevage de la volaille, l'élevage des animaux à fourrure, la production laitière, la culture fruitière et l'apiculture, mais ne comprend pas une charge ou un emploi auprès d'une personne exerçant une entreprise d'agriculture;

« allocation de retraite »; « allocation de retraite » signifie un montant qui n'est pas une prestation de pension de retraite ou de pension et qui est versé en reconnaissance de longs états de service ou à cause de la perte d'une charge ou d'un emploi, au moment où une personne quitte sa charge ou son

	emploi pour prendre sa retraite ou après ce moment, que le bénéficiaire soit l'employé, une personne à charge, un parent ou un représentant légal;
« année d'imposition »;	« année d'imposition » signifie, dans le cas d'une corporation, un exercice financier et, dans le cas d'un particulier, une année civile;
« assureur »;	« assureur » signifie une corporation qui exerce un commerce d'assurance;
« assureur sur la vie »;	« assureur sur la vie » signifie une corporation qui exploite un commerce d'assurance sur la vie autre qu'un commerce visé à la définition de « commerce d'assurance sur la vie », même si elle exerce également un commerce ainsi visé;
« bien »;	« bien » signifie un bien de toute nature, réel ou personnel, corporel ou incorporel, et comprend également une action et un droit de quelque nature qu'il soit;
« bien amortissable »;	« bien amortissable » a le sens que lui donne le paragraphe c de l'article 93;
« bien non amortissable »;	« bien non amortissable » signifie tout bien autre qu'un bien amortissable;
« bien canadien imposable »;	« bien canadien imposable » a le sens que lui donne la partie II;
« bien d'usage personnel »;	« bien d'usage personnel » a le sens que lui donne l'article 287;
« bien forestier »;	« bien forestier » a le sens que lui donne le paragraphe d de l'article 93;
« bien minier canadien »;	« bien minier canadien » a le sens que lui donne l'article 370;
« bien minier étranger »;	« bien minier étranger » a le sens que lui donne l'article 373;
« bien précieux »;	« bien précieux » désigne un bien visé à l'article 265;
« bien québécois imposable »;	« bien québécois imposable » a le sens que lui donne la partie II, et, pour les seules fins des articles 26 et 27, comprend: <ol style="list-style-type: none"> a) un bien minier québécois, au sens du paragraphe d de l'article 1089, ou un bien qui serait un tel bien s'il avait été acquis après 1971, b) un bien forestier situé au Québec, c) une participation dans le revenu d'une fiducie résidant au Québec, et d) un droit à une part du revenu ou de la perte d'une société ayant un établissement au Québec en vertu d'une entente décrite à l'article 608;
« caisse d'épargne et de crédit »;	« caisse d'épargne et de crédit » a le sens que lui donne l'article 797;
« capital versé »;	« capital versé » a le sens que lui donne le paragraphe a de l'article 570;
« catégorie prescrite »;	« catégorie prescrite » signifie une catégorie prescrite en vertu du paragraphe e de l'article 1086;
« charge »;	« charge » signifie le poste d'un particulier lui donnant droit à un traitement ou à une rémunération fixes ou déterminables et comprend une charge judiciaire, celle d'un ministre de la Couronne, d'un membre d'une assemblée législative, du Sénat ou de la Chambre des communes du Canada, ou d'un conseil exécutif et toute autre charge

	dont le titulaire est élu au suffrage universel ou bien choisi ou nommé à titre représentatif, et comprend aussi le poste d'administrateur de corporation;
«commerce d'assurance sur la vie» ou «entreprise d'assurance sur la vie»;	«commerce d'assurance sur la vie» ou «entreprise d'assurance sur la vie» comprend un commerce dont l'objet est l'émission de contrats à l'égard desquels les réserves de l'émetteur varient, en totalité ou en partie, selon la juste valeur marchande d'un groupe déterminé d'actifs, et un commerce de rentes, lorsque ces commerces sont exploités par un assureur sur la vie;
«Conseil du trésor»;	«Conseil du trésor» signifie le Conseil du trésor établi par la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6);
«contribuable»;	«contribuable» comprend toute personne tenue ou non de payer l'impôt;
«corporation»;	«corporation» comprend toute corporation légalement constituée quelle que soit la nature et l'endroit de sa constitution et «corporation constituée au Canada» comprend toute corporation constituée dans toute région du Canada avant ou après être devenue partie du Canada;
«corporation canadienne»;	«corporation canadienne» a le sens que lui donne le paragraphe <i>c</i> de l'article 570;
«corporation canadienne imposable»;	«corporation canadienne imposable» a le sens que lui donne le paragraphe <i>d</i> de l'article 570;
«corporation d'assurance»;	«corporation d'assurance» a le même sens qu'«assureur»;
«corporation d'assurance sur la vie»;	«corporation d'assurance sur la vie» a le même sens qu'«assureur sur la vie»;
«corporation de fonds mutuels»;	«corporation de fonds mutuels» a le sens que lui donne le livre III de la partie III;
«corporation de placements»;	«corporation de placements» a le sens que lui donne le livre I de la partie III;
«corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada»;	«corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada» a le sens que lui donne le livre V de la partie III;
«corporation privée»;	«corporation privée» a le sens que lui donne le paragraphe <i>e</i> de l'article 570;
«corporation publique»;	«corporation publique» a le sens que lui donne le paragraphe <i>f</i> de l'article 570;
«cotisation»;	«cotisation» comprend une nouvelle cotisation et une cotisation additionnelle;
«coût indiqué»;	«coût indiqué», pour un contribuable, d'un bien à un moment quelconque signifie: <ol style="list-style-type: none"> dans le cas d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la proportion de la partie non amortie du coût en capital pour le contribuable des biens de cette catégorie, à ce moment, que représente le coût en capital pour lui de ce bien par rapport au coût en capital pour lui de tous les biens de cette catégorie;

b) dans le cas d'une immobilisation du contribuable autre qu'un bien amortissable, son prix de base rajusté, pour lui, à ce moment;

c) dans le cas d'un bien figurant dans un inventaire du contribuable, sa valeur à ce moment, telle que déterminée aux fins du calcul de son revenu;

d) dans le cas d'une immobilisation intangible du contribuable relativement à une entreprise, la partie admise des immobilisations intangibles du contribuable à l'égard de cette entreprise, à ce moment;

e) dans le cas d'une créance du contribuable autre que celle dont il a déduit le montant en vertu de l'article 141 dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin avant ce moment, ou dans le cas de tout autre droit du contribuable de toucher un montant, la valeur de cette créance ou de ce droit à ce moment; et

f) dans les autres cas, le coût, pour le contribuable, du bien déterminé aux fins du calcul de son revenu, sauf dans la mesure où ce coût a été déduit lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin avant ce moment;

«dividende»; «dividende» comprend un dividende en actions, à l'exclusion d'un dividende en actions versé avant 1972;

«dividende en capital»; «dividende en capital» a le sens que lui donne l'article 502;

«dividende imposable»; «dividende imposable» a le sens que lui donne le paragraphe g de l'article 570;

«emploi»; «emploi» signifie le poste d'un particulier au service d'une autre personne, y compris Sa Majesté ou un état ou souverain étrangers;

«employé»; «employé» signifie toute personne occupant un emploi ou remplissant une charge;

«employeur»; «employeur», relativement à un employé, signifie la personne de qui l'employé reçoit sa rémunération;

«enfant»; «enfant» d'un contribuable comprend:

a) un enfant illégitime du contribuable;

b) une personne entièrement à la charge du contribuable pour sa subsistance et dont ce dernier a la garde et la surveillance, en droit ou de fait, ou a eu cette garde et cette surveillance immédiatement avant que cette personne ait atteint l'âge de 21 ans; et

c) une bru ou un gendre du contribuable;

«entente écrite de séparation»; «entente écrite de séparation» comprend une convention en vertu de laquelle une personne s'engage à effectuer des versements périodiques après la dissolution de son mariage en vue de subvenir aux besoins de son ex-conjoint, d'un enfant issu du mariage ou des deux à la fois, que la convention ait été conclue avant ou après la dissolution de ce mariage;

«entreprise»; «entreprise» comprend une profession, un métier, un commerce, une manufacture ou une activité de quelque genre que ce soit, y compris un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial, mais ne comprend pas une charge ni un emploi;

«établissement»; «établissement» a le sens que lui donnent les articles 12 à 16;

«établissement domestique autonome»;	«établissement domestique autonome» signifie une habitation, un appartement ou un autre logement de ce genre dans lequel, en règle générale, une personne prend ses repas et couche;
«exercice financier»;	«exercice financier» signifie la période pour laquelle les comptes de l'entreprise du contribuable ont été normalement arrêtés et acceptés aux fins de cotisation aux termes de la présente partie, ou, en l'absence d'une telle pratique, la période fixée par le contribuable à cet effet;
«fiducie»;	«fiducie» a le sens que lui donne l'article 646;
«fiducie de fonds mutuels»;	«fiducie de fonds mutuels» a le sens que lui donne le livre IV de la partie III;
«fiducie d'investissement à participation unitaire»;	«fiducie d'investissement à participation unitaire» a le sens que lui donne l'article 649;
«fiducie non testamentaire»;	«fiducie non testamentaire» signifie une fiducie autre qu'une fiducie testamentaire;
«fiducie testamentaire»;	«fiducie testamentaire» a le sens que lui donne l'article 677;
«filiale contrôlée»;	«filiale contrôlée» signifie une corporation dont plus de 50 pour cent du capital-actions émis ayant plein droit de vote en toutes circonstances appartient à la corporation dont elle est la filiale;
«filiale entièrement contrôlée»;	«filiale entièrement contrôlée» signifie une corporation dont tout le capital-actions émis, sauf les actions de qualification, appartient à la corporation dont elle est la filiale;
«filiale étrangère»;	«filiale étrangère» a le sens que lui donne l'article 571;
«frais personnels ou de subsistance»;	«frais personnels ou de subsistance» comprend: <ol style="list-style-type: none"> les dépenses inhérentes à tout bien maintenu par une personne pour l'usage ou l'avantage du contribuable ou d'une autre personne qui lui est unie par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, mais ne comprend pas les dépenses relatives à un bien entretenu dans le cadre d'une entreprise exploitée en vue d'un profit ou dans une expectative raisonnable de profit; les dépenses, primes ou autres frais d'une police d'assurance, contrat de rente ou autre contrat de même nature, si le produit de la police ou du contrat est payable au contribuable, à une personne qui lui est unie par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, ou à l'avantage du contribuable ou de cette personne; les dépenses inhérentes à tout bien maintenu par une succession ou une fiducie pour l'avantage d'un contribuable bénéficiaire de cette succession ou de cette fiducie;
«frère»;	«frère» comprend un beau-frère;
«gain en capital imposable»;	«gain en capital imposable» a le sens que lui donne l'article 231;
«gain net imposable»;	«gain net imposable», provenant de l'aliénation de biens précieux, a le sens que lui donne l'article 265;
«grand-mère»;	«grand-mère» comprend la grand-mère du conjoint;
«grand-père»;	«grand-père» comprend le grand-père du conjoint;
«immobilisation»;	«immobilisation» a le sens que lui donne l'article 249;

« immobilisation intangible »;	« immobilisation intangible » a le sens que lui donne l'article 250;
« insuffisance du capital versé »;	« insuffisance du capital versé » a le sens que lui donne le paragraphe <i>h</i> de l'article 570;
« inventaire »;	« inventaire » signifie la description des biens dont le prix ou la valeur entre dans le calcul du revenu d'entreprise d'un contribuable pour une année d'imposition;
« mère »;	« mère » d'un contribuable comprend une belle-mère;
« minéraux »;	« minéraux » ne comprend pas le pétrole, le gaz naturel ni les hydrocarbures apparentés, sauf les sables bitumineux et pétrolifères, le schiste bitumineux et le charbon;
« ministre »;	« ministre » signifie le ministre du revenu;
« montant »;	« montant » signifie de l'argent, des droits ou choses exprimés en termes de montant d'argent, ou leur valeur exprimée en argent, sauf que cette expression en ce qui concerne un dividende en actions payé par une corporation signifie le montant de l'augmentation du capital versé de la corporation résultant du paiement du dividende;
« montant d'immobilisations intangibles »;	« montant d'immobilisations intangibles » a le sens que lui donne l'article 106;
« municipalité »;	« municipalité » comprend les communautés urbaines;
« obligation à intérêt conditionnel »;	« obligation à intérêt conditionnel » signifie une obligation dont l'intérêt ou les dividendes ne sont payables que si la compagnie débitrice a réalisé des bénéfices avant de considérer le paiement de l'intérêt et des dividendes;
« participation au capital »;	« participation au capital » d'une fiducie par un contribuable a le sens que lui donne le paragraphe <i>b</i> de l'article 683;
« participation au revenu »;	« participation au revenu » d'une fiducie par un contribuable a le sens que lui donne le paragraphe <i>a</i> de l'article 683;
« particulier »;	« particulier » signifie une personne autre qu'une corporation;
« partie admise des immobilisations intangibles »;	« partie admise des immobilisations intangibles » a le sens que lui donne l'article 107;
« pêche »;	« pêche » comprend la pêche ou la prise de mollusques, crustacés et animaux marins, mais ne comprend pas une charge ou un emploi auprès d'une personne exploitant une entreprise de pêche;
« père »;	« père » d'un contribuable comprend un beau-père;
« personne »;	« personne » ou tout mot ou expression désignant une personne, comprend toute corporation constituée, les héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs ou autres représentants légaux de cette personne, selon la loi de la partie du Canada visée par le contexte;
« perte agricole restreinte »;	« perte agricole restreinte » a le sens que lui donne l'article 207;
« perte autre qu'une perte en capital »;	« perte autre qu'une perte en capital » a le sens que lui donne l'article 728;
« perte en capital admissible »;	« perte en capital admissible » a le sens que lui donne l'article 231;
« perte nette en capital »;	« perte nette en capital » a le sens que lui donne l'article 730;

<i>« police collective d'assurance temporaire sur la vie »;</i>	« police collective d'assurance temporaire sur la vie », relativement à un contribuable, signifie une police collective d'assurance sur la vie en vertu de laquelle un montant n'est payable par suite des contributions faites en vertu de la police par l'employeur du contribuable qu'en cas de décès ou d'invalidité du contribuable;
<i>« préposé »;</i>	« préposé » signifie une personne occupant un emploi;
<i>« prescrit »;</i>	« prescrit » dans le cas d'une formule ou de renseignements à fournir dans une formule, signifie prescrit par ordre du ministre et, dans tout autre cas, prescrit par règlement;
<i>« prestation au décès »;</i>	« prestation au décès » a le sens que lui donne l'article 3;
<i>« prestation de retraite »;</i>	« prestation de retraite » comprend un montant reçu en vertu d'un régime de retraite et comprend également un versement fait à un bénéficiaire en vertu du régime ou à un employeur ou ex-employeur du bénéficiaire conformément aux conditions du régime, par suite d'une modification apportée à ce dernier, ou par suite de sa liquidation;
<i>« prestation en vertu d'un régime d'intéressement différé »;</i>	« prestation en vertu d'un régime d'intéressement différé » reçue par un contribuable dans une année d'imposition signifie le total de tous les montants qu'il reçoit d'un fiduciaire dans l'année en vertu du régime, moins tout montant admissible en déduction en vertu des articles 883 et 884 lors du calcul du revenu du contribuable pour l'année;
<i>« principal »;</i>	« principal » relativement à une obligation, signifie le montant maximal ou le montant global maximal, selon le cas, payable, d'après les conditions de l'obligation ou de toute entente y afférente, au titre de l'obligation par celui qui l'a émise, autrement qu'à titre d'intérêt ou de prime que verserait l'émetteur s'il exerçait son droit de racheter l'obligation avant son échéance;
<i>« régime de prestations supplémentaires de chômage »;</i>	« régime de prestations supplémentaires de chômage » a le sens que lui donne le paragraphe 1 de l'article 962;
<i>« régime d'intéressement »;</i>	« régime d'intéressement » a le sens que lui donne l'article 852;
<i>« régime enregistré d'épargne-études »;</i>	« régime enregistré d'épargne-études » a le sens que lui donne l'article 891;
<i>« régime enregistré d'épargne-logement »;</i>	« régime enregistré d'épargne-logement » a le sens que lui donne l'article 936;
<i>« régime enregistré d'épargne-retraite »;</i>	« régime enregistré d'épargne-retraite » a le sens que lui donne l'article 906;
<i>« régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage »;</i>	« régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage » a le sens que lui donne le paragraphe 3 de l'article 962;
<i>« régime enregistré de retraite »;</i>	« régime enregistré de retraite » signifie un régime de retraite en faveur d'employés, lorsque ce régime est approuvé pour enregistrement par le ministre aux fins de la présente partie quant à sa constitution et son activité pour l'année d'imposition en cause;

« <i>règlement</i> »;	« <i>règlement</i> » signifie un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente partie;
« <i>rente</i> »;	« <i>rente</i> » comprend un montant payable à intervalles réguliers de plus ou de moins d'une année, en vertu d'un contrat, d'un testament, d'une fiducie ou autrement;
« <i>rente d'étalement</i> »;	« <i>rente d'étalement</i> » a le sens que lui donnent les articles 342 et 343;
« <i>ressource minérale</i> »;	« <i>ressource minérale</i> » signifie un gisement de métaux communs ou précieux, de charbon, de sable bitumineux ou pétrolifère, de schiste bitumineux, ou un gisement minéral dont le principal minéral extrait est: <ul style="list-style-type: none"> a) un minéral industriel contenu dans un gisement non stratifié, ainsi que le ministre des richesses naturelles le certifie, b) la sylvine, l'halite ou le gypse, ou c) la silice, qui est extraite du grès ou du quartzite;
« <i>revenu brut</i> »;	« <i>revenu brut</i> » d'un contribuable pour une année d'imposition signifie l'ensemble: <ul style="list-style-type: none"> a) des montants reçus ou à recevoir dans l'année, selon la méthode habituellement suivie par le contribuable pour calculer son revenu, autrement qu'à titre de capital; b) des montants inclus dans le calcul de son revenu provenant pour l'année d'une entreprise ou de biens en vertu de l'article 89; et c) des montants, autres que ceux visés au paragraphe a, inclus dans le calcul de son revenu provenant pour l'année d'une entreprise en vertu de l'article 92;
« <i>revenu en main non réparti en 1971</i> »;	« <i>revenu en main non réparti en 1971</i> » a le sens que lui donnent les règlements;
« <i>revenu exonéré</i> »;	« <i>revenu exonéré</i> » signifie de l'argent ou des biens reçus ou acquis par une personne dans des circonstances telles qu'ils ne sont pas, en raison d'une disposition quelconque de la présente partie, inclus dans le calcul de son revenu, mais ne comprend pas un dividende afférent à une action;
« <i>revenu imposable</i> »;	« <i>revenu imposable</i> » a le sens que lui donne l'article 24;
« <i>soeur</i> »;	« <i>soeur</i> » comprend une belle-soeur;
« <i>succession</i> »;	« <i>succession</i> » a le sens que lui donne l'article 646;
« <i>surplus de capital en main en 1971</i> »;	« <i>surplus de capital en main en 1971</i> » a le sens que lui donnent les règlements;
« <i>surplus désigné</i> »;	« <i>surplus désigné</i> » a le sens que lui donnent les règlements;
« <i>surplus en main, non réparti et libéré d'impôt</i> »;	« <i>surplus en main, non réparti et libéré d'impôt</i> » a le sens que lui donnent les règlements;
« <i>traitement ou salaire</i> »;	« <i>traitement ou salaire</i> » signifie, sauf aux articles 2 et 32 et pour l'application de l'article 355 lorsqu'il réfère à l'article 32, le revenu d'un contribuable provenant d'une charge ou d'un emploi, calculé d'après les articles 32 à 79, et comprend tous les honoraires touchés par le contribuable pour des services qu'il n'a pas fournis au cours

de l'exercice de son entreprise, mais ne comprend ni les prestations de retraite, ni les allocations de retraite;

«transport international».

«transport international», relativement à une personne ne résidant pas au Canada qui exploite une entreprise de transport, signifie un voyage effectué dans le cadre de cette entreprise pour transporter des personnes ou des marchandises entre deux lieux situés hors du Canada, ou entre le Canada et un lieu situé hors du Canada.

1972, c. 23, a. 1; 1972, c. 26, a. 31; 1973, c. 17, a. 1; 1973, c. 18, a. 1; 1975, c. 21, a. 1; 1975, c. 22, a. 1; 1977, c. 26, a. 1.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement de l'expression «revenu brut», s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 1).

Auparavant, cette expression se lisait ainsi:

«revenu brut» signifie l'ensemble des montants reçus dans une année d'imposition ou à recevoir dans l'année, selon la méthode habituellement suivie par le contribuable pour calculer ses bénéfices, autrement qu'à titre de capital;».

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion dans l'expression «action» avant le mot «du» des mots «ou une fraction d'action», s'applique après 1971; (1975, c. 22, a. 289);

- l'insertion de l'expression «bien forestier», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 22, a. 298);

- l'insertion de l'expression «bien minier canadien», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 22, a. 298);

- l'insertion de l'expression «bien minier étranger», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 22, a. 298);

- le remplacement dans l'expression «bien québécois imposable» des mots «que lui donne la partie II;» par les mots

«que lui donne la partie II, et, pour les seules fins des articles (26) et (27), comprend:

a) un bien minier québécois, au sens du paragraphe d de l'article (1089), ou un bien qui serait un tel bien s'il avait été acquis avant 1971,

b) un bien forestier situé au Québec,

c) une participation dans le revenu d'une fiducie résidant au Québec, et

d) un droit à une part du revenu ou de la perte d'une société ayant un établissement au Québec en vertu d'une entente décrite à l'article (608);»,

s'applique à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes, sauf qu'il doit se lire sans tenir compte du paragraphe b pour les années d'imposition 1972 et 1973; (1975, c. 22, a. 296);

- l'insertion de l'expression «capital versé», s'applique à la fin de l'année d'imposition 1971 d'une corporation et après le 6 mai 1974; (1975, c. 22, a. 294);

- l'insertion de l'expression «régime enregistré d'épargne-logement», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- l'addition de l'expression «transport international», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement dans l'expression «ressource minérale» de chaque mot «minéral» par le mot «minéral», s'applique depuis le 6 juillet 1973; (1973, c. 18, a. 49);

- l'insertion dans l'expression «minéraux» après le mot «et» des mots «pétrolifères, le schiste bitumineux et», s'applique depuis le 6 juillet 1973. (1973, c. 17, a. 184).

TITRE II

RÈGLES D'APPLICATION GÉNÉRALE

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

Référence au père ou à la
mère.

2. Dans la présente partie, les mots se rapportant au père ou à la mère d'un contribuable comprennent une personne dont le contribuable est, dans l'année d'imposition à l'égard de laquelle l'expression est employée, l'enfant au sens de l'article 1 ou dont le contribuable avait été antérieurement l'enfant au sens de l'article 1.

1972, c. 23, a. 2; 1973, c. 17, a. 2.

Prestation au décès.

3. Une prestation au décès, pour une année d'imposition, désigne un montant reçu dans l'année par une personne lors du décès d'un employé, ou après ce décès, en reconnaissance de ses services dans une charge ou un emploi, après déduction, cependant,

a) lorsque le montant a été reçu par la veuve, du moindre:

i. du montant ainsi reçu, ou

ii. d'un montant égal au moindre de \$10,000 ou de toute rémunération de l'employé pour la dernière année pendant laquelle il a occupé cet emploi ou rempli cette charge qui lui ont valu cette rémunération, moins les montants admissibles en déduction lors du calcul, pour les années antérieures, des prestations au décès reçues en reconnaissance de ses services dans cette charge ou cet emploi; ou

b) lorsque l'employé est décédé sans laisser de veuve ou qu'aucun montant n'est admissible en déduction lors du calcul, pour une année, des prestations au décès reçues par la veuve relativement aux années de service pendant lesquelles il a occupé un emploi ou rempli une charge, le moindre:

i. du montant ainsi reçu, ou

ii. de la partie de tout montant déterminé de la manière visée au sous-paragraphe ii du paragraphe a, représentée par la proportion du montant ainsi reçu sur l'ensemble des montants reçus dans l'année par chacune des personnes qui ont reçu un montant de ce genre lors du décès de l'employé ou après ce décès, en reconnaissance de ses services dans cette charge ou cet emploi.

1972, c. 23, a. 3.

Prestation au décès.

4. Une personne qui reçoit dans l'année des prestations au décès à l'égard de services rendus par le défunt dans plus d'une charge ou d'un emploi doit déterminer ces prestations distinctement pour chaque charge ou emploi.

Mode de détermination. Dans ce cas, elle doit substituer au montant déterminé en vertu du sous-paragraphe ii de chacun des paragraphes *a* et *b* de l'article 3, pour chaque charge ou emploi, la partie de ce montant représentée par la proportion de toute rémunération de l'employé décédé pour sa dernière année dans cette charge ou cet emploi qui lui ont valu cette rémunération sur l'ensemble de sa rémunération pour sa dernière année dans chacune de ces charges ou emplois qui lui ont valu une telle rémunération.

1972, c. 23, a. 4.

Mention d'une année d'imposition. **5.** Lorsque, dans la présente partie, il est fait mention d'une année d'imposition en l'identifiant par l'année civile, cette mention vise l'année d'imposition qui coïncide avec cette année civile ou qui s'y termine.

1972, c. 23, a. 5.

Mention d'une année d'imposition. **6.** La mention d'une année d'imposition se terminant dans une autre année comprend la mention d'une année d'imposition dont la fin coïncide avec celle de cette autre année.

1972, c. 23, a. 6.

Exercice financier. **7.** Un exercice financier ne doit pas dépasser 53 semaines dans le cas d'une corporation et 12 mois dans le cas de tout autre contribuable.

Autorisation. Aucune modification ne peut être apportée à l'exercice financier habituel et agréé sans l'assentiment du ministre.

1972, c. 23, a. 7.

CHAPITRE II

RÉSIDENTE PRÉSUMÉE

Extension du mot «résident». **8.** Un particulier est réputé avoir résidé au Québec pendant toute une année d'imposition si pendant cette année,

a) il a séjourné au Québec pour une ou des périodes formant 183 jours ou plus et résidait ordinairement en dehors du Canada;

b) il faisait partie des forces armées du Canada et résidait au Québec immédiatement avant son départ du Canada pour accomplir son service militaire dans un pays étranger;

c) il était un ambassadeur, un ministre, un haut commissaire, un fonctionnaire ou un préposé du Canada, ou un agent général, fonctionnaire ou préposé d'une province, et résidait au Québec immédia-

tement avant sa nomination ou son emploi par le Canada ou la province ou recevait des frais de représentation pour cette année;

d) il exerçait des fonctions dans un autre pays que le Canada, dans le cadre d'un programme prescrit d'aide au développement international du gouvernement du Québec ou du Canada, et a résidé au Québec à un moment quelconque pendant les six mois qui ont précédé la date de son entrée en fonction;

e) il était le conjoint d'un particulier visé au paragraphe *b*, *c* ou *d* vivant avec lui, et a résidé au Québec au cours d'une année antérieure; ou

f) il était un enfant à charge de moins de 16 ans ou un enfant à charge mentionné au paragraphe *c* de l'article 695, d'un particulier visé au paragraphe *b*, *c* ou *d*.

1972, c. 23, a. 8; 1972, c. 26, a. 32; 1974, c. 18, a. 1.

Cas où l'on cesse d'être un résident présumé.

9. Un particulier visé au paragraphe *b*, *c* ou *d* de l'article 8 qui cesse d'être réputé être un résident en vertu desdits paragraphes à un moment donné est réputé avoir résidé au Québec durant la partie de l'année précédant ce moment; il en est de même pour son conjoint ou son enfant visé aux paragraphes *e* ou *f* de l'article 8.

1972, c. 23, a. 9.

Ordinairement résident.

10. La mention d'une personne résidant au Québec ou au Canada vise aussi aux fins de la présente partie une personne qui, à l'époque en question, résidait ordinairement au Québec ou au Canada.

1972, c. 23, a. 10.

Corporation réputée résidente au Canada.

11. Aux fins de la présente partie, une corporation est réputée avoir résidé au Canada pendant toute une année d'imposition si,

a) elle a été constituée au Canada après le 26 avril 1965;

b) elle a été constituée au Canada avant le 9 avril 1959 et, à un moment quelconque de l'année d'imposition ou d'une année d'imposition antérieure commençant après 1971, elle a résidé au Canada ou a exploité une entreprise au Canada, et était une corporation qui

i. était le 18 juin 1971 une corporation étrangère, au sens que lui donnent les règlements, contrôlée par une corporation résidant au Canada, et

ii. pendant les 10 ans précédant le 18 juin 1971, a exploité une entreprise dans un pays autre que le Canada, et a, pendant ces années, payé des dividendes à ses actionnaires qui résidaient au Canada, sur lesquels ces derniers ont payé l'impôt au gouvernement de cet autre pays; et

c) dans le cas d'une corporation qui a été constituée avant le 27 avril 1965 et qui n'était pas une corporation à laquelle s'applique le

paragraphe *b*, elle a été constituée au Canada et à un moment quelconque dans l'année d'imposition ou dans une année d'imposition antérieure de la corporation, prenant fin après le 26 avril 1965, elle résidait au Canada ou y exploitait une entreprise.

1972, c. 23, a. 11.

CHAPITRE III

ÉTABLISSEMENT

Établissement. **12.** L'établissement d'un contribuable signifie une place fixe où il exerce son entreprise ou, s'il n'y a pas de telle place, l'endroit principal où il exerce son entreprise. Un établissement comprend également un bureau, une succursale, une mine, un puits de pétrole, une exploitation agricole, une terre à bois, une usine, un entrepôt, ou un atelier.

1972, c. 26, a. 33.

Établissement présumé. **13.** Lorsqu'un contribuable exerce une entreprise par l'intermédiaire d'un employé, agent ou mandataire qui est établi à un endroit donné, qui a autorité générale pour contracter pour son employeur ou mandant ou qui dispose d'une provision de marchandises appartenant à ces derniers et servant à remplir régulièrement les commandes qu'il reçoit, le contribuable est réputé avoir un établissement à cet endroit.

Exception. Toutefois, un contribuable n'est pas réputé avoir un établissement du seul fait qu'il a des relations d'affaires avec quelqu'un d'autre par l'intermédiaire d'un agent à commission, un courtier ou autre agent indépendant ou maintient un bureau ou un entrepôt dans l'unique but d'acheter des marchandises; de même, il n'est pas réputé avoir un établissement à un endroit du seul fait de son contrôle sur une filiale qui y exerce une entreprise.

1972, c. 26, a. 33.

Établissement présumé. **14.** Une corporation qui possède un établissement au Canada en vertu du présent chapitre et qui est propriétaire d'un terrain dans une province est réputée avoir à l'égard de ce terrain un établissement dans cette province.

1972, c. 26, a. 33.

Établissement présumé. **15.** Un contribuable qui utilise dans un endroit donné une quantité importante de machines ou de matériel à un moment donné

d'une année d'imposition est réputé avoir un établissement à cet endroit.

1972, c. 26, a. 33.

Établissement présumé. **16.** Une corporation d'assurance est réputée posséder un établissement à chaque endroit où elle est enregistrée ou détient un permis pour y exercer son entreprise.

1972, c. 26, a. 33.

CHAPITRE IV

LIEN DE DÉPENDANCE ET PERSONNES ET GROUPES LIÉS

Groupe lié. **17.** Dans la présente partie, un groupe est lié lorsque chacune des personnes qui le composent est liée à chaque autre personne du groupe.

1972, c. 23, a. 12.

Lien de dépendance. **18.** Aux fins de la présente partie, des personnes liées sont réputées avoir entre elles un lien de dépendance et la question de savoir si des personnes non liées entre elles ont, à un moment donné, un lien de dépendance en est une de fait.

1972, c. 23, a. 13.

Personnes liées. **19.** 1. Sont des personnes liées ou des personnes liées entre elles:

- a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;
- b) une corporation et
 - i. la personne qui contrôle cette corporation,
 - ii. une personne membre d'un groupe lié qui contrôle la corporation, ou
 - iii. une personne liée à celle visée au sous-paragraphe i ou ii;
- c) deux corporations quelconques
 - i. si elles sont contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes;
 - ii. si chacune d'elles est contrôlée par une personne et si la personne contrôlant l'une est liée à celle contrôlant l'autre;
 - iii. si l'une d'elles est contrôlée par une personne liée à un membre d'un groupe lié qui contrôle l'autre;
 - iv. si l'une des corporations est contrôlée par une personne liée à chaque membre d'un groupe non lié qui contrôle l'autre;
 - v. si l'un des membres d'un groupe lié contrôlant une des corpora-

tions est lié à chaque membre d'un groupe non lié qui contrôle l'autre; ou

vi. si chaque membre d'un groupe non lié contrôlant une des corporations est lié à au moins un membre d'un groupe non lié qui contrôle l'autre.

Corporations liées.

2. Deux corporations liées à une même corporation en vertu du paragraphe 1 sont réputées, aux fins du paragraphe 1 et de l'article 18, être liées entre elles.

1972, c. 23, a. 14.

Contrôle par des groupes liés.

20. Aux fins de l'article 19,

a) un groupe lié qui est en mesure de contrôler une corporation est réputé être un groupe lié qui la contrôle, qu'il fasse ou non partie d'un groupe plus vaste qui contrôle en fait la corporation;

b) une personne qui avait, en vertu d'un contrat, un droit immédiat ou éventuel, avec ou sans réserve, à des actions d'une corporation, ou un droit de les acquérir ou d'en contrôler les droits de vote, est réputée, sauf lorsque le contrat stipule que le droit ne peut être exercé qu'au décès d'un particulier qui y est désigné, avoir occupé la même position relativement au contrôle de la corporation que si les actions lui appartenaient; et

c) un actionnaire de deux ou plusieurs corporations est réputé, à ce titre relativement à l'une de ces corporations, être lié à lui-même à titre d'actionnaire relativement à chacune des autres corporations.

1972, c. 23, a. 15.

Personnes unies par les liens du sang.

21. Aux fins de la présente partie, à l'exclusion du sous-paragraphe ii du paragraphe b de l'article 695:

a) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une est l'enfant, un autre descendant, un frère ou une soeur de l'autre;

Personnes unies par les liens du mariage.

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

Personnes unies par les liens de l'adoption.

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang, mais autrement qu'en qualité de frère ou de soeur.

1972, c. 23, a. 16; 1974, c. 18, a. 2; 1975, c. 22, a. 2.

LIVRE II

ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT

Assujettissement à l'impôt.

22. Toute personne qui est un particulier résidant au Québec le dernier jour d'une année d'imposition ou qui est une corporation ayant un établissement au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition doit payer un impôt sur son revenu imposable pour cette année d'imposition.

«Impôt payable».

«L'impôt payable par un particulier visé au premier alinéa, qui exerce une entreprise hors du Québec au Canada, est égal à la partie de l'impôt établi en vertu des articles 750 à 767 représentée par la proportion qui existe entre son revenu gagné au Québec et son revenu gagné au Québec et ailleurs, telle qu'établie par les règlements».

1972, c. 23, a. 17; 1972, c. 26, a. 34; 1973, c. 17, a. 4.

Particulier qui cesse de résider au Canada.

23. Lorsqu'un particulier cesse de résider au Canada, au cours d'une année d'imposition, le dernier jour de son année d'imposition est, aux fins de l'article 22, le dernier jour où il a résidé au Canada.

Revenu imposable d'un résident.

Si le particulier résidait au Québec ce jour-là et n'a pas, pendant une autre partie de l'année d'imposition, résidé au Canada, n'y a pas occupé d'emploi et n'y a pas exercé d'entreprise, son revenu imposable pour l'année d'imposition est l'ensemble de:

a) son revenu pour toute période de l'année pendant laquelle il a résidé au Canada, y a exercé une entreprise et y a occupé un emploi, calculé comme si cette période constituait toute une année d'imposition, moins les déductions permises par le livre IV qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant attribuables à cette période; et

b) du montant qui serait son revenu gagné au Canada visé à l'article 1090 pour toute période de l'année autre que celle mentionnée au paragraphe , s'il n'avait résidé au Canada à aucun moment de l'année, calculé comme si cette période constituait toute une année d'imposition, moins les déductions permises par le livre IV qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant attribuables à cette période. Aux fins de ce calcul, un particulier qui a cessé de résider au Canada au cours de l'année dans les circonstances mentionnées à l'article 1093 est réputé avoir cessé d'y résider au cours d'une année antérieure dans les mêmes circonstances.

1972, c. 23, a. 18; 1972, a. 26, a. 35.

Calcul du revenu imposable.

24. Le revenu imposable d'un particulier visé à l'article 22 pour une année d'imposition s'obtient en soustrayant de son revenu pour l'année les déductions permises par le livre IV, sauf si un tel particulier n'a résidé au Canada qu'une partie de cette année d'imposition

et, pendant une autre partie de l'année, n'y a pas occupé d'emploi et n'y a pas exercé d'entreprise. Dans ce dernier cas, son revenu imposable est calculé de la façon indiquée à l'article 23, qu'il s'agisse d'un particulier qui a commencé à résider au Canada au cours de l'année ou d'un particulier qui a cessé d'y résider au cours de l'année.

1972, c. 23, a. 19; 1972, c. 26, a. 36.

Non résidant le dernier jour.

25. Tout particulier résidant au Canada hors du Québec le dernier jour d'une année d'imposition doit, s'il a exercé une entreprise au Québec à un moment quelconque de l'année, payer un impôt sur son revenu gagné au Québec pour l'année, tel que déterminé en vertu de la partie II.

Montant de l'impôt.

Cet impôt est égal à la partie de l'impôt que ce particulier paierait en vertu des articles 750 à 767 sur son revenu imposable, tel qu'il serait déterminé en vertu de l'article 24 si ce particulier résidait au Québec, représentée par la proportion qui existe entre ce revenu gagné au Québec et ce qu'aurait été son revenu s'il avait résidé au Québec le dernier jour de l'année d'imposition. Toutefois, cet impôt ne doit pas excéder le montant que paierait ce particulier s'il résidait au Québec.

Dernier jour de l'année d'imposition.

Aux fins du présent article, lorsqu'un particulier cesse de résider au Canada au cours d'une année d'imposition, le dernier jour de son année d'imposition est le dernier jour où il a résidé au Canada.

1972, c. 23, a. 20; 1972, c. 26, a. 37; 1973, c. 17, a. 5.

Non résidant mais employé.

26. Tout particulier qui n'a résidé au Canada à aucun moment d'une année d'imposition et qui, au cours de l'année d'imposition ou au cours d'une année d'imposition antérieure, a été employé au Québec, y a exercé une entreprise ou a aliéné un bien québécois imposable, doit payer un impôt sur son revenu gagné au Québec pour l'année tel que déterminé en vertu de la Partie II.

Calcul de l'impôt.

Cet impôt est égal à la partie de l'impôt que ce particulier paierait en vertu des articles 750 à 767 sur son revenu imposable gagné au Canada, tel que déterminé en vertu de la partie II, si ce particulier résidait au Québec, représentée par la proportion qui existe entre son revenu gagné au Québec et son revenu gagné au Canada tel que déterminé conformément à l'article 1090. Toutefois, cet impôt ne doit pas excéder le montant que ce particulier paierait sur son revenu gagné au Canada s'il résidait au Québec.

1972, c. 23, a. 21; 1972, c. 26, a. 38.

Impôt payable par certaines corporations non-résidentes au Canada.

27. Toute corporation qui n'est pas visée à l'article 22, ne réside pas au Canada et aliène dans une année d'imposition un bien québécois imposable doit payer un impôt au taux établi au paragraphe 1

Corporation faisant affaire
hors du Québec.

de l'article 771 sur les montants décrits aux paragraphes *d*, *e*, *f* et *h* de l'article 1089 qui lui sont applicables et sur l'excédent de l'ensemble de ses gains en capital imposables sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles provenant de l'aliénation d'un tel bien.

Lorsqu'une corporation visée à l'article 22 a un établissement en dehors du Québec, son impôt payable est égal à la partie de l'impôt établi en vertu du paragraphe 1 de l'article 771, représentée par la proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs, telles que déterminées en vertu du paragraphe 2 de l'article 771.

1972, c. 23, a. 22; 1973, c. 17, a. 6; 1975, c. 22, a. 3.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le chiffre (771) des mots «sur les montants décrits aux paragraphes (d), (e), (f), et (h) de l'article (1089) qui lui sont applicables et», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes en ce qui concerne le paragraphe (e) de l'article (1089). (1975, c. 22, a. 296).

LIVRE III

CALCUL DU REVENU

TITRE I

RÈGLES FONDAMENTALES

Calcul du revenu pour une
année d'imposition.

28. Un contribuable doit, pour déterminer son revenu pour une année d'imposition aux fins de la présente partie:

a) additionner l'ensemble de ses revenus provenant pour l'année de chaque source, au Canada et dans tout autre endroit, à l'exception de ses gains en capital imposables résultant de l'aliénation de biens;

b) ajouter au montant ainsi obtenu l'excédent de
i. ses gains en capital imposables pour l'année résultant de l'aliénation de biens autres que des biens précieux et son gain net imposable pour l'année résultant de l'aliénation de biens précieux, sur

ii. ses pertes en capital admissibles, pour l'année, résultant de l'aliénation de biens autres que des biens précieux; et

c) soustraire de la somme des montants ainsi obtenus les montants suivants:

i. les déductions permises par le titre VI dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, sauf celles qui sont prises en considération lors du calcul des revenus visés au paragraphe a et, s'il est un reste,

ii. les pertes subies dans l'année par le contribuable découlant d'une charge, d'un emploi, d'une entreprise ou d'un bien, et, s'il est un reste,

iii. dans le cas d'un particulier, l'excédent de ses pertes en capital visées au sous-paragraphe ii du paragraphe b sur ses gains en capital visés au sous-paragraphe i du paragraphe b, jusqu'à concurrence de \$1,000, sans excéder le reste établi au sous-paragraphe ii.

1972, c. 23, a. 23.

Revenu ou perte provenant
de sources situées au
Canada ou dans un autre
endroit.

29. Lorsqu'un revenu ou une perte provient d'une charge, d'un emploi, d'une entreprise, de biens ou d'une autre source au Canada ou dans un autre endroit ou lorsqu'un revenu ou une perte provient d'une charge, d'un emploi ou d'une entreprise, exercé en partie au Canada et en partie dans un autre endroit, le contribuable doit calculer séparément le revenu ou la perte provenant de chaque source selon l'endroit et n'y appliquer que la partie des déductions prévues par la présente partie qui est raisonnablement applicable à cette source selon l'endroit.

Application des déductions
permises.

Les déductions permises par les articles 334 à 356 doivent, nonobstant le premier alinéa, être appliquées à l'ensemble du revenu du contribuable. Toutefois, aux fins de la partie II et de l'article 772,

lorsqu'il s'agit d'un revenu ou d'une perte provenant d'une charge, d'un emploi ou d'une entreprise exercé en partie au Canada et en partie dans un autre endroit les déductions admissibles, sauf celles prévues aux sous-paragraphes *a*, *b* ou *c* du paragraphe 1 de l'article 336 ou au paragraphe *b* de l'article 339, doivent être appliquées séparément au revenu provenant de chacun de ces endroits.

1972, c. 23, a. 24.

Restrictions quant à
certains montants déjà
inclus ou déduits.

30. Le contribuable qui, dans le calcul de son revenu, a déjà inclus ou déduit un montant n'est pas tenu d'inclure de nouveau ce montant ni autorisé, suivant le cas, à le déduire de nouveau à moins qu'il ne soit obligé ou autorisé par la présente partie expressément ou dans des termes dont s'infère nécessairement cette obligation ou autorisation.

1972, c. 23, a. 25.

Déduction reportée
accordée dans le calcul du
revenu.

31. Aux fins du calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, toute déduction accordée à ce contribuable en vertu d'une disposition d'une loi prescrite dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure à l'égard de laquelle il n'était pas assujetti à l'impôt prévu par la présente partie est réputée, sauf disposition contraire prescrite, lui avoir été aussi accordée en vertu de la disposition correspondante de la présente partie dans le calcul de son revenu pour cette année antérieure.

1977, c. 26, a. 2.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes, sauf à l'égard d'un avis d'opposition à une cotisation fait avant le 22 décembre 1977 ou d'un appel interjeté relativement à cette cotisation. (1977, c. 26, a. 2).

TITRE II

REVENU OU PERTE PROVENANT D'UNE CHARGE OU D'UN EMPLOI

CHAPITRE I

RÈGLES FONDAMENTALES

Revenu d'une charge ou
d'un emploi.

32. Sous réserve de la présente partie, le revenu d'un particulier provenant pour une année d'imposition d'une charge ou d'un emploi est le traitement, le salaire et toute autre rémunération qu'il a reçus pendant cette année, y compris les gratifications.

1972, c. 23, a. 26.

Perte provenant d'une charge ou d'un emploi.

33. La perte d'un particulier provenant pour une année d'imposition d'une charge ou d'un emploi est le montant de cette perte, calculée en appliquant *mutatis mutandis* les dispositions de la présente partie relatives au calcul du revenu provenant de cette source.

1972, c. 23, a. 27.

Montants reçus par un employé d'un employeur.

34. Tout montant qu'un particulier reçoit d'une autre personne alors qu'il est un employé de cette dernière est présumé être reçu à titre de rémunération pour services rendus. Il en est de même de tout montant reçu en paiement d'une obligation découlant d'une entente qui est intervenue entre deux personnes, alors que l'une est l'employé de l'autre, immédiatement avant qu'elle ne le devienne ou immédiatement après qu'elle a cessé de l'être.

1972, c. 23, a. 28.

Présomption repoussée.

35. La présomption prévue à l'article 34 peut être repoussée s'il est démontré que, indépendamment de la date et des termes de toute entente, le paiement n'a pas été fait pour services rendus ou à rendre, pour inciter un particulier à accepter une charge ou un emploi ou en contre partie d'un engagement d'un employé portant sur ce qu'il doit faire ou ne pas faire avant qu'il ne devienne ou après qu'il cesse d'être un employé.

1972, c. 23, a. 29.

CHAPITRE II

MONTANTS À INCLURE

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Montants à inclure dans le revenu.

36. Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année provenant d'une charge ou d'un emploi les montants qu'il reçoit ou dont il bénéficie pendant cette année et qui sont prévus au présent chapitre.

Honoraires et jetons de présence.

Ces montants comprennent les honoraires que le particulier reçoit en raison ou à l'occasion d'une charge ou d'un emploi, y compris les jetons de présence d'un administrateur.

1972, c. 23, a. 30.

SECTION II

AVANTAGES MARGINAUX

Valeur de certains avantages.

37. Les montants qu'un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu comprennent la valeur de la pension, du logement et des autres avantages que le particulier reçoit ou dont il bénéficie en raison ou à l'occasion de sa charge ou de son emploi ainsi que les allocations qu'il reçoit pour frais personnels ou de subsistance ou pour toute autre fin.

1972, c. 23, a. 31.

Valeur de certains avantages non incluse dans le revenu.

38. Un particulier n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu la valeur des avantages qui proviennent des contributions versées à son égard par son employeur en vertu

- a) d'un régime enregistré de retraite;
- b) d'un régime d'assurance collective contre la maladie ou les accidents;
- c) d'un régime privé d'assurance-maladie;
- d) d'un régime de prestations supplémentaires de chômage;
- e) d'un régime d'intéressement différé; ou
- f) sous réserve des articles 44 à 46, d'une police collective d'assurance temporaire sur la vie.

1972, c. 23, a. 32.

Allocations non incluses dans le calcul du revenu.

39. Un particulier n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu

- a) les allocations pour frais de voyage, frais personnels ou frais de subsistance expressément établies par une loi du Canada, en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37) ou en vertu d'une autorisation du Conseil du trésor du Canada si, dans ce dernier cas, ces allocations sont versées à une personne qui est nommée ou dont les services sont retenus conformément à la Loi sur les enquêtes (Statuts du Canada) relativement à l'accomplissement des fonctions afférentes à sa nomination ou à son engagement;
- b) les frais de voyage et les indemnités d'absence du foyer qu'il reçoit en vertu de règlements militaires à titre de membre des forces canadiennes;
- c) les allocations de représentation ou autres allocations spéciales qu'il reçoit à l'égard d'une période d'absence du Canada à titre de personne visée aux paragraphes b, c ou d de l'article 8;
- d) les allocations de représentation ou autres allocations spéciales qu'il reçoit à titre d'agent général d'une province à l'égard d'une période pendant laquelle il était à Ottawa à ce titre;
- e) les allocations raisonnables qu'il reçoit à titre de ministre du

culte ou de membre du clergé desservant un diocèse, une paroisse ou une congrégation, ou en ayant la charge, pour les frais de déplacement encourus dans l'accomplissement de ses fonctions;

f) les allocations qu'il reçoit d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'une autre administration publique à titre de pompier volontaire, jusqu'à concurrence d'un maximum global de \$300, pour les dépenses qu'il engage en raison de ces fonctions à ce titre; et

g) les allocations pour frais de voyage, frais personnels, frais de subsistance ou frais de représentation déterminées par le gouvernement.

1972, c. 23, a. 33.

Allocations non incluses dans le calcul du revenu.

40. Un particulier n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu:

a) les allocations ne dépassant pas un montant raisonnable pour frais de voyage qu'il reçoit de son employeur à l'égard de toute période pendant laquelle son emploi est relié à la vente de biens ou à la négociation de contrats pour son employeur; ni

b) les allocations ne dépassant pas un montant raisonnable pour frais de voyage qu'il reçoit de son employeur à titre d'employé autre qu'un employé visé au paragraphe a si elles sont calculées en fonction du temps véritablement passé par l'employé à voyager dans l'accomplissement de ses fonctions, à l'extérieur de la municipalité ou, le cas échéant, de la région métropolitaine dans laquelle est situé l'établissement de l'employeur où il travaille habituellement ou auquel il est ordinairement attaché.

1972, c. 23, a. 34; 1977, c. 26, a. 3.

Valeur minimum du droit d'usage d'une automobile.

41. Si un employeur met dans l'année une automobile à la disposition de son employé pour l'usage personnel, exclusif ou non, de cet employé, celui-ci doit inclure dans le calcul de son revenu la valeur de ce droit d'usage, même s'il ne s'en prévaut pas, dans la mesure où cette valeur excède l'ensemble du montant qu'il a payé dans l'année à son employeur pour l'usage de cette automobile et du montant déjà inclus dans le calcul de son revenu pour l'année aux termes de l'article 37 pour l'usage de cette automobile.

Calcul de la valeur du droit d'usage.

La valeur de ce droit d'usage ne doit pas être inférieure à un pour cent du coût en capital de cette automobile pour chaque période de trente jours pendant laquelle l'automobile a été mise à la disposition de l'employé tout en étant la propriété de l'employeur; à cette fin, seize jours ou plus comptent pour une telle période.

Automobile louée.

Si l'automobile est louée, la valeur de ce droit d'usage ne doit pas être inférieure au tiers de l'excédent des frais payables à cette fin au locateur par l'employeur sur la partie de ces frais qui est raisonnablement attribuable au coût de l'assurance contre la perte, les domma-

ges ou la responsabilité à l'égard de cette automobile pour le nombre de jours pendant lesquels l'automobile est mise à la disposition de l'employé.

Vendeur d'automobiles.

Lorsque le contribuable est principalement employé à la vente d'automobiles, il peut choisir que le deuxième alinéa s'applique à son égard comme si les mots « un pour cent » y étaient remplacés par les mots « trois quarts de un pour cent »; dans ce cas, le coût en capital de l'automobile en cause pour l'employeur est le quotient de la division du coût pour lui de toutes les automobiles neuves qu'il a acquises dans l'année pour revente dans le cours de l'exploitation de son entreprise par le nombre de ces automobiles.

1972, c. 23, a. 35; 1973, c. 17, a. 8.

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement dans le troisième alinéa des mots « tiers des frais engagés à cette fin par l'employeur pour le nombre de jours pendant » par les mots « tiers de l'excédent des frais payables à cette fin au locateur par l'employeur sur la partie de ces frais qui est raisonnablement attribuable au coût de l'assurance contre la perte, les dommages ou la responsabilité à l'égard de cette automobile pour le nombre de jours pendant »;

- l'addition du quatrième alinéa;

s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Emploi en un lieu éloigné.

42. 1. N'est pas incluse dans le calcul du revenu d'un particulier la valeur de la pension et du logement ou une allocation n'excédant pas un montant raisonnable pour les dépenses qu'il encourt à ce titre s'il reçoit cette allocation en raison de sa charge ou de son emploi et

a) si ce particulier exerce des fonctions de nature temporaire dans un lieu qui est suffisamment éloigné du lieu ordinaire de sa résidence pour qu'on ne puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'il y retourne chaque jour; ou

b) s'il exerce des fonctions dans un lieu dont la situation géographique est telle qu'on ne puisse raisonnablement s'attendre à ce que ce particulier y établisse ou établisse dans le voisinage le lieu ordinaire de sa résidence.

Emploi en un lieu éloigné.

2. Il en est de même, si le paragraphe 1 s'applique à lui, de la valeur du transport de ce particulier entre ce lieu de travail et le lieu ordinaire de sa résidence ou d'une allocation n'excédant pas un montant raisonnable qui lui est versée à ce titre.

Emploi en un lieu éloigné.

3. Le présent article ne s'applique à un particulier que si ses fonctions l'obligent à s'absenter pendant au moins 36 heures consécutives du lieu ordinaire de sa résidence.

Lieu ordinaire de résidence.

4. L'expression « lieu ordinaire de sa résidence » signifie, aux fins du présent article, le lieu où le particulier tient un établissement domestique autonome où il vit et subvient aux besoins de son con-

joint ou d'une personne à sa charge et unie à lui par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption.

1972, c. 23, a. 36.

SECTION III

BÉNÉFICES D'ASSURANCE-REVENU

Prestations d'assurance
contre la maladie ou les
accidents,
d'assurance-invalidité ou
d'assurance-revenu, à
inclure dans le revenu.

Calcul de la limite visée au
paragraphe 1.

43. 1. Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu les montants qui sont payables périodiquement et qu'il reçoit en raison de la perte totale ou partielle de son revenu provenant d'une charge ou d'un emploi, conformément à un régime d'assurance contre la maladie ou les accidents, d'assurance-invalidité ou d'assurance-revenu auquel son employeur a versé une contribution, jusqu'à concurrence de la limite prévue au paragraphe 2.

2. Cette limite s'établit en calculant l'excédent de

a) l'ensemble des montants que le contribuable a ainsi reçus en vertu du régime avant la fin de l'année, depuis la fin de l'année 1971 ou, suivant la date la plus rapprochée, depuis la fin de la dernière année au cours de laquelle il a inclus un tel montant dans son revenu, sur

b) l'ensemble des cotisations que le contribuable a versées en vertu du régime avant la fin de l'année, depuis la fin de l'année 1967 ou, suivant la date la plus rapprochée, depuis la fin de la dernière année au cours de laquelle il a inclus dans son revenu un montant visé au sous-paragraphe a.

1972, c. 23, a. 37.

SECTION IV

PRIMES D'ASSURANCE COLLECTIVE

Bénéfices d'assurance-vie
collective à inclure dans le
calcul du revenu.

Détermination de la valeur
du bénéfice.

Calcul de la prime nette
moyenne.

44. 1. Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu le bénéfice qu'il retire du versement d'une prime en vertu d'une police collective d'assurance temporaire sur la vie, à l'égard de toute période de l'année pendant laquelle le montant de l'assurance sur la vie sur sa tête en raison de sa charge ou de son emploi, actuel ou antérieur, excède \$25,000.

2. La valeur du bénéfice s'obtient en soustrayant tout montant que le contribuable a remboursé à son employeur ou a payé à l'égard de la partie de la prime attribuable à l'excédent de l'assurance sur la vie sur sa tête sur \$25,000, du montant de la prime nette moyenne payable à l'égard de cet excédent pour la période.

3. La prime nette moyenne payable pour cet excédent se calcule:

a) en soustrayant tout dividende ou ristourne de quelque nature

que ce soit du total des primes payables pour l'année de la police se terminant dans l'année;

b) en divisant le solde obtenu par la moyenne de l'assurance sur la vie en vigueur en vertu de la police au début et à la fin de l'année de cette police; et

c) en multipliant la fraction ainsi obtenue par cet excédent.

1972, c. 23, a. 38; 1975, c. 22, a. 4.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe 2 des mots «soustrayant le montant payé par le contribuable dans l'année et proportionnellement attribuable, pour la période, à» par les mots «soustrayant tout montant que le contribuable a remboursé à son employeur ou a payé à l'égard de la partie de la prime attribuable à», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Valeur du bénéfice dans le cas de plusieurs polices.

45. Lorsqu'une assurance sur la vie est en vigueur sur la tête du particulier en vertu de plusieurs polices d'assurance collective pendant une période quelconque de l'année, la valeur du bénéfice à inclure dans le revenu de ce particulier doit être calculée séparément à l'égard de chaque police particulière et dans ce calcul on prend pour base, au lieu de \$25,000, la proportion de \$25,000 que le montant de l'assurance sur la vie en vigueur sur la tête du particulier en vertu de chaque police pendant la période visée à l'article 44 représente par rapport au montant total de l'assurance-vie en vigueur sur sa tête pendant cette période en vertu de toutes ces polices.

1972, c. 23, a. 39.

Année de la police se terminant dans l'année.

46. Aux fins de l'article 44, l'expression «année de la police se terminant dans l'année» signifie, lorsqu'il n'existe aucune telle année se terminant dans l'année, la période commençant à l'anniversaire de la date d'émission de la police dans l'année précédente, ou lorsqu'il n'existe pas de tel anniversaire, à la date d'émission de la police, et se terminant le dernier jour de l'année où la police était en vigueur.

1972, c. 23, a. 40.

SECTION V

RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT

Sommes reçues en vertu d'un régime d'intéressement.

47. Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu aux fins du présent chapitre les montants qui lui sont alloués en vertu d'un régime d'intéressement prévu au titre I du livre VII, à l'exception de ceux visés à l'article 860, ainsi que les montants qu'il est tenu d'y inclure en vertu de l'article 857.

1972, c. 23, a. 41.

SECTION VI

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Vente ou émission d'actions
à des employés.

48. La présente section s'applique lorsqu'une corporation convient de vendre ou émettre des actions de son capital-actions ou du capital-actions d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un de ses employés ou à un employé d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance.

1972, c. 23, a. 42.

Avantage réputé reçu par
l'employé.

49. L'employé qui acquiert des actions en vertu de la convention visée à l'article 48 est réputé recevoir en raison de sa charge ou de son emploi, dans l'année d'imposition où il acquiert les actions, un avantage égal au montant par lequel la valeur des actions excède, au moment où il les acquiert, le montant payé ou payable par lui à la corporation pour ces actions.

1972, c. 23, a. 43.

Cession par un employé de
ses droits relatifs à des
actions.

50. L'employé qui cède ou aliène des droits prévus par la convention visée à l'article 48, en ce qui concerne des actions, à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance, est réputé recevoir en raison de sa charge ou de son emploi, dans l'année d'imposition où il fait cette cession ou aliénation, un avantage égal à la valeur de la contrepartie de la cession ou de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 44.

Cession par un employé de
ses droits relatifs à des
actions.

51. Si, à la suite d'une ou plusieurs opérations entre des personnes qui ont entre elles un lien de dépendance, des droits de l'employé en vertu de la convention visée à l'article 48 sont dévolus à une personne qui exerce le droit de l'employé d'acquérir des actions en vertu de la convention, l'employé est réputé recevoir dans l'année d'imposition où cette personne a acquis ces actions un avantage égal au montant par lequel la valeur des actions, au moment où cette personne les a acquises, excède le montant payé ou payable par elle à la corporation pour ces actions.

1972, c. 23, a. 45.

Cession par un employé de
ses droits relatifs à des
actions.

52. Si, par suite d'une ou plusieurs opérations entre des personnes qui ont entre elles un lien de dépendance, des droits de l'employé en vertu de la convention visée à l'article 48 sont dévolus à une personne qui cède ou aliène ces droits à une personne avec qui elle n'a aucun lien de dépendance, l'employé est réputé recevoir en raison de sa

charge ou de son emploi, dans l'année d'imposition où cette personne a fait la cession ou l'aliénation, un avantage égal à la valeur de la contrepartie de la cession ou de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 46.

Actions détenues par un
fiduciaire.

53. Lorsqu'un fiduciaire détient une action pour un employé, de quelque façon que ce soit, ce dernier est réputé, aux fins de la présente section, acquérir l'action au moment où le fiduciaire commence à la détenir pour lui.

1972, c. 23, a. 47.

Restriction quant aux
avantages réputés reçus.

54. Dans les cas prévus aux articles 49 à 52 l'employé n'est pas réputé recevoir, en vertu de la convention, d'autre avantage que celui prévu à ces articles.

1972, c. 23, a. 48.

Revenu de la corporation
visée aux aa. 49 à 52.

55. Aux fins des articles 49 à 52 le revenu, pour une année d'imposition, de la corporation ou d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance est réputé ne pas être inférieur à ce qu'aurait été son revenu pour l'année si aucun avantage prévu à ces articles n'avait été accordé à l'employé.

1972, c. 23, a. 49.

Cas où la personne cesse
d'être un employé.

56. Lorsqu'une personne qui serait par ailleurs visée par les articles 49 à 52 cesse d'être un employé avant que ne soient réalisées toutes les conditions qui rendraient lesdits articles applicables, ces derniers s'appliquent comme si la personne était encore un employé et comme si l'emploi ou la charge durait encore.

1972, c. 23, a. 50.

Application.

57. La présente section ne s'applique pas lorsque l'avantage accordé en vertu de la convention visée à l'article 48 n'a pas été reçu en raison de la charge ou de l'emploi.

1972, c. 23, a. 51.

Actions achetées par un
fiduciaire.

58. Lorsqu'une corporation conclut un arrangement en vertu duquel des actions de la corporation ou d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance sont achetées par un fiduciaire afin que celui-ci les détienne en fiducie pour les vendre à un employé de la corporation ou d'une corporation avec laquelle celle-ci a un lien de dépendance, tout droit qu'obtient l'employé en vertu de cet arrange-

ment est réputé l'être en vertu d'une convention visée à l'article 48. Il en est de même de toute action qu'acquiert l'employé ou une personne à qui ses droits ont été dévolus et de tout montant versé ou promis au fiduciaire.

Disposition non applicable.

Toutefois, l'article 53 ne s'applique pas au cas visé par le présent article.

1972, c. 23, a. 52.

CHAPITRE III

DÉDUCTIONS

SECTION I

RÈGLE D'APPLICATION

Montants déductibles.

59. Un particulier ne peut, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'une charge ou d'un emploi, déduire un montant que dans la mesure où il est prévu au présent chapitre et dans celle où il peut raisonnablement être considéré comme se rapportant à cette charge ou à cet emploi.

1972, c. 23, a. 53.

SECTION II

DÉDUCTION GÉNÉRALE

Déduction d'un montant unique à l'égard d'un emploi.

60. Un particulier peut déduire un montant unique à l'égard de toutes les charges qu'il remplit et de tous les emplois qu'il occupe dans l'année, égal au moindre de \$500 ou de trois pour cent

a) de son revenu provenant pour l'année de toutes ses charges et emplois autres que la charge d'administrateur d'une corporation, calculé avant toute autre déduction prévue au présent chapitre; et

b) de tous les montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *e* et *h* de l'article 312.

1972, c. 23, a. 54; 1975, c. 22, a. 5.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du chiffre « 150 » par le chiffre « 500 », s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Application de l'article 60.

61. L'article 60 ne s'applique pas

a) si le particulier déduit un montant pour l'année en vertu de l'article 62;

b) si le particulier est, à un moment quelconque de l'année, un

membre du Sénat ou de la Chambre des communes du Canada, ou

c) si le particulier est une personne visée aux articles 492 ou 493, sauf dans la mesure où le montant qui serait admis en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 60 excède le montant qui, sans les articles 492 ou 493, serait inclus dans le calcul de ce revenu.

1972, c. 23, a. 55.

SECTION III

DÉPENSES DE VENDEURS ET FRAIS DE VOYAGE

Dépenses de vendeurs.

62. 1. Le particulier dont la charge ou l'emploi est relié à la vente de biens ou à la négociation de contrats pour son employeur peut déduire, conformément à la présente section, les montants qu'il dépense dans l'année pour gagner le revenu provenant de sa charge ou de son emploi s'il est tenu, en vertu de son contrat d'emploi, de défrayer ses propres dépenses, s'il est ordinairement tenu d'exercer ses fonctions ailleurs qu'au lieu d'affaires de son employeur et s'il est rémunéré entièrement ou partiellement par des commissions ou d'autres montants semblables déterminés en fonction des ventes effectuées ou des contrats négociés.

Restriction.

2. Un particulier ne peut réclamer une déduction en vertu du présent article s'il reçoit une allocation pour frais de voyage qu'il n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu aux termes du paragraphe *a* de l'article 40.

Maximum de la déduction permise.

3. La déduction prévue par le présent article ne doit pas excéder le montant des commissions et les autres montants semblables, déterminés en fonction des ventes effectuées ou des contrats négociés, que le particulier reçoit dans l'année et elle ne peut être faite que dans la mesure où les montants dépensés ne sont pas

a) des déboursés, des pertes ou des remplacements de capital ou des paiements à titre de capital, à l'exception des montants prévus à l'article 64, ou

b) des déboursés ou dépenses qui, aux termes de l'article 134, ne seraient pas admis en déduction dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année si sa charge ou son emploi était une entreprise qu'il exploitait lui-même.

1972, c. 23, a. 56; 1977, c. 26, a. 4.

Dépenses de voyage.

63. Un particulier peut déduire les montants qu'il dépense dans l'année pour voyager dans l'exercice de ses fonctions s'il est ordinairement tenu de les exercer ailleurs qu'au lieu d'affaires de son employeur ou à différents endroits et s'il est tenu, en vertu de son

contrat d'emploi, d'acquitter les frais de voyage qu'il encourt dans l'accomplissement de ses fonctions.

Restriction. Un particulier ne peut réclamer une déduction en vertu du présent article s'il reçoit une allocation pour frais de voyage qu'il n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu du paragraphe e de l'article 39 ou de l'article 40 ou s'il réclame une déduction pour l'année en vertu des articles 62, 66 ou 67.

1972, c. 23, a. 57; 1977, c. 26, a. 5.

Dépenses d'automobile. **64.** Le particulier qui a droit à une déduction en vertu des articles 62 ou 63 a aussi droit de déduire l'intérêt qu'il a payé dans l'année sur un emprunt fait pour l'achat d'une automobile utilisée dans l'accomplissement de ses fonctions.

Il peut aussi déduire la partie permise par règlement du coût en capital de cette automobile.

1972, c. 23, a. 58

Dépenses pour repas non déductibles. **65.** Un particulier ne peut, dans le calcul d'une déduction permise par les articles 62 ou 63, déduire un montant dépensé pour un repas que si ce repas est pris dans une période pendant laquelle ses fonctions l'obligent à être absent pendant au moins douze heures de la municipalité ou, le cas échéant, de la région métropolitaine dans laquelle est situé l'établissement de l'employeur où il se présente habituellement pour son travail.

1972, c. 23, a. 59.

Dépenses des employés d'entreprises de transport. **66.** Un particulier qui est à l'emploi d'une personne exerçant principalement une entreprise de transport, et dont les fonctions l'obligent régulièrement à voyager dans des véhicules utilisés par l'employeur pour le transport à l'extérieur de la municipalité ou, le cas échéant, de la région métropolitaine dans laquelle est situé l'établissement de l'employeur où il doit se présenter pour son travail, peut déduire les montants qu'il débourse dans l'année pour ses repas et son logement pendant qu'il est ainsi à l'extérieur de cette municipalité ou région métropolitaine, dans la mesure où il n'est pas remboursé de ces dépenses et n'a pas droit de l'être.

1972, c. 23, a. 60; 1973, c. 17, a. 9.

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement des mots «d'une personne qui exerce principalement une entreprise de transport peut déduire les montants qu'il débourse dans l'année pour ses repas et son logement, dans la mesure où il n'est pas remboursé de ces dépenses et n'a pas droit de l'être, si ses fonctions» par les mots «d'une personne exerçant principalement une entreprise de transport, et dont les fonctions»;

- l'addition après le mot «travail» des mots «, peut déduire les montants qu'il

débourse dans l'année pour ses repas et son logement pendant qu'il est ainsi à l'extérieur de cette municipalité ou région métropolitaine, dans la mesure où il n'est pas remboursé de ces dépenses et n'a pas droit de l'être»; *s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes.* (1973, c. 17, a. 179).

Dépenses de certains
employés de compagnies de
chemin de fer.

67. Un particulier qui est à l'emploi d'une compagnie de chemin de fer peut déduire les montants qu'il débourse dans l'année pour ses repas et son logement pendant qu'il exerce ailleurs qu'au lieu ordinaire de sa résidence les fonctions de suppléant d'un télégraphiste ou chef de gare ou celles de préposé à l'entretien et aux réparations, dans la mesure où il n'est pas remboursé de ces dépenses et n'a pas droit de l'être.

Il peut aussi déduire de tels montants qu'il débourse pendant qu'il est:

a) à l'extérieur de la municipalité ou, le cas échéant, de la région métropolitaine où est située la gare où il se présente ordinairement à son travail; ou

b) dans un lieu qui est suffisamment éloigné du lieu ordinaire de sa résidence au sens de l'article 42 pour qu'on ne puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'il y retourne chaque jour.

1972, c. 23, a. 61.

SECTION IV

CONTRIBUTIONS

Cotisations afférentes à
l'exercice d'une fonction.

68. Un particulier peut déduire les montants qu'il débourse dans l'année dans la mesure où il n'en est pas remboursé et n'a pas droit de l'être, à titre de:

a) cotisation annuelle à une association professionnelle si ce paiement est requis pour maintenir un statut professionnel reconnu par la loi;

b) cotisation annuelle dont le paiement est requis pour demeurer membre d'une association de salariés au sens du Code du travail (chapitre C-27); ou

c) cotisation annuelle qui est retenue par son employeur sur sa rémunération conformément à une convention collective et qui est versée à une association de salariés au sens dudit Code du travail, dont le particulier n'est pas membre.

1972, c. 23, a. 62.

Cotisations non déductibles.

69. Nonobstant les paragraphes *a* et *b* de l'article 68, les cotisations annuelles y prévues ne sont pas admises dans la mesure où elles sont effectivement prélevées aux fins d'un régime de retraite, de

rentes, d'assurance ou de prestations similaires ou pour toute autre fin non directement rattachée aux frais ordinaires de fonctionnement de l'association de salariés à laquelle elles sont versées.

1972, c. 23, a. 63.

SECTION V

RÉGIMES DE RENTES, DE RETRAITE ET D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Contributions à un régime de rentes, de retraite et d'assurance-chômage.

70. Un particulier peut déduire tout montant:

a) payable par lui pour l'année à titre de contribution d'employé en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada);

b) payable par lui pour l'année à titre de contribution en sa qualité d'employé en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou de tout régime équivalent au sens du paragraphe *u* de l'article 1 de ladite loi; ou

c) versé par lui dans l'année en vertu d'un régime enregistré de retraite.

1972, c. 23, a. 64.

Maximum de la déduction permise.

71. La déduction permise à un particulier par le paragraphe *c* de l'article 70 ne doit pas excéder:

a) à l'égard des services que le particulier a rendus dans l'année, les montants que son employeur retient de sa rémunération en vertu du régime ou que le particulier verse en vertu du régime comme partie de ses cotisations pour l'année à titre de membre d'une association de salariés au sens du Code du travail, jusqu'à concurrence de \$3,500;

b) à l'égard des services que le particulier a rendus antérieurement à l'année, pour les années où il ne versait pas de contribution au régime, les montants que le particulier verse à leur égard dans l'année dans la mesure où il ne sont pas admissibles en déduction au cours de l'année précédente en vertu du paragraphe *d* de l'article 339, jusqu'à concurrence du moindre des montants suivants:

i. \$3,500;

ii. la partie de ces montants qui n'excède pas le produit obtenu en multipliant \$3,500 par le nombre desdites années antérieures diminué des montants déduits dans les années antérieures en vertu du présent paragraphe; ou

c) à l'égard des services que le particulier a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il versait des contributions au régime, les montants que le particulier verse dans l'année, sans dépasser \$3,500, à l'égard de ces années antérieures, dans la mesure où ils ne sont pas

admissibles en déduction au cours de l'année précédente en vertu du paragraphe *d* de l'article 339, moins tout montant déduit dans l'année en vertu des paragraphes *a* et *b*.

1972, c. 23, a. 65; 1976, c. 18, a. 1.

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement dans le paragraphe *a* du chiffre «2,500» par le chiffre «3,500»;
- le remplacement du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b*, qui auparavant se lisait ainsi:

«\$2,500;»;

- le remplacement dans le sous-paragraphe *ii* du paragraphe *b* du chiffre «2,500» par le chiffre «3,500»;

- le remplacement dans le paragraphe *c* du chiffre «2,500» par le chiffre «3,500»; s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Maximum de la déduction permise.

72. Le maximum de \$3,500 prévu aux paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 71 s'applique, à l'égard de chacun de ces paragraphes, à l'ensemble des contributions qu'il vise, quelque soit le nombre de régimes auxquels l'employé a contribué.

1972, c. 23, a. 66; 1976, c. 18, a. 2.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement du chiffre «2,500» par le chiffre «3,500», s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Enseignants.

73. Dans le cas d'un enseignant, le paragraphe *b* de l'article 71 s'applique à l'égard des services rendus antérieurement même s'il versait alors une contribution au régime.

1972, c. 23, a. 67.

Report de l'excédent des contributions sur une année postérieure.

74. Un employé peut reporter sur une année postérieure le montant de ses contributions à un régime excédant les montants admissibles en vertu des paragraphes *b* ou *c* de l'article 71 et du paragraphe *d* de l'article 339, qu'il a versées après 1945 dans le cas prévu au paragraphe *b* de l'article 71, à l'égard de services rendus antérieurement alors qu'il ne contribuait pas au régime ou, dans le cas du paragraphe *c* de l'article 71, qu'il a versées après 1962 à l'égard de services rendus antérieurement alors qu'il versait des contributions au régime. Dans ce cas, ce montant est admissible, selon le cas, conformément aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 71.

1972, c. 23, a. 68.

Contributions payables par un employé qui est lui-même employeur.

75. Un particulier qui peut déduire le salaire payé à une autre personne en vertu de l'article 78 peut également déduire tout montant payable par lui dans l'année à l'égard du salaire de cette per-

sonne à titre de contribution d'employeur en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada), en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou de tout régime équivalent au sens du paragraphe *u* de l'article 1 de ladite loi ou en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29).

1975, c. 21, a. 2.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

SECTION VI

DIVERS

Résidence d'un membre du
clergé ou d'un ordre
religieux.

76. Un particulier qui est membre du clergé ou d'un ordre religieux ou ministre régulier d'une confession religieuse et qui dessert un diocèse, une paroisse ou une congrégation ou en a la charge ou s'occupe exclusivement et à plein temps d'un service administratif en vertu de son titre de nomination par cet ordre ou confession, peut déduire un montant égal:

a) à la valeur de la résidence ou logement qu'il occupe en raison de sa charge ou de son emploi, dans la mesure où cette valeur est incluse dans le calcul de son revenu pour l'année; ou

b) au loyer qu'il paie pour la résidence ou logement qu'il occupe ou à la juste valeur locative de la résidence ou logement qui lui appartient et qu'il occupe dans l'année, sans excéder dans ces deux cas la rémunération provenant de sa charge ou de son emploi.

1972, c. 23, a. 69.

Frais judiciaires d'un
employé.

77. Un particulier peut déduire les frais judiciaires ou extra-judiciaires qu'il verse dans l'année pour la perception d'un traitement ou d'un salaire qui lui est dû par son employeur ou son ancien employeur.

1972, c. 23, a. 71.

Loyer de bureau, salaire
d'un adjoint, fournitures.

78. Un particulier peut déduire tout montant qu'il verse dans l'année, dans la mesure où il n'en est pas remboursé et n'a pas droit de l'être, à titre de loyer de bureau ou de salaire d'un adjoint ou d'un remplaçant ou à titre de fournitures consommées directement dans l'accomplissement de ses fonctions si son contrat d'emploi l'oblige à verser ces montants et, suivant le cas, à se procurer ces fournitures.

1972, c. 23, a. 72.

Contributions à une caisse
d'enseignants.

79. Un particulier peut déduire un montant n'excédant pas \$250 à l'égard de l'ensemble des emplois qu'il occupe à titre d'enseignant, payé par lui dans l'année à une caisse établie par la *Canadian Education Association* pour le bénéfice des enseignants des pays du Commonwealth présents au Canada en vertu d'un accord pour l'échange d'enseignants.

1972, c. 23, a. 73.

TITRE III

REVENU OU PERTE PROVENANT D'UNE ENTREPRISE OU D'UN BIEN

CHAPITRE I

RÈGLES FONDAMENTALES

Revenu provenant d'une
entreprise ou d'un bien.
Revenus à inclure dans le
revenu.

80. Sous réserve de la présente partie, le revenu d'un contribuable provenant d'une entreprise ou d'un bien est le bénéfice qu'il en tire.

Les revenus qu'un contribuable doit, en vertu du présent titre, inclure dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'entreprises ou de biens sont ses revenus en provenant pour cette année, à moins de disposition contraire du présent titre.

1972, c. 23, a. 74.

Perte provenant d'une
entreprise ou d'un bien.

81. La perte d'un contribuable provenant pour une année d'imposition d'une entreprise ou d'un bien est le montant de cette perte calculée en appliquant *mutatis mutandis* les dispositions de la présente partie relatives au calcul du revenu provenant de cette source.

1972, c. 23, a. 75.

Gain ou perte en capital
non inclus.

82. Aux fins de la présente partie, le revenu ou la perte qui proviennent d'un bien ne comprennent respectivement aucun gain ni perte en capital résultant de l'aliénation de ce bien.

1972, c. 23, a. 76.

Évaluation des biens décrits
dans un inventaire.

83. Aux fins du calcul du revenu provenant d'une entreprise, le contribuable doit évaluer les biens décrits dans son inventaire au moindre de leur coût ou de leur juste valeur marchande, ou de toute autre manière prescrite.

«Coût d'un terrain en
inventaire».

Dans le cas d'un terrain, le coût pour le contribuable comprend un montant d'impôts fonciers et d'intérêts visé à l'article 164 relative-

ment à ce terrain à l'égard duquel le contribuable n'a droit à aucune déduction.

1972, c. 23, a. 77; 1975, c. 22, a. 6.

Cet article, modifié en 1975, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'égard d'un montant payé ou payable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 303).

Évaluation des biens décrits
dans un inventaire.

84. Nonobstant l'article 83, aux fins du calcul du revenu provenant d'une entreprise pour une année d'imposition, le contribuable doit évaluer les biens décrits dans son inventaire au début de l'année au même montant que celui auquel ils étaient évalués à la fin de l'année précédente aux fins du calcul du revenu pour cette année précédente.

1972, c. 23, a. 78.

Évaluation incorrecte.

85. Lorsque, en conséquence de la méthode utilisée par le contribuable pour calculer le revenu provenant d'une entreprise pour une année d'imposition, les biens décrits dans son inventaire au début de cette année n'ont pas été évalués de la manière prévue à l'article 83, ces biens sont néanmoins réputés avoir été évalués de cette manière, si le ministre l'ordonne ainsi.

1972, c. 23, a. 79.

Revenu d'un propriétaire
d'une entreprise.

86. 1. Lorsqu'un particulier est propriétaire d'une entreprise, son revenu provenant de l'entreprise pour une année d'imposition est réputé être le revenu de cette entreprise pour tout exercice financier terminé dans l'année.

Référence à l'année
d'imposition.

2. Lorsque le revenu d'un particulier pour une année d'imposition comprend un revenu provenant d'une entreprise dont l'exercice financier ne coïncide pas avec l'année civile, toute référence, à l'égard de l'entreprise, à l'année d'imposition ou à l'année doit être considérée dans le présent titre comme une référence à l'exercice financier se terminant dans l'année, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

1972, c. 23, a. 80.

CHAPITRE II

MONTANTS À INCLURE

SECTION I

MONTANTS SPÉCIFIQUES

Montants à inclure.	87. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu
montants reçus;	provenant pour une année d'imposition d'une entreprise ou de biens,
	a) tout montant qu'il reçoit pendant l'année dans l'exploitation
	d'une entreprise, même si ce montant
	i. lui est versé pour des services qui ne sont pas rendus ou des
	marchandises qui ne sont pas livrées avant la fin de l'année ou s'il
	peut être considéré comme n'ayant pas été gagné dans l'année ou
	dans une année antérieure, ou
	ii. est remboursable, en totalité ou en partie, en vertu d'un arrange-
	ment ou d'une entente, sur remise ou revente au contribuable d'arti-
	cles dans lesquels ou au moyen desquels des marchandises ont été
	livrées à un client;
montants recevables;	b) tout montant à recevoir pour des biens vendus ou des services
	rendus dans l'exploitation d'une entreprise pendant l'année, même si
	ce montant ou une partie de celui-ci n'est pas exigible avant une
	année subséquente, sauf si la méthode adoptée pour le calcul de son
	revenu provenant de l'entreprise et acceptée aux fins de la présente
	partie ne l'oblige pas à inclure dans le calcul de son revenu pour une
	année d'imposition un montant qui n'a pas été reçu dans l'année;
intérêts;	c) tout montant reçu ou à recevoir dans l'année à titre d'intérêts,
	selon la méthode qu'il suit régulièrement dans le calcul de ses bénéfi-
	cés;
provisions pour créances	d) tout montant déduit à titre de provision pour créances douteu-
douteuses;	ses dans le calcul de son revenu pour l'année précédente;
provisions relatives à	e) tout montant déduit dans le calcul de son revenu provenant
certain biens, services;	d'une entreprise pour l'année précédente:
	i. en vertu de l'article 150, y compris tout montant qui lui est
	substitué en vertu de l'article 151;
	ii. en vertu de l'article 152; ou
	iii. en vertu de l'article 153;
indemnités pour dommages	f) tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assu-
causés à des biens	rance ou de toute autre façon, à titre d'indemnité à l'égard de dom-
amortissables;	mages causés à ses biens amortissables, qu'il dépense pour la
	réparation des dommages pendant l'année et dans un délai raison-
	nable après que les dommages sont subis;
montants reçus en fonction	g) tout montant reçu dans l'année et établi en fonction de l'usage
de l'usage, de la	d'un bien ou de la production en découlant, même si ce montant est
production;	

	un versement sur le prix de vente de ce bien, à l'exclusion, toutefois, d'un versement sur le prix de vente d'un terrain agricole;
provisions pour inspection quadriennale;	<i>h)</i> tout montant déduit à titre de provision pour inspection quadriennale ou spéciale d'un navire en vertu de l'article 154 dans le calcul de son revenu pour l'année précédente;
mauvaises créances recouvrées;	<i>i)</i> tout montant reçu dans l'année en recouvrement d'une créance ayant fait l'objet d'une déduction pour mauvaises créances dans le calcul de son revenu pour une année antérieure;
montants reçus d'un régime d'intéressement des employés;	<i>j)</i> tout montant qu'il reçoit dans l'année en vertu d'un régime d'intéressement établi en faveur de ses employés ou des employés d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance.
dividendes versés par une corporation résidente;	<i>k)</i> tout montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du titre IX à l'égard d'un dividende versé par une corporation résidant au Canada sur une action de son capital-actions;
dividendes de corporation non résidente;	<i>l)</i> tout montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du titre X à l'égard d'un dividende versé par une corporation ne résidant pas au Canada sur une action du capital-actions de cette corporation ou à l'égard d'une action qu'il détient dans le capital-actions de sa filiale étrangère;
revenu tiré d'une société;	<i>m)</i> tout montant qui représente, en vertu du titre XI, un revenu d'entreprises ou de biens du contribuable;
revenu d'une fiducie;	<i>n)</i> tout montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu du titre XII pour l'année, à l'exception d'un montant qui est présumé être un gain en capital imposable du contribuable en vertu dudit titre; et
stabilisation concernant le grain de l'Ouest.	<i>o)</i> tout montant reçu à titre de paiement de stabilisation ou de remboursement de contribution en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (Statuts du Canada).

1972, c. 23, a. 81; 1973, c. 18, a. 3; 1975, c. 22, a. 7; 1977, c. 26, a. 6.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression à la fin du paragraphe *m* du mot «et»;
- le remplacement à la fin du paragraphe *n* du point par ce qui suit: «;et»;
- l'addition du paragraphe *o*;

s'applique depuis le 1^{er} avril 1976. (1977, c. 26, a. 6).

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe *b* des mots «qu'il a droit de» par le mot «à», *s'applique depuis le 18 novembre 1974; (1975, c. 22, a. 330);*
- le remplacement dans le paragraphe *b* des mots «pendant l'année, même s'il n'a droit de recevoir ce montant que pendant une» par les mots «pendant l'année, même si ce montant ou une partie de celui-ci n'est pas exigible avant une», *s'applique depuis le 18 novembre 1974; (1975, c. 22, a. 330);*
- la suppression du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *e*, *s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).*

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:
« en vertu de l'article 326; ».

Prime en argent sur les obligations d'épargne du Québec ou du Canada.

88. Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable reçoit une prime en argent que le gouvernement du Québec ou du Canada s'est obligé à payer sur une obligation d'épargne du Québec ou du Canada, il doit, dans le calcul de son revenu pour l'année, inclure à titre d'intérêt cette prime ou la partie de cette prime qu'il choisit de déclarer à ce titre, et inclure à titre de gain en capital imposable provenant de l'aliénation d'un bien la moitié de l'excédent de la prime en argent reçue sur la partie de la prime ainsi déclarée à titre d'intérêt.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à une prime que le gouvernement du Québec ou du Canada a convenu de payer lors de l'émission de l'obligation aux termes de cette dernière.

1975, c. 21, a. 3.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Redevances à inclure dans le calcul du revenu.

89. Un contribuable doit inclure, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise ou de biens, un montant à recevoir dans l'année, même s'il est à recevoir en vertu d'une autre loi ou d'un contrat, ou la juste valeur marchande d'un bien ainsi à recevoir dans l'année, par une personne visée à l'article 90, à titre ou pouvant raisonnablement tenir lieu de redevance, d'impôt, de taxe, de loyer ou de prime, qui peut raisonnablement être relié à l'acquisition, à la mise en valeur ou à la propriété d'un bien minier canadien ou d'un bien qui aurait été un tel bien s'il avait été acquis après 1971, ou à la production au Canada de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés, de métaux ou de minéraux jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, provenant d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une ressource minérale situé au Canada sur lequel le contribuable avait alors un droit d'extraction.

1975, c. 22, a. 8; 1977, c. 26, a. 7.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui devient recevable après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 7). Auparavant, il se lisait ainsi:

« Un contribuable doit inclure, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise ou de biens, un montant à recevoir dans l'année, même s'il est à recevoir en vertu d'une autre loi ou d'un contrat, ou la juste valeur marchande d'un bien ainsi à recevoir dans l'année, par une personne visée à l'article 81c à titre ou pouvant raisonnablement tenir lieu de redevance ou d'équivalent, d'impôt, de taxe, de loyer, de prime, de contribution ou à tout autre titre qui peut raisonnablement être relié à l'acquisition, à la mise en valeur ou à la propriété, par un contribuable, d'un bien minier canadien ou d'un bien qui aurait été un tel bien

s'il avait été acquis après 1971, ou à la production au Canada de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés, de métaux ou de minéraux industriels jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, provenant d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une ressource minérale situé au Canada sur lequel le contribuable avait alors un droit d'extraction.»

Cet article, inséré en 1975:

- *s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui devient recevable à l'égard de la période postérieure soit au 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit au 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière;* (1975, c. 22, a. 323);

- *à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui devient recevable à l'égard de la période postérieure au 6 mai 1974 et antérieure au 19 novembre 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, doit se lire ainsi:*

« Un contribuable doit inclure, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise ou de biens, un montant à recevoir dans l'année, même s'il l'est en vertu d'une autre loi ou d'un contrat, ou de la juste valeur marchande d'un bien ainsi à recevoir dans l'année par une personne visée à l'article 90 à titre de ou pouvant raisonnablement tenir lieu de redevance ou d'équivalent, d'impôt, de taxe, de loyer, de contribution ou à tout autre titre qui peut raisonnablement être relié à la production au Canada de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés provenant d'un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada, sur lequel le contribuable avait alors un droit d'extraction. ». (1975, c. 22, a. 323).

Redevances recevables par
Sa Majesté, ou par un de
ses agents.

90. L'article 89 s'applique lorsque le montant ou le bien y mentionné est à recevoir par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, par un de ses agents ou par une corporation, commission ou association contrôlée directement ou indirectement de quelque manière que ce soit par elle ou par un de ses agents.

1975, c. 22, a. 8.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui devient recevable à l'égard de la période postérieure soit au 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit au 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 323).

Exception.

91. L'article 89 ne s'applique pas à un montant ou à un bien auquel l'article 144 s'applique, ni à un montant ou bien à recevoir par Sa Majesté du chef du Canada pour l'usage et le bénéfice d'une bande, au sens de la Loi sur les Indiens (Statuts du Canada), ni à un impôt ou taxe pour la partie qui peut raisonnablement être considérée comme étant un impôt ou taxe, municipal ou scolaire.

1975, c. 22, a. 8; 1977, c. 26, a. 8.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des mots «impôt ou taxe, municipal ou scolaire, prélevé pour fournir des services dans le voisinage immédiat du bien du contribuable.» par les mots «impôt ou taxe, municipal ou scolaire.», s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui devient recevable après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 8).

Cet article, inséré en 1975:

- *s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui*

devient recevable à l'égard de la période postérieure soit au 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit au 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière; (1975, c. 22, a. 323);

- à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien qui devient recevable à l'égard de la période postérieure au 6 mai 1974 et antérieure au 19 novembre 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, doit se lire ainsi:

«L'article (89) ne s'applique pas à un montant ou à un bien auquel l'article (144) s'applique, ni à un montant ou à un bien à recevoir par Sa Majesté du Chef du Canada pour l'usage ou le bénéfice d'une bande au sens de la Loi sur les Indiens (Statuts du Canada).» (1975, c. 22, a. 323).

Intérêts courus d'une institution financière.

92. Nonobstant le paragraphe *c* de l'article 87, une banque à laquelle la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada) s'applique, une caisse d'épargne et de crédit, une corporation d'assurance sur la vie, une corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à y offrir les services de fiduciaire ou toute autre corporation dont l'entreprise principale consiste à faire des prêts ou qui emprunte de l'argent dans le public au cours de l'exploitation d'une entreprise consistant principalement à faire des prêts, doivent inclure dans le calcul du revenu provenant de cette entreprise pour une année d'imposition les intérêts courus pour l'année ainsi que les intérêts à recevoir dans l'année dans la mesure où ils ne l'ont pas été pour une année précédente.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à une corporation de fonds mutuels ni à une corporation de placements hypothécaires.

Date d'application.

Aux fins de l'application du présent article à l'année d'imposition 1975, un contribuable autre qu'une caisse d'épargne et de crédit doit inclure dans le calcul de son revenu pour ladite année les intérêts qui ne l'ont pas été pour une année d'imposition se terminant avant 1975 mais qui l'auraient été si le présent article s'était appliqué.

1975, c. 22, a. 8.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

SECTION II

ALIÉNATION DE BIENS AMORTISSABLES

Définitions:

93. Dans la présente section et dans les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, l'expression

«aliénation de biens»;

a) «aliénation de biens» comprend toute opération ou tout événement donnant droit au produit de l'aliénation de biens;

«amortissement total»;

b) «amortissement total» accordé à un contribuable avant un moment quelconque à l'égard de biens d'une catégorie prescrite signifie l'ensemble des montants accordés au contribuable à l'égard des biens de cette catégorie en vertu des règlements adoptés aux termes

du paragraphe *a* de l'article 130, dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures à ce moment;

«bien amortissable»;

c) «bien amortissable» d'un contribuable à un moment quelconque d'une année d'imposition signifie un bien à l'égard duquel une déduction est accordée au contribuable aux termes du paragraphe *a* de l'article 130, ou à l'égard duquel le contribuable a droit à une telle déduction dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition ou pour une année d'imposition antérieure;

«bien forestier»;

d) «bien forestier» d'un contribuable signifie:

i. un droit ou un permis de couper ou de prendre du bois sur une concession ou un territoire au Canada, ci-après appelé «droit original», lorsque ce droit original est acquis par le contribuable après le 6 mai 1974 et autrement que prévu au sous-paragraphe ii et qu'au moment de l'acquisition, soit que le contribuable puisse raisonnablement être considéré comme ayant acquis, directement ou indirectement, le droit de prolonger ou de renouveler ce droit ou d'en acquérir un semblable pour le remplacer, soit qu'il puisse raisonnablement s'attendre, compte tenu du cours ordinaire des choses, à être en mesure d'obtenir tel prolongement, renouvellement ou acquisition; ou

ii. tout droit ou permis de couper ou de prendre du bois sur une concession ou un territoire au Canada, lorsque le contribuable est propriétaire de ce droit ou permis, et que l'on peut raisonnablement les considérer comme étant un prolongement ou un renouvellement d'un droit original du contribuable, ou comme ayant été acquis en remplacement ou à titre de partie d'une série de remplacements d'un droit original du contribuable ou d'un tel prolongement ou renouvellement;

«partie non amortie du coût en capital»;

e) «partie non amortie du coût en capital» des biens amortissables d'une catégorie prescrite d'un contribuable, à un moment quelconque, est l'excédent de l'ensemble

i. du coût en capital pour lui de chacun des biens amortissables de cette catégorie acquis avant ce moment; et

ii. des montants inclus dans le calcul de son revenu en vertu des articles 93 à 104 pour une année d'imposition se terminant avant ce moment, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des biens amortissables de cette catégorie; sur l'ensemble,

iii. de l'amortissement total accordé au contribuable avant ce moment, à l'égard des biens de cette catégorie;

iv. si le contribuable a aliéné avant ce moment un bien de cette catégorie, autre qu'un bien forestier, du moindre du produit de l'aliénation de ce bien ou de son coût en capital;

v. si le contribuable a aliéné avant ce moment un bien forestier de cette catégorie, du produit de l'aliénation de ce bien; et

vi. lorsque des biens de cette catégorie ont été acquis par le contribuable en vue de gagner un revenu provenant d'une mine et que le contribuable, à l'égard de ces biens, opte en ce sens de la manière et

dans le délai prescrits, d'un montant égal à la partie du revenu provenant de l'exploitation de la mine qui n'est pas incluse dans le calcul du revenu du contribuable ou de toute autre personne, en vertu des dispositions de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) relatives au revenu provenant de l'exploitation de nouvelles mines;

«produit de l'aliénation».

- f) «produit de l'aliénation» d'un bien comprend:
- i. le prix de vente d'un bien aliéné;
 - ii. une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié illégalement;
 - iii. une indemnité pour un bien détruit et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance à l'égard de la perte ou de la destruction d'un bien;
 - iv. une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié en vertu d'une loi ou à l'égard duquel elle a donné avis de son intention de se l'approprier ainsi;
 - v. une indemnité pour des actes ou omissions de la part d'une personne agissant ou non dans l'exercice d'un droit, en vertu d'une loi ou autrement, qui portent atteinte à un bien;
 - vi. une indemnité pour dommages à un bien et tout montant reçu ou recevable en vertu d'une police d'assurance couvrant de tels dommages, sauf dans la mesure où une telle indemnité ou un tel montant, selon le cas, est dépensé pour sa réparation dans un délai raisonnable après que les dommages ont été causés;
 - vii. le montant de la réduction de la dette d'un contribuable envers un créancier bénéficiant d'une sûreté réelle sur un bien par suite de la vente de ce bien en vertu de l'acte créant cette sûreté, et tout montant reçu par le contribuable à même le produit d'une telle vente; et

viii. tout montant inclus dans le calcul du produit de l'aliénation d'un bien d'un contribuable en vertu du paragraphe a de l'article 484.

1972, c. 23, a. 82; 1975, c. 22, a. 9; 1977, c. 26, a. 9.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe (e), s'applique au calcul de la partie non amortie du coût en capital des biens amortissables d'une catégorie prescrite d'un contribuable à un moment quelconque après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 9).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«*«partie non amortie du coût en capital» des biens amortissables d'une catégorie prescrite, à un moment quelconque, signifie le coût en capital pour le contribuable des biens amortissables de cette catégorie acquis avant ce moment, moins l'ensemble,*

i. de l'amortissement total accordé au contribuable jusqu'à ce moment, à l'égard des biens de cette catégorie;

ii. si le contribuable a aliéné avant ce moment un bien de cette catégorie, autre qu'un bien forestier, du moins élevé des montants suivants: le produit de l'aliénation de ce bien, son coût en capital ou la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie immédiatement avant cette aliénation;

iiia. si le contribuable a aliéné avant ce moment un bien forestier de cette catégorie, le moindre du produit de l'aliénation de ce bien ou de la partie non amortie du coût

en capital des biens de cette catégorie immédiatement avant cette aliénation;

iii. de chaque montant dont a été réduite, aux termes de l'article 84, la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie à la fin d'une année antérieure; et;».

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion du paragraphe (d);

- l'insertion dans le paragraphe (e) après les mots «un bien de cette catégorie» des mots «, autre qu'un bien forestier»;

- l'insertion dans le paragraphe (e) après les mots «immédiatement avant cette aliénation;», d'un sous-paragraphe;

s'applique à l'égard d'un bien forestier acquis après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 304).

Récupération
d'amortissement à inclure
dans le revenu lors d'une
aliénation.

94. Lorsque, à la fin d'une année d'imposition, l'ensemble des montants déterminés en vertu des sous-paragraphe iii à vi du paragraphe e de l'article 93 à l'égard des biens amortissables d'une catégorie prescrite d'un contribuable excède l'ensemble des montants déterminés en vertu des sous-paragraphe i et ii dudit paragraphe à l'égard des biens amortissables de cette catégorie, l'excédent doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 83; 1975, c. 22, a. 10; 1977, c. 26, a. 10.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 10).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Lorsqu'un contribuable aliène dans une année d'imposition un bien amortissable d'une catégorie prescrite et que le produit de l'aliénation excède ce qui était immédiatement avant l'aliénation la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie, il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année un montant, ci-après appelé «récupération d'amortissement», égal à cet excédent dans le cas d'un bien forestier ou, dans tout autre cas, au moindre du montant de cet excédent ou du montant qui représenterait l'excédent si le produit de l'aliénation était un montant égal au coût en capital du bien qu'il a ainsi aliéné.»

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le mot «égal» des mots «à cet excédent dans le cas d'un bien forestier ou, dans tout autre cas», s'applique à l'égard d'un bien forestier acquis après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 304).

Référence à l'année
d'imposition et au revenu
d'un particulier.

95. Pour plus de précision, aux fins de l'article 94, lorsqu'un contribuable est un particulier dont le revenu, pour une année d'imposition, comprend un revenu provenant d'une entreprise dont l'exercice financier ne coïncide pas avec l'année civile et que ce contribuable a aliéné des biens amortissables acquis en vue de gagner un revenu provenant de cette entreprise:

a) l'expression «année d'imposition» signifie «exercice financier», sauf dans la mesure où l'article 94 s'applique à l'aliénation qu'un contribuable fait, après avoir cessé l'exploitation d'une entreprise, de biens amortissables d'une catégorie prescrite qu'il avait acquis en vue de gagner un revenu provenant de l'entreprise et qu'il n'a utilisés par la suite à aucune autre fin; et

b) l'expression «son revenu» signifie «son revenu provenant de l'entreprise».

1972, c. 23, a. 85; 1977, c. 26, a. 12.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 12).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Pour plus de précision, aux fins des articles 83 et 84, lorsqu'un contribuable est un particulier dont le revenu, pour une année d'imposition, comprend un revenu provenant d'une entreprise dont l'exercice financier ne coïncide pas avec l'année civile et que ce contribuable a aliéné des biens amortissables acquis en vue de gagner un revenu provenant de cette entreprise:

a) l'expression «année d'imposition» et le mot «année» signifient respectivement «exercice financier» et «exercice», sauf dans la mesure où l'article 83 s'applique à l'aliénation qu'un contribuable fait, après avoir cessé l'exploitation d'une entreprise, de biens amortissables d'une catégorie prescrite qu'il avait acquis en vue de gagner un revenu provenant de l'entreprise et qu'il n'a utilisés par la suite à aucune autre fin; et

b) l'expression «son revenu» signifie «son revenu provenant de l'entreprise».

Produit de polices
d'assurance.

96. 1. Lorsqu'un montant qui serait autrement inclus en vertu de la présente section dans le calcul du revenu d'un contribuable, pour une année d'imposition dans laquelle tombe le jour déterminé en vertu de l'article 280, fait partie d'une indemnité ou d'un montant décrit aux sous-paragraphes iii et iv du paragraphe f de l'article 93, le contribuable n'est pas tenu d'inclure ainsi ce montant dans la mesure où il l'affecte, avant l'expiration de la deuxième année d'imposition suivant la fin de l'année, à l'acquisition, en remplacement du bien aliéné, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite qu'il n'a pas aliéné avant ce jour.

Produit de polices
d'assurance.

2. Dans la mesure où le montant visé au paragraphe 1 n'a pas été inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu dudit paragraphe, il est réputé être le produit de l'aliénation d'un bien amortissable dont le coût en capital était égal à ce produit, qui était un bien de la même catégorie que celle du bien de remplacement et dont l'aliénation a eu lieu au dernier en date du jour où le bien de remplacement a été acquis ou du jour de l'aliénation du bien remplacé.

1972, c. 23, a. 86; 1975, c. 22, a. 11; 1977, c. 26, a. 13.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le paragraphe 2 des mots «dernier en date du jour où le bien de remplacement a été acquis ou du jour qui suit immédiatement celui où le bien remplacé a été aliéné.» par les mots «dernier en date du jour où le bien de remplacement a été acquis ou du jour de l'aliénation du bien remplacé.», s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 13).

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'un montant qui, après le 6 mai 1974, devient recevable. (1975, c. 22, a. 305).

Auparavant, il se lisait ainsi:

1. «Lorsqu'un montant visé aux sous-paragraphes ii, iii et iv du paragraphe e de

l'article 82 est dépensé par un contribuable au cours de l'année suivant celle, ci-après appelée « année initiale », au cours de laquelle il a aliéné un bien amortissable, la récupération d'amortissement n'est pas incluse dans le calcul de son revenu pour l'année initiale dans la mesure où ce montant a été dépensé pour l'acquisition de biens de la même catégorie ou d'une bâtisse d'une catégorie prescrite si le bien aliéné est une bâtisse.

2. Dans la mesure où le montant visé au paragraphe 1 n'a pas été inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année initiale, il est réputé être le produit de l'aliénation de biens amortissables de la même catégorie que les biens ainsi acquis, que le contribuable a faite dans l'année suivant l'année initiale. »

Biens transférés dans une autre catégorie.

97. Aux fins du paragraphe *e* de l'article 93, lorsqu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, appelée ci-après l'« ancienne catégorie », a été transféré dans une autre catégorie prescrite, ci-après appelée l'« autre catégorie », le contribuable doit ajouter à son coût en capital des biens amortissables de l'ancienne catégorie acquis avant le transfert et à l'amortissement total accordé pour les biens de l'autre catégorie, le plus élevé des montants suivants:

a) le montant par lequel le coût en capital du bien transféré excède la partie non amortie du coût en capital des biens amortissables de l'ancienne catégorie, immédiatement avant le transfert, ou

b) l'ensemble de tous les montants qui auraient été accordés en déduction au contribuable dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures au transfert à l'égard du bien transféré si ce bien avait été le seul inclus dans une catégorie prescrite, au taux qui lui a été accordé à l'égard des biens inclus dans l'ancienne catégorie en vertu des règlements adoptés sous l'autorité du paragraphe *a* de l'article 130 pour lesdites années d'imposition.

1972, c. 23, a. 87; 1975, c. 22, a. 12.

Biens classés incorrectement.

98. Lorsque, dans le calcul de l'amortissement à l'égard d'une catégorie prescrite, on a ajouté au coût en capital de biens de cette catégorie le coût en capital de biens d'une autre catégorie prescrite, les biens ajoutés sont, aux fins de la présente section et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 et si le ministre l'ordonne ainsi en ce qui concerne une année d'imposition pour laquelle il peut cotiser ou recotiser, conformément à l'article 1010, réputés avoir été, en tout temps avant le commencement de cette année, des biens de la catégorie dans laquelle on a ajouté le coût en capital et non de l'autre catégorie.

Transfert de catégorie.

Sauf dans la mesure où le contribuable a aliéné ces biens ajoutés ou une partie de ceux-ci avant le commencement de cette année, ils sont réputés avoir été transférés de la catégorie dans laquelle on a ajouté leur coût en capital à l'autre catégorie au commencement de cette année.

1972, c. 23, a. 88; 1974, c. 18, a. 4.

Règles applicables:	99. Aux fins de la présente section et des règlements adoptés en vertu du paragraphe <i>a</i> de l'article 130, les règles suivantes s'appliquent:
biens servant à une autre fin;	<i>a)</i> lorsqu'un contribuable qui a acquis un bien en vue de gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise commence à un moment ultérieur à l'utiliser à une autre fin, il est réputé l'avoir aliéné à ce moment à sa juste valeur marchande;
biens servant à une autre fin;	<i>b)</i> sous réserve de l'article 284, lorsqu'un contribuable commence à un moment donné à utiliser un bien pour gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise il est réputé, s'il avait acquis ce bien auparavant pour d'autres fins, avoir acquis ce bien à ce moment à sa juste valeur marchande;
biens utilisés en partie pour gagner un revenu et en partie pour une autre fin;	<i>c)</i> lorsque depuis son acquisition par un contribuable un bien a été régulièrement utilisé en partie pour gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise et en partie à une autre fin, la proportion du bien acquise par le contribuable pour gagner ce revenu, la proportion de son coût en capital et la proportion du produit de l'aliénation de ce bien, la cas échéant, sont réputés être les mêmes que la proportion de l'usage de ce bien pour gagner ce revenu sur son usage total;
biens utilisés en partie pour gagner un revenu et en partie pour une autre fin;	<i>d)</i> lorsque la proportion de l'usage du bien mentionnée au paragraphe <i>c</i> pour gagner un revenu augmente ou diminue à un moment donné, le contribuable est réputé avoir respectivement acquis ou aliéné un bien amortissable de cette catégorie au même moment; le coût en capital de l'acquisition ou le produit de l'aliénation sont alors égaux à la proportion de la juste valeur marchande du bien, à ce moment, que le montant de l'augmentation ou de la diminution de l'usage qu'il a fait régulièrement de ce bien pour gagner un revenu représente par rapport à son usage total;
certaines biens acquis entre le 3 décembre 1970 et le 1 ^{er} avril 1972.	<i>e)</i> aux fins de la présente partie, un contribuable qui a acquis, entre le 3 décembre 1970 et le 1 ^{er} avril 1972, un bien prescrit en vue de l'utiliser dans une entreprise prescrite de fabrication ou de transformation qu'il exploite, est réputé avoir acquis ce bien à un coût en capital égal à 115 pour cent du montant qui, sans le présent paragraphe et l'article 180, serait le coût en capital de ce bien, s'il n'a pas été utilisé à quelque fin que ce soit avant son acquisition.

1972, c. 23, a. 89; 1975, c. 22, a. 13; 1977, c. 26, a. 14.

Cet article, modifié en 1977, par la suppression du paragraphe e, s'applique au calcul de la partie non amortie du coût en capital des biens amortissables d'une catégorie prescrite d'un contribuable à un moment quelconque après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 14).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«nonobstant le paragraphe *d* de l'article 82, la partie non amortie du coût en capital, mentionnée à l'article 258*b*, doit être déterminée après avoir pris en considération l'aliénation de l'immobilisation remplacée y mentionnée; de même, la partie non amortie du coût en capital, au moment de cette aliénation, des biens de la catégorie à laquelle le bien de remplacement visé à l'article 86 appartient doit être déterminée après avoir pris en considération cette aliénation et la réduction mention-

née à l'article 258a du coût en capital du bien de remplacement;».
Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe e s'applique après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«lorsqu'un contribuable a reçu ou est en droit de recevoir d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, à l'égard d'un bien ou pour l'acquisition d'un bien, une subvention, une prime ou une autre aide, le coût en capital de ce bien est diminué du montant de la subvention, de la prime ou de l'autre aide, sauf disposition contraire prescrite;».

«entreprise». **100.** Aux fins des paragraphes *a* à *d* de l'article 99, lorsqu'un contribuable ne réside pas au Canada, le mot «entreprise» doit s'interpréter comme signifiant une entreprise exploitée entièrement au Canada ou la partie qui l'est.

1972, c. 23, a. 90.

Coût en capital de biens
 acquis avec une aide.

101. Aux fins de la présente partie, lorsqu'un contribuable a reçu ou est en droit de recevoir une aide d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, à l'égard d'un bien amortissable ou pour l'acquisition d'un tel bien, que ce soit sous forme de subvention, de prime, de prêt à remboursement conditionnel, de déduction d'impôt, d'allocation d'investissement ou sous toute autre forme, le coût en capital du bien pour le contribuable est réputé être, sauf disposition contraire prescrite, l'excédent de l'ensemble du coût en capital du bien déterminé par ailleurs et du montant de l'aide remboursé par le contribuable en vertu d'une obligation de ce faire sur le montant de cette aide.

1975, c. 22, a. 14.

Cet article, inséré en 1975, s'applique après le 6 mai 1974, sauf qu'à l'égard de l'acquisition d'un bien avant le 19 novembre 1974, cet article doit se lire ainsi:

«Aux fins de la présente section et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article (130), lorsqu'un contribuable a reçu ou est en droit de recevoir d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, à l'égard d'un bien ou pour l'acquisition d'un bien, une subvention, une prime ou une autre aide, le coût en capital de ce bien est réputé être, sauf disposition contraire prescrite, l'excédent de l'ensemble du coût en capital du bien déterminé par ailleurs et du montant de la subvention, prime ou autre aide remboursé par le contribuable en vertu d'une obligation de ce faire sur le montant de cette subvention, prime ou autre aide.». (1975, c. 22, a. 300).

Déduction du coût en
 capital d'une automobile
 utilisée dans l'exercice
 d'une fonction.

102. Aux fins de la présente section toute déduction faite en vertu du deuxième alinéa de l'article 64 de la présente loi, de l'article 12 de la Loi de l'impôt sur les corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 67) ou de l'article 13 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69) est réputée avoir été faite

conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130.

1972, c. 23, a. 91; 1972, c. 26, a. 41.

Déductions des frais de
démarche.

103. Le montant déduit aux termes de l'article 155 ou pour lequel une déduction est faite aux termes de l'article 156 est réputé, s'il est un paiement à titre de coût en capital de biens amortissables, avoir été accordé au contribuable à l'égard de ces biens en vertu des règlements établis aux termes du paragraphe *a* de l'article 130, dans le calcul de son revenu pour l'année, ou pour l'année dans laquelle les biens ont été acquis, selon la plus récente de ces années.

1972, c. 23, a. 92.

Aliénation d'un navire.

104. Les règles contenues à la présente section s'appliquent à l'aliénation d'un navire qui est un bien amortissable, sous réserve des règlements.

1972, c. 23, a. 93.

SECTION III

ALIÉNATION DE BIENS INTANGIBLES

Produit de la vente
d'immobilisations
intangibles à inclure dans le
revenu.

105. Lorsque, par suite d'une transaction effectuée après 1971 à l'égard d'une entreprise qu'il exploite ou a exploitée, un montant devient recevable par le contribuable en contrepartie d'une considération qui constituerait pour lui un montant d'immobilisations intangibles si ce montant était payable par lui, le contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu provenant de l'entreprise l'excédent de la moitié du montant recevable sur la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise existant immédiatement avant que la transaction soit effectuée.

1972, c. 23, a. 94.

Montant d'immobilisations
intangibles.

106. 1. Le montant d'immobilisations intangibles d'un contribuable à l'égard d'une entreprise est le montant payable ou déboursé par suite d'une transaction effectuée après 1971, à titre de capital pour gagner un revenu provenant de l'entreprise.

Montant d'immobilisations
intangibles.

2. Ce montant d'immobilisations intangibles n'inclut toutefois pas un montant payable ou déboursé:

a) à l'égard duquel un montant quelconque est ou serait, sans les dispositions de la présente partie limitant le quantum d'une déduction, admissible en déduction autrement qu'aux termes du paragraphe *b* de l'article 130 dans le calcul de son revenu provenant de

l'entreprise, ou à l'égard duquel aucun montant n'est, en vertu d'une disposition de la présente partie autre que celle de l'article 129, admissible en déduction dans le calcul de ce revenu;

b) pour gagner un revenu exonéré d'impôt;

c) qui représente le coût ou une partie du coût des biens tangibles du contribuable, de ses biens intangibles qui constituent des biens amortissables, de ses biens à l'égard desquels une déduction autre que celle prévue au paragraphe b de l'article 130 est permise dans le calcul de son revenu provenant de l'entreprise ou serait ainsi permise si son revenu provenant de l'entreprise était suffisant à cette fin, ou d'un intérêt dans de tels biens ou d'un droit d'acquérir de tels biens;

d) à un créancier du contribuable à titre de paiement d'une dette ou à titre de remboursement, d'annulation ou d'achat d'une obligation;

e) à une personne à titre d'actionnaire de la corporation lorsque le contribuable est une corporation; ou

f) qui représente le coût ou une partie du coût d'une participation dans une fiducie ou d'un intérêt dans une société, d'une action, d'une obligation, d'un *mortgage*, d'une hypothèque, d'un billet, d'un effet ou d'un autre bien semblable, d'un intérêt dans tel bien ou d'un droit d'acquérir un tel bien.

1972, c. 23, a. 95; 1973, c. 17, a. 10; 1974, c. 18, a. 5.

Cet article, modifié en 1974, par le remplacement dans le paragraphe 1 de la version française des mots « d'immobilisation » par les mots « de capital », s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

Partie admissible des immobilisations intangibles.

107. La partie admise des immobilisations intangibles d'un contribuable à l'égard d'une entreprise, à un moment donné, est la moitié de l'ensemble des montants d'immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise payables ou déboursés par le contribuable avant ce moment, moins l'ensemble:

a) de tous les montants dont chacun est relatif à une année d'imposition du contribuable terminée avant ce moment et égal au montant déduit, aux termes du paragraphe b de l'article 130, dans le calcul du revenu du contribuable provenant de l'entreprise pour cette année;

b) pour chaque montant recevable par le contribuable à l'égard de l'entreprise à la suite d'une transaction visée à l'article 105, du moins élevé des deux montants suivants: la moitié du montant recevable ou la partie admise des immobilisations intangibles du contribuable à l'égard de l'entreprise, immédiatement avant que la transaction soit effectuée; et

c) de tous les montants dont la partie admise des immobilisations intangibles du contribuable à l'égard de l'entreprise, à la fin de toute

année d'imposition du contribuable se terminant avant ce moment, a été réduite aux termes de l'article 109.

1972, c. 23, a. 96.

Montant réputé être le produit de l'aliénation d'un bien.

108. Lorsqu'en vertu de la présente partie un montant est réputé être pour un contribuable le produit de l'aliénation d'un bien à un moment donné, ce montant est réputé, aux fins de l'article 105, être devenu recevable à ce moment.

1972, c. 23, a. 97.

Dépenses subséquentes relatives à des immobilisations intangibles.

109. Lorsque, après avoir effectué la dernière de toute transaction visée à l'article 105, un contribuable débourse ou dépense au cours de la même année d'imposition un montant d'immobilisations intangibles à l'égard de cette entreprise, les règles suivantes s'appliquent, nonobstant les articles 105 et 107:

a) lorsque l'ensemble des montants qui devraient, en vertu de l'article 105, être inclus dans le calcul de son revenu, est égal ou supérieur à la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise à la fin de l'année, le contribuable ne doit alors inclure aux termes de l'article 105 que cet ensemble diminué du montant qui représenterait autrement la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise à la fin de l'année; dans ce cas, la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise à la fin de l'année est nulle;

b) lorsque l'ensemble des montants qui devraient en vertu de l'article 105 être inclus dans le calcul de son revenu est inférieur à la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise à la fin de l'année, aucun montant n'est alors inclus aux termes de l'article 105; dans ce cas, la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise à la fin de l'année est égale à l'excédent du montant qui représenterait autrement la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise à la fin de l'année sur cet ensemble.

1972, c. 23, a. 98; 1974, c. 18, a. 6.

Référence à «l'année d'imposition» d'un particulier.

110. Lorsqu'un contribuable est un particulier et que son revenu, pour une année d'imposition, comprend le revenu provenant d'une entreprise dont l'exercice financier ne coïncide pas avec l'année civile, dans la présente section, l'expression «année d'imposition» ou «année» doit s'interpréter comme une mention de l'expression «exercice financier» ou «exercice».

1972, c. 23, a. 99.

SECTION IV

AVANTAGES CONFÉRÉS À UN ACTIONNAIRE

Paiements et attributions de biens aux actionnaires.

111. L'actionnaire d'une corporation doit inclure dans le calcul de son revenu le montant ou la valeur

a) de tout paiement que lui fait la corporation autrement qu'en vertu d'une opération commerciale de bonne foi;

b) des fonds ou des biens de la corporation qui lui sont attribués ou dont il profite de quelque manière que ce soit; ou

c) de tout bénéfice ou avantage qui lui est accordé par la corporation.

1972, c. 23, a. 100.

Application de l'article 111.

112. L'article 111 ne s'applique pas si le montant ou la valeur y mentionné découle de la réduction du capital d'une corporation, du rachat de ses actions ou de sa liquidation, de l'achat par elle de ses propres actions sur le marché libre, de la cessation ou de la réorganisation de son entreprise, d'une transaction à laquelle s'appliquent les articles 504 à 517 ou 556 à 568, du paiement d'un dividende ou de l'attribution à tous les détenteurs d'actions ordinaires du capital-actions de la corporation d'un droit d'acheter des actions ordinaires additionnelles de cette corporation.

1972, c. 23, a. 101; 1974, c. 18, a. 7.

Prêts aux actionnaires.

113. L'actionnaire d'une corporation doit inclure dans le calcul de son revenu le montant d'un prêt qui lui est consenti par la corporation dans l'année.

1972, c. 23, a. 102.

Application de l'article 113.

114. L'article 113 ne s'applique pas si la corporation comprend parmi ses pouvoirs celui de faire des prêts d'argent, si le prêt est fait dans le cours ordinaire de ses affaires et si des arrangements de bonne foi sont conclus au moment du prêt pour son remboursement dans un délai raisonnable.

Application de l'article 113.

L'article 113 ne s'applique pas non plus si de tels arrangements sont conclus, dans le cas où l'actionnaire à qui le prêt est consenti est aussi un employé de la corporation et si ce prêt est consenti à l'actionnaire pour lui permettre ou lui faciliter l'achat ou la construction d'une maison d'habitation pour son propre usage, l'achat pour son propre compte d'actions libérées de la corporation qui lui sont vendues par celle-ci ou l'achat d'une automobile devant lui servir dans l'accomplissement de ses fonctions.

1972, c. 23, a. 103.

- Application de l'article 113. **115.** L'article 113 ne s'applique pas si le prêt est remboursé en dedans d'un an à compter de la fin de l'année d'imposition de la corporation dans laquelle il a été fait et s'il est établi que le remboursement n'a pas été fait comme partie d'une série de prêts et de remboursements.
1972, c. 23, a. 104.
- Cas où l'actionnaire est une corporation. **116.** Lorsque l'actionnaire est une corporation, le montant à inclure en vertu de l'article 113 est réputé reçu par elle à titre de dividende.
1972, c. 23, a. 105.
- Utilisation d'une automobile par un actionnaire. **117.** Si une corporation met dans l'année une automobile à la disposition de son actionnaire, l'article 41 s'applique à ce dernier en remplaçant les mots «employeur» et «employé» par les mots «corporation» et «actionnaire», et la référence à l'article 37 par la référence à l'article 111.
1972, c. 23, a. 106.
- Application des articles 111 à 117. **118.** Les articles 111 à 117 s'appliquent au calcul du revenu d'un actionnaire aux fins de la présente partie, que la corporation ait ou non résidé au Canada ou qu'elle ait ou non exploité une entreprise au Canada.
1972, c. 23, a. 107.
- Paiements d'intérêts conditionnels. **119.** Un montant périodique, annuel ou autre, payé à un contribuable par une corporation qui réside au Canada à l'égard d'une obligation à intérêt conditionnel est réputé être payé par la corporation et reçu par le contribuable à titre de dividende, sauf si la corporation a le droit de déduire ce montant dans le calcul de son revenu.
- Paiements d'intérêts conditionnels. Il en est de même si la corporation ne réside pas au Canada, sauf si le montant ainsi payé est, en vertu des lois du pays où cette corporation réside, admissible en déduction dans le calcul du montant, pour l'année, sur lequel la corporation est tenue de payer un impôt sur le revenu au gouvernement de ce pays.
1972, c. 23, a. 108.

SECTION V

PAIEMENTS COMPRENANT CAPITAL ET INTÉRÊT

Palements comportant capital et intérêt.

120. Sauf dans les cas où l'article 123 s'applique, lorsqu'un paiement effectué en vertu d'un contrat ou d'un autre arrangement peut raisonnablement être considéré en partie comme un paiement de capital et en partie comme un paiement d'intérêt ou autre paiement ayant un caractère de revenu, cette dernière partie doit être incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire provenant de biens, quel que soit le moment où le contrat ou l'arrangement a été conclu et quels qu'en soient la forme et la portée.

1972, c. 23, a. 109.

Application de l'article 120.

121. L'article 120 ne s'applique à aucun montant reçu par un contribuable

- a) à titre de paiement de rente;
- b) à titre de remboursement de primes ou de contributions payées par le détenteur d'un contrat de rente viagère, tel que défini par règlement, au décès de ce détenteur; ou
- c) en acquittement des droits du contribuable en vertu d'un contrat de rente viagère, tel que défini par règlement, souscrit avant le 14 juin 1963, sauf si le montant ainsi reçu excède l'ensemble de la valeur de ses droits en vertu du contrat au jour du second anniversaire du contrat survenant après le 22 octobre 1968 et du total des primes versées par le contribuable en vertu du contrat après ce jour du second anniversaire.

1972, c. 23, a. 110.

«obligation».

122. Aux fins des articles 123 à 125, l'expression «obligation» signifie une obligation, un effet de commerce, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre de créance émis par une personne qui est exonérée d'impôt en vertu des articles 980 à 998, par une personne qui ne réside pas au Canada et n'y exploite aucune entreprise ou par un gouvernement, une municipalité ou un organisme public exerçant des fonctions gouvernementales.

1972, c. 23, a. 111.

Obligations émises à escompte.

123. Lorsqu'une obligation est émise à escompte, le premier propriétaire de cette obligation à résider au Canada qui n'est pas une personne exonérée d'impôt en vertu des articles 980 à 998 doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle il est devenu propriétaire de l'obligation l'excédent du montant du principal de l'obligation sur celui pour lequel elle a été émise:

a) s'il s'agit d'une obligation émise après le 20 décembre 1960 et avant le 19 juin 1971, si le taux d'intérêt stipulé payable sur l'obligation est inférieur à 5 pour cent annuellement et si le rendement de cette dernière, exprimé en pourcentage annuel du montant pour lequel l'obligation a été émise, excède ce taux d'intérêt annuel par plus du tiers; ou

b) s'il s'agit d'une obligation émise après le 18 juin 1971, si le rendement de cette dernière, exprimé de la même manière, excède de plus du tiers le taux d'intérêt stipulé payable sur cette obligation.

1972, c. 23, a. 112; 1973, c. 17, a. 11.

Taux d'intérêt. **124.** Aux fins de l'article 123, le taux d'intérêt stipulé signifie le pourcentage annuel payable sur le principal de l'obligation, si aucun montant n'est payable à titre de principal avant l'échéance de cette dernière, ou sur le montant restant à rembourser à titre de principal dans les autre cas.

1972, c. 23, a. 113.

Calcul du pourcentage annuel de rendement. **125.** Aux fins de l'article 123, le pourcentage annuel de rendement doit, si les termes de l'obligation ou de tout contrat y afférant conféraient à son détenteur le droit d'exiger le paiement du principal de l'obligation ou du montant restant à rembourser à titre de principal avant l'échéance de cette obligation, être calculé sur la base du rendement qui permet d'obtenir le pourcentage annuel le plus élevé possible soit à l'échéance de l'obligation, soit sous réserve de l'exercice du droit mentionné au présent article.

1972, c. 23, a. 114.

SECTION VI

PRÊT À UNE PERSONNE NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

Prêt à un non-résident. **126.** Une corporation résidant au Canada qui a fait à une personne qui n'y réside pas un prêt qui est en vigueur depuis une année ou plus sans qu'un intérêt à un taux raisonnable n'ait été inclus dans le calcul du revenu du prêteur est réputée, aux fins du calcul de son revenu, avoir reçu le dernier jour de chaque année d'imposition pendant la totalité ou une partie de laquelle le prêt est en vigueur un intérêt sur ce prêt, calculé au taux de 5 pour cent l'an, pour l'année d'imposition ou pour la partie de l'année pendant laquelle le prêt est en vigueur.

1972, c. 23, a. 115.

Application de l'article 126. **127.** L'article 126 ne s'applique pas lorsque le prêt a été fait à une filiale contrôlée s'il est établi que le prêt a été utilisé dans l'entreprise de cette corporation pour gagner un revenu ni lorsqu'un impôt prescrit a été payé sur le montant du prêt.

1972, c. 23, a. 116; 1973, c. 17, a. 12.

CHAPITRE III

DÉDUCTIONS

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Restrictions quant aux dépenses déductibles. **128.** Un contribuable ne peut déduire, dans le calcul de son revenu d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition, que les déboursés ou dépenses qu'il paie dans cette année ou qui sont payables à l'égard de cette année, dans la mesure où ils peuvent raisonnablement être considérés comme se rapportant à cette entreprise ou ces biens et dans celle où ils ont été encourus pour gagner un revenu provenant de cette entreprise ou de ces biens et dans la mesure prévue par le présent chapitre, sauf disposition au contraire de la présente partie.

1972, c. 23, a. 117.

Dépense ou perte en capital non-incluses. **129.** Ces montants ne peuvent inclure une perte en capital ou un remplacement de capital, un paiement ou un montant déboursé à titre de capital ou une allocation pour amortissement, désuétude ou épuisement, sauf en autant que permis expressément par la présente partie.

1972, c. 23, a. 118.

Coût en capital des biens. **130.** Un contribuable peut toutefois déduire:
a) la partie ou le montant prescrits du coût en capital de ces biens, et
b) le montant qu'il peut réclamer à l'égard d'une entreprise, n'excédant pas 10 pour cent de la partie admise des immobilisations intangibles relatives à l'entreprise à la fin de l'année.

1972, c. 23, a. 119.

Débours faits pour gagner un revenu exonéré d'impôt. **131.** Un montant déboursé ou dépensé ne peut être déduit dans la mesure où il peut raisonnablement être considéré comme ayant été

déboursé ou dépensé pour gagner un revenu exonéré d'impôt ou relativement à des biens dont le revenu est exonéré d'impôt.

1972, c. 23, a. 120.

Valeur annuelle de biens.

132. Ne peut être déduite la valeur annuelle de biens, sauf le loyer de biens que le contribuable a pris à bail pour usage dans son entreprise.

Réserves.

Il en est de même de tout montant transféré ou crédité à une réserve ou provision, à un compte de prévoyance ou à un fonds d'amortissement, sauf en autant que permis expressément par la présente partie.

1972, c. 23, a. 121.

Frais personnels ou de subsistance.

133. Un contribuable ne peut déduire ses frais personnels ou de subsistance; il peut toutefois déduire les montants dépensés pour ses repas et son logement alors qu'il est en voyage aux fins de l'exploitation de son entreprise.

1972, c. 23, a. 122.

Usage et entretien d'installations récréatives.

134. Un montant déboursé ou dépensé par le contribuable après 1971 pour l'usage ou l'entretien d'un bateau de plaisance, d'un chalet, d'un pavillon ou d'un terrain ou installation de golf ne peut être déduit à moins que l'entreprise du contribuable ne consiste à fournir l'un ou l'autre moyennant un loyer ou autre contribution et que le déboursé ou la dépense ne soit fait dans le cours normal de l'exploitation de cette entreprise.

Cotisation à un club.

Il en est de même d'un tel montant qui est déboursé ou dépensé à titre de cotisation de membre ou autre cotisation, aux fins d'adhérer à un club dont l'objet principal est de fournir à ses membres l'occasion de se restaurer ou de se livrer à des activités récréatives ou sportives.

1972, c. 23, a. 123.

Déduction non permise: recherche scientifique;

135. Un contribuable ne peut déduire:

a) un montant à l'égard de la recherche scientifique, sauf dans la mesure prévue aux articles 222 à 230;

ristournes.

b) un montant payé à l'égard de ristournes accordées à ses clients, sauf dans la mesure prévue à l'article 786.

1972, c. 23, a. 124.

SECTION II

RÉGIMES DE RETRAITE

Limite quant aux
déductions des
contributions patronales.

136. Un employeur ne peut déduire un montant payé en vertu d'un régime de retraite si ce n'est conformément à la présente section.
1972, c. 23, a. 125.

Déductions permises.

137. Un employeur peut déduire un montant payé dans l'année ou dans les 120 jours suivant la fin de l'année en vertu d'un régime enregistré de retraite à l'égard de services rendus par ses employés dans l'année.

Calcul du montant
admissible.

Lorsque le montant payé se décompose en parties dont chacune s'identifie à un employé, le montant admissible en déduction à l'égard d'un tel employé est le moindre du montant de cette partie ou de \$3,500.

Calcul du montant
admissible.

Si cette identification n'est pas possible, le montant admissible en déduction est le moindre du montant ainsi payé ou du montant fixé en la manière prescrite, sans excéder le montant obtenu en multipliant \$3,500 par le nombre d'employés du contribuable à l'égard desquels le contribuable a effectué le paiement.

1972, c. 23, a. 126; 1976, c. 18, a. 3.

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement dans le deuxième alinéa du chiffre « 2,500 » par le chiffre « 3,500 »;
- le remplacement dans le troisième alinéa du chiffre « 2,500 » par le chiffre « 3,500 »;
s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes.
(1976, c. 18, a. 29).

Déductions permises.

138. Un employeur peut déduire tout montant qu'il paye globalement dans une année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année en vertu d'un régime enregistré de retraite à l'égard d'une personne qui est ou a été son employé et qui, au cours de cette année, devient admissible à la retraite, prend sa retraite ou cesse d'être employé par le contribuable de quelque autre façon, ou atteint un âge auquel les prestations de retraite prévues lui deviennent payables.

Restriction.

Un tel montant ne peut toutefois être déduit dans la mesure où il est admissible en déduction en vertu de l'article 137.

1972, c. 23, a. 127.

Paiement spécial à un
régime de retraite.

139. Un employeur peut également déduire tout paiement spécial qu'il effectue dans l'année à un régime de retraite à l'égard de services passés rendus par ses employés si ce paiement:

a) est fait conformément à une recommandation d'un actuaire qualifié d'après qui les ressources du régime doivent être augmentées

d'un montant au moins égal à celui de ce paiement afin d'assurer que le régime puisse satisfaire entièrement à toutes ses obligations envers les employés du contribuable, y compris les obligations résultant de l'accroissement des prestations de retraite payables en vertu du régime; et

b) est dévolu au régime de façon irrévocable et est approuvé par le ministre.

1972, c. 23, a. 128; 1972, c. 26, a. 42.

SECTION III

CRÉANCES DOUTEUSES OU MAUVAISES

Provision pour créances douteuses.

140. Un contribuable peut déduire pour une année un montant raisonnable à titre de provision pour les créances douteuses qui ont été incluses dans le calcul de son revenu pour cette année ou pour une année antérieure et, si son entreprise ordinaire consiste en partie à prêter de l'argent, pour les créances douteuses résultant de prêts consentis dans le cours normal de ses affaires.

1972, c. 23, a. 129.

Mauvaises créances.

141. Un contribuable peut aussi déduire l'ensemble de ses créances qui sont devenues des mauvaises créances dans l'année, selon la preuve qu'il en apporte, si ces créances sont incluses dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année antérieure; toutefois, cette inclusion n'est pas requise pour les créances résultant de prêts faits dans le cours normal des affaires d'un contribuable dont l'entreprise ordinaire consiste en partie à prêter de l'argent.

1972, c. 23, a. 130.

Partie irrécupérable du produit de l'aliénation de biens amortissables.

142. Lorsqu'un contribuable à qui un montant est dû à titre de produit de l'aliénation de ses biens amortissables d'une catégorie prescrite établit que ce montant est devenu une mauvaise créance dans une année d'imposition, il peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année, le moindre du montant qui lui est ainsi dû ou du montant par lequel le coût en capital de ces biens excède l'ensemble des montants qu'il a réalisés à titre de produit de l'aliénation.

Bien forestier.

Toutefois, dans le cas d'une mauvaise créance résultant de l'aliénation d'un bien forestier, le contribuable peut déduire le montant qui lui est ainsi dû.

1972, c. 23, a. 131; 1975, c. 22, a. 15.

Cet article, modifié en 1975, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien forestier après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 306).

SECTION IV

IMPÔTS, DROITS ET AUTRES PAIEMENTS

Impôts sur le revenu
d'exploitations minières.

143. Un contribuable peut déduire tout montant permis par règlement à l'égard des impôts sur le revenu pour l'année provenant d'exploitations minières.

1972, c. 23, a. 132.

Redevances non admissibles
en déduction.

144. Un contribuable ne peut déduire un montant ou la juste valeur marchande d'un bien payé ou payable dans l'année, qui est de la nature d'un montant ou d'un bien visé aux articles 89 à 91 et qui serait inclus dans le calcul de son revenu en vertu desdits articles, si ce n'était de l'exception prévue audit article 91 à l'égard d'un montant ou d'un bien visé au présent article.

1975, c. 22, a. 17.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien payé ou payable soit après le 6 mai 1974, à l'égard d'une période postérieure à cette date, dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975, à l'égard d'une période postérieure à cette date, dans le cas d'une entreprise minière; (1975, c. 22, a. 324);

- à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien payé ou payable après le 6 mai 1974, à l'égard de la période postérieure à cette date et antérieure au 19 novembre 1974, dans le cas d'une entreprise pétrolière, doit se lire comme si les références faites aux articles (89) et (91) de ladite loi se lisaient comme des références faites auxdits articles tels qu'ils se lisent pour cette même période. (1975, c. 22, a. 324).

Allocations aux puits de
pétrole, ressources
minérales.

145. Un contribuable peut déduire le montant déterminé en vertu des règlements à l'égard d'un puits de pétrole ou de gaz ou de ressources minérales au Canada.

Montant alloué pour partie
ou totalité.

Ces règlements peuvent allouer un montant pour une partie seulement ou pour la totalité des puits ou des ressources minérales et le gouvernement peut prescrire une formule pour déterminer ce montant.

1975, c. 22, a. 17.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 340).

Impôts étrangers sur le
revenu provenant de biens.

146. Un particulier peut, dans le calcul de son revenu provenant d'un bien autre qu'un bien immeuble pour une année d'imposition

postérieure à 1975 et provenant d'une source située à l'extérieur du Canada, déduire la partie de tous les impôts sur le revenu ou sur les bénéfices qu'il a payés pour l'année au gouvernement d'un pays autre que le Canada que l'on peut raisonnablement considérer comme l'ayant été à l'égard d'un montant qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année provenant de ce bien, dans la mesure où cette partie excède 15 pour cent de ce montant.

1972, c. 23, a. 134; 1977, c. 26, a. 15.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 15).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Un particulier peut, dans le calcul de son revenu provenant de biens pour une année d'imposition postérieure à 1975 provenant d'une source située à l'extérieur du Canada, déduire la partie de tous les impôts sur le revenu qu'il a payés pour l'année au gouvernement d'un pays autre que le Canada, dans la mesure prévue par règlement. ».

SECTION V

FRAIS RELATIFS AUX ACTIONS ET LIVRES D'UNE CORPORATION

Frais d'émission ou de
vente d'actions.
Commission ou prime non
déductible.

147. Une corporation peut déduire une dépense engagée à l'occasion de l'émission ou de la vente d'actions de son capital-actions.

Elle ne peut toutefois déduire une commission ou une prime payables à une personne à qui les actions ont été émises ou vendues ou un montant versé à une personne en considération des services qu'elle a rendus à titre de vendeur, d'agent ou de négociant en valeurs à l'occasion de l'émission ou de la vente des actions.

1972, c. 23, a. 135.

Honoraires versés à un
agent de transfert, à une
bourse.

148. Une corporation peut déduire:

a) un montant payable à titre d'honoraires pour services rendus par une personne en qualité d'agent de transfert des actions de son capital-actions, ou en qualité d'agent préposé à la remise, à ses actionnaires, des dividendes qu'elle déclare;

b) un montant payable à une bourse des valeurs à titre d'honoraires pour la cote des actions de son capital-actions, et

c) une dépense engagée pour l'impression et la publication d'un rapport financier à ses actionnaires ou à toute autre personne ayant le droit, selon la loi, de recevoir un tel rapport.

1972, c. 23, a. 136.

SECTION VI

VENTE DE CERTAINS BIENS

Promesse de vente ou hypothèque comprise dans le produit de l'aliénation.

149. Lorsqu'un contribuable a, dans une année d'imposition, aliéné des biens amortissables en faveur d'une personne avec qui il n'avait aucun lien de dépendance et que le produit de l'aliénation, tel que défini au paragraphe *f* de l'article 93, comprend une promesse de vente d'un terrain, un *mortgage* ou une hypothèque sur un terrain que le contribuable a, dans une année d'imposition subséquente, vendu à une telle personne, il peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année subséquente, le moindre:

a) du montant par lequel le principal de la promesse de vente, du *mortgage* ou de l'hypothèque dû au moment de la vente excède la contrepartie payée par l'acheteur au contribuable pour la promesse de vente, le *mortgage* ou l'hypothèque, ou

b) du montant déterminé en vertu du paragraphe *a*, moins le montant par lequel le produit de l'aliénation des biens amortissables excède le coût en capital de ces biens.

Aliénation d'un bien forestier.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'aliénation d'un bien forestier, le contribuable peut déduire le montant décrit au paragraphe *a* du premier alinéa.

1972, c. 23, a. 137; 1975, c. 22, a. 18.

Cet article, modifié en 1975, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

SECTION VII

PROVISIONS

Provisions pour services à rendre.

150. Lorsque des montants visés au paragraphe *a* de l'article 87 ont été inclus dans le calcul du revenu provenant d'une entreprise du contribuable pour l'année ou pour une année antérieure, ce dernier peut déduire un montant raisonnable à titre de provision à l'égard:

a) de marchandises ou de services qui, suivant des prévisions raisonnables, devront être livrés ou rendus après la fin de l'année;

b) de périodes pour lesquelles le loyer ou d'autres montants relatifs à la possession ou à l'usage d'un terrain ou de biens meubles ont été payés d'avance; ou

c) de remboursements, en vertu d'arrangements ou d'ententes visés au sous-paragraphe ii du paragraphe *a* de l'article 87 qui, suivant des prévisions raisonnables, devront être faits après la fin de l'année sur remise ou revente au contribuable d'articles autres que des bouteilles.

1972, c. 23, a. 138.

Restrictions dans le cas
d'articles d'alimentation, de
services de transport.

151. Lorsqu'un montant est admissible en déduction en vertu de l'article 150 à l'égard d'articles d'alimentation ou de breuvage ou à l'égard de services de transport qui, suivant des prévisions raisonnables, devront être livrés ou rendus après la fin de l'année, il faut substituer au montant déterminé en vertu dudit article un montant n'excédant pas l'ensemble des montants qui sont inclus dans le calcul du revenu du contribuable provenant de l'entreprise pour l'année et qui ont été reçus ou sont recevables dans l'année, selon la méthode régulièrement suivie par le contribuable dans le calcul de son revenu provenant de l'entreprise, à l'égard d'articles d'alimentation ou de breuvage ou de services de transport non livrés ou rendus avant la fin de l'année, selon le cas.

1972, c. 23, a. 139.

Déduction non permise à
l'égard de garanties,
d'indemnités.

152. Aucune déduction n'est admise en vertu de l'article 150 à l'égard de garanties ou d'indemnités, ou lorsqu'il s'agit d'une entreprise agricole et que le contribuable se sert de la méthode de comptabilité de caisse conformément à l'article 194.

Il en est de même des provisions à l'égard de polices d'assurance. Toutefois, une entreprise d'assurances exerçant des affaires autres que l'assurance sur la vie peut déduire à cet égard les montants prescrits.

1972, c. 23, a. 140.

Provision pour montants
non recevables.

153. Lorsqu'un montant a été inclus dans le calcul du revenu du contribuable provenant d'une entreprise pour l'année ou pour une année antérieure à l'égard de biens vendus au cours de l'exploitation de cette entreprise et n'est pas, en tout ou en partie, exigible, s'il s'agit d'un terrain, avant la fin de l'année d'imposition ou, s'il s'agit d'autres biens, avant deux ans de la date de la vente, le contribuable peut déduire un montant raisonnable à titre de provision à l'égard de la partie du montant ainsi inclus dans le calcul de son revenu que l'on peut raisonnablement considérer comme une fraction du profit provenant de la vente.

Restriction.

Toutefois, un contribuable qui, à la fin de l'année d'imposition ou à tout moment de l'année qui suit, est exempt d'impôt en vertu de la présente partie ou ne réside pas au Canada et n'y exploite pas cette entreprise, ne peut réclamer aucune déduction en vertu du présent article.

1972, c. 23, a. 141; 1975, c. 22, a. 19.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le premier alinéa du mot «recevable» par le mot «exigible», s'applique après le 18 novembre 1974; (1975, c. 22, a. 330);

- le remplacement du deuxième alinéa, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

« Toutefois un contribuable qui cesse de résider au Canada ou qui devient exempt d'impôt en vertu de la présente partie dans l'année d'imposition ou dans l'année qui suit ne peut réclamer aucune déduction en vertu du présent article. ».

Provision pour inspections
quadriennales.

154. Un contribuable peut déduire tout montant qui est prescrit à titre de provision pour des dépenses qu'il doit engager en raison d'inspections quadriennales ou spéciales concernant un navire, si ces inspections sont requises en vertu de la loi.

1972, c. 23, a. 142.

SECTION VIII

FRAIS DE DÉMARCHES

Frais de démarches
déductibles.

155. Un contribuable peut déduire tout montant qu'il paie à titre de frais pour les démarches effectuées au sujet d'une entreprise qu'il exploite ou pour l'obtention d'une licence, d'un permis, d'une concession ou d'une marque de commerce se rapportant à cette entreprise, si ces démarches sont effectuées:

a) auprès du gouvernement d'un pays, d'une province ou d'un état ou auprès d'un organisme municipal ou public remplissant une fonction gouvernementale au Canada, ou

b) auprès d'un mandataire d'un gouvernement ou d'un organisme visé au paragraphe a, si ce mandataire est autorisé par la loi à faire des règles ou des règlements concernant l'entreprise exploitée par le contribuable.

1972, c. 23, a. 143.

Choix quant à l'application
de l'article 155.

156. Au lieu de déduire un montant qui peut être admis en déduction en vertu de l'article 155, le contribuable peut, s'il opte en ce sens de la manière prescrite, déduire un dixième de ce montant dans le calcul de son revenu pour cette année et faire une déduction semblable dans le calcul de son revenu pour chacune des neuf années subséquentes.

1972, c. 23, a. 144.

SECTION IX

AUTRES DÉDUCTIONS

157. Un contribuable peut déduire:

Frais de certification payés
à une banque;

a) tout montant qu'il paie à titre d'honoraires à une banque à laquelle s'applique la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou la

	Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada) pour la certification d'un effet postdaté ne portant pas intérêt, tiré par le contribuable sur la banque et payable dans les 90 jours suivant la date de la certification;
vente d'un effet à rabais;	b) le montant par lequel le principal d'un effet visé au paragraphe <i>a</i> et vendu par le contribuable dans l'année, excède la contrepartie qui lui a été payée;
dépenses relatives à un congrès;	c) nonobstant l'article 128, un montant qu'il paie pour assister à deux congrès au plus relatifs à son entreprise, tenus dans l'année par un organisme commercial ou professionnel, en un lieu que l'on peut raisonnablement considérer relié au territoire sur lequel l'organisme exerce son activité;
honoraires payés à un conseiller en placement;	d) un montant qui n'est pas une commission et qu'il paie à une personne pour obtenir son avis sur l'opportunité pour lui d'acheter ou de vendre certaines actions ou valeurs mobilières ou pour des services à l'égard de l'administration ou de la gestion de ses actions ou valeurs mobilières, si l'occupation principale de cette personne consiste à donner de tels avis ou comprend la prestation de tels services;
frais pour recherches d'emplacement;	e) un montant qu'il paie pour des recherches effectuées afin de déterminer si un emplacement convient à l'érection d'un bâtiment ou d'une autre construction qu'il projette en vue de l'utiliser en relation avec une entreprise qu'il exploite;
dépenses relatives au raccord avec les services d'utilité publique;	f) un montant qu'il paie à une personne avec laquelle il n'a pas de lien de dépendance pour assurer, au moyen de fils, de tuyaux ou de conduits, le raccord de sa place d'affaires aux services d'eau, d'électricité, de gaz, de téléphone ou d'égout, fournis par cette personne, dans la mesure où ce montant n'est pas payé pour lui permettre d'acquérir des biens ou en contrepartie des marchandises ou des services pour la fourniture desquels le raccord a été assuré;
paiement pour annulation de bail;	g) un montant qui n'est pas autrement admissible en déduction et qu'il paie à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance pour l'annulation d'un bail concernant des biens qu'il loue à cette personne;
frais d'embellissement de terrains;	h) un montant qu'il paie pour l'embellissement des terrains entourant un bâtiment ou une autre construction qui lui appartient et qu'il utilise principalement pour gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise;
stabilisation concernant le grain de l'Ouest;	i) tout montant qu'il paie dans l'année à titre de contribution en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (Statuts du Canada); et
déduction pour inventaire.	j) un montant à l'égard d'un exercice financier d'une entreprise qu'il exploite dans l'année si cet exercice financier coïncide avec l'année ou se termine dans l'année, égal à la proportion du produit de 3 pour cent du coût indiqué pour lui, au début de l'exercice financier, d'un bien corporel, autre qu'un bien immeuble ou un intérêt y afférent, décrit dans son inventaire à l'égard de l'entreprise et

détenu par lui pour la vente ou pour être transformé ou autrement changé en un bien destiné à la vente dans le cours ordinaire de l'entreprise, incorporé ou annexé à un tel bien ou utilisé dans l'emballage d'un tel bien, que représente le nombre de jours dans l'exercice financier sur 365.

1972, c. 23, a. 145; 1975, c. 21, a. 4; 1977, c. 26, a. 16.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression à la fin du paragraphe g du mot «et»;
 - le remplacement à la fin du paragraphe h du point par un point-virgule;
- s'applique à tout exercice financier se terminant après le 31 mars 1977; (1977, c. 26, a. 16);*
- l'addition du paragraphe i, s'applique depuis le 1^{er} avril 1976; (1977, c. 26, a. 16);
 - l'addition du paragraphe j, s'applique à tout exercice financier se terminant après le 31 mars 1977; dans le cas d'un exercice financier qui chevauche le 31 mars 1977, l'expression «le nombre de jours dans l'exercice financier sur 365» qui se trouve au paragraphe j doit se lire «le nombre de jours dans l'exercice financier qui sont postérieurs au 31 mars 1977 sur 365». (1977, c. 26, a. 16).

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe d, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«un montant égal à la moitié des honoraires qu'il paie à une personne pour obtenir son avis sur l'opportunité d'acheter ou de vendre certaines actions ou valeurs mobilières, si l'occupation principale de cette personne consiste à donner de tels avis;».

SECTION X

RÉGIMES SOCIAUX

Contributions patronales à un régime supplémentaire d'assurance-chômage, un régime d'intéressement.

158. Un employeur ne peut déduire, aux fins du présent chapitre, un montant qu'il paie à un fiduciaire:

- a) en vertu d'un régime supplémentaire d'assurance-chômage sauf en autant que le permet l'article 964;
- b) en vertu d'un régime d'intéressement différé, sauf en autant que le permet l'article 881; ou
- c) pour le compte de ses employés ou de ceux d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance, en vertu d'un régime d'intéressement sauf dans la mesure prévue par l'article 856.

1972, c. 23, a. 146.

SECTION XI

RESTRICTIONS SUR LES FRAIS DE PUBLICITÉ

Dépenses de publicité non admises.

159. Un contribuable ne peut faire aucune déduction, sauf dans la mesure prévue par les règlements, à l'égard d'un montant qui serait

autrement admissible en déduction et qu'il débourse ou dépense:

a) pour la publication, dans un numéro d'un journal ou d'un périodique non canadien portant une date postérieure au 31 décembre 1975, d'une annonce destinée surtout à un marché situé au Canada; ou

b) pour une annonce destinée surtout à un marché situé au Canada et diffusée par une entreprise étrangère de radiodiffusion, si ce montant est déboursé ou dépensé après le 21 septembre 1976.

1972, c. 23, a. 147; 1977, c. 26, a. 17.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique depuis le 1^{er} janvier 1976. (1977, c. 26, a. 17).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Un contribuable ne peut faire aucune déduction à l'égard d'un montant qui serait autrement admissible en déduction et qu'il débourse ou dépense pour la publication, dans un numéro d'un journal ou d'un périodique non canadien portant une date postérieure au 31 décembre 1965, d'une annonce destinée surtout à un marché situé au Canada, sauf dans la mesure prévue par les règlements.»

SECTION XII

INTÉRÊTS ET CERTAINS IMPÔTS FONCIERS

Intérêts payés ou payables
sur certains emprunts.

160. Un contribuable peut déduire le moindre d'un montant raisonnable ou du montant payé dans l'année ou payable à l'égard de l'année, selon la méthode qu'il utilise régulièrement dans le calcul de son revenu, conformément à une obligation juridique de payer des intérêts sur:

a) un emprunt utilisé pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens;

b) un montant dû pour des biens acquis en vue de gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise ou de biens; ou

c) un montant payé au contribuable en vertu d'une loi pour accroître ou maintenir la capacité technologique d'une industrie ou pour toute autre raison, dans la mesure prescrite.

1972, c. 23, a. 148.

Restrictions quant à la
déduction de certains
intérêts.

161. Un montant n'est pas admissible en déduction aux termes des paragraphes a et b de l'article 160 dans la mesure où il représente des intérêts:

a) sur un emprunt utilisé pour acquérir des biens dont le revenu serait exonéré d'impôt ou pour acquérir une police d'assurance sur la vie; ou

b) sur un montant dû pour de tels biens ou pour des biens représentant un intérêt dans une police d'assurance sur la vie.

1972, c. 23, a. 149.

Emprunt avec promesse de rembourser un montant plus élevé.

162. Aux fins de l'article 160, lorsqu'une personne fait un emprunt sous la promesse de rembourser un montant plus élevé et de payer de l'intérêt sur le montant plus élevé, le montant emprunté est réputé être le montant plus élevé. Toutefois, lorsque le montant réellement emprunté n'est utilisé qu'en partie pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens, le montant ainsi utilisé est réputé être la proportion du montant plus élevé représentée par le montant réellement utilisé à cette fin sur le montant réellement emprunté.

1972, c. 23, a. 150.

Montant payé selon une obligation juridique de payer des intérêts.

163. Est admissible en déduction un montant payé dans l'année conformément à une obligation juridique de payer des intérêts sur un montant qui serait admissible en déduction aux termes de l'article 160 s'il était payé dans l'année ou payable à l'égard de l'année.

1972, c. 23, a. 151.

Restriction quant aux emprunts et aux impôts fonciers relatifs à certains terrains.

164. Un contribuable ne peut, après 1971, faire aucune déduction à l'égard d'un montant payé ou payable par lui à titre d'intérêt sur un emprunt utilisé pour acquérir un terrain ou sur un montant payable par lui pour un terrain, ou à titre d'impôts fonciers, si ce terrain ne peut être raisonnablement considéré, compte tenu de toutes les circonstances, y compris le rapport entre le coût du terrain pour le contribuable et le revenu brut en provenant pour l'année ou une année antérieure, comme ayant été, dans l'année,

a) utilisé ou détenu dans le cours de l'exploitation, par le contribuable, d'une entreprise qui n'est pas une entreprise dans le cours normal de laquelle un terrain est principalement détenu dans un but de revente ou de mise en valeur; ou

b) détenu principalement par le contribuable pour produire ou gagner un revenu en provenant pour l'année.

Toutefois, le présent article ne s'applique pas dans la mesure où le revenu brut du contribuable provenant du terrain excède l'ensemble de tous les autres montants déduits dans le calcul de son revenu provenant du terrain.

1972, c. 23, a. 152; 1975, c. 22, a. 20.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des paragraphes a, b et c du premier alinéa, s'applique à l'égard d'un montant payé ou payable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 303).

Auparavant, ces paragraphes se lisaient ainsi:

a) «inclus dans l'inventaire d'une entreprise exploitée par le contribuable;

b) autrement utilisé ou détenu dans le cours de l'exploitation d'une entreprise du contribuable; ou

c) détenu principalement par le contribuable pour gagner ou produire un revenu pour l'année. ».

165. Aux fins de l'article 164:

«terrain». a) le mot «terrain», sauf dans la mesure où il est utilisé comme aire de stationnement à péage, n'inclut pas:

- i. un édifice ou une autre structure fixée au sol;
- ii. le terrain sur lequel repose un bien visé au sous-paragraphe i;

ou

iii. le terrain qui est adjacent à celui visé au sous-paragraphe ii et qui consiste en une aire de stationnement, une voie d'accès, une cour, un jardin ou un terrain similaire nécessaire à l'utilisation de biens visés au sous-paragraphe i;

«impôts fonciers». b) l'expression «impôts fonciers» ne comprend pas les taxes sur le revenu ou sur les profits provenant du terrain ou un impôt se rapportant au transfert de biens; et

«intérêt sur emprunt utilisé pour acquérir un terrain». c) l'expression «intérêt sur un emprunt utilisé pour acquérir un terrain» inclut l'intérêt payé ou payable dans l'année à l'égard d'un emprunt qui peut raisonnablement être considéré, compte tenu de toutes les circonstances:

i. comme un emprunt utilisé relativement à l'acquisition d'un terrain, même si on ne peut le rattacher directement à un terrain en particulier; ou

ii. comme ayant été utilisé pour aider, directement ou indirectement, une personne avec qui le contribuable a un lien de dépendance à acquérir un terrain devant être utilisé ou détenu par cette personne autrement que prévu aux paragraphes a ou b de l'article 164, sauf si cette aide prend la forme d'un prêt portant intérêt à un taux raisonnable.

1972, c. 23, a. 153; 1975, c. 22, a. 21.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du paragraphe a qui auparavant se lisait ainsi:

«le mot «terrain» n'inclut pas:

- i. une bâtisse ou un autre bien amortissable fixé au sol;
- ii. le fonds de terre sur lequel repose un bien visé au sous-paragraphe i; ou
- iii. le fonds de terre adjacent à celui qui est visé au sous-paragraphe ii, dans la mesure où il peut raisonnablement être considéré comme utilisé avec un bien visé au sous-paragraphe i; et»;

- le remplacement à la fin du paragraphe b du mot «bien» par les mots «biens; et»;

- l'addition du paragraphe c;

s'applique à l'égard d'un montant payé ou payable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 303).

Versements sur des obligations à intérêt conditionnel.

166. Une corporation ne peut déduire un montant payé à titre d'intérêt ou à tout autre titre aux détenteurs de ses obligations à intérêt conditionnel à moins que ces obligations n'aient été émises ou que les dispositions qu'elles renferment relativement aux intérêts n'aient été adoptées depuis 1930, pour procurer au débiteur quelque allègement à ses difficultés financières et pour remplacer ou modifier

des obligations qui, à la fin de 1930, portaient un taux d'intérêt fixe sans condition.

1972, c. 23, a. 154.

Intérêt dû en raison de la
vente d'une obligation.

167. Lorsque, en raison de l'aliénation d'une obligation, ou d'une valeur semblable autre qu'une obligation à intérêt conditionnel, le cessionnaire obtient le droit à un intérêt à l'égard d'une période commençant avant et se terminant après le moment de l'aliénation, le cédant doit, si cet intérêt n'est payable qu'après ce moment, inclure dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle l'aliénation a eu lieu un montant égal à l'intérêt couru à la date de l'aliénation.

En ce cas, le cessionnaire peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition le montant de tout intérêt couru à la date de l'aliénation si cet intérêt est inclus dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition.

1972, c. 23, a. 155.

Application de l'article 167.

168. L'article 167 s'applique aussi à l'aliénation après le 18 juin 1971, d'un billet, d'un effet de commerce, d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'une obligation semblable.

1972, c. 23, a. 156.

Limite à la déduction de
certains intérêts payés par
une corporation.

169. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, une corporation résidant au Canada ne peut effectuer aucune déduction à l'égard de la proportion, déterminée à l'article 170, d'un montant autrement admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année, relativement aux intérêts payés ou payables par elle sur des dettes impayées à des personnes désignées ne résidant pas au Canada.

1972, c. 23, a. 157.

Calcul de la proportion
visée à l'article 169.

170. La proportion visée à l'article 169 est déterminée par le rapport:

a) du montant le plus élevé atteint par les dettes impayées de la corporation à des personnes désignées ne résidant pas au Canada à un moment donné de l'année, moins trois fois l'ensemble des montants prescrits, sur

b) ce montant le plus élevé.

1972, c. 23, a. 158.

Dettes impayées.

171. Les dettes impayées visées à l'article 169 signifient l'ensemble de chaque montant impayé au moment donné relative-

ment à une dette ou à une autre obligation de payer un montant payable par la corporation à une personne désignée ne résidant pas au Canada, sur lequel des intérêts payés ou payables sont ou seraient, sans l'article 169, admissibles en déduction dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année.

Filiale d'une corporation d'assurance sur la vie ne résidant pas au Canada.

Toutefois, lorsque la corporation est une filiale d'une corporation d'assurance sur la vie ne résidant pas au Canada, les dettes impayées visées à l'article 169 n'incluent pas un montant impayé relativement à une dette ou à une autre obligation de payer un montant à cette corporation d'assurance sur la vie, dans la mesure où cette dernière a, en vertu d'un choix mentionné à l'article 825, inclus cette dette ou autre obligation dans les biens qu'elle détenait dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada pendant son année d'imposition qui comprend le moment donné et en a inclus les revenus dans le calcul de son revenu provenant pour l'année de cette entreprise.

1972, c. 23, a. 159; 1975, c. 22, a. 22.

Personne désignée ne résidant pas au Canada.

172. Aux fins des articles 169 à 171, une personne désignée ne résidant pas au Canada est:

a) une personne ne résidant pas au Canada ou une corporation de placement appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada qui, soit seules, soit avec d'autres personnes avec lesquelles elles ont un lien de dépendance, possèdent au moins 25 pour cent des actions émises de toute catégorie de la corporation, ou

b) une personne ne résidant pas au Canada ou une corporation de placement appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, qui ont un lien de dépendance avec un actionnaire qui, soit seul, soit avec d'autres personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, possède 25 pour cent ou plus des actions émises de toute catégorie de la corporation.

1972, c. 23, a. 160; 1973, c. 18, a. 5.

Cet article, modifiée en 1973, par l'insertion dans le paragraphe b après le mot « qui » des mots « , soit seul, soit avec d'autres personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, », s'applique à toute année d'imposition commençant après le 19 février 1973. (1973, c. 18, a. 52).

Corporation exclue de l'application de l'article 169.

173. L'article 169 ne s'applique pas au calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'une corporation dont l'entreprise principale au Canada consiste durant toute l'année en la fabrication ou le développement d'aéronefs ou de pièces d'aéronefs.

1973, c. 18, a. 6.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 18, a. 50).

Prêts consentis sous condition.

174. Aux fins de l'article 169, lorsqu'un contribuable qui est une personne décrite à l'article 172 fait un prêt à une personne à la condition qu'un tiers fasse un prêt à une corporation résidant au Canada, le moindre de ces deux prêts est réputé être une dette contractée par la corporation envers le contribuable qui a fait le premier prêt.

1972, c. 23, a. 161; 1977, c. 26, a. 18.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard d'un prêt fait après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 18).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Aux fins de l'article 157, lorsqu'un contribuable fait un prêt à une personne à la condition qu'un tiers fasse un prêt à une corporation résidant au Canada, le moindre de ces deux prêts est réputé être une dette contractée par la corporation envers le contribuable qui a fait le premier prêt. ».

Limite à l'article 169 lorsque les articles 180 à 182 s'appliquent.

175. Lorsqu'une corporation pourrait, sans le présent article, choisir en vertu des articles 180 à 182 de capitaliser des intérêts, des frais d'emprunt ou d'émission ou de les considérer comme des frais d'exploration, de prospection et de mise en valeur et que l'article 169 s'appliquerait en l'absence d'un tel choix au calcul du revenu de la corporation pour l'année, la proportion visée à l'article 170 de ces intérêts et frais, ne doit pas faire l'objet de ce choix.

1972, c. 23, a. 162.

SECTION XIII

EMPRUNTS

Frais d'emprunt.

176. 1. Un contribuable peut déduire une dépense qu'il engage à l'occasion d'un emprunt qu'il utilise pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens autres qu'une dépense à l'occasion d'un emprunt relatif à des biens dont le revenu est exonéré d'impôt.

Restriction.

2. Toutefois, il ne peut ainsi déduire:

a) une commission ou un boni payés ou payables au prêteur ou à une personne en considération des services qu'elle a rendus à titre de vendeur, d'agent ou de négociant en valeurs à l'occasion de l'emprunt; ou

b) un montant payé ou payable à titre de principal de la dette contractée à l'occasion de l'emprunt ou à titre d'intérêt.

1972, c. 23, a. 163.

Emprunt remboursé par un actionnaire.

177. Un contribuable peut déduire la partie d'un emprunt qu'il rembourse dans l'année et qu'il devait, en vertu de l'article 113 inclure dans le calcul de son revenu pour une année antérieure, s'il

est établi que le remboursement n'a pas été effectué comme partie d'une série de prêts et de remboursements.

Le présent article ne s'applique que dans la mesure où le montant de l'emprunt n'était pas admissible en déduction aux fins du calcul du revenu imposable du contribuable pour cette année antérieure.

1972, c. 23, a. 164; 1973, c. 17, a. 15.

Remise comprenant capital
et intérêt.

178. Un contribuable peut déduire la partie d'un paiement qu'il fait dans l'année et qui doit être inclus dans le calcul du revenu d'un autre contribuable pour l'année d'imposition aux termes de l'article 120 si ce paiement est fait pour acquitter un emprunt ou acquérir un bien utilisé pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens autres qu'un emprunt relatif à des biens ou un bien dont le revenu est exonéré d'impôt.

1972, c. 23, a. 165.

Paiements sur obligations et
autres titres émis à
escompte.

179. 1. Un contribuable peut déduire un montant payé dans l'année en acquittement du principal d'une obligation, d'un effet de commerce, d'un *mortgage*, d'une hypothèque ou d'un titre semblable, mais seulement s'ils ont été émis par le contribuable après le 18 juin 1971 et s'ils comportent le paiement d'intérêts et seulement dans la mesure où le montant ainsi payé n'excède pas:

a) lorsqu'un tel titre a été émis pour un montant non inférieur à 97 pour cent de son principal et que son rendement, exprimé en pourcentage annuel du montant pour lequel il a été émis n'excède pas les quatre tiers du taux d'intérêt annuel stipulé, le montant par lequel le moindre du principal du titre ou de l'ensemble des montants payés dans l'année ou dans une année antérieure en acquittement de son principal excède le montant pour lequel il a été émis; et

b) dans tous les autres cas, le moindre de la moitié du montant ainsi payé ou de la moitié du montant par lequel le moindre du principal du titre ou de l'ensemble des montants payés dans l'année ou dans une année antérieure en acquittement de son principal excède le montant pour lequel il a été émis.

Application des articles 124
et 125.

2. Les articles 124 et 125 s'appliquent au présent article.

1972, c. 23, a. 166; 1973, c. 17, a. 16.

Choix du contribuable lors
d'un emprunt pour acquérir
un bien amortissable.

180. Un contribuable qui emprunte de l'argent pour acquérir un bien amortissable ou qui doit payer un montant pour cette acquisition peut choisir de la façon prescrite, le ou avant la date fixée par l'article 1000 pour produire sa déclaration fiscale, d'ajouter au coût en capital de ce bien un montant ou la partie d'un montant qu'il désigne lequel montant ou partie de montant serait autrement admissible en déduction pour l'année ou pour une ou plusieurs des trois

années précédentes en vertu des articles 160, 163 et 176 dans le calcul de son revenu.

1972, c. 23, a. 167.

Emprunt servant à des fins d'exploration.

181. Lorsque le montant emprunté a servi au contribuable à des fins d'exploration, de mise en valeur ou d'acquisition d'un bien et que les dépenses encourues par le contribuable à ces fins sont des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur, selon le cas, au sens des articles 362 à 418, le contribuable peut choisir, de la façon et dans le délai prévus à l'article 180, de traiter comme frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, comme frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, comme frais canadiens d'exploration ou comme frais canadiens de mise en valeur, selon le cas, engagés par lui dans l'année, un montant ou la partie d'un montant qu'il désigne, lequel montant ou partie de montant serait autrement admissible en déduction pour l'année ou pour une ou plusieurs des trois années précédentes en vertu des articles 160, 163 et 176 dans le calcul de son revenu.

1972, c. 23, a. 168; 1975, c. 22, a. 23; 1977, c. 26, a. 19.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard de toute année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 19).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Lorsque le montant emprunté a servi au contribuable à des fins d'exploration, de mise en valeur ou d'acquisition d'un bien et que les dépenses encourues par le contribuable à ces fins sont des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur, au sens respectivement des articles 339, 354a et 354b ainsi que 354m et 354n, le contribuable peut choisir, de la façon et dans le délai prévus à l'article 167, de traiter comme frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, au sens de l'article 331, comme frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, comme frais canadiens d'exploration ou comme frais canadiens de mise en valeur engagés par lui dans l'année, un montant ou la partie d'un montant qu'il désigne lequel montant ou partie de montant serait autrement admissible en déduction pour l'année ou pour une ou plusieurs des trois années précédentes en vertu des articles 148, 151 et 163 dans le calcul de son revenu. ».

Cet article, remplacé en 1975, s'applique après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Lorsque le montant emprunté a servi à des fins d'exploration, de prospection ou de mise en valeur et que les dépenses encourues par le contribuable à ces fins sont admissibles en déduction en vertu des articles 329 à 354 ou le seraient s'il avait suffisamment de revenu, le contribuable peut choisir, de la façon et dans le délai prévu à l'article 167, de traiter comme une dépense d'exploration, de prospection et de mise en valeur encourue dans l'année, un montant ou la partie d'un montant qu'il désigne lequel montant ou partie de montant serait autrement admissible en déduction pour l'année ou pour une ou plusieurs des trois années précédentes en vertu des articles 148, 151 et 163 dans le calcul de son revenu. ».

Choix fait lors d'une année d'imposition antérieure.

182. Lorsqu'un contribuable a fait un choix prévu aux articles 180 ou 181 pour une année d'imposition antérieure et que, dans chaque année subséquente et précédant l'année d'imposition il a fait ce choix en limitant le montant total qui serait autrement admissible en déduction pour l'année d'imposition dans le calcul de son revenu en vertu des articles 160, 163 et 176, il peut de nouveau faire ce choix en le limitant de la même façon.

1972, c. 23, a. 169.

Emprunt pour rembourser un emprunt antérieur.

183. Aux fins de la présente section et des articles 160 et 178, un emprunt utilisé par un contribuable pour rembourser un emprunt antérieur, ou pour payer un montant dû pour des biens visés aux paragraphes *b* des articles 160 et 161 et acquis antérieurement, est réputé être utilisé aux fins pour lesquelles l'emprunt antérieur a été utilisé ou était réputé, par le présent article, avoir été utilisé, ou pour acquérir les biens à l'égard desquels ce montant était ainsi dû, selon le cas.

1972, c. 23, a. 170.

CHAPITRE IV

CESSATION DE L'EXPLOITATION D'UNE ENTREPRISE

Convention lors de la vente des créances.

184. Lorsqu'une vente en bloc d'une entreprise comprend des créances qui ont été ou seront incluses dans le calcul du revenu du vendeur pour une année antérieure ou pour l'année d'imposition ou des créances résultant de prêts consentis dans le cours normal de cette entreprise si son activité habituelle consiste en partie à faire des prêts d'argent et que l'acheteur se propose de continuer d'exploiter cette entreprise, le vendeur et l'acheteur peuvent, par un écrit signé en la forme prescrite, choisir conjointement d'appliquer les règles suivantes:

Règles applicables.

a) le vendeur peut déduire et l'acheteur doit inclure dans le calcul de leur revenu pour l'année d'imposition un montant égal à l'excédent de la valeur nominale des créances cédées, autres que les créances qui ont déjà fait l'objet d'une déduction en vertu de l'article 141 par le vendeur, sur la contrepartie payée par l'acheteur pour ces créances;

b) aux fins des articles 140 et 141, les créances ainsi vendues sont réputées avoir été incluses dans le calcul du revenu de l'acheteur pour l'année d'imposition ou une année antérieure, mais celui-ci ne peut faire aucune déduction, en vertu de l'article 141, à l'égard d'une créance qui a déjà fait l'objet d'une déduction par le vendeur;

c) aux fins du paragraphe *i* de l'article 87, l'acheteur est réputé avoir lui-même déduit le montant que le vendeur a déduit en vertu

de l'article 141 dans le calcul de son revenu pour une année antérieure à l'égard de l'une quelconque des créances cédées.

1972, c. 23, a. 171.

Déclaration du vendeur et
de l'acheteur.

185. Le vendeur et l'acheteur doivent déclarer dans l'écrit mentionné à l'article 184 le montant payé pour les créances cédées et cette déclaration, sous réserve de l'article 422, lie les parties vis-à-vis le ministre dans la mesure où elle peut se rapporter à toute question pertinente à l'application de la présente partie.

1972, c. 23, a. 172; 1975, c. 22, a. 24.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le mot « déclaration » des mots « , sous réserve de l'article (422), », s'applique à l'égard de la vente d'une créance ou d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 308).

Vente de biens compris
dans un inventaire.

186. Lorsqu'un contribuable cesse d'exploiter une entreprise ou aliène la totalité ou une partie de celle-ci, et qu'alors ou subséquemment il vend quelque bien compris dans l'inventaire de cette entreprise, il est réputé avoir vendu ce bien au cours de l'exploitation de l'entreprise.

1972, c. 23, a. 173.

Biens réputés avoir été
inclus dans l'inventaire.

187. Aux fins de l'article 186, tout bien qui aurait été inclus dans l'inventaire d'une entreprise si le revenu de celle-ci n'avait pas été calculé selon la méthode permise par l'article 194 et le paragraphe c de l'article 215 est réputé avoir été ainsi inclus.

1972, c. 23, a. 176; 1975, c. 22, a. 26.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « des articles 173 et 174 » par les mots « de l'article (186) », s'applique à l'égard de la vente d'une créance ou d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 308).

Règles applicables lors de
la cessation d'exploitation
d'une entreprise.

188. Nonobstant l'article 129, les règles suivantes s'appliquent dans le calcul du revenu d'un contribuable pour l'année d'imposition dans laquelle il a cessé d'exploiter une entreprise:

a) il doit déduire la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise au moment où il a ainsi cessé de l'exploiter;

b) il ne peut déduire aucun montant en vertu du paragraphe b de l'article 130 à l'égard de l'entreprise;

c) nonobstant l'article 107 la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise immédiatement après le moment où il a ainsi cessé de l'exploiter est réputé être nulle; et

d) aux fins de l'article 105, on doit interpréter la section III du chapitre II du présent titre sans tenir compte de l'article 110.

1972, c. 23, a. 177.

Entreprise exploitée
subséquemment par un
conjoint ou par une
corporation contrôlée.

189. Lorsqu'un particulier a cessé d'exploiter une entreprise qui est par la suite exploitée par son conjoint, ou par une corporation qu'il contrôle de quelque manière que ce soit, on doit interpréter l'article 188, aux fins du calcul du revenu du particulier pour l'année d'imposition dans laquelle il a ainsi cessé d'exploiter l'entreprise, sans tenir compte du paragraphe a et comme si, dans le paragraphe c, l'expression «le moment où il a ainsi cessé de l'exploiter» signifiait «la fin de l'année d'imposition dans laquelle il a ainsi cessé de l'exploiter».

Montants à inclure.

Dans ce cas, on doit inclure dans le calcul de la partie admise des immobilisations intangibles du conjoint ou de la corporation, à l'égard de l'entreprise, à un moment quelconque après la fin de l'année d'imposition dans laquelle le particulier a ainsi cessé de l'exploiter, la partie admise des immobilisations intangibles du particulier à l'égard de l'entreprise à la fin de cette année d'imposition.

1972, c. 23, a. 178.

Fin de l'exercice financier
d'une entreprise vendue.

190. 1. Lorsqu'un particulier qui a été l'unique propriétaire d'une entreprise l'a aliénée pendant un exercice financier de cette dernière, il peut, à son choix, considérer l'exercice financier comme s'étant terminé au moment où il aurait pris fin s'il n'avait pas aliéné cette entreprise pendant cet exercice financier.

Conditions relatives au
choix prévu au paragraphe
1.

2. Un choix prévu au paragraphe 1 n'est valide que si le particulier réside au Canada au moment où l'exercice financier de l'entreprise serait considéré comme s'étant terminé si le choix était valide.

1972, c. 23, a. 179.

CHAPITRE V CAS SPÉCIAUX

SECTION I BANQUES

Déductions de certains
montants pour les banques.

191. Une banque à laquelle la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada) s'applique peut déduire dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, la partie des montants qui, de l'avis du ministre, ne dépasse pas les besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances; elle doit, par contre, y inclure la partie de ces montants qui, de l'avis du ministre, dépasse ces besoins.

Montants en réserve pour
pertes sur les prêts.

Ces montants sont ceux qui, à la fin de l'année, sont mis de côté ou en réserve par voie de réduction de la valeur de l'actif ou d'affectation à une réserve ou autre compte pour faire face aux pertes sur les

prêts, aux créances mauvaises ou douteuses, à la dépréciation dans la valeur de l'actif autre que les locaux de la banque, ou à d'autres contingences.

1972, c. 23, a. 180.

SECTION II

CORPORATIONS DE LA COURONNE

Entreprise exploitée par
une corporation de la
Couronne.

192. La présente partie s'applique à l'exclusion de l'article 985 à une corporation qui exploite une entreprise à titre de mandataire de Sa Majesté ou du gouvernement, sauf disposition contraire des règlements.

Revenu ou perte traitée
comme provenant de
l'entreprise.

Un revenu ou une perte provenant d'une entreprise exploitée par une corporation à titre de mandataire de Sa Majesté, ou d'un bien de Sa Majesté administré par une telle corporation doit être traité, aux fins de la présente partie, comme étant un revenu ou une perte de la corporation provenant de cette entreprise ou de ce bien.

1972, c. 23, a. 181.

Terrain transféré à une
corporation de la
Couronne.

193. Lorsqu'un terrain de Sa Majesté a été transféré à une corporation de la Couronne pour qu'il soit aliéné, l'acquisition de ce bien par la corporation et toute aliénation qui en est faite sont réputées n'avoir pas eu lieu dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise par la corporation.

1972, c. 23, a. 182.

SECTION III

ENTREPRISES AGRICOLES

Calcul du revenu d'une
entreprise agricole.

194. 1. Un contribuable peut choisir de calculer son revenu provenant d'une entreprise agricole pour une année d'imposition, selon la méthode de comptabilité de caisse, en vertu de laquelle le revenu de l'entreprise est réputé être égal:

a) à l'ensemble des montants reçus pendant l'année ou réputés par la présente partie avoir été ainsi reçus dans l'exploitation de l'entreprise en paiement ou au titre d'un montant qui serait inclus dans le calcul du revenu de l'entreprise, pour cette année ou toute autre année, si ce revenu n'était pas calculé selon cette méthode, et du montant relatif à l'entreprise que le contribuable indique dans sa déclaration fiscale pour l'année et qui n'excède pas la juste valeur marchande des animaux lui appartenant à la fin de cette année, à

l'exception, toutefois, des animaux inclus dans son troupeau de base, au sens du paragraphe *a* de l'article 202, moins

b) l'ensemble des montants payés pendant l'année ou réputés par la présente partie avoir été ainsi payés dans l'exploitation de l'entreprise au titre d'un montant qui serait admissible en déduction dans le calcul du revenu de l'entreprise, pour cette année ou toute autre année, si ce revenu n'était pas calculé selon cette méthode, et du montant, relatif à la juste valeur marchande des animaux de l'entreprise, que le contribuable a indiqué dans sa déclaration fiscale conformément au sous-paragraphe *a* pour l'année précédente.

Déductions permises.

2. Il peut également être déduit de l'ensemble visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 les déductions permises pour l'année par les paragraphes *a* et *b* de l'article 130.

Entreprise exploitée par plusieurs personnes.

3. Lorsqu'une entreprise agricole est exploitée par plusieurs personnes, le choix mentionné au paragraphe 1 ne vaut pour l'une de ces personnes que si chacune d'entre elles l'a également fait.

1972, c. 23, a. 183; 1973, c. 17, a. 17.

Contribuable qui a choisi la méthode de caisse.

195. Lorsqu'un contribuable a exercé le choix visé à l'article 194 pour une année, le revenu provenant de cette entreprise pour une année postérieure doit être calculé selon la même méthode, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, à moins qu'il ne choisisse une autre méthode avec l'accord du ministre et aux conditions fixées par ce dernier.

1972, c. 23, a. 184.

Contribuable qui cesse de résider au Canada ou d'exploiter l'entreprise.

196. Lorsqu'un contribuable qui avait exercé le choix visé à l'article 194 lorsqu'il résidait au Canada cesse d'y résider après avoir aliéné ou cessé d'exploiter en tout ou en partie l'entreprise qui est mentionnée audit article, il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année ou, si l'article 23 s'applique pour les périodes qui y sont visées, un montant égal à la valeur, à la date où il cesse de résider au Canada, de

a) la partie des biens dont il a conservé la propriété au moment où il a cessé de résider au Canada et qui auraient été inclus dans l'inventaire de l'entreprise ou d'une partie de cette dernière si le revenu de l'entreprise n'avait pas été calculé selon la méthode de comptabilité de caisse, et

b) la partie des montants qui lui sont encore dus au moment où il cesse de résider au Canada à titre de créances qui ont résulté de l'exploitation de l'entreprise et qui auraient été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année s'il les avait reçus pendant qu'il résidait au Canada.

1972, c. 23, a. 185.

Paiements reçus à l'égard
de comptes à recevoir.

197. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qu'il reçoit dans l'année à titre de paiement de créances qui ont résulté de l'exploitation de l'entreprise, dans la mesure où ces dernières auraient été incluses dans le calcul de son revenu s'il en avait été payé pendant qu'il exploitait encore cette entreprise.

1972, c. 23, a. 186.

Dépenses pour
défrichement, nivellement.

198. Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise agricole pour une année d'imposition un montant qu'il débourse dans l'année à l'égard de cette entreprise pour le défrichement ou le nivellement du terrain ainsi que pour l'installation de tuyaux de drainage.

1972, c. 23, a. 187.

SECTION IV

TROUPEAUX DE BASE

Aliénation d'un animal
d'un troupeau de base
d'une catégorie donnée.

199. Un contribuable qui possède un troupeau de base d'une catégorie donnée d'animaux et qui aliène un animal de cette catégorie dans l'exploitation d'une entreprise agricole au cours d'une année d'imposition peut choisir que les règles prévues à la présente section s'appliquent.

1972, c. 23, a. 188.

Règles applicables.

200. Dans le cas d'une aliénation mentionnée à l'article 199, le contribuable doit déduire:

a) dans le dénombrement de son troupeau de base de cette catégorie à la fin de l'année, le nombre qu'il désigne, n'excédant pas le moins élevé de son troupeau de base de cette catégorie d'animaux à la fin de l'année d'imposition précédente, du nombre d'animaux de cette catégorie qu'il a ainsi aliéné dans l'année ou du dixième de son troupeau de base de cette catégorie le 31 décembre 1971; et

b) dans le calcul de son revenu provenant de l'entreprise agricole pour l'année d'imposition, le montant obtenu de la multiplication du nombre déterminé en vertu du paragraphe a par le quotient résultant de la division de la juste valeur marchande au 31 décembre 1971 de ces animaux de cette catégorie par le nombre de ces animaux de cette catégorie au même jour.

1972, c. 23, a. 189.

Réduction du troupeau de base.

201. Lorsque le troupeau de base d'une catégorie à la fin de l'année précédant l'année d'imposition, moins la déduction qui doit y être faite à la fin de l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 200 excède le nombre d'animaux de cette catégorie que le contribuable possède à la fin de l'année, ce dernier doit déduire:

a) dans le calcul de son troupeau de base de cette catégorie à la fin de l'année, le nombre des animaux qui constituent cet excédent, et

b) dans le calcul de son revenu provenant de l'entreprise agricole pour l'année d'imposition, le montant obtenu de la multiplication du nombre d'animaux déterminé en vertu du paragraphe *a* par le quotient obtenu de la division de la juste valeur marchande des animaux de cette catégorie le 31 décembre 1971 par le nombre de ces animaux de cette catégorie au même jour.

1972, c. 23, a. 190.

Définitions:
«troupeau de base»;

202. Dans la présente section:

a) «troupeau de base» d'une catégorie d'animaux d'un contribuable, à une date donnée, signifie le nombre d'animaux de cette catégorie qu'il avait en sa possession à la fin de son année d'imposition 1971, et qui, pour la cotisation de son impôt pour cette année a été accepté par le ministre, à la demande du contribuable, comme constituant des immobilisations moins le nombre d'animaux dont la présente section exige le retranchement de son troupeau de base de cette catégorie à la fin des années d'imposition avant la date donnée;

«catégorie d'animaux».

b) «catégorie d'animaux» signifie des animaux d'une des espèces suivantes: bovins, chevaux, ovins ou porcs, si ces derniers sont:

i. des animaux de race de cette espèce pour lesquels un certificat d'enregistrement a été émis par une personne reconnue par les éleveurs au Canada d'animaux de race de cette espèce comme étant le chef du service chargé de tenir le livre généalogique de la race des animaux en question, ou émis par le chef du service d'enregistrement du Bureau national canadien de l'enregistrement du bétail, ou

ii. des animaux de même espèce autres que des animaux de race visés au sous-paragraphe i.

1972, c. 23, a. 191; 1973, c. 17, a. 18.

Groupes d'animaux formant des catégories distinctes.

203. Chacun des groupes d'animaux visés aux sous-paragraphe i et ii du paragraphe *b* de l'article 202 est réputé représenter une catégorie distincte, sauf si le nombre des animaux de même espèce décrits à l'un de ces sous-paragraphe ne dépasse pas 10 pour cent du nombre total des animaux de cette espèce. Dans ce cas, l'ensemble de tous ces animaux est réputé former une seule catégorie.

1972, c. 23, a. 192.

Restrictions quant aux animaux à inclure dans une catégorie.

204. Pour déterminer le nombre d'animaux d'une catégorie en sa possession à une date quelconque, le contribuable ne doit inclure ni un animal qui a été acquis pour l'engraissement ni les animaux de même catégorie qui ont moins de deux ans pour les bovins, de trois ans pour les chevaux et d'un an pour les ovins et les porcs; dans le cas d'animaux dont l'âge est inférieur à ces âges, deux de ces animaux de même catégorie comptent pour un seul.

1972, c. 23, a. 193.

SECTION V

CERTAINES PERTES AGRICOLES

Pertes provenant d'une activité agricole ne constituant pas la principale source de revenu.

205. Lorsque la principale source de revenu d'un contribuable, pour une année d'imposition, n'est ni l'agriculture, ni une combinaison de l'agriculture et d'une autre source, la perte provenant de toutes ses entreprises agricoles qu'il a exercées est réputée être l'ensemble:

a) du moindre:

i. de l'excédent de l'ensemble de ses pertes, déterminées sans tenir compte de la présente section et avant toute déduction en vertu des articles 222 à 230, provenant de toutes les entreprises agricoles qu'il a exercées pendant l'année sur l'ensemble de ses revenus, ainsi déterminés, de même nature pour la même année; ou

ii. de \$2,500 plus le moindre de \$2,500 ou de la moitié de l'excédent du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i sur \$2,500; et

b) de l'excédent du montant qui serait calculé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe a si on ne tenait pas compte de l'expression «et avant toute déduction en vertu des articles 222 à 230» sur le montant calculé en vertu dudit sous-paragraphe.

1972, c. 23, a. 194; 1973, c. 17, a. 19.

Discrétion du ministre.

206. Aux fins de la présente section, le ministre peut déterminer que la principale source de revenu d'un contribuable pour une année d'imposition n'est ni l'agriculture ni une combinaison de l'agriculture et d'une autre source de revenu.

1972, c. 23, a. 195.

Perte agricole restreinte.

207. L'excédent du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 205 sur le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe ii dudit paragraphe constitue, aux fins

de la présente partie, la perte agricole restreinte subie par un contribuable pour l'année.

1972, c. 23, a. 196; 1973, c. 17, a. 20.

SECTION VI

AGENTS OU COURTIER D'ASSURANCE

Provision pour commissions
non gagnées.

208. Un agent ou un courtier d'assurance ne peut déduire à titre de provision pour commissions non gagnées qu'un montant égal à la proportion de ce qui a été inclus dans le calcul du revenu provenant de son entreprise pour l'année ou pour une année précédente, à titre de commissions à l'égard d'un contrat d'assurance autre que d'assurance sur la vie, représentée par le nombre de jours de la période prévue au contrat qui sont postérieurs à la fin de l'année d'imposition sur le nombre total de jours de cette période.

1972, c. 23, a. 197.

Provision pour commissions
non gagnées.

209. Un agent ou un courtier d'assurance doit inclure dans le calcul de son revenu provenant de son entreprise tout montant qu'il a déduit en vertu de l'article 208 pour l'année d'imposition précédente.

1972, c. 23, a. 198.

SECTION VII

PRÊTS GARANTIS

Provision à l'égard d'un
prêt assorti d'une sûreté
réelle.

210. Au lieu de la déduction prévue à l'article 140, un contribuable dont l'entreprise comprend le prêt d'argent assorti d'une sûreté réelle ou d'un engagement de céder un immeuble, peut déduire à titre de provision, sous réserve de l'article 211, un montant n'excédant pas l'ensemble de:

a) $1\frac{1}{2}$ pour cent du moindre de \$2,000,000,000 ou de l'ensemble de:

i. chaque montant impayé à la fin de l'année à titre de coût amorti de tels prêts et consentis par le contribuable ou à titre de coût amorti de toute créance qu'il a achetée et qui était assortie d'une sûreté réelle ou d'un engagement de céder un immeuble;

ii. chaque montant exigible et impayé à la fin de l'année à titre d'intérêt payable au contribuable sur de tels prêts;

iii. chaque montant dont il est tenu compte dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année à titre de valeur d'un immeuble qui a été inclus dans son inventaire à la fin de l'année et qui a été

acquis, par déchéance ou autrement, à la suite de l'inexécution d'une obligation aux termes d'une sûreté réelle ou d'un engagement de céder un immeuble, à l'exclusion d'un montant relatif à un immeuble à l'égard duquel un montant est inclus pour l'année en vertu des sous-paragraphes i et ii; et

iv. lorsqu'il s'agit d'une corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à y offrir les services de fiduciaire, chaque montant impayé à la fin de l'année à titre de coût amorti d'une obligation qui ne vient pas à échéance dans l'année qui suit, dont la corporation est propriétaire à ce moment et qu'elle détient à l'égard d'argent qu'elle a reçu en fiducie pour être investi, sous réserve d'une garantie par elle quant au paiement des intérêts ou au remboursement du principal, ou des deux, ainsi que chaque montant exigible par la corporation et impayé à titre d'intérêt à l'égard de cette obligation; et

b) 1 pour cent de l'excédent de l'ensemble visé au paragraphe *a* sur \$2,000,000,000.

1972, c. 23, a. 199; 1975, c. 22, a. 27.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Au lieu de la déduction prévue à l'article 129, un contribuable dont l'entreprise comprend le prêt d'argent assorti d'une sûreté réelle ou d'un engagement de céder un immeuble, peut déduire à titre de provision le montant prévu à l'article 200. ».

Restriction. **211.** La provision mentionnée à l'article 210 ne doit pas excéder le montant déduit en vertu de la présente section à titre de provision lors du calcul du revenu du contribuable pour son année d'imposition précédente auquel on ajoute un tiers de l'ensemble déterminé en vertu des paragraphes *a* et *b* dudit article.

1972, c. 23, a. 200; 1975, c. 22, a. 28.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Le montant visé à l'article 199 ne doit pas dépasser le moindre de:

a) $1\frac{1}{2}$ pour cent du total de

i. chaque montant impayé à la fin de l'année à titre de principal des prêts visés à l'article 199 et consentis par le contribuable ou à titre de principal ou partie du principal de toute créance qu'il a achetée et qui était assortie d'une sûreté réelle ou d'un engagement de céder un immeuble;

ii. chaque montant dû et impayé à la fin de l'année à titre d'intérêt payable au contribuable sur de tels prêts; et

iii. chaque montant non mentionné aux sous-paragraphes i et ii dont il est tenu compte dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année à titre de valeur des biens qui ont été inclus dans son inventaire à la fin de l'année et qui ont été acquis par suite de la réalisation d'une sûreté réelle ou de l'engagement de céder un immeuble; ou

b) le montant déduit en vertu de la présente section à titre de provision lors du

calcul du revenu du contribuable pour son année d'imposition précédente auquel on ajoute un tiers du montant déterminé en vertu du paragraphe a. ».

Coût amorti d'une créance ou d'une obligation.

212. Aux fins de la présente section, le «coût amorti» d'une créance ou d'une obligation à un moment quelconque est égal à l'ensemble de son coût d'acquisition pour le contribuable et de l'excédent de son principal au moment de l'acquisition par le contribuable sur ce coût d'acquisition, dans la mesure où cet excédent a été inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition se terminant à ce moment ou avant, moins l'ensemble des montants qui sont devenus exigibles par le contribuable à titre de principal de la créance ou de l'obligation avant ce moment et de l'excédent de son coût d'acquisition pour le contribuable sur son principal au moment de l'acquisition par le contribuable, dans la mesure où cet excédent a été déduit dans le calcul de son revenu pour une telle année.

1975, c. 22, a. 29.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Prêts sur hypothèque en vertu d'une loi sur l'habitation.

213. Aucune déduction ne peut être faite en vertu de la présente section à titre de provision pour un prêt consenti sur la garantie d'une hypothèque en vertu d'une loi sur l'habitation visée par les règlements.

1972, c. 23, a. 201; 1975, c. 22, a. 30.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «l'article 199» par les mots «la présente section», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Réserves de l'année précédente à inclure dans le revenu.

214. Un contribuable doit inclure dans le calcul du revenu provenant de son entreprise le montant qu'il a déduit en vertu de la présente section dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente.

1972, c. 23, a. 202; 1975, c. 22, a. 31.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «l'article 199» par les mots «la présente section», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

SECTION VIII

PROFESSIONNELS

Règles applicables dans le cas de professionnels.

215. Les règles suivantes s'appliquent au calcul du revenu d'un contribuable provenant, pour une année d'imposition, d'une entreprise qui est une profession:

- a) le paragraphe *b* de l'article 87 ne s'applique pas;
- b) tout montant qu'il a le droit de recevoir dans l'année à l'égard de biens vendus ou de services rendus dans l'exercice de cette entreprise doit être inclus;
- c) il peut choisir dans sa déclaration fiscale pour l'année de n'inclure aucun montant à l'égard des travaux en cours à la fin de cette année, sauf disposition contraire dans la présente section.

1972, c. 23, a. 203; 1973, c. 17, a. 21.

Application du paragraphe *c* de l'article 215.

216. Le contribuable qui a exercé le choix visé au paragraphe *c* de l'article 215 pour une année d'imposition doit appliquer les dispositions dudit paragraphe au calcul de son revenu provenant de la même entreprise pour les années subséquentes à moins qu'il ne révoque son choix avec l'accord du ministre et aux conditions fixées par ce dernier.

1972, c. 23, a. 204.

Moment à partir duquel un montant devient recevable.

217. Un contribuable est, aux fins du paragraphe *b* de l'article 215, réputé avoir le droit de recevoir un montant à l'égard de services rendus le premier en date des jours suivants:

- a) le jour où il présente son compte pour services rendus;
- b) le jour où ce compte aurait été présenté s'il n'y avait pas eu de retard indu, ou
- c) le jour où il est payé pour ces services.

1972, c. 23, a. 205.

SECTION IX

PROSPECTEURS

Actions remises à un prospecteur en contrepartie de la vente de biens miniers.

218. Un prospecteur qui reçoit une action du capital-actions d'une corporation en contrepartie de l'aliénation en faveur de cette corporation d'un bien minier ou d'un intérêt dans ce bien qu'il a lui-même acquis dans l'exercice de son métier de prospecteur ne doit inclure à cet égard aucun montant dans le calcul de son revenu ni dans celui du montant visé au paragraphe *b* de l'article 412 ni dans celui du coût de cette action; la corporation, pour sa part, ne doit

inclure à cet égard aucun montant dans le calcul du coût de ce bien ou de l'intérêt dans ce bien.

1972, c. 23, a. 206; 1977, c. 26, a. 20.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des mots «de son revenu ni dans le calcul du coût de cette action; la corporation, pour sa part, ne doit inclure à cet égard aucun montant dans le calcul du coût de ce bien ou de l'intérêt dans ce bien.» par les mots «de son revenu ni dans celui du montant visé au paragraphe b de l'article (412) ni dans celui du coût de cette action; la corporation, pour sa part, ne doit inclure à cet égard aucun montant dans le calcul du coût de ce bien ou de l'intérêt dans ce bien.», s'applique après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 20).

Prospection. **219.** Aux fins de la présente section:

a) un prospecteur est un particulier qui fait de la prospection ou de l'exploration en vue de découvrir des minéraux ou aménage un bien relatif à des minéraux pour son propre compte, pour son compte et celui d'autrui, ou à titre d'employé;

Bien minier. b) un bien minier est un droit de prospection et d'exploration en vue de découvrir des minéraux, un droit d'extraire des minéraux ou un bien dont la valeur dépend principalement de son contenu en minéraux.

1972, c. 23, a. 207.

Application de l'article 218. **220.** La règle prévue à l'article 218 s'applique à toute personne autre qu'un prospecteur si:

a) cette personne, suivant une entente intervenue avec un prospecteur avant les travaux de prospection, d'exploration en vue de la découverte de minéraux ou d'aménagement d'un bien relativement à des minéraux, ou à titre d'employeur d'un prospecteur, a avancé de l'argent pour subvenir aux frais occasionnés par ces travaux ou a payé ces frais en totalité ou en partie; et

b) l'action a été reçue en contrepartie de l'aliénation en faveur de la corporation, par la personne mentionnée au paragraphe a, d'un bien minier ou d'un intérêt dans ce bien, qui a été acquis conformément à l'entente visée audit paragraphe ou, si le prospecteur était son employé, a été acquis par cette personne à la suite du travail de son employé.

1972, c. 23, a. 208.

SECTION X

CHEMIN DE FER

Contribuable exploitant un chemin de fer.

221. Un contribuable exploitant un chemin de fer ne peut, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition, déduire une dé-

pense qu'il engage en vue de réparer, de remplacer, de modifier ou de rénover des biens amortissables d'une catégorie prescrite si cette dépense ne doit pas être inscrite dans ses livres à ce titre d'après une classification et un système uniformes de comptes et de relevés prescrits.

Contribuable exploitant un chemin de fer.

Un tel contribuable est toutefois réputé avoir acquis, aux fins des articles 93 à 104 et des règlements établis en vertu du paragraphe *a* de l'article 130, des biens amortissables d'une catégorie, prescrite par règlement, à un coût en capital égal au montant de cette dépense.

1972, c. 23, a. 209; 1977, c. 26, a. 21.

Cet article, modifié en 1977, par:

- *le remplacement dans le premier alinéa des mots « catégorie prescrite aux fins du présent article si cette dépense ne doit pas être inscrite dans ses livres à ce titre d'après une classification et un système uniformes de comptes et de relevés prescrits. » par les mots « catégorie prescrite si cette dépense ne doit pas être inscrite dans ses livres à ce titre d'après une classification et un système uniformes de comptes et de relevés prescrits. »;*

- *le remplacement dans le deuxième alinéa des mots « amortissables de cette catégorie à un coût en capital égal au montant de cette dépense. » par les mots « amortissables d'une catégorie, prescrite par règlement, à un coût en capital égal au montant de cette dépense. »;*

s'applique à l'égard d'une dépense faite après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 21).

SECTION XI

RECHERCHES SCIENTIFIQUES

Dépenses pour des recherches scientifiques.

222. 1. Un contribuable qui exploite une entreprise au Canada peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas les dépenses de nature courante qu'il a faites au Canada dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure prenant fin après 1973 pour des recherches scientifiques concernant son entreprise et effectuées directement par lui ou pour lui et les dépenses de nature courante qu'il a faites au Canada dans une telle année pour des recherches scientifiques:

a) en faveur d'une association reconnue par le ministre pour entreprendre des recherches scientifiques concernant le type d'entreprise du contribuable;

b) en faveur d'une université, d'un collège, d'un institut de recherches ou d'une autre institution semblable reconnus par le ministre, pour servir à des recherches scientifiques concernant le type d'entreprise du contribuable;

c) en faveur d'une corporation résidant au Canada et exonérée d'impôt en vertu de l'article 991; ou

d) en faveur d'une corporation résidant au Canada, pour des recherches scientifiques concernant le type d'entreprise du contribuable.

«recherches scientifiques».

2. Aux fins de la présente section, l'expression «recherches scientifiques» a le sens que lui donnent les règlements.

1972, c. 23, a. 210; 1975, c. 22, a. 32.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «Un contribuable qui exploite une entreprise au Canada peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, ses dépenses de nature courante faites au Canada pendant l'année pour des recherches scientifiques concernant son entreprise et effectuées directement par lui ou pour lui, ainsi que les paiements qu'il fait:» par les mots «Un contribuable qui exploite une entreprise au Canada peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas les dépenses de nature courante qu'il a faites au Canada dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure prenant fin après 1973 pour des recherches scientifiques concernant son entreprise et effectuées directement par lui ou pour lui et les dépenses de nature courante qu'il a faites au Canada dans une telle année pour des recherches scientifiques:», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Autres dépenses
déductibles.

223. Un contribuable peut également déduire à titre de dépenses à l'égard de recherches scientifiques pendant l'année un montant n'excédant pas le moindre:

a) des dépenses en immobilisations faites au Canada pour l'acquisition de biens autres qu'un terrain dans l'année ou dans une année antérieure se terminant après 1958 pour des recherches scientifiques concernant l'entreprise du contribuable et effectuées directement par lui ou pour lui; ou

b) de la partie non amortie du coût en capital du bien ainsi acquis à la fin de l'année d'imposition avant qu'aucune déduction en vertu du présent article ne soit faite.

1972, c. 23, a. 211.

Remboursements des
sommes versées pour
accroître la capacité
technologique d'une
industrie.

224. Un contribuable peut aussi déduire dans la mesure prescrite un montant n'excédant pas les dépenses faites dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure prenant fin après 1973 en remboursement des montants qui lui ont été versés à l'égard des dépenses pour recherches scientifiques encourues dans le but d'accroître ou de maintenir la capacité technologique d'une industrie canadienne.

1972, c. 23, a. 212; 1975, c. 22, a. 33.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Auparavant, il se lisait ainsi:

1. «Un contribuable peut aussi déduire dans la mesure prévue par les règlements tout montant qu'il rembourse pendant l'année en acquit des montants qui lui ont été versés en vue d'accroître ou de maintenir la capacité technologique d'une industrie canadienne.

2. Le contribuable doit toutefois soustraire des sommes qu'il peut déduire en vertu du présent article et des articles 210 et 211 les montants qui lui ont été versés dans

l'année selon les modalités visées aux règlements adoptés sous l'autorité du paragraphe 1. ».

Restriction. 225. L'ensemble des montants qui peuvent être déduits par un contribuable en vertu des articles 222 à 224 doit être diminué des montants qui lui ont été versés dans l'année ou dans une année d'imposition antérieure prenant fin après 1973 selon les modalités visées aux règlements adoptés sous l'autorité de l'article 224. Toutefois, un montant ne peut être déduit en vertu desdits articles que dans la mesure où il n'a pas été déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure.

1975, c. 22, a. 34.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Recherches scientifiques effectuées hors du Canada.

226. Le contribuable visé à l'article 222 peut également déduire les dépenses de nature courante qu'il fait dans l'année à l'égard des recherches scientifiques concernant son entreprise et effectuées par lui ou pour lui en dehors du Canada ainsi que les paiements à des fins similaires faits aux organismes mentionnés aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 222.

1972, c. 23, a. 213.

Le ministre peut obtenir des informations.

227. Le ministre peut s'enquérir auprès du ministère de l'industrie et du commerce ou d'une commission du gouvernement exerçant des activités dans le domaine de la recherche scientifique pour savoir si une activité particulière constitue une recherche scientifique.

1972, c. 23, a. 214.

Restrictions quant à certaines dépenses.

228. Aucune déduction ne peut être faite en vertu de la présente section à l'égard d'une dépense encourue pour acquérir des droits dans une recherche scientifique ou découlant d'une telle recherche et aucune déduction admissible en vertu de la présente section ne peut être réclamée aux termes de l'article 710.

1972, c. 23, a. 215.

Dépenses en immobilisations.

229. Un montant réclamé en vertu de l'article 223 est réputé, aux fins des articles 93 à 104, être un montant admis en déduction en vertu des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 130; à cet effet, le bien ainsi acquis est réputé constituer une catégorie prescrite distincte.

1972, c. 23, a. 216.

Dépenses relatives à la recherche scientifique.

230. Les dépenses relatives à la recherche scientifique ne comprennent que les dépenses occasionnées pour la poursuite de recherches scientifiques et entièrement imputables à cette fin; dans les cas autres que celui mentionné à l'article 226, elle incluent également des dépenses effectuées au Canada pour la création d'installations concernant la poursuite de telle recherches.

Genre de recherches incluses.

Les recherches scientifiques concernant une entreprise ou un type d'entreprise comprennent celles qui sont susceptibles de provoquer ou de faciliter la croissance de cette entreprise ou de ce type d'entreprise.

1972, c. 23, a. 217.

TITRE IV

GAINS EN CAPITAL ET PERTES EN CAPITAL

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Sens de «gain en capital imposable» et «perte en capital admissible».

231. Le gain en capital imposable ou la perte en capital admissible est la moitié du gain en capital ou la moitié de la perte en capital résultant de l'aliénation d'un bien.

Calcul.

Le gain en capital ou la perte en capital se calcule conformément au présent titre, à l'égard de l'année d'imposition au cours de laquelle a lieu l'aliénation du bien, à moins de disposition contraire de la présente partie.

1972, c. 23, a. 218.

Gain ou perte en capital.

232. Un gain en capital ou une perte en capital provient de l'aliénation d'un bien autre qu'une immobilisation intangible, un bien forestier, un bien visé à l'article 328 ou une police d'assurance sur la vie au sens du paragraphe *e* de l'article 835, sauf s'il s'agit d'un contrat de rente.

Exception.

Toutefois, l'aliénation d'un bien culturel prescrit ne peut donner lieu à un gain en capital et l'aliénation d'un bien amortissable ne peut donner lieu à une perte en capital.

1972, c. 23, a. 219; 1975, c. 22, a. 35.

Cet article, remplacé en 1975, et dans la mesure où il réfère:

- à un bien forestier, s'applique à l'égard d'un tel bien acquis après le 6 mai 1974; (1975, c. 22, a. 304);

- à un bien visé à l'article (328), s'applique à l'égard de l'aliénation d'un tel bien après le 6 mai 1974; (1975, c. 22, a. 307);

- à un bien culturel prescrit, s'applique depuis le 9 décembre 1975. (1975, c. 22, a. 341).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Un gain en capital ou une perte en capital provient de l'aliénation d'un bien autre qu'une immobilisation intangible, un bien visé aux articles 302 à 304 ou un contrat d'assurance sur la vie au sens du paragraphe *e* de l'article 626, sauf s'il s'agit d'un contrat de rente.

Toutefois, l'aliénation d'un bien amortissable ne peut donner lieu à une perte en capital. ».

Restriction. **233.** Un montant ne peut constituer un gain en capital ou une perte en capital dans la mesure où il doit être autrement inclus ou peut être autrement déduit dans le calcul du revenu d'un contribuable pour l'année ou pour toute autre année.

1972, c. 23, a. 220.

Calcul du gain en capital. **234.** Le gain provenant de l'aliénation d'un bien se calcule, sauf dispositions contraires de la présente partie, en soustrayant du produit de l'aliénation:

a) le prix de base rajusté de ce bien immédiatement avant l'aliénation et les dépenses que le contribuable a faites ou encourues aux fins de l'aliénation; et

b) le montant que le contribuable peut raisonnablement réclamer à titre de provision à l'égard de la partie du gain qui est proportionnelle à la partie du produit qui échoit après la fin de l'année par rapport au produit total de l'aliénation.

Montant traité comme gain.

Le contribuable doit, chaque année subséquente, traiter comme gain le montant de la provision constituée en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa pour l'année précédente, mais il peut réclamer un montant à titre de nouvelle provision calculée conformément audit alinéa.

1972, c. 23, a. 221; 1975, c. 22, a. 36.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe b du premier alinéa des mots « si le contribuable réside au Canada en tout temps durant l'année et l'année subséquente, le montant qu'il peut raisonnablement réclamer à titre de provision » par les mots « le montant que le contribuable peut raisonnablement réclamer à titre de provision », s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Restriction. **235.** Un contribuable ne peut réclamer la provision visée à l'article 234 pour une année d'imposition si, à la fin de l'année ou à un moment quelconque de l'année d'imposition subséquente, il ne réside pas au Canada ou est exonéré d'impôt en vertu de la présente partie ou si l'acheteur du bien vendu est une corporation qui, immédiatement après la vente, était contrôlée directement ou indirectement ou de quelque manière que ce soit par le contribuable ou par une personne ou un groupe de personnes qui contrôlait le contri-

buable de cette façon, ou qui, si le contribuable est une corporation, contrôlait ce dernier de cette façon.

1975, c. 22, a. 37.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Calcul de la perte en capital.

236. La perte provenant de l'aliénation d'un bien se calcule en soustrayant le produit de l'aliénation de ce bien du total de son prix de base rajusté immédiatement avant l'aliénation et des dépenses faites ou encourues par le contribuable aux fins de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 222.

Perte en capital inadmissible.

237. La perte provenant de l'aliénation d'un bien est inadmissible en déduction dans la mesure où ce bien ou un bien de remplacement identique:

a) a été acquis, au cours de la période commençant trente jours avant la date de l'aliénation et se terminant trente jours après, par le contribuable, son conjoint ou une corporation contrôlée par lui directement ou indirectement de quelque manière que ce soit; et

b) était de quelque manière que ce soit, à l'expiration des trente jours suivant la date de l'aliénation, la propriété d'une personne visée au paragraphe a.

1972, c. 23, a. 223; 1975, c. 22, a. 38; 1977, c. 26, a. 22.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe a, s'applique à l'égard du transfert d'un bien après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 22).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« a été acquis, au cours de la période commençant trente jours avant la date de l'aliénation et se terminant trente jours après, par le contribuable, son conjoint, une fiducie régie par un régime visé aux articles 640, 651, 669 et 693a dont il est bénéficiaire ou le devient immédiatement après l'aliénation, un bénéficiaire d'un tel régime ou une corporation contrôlée par lui directement ou indirectement ou de quelque autre manière que ce soit; et ».

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion dans le paragraphe a après le mot « conjoint » des mots « , une fiducie régie par un régime visé aux articles 640, 651, 669 et 693a dont il est bénéficiaire ou le devient immédiatement après l'aliénation, un bénéficiaire d'un tel régime »;

- l'insertion dans le paragraphe b après le mot « était » des mots « de quelque manière que ce soit »;

doit se lire sans la référence à l'article 693a pour les années d'imposition 1972 et 1973. (1975, c. 22, a. 296).

Application de l'article 237.

238. L'article 237 ne s'applique pas si l'aliénation:

a) est une aliénation qui est réputée l'être en vertu des articles 242, 281, 283, 299, 300, 436, 440, 444, 653, 861 ou 862;

b) résulte de l'expiration d'une option; ou

c) est visée à l'article 534.

1972, c. 23, a. 224; 1975, c. 22, a. 39.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «l'être en vertu des articles 227, 363 et 364 ou 489;» par les mots «l'être en vertu des articles (242), (281), (283), (299), (300), (436), (440), (444), (653), (861) ou (862);», doit se lire sans la référence à l'article (862) pour les années d'imposition 1972 et 1973. (1975, c. 22, a. 296).

Restrictions quant aux
pertes en capital
admissibles.

239. Une perte encourue par une corporation est inadmissible si elle provient de l'aliénation d'un bien en faveur d'une personne par laquelle elle est contrôlée ou d'une corporation qui est contrôlée par une telle personne.

1972, c. 23, a. 225.

Restrictions quant aux
pertes en capital
admissibles.

240. Une perte provenant de l'aliénation d'une créance ou d'un autre droit de recevoir un montant est inadmissible sauf si le contribuable a acquis cette créance ou ce droit en vue de faire produire ou gagner un revenu d'une entreprise ou d'un bien autre qu'un revenu exonéré d'impôt ou en contrepartie de l'aliénation d'une immobilisation en faveur d'une personne avec laquelle il n'avait pas de lien de dépendance.

1972, c. 23, a. 226.

Perte inadmissible.

241. Est inadmissible une perte provenant de l'aliénation d'un bien en faveur:

a) d'une fiducie régie par un régime d'intéressement, un régime d'intéressement différé ou un régime enregistré d'épargne-logement dont le contribuable est bénéficiaire ou le devient immédiatement après l'aliénation; ou

b) d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite en vertu duquel le contribuable ou son conjoint est rentier ou le devient dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année.

Est également inadmissible une perte provenant de l'aliénation d'un bien par une fiducie régie par l'un ou l'autre des régimes visés au premier alinéa en faveur d'un bénéficiaire ou d'un rentier en vertu de tels régimes.

1977, c. 26, a. 23.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'égard du transfert d'un bien après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 23).

Contribuable qui cesse de
résider au Canada.

242. Aux fins du présent titre, lorsqu'à un moment donné d'une année d'imposition, après 1971, un contribuable cesse de résider au Canada, il est réputé avoir aliéné immédiatement avant ce moment

chaque bien dont il était alors propriétaire, à sa juste valeur marchande au même moment, et avoir acquis de nouveau ce bien immédiatement après avoir cessé de résider au Canada, à un coût égal à cette valeur.

Exception à la règle.

N'est pas assujetti à cette règle un bien qui serait un bien canadien imposable si le contribuable n'avait pas résidé au Canada durant l'année, ni un bien prescrit.

1972, c. 23, a. 227; 1973, c. 17, a. 22.

Exception touchant le contribuable exerçant un choix et donnant des sûretés.

243. L'article 242 ne s'applique pas dans le cas d'un contribuable qui est un particulier autre qu'une fiducie ou qui était, immédiatement avant de cesser de résider au Canada, une corporation canadienne, à l'égard d'un bien visé à cet article, si le contribuable exerce un choix à cet effet de la manière et dans le délai prescrits et donne au ministre des sûretés que ce dernier juge satisfaisantes pour garantir le paiement de l'impôt qui aurait autrement été payable.

Bien réputé être un bien canadien imposable.

Le bien visé au premier alinéa est réputé être un bien canadien imposable à compter du moment où le contribuable cesse de résider au Canada jusqu'au moment suivant immédiatement celui où le contribuable aliène ce bien ou redevient résident du Canada, suivant la première de ces éventualités.

1972, c. 23, a. 228; 1973, c. 17, a. 22.

Gains en capital imposables lors de la vente présumée de l'article 242.

244. Lorsque le contribuable est un particulier autre qu'une fiducie, l'ensemble de ses gains en capital imposables provenant, pour l'année, de l'aliénation visée à l'article 242, de biens autres que des biens précieux, est réputé être égal à l'excédent de cet ensemble sur \$2,500.

Biens précieux.

Dans le cas de biens précieux, l'ensemble des gains en capital du contribuable visé au premier alinéa, provenant de cette aliénation, est réputé être égal à l'excédent de cet ensemble sur deux fois l'excédent de \$2,500 sur l'ensemble de ses gains en capital imposables provenant pour l'année de l'aliénation de ses biens autres que ses biens précieux.

1973, c. 17, a. 22.

Pertes en capital admissibles à la suite d'un choix.

245. Lorsqu'un contribuable a exercé le choix visé à l'article 243, l'ensemble de ses pertes en capital admissibles pour l'année et provenant de l'aliénation y visée de biens autres que des biens précieux, est réputé être le moindre de cet ensemble ou du montant qui est réputé, aux termes de l'article 244, être l'ensemble de ses gains en capital imposables pour l'année provenant de l'aliénation de ses biens autres que ses biens précieux.

1973, c. 17, a. 22.

Dispositions non
applicables à un particulier
autre qu'une fiducie.

246. Les articles 242 à 245 ne s'appliquent pas à l'égard d'un bien dont un particulier autre qu'une fiducie était propriétaire au moment précédant immédiatement celui auquel il a cessé de résider au Canada, s'il était propriétaire de ce bien immédiatement avant la dernière fois où il est devenu résident du Canada ou s'il l'a acquis par la suite par succession ou testament et si, dans chaque cas, il n'a pas résidé au Canada plus de 60 mois dans les dix ans précédant ce moment.

1973, c. 17, a. 22; 1975, c. 22, a. 40.

Contribuable qui devient
résident du Canada.

247. Aux fins du présent titre, lorsqu'à un moment donné d'une année d'imposition, après 1971, un contribuable devient résident du Canada, il est réputé acquérir, à ce moment, chaque bien dont il est alors propriétaire à sa juste valeur marchande au même moment, à l'exception d'un bien qui aurait été un bien canadien imposable s'il l'avait aliéné immédiatement avant ce moment et à l'exception d'un bien qui est visé à l'article 243 et à l'égard duquel le contribuable a fait le choix visé audit article la dernière fois qu'il a cessé de résider au Canada.

1972, c. 23, a. 229; 1973, c. 17, a. 22.

CHAPITRE II

DÉFINITION DE CERTAINES EXPRESSIONS

SECTION I

ALIÉNATION D'UN BIEN

Aliénation d'un bien.

248. 1. Aux fins du présent titre, l'aliénation d'un bien comprend, sauf dispositions contraires expresses:

a) toute opération ou événement qui donne droit au produit de l'aliénation d'un bien;

b) tout rachat ou annulation d'une action, d'un effet de commerce, d'une promesse de vente, d'une créance ou d'un droit qui leur est relatif;

c) toute conversion d'une action par suite d'une fusion;

d) toute expiration d'une option sur des biens;

e) tout transfert de biens à une fiducie ou tout transfert de biens d'une fiducie à un bénéficiaire de cette fiducie.

Restriction.

2. Une aliénation de biens ne comprend pas toutefois:

a) un transfert de biens effectué dans le seul but de garantir le remboursement d'une dette ou un transfert effectué par un créancier dans le seul but de restituer des biens qui ont servi à garantir le remboursement d'une dette;

b) une émission par une corporation d'obligations ou effets de commerce, ou la création par elle d'une hypothèque ou d'un *mortgage*;

c) une émission par une corporation d'actions de son capital-actions ou toute opération ayant le même effet; ou

d) toute autre opération prévue par les règlements.

1972, c. 23, a. 230.

SECTION II

IMMOBILISATION

Immobilisation. **249.** Aux fins du présent titre, une immobilisation désigne les biens amortissables du contribuable et ses autres biens à l'occasion de l'aliénation desquels tout gain ou perte se traduirait pour lui par un gain en capital ou une perte en capital.

1972, c. 23, a. 231.

Immobilisation intangible. **250.** Une immobilisation intangible, aux fins du présent titre, désigne les biens d'un contribuable dont l'aliénation produirait un montant qui constituerait un montant d'immobilisation intangible au sens de l'article 106.

1972, c. 23, a. 232.

SECTION III

PRODUIT DE L'ALIÉNATION

Produit de l'aliénation d'un bien. **251.** Le produit de l'aliénation d'un bien comprend, aux fins du présent titre, les mêmes éléments que le produit de l'aliénation d'un bien visé au paragraphe *f* de l'article 93; il ne comprend pas un montant réputé être un dividende en vertu des articles 505 et 506 ou en vertu de l'article 512 si, dans ce dernier cas, il s'agit d'un dividende imposable.

1972, c. 23, a. 233; 1975, c. 22, a. 41.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le chiffre «400» des mots «ou en vertu de l'article (512) si, dans ce dernier cas, il s'agit d'un dividende imposable», s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 331).

CHAPITRE III

CALCUL DU PRIX DE BASE RAJUSTÉ

SECTION I

RÈGLES GÉNÉRALES

Prix de base rajusté d'un bien.

252. Le prix de base rajusté d'un bien à un moment donné, lorsque ce bien constitue un bien amortissable du contribuable, est le coût en capital de ce bien pour le contribuable à ce moment.

Dans tous les autres cas, ce prix se calcule conformément au présent chapitre.

1972, c. 23, a. 234.

Minimum du prix de base rajusté.

253. Le prix de base rajusté d'un bien au moment de son aliénation par le contribuable ne peut en aucun cas être inférieur à zéro.

1972, c. 23, a. 235.

Prix rajusté de la partie aliénée d'un bien.

254. Le prix de base rajusté de la partie aliénée d'un bien, immédiatement avant son aliénation, est la portion du prix de base rajusté de tout le bien qui peut être raisonnablement imputée à cette partie.

1972, c. 23, a. 236.

SECTION II

MONTANTS À AJOUTER

Montants à ajouter au prix de base rajusté d'un bien.

255. Un contribuable doit, dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien à un moment donné, ajouter au coût de ce bien les montants suivants:

CAS DIVERS

- a) le montant réputé être un gain en vertu de l'article 261;
- b) le montant de la perte inadmissible visée à l'article 237;
- c) lorsque le bien est une indemnité au sens des articles 469 à 479, ou est réputé être une telle indemnité en vertu desdits articles, le montant dont le paragraphe b de l'article 471 exige l'inclusion dans le calcul du prix de base rajusté de ce bien;

ACTIONS D'UNE CORPORATION

- d) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation résidant au Canada, le montant de tout dividende qui est réputé avoir été reçu par le contribuable en vertu de l'article 504;

e) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation et que le contribuable, après 1971, fait un apport de capital à la corporation, autrement que par un prêt, que par l'aliénation d'une action d'une filiale étrangère d'un contribuable à laquelle s'applique l'article 540 ou, sous réserve de l'article 256, que par l'aliénation d'un bien à l'égard duquel le contribuable et la corporation ont fait le choix visé aux articles 518 ou 529, la partie de cet apport qui ne peut raisonnablement être considérée comme un don fait à ou à l'avantage d'un autre actionnaire de la corporation lié au contribuable et qui est représentée par la proportion

i. du montant qui peut raisonnablement être considéré comme l'augmentation, due à cet apport de capital, de la juste valeur marchande de cette action, sur

ii. le montant qui peut raisonnablement être considéré comme l'augmentation, due à cet apport de capital, de la juste valeur marchande de toutes les actions du capital-actions de cette corporation, dont le contribuable est propriétaire, immédiatement après l'apport de capital;

f) lorsque le bien est une action, le montant de l'avantage qui est réputé, suivant les articles 48 à 58, lui être conféré dans une année d'imposition commençant avant le moment donné et se terminant après 1971;

g) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une filiale étrangère du contribuable, tout montant dont l'article 587 exige l'addition;

RECONNAISSANCE DE DETTE

h) l'excédent du principal d'une obligation, d'un effet de commerce, d'une hypothèque, d'un *mortgage* ou d'un autre titre de créance sur le montant pour lequel il a été émis, si cet excédent doit être inclus, en vertu des articles 122 à 125 dans le calcul du revenu de ce contribuable pour une année d'imposition commençant avant ce moment donné;

SOCIÉTÉ

i) lorsque le bien est un intérêt dans une société:

i. un montant, à l'égard de chaque exercice financier de la société se terminant après 1971 et avant le moment donné, égal à la part du contribuable autre que celle résultant d'une entente visée à l'article 608, dans le revenu de la société, provenant de toute source pour cet exercice financier, calculé comme si la présente partie était interprétée sans tenir compte des mots «la moitié» dans les articles 105, 107, 231 et 265 et comme si le paragraphe *b* de chacun des articles 200 et 201, le paragraphe *i*, l'article 308, le paragraphe 2 de l'article 497 et les disposition de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4), à l'égard du revenu provenant de l'exploitation d'une nouvelle mine, n'existaient pas;

ii. la part du contribuable de tout dividende en capital reçu par la société, avant le moment donné, à l'égard d'une action du capital-actions d'une corporation, alors que la société était propriétaire de cette action;

iii. la part du contribuable de l'excédent de tout produit d'une assurance sur la vie, reçu par la société après 1971 et avant le moment donné, en raison du décès de toute personne dont la vie était assurée en vertu de cette police, sur tous les montants payés à titre de prime en vertu de cette police;

iv. lorsque le contribuable, après 1971, fait un apport de capital à la société autrement que par un prêt, la partie de cet apport qui ne peut raisonnablement être considérée comme un don à ou à l'avantage de tout membre de cette société qui était lié au contribuable;

v. un montant inclus dans le calcul du revenu du contribuable en vertu de l'article 429 à l'égard de la société, sauf s'il s'agit d'un montant ainsi inclus en vertu de l'article 612;

vi. la part du contribuable, autre que celle résultant d'une entente visée à l'article 608, dans l'excédent du produit de l'aliénation qui devient recevable par la société à l'égard d'un bien décrit aux paragraphes *d* ou *e* de l'article 328, dont elle est propriétaire le 31 décembre 1971 et qu'elle aliène après cette date, sur le montant décrit au paragraphe *a* de l'article 331; et

vii. un montant réputé être un gain en vertu du paragraphe 2 de l'article 618 et de l'article 642;

FIDUCIE

j) lorsque le bien est une participation au capital d'une fiducie à laquelle l'article 596 s'applique, tout montant dont l'article 597 exige l'addition;

TERRAINS

k) lorsque le bien est un terrain, tout montant que le contribuable paie, après 1971 et avant le moment donné, conformément à une obligation légale de payer:

i. l'intérêt sur l'argent emprunté et utilisé pour acquérir ce terrain ou sur un montant qu'il doit payer pour ce terrain, ou

ii. l'impôt foncier, sauf l'impôt sur le revenu ou les profits ou l'impôt sur le transfert du bien, payé par ce contribuable, à l'égard de ce bien, à une province ou une municipalité canadienne, dans la mesure où le montant payé par le contribuable n'est pas, en vertu de l'article 164, admissible en déduction dans le calcul du revenu provenant de ce terrain ou d'une entreprise, pour toute année d'imposition commençant avant ce moment;

l) lorsque le bien est un terrain utilisé dans une entreprise agricole qu'il exploite, un montant, à l'égard de chaque année d'imposition se terminant après 1971 et commençant avant ce moment, égal à la perte de ce contribuable pour cette année, provenant de cette entreprise agricole, dans la mesure où cette perte:

i. n'est pas admissible en déduction dans le calcul du revenu pour cette année en vertu de l'article 205;

ii. n'est pas admissible en déduction dans le calcul du revenu imposable pour l'année d'imposition au cours de laquelle le contribuable a aliéné ce bien ou pour toute année d'imposition antérieure;

iii. n'excède pas le total des montants visés aux sous-paragraphes i et ii du paragraphe *k* et payés ou payables par lui, dans la mesure où ces montants sont inclus dans le calcul de la perte;

iv. n'excède pas le montant obtenu en soustrayant du produit de l'aliénation de ce bien diminué de son prix de base rajusté immédiatement avant ce moment, calculé sans tenir compte du présent paragraphe, l'ensemble de ses pertes qui proviennent de son entreprise agricole pour les années d'imposition antérieures à cette année et qui doivent, en vertu du présent paragraphe, être ajoutées dans le calcul du prix de base rajusté de ce bien.

1972, c. 23, a. 237; 1973, c. 17, a. 23; 1974, c. 18, a. 13; 1975, c. 22, a. 42; 1977, c. 26, a. 24.

Cet article, modifié en 1977, par:

- le remplacement dans le paragraphe (e), des mots « lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation résidant au Canada et que le contribuable, après 1971, fait un apport de capital à la corporation autrement que par un prêt ou, sous réserve de l'article 237a, par l'aliénation d'un bien à l'égard duquel le contribuable et la corporation ont fait le choix visé aux articles 406 ou 412, la partie de cet apport qui ne peut raisonnablement être considérée comme un don fait à ou à l'avantage d'un autre actionnaire de la corporation lié au contribuable et qui est représentée par la proportion » par les mots « lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation et que le contribuable, après 1971, fait un apport de capital à la corporation, autrement que par un prêt, que par l'aliénation d'une action d'une filiale étrangère d'un contribuable à laquelle s'applique l'article (540) ou, sous réserve de l'article (256), que par l'aliénation d'un bien à l'égard duquel le contribuable et la corporation ont fait le choix visé aux articles (518) ou (529), la partie de cet apport qui ne peut raisonnablement être considérée comme un don fait à ou à l'avantage d'un autre actionnaire de la corporation lié au contribuable et qui est représentée par la proportion », s'applique à l'égard d'un apport de capital fait après 1971 dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien acquis après 1971; (1977, c. 26, a. 24);

- le remplacement du sous-paragraphe vii du paragraphe (i), s'applique après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 24).

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:

« un montant réputé être un gain en vertu de l'article 482d; ».

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion dans le paragraphe (e) après le mot « prêt » des mots « ou, sous réserve de l'article 237a, par l'aliénation d'un bien à l'égard duquel le contribuable et la corporation ont fait le choix visé aux articles 406 ou 412 », s'applique à l'égard d'un apport de capital après 1971 dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien après 1971. (1975, c. 22, a. 290).

Apport de capital réputé.

256. Aux fins du paragraphe *e* de l'article 255, l'aliénation avant le 7 mai 1974 d'un bien en contrepartie duquel le contribuable n'a pas reçu d'actions du capital-actions de la corporation et à l'égard duquel le choix y mentionné a été fait est réputée donner lieu à un apport de capital égal à l'excédent du montant convenu dans le choix

sur la juste valeur marchande, au moment de l'aliénation, de la contrepartie reçue par le contribuable.

1975, c. 22, a. 43.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un apport de capital avant le 7 mai 1974 dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien après 1971. (1975, c. 22, a. 329).

SECTION III

MONTANTS À DÉDUIRE

Montants à déduire du prix de base rajusté d'un bien.

257. Un contribuable doit, dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien à un moment donné, déduire les montants suivants:

CAS DIVERS

a) dans le cas d'un bien que le contribuable a aliéné en partie après 1971 et avant le moment donné, le montant établi en vertu de l'article 254 pour ce contribuable;

b) lorsque l'article 485 s'applique, le montant par lequel le prix de base rajusté du bien doit être réduit avant le moment donné, de la manière prescrite;

c) la partie du coût du bien qui est admissible en déduction dans le calcul du revenu en vertu d'une autre disposition de la présente partie pour toute année d'imposition commençant avant le moment donné et se terminant après 1971;

d) lorsque le bien est acquis après 1971 et sauf disposition contraire prescrite, l'excédent de toute aide qui serait décrite à l'article 101 si ce dernier article s'appliquait à toute immobilisation et que le contribuable a reçue ou a droit de recevoir avant le moment donné pour ou à l'égard de cette acquisition sur ce qu'il a remboursé avant ce moment en vertu d'une obligation de ce faire;

e) lorsque le bien a été reçu en contrepartie d'un paiement que le contribuable a fait à une corporation d'exploration en participation visé à l'article 382, relativement à des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, au sens de l'article 364, à des frais canadiens d'exploration, au sens des articles 395 et 396, ou à des frais canadiens de mise en valeur, au sens des articles 408 et 409, engagés par cette dernière, la partie de ce paiement qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant à une partie convenue visée à l'article 381;

f) lorsque le bien est une indemnité, au sens des articles 469 à 479, ou est réputé être une telle indemnité en vertu desdits articles, le montant dont le paragraphe b de l'article 471 exige la déduction dans le calcul du prix de base rajusté de ce bien;

ACTIONS D'UNE CORPORATION

g) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation résidant au Canada, un montant reçu par le contribuable après 1971 et avant le moment donné;

i. à titre de dividende autre qu'un dividende imposable ou un dividende en capital;

ii. à l'égard de la partie d'un dividende imposable provenant d'un surplus désigné et aux conditions prescrites;

iii. à l'égard de cette action lors de la réduction du capital versé de la corporation sauf dans la mesure où ce montant est réputé en vertu de l'article 508 être un dividende qu'il reçoit;

h) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation d'exploration en participation visée à l'article 382 et résidant au Canada à laquelle le contribuable a fait après 1971 un apport de capital qui n'était pas un prêt et qui a été inclus dans le calcul du prix de base rajusté du bien en vertu du paragraphe e de l'article 255, la partie de cet apport qui peut raisonnablement être considérée comme se rapportant à une partie convenue visée aux articles 381, 406 et 417;

i) un montant égal aux frais engagés par le contribuable en contrepartie de l'acquisition, avant le 1^{er} août 1976, d'une action du capital-actions d'une corporation, ou d'une participation ou d'un droit afférents à ces actions, dans la mesure où ces frais sont pour lui des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur en vertu du paragraphe e de l'article 364, des frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe e de l'article 395 ou des frais canadiens de mise en valeur en vertu du paragraphe e de l'article 408;

j) lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation ne résidant pas au Canada,

i. tout montant dont le paragraphe d de l'article 477 et les articles 585 à 588 exigent la déduction, et

ii. tout montant reçu par le contribuable après 1971 et avant ce moment en raison d'une réduction du capital versé de la corporation à l'égard de cette action;

OBLIGATIONS

k) lorsque le bien est une obligation ou un titre semblable autre qu'une obligation à intérêt conditionnel, tout montant qui est admissible en déduction en vertu des articles 167 et 168 pour une année d'imposition commençant avant le moment donné;

SOCIÉTÉ

l) lorsque le bien est un intérêt dans une société:

i. un montant à l'égard de chaque exercice financier de la société se terminant après 1971 et avant le moment donné, qui est égal à la part du contribuable, autre que celle résultant d'une entente visée à l'article 608, dans la perte de la société provenant de toute source pour cet exercice financier, calculé comme si la présente partie était interprétée sans tenir compte des mots «la moitié» dans les articles 105, 107 et 231, comme si les articles 205 et 308 n'existaient pas et sans tenir compte des articles 237, 240, 288 et 293;

ii. un montant, à l'égard de chaque exercice financier de la société se terminant après 1971 et avant le moment donné, à l'exception d'un exercice financier postérieur à celui pendant lequel le contribuable a cessé d'être membre de la société, égal à la part du contribuable dans l'ensemble des montants qui, sans le paragraphe *d* de l'article 600, seraient admissibles en déduction pour la société;

iii. tout montant réputé en vertu de l'article 714 être un don fait par le contribuable à titre de membre de la société à la fin de tout exercice financier de la société se terminant avant ce moment;

iv. tout montant reçu par le contribuable, après 1971 et avant le moment donné, à titre de paiement ou de répartition de sa part des profits ou du capital de la société, autre qu'une part résultant d'une entente visée à l'article 608;

m) lorsque le bien est un intérêt dans une société auquel les articles 636 ou 645 s'appliquent, un montant reçu par le contribuable en contrepartie de la totalité ou d'une partie de cet intérêt;

FIDUCIE

n) lorsque le bien est une participation au capital d'une fiducie, qui a été achetée par le contribuable ou une unité d'une fiducie d'investissement à participation unitaire, tout montant payé au contribuable par cette fiducie, après 1971 et avant le moment donné, à titre de paiement ou de répartition de capital mais autrement qu'à titre de produit de l'aliénation de cette participation ou de cette unité ou d'une partie de celle-ci;

o) lorsque le bien est une participation au capital d'une fiducie qui ne réside pas au Canada et que le contribuable a acheté, après 1971, d'une personne qui ne réside pas au Canada, à une époque où la juste valeur marchande des biens de la fiducie visés à l'article 258 n'était pas inférieure à 50 pour cent de la juste valeur marchande de tous les biens de la fiducie et du montant d'argent que la fiducie a en main, la partie de l'excédent de cette valeur des biens visés audit article au moment donné sur les prix de base rajustés de ces mêmes biens au même moment, représentée par le rapport de la juste valeur marchande, au moment donné,

- i. de cette participation sur la juste valeur marchande, au même moment, de toutes les participations au capital de cette fiducie; ou,
- ii. dans le cas d'une unité d'une fiducie d'investissement à participation unitaire, de l'unité sur la juste valeur marchande, au même moment, de toutes les unités émises de cette fiducie;

p) lorsque le bien est une participation au capital d'une fiducie à laquelle l'article 596 s'applique, tout montant dont l'article 597 exige la déduction.

1972, c. 23, a. 238; 1973, c. 17, a. 24; 1974, c. 18, a. 14; 1975, c. 22, a. 44; 1977, c. 26, a. 25.

Cet article, modifié en 1977, par:

- le remplacement du paragraphe (i), s'applique à un bien acquis avant le 1^{er} août 1976; (1977, c. 26, a. 25); auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« un montant égal aux frais engagés par le contribuable en contrepartie de l'acquisition d'une action du capital-actions d'une corporation, ou d'une participation ou d'un droit afférents à ces actions, dans la mesure où ces frais sont pour lui des frais d'exploration et de mise en valeur en vertu du paragraphe e de l'article 331, des frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe e de l'article 354a ou des frais canadiens de mise en valeur en vertu du paragraphe f de l'article 354m; »;

- le remplacement du paragraphe (j), s'applique à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien après 1971; dans la mesure où le sous-paragraphe ii du paragraphe (j) de cet article est inséré, il s'applique à toute réduction du capital versé d'une corporation faite après 1971 dans le calcul du prix de base rajusté d'un bien après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 25).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«lorsque le bien est une action du capital-actions d'une corporation ne résidant pas au Canada, tout montant dont le paragraphe *d* de l'article 379*i* et les articles 449 à 450*b* exigent la déduction;».

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du paragraphe *d*, s'applique du calcul au prix de base rajusté d'un bien après 1971 à l'égard d'un bien acquis après le 18 novembre 1974 et à l'égard du remboursement après 1971 d'une subvention, d'une prime ou d'une autre aide; (1975, c. 22, a. 295); auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«toute subvention, prime ou autre assistance d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre pouvoir public, reçue par le contribuable pour l'acquisition du bien après 1971 ou à l'égard d'une telle acquisition;»;

- l'insertion dans le paragraphe *e* après le chiffre «(364)» des mots «, à des frais canadiens d'exploration, au sens des articles (395) et (396), ou à des frais canadiens de mise en valeur, au sens des articles (408) et (409)», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974; (1975, c. 22, a. 317);

- l'insertion dans le paragraphe (*i*) après le chiffre «331» des mots «, des frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe *e* de l'article 354*a* ou des frais canadiens de mise en valeur en vertu du paragraphe *f* de l'article 354*m*», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Participation au capital
d'une fiducie qui ne réside
pas au Canada.

258. Les biens visés au paragraphe *o* de l'article 257 à l'égard d'une fiducie ne résidant pas au Canada sont les suivants:

- a) un bien minier canadien ou un bien qui l'aurait été s'il avait été acquis après 1971;
- b) une participation au revenu d'une fiducie résidant au Canada;
- c) un bien canadien imposable; et
- d) un bien forestier.

1975, c. 22, a. 45.

*Cet article, inséré en 1975, doit se lire sans le paragraphe *d* pour les années d'imposition 1972 et 1973. (1975, c. 22, a. 296).*

SECTION IV

BIENS IDENTIQUES

Prix de base rajusté de
biens identiques.

259. Lorsqu'à un moment donné après 1971 un contribuable est propriétaire d'un bien ou d'un groupe de biens identiques acquis après 1971 et acquiert par la suite un ou plusieurs autres biens, appelés dans le présent article «nouveaux biens», identiques aux premiers, les règles suivantes s'appliquent pour déterminer, à une date ultérieure, le prix de base rajusté de chacun de ces biens identiques:

- a) le contribuable est réputé avoir aliéné immédiatement avant le moment donné chacun des premiers biens pour un montant égal à son prix de base rajusté, et
- b) le contribuable est réputé avoir acquis chacun de ces biens identiques premiers et nouveaux au moment donné à un coût moyen

égal au quotient obtenu en divisant l'ensemble des prix de base rajustés des premiers biens immédiatement avant le moment donné et du coût des nouveaux biens,

i. par le nombre de tels biens identiques dont il est propriétaire immédiatement après ce moment donné, ou

ii. s'il s'agit de biens identiques visés à l'article 260, par le quotient obtenu en divisant le total du principal de ces biens immédiatement après le moment donné par le principal du bien identique.

1972, c. 23, a. 239; 1975, c. 22, a. 46.

Cas où des titres sont identiques.

260. Une obligation, un effet de commerce ou autre titre de créance émis par une personne est identique à un tel autre titre de créance émis par cette personne, s'ils sont identiques quant à tous les droits y afférents, mais pas nécessairement quant à leur principal.

1972, c. 23, a. 240.

CHAPITRE IV

APPLICATIONS PARTICULIÈRES

SECTION I

SOLDE DU PRIX DE BASE RAJUSTÉ

Cas où les montants à déduire du prix du base excèdent ceux à y ajouter.

261. Lorsque l'ensemble des montants visés à l'article 257, sauf au paragraphe / dudit article, excède à un moment donné le coût de ce bien, déterminé aux fins du calcul du prix de base rajusté de ce bien à ce moment, et tous les montants qui doivent être ajoutés au coût de ce bien dans ce calcul en vertu de l'article 255, cet excédent est réputé être un gain du contribuable provenant pour l'année de l'aliénation de ce bien.

1972, c. 23, a. 241; 1975, c. 22, a. 47.

SECTION II

GAINS OU PERTES RELIÉS À LA MONNAIE ÉTRANGÈRE

Gains ou pertes relatifs à la monnaie étrangère.

262. Lorsqu'un contribuable réalise un gain ou encourt une perte attribuable à une variation de la monnaie étrangère par rapport à la monnaie canadienne après 1971, son gain en capital ou sa perte en capital, suivant le cas, est égal à la différence entre l'ensemble de ces gains en capital qu'il réalise et l'ensemble de ces pertes en capital qu'il encourt.

Différence réputée nulle.

Dans le cas d'un particulier, toute différence inférieure à \$200 est réputée nulle et toute différence supérieure à \$200 est réduite de \$200.

1972, c. 23, a. 242.

SECTION III

GAINS OU PERTES RELIÉS À DES OBLIGATIONS

Gains ou pertes afférents à
des obligations.

263. Lorsqu'un contribuable qui a émis une obligation ou tout autre titre semblable achète par la suite sur le marché libre ce titre après 1971, de la manière dont tout autre titre semblable serait normalement acheté par le public:

a) l'excédent du montant de l'émission de ce titre sur le prix payé ou convenu pour son achat est réputé être un gain en capital pour le contribuable provenant pour l'année d'imposition de l'aliénation d'une immobilisation, et

b) l'excédent du prix convenu ou payé pour l'achat de ce titre sur le plus élevé de son principal ou du montant pour lequel il a été émis est réputé être une perte en capital pour le contribuable provenant, pour l'année d'imposition, de l'aliénation d'une immobilisation.

1972, c. 23, a. 243.

Pertes d'une corporation
relatives à des obligations.

264. La perte d'une corporation provenant de l'aliénation d'une obligation doit être diminuée du total des montants qu'elle a reçus à titre d'intérêt sur cette obligation et qui n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *d* de l'article 489.

1972, c. 23, a. 244.

SECTION IV

ALIÉNATION DE BIENS PRÉCIEUX

Gain net imposable relatif à
des biens précieux.

265. Le gain net imposable provenant de l'aliénation de biens précieux pour un contribuable est égal à la moitié de son gain net pour l'année provenant de l'aliénation des biens précieux qui sont des biens d'usage personnel et qui sont, en tout ou en partie, des estampes, gravures, dessins, tableaux, sculptures ou d'autres oeuvres d'art de même nature, des bijoux, des in-folios rares, manuscrits rares ou livres rares, des timbres ou des pièces de monnaie.

1972, c. 23, a. 245.

- Calcul du gain net. **266.** Le gain net visé à l'article 265 se calcule:
- a) en déterminant l'excédent de l'ensemble de tous les gains du contribuable provenant pour l'année de l'aliénation de biens précieux, à l'exception d'un bien culturel visé à l'article 232, sur l'ensemble de ses pertes provenant pour l'année de l'aliénation de biens précieux; et
 - b) en déduisant du montant ainsi obtenu ses pertes attribuables à l'aliénation de tels biens pour les cinq années d'imposition précédentes et l'année d'imposition qui suit.
- 1972, c. 23, a. 246; 1975, c. 22, a. 48.
- Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe a des mots « de biens précieux, sur l'ensemble de ses pertes de même nature; et » par les mots « de biens précieux, à l'exception d'un bien culturel visé à l'article (232), sur l'ensemble de ses pertes provenant pour l'année de l'aliénation de biens précieux; et », s'applique depuis le 9 décembre 1975. (1975, c. 22, a. 341).*
- Restriction quant à la déduction prévue au paragraphe b de l'article 266. **267.** La déduction prévue au paragraphe b de l'article 266 n'est admissible que dans la mesure où elle excède l'ensemble des montants antérieurement admissibles en déduction en vertu dudit paragraphe.
- 1972, c. 23, a. 247.
- Cas où on peut déduire une perte. **268.** Une perte ne peut être déduite au titre des biens précieux avant que toutes les pertes de même nature n'aient été déduites pour les années antérieures.
- Une telle perte ne peut être déduite du montant déterminé en vertu du paragraphe a de l'article 266 que jusqu'à concurrence de ce montant.
- 1972, c. 23, a. 248.
- Calcul d'une perte sur des biens précieux. **269.** Aux fins de la présente section, une perte sur des biens précieux pour une année d'imposition se calcule en soustrayant de l'ensemble des pertes du contribuable attribuables pour l'année à l'aliénation de biens précieux, l'ensemble de ses gains provenant pour l'année de l'aliénation de biens précieux, à l'exception d'un bien culturel visé à l'article 232.
- 1972, c. 23, a. 249; 1975, c. 22, a. 49.
- Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « ses gains de même nature pour la même année. » par les mots « ses gains provenant pour l'année de l'aliénation de biens précieux, à l'exception d'un bien culturel visé à l'article (232). », s'applique depuis le 9 décembre 1975.*

SECTION V

GARANTIES

Garantie souscrite à l'occasion de l'aliénation d'un bien.

270. 1. Un contribuable qui, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, donne une garantie ou contracte une obligation conditionnelle ou contingente pour laquelle il reçoit ou a droit de recevoir un montant, doit inclure ce montant dans le calcul du produit de l'aliénation de ce bien.

Montant déposé relatif à la garantie.

2. Si le contribuable est par la suite tenu en droit de dépenser un montant en exécution de l'obligation visée au paragraphe 1 dans l'année de l'aliénation ou les six années d'impositions suivantes, il doit traiter ce montant comme perte attribuable à l'aliénation d'un bien dans le calcul de son revenu pour l'année dans laquelle ce montant est payable.

1972, c. 23, a. 250.

SECTION VI

ALIÉNATION DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

Aliénation de la résidence principale.

271. 1. Le particulier qui aliène un bien qui est ou a déjà été sa résidence principale peut soustraire du gain qu'il en tire un montant égal à la proportion de ce gain que représente le nombre d'années se terminant après 1971 pendant lesquelles cette résidence a été sa résidence principale alors qu'il résidait au Canada par rapport au nombre d'années après 1971 pendant lesquelles il en a été propriétaire.

Aliénation de la résidence principale.

2. Aux fins du calcul prévu au paragraphe 1, il est ajouté une année au nombre de celles pendant lesquelles la résidence y visée a été la résidence principale du particulier alors qu'il résidait au Canada.

1972, c. 23, a. 251; 1973, c. 17, a. 25.

Vente de la résidence principale au conjoint ou à une fiducie.

272. Si le particulier aliène sa résidence principale en faveur de son conjoint ou d'une fiducie et que la présomption visée aux articles 440 et 454 s'applique, cette résidence est réputée avoir été la propriété du conjoint ou de la fiducie depuis que le particulier l'a acquise et avoir été la résidence principale du conjoint ou de la fiducie:

a) dans le cas prévu par l'article 440, pendant toutes les années pour lesquelles le particulier aurait pu, de la manière prescrite, indiquer cette résidence comme étant sa résidence principale;

b) dans le cas prévu à l'article 454, pendant toutes les années au cours desquelles cette résidence a été la résidence principale du particulier.

Résidence de la fiducie. S'il s'agit d'une fiducie, elle est réputée avoir résidé au Canada pendant toutes les années au cours desquelles le particulier a résidé au Canada.

1972, c. 23, a. 252.

Aliénation d'un terrain agricole comprenant la résidence principale.

273. Le gain d'un particulier provenant de l'aliénation d'un terrain utilisé dans une entreprise agricole qu'il exploite est, si ce terrain englobe à une époque quelconque sa résidence principale:

a) son gain pour l'année provenant de l'aliénation de la partie du terrain qui n'englobe pas sa résidence principale, plus son gain établi pour l'année en vertu de l'article 271 provenant de l'aliénation de sa résidence principale, ou

b) si le particulier opte ainsi à l'égard de ce terrain de la manière prescrite, son gain pour l'année provenant de l'aliénation de ce terrain englobant sa résidence principale, établi comme si le paragraphe a et l'article 271 n'existaient pas, moins l'ensemble de \$1,000 additionné de \$1,000 pour chaque année d'imposition postérieure à 1971 durant laquelle ce bien était sa résidence principale et durant laquelle il résidait au Canada.

1972, c. 23, a. 253.

Résidence principale.

274. La résidence principale d'un particulier, aux fins du présent titre, est le logement, y compris une tenure à bail dans un tel logement, qui est normalement habité dans l'année par lui, son conjoint ou son ex-conjoint, ou son enfant qui, durant l'année, est entièrement à sa charge et âgé de moins de 16 ans ou, s'il est âgé de 16 ans ou plus, est une personne décrite au paragraphe c de l'article 695, et que le particulier indique à l'exclusion de tout autre, en la manière prescrite, comme étant sa résidence principale, ou en vertu duquel il a fait le choix visé à l'article 284, si, dans tous les cas, il est propriétaire de ce logement ou de cette tenure à bail seul ou conjointement avec une autre personne.

1972, c. 23, a. 254; 1973, c. 17, a. 26; 1975, c. 21, a. 5; 1977, c. 26, a. 26.

Résidence principale d'une fiducie.

275. Aux fins de déterminer si un bien d'une fiducie visée aux articles 440 ou 454 était sa résidence principale pour une année d'imposition, la référence au particulier, dans l'article 274, doit se lire comme une référence au conjoint et l'indication qui y est visée doit être faite par la fiducie et le conjoint.

1972, c. 23, a. 255.

Cas où le logement appartient à une coopérative d'habitation.

276. Si le logement appartient à une coopérative d'habitation constituée en corporation, l'expression «résidence principale» comprend aussi une action du capital-actions de cette corporation appartenant au particulier seul ou conjointement avec une autre personne, s'il a acquis cette action dans le seul but d'acquérir le droit d'habiter le logement et s'il remplit les conditions prévues à l'article 274.

1972, c. 23, a. 256.

La résidence principale comprend le terrain contigu.

277. La résidence principale d'un particulier est réputée comprendre le terrain sur lequel elle repose et le terrain contigu raisonnablement nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement à titre de résidence, jusqu'à concurrence d'un acre ou, à charge du particulier d'en faire la preuve, de toute étendue supérieure nécessaire à cette fin.

1972, c. 23, a. 257.

SECTION VII

ALIÉNATIONS INVOLONTAIRES

Report d'un gain résultant d'une aliénation involontaire.

278. Nonobstant l'article 234 lorsque, dans une année d'imposition au jour déterminé en vertu de l'article 280, un produit d'aliénation mentionné à ce dernier article devient recevable par un contribuable à l'égard d'une immobilisation et que celui-ci acquiert, avant la fin de la deuxième année d'imposition suivant celle dans laquelle ce jour tombe, une immobilisation de remplacement qu'il n'a pas aliénée avant ce jour, le gain provenant de l'aliénation de l'immobilisation remplacée est la partie du produit de cette aliénation qui excède le coût ou, dans le cas d'un bien amortissable, le coût en capital, pour lui, déterminé dans chaque cas sans tenir compte de l'article 279, de l'immobilisation de remplacement, jusqu'à concurrence du gain déterminé par ailleurs.

1972, c. 23, a. 258; 1975, c. 22, a. 50.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'un montant qui devient recevable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 305).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Nonobstant l'article 221, le contribuable qui réalise un gain dans une année d'imposition lors de la réception d'une indemnité visée aux sous-paragraphe iii ou iv du paragraphe e de l'article 82 à l'égard d'un bien et qui affecte la totalité ou une partie de cette indemnité à l'acquisition d'un bien de remplacement avant la fin de l'année d'imposition suivante, ne doit inclure dans son revenu pour l'année au titre de ce gain que la partie de cette indemnité qui excède le coût, déterminé par ailleurs, du bien de remplacement jusqu'à concurrence toutefois du montant du gain déterminé par ailleurs.

Dans ce cas, le coût du bien de remplacement est celui qui est déterminé par ailleurs, moins la partie du gain qui n'est pas incluse dans son revenu en vertu de l'alinéa précédent. ».

Calcul du coût de l'immobilisation de remplacement.

279. Le coût ou, s'il s'agit d'un bien amortissable, le coût en capital, pour le contribuable, de l'immobilisation de remplacement visée à l'article 278, à un moment postérieur à celui de l'aliénation de l'immobilisation remplacée, est celui qui est déterminé par ailleurs moins l'excédent du gain ainsi déterminé provenant de cette aliénation sur le gain déterminé en vertu dudit article.

1975, c. 22, a. 51.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un montant qui devient recevable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 305).

Jour de l'aliénation.

280. Aux fins de la présente loi, lorsqu'un contribuable a aliéné un bien dans des circonstances qui donnent lieu à un produit d'aliénation visé aux sous-paragraphes iii ou iv du paragraphe f de l'article 93, le jour de l'aliénation de ce bien et le jour où ce produit devient recevable par lui sont réputés être le premier en date des jours suivants, et le contribuable est réputé avoir eu la propriété continue du bien jusqu'à ce jour:

a) le jour où le contribuable a convenu d'une indemnité finale pour ce bien;

b) lorsqu'une réclamation ou autre procédure a été produite devant une cour ou un tribunal compétents, le jour où l'indemnité est définitivement établie par ce tribunal ou cette cour;

c) lorsqu'une réclamation ou autre procédure mentionnée au paragraphe b n'a pas été produite dans les deux ans de l'événement donnant lieu à l'indemnité, le jour du deuxième anniversaire de cet événement;

d) le jour auquel le contribuable est réputé avoir aliéné le bien en vertu des articles 242 ou 433 à 450; ou

e) lorsque le contribuable est une corporation autre qu'une filiale visée à l'article 556, le jour précédant celui de sa liquidation.

1975, c. 22, a. 51.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un montant qui devient recevable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 305).

SECTION VIII

BIENS À DESTINATIONS MULTIPLES

Changement dans l'usage d'un bien.

281. Lorsqu'un contribuable qui a acquis un bien pour une fin autre que celle de gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise, commence à un moment ultérieur à l'utiliser à cette dernière fin, ou vice versa, il est réputé avoir aliéné ce bien, à ce moment ultérieur, pour un produit égal à sa juste valeur marchande à ce

moment et l'avoir immédiatement après acquis à un coût égal à sa juste valeur marchande.

1972, c. 23, a. 259.

Biens utilisés en partie pour
gagner un revenu et en
partie à une autre fin.

282. Lorsque depuis son acquisition par un contribuable un bien a été régulièrement utilisé en partie pour gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise et en partie à une autre fin, la proportion du bien que l'usage qui en est fait pour cette autre fin représente par rapport à l'usage total du bien s'applique au calcul du coût du bien ou au produit de son aliénation, selon le cas, pour déterminer la partie de ce coût ou de ce produit attribuable à cette partie du bien utilisée à cette autre fin.

1972, c. 23, a. 260.

Cas où la proportion de
l'usage d'un bien est
modifiée.

283. Lorsque la proportion de l'usage d'un bien mentionné à l'article 282 est modifiée à un moment donné et que l'usage du bien pour l'autre fin augmente, le contribuable est réputé avoir aliéné et réacquis ce bien à ce moment; si cette proportion diminue, le contribuable est réputé avoir aliéné ce bien au même moment; le coût de la réacquisition ou le produit de l'aliénation, suivant le cas, sont alors égaux à la proportion de la juste valeur marchande du bien, à ce moment, que représente l'augmentation ou la diminution de l'usage qu'il fait régulièrement de ce bien pour cette autre fin par rapport à son usage total.

1972, c. 23, a. 261.

Choix lors du changement
de l'usage d'un bien.

284. Aux fins du présent titre et des articles 93 à 104, lorsque l'article 281, dans la mesure où il concerne un bien qui commence à être utilisé pour gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise, et le paragraphe *b* de l'article 99 seraient par ailleurs applicables pour une année d'imposition à l'égard de tout bien d'un contribuable et que le contribuable le choisit ainsi dans sa déclaration fiscale pour l'année, il est réputé ne pas avoir commencé à se servir de ce bien en vue de gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise.

Annulation du choix.

Toutefois, si dans sa déclaration fiscale pour une année subséquente il annule son choix à l'égard de ce bien, il est réputé avoir commencé à se servir ainsi de ce bien le premier jour de cette année subséquente.

1972, c. 23, a. 262; 1975, c. 22, a. 52.

Restriction lorsqu'il s'agit
de la résidence principale.

285. Dans le cas d'un bien qui est une résidence principale, le choix visé à l'article 284 ne peut être fait que pour l'année d'imposi-

tion et les trois années d'imposition subséquentes, sans dépasser en tout quatre années.

Toutefois, si dans sa déclaration fiscale pour l'une des trois années subséquentes il annule son choix à l'égard de ce bien, il est réputé avoir commencé à se servir du bien en vue de gagner un revenu en provenant ou provenant d'une entreprise le premier jour de cette année subséquente.

1972, c. 23, a. 263.

Exception à la règle de la résidence principale.

286. N'est pas incluse dans les quatre années mentionnées à l'article 285 une année d'imposition pendant laquelle le contribuable n'habite pas sa résidence principale par suite du changement de son lieu d'emploi ou de celui de son conjoint alors que lui ou son conjoint, selon le cas, est l'employé d'une personne avec laquelle lui ou son conjoint n'a pas de lien de dépendance, à la condition que son nouveau logement soit en tout temps au moins 25 milles plus près de son nouveau lieu d'emploi ou de celui de son conjoint et, soit qu'il réintègre sa résidence principale pendant que lui ou son conjoint est encore à l'emploi de cette personne ou avant la fin de l'année d'imposition qui suit celle pendant laquelle son emploi ou celui de son conjoint a pris fin, soit qu'il décède pendant que lui ou son conjoint est encore à l'emploi de cette personne.

1975, c. 21, a. 6; 1977, c. 26, a. 28.

SECTION IX

BIENS D'USAGE PERSONNEL

Bien d'usage personnel.

287. 1. Aux fins du présent titre, un bien d'usage personnel comprend tout bien qui appartient en tout ou en partie au contribuable et qui sert principalement:

a) à son usage ou agrément personnel

b) à l'usage ou agrément personnel d'une ou plusieurs personnes qui font partie d'un groupe auquel appartiennent le contribuable et les personnes qui lui sont liées

c) si le contribuable est une fiducie, à l'usage ou agrément personnel du bénéficiaire de la fiducie ou d'une personne qui lui est liée.

Bien d'usage personnel.

2. L'expression «bien d'usage personnel» comprend aussi toute créance du contribuable résultant de l'aliénation d'un tel bien et toute option d'en acquérir un.

Biens d'usage personnel d'une société.

3. Les biens d'usage personnel d'une société comprennent les biens de la société qui servent principalement à l'usage ou agrément personnel d'un ou plusieurs membres de la société ou d'une personne qui est liée à l'un d'eux.

1972, c. 23, a. 264.

Pertes relatives à des biens
d'usage personnel.

288. Une perte attribuable à l'aliénation d'un bien d'usage personnel est inadmissible à titre de perte, sauf s'il s'agit d'un bien précieux.

1972, c. 23, a. 265.

Prix de base rajusté et
produit de l'aliénation.

289. Lorsque le contribuable aliène un bien d'usage personnel, le prix de base rajusté de ce bien immédiatement avant l'aliénation et le produit de l'aliénation de ce bien sont réputés être de \$1,000 chacun ou du montant réel de l'un ou l'autre, s'il est supérieur à \$1,000.

1972, c. 23, a. 266.

Aliénation d'une partie
d'un bien à usage
personnel.

290. Lorsque le contribuable n'aliène qu'une partie d'un bien d'usage personnel et en conserve une autre partie, le prix de base rajusté de la partie aliénée immédiatement avant l'aliénation est réputé être égal au plus élevé de ce prix ou de la proportion de \$1,000 que le prix de base rajusté de cette partie représente par rapport au prix de base rajusté de tout le bien à ce moment; le produit de l'aliénation de cette partie est réputé être égal au plus élevé de ce produit ou de cette proportion.

1972, c. 23, a. 267.

Cas où des biens seraient
normalement vendus en
bloc.

291. Lorsque plusieurs biens d'usage personnel qui seraient normalement aliénés en bloc dans une seule transaction le sont en plusieurs transactions en faveur d'une seule personne ou d'un groupe de personnes qui ont entre elles un lien de dépendance, ils sont réputés, si la juste valeur marchande de l'ensemble de ces biens avant la première transaction est de plus de \$1,000, être un seul bien d'usage personnel et chacune de ces transactions est réputée avoir porté sur une partie de ce bien.

1972, c. 23, a. 268.

Diminution de la valeur de
biens à usage personnel
d'une corporation, société
ou fiducie.

292. Lorsque la diminution de la juste valeur marchande d'un bien d'usage personnel d'une corporation, d'une société ou d'une fiducie peut raisonnablement avoir eu pour effet de réduire ou de changer en perte le gain qu'un contribuable aurait réalisé de l'aliénation d'une action du capital-actions d'une corporation, d'un intérêt dans une fiducie ou une société, ou d'augmenter la perte qui aurait résulté d'une telle aliénation, le montant du gain ou de la perte est réputé être celui qui en aurait résulté, n'eût été de la diminution.

1972, c. 23, a. 269.

SECTION X

LOTERIES

Loteries. **293.** Le gain ou la perte d'un contribuable résultant de l'aliénation, à l'égard d'une loterie, d'une chance de gagner un prix ou d'un droit de recevoir un montant en prix, sont réputés être nuls.

1972, c. 23, a. 270.

SECTION XI

OPTIONS D'ACHAT ET DE VENTE

Certaines options
constituant une aliénation
de biens.

294. Sous réserve des articles 295 et 296, toute option conférée autre qu'une option d'acheter ou de vendre une résidence principale ou qu'une option conférée par une corporation pour acheter des actions de son capital-actions ou des obligations qu'elle doit émettre constitue une aliénation de bien dont le prix de base rajusté pour le cédant immédiatement avant qu'il ne confère cette option est nul.

1972, c. 23, a. 271.

Options d'achat d'actions
ou d'obligations par une
corporation.

295. 1. Lorsqu'une corporation accorde après 1971 une option d'acheter des actions de son capital-actions ou des obligations qu'elle doit émettre, la corporation est réputée avoir aliéné une immobilisation et réalisé un gain égal au montant qu'elle a reçu en contrepartie de cette aliénation au moment où cette option expire.

Application.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas à une option d'acheter des actions du capital-actions d'une corporation par suite de l'engagement, conformément à une entente décrite au paragraphe *e* de l'article 364, ou à laquelle les paragraphes *e* de l'article 395 ou *e* de l'article 408, selon le cas, réfèrent, de frais visés auxdits paragraphes.

1972, c. 23, a. 272; 1973, c. 17, a. 28; 1975, c. 22, a. 53.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe 2 des mots « décrite au paragraphe e de l'article 331, de frais visés dudit paragraphe. » par les mots « décrite au paragraphe e de l'article (364), ou à laquelle les paragraphes e de l'article (395) ou (e) de l'article (408), selon le cas, réfèrent, de frais visés auxdits paragraphes. », s'applique après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière et après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 325).

Règles applicables
lorsqu'une option est
exercée.

296. Lorsque l'option d'acheter ou de vendre un bien est exercée elle n'est pas réputée, aux fins du calcul du revenu du vendeur et de l'acheteur, constituer une aliénation de biens et les règles suivantes s'appliquent:

a) dans le cas d'une option d'achat, la contrepartie reçue par le vendeur pour cette option doit être incluse dans le calcul du produit de l'aliénation du bien et le prix de base rajusté de l'option pour l'acheteur doit l'être dans le calcul du coût du bien pour lui, et

b) dans le cas d'une option de vente, le prix de base rajusté de l'option pour le vendeur doit être déduit dans le calcul du produit de l'aliénation pour lui du bien et la contrepartie reçue par l'acheteur pour cette option doit l'être dans le calcul du coût du bien pour lui.

1972, c. 23, a. 273.

Option exercée dans une année subséquente.

297. Lorsqu'une option accordée par un contribuable dans une année d'imposition est exercée dans une année subséquente, le contribuable peut produire une déclaration fiscale modifiée pour exclusion de son revenu pour l'année d'imposition le montant reçu en contrepartie de l'option:

a) s'il a produit une déclaration fiscale pour l'année d'imposition; et

b) s'il produit sa déclaration fiscale modifiée dans les délais requis pour produire sa déclaration fiscale pour cette année subséquente.

1972, c. 23, a. 274.

Renouvellement ou prolongation d'une option.

298. Lorsqu'un contribuable a accordé un renouvellement ou une prolongation d'une option visée aux articles 294 ou 295, les règles suivantes s'appliquent:

a) aux fins desdits articles, chaque renouvellement ou prolongation est réputé constituer une option au jour où le renouvellement ou la prolongation est accordé;

b) aux fins du sous-paragraphe d du paragraphe 1 de l'article 248 et des articles 295 à 297, l'option et chaque renouvellement ou prolongation sont réputés être la même option; et

c) l'article 297 s'applique à chaque année d'imposition pendant laquelle un renouvellement ou une prolongation a été accordé.

1975, c. 22, a. 54.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un renouvellement ou d'une prolongation d'une option accordée après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 309).

SECTION XII

MAUVAISES CRÉANCES

Mauvaises créances.

299. Lorsqu'un contribuable établit qu'une créance qui lui est due à la fin d'une année d'imposition, autre qu'une créance résultant de l'aliénation d'un bien d'usage personnel, est une mauvaise créance

pour l'année, il est réputé l'avoir aliénée à ce moment et l'avoir acquise de nouveau, immédiatement après, à un coût nul.

1972, c. 23, a. 275.

Mauvaises créances
relatives à des biens d'usage
personnel.

300. Lorsqu'un contribuable établit qu'une créance qui est un bien d'usage personnel et qui lui est due à la fin d'une année d'imposition, est une mauvaise créance pour l'année, ce contribuable est réputé:

a) l'avoir aliénée à ce moment pour un produit égal à l'excédent du prix de base rajusté de ce bien, immédiatement avant la fin de l'année, sur son gain provenant de l'aliénation du bien d'usage personnel dont le produit de l'aliénation comprenait la créance; et

b) l'avoir acquise de nouveau, immédiatement après la fin de cette année, à un coût égal au produit établi en vertu du paragraphe a.

1972, c. 23, a. 276.

SECTION XIII

CONVERSION D'ACTIONS

Conversion d'actions.

301. Lorsqu'un contribuable acquiert après le 6 mai 1974 une action d'une seule catégorie du capital-actions d'une corporation en échange d'une immobilisation du contribuable qui était une action, une obligation ou un billet de la corporation qui conférait à son détenteur le droit de faire cet échange et que le contribuable ne reçoit pas d'autre contrepartie qu'une action de cette catégorie,

a) cet échange est réputé ne pas être une aliénation de bien, et

b) le coût de cette action pour le contribuable est réputé être le prix de base rajusté de cette action, obligation ou billet, immédiatement avant l'échange.

1972, c. 23, a. 277; 1973, c. 17, a. 29; 1975, c. 22, a. 55.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «Lorsqu'une action du capital-actions d'une corporation est acquise, après 1971, par un contribuable, en échange d'une action, d'une obligation ou d'un billet de cette corporation qui conférait à leur détenteur le droit de faire cet échange,» par les mots «Lorsqu'un contribuable acquiert après le 6 mai 1974 une action d'une seule catégorie du capital-actions d'une corporation en échange d'une immobilisation du contribuable qui était une action, une obligation ou un billet de la corporation qui conférait à son détenteur le droit de faire cet échange et que le contribuable ne reçoit pas d'autre contrepartie qu'une action de cette catégorie,», s'applique à l'égard de l'échange d'une immobilisation après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 310).

Cet article, modifié en 1973, par la suppression dans le préambule et dans le paragraphe b du mot «priviligée», s'applique depuis le 18 avril 1973. (1973, c. 17, a. 181).

SECTION XIV

CAS DIVERS

Coût de certains biens dont la valeur est incluse dans le revenu.

302. Aux fins du présent titre, lorsqu'un contribuable acquiert après 1971 un bien non visé aux articles 304 à 306 et qu'un montant, à l'égard de la valeur de ce bien, est inclus autrement qu'en vertu des articles 48 à 58 dans le calcul de son revenu, le montant ainsi inclus doit être ajouté dans le calcul du coût de ce bien.

1972, c. 23, a. 278; 1975, c. 22, a. 56.

Coût de certains biens dont la valeur est incluse dans le revenu.

303. Aux fins du présent titre, lorsqu'un contribuable ne résidant pas au Canada acquiert, après 1971, un bien non visé aux articles 304 à 306 qui serait pour lui un bien canadien imposable s'il l'aliénait et qu'un montant, à l'égard de la valeur de ce bien, est inclus autrement qu'en vertu des articles 48 à 58 dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada, le montant ainsi inclus doit être ajouté dans le calcul du coût de ce bien.

1973, c. 17, a. 31; 1975, c. 22, a. 57.

Coût des biens reçus à titre de dividendes en nature.

304. Lorsqu'après 1971, un actionnaire reçoit un bien d'une corporation à titre de dividende payable en nature autre qu'un dividende en action, à l'égard d'une action qu'il détient à titre de propriétaire dans le capital-actions de cette corporation, il est réputé acquérir ce bien à un coût égal à sa juste valeur marchande à ce moment; dans ce cas, la corporation est réputée au même moment avoir aliéné ce bien pour un produit égal à sa juste valeur marchande.

1972, c. 23, a. 280.

Coût d'un dividende en action.

305. L'actionnaire d'une corporation qui reçoit après 1971 un dividende en action, à l'égard d'une action qu'il détient à titre de propriétaire dans le capital-actions de cette corporation, est réputé acquérir l'action qu'il reçoit à un prix égal au montant de ce dividende en action.

1972, c. 23, a. 281; 1974, c. 18, a. 15.

Prix du droit reçu d'une fiducie d'investissement.

306. Nonobstant l'article 302, le bénéficiaire d'une fiducie d'investissement à participation unitaire qui acquiert après 1971 le droit d'exiger de la fiducie le paiement d'un montant sur ses gains en capital ou ses revenus de biens pour l'année d'imposition de celle-ci pendant laquelle ce droit est acquis est réputé l'acquérir à un coût égal à ce montant moins tout montant qu'il peut déduire à cet

égard dans le calcul de son revenu en vertu des articles 360 et 670.
1973, c. 17, a. 32.

Biens acquis à titre de prix
dans une loterie.

307. Le contribuable qui acquiert après 1971 un bien à titre de prix, à l'occasion d'une loterie, est réputé acquérir ce bien à un prix égal à sa juste valeur marchande à ce moment.

1972, c. 23, a. 282.

SECTION XV

ÉVASION FISCALE

Cas où on élude l'impôt.

308. Aux fins du présent titre, lorsqu'il résulte d'une ou de plusieurs ventes, d'échanges, de déclarations de fiducie ou autres opérations de quelque nature que ce soit, qu'un contribuable a aliéné un bien dans des circonstances telles qu'on peut raisonnablement conclure qu'il a, artificiellement ou indûment, diminué le montant de son gain provenant de cette aliénation, occasionné une perte en découlant, ou augmenté le montant de sa perte en découlant, le gain ou la perte résultant pour le contribuable de cette aliénation est calculé comme si cette diminution, cette perte ou cette augmentation n'avait pas eu lieu.

1972, c. 23, a. 283.

TITRE V

AUTRES SOURCES DE REVENU

CHAPITRE I

RÈGLE D'APPLICATION

Montants à inclure dans le
calcul du revenu.

309. Sans restreindre la portée de l'article 28, un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition les montants qu'il reçoit, qu'il est réputé recevoir ou qui lui sont attribués dans cette année et qui sont prévus au présent titre.

1972, c. 23, a. 284.

CHAPITRE II

CAS DIVERS

Prestations d'un régime
d'épargne-retraite.

310. Les montants visés à l'article 309 comprennent ceux qui sont relatifs à un régime enregistré d'épargne-retraite, dans la mesure prévue par les articles 906 à 935, ceux qu'il a droit de recevoir dans l'année lors de l'aliénation d'un intérêt dans une police d'assurance, dans la mesure prévue par les articles 966 à 979, ainsi que ceux qui lui sont attribués dans l'année par un assureur, tel que prévu à l'article 969.

1972, c. 23, a. 285.

Allocation de retraite,
prestation au décès, et
autres.

311. Le contribuable doit également inclure un montant qu'il reçoit à titre:

- a) d'allocation de retraite;
- b) de prestation au décès;
- c) de prestation versée en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada);
- d) de bénéfice prévu aux règlements faits en vertu d'une loi d'affectation de crédit prévoyant l'établissement d'un régime d'assistance transitoire pour les personnes employées à la production d'articles auquel l'accord canado-américain sur les produits de l'automobile, signé le 16 janvier 1965, s'applique;
- e) d'avantage en vertu d'une loi du Canada prévoyant un régime d'assistance pour le recyclage de personnes employées dans la production du textile, du vêtement ou de chaussures en cuir ou dans l'industrie du tannage du cuir;
- f) de bénéfice en vertu d'un régime de prestation supplémentaire de chômage, dans la mesure prévue à l'article 965;
- g) de bénéfice en vertu d'un régime d'intéressement différé, dans la mesure prévue aux articles 885 à 890;
- h) de remboursement d'un particulier à l'égard d'un montant décrit au sous-paragraphe g du paragraphe 1 de l'article 336;
- i) de bénéfice en vertu d'un régime enregistré d'épargne-études, dans la mesure prévue à l'article 904;
- j) de bénéfice en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement, dans la mesure prévue aux articles 955 à 957.

1972, c. 23, a. 286; 1975, c. 21, a. 7.

Cet article, modifié en 1975 par:

- le remplacement dans le paragraphe e des mots « et du vêtement » par les mots «, du vêtement ou de chaussures en cuir ou dans l'industrie du tannage du cuir»;
 - le remplacement à la fin du paragraphe g du point par un point-virgule;
 - l'addition des paragraphes h, i, j;
- s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes, à*

l'exception du paragraphe i, qui s'applique à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 27, a. 28).

Pensions alimentaires;

312. Le contribuable doit aussi inclure:

a) un montant reçu à la suite d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à titre d'aliments ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant né du mariage ou des deux à la fois si le bénéficiaire est séparé à la suite d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation et vit séparé de son conjoint ou ex-conjoint tenu de faire ce paiement au moment où le paiement est reçu et le reste de l'année;

allocation d'entretien
lorsque le bénéficiaire vit
séparé du conjoint;

b) un montant reçu à la suite d'une ordonnance d'un tribunal compétent à titre d'allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant né du mariage ou des deux à la fois, si le bénéficiaire vit séparé de son conjoint tenu au paiement au moment où le paiement est reçu et le reste de l'année;

rente;
aliénation d'un contrat de
rente d'étalement;

c) un montant reçu à titre de rente;

d) un montant reçu à titre de produit de l'abandon, de l'annulation, du rachat, de la vente ou autre aliénation d'un contrat de rente d'étalement ou un montant qui est réputé avoir été reçu en vertu de l'article 346;

allocation de formation
professionnelle;

e) une allocation de formation professionnelle des adultes versée en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes (Statuts du Canada), sauf dans la mesure où cette allocation est versée à titre de frais personnels ou de subsistance pendant que le bénéficiaire vit ailleurs qu'au lieu de sa résidence;

frais et dépens;

f) un montant reçu à titre de frais et dépens alloués par un tribunal à l'occasion d'un appel relatif à une cotisation d'impôt, d'intérêt ou de pénalité en vertu de la présente loi si, relativement à cette cotisation, un montant a été ou peut être déduit en vertu du sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 336 dans le calcul du revenu du contribuable;

bourses d'études, de
recherches, et autres
récompenses;

g) l'excédent, sur \$500, de l'ensemble de tous les montants reçus par le contribuable dans l'année à titre de bourse d'étude ou de perfectionnement ou de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un domaine d'activités habituelles du contribuable;

subventions pour de la
recherche.

h) un montant reçu à titre de subvention accordée pour entreprendre une recherche ou un travail semblable, moins les dépenses que le contribuable engage à cette fin autres que

i. les frais personnels ou les frais de subsistance qu'il encourt dans le cours de ce travail à l'extérieur de son lieu de résidence à l'exclusion des frais de voyage, lesquels comprennent les montants dépensés pour les repas et le logement;

ii. les frais dont il est remboursé; ou

iii. les frais qui sont autrement admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 287; 1973, c. 17, a. 33.

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement dans le paragraphe g de la version française, des mots « d'étude ou de recherche ou de prix couronnant des travaux effectués dans le » par les mots « d'étude ou de perfectionnement ou de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un », s'applique depuis le 18 avril 1973. (1973, c. 17, a. 181).

Pension alimentaire.

313. Lorsqu'un arrêt, une ordonnance, un jugement ou une entente écrite visé aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 312 ou une modification s'y rapportant intervient après le 6 mai 1974 et prévoit le paiement périodique d'un montant par le conjoint ou ex-conjoint d'un contribuable pour le bénéfice du contribuable ou d'un enfant né du mariage et sous la garde de ce dernier, ce paiement est réputé avoir été fait au contribuable et reçu par lui s'il vivait séparé de son conjoint ou ex-conjoint au moment où le paiement a été fait et durant le reste de l'année pendant laquelle il a été fait.

1975, c. 21, a. 8.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à tout montant payé après le 6 mai 1974. (1975, c. 21, a. 29).

CHAPITRE III

PAIEMENTS INDIRECTS, DIFFÉRÉS ET AUTRES

Paievements indirects.

314. Tout paiement ou transport à une autre personne, par le contribuable ou avec son consentement, d'argent, de droits ou de biens pour l'avantage du contribuable ou pour celui de cette personne, est réputé avoir été reçu par le contribuable et doit être inclus dans le calcul de son revenu, dans la mesure où il le serait s'il en avait reçu lui-même le paiement ou la remise.

1972, c. 23, a. 288; 1972, c. 26, a. 43.

Paievement à l'avantage
conjoint du contribuable et
d'une autre personne.

315. Un paiement ou un transport d'argent, de droits ou de biens, fait pendant l'année d'imposition, à un contribuable ou à quelqu'autre personne pour l'avantage de ce contribuable et d'une autre personne, conjointement, ou un bénéfice réalisé conjointement par un contribuable et une autre personne, dans une année d'imposition, est réputé avoir été reçu par le contribuable dans l'année, jusqu'à concurrence de son intérêt dans ce paiement, transport ou bénéfice, même s'il n'y a pas eu division ou distribution à ce sujet pendant l'année.

1972, c. 23, a. 289.

Cession ou transfert d'un droit sur certains montants.

316. Le contribuable qui a cédé ou transféré à une personne avec laquelle il avait au même moment un lien de dépendance un droit sur un montant qui serait autrement inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition à titre de paiement reçu ou à recevoir dans cette année est réputé l'avoir reçu et doit l'inclure dans le calcul de son revenu pour cette année sauf s'il s'agit d'un revenu provenant d'un bien que le contribuable a également cédé ou transféré.

1972, c. 23, a. 290.

CHAPITRE IV PENSIONS

Prestations de retraite, pensions, et autres.

317. Un contribuable doit inclure un montant qu'il reçoit à titre de prestation de retraite y compris une pension, un supplément ou une allocation au conjoint reçus en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada), un paiement semblable fait en vertu d'une loi provinciale, ainsi qu'une prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de ladite loi, en excluant toutefois un paiement d'assistance sociale basé sur un examen des ressources ou des besoins et fait par une oeuvre de charité canadienne prescrite ou en vertu d'un programme prescrit prévu par une loi du Québec, du Canada ou d'une autre province.

1972, c. 23, a. 291; 1975, c. 22, a. 58.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «retraite, y compris une pension ou un supplément reçu en vertu de la loi sur la» par les mots «retraite y compris une pension, un supplément ou une allocation au conjoint reçu en vertu de la Loi sur la», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Prestations de retraite, pensions.

318. Lorsqu'un contribuable reçoit un paiement en vertu d'un régime de retraite auquel il a contribué et dont le revenu de placement a déjà été exonéré d'impôt en vertu de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu (Statuts du Canada) à la suite du choix du fiduciaire ou de la corporation administrant ce régime, il peut n'inclure dans le calcul de son revenu que le montant restant après avoir soustrait du paiement la plus élevée des deux proportions suivantes dudit paiement:

a) l'ensemble des montants qu'il a versés en vertu du régime pendant la période de cette exemption sur l'ensemble de tous les montants qu'il a versés en vertu du régime, ou

b) l'ensemble des montants qu'il a ainsi versés en vertu du régime durant la période d'exemption augmentés d'un intérêt simple de 3 pour cent par année calculé à compter de la fin de l'année du paie-

ment de chaque somme ainsi payée jusqu'au début du paiement de la prestation de retraite sur l'ensemble de tous les montants qu'il a versés en vertu du régime augmentés d'un intérêt simple calculé au même taux et de la même façon.

1972, c. 23, a. 292.

Restrictions dans le cas de
contributions partielles à un
régime de retraite.

319. Lorsque le paiement visé à l'article 318 a été reçu pour une période pour laquelle le contribuable n'a contribué que partiellement, ledit article ne s'applique qu'à la partie du paiement qui peut raisonnablement être considérée comme ayant été reçue à l'égard de la partie de cette période pour laquelle il a contribué au régime et le reste doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année sans aucune déduction.

1972, c. 23, a. 293.

Contributions versées entre
le 15 août 1944 et le 31
décembre 1945 excédant
\$300.

320. Un contribuable qui a versé, entre le 15 août 1944 et le 31 décembre 1945 une contribution excédant \$300 en vertu d'un régime enregistré de retraite à l'égard de services rendus alors qu'il ne contribuait pas doit inclure dans le calcul de son revenu le paiement qu'il reçoit en vertu de ce régime après en avoir déduit la proportion représentée par cette contribution moins \$300 sur l'ensemble des montants qu'il a versés à ce régime.

1972, c. 23, a. 294.

Paiement reçu par suite du
décès du cotisant.

321. Une personne qui reçoit un paiement en vertu d'un régime visé aux articles 318 ou 320 par suite du décès du contribuable ne doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année que la partie de ce paiement qui aurait été inclus en vertu du présent chapitre dans le calcul du revenu de ce contribuable si ce dernier avait reçu ce montant en vertu du régime.

1972, c. 23, a. 295.

CHAPITRE V

RENTES SUR L'ÉTAT ET RENTES SIMILAIRES

Paiements en vertu de
rentes sur l'État ou de
rentes semblables.

322. 1. Pour déterminer le montant à inclure relativement aux paiements qu'il reçoit dans une année d'imposition en vertu de contrats conclus avant le 26 mai 1932 avec le gouvernement du Canada ou en vertu de contrats de rente semblables à ceux prévus dans la Loi relative aux rentes sur l'État (Statuts du Canada), conclus avant cette date avec le gouvernement d'une province ou d'une corporation constituée pour exploiter une entreprise de rentes au Canada ou

munie d'une licence à cette fin, le contribuable peut déduire de l'ensemble des montants qu'il a reçus le moins élevé de:

a) \$5,000; ou

b) l'ensemble des montants qui auraient été reçus si ces contrats étaient restés en vigueur aux conditions qui prévalaient immédiatement avant le 25 juin 1940, sans l'exercice d'une option ou droit contractuel d'augmenter le montant de la rente par le paiement d'une somme ou d'une prime additionnelle sauf si cette somme ou prime additionnelle a été versée avant cette date.

Autres déductions permises.

2. Le contribuable visé au paragraphe 1 peut également déduire le moindre de \$1,200 ou de l'ensemble visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 si ces contrats ont été conclus après le 25 mai 1932 et avant le 25 juin 1940.

1972, c. 23, a. 296.

Cas où un contribuable a droit aux deux déductions prévues à l'article 322.

323. Si le contribuable a droit à la fois aux deux déductions prévues à l'article 322, il ne peut faire de déduction en vertu du paragraphe 2 de l'article 322 si le montant admissible en vertu du paragraphe 1 de l'article 322 est de \$1,200 ou plus, mais il peut, si cette déduction est inférieure à \$1,200, faire une déduction calculée comme si le paragraphe 2 de l'article 322 s'appliquait à tous les contrats conclus avant le 25 juin 1940.

1972, c. 23, a. 297.

Calcul de l'élément capital d'un paiement de rentes.

324. L'élément capital d'un paiement de rentes, aux fins du sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336 se calcule à compter de ce qui reste après avoir déduit de l'ensemble des paiements de rentes auquel le présent chapitre s'applique pour une année d'imposition les déductions prévues par les articles 322 et 323.

1972, c. 23, a. 298.

Cas où des conjoints ont reçu des paiements de rentes.

325. Lorsque des conjoints ont reçu chacun des paiements de rentes à l'égard desquels ils peuvent faire une déduction en vertu du présent chapitre, le montant admissible en déduction doit être calculé comme si leurs rentes appartenaient à une seule personne; il peut être déduit par l'un ou l'autre des conjoints ou réparti entre eux dans les proportions qu'ils fixent ou, en cas de désaccord, dans celles que fixe le ministre.

1972, c. 23, a. 299.

Régime de retraite enregistré.

326. Le présent chapitre ne s'applique pas à un montant reçu en vertu d'un régime de retraite enregistré.

1972, c. 23, a. 300.

Augmentation d'une rente.

327. Aux fins du présent chapitre, une rente est réputée avoir été augmentée après le 24 juin 1940 si, depuis, le montant qui est payable en vertu du contrat a été augmenté soit par des versements périodiques plus élevés, soit par des versements plus nombreux ou de toute autre façon.

1972, c. 23, a. 301.

CHAPITRE VI BIENS MINIERS

Aliénation d'un bien minier.

328. Le présent chapitre s'applique à l'aliénation par un contribuable:

- a) d'un bien minier canadien;
- b) d'un bien minier étranger;
- c) d'un bien qui est un droit, permis ou privilège prescrit dont le contribuable était propriétaire le 31 décembre 1971;
- d) d'un bien mentionné à l'un des paragraphes *a* à *f* de l'article 370 qui n'est pas visé au paragraphe *c*; ou
- e) d'un bien qui serait mentionné à l'un des paragraphes *a* à *f* de l'article 370 si les mots «au Canada» étaient remplacés par les mots «à l'étranger».

1975, c. 22, a. 59.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Produit de l'aliénation de biens miniers à inclure dans le calcul du revenu.

329. Une corporation de mise en valeur, au sens de l'article 363, ou qui était une telle corporation au moment de l'acquisition d'un bien visé au paragraphe *a* ou *c* de l'article 328 et toute autre personne prescrite doivent inclure, dans le montant visé au paragraphe *b* de l'article 412 pour une année d'imposition, le produit de l'aliénation de tel bien dans la mesure où ce produit devient recevable.

1972, c. 23, a. 302; 1973, c. 18, a. 7; 1975, c. 22, a. 60.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 327).

Auparavant il se lisait ainsi:

«Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition tout montant à recevoir en contrepartie de l'aliénation d'un bien minier canadien au sens de l'article 337, d'un bien minier étranger au sens de l'article 340 ou de tout droit, permis ou privilège prescrit qui lui appartenait au 31 décembre 1971, s'il est une corporation de mise en valeur, au sens de l'article 330, ou une corporation qui était une corporation de mise en valeur au moment de son acquisition ou s'il est une autre personne prescrite, même s'il ne peut recevoir ce montant en entier ou en partie avant une année d'imposition postérieure.»

Montant à inclure dans le calcul du revenu.

330. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition:

- a) le produit de l'aliénation d'un bien décrit au paragraphe *b* de l'article 328, dans la mesure où, dans l'année, il devient recevable;
- b) le montant déduit en vertu des articles 357 et 358 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente;
- c) l'excédent du montant visé à l'article 388 sur la partie des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur engagés avant le moment y visé qui n'a pas été admissible en déduction ou déduite, selon le cas, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente;
- d) l'excédent, à la fin de l'année, de l'ensemble décrit à l'article 399 sur celui décrit à l'article 398; et
- e) l'excédent, à la fin de l'année, de l'ensemble décrit à l'article 412 sur celui décrit à l'article 411.

1975, c. 22, a. 61.

Cet article, inséré en 1975, s'applique dans le cas:

- du paragraphe *a*, à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974; (1975, c. 22, a. 307);
- des paragraphes *b*, *d* et *e*, à l'égard de l'aliénation d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière; (1975, c. 22, a. 327);
- du paragraphe *c*, à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Aliénation d'un bien minier qui était la propriété d'un contribuable le 31 décembre 1971.

331. Lorsqu'un contribuable aliène après 1971 un bien dont il était propriétaire, ou dont il était réputé être propriétaire, le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment de l'aliénation, il doit inclure:

- a) dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, s'il s'agit d'un bien décrit au paragraphe *e* de l'article 328, un montant égal à 60 pour cent du produit de l'aliénation plus un pourcentage n'excédant pas 40 pour cent de ce produit, obtenu en multipliant par 5 pour cent le nombre d'années civiles complètes à compter de la fin de 1972 jusqu'à la fin de l'année dans laquelle l'aliénation a eu lieu, dans la mesure où, dans l'année, le produit devient recevable;
- b) dans le montant visé au paragraphe *b* de l'article 412, s'il s'agit d'un bien décrit au paragraphe *d* de l'article 328, le montant décrit au paragraphe *a* dans la mesure où, dans l'année, il devient recevable.

1972, c. 23, a. 303; 1973, c. 18, a. 8; 1975, c. 22, a. 62.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 327).

Auparavant il se lisait ainsi:

«Lorsqu'un contribuable aliène après le 31 décembre 1971 un bien qui lui appartenait à cette date et qui est visé aux paragraphes *a* à *f* de l'article 337, à l'exception de tout droit, permis ou privilège prescrit visé à l'article 302, ou qui le serait si les mots «au Canada» étaient remplacés par les mots «à l'étranger», il doit inclure dans

son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle il fait cette aliénation 60 pour cent du montant qu'il doit en recevoir plus un pourcentage n'excédant pas 40 pour cent, obtenu en multipliant par 5 pour cent le nombre d'années civiles complètes à compter de la fin de 1972 jusqu'à la fin de l'année dans laquelle l'aliénation a lieu, même s'il ne peut recevoir cette somme en entier ou en partie avant une année d'imposition postérieure.».

Contribuable ayant un lien
de dépendance avec
l'acquéreur.

332. Aux fins du présent chapitre, des articles 357, 358, 362 à 394 et 408 à 416, si le contribuable a un lien de dépendance avec la personne qui acquiert le bien mentionné à l'article 331:

a) le coût du bien pour cette personne est réputé être le montant inclus dans le calcul du revenu du contribuable ou, selon le cas, dans le montant visé au paragraphe *b* de l'article 412 en vertu de l'article 331; et

b) lorsque cette personne aliène ultérieurement le bien, ou une participation ou un droit y afférent, elle est réputée en avoir été propriétaire le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 304; 1975, c. 22, a. 63.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 327).

Auparavant il se lisait ainsi:

«Aux fins des articles 302 et 303 et des articles 326 et 329 à 354, si le contribuable a un lien de dépendance avec la personne qui acquiert le bien:

a) le coût du bien pour cette personne est réputé être le montant inclus dans le revenu du contribuable en vertu de l'article 303; et

b) le montant que cette personne doit inclure en contrepartie de l'aliénation subséquente de ce bien ou d'un droit dans ce dernier se calcule de la façon prévue à l'article 303.».

Définitions.

333. Dans le présent chapitre, les expressions «aliénation» et «produit de l'aliénation» ont le sens que leur donnent respectivement les articles 248 et 251.

1975, c. 22, a. 64.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

TITRE VI

DÉDUCTIONS LORS DU CALCUL DU REVENU

CHAPITRE I

RÈGLE D'APPLICATION

Déductions permises.

334. Un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, les montants qui sont prévus au présent titre.

1972, c. 23, a. 305.

Application à un particulier
réputé résident.

335. Lorsqu'un particulier est réputé avoir résidé au Québec pendant une partie ou la totalité d'une année d'imposition en vertu des articles 8, 9 et 10, les articles 336 à 341, et 347 à 356 s'appliquent à son égard pour l'époque en question en tenant compte des règles suivantes:

a) le paragraphe *a* de l'article 337 et les articles 347 et 348 doivent se lire sans tenir compte des mots «au Canada»; et

b) l'article 351 doit se lire sans tenir compte, dans le préambule du premier alinéa, des mots «au Canada» et, lorsque les frais y visés ont été payés à une personne ne résidant pas au Canada ni réputée résider au Québec en vertu des articles 8, 9 et 10, de l'expression «contenant chacun le numéro d'assurance sociale de son signataire»; il doit également se lire en remplaçant, dans le paragraphe *c* dudit alinéa, l'expression «personne résidant au Canada» par le mot «personne».

1977, c. 26, a. 29.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 29).

CHAPITRE II

CAS DIVERS

Montants inclus:
pensions alimentaires;

336. 1. Les montants visés à l'article 334 comprennent:

a) un montant payé dans l'année par un particulier à la suite d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite, à titre d'aliments ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant né du mariage ou des deux à la fois si le particulier est séparé à la suite d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation et vit séparé de son conjoint ou ex-conjoint à qui il est

	tenu de faire ce paiement au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;
allocation d'entretien à un conjoint séparé;	b) un montant payé dans l'année par un particulier à la suite d'une ordonnance d'un tribunal compétent à titre d'allocation payable périodiquement pour l'entretien du bénéficiaire, d'un enfant né du mariage ou des deux à la fois, si le particulier vit séparé de son conjoint à qui il est tenu de faire ce paiement au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;
intérêts relatifs à des droits de succession;	c) un montant égal à l'intérêt annuel accumulé dans l'année d'imposition sur des droits de succession et sur un impôt sur des biens transmis par décès;
paiement en trop d'une pension;	d) un paiement en trop d'une pension ou d'un supplément reçu en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada) ou d'une prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi ou en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada), reçu par un particulier dans une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence du montant qu'il rembourse dans l'année autrement qu'à titre de déduction ou de retenue effectuée sur tout autre paiement qui lui est fait dans l'année;
frais d'opposition ou d'appel;	e) un montant payé dans l'année à titre d'honoraires ou de frais engagés pour préparer, présenter ou poursuivre une opposition ou un appel relatif à une cotisation d'impôt, d'intérêt ou de pénalité en vertu de la présente loi, de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29);
élément capital d'un paiement de rente;	f) dans le cas d'un paiement de rente inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, l'élément capital correspondant: <ul style="list-style-type: none"> i. au montant déterminé de la façon prescrite comme représentant un retour de capital, si la rente est de nature contractuelle, et ii. si la rente est payée en vertu d'une disposition testamentaire ou fiduciaire, à la partie du paiement qui ne provient pas du revenu de la succession ou de la fiducie, à charge par le rentier d'en faire la preuve; et
remboursement de paiements de revenu.	g) dans le cas d'un particulier, un montant payé par lui dans l'année à une personne avec laquelle il n'avait pas de lien de dépendance si: <ul style="list-style-type: none"> i. ce montant a été inclus dans son revenu pour une année précédente à titre de traitement ou salaire ou de montant visé aux paragraphes g ou h de l'article 312 qui lui avaient été payés par cette personne; ii. au moment où ce montant avait été payé par cette personne au particulier, celui-ci devait remplir une condition; iii. le particulier a dû rembourser ce montant à cette personne parce qu'il a fait défaut de remplir cette condition; iv. durant la période pour laquelle le paiement visé au sous-para-

graphe i a été fait, le particulier ne rendait que des services occasionnels à cette personne à titre d'employé; et

v. ce montant avait été payé au particulier pour lui permettre de poursuivre ses études.

Paielements d'entretien.

2. Lorsqu'un arrêt, une ordonnance, un jugement ou une entente écrite visé aux sous-paragraphes *a* ou *b* du paragraphe 1 ou une modification s'y rapportant intervient après le 6 mai 1974 et prévoit le paiement périodique d'un montant par le contribuable pour le bénéfice de son conjoint ou ex-conjoint ou d'un enfant né du mariage et sous la garde de ce dernier, ce paiement est réputé avoir été fait au conjoint ou ex-conjoint et reçu par lui si le contribuable en vivait séparé au moment où le paiement a été fait et durant le reste de l'année pendant laquelle il a été fait.

Restriction quant au sous-paragraphes *f* du paragraphe 1.

3. Le sous-paragraphes *f* du paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas d'une prestation de retraite, d'un paiement en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un contrat de rente d'étalement ou d'une rente payée ou achetée conformément à un régime d'intéressement différé ou à un régime révoqué suivant l'article 876.

1972, c. 23, a. 306; 1973, c. 18, a. 9; 1975, c. 21, a. 9.

Cet article, modifié en 1975, par:

- la suppression à la fin du sous-paragraphes *e* du paragraphe 1 du mot «et»;

- le remplacement à la fin du sous-paragraphes *f* du paragraphe 1 du point par ce qui suit: «; et»;

- l'insertion dans le paragraphe (1), du sous-paragraphes *g*:

s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28);

- l'addition du paragraphe 2, *s'applique depuis le 6 mai 1974. (1975, c. 21, a. 29).*

Cet article, modifié en 1973 par l'addition dans le paragraphe (3), après le mot «différé» des mots «ou à un régime révoqué suivant l'article (876)», s'applique à tout paiement reçu après le 19 février 1973. (1973, c. 18, a. 52).

CHAPITRE III

FRAIS DE SCOLARITÉ

Frais de scolarité déductibles.

337. Un particulier peut déduire le montant de ses frais de scolarité payés pour une période d'au plus douze mois commençant dans l'année et qui n'ont pas été déduits dans le calcul de son revenu en vertu du présent article pour une année précédente, lorsque le particulier était un étudiant inscrit et que ces frais ont été payés:

a) à une maison d'enseignement au Canada qui est:

i. une université, un collège ou toute autre maison dispensant un enseignement post-secondaire,

ii. une école relevant de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, ou d'un organisme municipal ou public remplissant une fonction gouvernementale au Canada,

iii. une école secondaire dispensant des cours conduisant au certificat ou au diplôme nécessaires pour entrer dans un collège ou une université, ou

iv. une maison reconnue par le ministre comme étant un établissement dispensant un enseignement qui permet d'acquérir ou d'améliorer les connaissances nécessaires à l'occupation d'un emploi, l'exploitation d'une entreprise ou l'exercice d'une profession;

b) à une maison d'enseignement aux États-Unis qui est une université, un collège ou toute autre maison dispensant un enseignement post-secondaire si le particulier a résidé au Canada pendant toute l'année près de la frontière entre le Canada et les États-Unis et a fait la navette entre sa résidence et cette maison d'enseignement; ou

c) à une université hors du Canada si le particulier y poursuivait à plein temps des études d'une durée d'au moins treize semaines consécutives conduisant à un diplôme.

1972, c. 23, a. 307.

Minimum des frais de
scolarité admissibles.

338. La déduction prévue à l'article 337 n'est admissible que si le montant des frais de scolarité dépasse \$25; de plus, si un montant à ce titre a été payé pour lui par son employeur, un employé peut réclamer une déduction à l'égard de ce montant jusqu'à concurrence du montant inclus à ce titre dans son revenu pour l'année au cours de laquelle il a été fait.

1972, c. 23, a. 308.

CHAPITRE IV

CONTRIBUTIONS, PRIMES ET CERTAINS TRANSFERTS

Montants déductibles:
contributions au régime de
rentes du Québec;

339. Un contribuable peut également déduire:

a) la contribution payable pour l'année sur ses gains provenant d'un travail autonome en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de ladite loi;

régime d'épargne-retraite;

b) une prime qu'il paie en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou un paiement qu'il fait à ou en vertu d'un tel régime dont son conjoint est rentier, dans la mesure permise par les articles 922 et 923;

primes à un régime
d'épargne-logement;
pensions,
assurance-chômage;

c) une prime qu'il paie en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement, dans la mesure permise par les articles 952 et 953;

d) la partie d'un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, en vertu du paragraphe a de l'article 311 ou des articles 317, 885 ou 955, ou d'un remboursement prescrit de déductions à titre de solde différé, qui n'excède pas:

i. le montant qu'il paie dans l'année ou dans les soixante jours qui suivent la fin de celle-ci, dans la mesure où il n'était pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année précédente, à titre de prime à un régime enregistré d'épargne-retraite ou de contribution à un régime enregistré de retraite; moins

ii. l'ensemble des montants déduits pour l'année en vertu du paragraphe e, du paragraphe c de l'article 70 ou de l'article 922;

paiements à un régime
d'intéressement différé;

e) le moins élevé des montants suivants:

i. le montant qu'il paie, dans l'année ou dans les soixante jours qui suivent la fin de celle-ci, à un fiduciaire en vertu d'un régime d'intéressement différé qui comprenait au moins cinq bénéficiaires toute l'année durant dans la mesure où il n'était pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année précédente,

ii. le montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 885, ou

iii. l'excédent de l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe a de l'article 311 et des articles 317 et 885 sur le montant admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe d; et

primes à un régime
enregistré d'épargne-retraite.

f) le moins élevé des montants suivants:

i. le total des primes qu'il paie en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans l'année ou dans les soixante jours qui suivent la fin de celle-ci, dans la mesure où elles n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année précédente, qui excède l'ensemble des montants admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe b, ou

ii. un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, en vertu de l'article 929, dans la mesure où il représente un remboursement de primes effectué en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite et reçu par le contribuable en vertu du régime au décès ou après le décès de la personne qui était, immédiatement avant son décès, à la fois le bénéficiaire de la rente et le conjoint du contribuable.

1972, c. 23, a. 309; 1975, c. 21, a. 10; 1977, c. 26, a. 30.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe (d), s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 30).

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:

«l'ensemble des montants admissibles en déduction pour l'année en vertu du paragraphe e, du paragraphe c de l'article 64 ou de l'article 684;»

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe b, des mots «régime enregistré d'épargne-retraite, dans la mesure permise par l'article 684;», par les mots «régime enregistré d'épargne-retraite ou un paiement qu'il fait à ou en vertu d'un tel régime dont son conjoint est rentier, dans la mesure permise par les articles (922) et (923);», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- l'insertion du paragraphe (c), s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années

d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- le remplacement dans le paragraphe (d) des mots «des articles 291 ou 666, qui n'excède pas:» par les mots «des articles (317), (885) ou (955), ou d'un remboursement prescrit de déductions à titre de solde différée, qui n'excède pas:», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE V

CERTAINS BÉNÉFICES

Prestations au décès reçues
à titre d'héritage.

340. Dans le cas d'une prestation de retraite, prestation au décès, prestation en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un régime d'intéressement différé, reçue dans l'année au décès d'un prédécesseur ou après ce décès en paiement ou au titre d'un bien dont il hérite, le contribuable peut déduire la proportion de cette prestation représentée par le rapport entre:

a) la partie de l'impôt payable en vertu de la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès (Statuts du Canada) à la suite de ce décès, qui est, en vertu de ladite loi, raisonnablement imputable au bien en paiement ou au titre duquel la prestation a été ainsi reçue; et

b) la valeur de ce bien, calculée suivant les dispositions prévues aux fins du paragraphe 62(4) de ladite loi.

1972, c. 23, a. 310; 1973, c. 17, a. 36.

Droits successoraux
applicables à certains biens.

341. Dans le cas d'une prestation mentionnée à l'article 340 et dans celui d'une prestation qui est effectuée en vertu d'un contrat de rente d'étalement et qui est reçue comme prévu audit article, le contribuable peut déduire la proportion de cette prestation représentée par le rapport entre:

a) la partie de tout droit sur les successions payable en vertu d'une loi d'une province à la suite du décès du prédécesseur, qui est, en vertu d'une telle loi, raisonnablement imputable au bien en paiement ou au titre duquel la prestation a été ainsi reçue; et

b) la valeur de ce bien, calculée suivant les dispositions prévues aux fins de cette loi.

1973, c. 17, a. 36.

CHAPITRE VI

RENTES D'ÉTALEMENT

Paiements pour
l'acquisition d'une rente
d'étalement.

342. Un particulier résidant au Canada peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année, un montant qu'il paie dans

l'année ou dans les soixante jours qui suivent la fin de celle-ci pour l'acquisition d'une rente d'étalement pour lui-même, en vertu d'un contrat avec une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou dans une province ou à y offrir les services de fiduciaire, dans la mesure où ce montant n'a pas déjà été déduit l'année précédente.

1972, c. 23, a. 311; 1972, c. 26, a. 44.

Conditions relatives à la
rente d'étalement.

343. Pour avoir droit à la déduction prévue à l'article 342, le particulier doit acquérir la rente d'étalement par un paiement unique effectué aux termes d'un contrat qui lui donne droit de recevoir, au cours d'une période commençant au plus tard dix mois après la date de ce paiement, soit une rente viagère, soit une telle rente avec durée garantie pour un nombre d'années qui n'excède pas le moindre de 15 ou la différence entre 85 et son âge à la date où la rente annuelle commence à lui être versée, soit une rente pour cette durée garantie; de plus, le contrat ne doit pas prévoir d'autres paiements que le paiement unique par le particulier et les paiements égaux de rentes qui doivent lui être versés annuellement ou à intervalles périodiques plus rapprochés.

1972, c. 23, a. 312.

Maximum de la déduction
permise.

344. Le montant qu'un particulier peut déduire en vertu de l'article 342 ne doit pas excéder:

a) l'ensemble:

i. des montants visés à l'article 345 moins toute déduction admissible pour l'année en vertu des paragraphes *d*, *e* et *f* de l'article 339;

ii. de l'excédent déterminé pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 28;

iii. de l'excédent du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 330 et 331 sur l'ensemble des montants qui en sont déduits en vertu des articles 357, 358, 362 à 394, 406, 407 et 417 et de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24);

iv. de son revenu provenant pour l'année de la production d'oeuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques; et

v. de son revenu provenant pour l'année de ses activités d'athlète, de musicien ou de professionnel du spectacle, tel un artiste de théâtre, de cinéma, de radio ou de télévision, moins:

b) les montants que le particulier doit recevoir dans les douze mois commençant à la date à laquelle le premier paiement doit lui

être versé à l'égard de chacune des rentes d'étalement.

1972, c. 23, a. 313; 1973, c. 18, a. 10; 1975, c. 22, a. 65.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du sous-paragraphe (iii) du paragraphe a, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien ou d'une opération effectuée après le 6 mai 1974 lorsqu'un montant a été inclus à cet égard dans le calcul du revenu soit en vertu des paragraphes a et e de l'article (330), soit en vertu des paragraphes b, d et e dudit article dans le cas d'une entreprise pétrolière; il s'applique également à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 31 mars 1975 lorsqu'un montant a été ainsi inclus à cet égard en vertu des paragraphes b, d et e dudit article (330) dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 322).

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:

«de l'excédant du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 302 et 303 sur l'ensemble des montants qui en sont déduits en vertu des articles 326 et 329 à 354 et de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24);».

Cet article, modifié en 1973, par l'insertion du sous-paragraphe (iii) du paragraphe a, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 18, a. 50).

Paie-
ments
pouvant
donner
lieu à une
rente
d'étalement.

345. Les montants mentionnés au sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 344 sont les suivants:

- a) un paiement unique que le particulier reçoit dans l'année:
 - i. en vertu d'un régime de retraite, à l'occasion du décès, de la démission ou de la retraite d'un employé ou d'un ancien employé, à l'occasion de la liquidation du régime, en règlement final de tous les droits du participant au régime ou, lorsqu'une modification au régime lui confère le droit de recevoir ce paiement, même s'il continue à y participer;
 - ii. lors de sa retraite en tant qu'employé, en reconnaissance de ses longs services, si ce paiement n'est pas visé par le sous-paragraphe i du paragraphe a;
 - iii. dans le cadre d'un régime d'intéressement, en règlement final de tous ses droits dans ce régime, dans la mesure où ce paiement doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année dans laquelle il a été reçu; ou
 - iv. dans le cadre d'un régime d'intéressement différé, à l'occasion du décès, de la démission ou de la retraite d'un employé ou d'un ancien employé, dans la mesure où ce paiement doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année dans laquelle il a été reçu;
- b) un paiement fait au particulier dans l'année de sa retraite ou dans l'année qui suit, en considération de la perte de sa charge ou de son emploi, si ce paiement est fait par un employeur au particulier en sa qualité d'employé ou d'ancien employé;
- c) un paiement fait au particulier à titre de prestation au décès, si ce paiement est fait au cours de l'année du décès ou de l'année suivante;
- d) un montant inclus dans le calcul du revenu du particulier pour

l'année, en vertu des articles 93 à 110, 186, 187, 196 ou 197, 684 ou 955;

e) un montant inclus dans le calcul du revenu du particulier en vertu de l'article 929, mais uniquement dans la mesure où ce montant constitue un remboursement de primes effectué en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite lorsque le particulier reçoit ce montant au décès ou après le décès de la personne qui était, immédiatement avant son décès, le bénéficiaire de la rente en vertu de ce régime;

f) l'avantage que le particulier est réputé avoir reçu en vertu des articles 48 à 58;

g) l'excédent, sur \$500, d'un montant reçu par le particulier dans l'année à titre de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un domaine d'activités qu'il exerce habituellement; et

h) un paiement fait au particulier dans l'année en vertu du sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 29.2 de la Loi sur les juges (Statuts du Canada).

1972, c. 23, a. 314; 1973, c. 18, a. 11; 1975, c. 21, a. 11; 1977, c. 26, a. 31.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression du mot «et» à la fin du paragraphe f;
- le remplacement du point à la fin du paragraphe g par le mot «et»;
- l'addition du paragraphe g;

s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 31).

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe d des mots «ou 186 ou 516» par les mots «ou (197), (684) ou (955)», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement dans le paragraphe g des mots «de prix pour sa contribution ou ses succès dans le domaine d'activité qu'il exerce habituellement.» par les mots «de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un domaine d'activités qu'il exerce habituellement.», s'applique depuis le 18 avril 1973. (1973, c. 11, a. 53).

Cas où un contrat de rente d'étalement cesse de se qualifier comme tel.

346. Lorsque, à un moment donné, un contrat de rente d'étalement cesse de se qualifier comme tel pour des raisons autres que l'abandon, l'annulation, le rachat, la vente ou l'aliénation de ce contrat, le particulier est réputé avoir reçu à ce moment, à titre de produit de l'aliénation du contrat, une somme égale à sa juste valeur marchande à ce moment, et avoir acquis immédiatement après un contrat d'une nature autre qu'un contrat de rente d'étalement à un coût correspondant à cette juste valeur marchande.

Restriction.

Un paiement provenant d'un contrat de rente d'étalement auquel un particulier décédé avait droit en vertu du contrat avant son décès

et qui est fait en vertu de ce contrat à la suite de son décès est réputé être un paiement fait en vertu d'un tel contrat.

1972, c. 23, a. 315; 1977, c. 26, a. 32.

Cet article, modifié en 1977, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 32).

CHAPITRE VII

FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT

Frais de déménagement. **347.** Le présent chapitre s'applique aux frais de déménagement d'un particulier qui, après avoir cessé d'exercer une entreprise ou d'occuper un emploi à l'endroit ou aux endroits au Canada où il le faisait ordinairement ou qui, après avoir cessé d'être étudiant à plein temps dans une maison canadienne dispensant un enseignement post-secondaire ou universitaire, commence à exercer une entreprise ou à occuper un emploi dans un autre endroit au Canada et encourt après 1971 des frais de déménagement.

Étudiant à plein temps. Il s'applique également aux frais de déménagement d'un particulier qui est inscrit comme étudiant à plein temps dans une maison dispensant un enseignement post-secondaire ou universitaire.

1972, c. 23, a. 316.

Déduction des frais de déménagement. **348.** 1. Un particulier visé à l'article 347 qui déménage, au Canada, d'une résidence où il habite ordinairement pendant les jours habituels de travail, peut déduire les montants qu'il paie à titre de frais de déménagement dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle il déménage ou pour l'année suivante.

Restriction. 2. Ces frais ne sont cependant admissibles en déduction que si la distance entre l'ancienne résidence du particulier et l'endroit où il commence à exercer une entreprise, à occuper un emploi ou à étudier à plein temps est supérieure d'au moins vingt-cinq milles à la distance entre cet endroit et sa nouvelle résidence.

3. Ces frais ne peuvent en outre être déduits par le particulier que dans la mesure où:

- a) ils n'ont pas été payés pour lui par son employeur;
- b) ils ne sont pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu:

- i. pour une année d'imposition précédente en vertu du présent article, ou

- ii. en vertu d'une disposition de la présente loi autre que le présent article;

- c) ils ne dépassent pas le revenu pour l'année provenant de l'entreprise ou de l'emploi du particulier, après son déménagement ou, dans le cas de celui qui est inscrit comme étudiant à plein temps,

l'ensemble des montants qui doivent être inclus dans son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *g* et *h* de l'article 312; et

d) un remboursement qu'il a reçu pour ces frais a été inclus dans son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 317; 1972, c. 26, a. 45.

Application de l'article 348
à certains étudiants.

349. Le particulier qui s'inscrit comme étudiant à plein temps dans une maison dispensant un enseignement post-secondaire ou universitaire et qui pourrait déduire un montant en vertu de l'article 348 si les mots «au Canada» n'y étaient pas peut néanmoins déduire un tel montant en vertu dudit article.

1972, c. 23, a. 318.

Ce que comprend
l'expression «frais de
déménagement».

350. Le particulier visé à l'article 347 peut déduire à titre de frais de déménagement:

a) les frais de voyage, y inclus un montant raisonnable pour le repas et le logement, engagés dans le changement de résidence pour lui-même et les membres de sa maison;

b) les frais de transport et d'entreposage du mobilier pendant la période de son déménagement;

c) les frais de repas et de logement engagés pour lui et les membres de sa maison près de son ancienne ou de sa nouvelle résidence pour une période n'excédant pas quinze jours;

d) les frais de résiliation du bail de son ancienne résidence; et

e) les frais de vente de son ancienne résidence.

1972, c. 23, a. 319.

CHAPITRE VIII

FRAIS DE GARDE D'ENFANTS

Frais de garde d'enfants
déductibles.

351. Un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année, dans les limites prévues au présent chapitre, les frais qu'il a payés dans l'année dans le but d'assurer, au Canada, la garde de son enfant dont il avait ordinairement la garde durant l'année par une gardienne d'enfants, une garderie, un pensionnat, une colonie de vacances ou un autre établissement semblable, dans la mesure où la preuve de ces frais est faite par la production de reçus au ministre, contenant chacun le numéro d'assurance sociale de son signataire, si l'enfant:

a) est âgé de moins de 14 ans ou de 14 ans ou plus et à sa charge en raison d'une infirmité mentale ou physique;

b) a été gardé pour permettre au contribuable:

i. de remplir les fonctions d'une charge ou d'un emploi;

ii. d'exercer une entreprise, seul ou comme associé y participant activement;

iii. de suivre un cours de formation professionnelle des adultes en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes (Statuts du Canada) pour lequel il a reçu une allocation; ou

iv. d'effectuer de la recherche ou un travail semblable pour lequel il a reçu une subvention; et

c) a été gardé par une personne résidant au Canada autre qu'une personne à l'égard de laquelle le contribuable ou son conjoint réclame une déduction pour l'année en vertu des articles 695 à 701 ou autre qu'une personne âgée, pendant cette année, de moins de 21 ans et unie au contribuable ou à son conjoint par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption.

Restrictions.

Ces frais n'incluent cependant pas les dépenses encourues dans l'année pour l'hébergement dans un pensionnat ou une colonie de vacances qui excèdent au total \$30 par semaine par enfant, ni les frais médicaux visés aux articles 717 à 721 ou autres soins médicaux ou d'hospitalisation, ni d'habillement, le transport, ou les frais d'éducation, de pension ou de logement autres que ceux prévus au présent article.

1972, c. 23, a. 320; 1976, c. 18, a. 4.

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement du paragraphe b du premier alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes; (1976, c. 18, a. 29); auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«a été gardé pour permettre au contribuable de remplir les fonctions d'une charge ou d'un emploi ou d'exercer une entreprise, seul ou comme associé y participant activement; et »;

- le remplacement dans le deuxième alinéa du chiffre «15» par le chiffre «30», s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Limite lorsqu'il s'agit d'une femme ou d'une épouse.

352. Lorsque le particulier est une femme, les frais prévus à l'article 351 ne doivent pas excéder le moins élevé de \$4,000, des deux tiers de son revenu gagné dans l'année ou du produit de la multiplication de \$1,000 par le nombre d'enfants qui font l'objet de ces frais.

Cependant, lorsque le particulier est l'épouse décrite aux paragraphes b ou c de l'article 354, les frais prévus à l'article 351 ne doivent pas excéder le moins élevé des montants suivants:

a) \$4,000, moins le montant admissible en vertu de l'article 353 en déduction dans le calcul du revenu de son conjoint pour l'année;

b) les deux tiers de son revenu gagné pour l'année; ou

c) l'excédent du produit de la multiplication de \$1,000 par le nombre d'enfants qui font l'objet de ces frais sur le montant admis-

sible en vertu de l'article 353 en déduction dans le calcul du revenu de son conjoint pour l'année.

1972, c. 23, a. 321; 1976, c. 18, a. 5.

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement dans le premier alinéa du chiffre «2,000» par le chiffre «4,000» et du chiffre «500» par le chiffre «1,000»;
- le remplacement dans le paragraphe a du deuxième alinéa du chiffre «2,000» par le chiffre «4,000»;
- le remplacement dans le paragraphe c du deuxième alinéa du chiffre «500» par le chiffre «1,000»;
s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Cas où le particulier est un homme.

353. Lorsque le particulier est un homme, les frais prévus à l'article 351 ne doivent pas excéder le moins élevé des montants suivants:

a) le moindre de \$4,000 pour l'année ou d'un montant égal à \$30 par semaine pour chaque enfant qui fait l'objet de ces frais jusqu'à concurrence de \$120 par semaine, et cela pour chaque semaine de l'année pendant laquelle il n'était pas marié ou était séparé de son épouse en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite ou pendant laquelle son épouse était une personne décrite aux paragraphes b ou c de l'article 354;

b) les deux tiers de son revenu gagné dans l'année; ou

c) le produit de la multiplication de \$1,000 par le nombre d'enfants qui font l'objet de ces frais.

1972, c. 23, a. 322; 1975, c. 21, a. 12; 1976, c. 18, a. 6.

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement dans le paragraphe a des mots «le moindre de \$2,000 pour l'année ou d'un montant égal à \$15 par semaine pour chaque enfant qui fait l'objet de ces frais jusqu'à concurrence de \$60 par» par les mots «le moindre de \$4,000 pour l'année ou d'un montant égal à \$30 par semaine pour chaque enfant qui fait l'objet de ces frais jusqu'à concurrence de \$120 par»;
- le remplacement dans le paragraphe c du chiffre «500» par le chiffre «1,000»;
s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Cet article, modifié en 1975, par l'addition dans le paragraphe a, après le mot «épouse» des mots «en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Conditions pour déduire les frais de garde.

354. Le particulier visé à l'article 353 ne peut déduire les frais de garde qui y sont prévus que si:

a) à quelque moment de l'année, il n'était pas marié ou vivait séparé de son épouse en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite;

b) un médecin qualifié certifie que l'épouse du particulier:

i. était dans l'incapacité de prendre soin des enfants en raison d'une infirmité mentale ou physique et de l'obligation, durant une période d'au moins deux semaines dans l'année, de garder le lit, de se déplacer en chaise roulante, ou d'être hospitalisée ou internée dans un hôpital, asile ou autre institution semblable, ou

ii. était dans l'incapacité de prendre soin des enfants en raison d'une infirmité mentale ou physique qui se prolongera vraisemblablement pendant une longue période indéfinie; ou

c) son épouse a été emprisonnée durant une période d'au moins deux semaines dans l'année.

1972, c. 23, a. 323; 1975, c. 21, a. 13.

Cet article, modifié en 1975, par l'addition dans le paragraphe a après le mot «épouse» des mots «en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Revenu gagné d'un particulier.

355. Aux fins du présent chapitre, le revenu gagné d'un particulier est:

a) son revenu provenant de ses charges ou de ses emplois, tel que défini à l'article 32, et tout montant inclus dans le calcul de son revenu en vertu des articles 34 à 58;

b) les montants inclus dans le calcul de son revenu en vertu des paragraphes e, g ou h de l'article 312; et

c) les revenus qui proviennent des entreprises qu'il exploite seul ou comme associé y participant activement.

1972, c. 23, a. 324; 1972, c. 26, a. 46.

Cas où un homme et une femme ne sont pas mariés.

356. Aux fins du présent chapitre, l'enfant d'une femme et d'un homme qui demeurent ensemble sans être mariés l'un à l'autre est réputé être ordinairement sous la garde de la femme et non pas de l'homme.

1972, c. 23, a. 325.

CHAPITRE IX

PROVISION À L'ÉGARD D'ALIÉNATIONS DE BIENS MINIER

Provision à l'égard d'un montant inclus dans le calcul du revenu.

357. 1. Un contribuable qui a, à l'égard de l'aliénation d'un bien, inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition ou pour une année antérieure un montant en vertu des articles 329 à 332 tels qu'ils se lisaient avant le 7 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière et avant le 1^{er} avril 1975 dans le cas d'une entreprise

minière ou un montant en vertu du paragraphe *a* de l'article 330 ou de l'article 331 peut déduire, si ce montant n'est pas exigible en totalité ou en partie avant la fin de l'année d'imposition, une provision égale à la partie du montant qui n'est pas exigible avant la fin de l'année d'imposition, sans excéder, lorsque l'aliénation a eu lieu dans une année antérieure, le montant déduit à l'égard de cette aliénation pour l'année d'imposition précédente; cette provision remplace celle qui est prévue à l'article 153.

Restriction.

2. Le paragraphe 1 et l'article 358 ne s'appliquent pas si le contribuable, à une date quelconque de l'année ou de l'année suivante, cesse de résider au Canada, devient exonéré d'impôt en vertu d'une disposition de la présente partie ou, s'il ne réside pas au Canada, cesse d'y exploiter une entreprise.

1972, c. 23, a. 326; 1975, c. 22, a. 66; 1977, c. 26, a. 33.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe 1, s'applique à l'égard de toute année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière; dans la mesure où cet article réfère au mot «exigible» il s'applique à l'égard de toute année d'imposition se terminant après le 18 novembre 1974 et, dans la mesure où cet article réfère au paragraphe a de l'article 330, il s'applique à l'égard de toute année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 33).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«Un contribuable qui a, à l'égard de l'aliénation d'un bien, inclus un montant en vertu du paragraphe *a* de l'article 302*a* ou de l'article 303 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition ou pour une année antérieure peut déduire, si ce montant n'est pas exigible en totalité ou en partie avant la fin de l'année d'imposition, une provision égale à la partie du montant qui n'est pas exigible avant la fin de l'année d'imposition, sans excéder, lorsque l'aliénation a eu lieu dans une année antérieure, le montant déduit à l'égard de cette aliénation pour l'année d'imposition précédente; cette provision remplace celle qui est prévue à l'article 141.»

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 317, a. 326). Auparavant, il se lisait ainsi:

1. «Un contribuable qui a, à l'égard de l'aliénation d'un bien, inclus un montant en vertu des articles 302 à 304 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition ou pour une année antérieure peut déduire, si ce montant n'est pas recevable en totalité ou en partie avant la fin de l'année d'imposition, une provision égale à la partie du montant qui n'est pas recevable avant la fin de l'année d'imposition, sans excéder, lorsque l'aliénation a eu lieu dans une année antérieure, le montant déduit à l'égard de cette aliénation pour l'année d'imposition précédente; cette provision remplace celle qui est prévue à l'article 141.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas si le contribuable, à une date quelconque de l'année ou de l'année suivante, cesse de résider au Canada, devient exonéré d'impôt en vertu d'une disposition de la présente partie ou, s'il ne réside pas au Canada, cesse d'y exploiter une entreprise.»

Provision admise à l'égard
des frais cumulatifs
canadiens de mise en
valeur.

358. Sous réserve du paragraphe 2 de l'article 357, lorsqu'un contribuable a, en vertu du paragraphe *e* de l'article 330, inclus un montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition et que, à l'égard de l'aliénation d'un bien auquel l'article 329 ou le paragraphe *b* de l'article 331 s'applique, il a inclus un montant en vertu du paragraphe *b* de l'article 412 dans le calcul des frais visés à ce dernier article à un moment donné de cette année alors que ce dernier montant n'était pas exigible en totalité ou en partie avant la fin de l'année, il peut déduire une provision égale, dans le cas de l'année d'aliénation, au montant ainsi inclus dans le calcul de son revenu ou, dans le cas d'une année subséquente, au montant déduit à l'égard de cette aliénation dans l'année précédente, sans excéder, dans l'un ou l'autre cas, la partie du montant qui n'est pas exigible avant la fin de l'année en cause; cette provision remplace celle qui est prévue à l'article 153.

1975, c. 22, a. 67.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

CHAPITRE X

MISE EN VALEUR DES RICHESSES NATURELLES

SECTION I

RÈGLES GÉNÉRALES

«Entreprise minière».
«Entreprise pétrolière».

359. Dans le présent chapitre, l'expression «entreprise minière» désigne une activité décrite au paragraphe *a* de l'article 363 à l'égard de minéraux et aux paragraphes *b* à *e* et *g* dudit article et l'expressions «entreprise pétrolière» désigne toute autre activité y décrite; ces expressions comprennent une transaction impliquant un bien décrit aux paragraphes *a* à *f* de l'article 370 selon qu'il s'agisse respectivement d'un bien que l'on peut raisonnablement rattacher à des minéraux ou au pétrole et au gaz naturel.

1975, c. 22, a. 68.

Cet article, inséré en 1975, s'applique après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

SECTION II

ÉPUISEMENT ET FRAIS D'EXPLORATION ET DE MISE EN VALEUR

Allocations aux puits de
pétrole, ressources
minérales.

360. Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le montant déterminé en vertu des règlements à titre d'allocation à l'égard d'un puits de pétrole ou de gaz, de ressources minérales ou d'une concession forestière, ou à l'égard du traitement, au niveau du métal brut ou l'équivalent, de minerai provenant d'une ressource minérale.

Montant alloué pour partie
ou totalité.

Ces règlements peuvent allouer un montant pour une partie seulement ou pour la totalité des puits, des ressources minérales ou des opérations de traitement de minerai et le gouvernement peut prescrire une formule pour déterminer ce montant.

1972, c. 23, a. 327; 1973, c. 18, a. 12.

Cet article, modifié en 1973, par:

- l'addition dans le premier alinéa après le mot « forestière » des mots « , ou à l'égard du traitement, au niveau du métal brut ou l'équivalent de minerai provenant d'une ressource minérale »;

- le remplacement dans le deuxième alinéa des mots « totalité des puits ou des ressources minérales et le lieutenant-gouverneur en conseil » par les mots « totalité des puits, des ressources minérales ou des opérations de traitement de minerai et le lieutenant-gouverneur en conseil »;

s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 18, a. 50).

Déduction relative à une
mine de charbon exploitée
par un locataire.

361. Lorsqu'une déduction est permise en vertu de l'article 360 à l'égard d'une mine de charbon exploitée par un locataire, ce dernier peut s'entendre avec son locateur sur la partie du montant qui sera déduit par chacun d'eux, et, en cas de désaccord, le ministre peut déterminer cette partie.

1972, c. 23, a. 328.

Frais d'exploitation et de
mise en valeur.

362. Une corporation de mise en valeur peut déduire, dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, l'ensemble des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur qu'elle engage avant la fin de l'année d'imposition, dans la mesure où ils n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence de ce qui serait son revenu pour l'année d'imposition si aucune déduction n'était permise en vertu de la présente section ou des articles 395 à 405,

moins les déductions permises pour l'année en vertu des articles 367, 371, 376, 378 et 738 à 749.

1972, c. 23, a. 329; 1973, c. 17, a. 37; 1973, c. 18, a. 13; 1975, c. 22, a. 69.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «en vertu du présent chapitre ou de l'article 92 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), moins les déductions permises pour l'année en vertu des articles 334, 338, 343, 345 et 556 à 562.» par les mots «en vertu de la présente section ou des articles (395) à (405), moins les déductions permises pour l'année en vertu des articles (367), (371), (376), (378) et (738) à (749).», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Corporation de mise en valeur.

363. Une corporation de mise en valeur est, aux fins du présent chapitre, une corporation dont l'entreprise principale est:

- a) la production, le raffinage ou la mise en marché du pétrole, de ses dérivés ou de gaz naturel, ou la recherche du pétrole ou du gaz naturel par exploration ou forage;
- b) l'exploration ou l'exploitation minière;
- c) le traitement du minerai pour en extraire des métaux;
- d) une combinaison du traitement du minerai pour en extraire des métaux et du traitement des métaux extraits de ce minerai;
- e) l'affinage des métaux;
- f) l'exploitation d'un pipeline servant au transport du pétrole ou du gaz naturel; ou
- g) la production ou la mise en marché du chlorure de sodium ou de la potasse ou la fabrication, entre autres, des produits nécessitant le traitement de ces substances.

1972, c. 23, a. 330; 1975, c. 22, a. 70.

Cet article, modifié en 1975, par:

- la suppression à la fin du paragraphe e du mot «ou»;
 - le remplacement à la fin du paragraphe f du point par ce qui suit: «; ou»;
 - l'addition du paragraphe g;
- s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).*

Frais canadiens d'exploration et de mise en valeur.

364. Aux fins du présent chapitre, les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur sont les frais engagés avant le 7 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière et avant le 1^{er} avril 1975 dans le cas d'une entreprise minière et qui sont:

- a) les frais d'exploration ou de forage, y compris les frais d'études géologiques ou géophysiques générales, engagés après 1971 pour l'exploration ou le forage faits pour du pétrole ou du gaz naturel au Canada;
- b) les frais de prospection, d'exploration ou de mise en valeur engagés après 1971 dans la recherche de minéraux au Canada;
- c) le coût de tout bien minier canadien acquis par le contribuable;

d) la part du contribuable dans les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur engagés après 1971 par une association, société ou syndicat, au cours d'un exercice financier de ceux-ci, dont il était membre ou associé à la fin de cet exercice;

e) les frais engagés après 1971 par le contribuable conformément à une entente avec une corporation en vertu de laquelle entente il engage ainsi ces frais uniquement en contrepartie d'une action du capital-actions de cette corporation, ou d'une participation ou d'un droit afférents à ces actions, dans la mesure où ces frais sont engagés à titre de coût d'activités reliées aux frais visés au paragraphe a ou b ou à titre de coût d'acquisition d'un bien visé au paragraphe c; et

f) un paiement annuel fait par le contribuable pour la préservation d'un bien minier canadien ou d'un bien qui aurait été un tel bien s'il avait été acquis par lui après 1971.

1972, c. 23, a. 331; 1973, c. 17, a. 38; 1975, c. 22, a. 71.

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion après le mot «sont» des mots «les frais engagés avant le 7 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière et avant le 1^{er} avril 1975 dans le cas d'une entreprise minière», s'applique après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière et après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière; (1975, c. 22, a. 325);

- la suppression à la fin du paragraphe d du mot «et»;

- le remplacement à la fin du paragraphe e du point par ce qui suit: «; et»;

- l'addition du paragraphe f;

s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Frais non inclus.

365. Les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ne comprennent toutefois pas, aux fins du présent chapitre:

a) la contrepartie donnée pour l'acquisition de toute action, participation ou droit y afférents, sauf ce qui est prévu au paragraphe e de l'article 364; ou

b) les frais visés au paragraphe e de l'article 364 et engagés par un autre contribuable, dans la mesure où l'obligation de cet autre contribuable de supporter ces frais constituait pour ce dernier, en vertu dudit paragraphe, des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur.

1972, c. 23, a. 332; 1973, c. 17, a. 39.

Frais d'exploration ou de forage.

366. Aux fins du présent chapitre, les frais d'exploration ou de forage comprennent les frais engagés pour le forage ou la conversion d'un puits pour évacuer des résidus liquides provenant d'un puits de pétrole ou de gaz naturel ou pour injecter de l'eau ou du gaz dans le but de faciliter la récupération du pétrole ou du gaz naturel provenant d'un autre puits. Ils comprennent aussi les frais engagés pour

le forage dans le but de découvrir de l'eau ou du gaz pour injecter dans une formation de pétrole ou de gaz naturel.

1972, c. 23, a. 333; 1975, c. 22, a. 72.

Cet article, modifié en 1975, par la suppression des mots « un paiement annuel fait en vue de la préservation d'un bien minier canadien ou étranger et », s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Frais relatifs à certaines productions de chlorure de sodium.

367. Une corporation qui n'est pas visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 363, dont l'activité principale consiste à produire ou à mettre en marché du chlorure de sodium ou de la potasse ou qui fabrique, entre autres, des produits nécessitant le traitement de ces substances peut déduire dans le calcul de son revenu les frais d'exploration ou de forage qu'elle a engagés avant le 7 mai 1974 à la recherche d'halite ou de sylvine.

1972, c. 23, a. 334; 1975, c. 22, a. 73.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du mot « et » après les mots « frais d'exploration » par le mot « ou »;
- par l'insertion après le mot « engagés » des mots « avant le 7 mai 1974 »;
s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Cas d'un contribuable autre qu'une corporation de mise en valeur.

368. Un contribuable autre qu'une corporation de mise en valeur peut déduire dans le calcul de son revenu l'ensemble des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur qu'il engage, dans la mesure où ils n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence du montant calculé en vertu de l'article 369.

1972, c. 23, a. 335.

Maximum de la déduction permise à l'article 368.

369. Le montant qui peut être déduit en vertu de l'article 368 ne doit pas excéder le montant par lequel le plus élevé des montants suivants excède la déduction permise par la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) à l'égard des frais d'exploration et de mise en valeur:

a) le montant que le contribuable peut réclamer, jusqu'à concurrence de 20 pour cent de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 368, ou

b) l'excédent, sur l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 357 à l'égard d'un bien visé au paragraphe *a* ou *c* de l'article 328 ou en vertu de l'article 358, du total, avant toute déduction en vertu des articles 360 et 361, de:

i. son revenu pour l'année d'imposition qui peut raisonnablement

être attribué à la production de pétrole ou de gaz naturel provenant d'un puits situé au Canada, ou à la production de minéraux provenant d'une mine y située ainsi que celui qui provient de redevances afférentes à la production d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une mine, au Canada, et

ii. l'ensemble des montants inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes *b*, *d* ou *e* de l'article 330, mais dans la mesure où le paragraphe *b* dudit article réfère à l'article 357, seuls les montants déduits en vertu dudit article 357 pour l'année d'imposition précédente à l'égard de l'aliénation d'un bien visé aux paragraphes *a*, *c* ou *d* de l'article 328 peuvent être pris en considération.

1972, c. 23, a. 336; 1973, c. 17, a. 40; 1973, c. 18, a. 14; 1975, c. 22, a. 74; 1977, c. 26, a. 34.

Cet article, modifié en 1977, par:

- le remplacement dans le paragraphe *b* des mots «l'excédent, sur les provisions déduites dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 326 et 326 *a*, du total, avant toute déduction en vertu des articles 327 et 328, de:» par les mots «l'excédent, sur l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article (357) à l'égard d'un bien visé au paragraphe *a* ou *c* de l'article (328) ou en vertu de l'article (358), du total, avant toute déduction en vertu des articles (360) et (361), de:»;

- le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *b* qui auparavant se lisait ainsi:

«tout montant dont les paragraphes *b*, *c*, *d* ou *e* de l'article 302*a* exigent l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année.»;

s'applique à l'égard de toute année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1977, c. 26, a. 34).

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe *b* des mots «le total, avant toute déduction en vertu des articles 327 et 328 et de l'article 92 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), de:» par les mots «l'excédent, sur les provisions déduites dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 326 et 326*a*, du total, avant toute déduction en vertu des articles 327 et 328, de:»;

- le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe *b* qui auparavant se lisait ainsi:

«l'ensemble de tous les montants relatifs à un bien minier canadien ou à un bien, lui appartenant le 31 décembre 1971, visé aux paragraphes *a* à *f* de l'article 337 qu'il a aliéné, égal à l'excédent du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 302 à 304 sur le montant qui en est déduit pour l'année en vertu de l'article 326.»;

s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Bien minier canadien.

370. Aux fins du présent chapitre, un bien minier canadien d'un contribuable est tout bien acquis après 1971 qui est:

a) un droit, permis ou privilège d'exploration, de forage ou

d'extraction au Canada de pétrole, de gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés;

b) un droit, permis ou privilège de prospection, d'exploration, de forage ou d'extraction de minéraux dans une ressource minérale au Canada;

c) un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada;

d) un loyer ou une redevance calculés en fonction du volume ou de la valeur de la production d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une ressource minérale situés au Canada;

e) un immeuble situé au Canada dont la principale valeur dépend de son contenu en matières minérales, sauf un bien amortissable se trouvant en surface de cet immeuble ou utilisé ou devant être utilisé dans le cadre de l'extraction ou du prélèvement de minéraux provenant de cet immeuble; et

f) un droit ou intérêt afférents à des biens visés à l'un ou l'autre des paragraphes a à e, autres qu'un bien d'une fiducie, y compris le droit de recevoir le produit de l'aliénation de tels biens.

1972, c. 23, a. 337; 1975, c. 22, a. 75.

Cet article, modifié en 1975, par l'addition à la fin du paragraphe f des mots « , autres qu'un bien d'une fiducie, y compris le droit de recevoir le produit de l'aliénation de tels biens », s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes sauf que cet article ne s'applique pas à un droit ou à un intérêt dans un bien d'une fiducie acquis avant le 19 novembre 1974 à l'égard duquel une déduction a été réclamée pour une année d'imposition se terminant avant 1976 en vertu des articles (362) à (394) ou (408) à (416). (1975, c. 22, a. 298).

Déduction des frais
étrangers d'exploration et
de mise en valeur.

371. Un contribuable qui réside au Canada durant toute une année d'imposition, peut déduire, dans le calcul de son revenu pour cette année, l'ensemble des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur qu'il a engagés avant la fin de l'année d'imposition, dans la mesure où ils n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence du montant calculé en vertu de l'article 374.

1972, c. 23, a. 338; 1975, c. 22, a. 76.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu l'ensemble », par les mots « Un contribuable qui réside au Canada durant toute une année d'imposition, peut déduire, dans le calcul de son revenu pour cette année, l'ensemble », s'applique à l'égard d'une année d'imposition commençant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 318).

Frais étrangers
d'exploration et de mise en
valeur.

372. Aux fins du présent chapitre, les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur sont les frais engagés, après 1971, qui seraient visés aux paragraphes a à d et f de l'article 364 si on rempla-

çait les mots «au Canada» et «canadien» par les mots «hors du Canada» et «étranger».

1972, c. 23, a. 339; 1975, c. 22, a. 77.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après la lettre «d» des mots «et f», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Bien minier étranger.

373. Aux fins du présent chapitre, un bien minier étranger est un bien qui serait visé aux paragraphes *a* à *f* de l'article 370 si on remplaçait les mots «au Canada» et «canadien» par les mots «hors du Canada» et «étranger».

1972, c. 23, a. 340.

Maximum de la déduction.

374. Le montant prévu à l'article 371 ne doit pas excéder le plus élevé des montants suivants, diminué des déductions permises pour l'année en vertu de l'article 380:

a) le montant que le contribuable peut réclamer, jusqu'à concurrence de 10 pour cent de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 371, ou

b) le total de:

i. son revenu pour l'année d'imposition qui peut raisonnablement être attribué à la production de pétrole ou de gaz naturel provenant d'un puits situé hors du Canada, ou à la production de minéraux provenant d'une mine située hors du Canada ainsi que celui qui provient de redevances afférentes à la production d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une mine, hors du Canada, et

ii. l'ensemble de chaque montant relatif à un bien minier étranger, ou à un bien décrit au paragraphe *e* de l'article 328, qu'il a aliéné, égal à l'excédent du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 330 ou de l'article 331 sur le montant qui en est déduit pour la même année en vertu de l'article 357.

1972, c. 23, a. 341; 1973, c. 17, a. 41; 1973, c. 18, a. 15; 1975, c. 22, a. 78; 1977, c. 26, a. 35.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe b, s'applique après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 35).

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:

«l'ensemble de chaque montant relatif à un bien minier étranger, ou à un bien décrit au paragraphe *e* de l'article 301a auquel s'applique l'article 304, qu'il a aliéné, égal à l'excédent du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 302a ou de l'article 303 sur le montant qui en est déduit pour la même année en vertu de l'article 326.»

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe *b* des mots «le total, avant toute déduction en vertu de l'article 92 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24), de:» par les mots «le total de:»;

- le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe b qui auparavant se lisait ainsi:

«l'ensemble de chaque montant relatif à un bien minier étranger, ou à un bien lui appartenant le 31 décembre 1971, qui serait visé aux paragraphes a à f de l'article 337, si les mots «au Canada» étaient remplacés par les mots «hors du Canada», qu'il a aliénés, égal à l'excédent du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 302 à 304 sur le montant qui en est déduit pour la même année en vertu de l'article 326»;

s'applique à l'égard d'une année d'imposition commençant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 318).

Vendeurs de droits, permis ou privilèges d'exploration.

375. Les articles 329 à 332, 357, 358, 368, 369, 371, 374 et 395 à 418 ne s'appliquent pas à un contribuable qui n'est pas une corporation de mise en valeur si l'entreprise de ce contribuable comprend le commerce de droits, permis ou privilèges d'exploration, de forage ou d'extraction relatifs aux minéraux, au pétrole, au gaz naturel ou à d'autres hydrocarbures apparentés.

1972, c. 23, a. 342; 1975, c. 22, a. 79.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «Les articles 302 à 304, 326, 335, 336, 338 et 341 ne s'appliquent pas à un» par les mots «Les articles (329) à (332), (357), (358), (368), (369), (371), (374) et (395) à (418) ne s'appliquent pas à un», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Corporation qui acquiert une autre corporation.

376. Une corporation qui acquiert après 1971, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée à l'article 544, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, utilisés dans l'entreprise de cette dernière au Canada, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année l'ensemble des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur de la corporation acquise jusqu'à concurrence du montant calculé en vertu de l'article 377 et seulement dans la mesure où ces frais n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul du revenu de l'une ou l'autre de ces corporations pour une année d'imposition antérieure ni dans celui de la corporation acquise pour l'année d'imposition de l'acquisition, mais auraient été admissibles dans celui de la corporation acquise pour l'année d'imposition de l'acquisition si son revenu avait été alors suffisant.

1972, c. 23, a. 343; 1973, c. 18, a. 16; 1975, c. 22, a. 80.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «Une corporation de mise en valeur qui acquiert, après 1971, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation de mise en valeur, utilisés dans l'entreprise principale de cette» par les mots «Une corporation qui acquiert après 1971, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée à l'article (544), la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, utilisés dans l'entreprise de cette», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Limites quant aux frais
visés à l'article 376.

377. Le montant des frais visés à l'article 376 ne doit pas excéder la partie du revenu, avant toute déduction en vertu de la présente section, de l'article 400 ou de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) à l'égard du présent article, autre que celles qui sont expressément permises aux fins des frais d'exploration et de mise en valeur par les règlements adoptés en vertu de ladite loi et autre que celles prévues pour l'année en vertu des articles 367, 378 et 738 à 749, qui peut raisonnablement être attribuée à la production de puits ou de mines situés au Canada sur lesquels la corporation de qui ils ont été acquis avait, immédiatement avant l'acquisition, un droit d'extraction.

1972, c. 23, a. 344; 1975, c. 22, a. 81.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement des mots «du présent chapitre» par les mots «de la présente section, de l'article (400)»;

- le remplacement du chiffre «562» par le chiffre «(749)»;

s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Corporation acquise
successivement par d'autres
corporations.

378. Une corporation qui acquiert après 1971, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée à l'article 544, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, ci-après appelée «premier acquéreur», qui utilisait ces biens dans son entreprise au Canada et qui avait elle-même acquis ces biens d'une autre corporation selon l'article 376, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année l'ensemble des frais déterminés en vertu de l'article 376 dans le calcul du revenu du premier acquéreur pour une année d'imposition antérieure dans la mesure où ces frais n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul du revenu de toute corporation pour une année d'imposition antérieure ni dans celui du premier acquéreur pour l'année d'imposition de l'acquisition mais auraient été admissibles, n'eût été l'article 377, dans celui du premier acquéreur pour l'année d'imposition de l'acquisition si son revenu avait alors été suffisant.

Maximum de la déduction.

Cette déduction ne doit pas excéder la partie du revenu déterminée à l'article 377 en y enlevant la référence au présent article.

1972, c. 23, a. 345; 1973, c. 18, a. 18; 1975, c. 22, a. 82.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «Une corporation de mise en valeur qui acquiert après 1971 la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation de mise en valeur, ci-après appelée «premier acquéreur» qui utilisait ces biens dans son entreprise au Canada et qui avait elle-même acquis ces biens d'une autre corporation de mise en valeur» par les mots «Une corporation qui acquiert après 1971, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée à l'article (544), la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, ci-après appelée «premier acquéreur», qui utilisait ces biens dans son entreprise au Canada et qui avait elle-même acquis ces biens d'une autre corporation», s'applique

à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Corporation acquise en vertu des articles 376 ou 378.

379. La corporation de qui sont acquis des biens en vertu des articles 376 ou 378 ne peut déduire les frais d'exploration et de mise en valeur inclus dans l'ensemble mentionné auxdits articles dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition subséquente à celle pendant laquelle les biens ont été acquis.

1972, c. 23, a. 346; 1975, c. 22, a. 83.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « La corporation de mise en valeur » par les mots « La corporation », s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Interprétation.

380. Une corporation canadienne peut également déduire les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur qui seraient admissibles en déduction en vertu des articles 376 à 379, selon le cas, si lesdits articles contenaient les modifications suivantes:

a) les mots « au Canada » et « canadiens » sont remplacés par les mots « hors du Canada » et « étrangers », selon le cas;

b) l'article 377 se lit sans tenir compte de l'expression « ou de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) à l'égard du présent article, autre que celles qui sont expressément permises aux fins des frais d'exploration et de mise en valeur par les règlements adoptés en vertu de ladite loi et » et comme si le renvoi à l'article 378, lorsqu'il s'applique, était un renvoi au présent article dans la mesure où ce dernier s'applique à une corporation qui acquiert un bien d'un premier acquéreur; et

c) dans le cas de l'article 378, les références aux articles 376 et 377 sont des références à ces articles tels qu'ils doivent se lire après les modifications apportées au présent article.

1972, c. 23, a. 347; 1972, c. 26, a. 47; 1973, c. 17, a. 43; 1973, c. 18, a. 19; 1975, c. 22, a. 84.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Une corporation de mise en valeur visée aux articles 343 et 345 peut également déduire les frais étrangers d'exploration ou de mise en valeur qu'elle a engagés et les article 343 à 346, selon le cas, s'appliquent avec les modifications suivantes:

a) les mots « au Canada » et « canadiens » sont remplacés par les mots « hors du Canada » et « étrangers », selon le cas;

b) l'article 344 se lit comme si l'expression « Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) à l'égard du présent article » signifiait un renvoi à l'article 92 de ladite loi; il se lit aussi sans tenir compte de l'expression « autre que celles qui sont expressément permises aux fins des frais d'exploration et de mise en valeur par les règlements adoptés en vertu de ladite loi » et comme si le renvoi à l'article 345, lorsqu'il s'applique, était un renvoi au présent article dans la mesure où ce dernier s'applique à une corporation qui acquiert un bien d'un premier

acquéreur; et

c) dans le cas de l'article 345, les références aux articles 343 et 344 sont des références à ces articles tels qu'ils doivent se lire après les modifications apportées au présent article. ».

Choix relatif à une
corporation d'exploration
en participation.

381. Une corporation d'exploration en participation peut, conformément à l'article 383, choisir dans la forme prescrite, dans une année d'imposition, de renoncer en faveur d'une corporation actionnaire à une partie convenue de l'ensemble des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur engagés avant la fin de l'année d'imposition, dans la mesure où cet ensemble dépasse le montant admissible à ce titre en vertu de l'article 362 dans le calcul du revenu de la corporation d'exploration en participation pour une année d'imposition antérieure.

1972, c. 23, a. 348.

Corporation d'exploration
en participation.

382. Une corporation d'exploration en participation est une corporation de mise en valeur n'ayant jamais eu plus de dix actionnaires exclusion faite de tout particulier détenant une action à la seule fin d'acquérir la qualité d'administrateur.

1972, c. 23, a. 349.

Règles applicables au choix
visé à l'article 381.

383. 1. Le choix visé à l'article 381 ne peut être exercé que si la corporation en faveur de qui il est fait a été actionnaire de la corporation d'exploration en participation pendant toute la période, et a payé à la corporation un montant à l'égard des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur que cette dernière a engagés au Canada.

2. Lorsqu'un choix est ainsi exercé, cette partie des frais visée à l'article 381 est aux fins des articles 362 ou 368 réputée avoir été engagée au Canada par la corporation actionnaire dans l'année d'imposition pendant laquelle le choix est exercé et la corporation d'exploration en participation doit soustraire cette partie des frais de l'ensemble de ses frais canadiens d'exploration et de mise en valeur visés audit article 381.

3. La partie convenue par ces corporations ne peut dépasser ce montant payé par la corporation actionnaire durant la période moins l'ensemble des montants auquel la corporation d'exploration en participation a déjà renoncé en vertu des articles 381, 406 ou 417 en faveur de la corporation actionnaire.

1972, c. 23, a. 350; 1973, c. 17, a. 44; 1975, c. 22, a. 85; 1977, c. 26, a. 36.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le paragraphe 3 des mots

«auquel la corporation d'exploration en participation a déjà renoncé en vertu de l'article 348 en faveur de la corporation actionnaire.» *par les mots* «auquel la corporation d'exploration en participation a déjà renoncé en vertu des articles (381), (406) ou (417) en faveur de la corporation actionnaire.», *s'applique soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière.* (1977, c. 26, a. 36).

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe 1, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«Le choix visé à l'article 348 ne peut être exercé que si la corporation en faveur de qui il est fait a été actionnaire de la corporation d'exploration en participation pendant toute la période et a payé à la corporation un montant à l'égard des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur que cette dernière a engagés au Canada.».

Corporation dont le
contrôle est acquis après
1971.

384. Lorsqu'une corporation dont le contrôle est acquis après 1971, entre le moment où elle a cessé d'exploiter activement son entreprise et celui où elle recommence à le faire, par une personne agissant seule ou conjointement avec d'autres avec lesquelles elle a un lien de dépendance, les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, les frais cumulatifs canadiens d'exploration, les frais cumulatifs canadiens de mise en valeur et les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur qu'elle a engagés avant la reprise de son exploitation active sont réputés avoir été, à toutes fins, admissibles en déduction ou déduits, selon le cas, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition se terminant avant l'acquisition de son contrôle par ces personnes, si ces dernières n'en avaient pas le contrôle au moment où la corporation a cessé d'exploiter activement son entreprise.

1972, c. 23, a. 351; 1975, c. 22, a. 86.

Cet article, modifié en 1975, par:

- *le remplacement des mots* «frais d'exploration et de mise en valeur» *par les mots* «frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, les frais cumulatifs canadiens d'exploration, les frais cumulatifs canadiens de mise en valeur et les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur»;

- *l'insertion après le mot* «admissibles» *des mots* «en déduction ou déduits, selon le cas,»;

s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Montant à déduire.

385. Un contribuable doit déduire, dans le calcul des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, tout montant qui lui est versé, avant le 7 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière ou avant le 1^{er} avril 1975 dans le cas d'une entreprise minière, à titre de subside, d'octroi ou d'assistance en vertu d'une loi du Canada, dans la mesure prévue par les règlements.

Inclusion. Il peut cependant inclure tout montant qu'il verse après 1971, mais avant le 7 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière ou avant le 1^{er} avril 1975 dans le cas d'une entreprise minière, en vertu d'une telle loi du Canada, sauf l'intérêt.

1972, c. 23, a. 352; 1972, c. 26, a. 48; 1975, c. 22, a. 87.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'un montant à recevoir ou payable par un contribuable après 1971. (1975, c. 22, a. 291).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Un contribuable doit déduire, dans le calcul des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, tout montant qui lui est versé à titre de subside, d'octroi ou d'assistance en vertu d'une loi du Canada; dans la mesure prévue par les règlements.

Il peut cependant inclure tout montant qu'il verse après 1971 en vertu d'une telle loi du Canada, sauf l'intérêt. ».

Recouvrement de frais
d'exploration et de mise en
valeur.

386. Sauf disposition contraire expresse dans la présente partie, un contribuable doit, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration, déduire en vertu du paragraphe *b* de l'article 399 le montant qui, à un moment donné d'une année d'imposition, devient recevable par lui à la suite d'une opération effectuée après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, en contrepartie de services rendus ou d'un bien cédé par lui, si on peut raisonnablement considérer que le coût original des services ou du bien constituait principalement pour lui des frais canadiens d'exploration, ou des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou aurait constitué de tels frais si le contribuable les avait engagés après 1971 et avant le 7 mai 1974 ou avant le 1^{er} avril 1975, selon le cas.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 328).

Recouvrement de frais
d'exploration et de mise en
valeur.

387. Sauf disposition contraire expresse dans la présente partie, un contribuable doit, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur, déduire en vertu du paragraphe *c* de l'article 412 le montant qui, à un moment donné d'une année d'imposition, devient recevable par lui dans les circonstances décrites à l'article 386 si on peut raisonnablement considérer que le coût original des services ou du bien y visés constituait principalement pour lui des frais canadiens de mise en valeur.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 328).

Recouvrement des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur.

388. Un contribuable doit, dans le calcul de ses frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, déduire le montant qui, à un moment donné d'une année d'imposition, devient recevable par lui à la suite d'une opération effectuée après le 6 mai 1974 en contrepartie de services rendus ou d'un bien cédé par lui, si on peut raisonnablement considérer que le coût original des services ou du bien y visés constituait principalement pour lui des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, ou aurait constitué de tels frais s'il les avait engagés après 1971.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Frais réputés être nuls.

389. Les frais étrangers d'exploration et de mise en valeur d'un contribuable sont réputés être nuls au moment visé à l'article 388 lorsqu'un montant est inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe c de l'article 330.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Restriction.

390. Les articles 386 et 387 ne s'appliquent pas à un bien décrit au paragraphe a, c ou d de l'article 328 ni à une participation ou à un droit y afférent et l'article 388 ne s'applique pas à un bien minier étranger ou à un bien qui aurait été un tel bien s'il avait été acquis après 1971.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 328).

Recouvrement lors de l'unification d'un champ de pétrole.

391. Un contribuable doit, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration, déduire en vertu du paragraphe b de l'article 399 le montant qui, à un moment donné après le 6 mai 1974, devient recevable par lui d'une personne avec laquelle il a conclu une entente pour unifier un champ de pétrole ou de gaz au Canada à l'égard des frais canadiens d'exploration, ou des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais qui auraient constitué de tel frais s'il les avait engagés après 1971 et avant le 7 mai 1974, que le contribuable a engagés à l'égard de tout ou d'une partie de ce champ.

Par ailleurs, la personne qui doit payer ce montant doit, dans le

calcul de ses frais canadiens d'exploration, l'inclure à ce moment en vertu du paragraphe *b* de l'article 395.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Recouvrement lors de
l'unification d'un champ de
pétrole.

392. Un contribuable doit, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur, déduire en vertu du paragraphe *c* de l'article 412 le montant qui, à un moment donné après le 6 mai 1974, devient recevable par lui d'une personne avec laquelle il a conclu une entente pour unifier un champ de pétrole ou de gaz au Canada à l'égard des frais canadiens de mise en valeur que le contribuable a engagés à l'égard de tout ou d'une partie de ce champ.

Par ailleurs, la personne qui doit payer ce montant doit, dans le calcul de ses frais canadiens de mise en valeur, l'inclure à ce moment en vertu du paragraphe *a* de l'article 408.

1975, c. 22, a. 88.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Une même déduction n'est
admise qu'une fois.

393. Le contribuable, qui a engagé une dépense ou fait un déboursé à l'égard duquel une déduction est permise par plus d'une disposition du présent chapitre, ne peut les déduire qu'une fois, et ce en vertu de la disposition qu'il choisit.

1972, c. 23, a. 353; 1975, c. 22, a. 89.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «des frais dont la» par les mots «une dépense ou fait un déboursé à l'égard duquel une», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Montants réputés
admissibles en vertu du
présent chapitre.

394. Aux fins de l'article 28, toute somme admissible en déduction en vertu de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts à l'égard du présent chapitre est réputée admissible en vertu du présent chapitre.

1972, c. 23, a. 354.

SECTION III

FRAIS CANADIENS D'EXPLORATION

«Frais canadiens
d'exploration».

395. Aux fins du présent chapitre, les frais canadiens d'exploration d'un contribuable signifient un déboursé fait ou une dépense engagée, ou réputé l'être, après le 6 mai 1974 dans le cas d'une

entreprise pétrolière ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, dans la mesure où ce déboursé ou cette dépense constitue:

a) des frais, y compris les frais d'études géologiques, géophysiques ou géochimiques, qui ne sont pas visés au paragraphe *b* et qu'il engage pour déterminer l'existence, la location, l'étendue ou la qualité d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel au Canada, autre qu'une ressource minérale;

b) des frais de forage d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, de construction d'une voie d'accès temporaire au puits ou de préparation de l'emplacement à l'égard du puits, qu'il a engagés dans l'année ou dans une année précédente et qu'il a inclus dans le calcul de ses frais canadiens de mise en valeur pour une année d'imposition précédente, lorsque le forage du puits est terminé dans les six mois de la fin de l'année et que:

i. il est déterminé qu'il s'agit du premier puits susceptible de production en quantité commerciale à même une nappe de pétrole ou de gaz naturel dont l'existence était jusqu'alors inconnue, à l'exception d'une ressource minérale, ou

ii. il est raisonnable de s'attendre à ce que le puits ne puisse atteindre le stade de production en quantité commerciale dans les douze mois suivant son parachèvement;

c) des frais qu'il a engagés pour déterminer l'existence, la location, l'étendue ou la qualité d'une ressource minérale au Canada, y compris ceux engagés pendant la prospection, les études géologiques, géophysiques ou géochimiques, le forage et le creusage de tranchées ou de trous d'exploration ou l'échantillonnage préliminaire, à l'exception de tout frais canadien de mise en valeur ou d'une dépense que l'on peut raisonnablement relier à une mine qui a atteint le stade de production en quantité commerciale raisonnable ou à une extension réelle ou éventuelle d'une telle mine, que le contribuable en soit le propriétaire ou non;

d) sa part des frais décrits aux paragraphes *a* à *c* et engagés par une association, une société ou un syndicat au cours d'un exercice financier de cette association, société ou syndicat dont il était membre ou associé à la fin de cet exercice; ou

e) des frais décrits aux paragraphes *a* à *c* et engagés par lui conformément à une entente avec une corporation en vertu de laquelle entente il engage ainsi ces frais uniquement en contrepartie d'une action du capital-actions de cette corporation, ou d'une participation ou d'un droit afférent à cette action.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Restriction. **396.** Les frais canadiens d'exploration ne comprennent toutefois

pas une contrepartie donnée par le contribuable pour une action, ou pour une participation ou un droit y afférent, sauf tel que prévu au paragraphe *e* de l'article 395, ni des frais décrits audit paragraphe et engagés par un autre contribuable dans la mesure où ils constituent pour ce dernier des frais canadiens d'exploration en vertu dudit paragraphe ou des frais canadiens de mise en valeur en vertu du paragraphe *e* de l'article 408.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Frais canadiens
d'exploration non réduits
dans les cas d'aide ou
assistance.

397. Lorsqu'un contribuable a reçu ou est en droit de recevoir après le 25 mai 1976 une aide ou un avantage d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, à l'égard de ses frais canadiens d'exploration, que ce soit sous forme de subvention, de prime, de prêt à remboursement conditionnel, de déduction de redevances ou d'impôt, d'allocation d'investissement ou sous toute autre forme, les frais visés aux paragraphes *a* à *e* de l'article 395 ne sont pas réduits du montant de cette aide ou de cet avantage.

1977, c. 26, a. 37.

Cet article, inséré en 1977, s'applique après toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 37).

«Frais cumulatifs canadiens
d'exploration».

398. Aux fins du présent chapitre, les frais cumulatifs canadiens d'exploration d'un contribuable, à un moment quelconque, signifient l'excédent, sur l'ensemble décrit à l'article 399, de l'ensemble:

a) des frais visés à l'article 395 et engagés par le contribuable avant ce moment;

b) de chaque montant dont le paragraphe *d* de l'article 330 exige l'inclusion dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin avant ce moment;

c) de chaque montant, sauf l'intérêt, qu'il verse après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant ce moment à titre de remboursement de subside, d'octroi ou d'assistance reçu avant le 25 mai 1976 en vertu d'une loi prescrite à l'égard de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais canadiens d'exploration; et

d) de chaque montant décrit au paragraphe *b* de l'article 399 qui, selon la preuve qu'il en apporte, est devenu une mauvaise créance avant ce moment.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 38.

*Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe *c*, s'applique à toute*

année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 38).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«de chaque montant, sauf l'intérêt, qu'il verse après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant ce moment à titre de remboursement de subside, d'octroi ou d'assistance reçu en vertu d'une loi prescrite à l'égard de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais canadiens d'exploration; et».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Montants à déduire des
frais cumulatifs canadiens
d'exploration.

399. Les montants qui doivent être déduits dans le calcul des frais cumulatifs canadiens d'exploration d'un contribuable au moment visé à l'article 398 sont l'ensemble:

a) de chaque montant déduit ou admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin avant ce moment à l'égard de tels frais;

b) de chaque montant qui, avant ce moment, devient recevable par lui et qui doit être déduit dans le calcul de ces frais en vertu du présent paragraphe aux termes des articles 386 ou 391;

c) de chaque montant qui lui est versé après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant le 25 mai 1976 à titre de subside, d'octroi ou d'assistance reçu en vertu d'une loi, à l'égard de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais canadiens d'exploration, dans la mesure prévue par les règlements; et

d) de chaque montant reçu par le contribuable avant ce moment à l'égard d'une créance visée au paragraphe d de l'article 398.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 39.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe c, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 39).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«de chaque montant qui lui est versé après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant ce moment à titre de subside, d'octroi ou d'assistance reçu en vertu d'une loi, à l'égard de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais canadiens d'exploration, dans la mesure prévue par les règlements; et».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Déductions par une
corporation de mise en
valeur ou par un
contribuable exerçant une
entreprise minière.

400. Une corporation de mise en valeur ou tout autre contribuable exerçant une entreprise minière doit déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, ses frais cumulatifs canadiens d'exploration à la fin de l'année jusqu'à concurrence de ce qui serait son revenu pour l'année si aucune déduction n'était permise en vertu du présent article et des articles 360 et 361, moins les

déductions permises pour l'année en vertu des articles 362 à 394, 402 à 405 et 738 à 749.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Déductions pour autres
contribuables.

401. Un contribuable non visé à l'article 400 peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant n'excédant pas l'ensemble:

a) du moindre:

i. de l'excédent de ses frais canadiens d'exploration engagés après le 25 mai 1976 et avant le 1^{er} juillet 1979 sur l'ensemble de tous les montants déduits en vertu du présent paragraphe pour une année d'imposition précédente, ou

ii. du montant de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration à la fin de l'année; et

b) du moindre:

i. de l'excédent de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration à la fin de l'année sur le montant déterminé au sous-paragraphe i du paragraphe a, ou

ii. du plus élevé de 30 pour cent de l'excédent visé au sous-paragraphe i ou du montant déterminé au paragraphe b de l'article 369.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 40.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 40).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Un contribuable non visé à l'article 354e peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant n'excédant pas 30 pour cent de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration à la fin de l'année.»

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Frais canadiens
d'exploration d'une
corporation acquise.

402. Une corporation qui acquiert après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée à l'article 544, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, utilisés dans l'entreprise de cette dernière au Canada, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année, si elle est une corporation à laquelle l'article 400 s'applique, les frais cumulatifs canadiens d'exploration de la corporation acquise ou, si elle n'est pas une telle corporation, un montant n'excédant pas 30 pour cent de ces frais, jusqu'à concurrence du montant calculé en vertu de l'article 404 et seulement dans la mesure où ces frais étaient admissibles en déduction et n'ont pas été déduits dans le calcul du

revenu de l'une ou l'autre corporation pour une année antérieure ni dans celui de la corporation acquise pour l'année d'imposition, mais auraient été admissibles en déduction et n'ont pas été déduits dans celui de la corporation acquise pour l'année d'imposition de l'acquisition.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Frais canadiens
d'exploration d'une seconde
corporation acquise.

403. Une corporation qui acquiert après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée à l'article 544, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, ci-après appelée «premier acquéreur», qui utilisait ces biens dans son entreprise au Canada et qui avait elle-même acquis ces biens d'une autre corporation selon l'article 402, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année, si elle est une corporation à laquelle l'article 400 s'applique, les frais déterminés en vertu de l'article 402 dans le calcul du revenu du premier acquéreur pour une année d'imposition antérieure ou, si elle n'est pas une telle corporation, un montant n'excédant pas 30 pour cent de ces frais, jusqu'à concurrence du montant déterminé à l'article 404 et seulement dans la mesure où ces frais n'étaient pas admissibles en déduction ou déduits, selon le cas, dans le calcul du revenu de toute corporation pour une année d'imposition antérieure ni dans celui du premier acquéreur pour l'année d'imposition de l'acquisition mais auraient été admissibles en déduction dans celui du premier acquéreur pour l'année d'imposition de l'acquisition, n'eut été de l'article 404.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Limite de la déduction.

404. Le montant des frais visés à l'article 402 ou 403, selon le cas, ne doit pas excéder la partie du revenu, avant toute déduction en vertu de la présente section, des articles 360 et 361 ou de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) à l'égard du présent article, autres que celles qui sont expressément permises aux fins des frais d'exploration et de mise en valeur par les règlements adoptés en vertu de ladite loi et autres que celles prévues pour l'année par les articles 362 à 394, 408 à 415 et 738 à 749, qui peut raisonnablement être attribuée à la production de puits ou de mines situés au Canada sur lesquels la corporation de qui ils ont été

acquis avait, immédiatement avant l'acquisition, un droit d'extraction.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Restriction. **405.** La corporation de qui sont acquis des biens en vertu des articles 402 ou 403 ne peut déduire les frais cumulatifs canadiens d'exploration mentionnés auxdits articles dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition subséquente à celle pendant laquelle les biens ont été acquis.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Choix. **406.** Une corporation d'exploration en participation, au sens de l'article 382, peut faire le choix mentionné à l'article 381 en faveur d'une corporation actionnaire à l'égard d'une partie convenue de l'ensemble de ses frais canadiens d'exploration engagés durant une période précédant la fin de l'année d'imposition dans la mesure où cet ensemble dépasse le montant admissible en déduction en vertu de l'article 400 ou déduit en vertu de l'article 401 dans le calcul du revenu de la corporation d'exploration en participation pour une année d'imposition antérieure; les paragraphes 1 et 3 de l'article 383 s'appliquent *mutatis mutandis* à ce choix.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Frais réputés engagés au Canada.

407. Lorsqu'un choix est fait en vertu de l'article 406, cette partie des frais y visée est aux fins de l'article 395 réputée avoir été engagée au Canada par la corporation actionnaire dans l'année d'imposition pendant laquelle le choix est exercé et la corporation d'exploration en participation doit, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration, déduire cette partie en vertu du paragraphe *a* de l'article 399.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

SECTION IV

FRAIS CANADIENS DE MISE EN VALEUR

«Frais canadiens de mise en valeur».

408. Aux fins du présent chapitre, les frais canadiens de mise en valeur d'un contribuable signifient un déboursé fait ou une dépense engagée, ou réputé l'être, après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, dans la mesure où ce déboursé ou cette dépense constitue:

a) des frais engagés par lui:

i. dans le forage ou la conversion d'un puits au Canada pour évacuer des résidus liquides provenant d'un puits de pétrole ou de gaz naturel;

ii. dans le forage d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, la construction d'une voie d'accès temporaire au puits ou la préparation de l'emplacement à l'égard du puits, dans la mesure où il ne s'agit pas de frais canadiens d'exploration;

iii. dans le forage ou la conversion d'un puits au Canada pour injecter de l'eau ou du gaz dans le but de faciliter la récupération du pétrole ou du gaz naturel provenant d'un autre puits; ou

iv. dans le forage dans le but de découvrir de l'eau ou du gaz au Canada pour injecter dans une formation de pétrole ou de gaz naturel;

b) des frais engagés par lui pour amener une ressource minérale au Canada au stade de production et engagés avant que cette ressource n'atteigne le stade de production en quantité commerciale, y compris pour le défrichement, le déblaiement et l'enlèvement des couches de surface, le fonçage d'un puits de mine et la construction d'une galerie d'accès ou d'une autre entrée souterraine;

c) nonobstant l'article 144, le coût pour le contribuable d'un bien minier canadien, à l'exclusion d'un paiement fait à une personne visée à l'article 90 pour la préservation des droits d'un contribuable à l'égard d'un bien minier canadien ou d'un bien qui l'aurait été s'il avait été acquis après 1971 et d'un paiement auquel s'applique l'article 144 et que l'on peut raisonnablement relier à la production au Canada de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés, de métaux ou de minéraux jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, provenant d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une ressource minérale situé au Canada sur lequel le contribuable avait alors un droit d'extraction;

d) sa part des frais décrits aux paragraphes a à c et engagés par une association, une société ou un syndicat, au cours d'un exercice financier de cette association, société ou syndicat dont il était membre ou associé à la fin de cet exercice; ou

e) des frais décrits aux paragraphes a à c et engagés par lui conformément à une entente avec une corporation en vertu de la-

quelle entente il engage ainsi ces frais uniquement en contrepartie d'une action du capital-actions de cette corporation, ou d'une participation ou d'un droit afférent à cette action.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 41.

Cet article, modifié en 1977, par:

- *la suppression d'un paragraphe qui auparavant se lisait ainsi:*

«le coût pour le contribuable d'un bien minier canadien qu'il a acquis d'une personne autre qu'une personne visée à l'article 81c;»;

- *par le remplacement du paragraphe (c), qui auparavant se lisait ainsi:*

«nonobstant l'article 132a, un déboursé fait ou une dépense engagée par lui qui peut raisonnablement être considéré comme un montant à recevoir par une personne visée à l'article 81c, s'il s'agit du premier montant ainsi à recevoir de la part du contribuable ou d'une personne à laquelle il est lié à l'égard d'un droit, permis ou privilège d'exploration ou d'extraction de pétrole ou de gaz naturel provenant d'un endroit donné au Canada, à l'exception d'une ressource minérale;»;

s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien payé ou payable après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 41).

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Restriction.

409. Les frais canadiens de mise en valeur ne comprennent toutefois pas une contrepartie donnée par le contribuable pour une action ou pour une participation ou un droit y afférent, sauf tel que prévu au paragraphe *e* de l'article 408, ni des frais visés audit paragraphe et engagés par un autre contribuable dans la mesure où ils constituent pour ce dernier des frais canadiens de mise en valeur en vertu dudit paragraphe ou des frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe *e* de l'article 395.

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Frais canadiens de mise en valeur non réduits dans les cas d'aide ou assistance.

410. Lorsqu'un contribuable a reçu ou est en droit de recevoir après le 25 mai 1976 une aide ou un avantage d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un autre organisme public, à l'égard de ses frais canadiens de mise en valeur, que ce soit sous forme de subvention, de prime, de prêt à remboursement conditionnel, de déduction de redevances ou d'impôt, d'allocation d'investissement ou sous toute autre forme, les frais visés aux paragraphes *a* à *e* de l'article 408 ne sont pas réduits du montant de cette aide ou de cet avantage.

1977, c. 26, a. 42.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 42).

«Frais cumulatifs canadiens de mise en valeur».

411. Aux fins du présent chapitre, les frais cumulatifs canadiens de mise en valeur d'un contribuable, à un moment quelconque, signifient l'excédent, sur l'ensemble décrit à l'article 412, de l'ensemble:

- a) des frais visés à l'article 408 et engagés par le contribuable avant ce moment;
- b) de chaque montant dont le paragraphe *e* de l'article 330 exige l'inclusion dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin avant ce moment; et
- c) de chaque montant décrit aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 412 qui, selon la preuve qu'il en apporte, est devenu une mauvaise créance avant ce moment.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 43.

Cet article, modifié en 1977, par la suppression du paragraphe c, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 43).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«de chaque montant, sauf l'intérêt, qu'il verse après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant ce moment à titre de remboursement de subside, d'octroi ou d'assistance reçu en vertu d'une loi prescrite à l'égard de frais canadiens de mise en valeur; et».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Montants à déduire des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur.

412. Les montants qui doivent être déduits dans le calcul des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur d'un contribuable au moment visé à l'article 411 sont l'ensemble:

- a) de chaque montant déduit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin avant ce moment à l'égard de tels frais;
- b) de chaque montant qui, avant ce moment mais après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, devient recevable par lui et qui doit être inclus dans le montant déterminé au présent paragraphe en vertu de l'article 329 ou du paragraphe *b* de l'article 331;
- c) de chaque montant qui, avant ce moment, devient recevable par lui et qui doit être déduit dans le calcul de ces frais en vertu du présent paragraphe aux termes des articles 387 ou 392;
- d) de chaque montant qu'il a inclus en vertu du paragraphe *a* de l'article 408 pour une année d'imposition précédente et qui est devenu frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe *b* de l'article 395;
- e) de chaque montant qui lui est versé après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant le 25 mai 1976 à titre de subside, d'octroi ou d'assistance reçu en vertu d'une loi, à l'égard de frais canadiens de mise en valeur, dans la mesure prévue par les règlements; et

f) de chaque montant reçu par le contribuable avant ce moment à l'égard d'une créance visée au paragraphe c de l'article 411.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 44.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe e, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 44).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«de chaque montant qui lui est versé après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, ou après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière, et avant ce moment à titre de subside, d'octroi ou d'assistance reçu en vertu d'une loi, à l'égard de frais canadiens de mise en valeur, dans la mesure prévue par les règlements; et».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Déduction pour frais
cumulatifs canadiens de
mise en valeur; entreprise
pétrolière;

413. Une corporation de mise en valeur exerçant une entreprise pétrolière peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur engagés au Québec à la fin de l'année et un montant n'excédant pas l'ensemble:

a) du moindre:

i. de ses autres frais cumulatifs canadiens de mise en valeur à la fin de l'année; ou

ii. de l'excédent, sur tout montant déduit à titre de provision dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 153 dans la mesure où cette provision est reliée à un bien compris dans son inventaire en vertu de l'article 419, de l'ensemble de tout montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en raison de la vente d'un tel bien ou de tout montant ainsi inclus en vertu du paragraphe e de l'article 87 dans la mesure où ce montant est relié à un tel bien; et

b) de 30 pour cent de l'excédent du montant déterminé au sous-paragraphe i du paragraphe a sur celui déterminé au sous-paragraphe ii dudit paragraphe.

Tout autre contribuable peut ainsi déduire à l'égard d'une entreprise pétrolière un montant n'excédant pas l'ensemble des montants qui seraient déterminés à son égard en vertu des paragraphes a et b du premier alinéa si l'on ne tenait pas compte, dans le sous-paragraphe i dudit paragraphe a, du mot «autres».

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 45.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 45).

Auparavant, il se lisait ainsi:

1. «Une corporation de mise en valeur exerçant une entreprise pétrolière peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur engagés au Québec à la fin de l'année et un montant n'excédant pas 30 pour cent de ses autres frais cumulatifs canadiens de mise en valeur à la fin de l'année; tout autre contribuable

exerçant une entreprise pétrolière peut ainsi déduire un montant n'excédant pas 30 pour cent de ses frais canadiens de mise en valeur à la fin de l'année.

2. Une corporation de mise en valeur exerçant une entreprise minière peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur à la fin de l'année; tout autre contribuable exerçant une entreprise minière peut ainsi déduire ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur à la fin de l'année sans excéder le plus élevé de 30 pour cent de ces frais ou de l'excédent, sur les provisions déduites dans ce calcul pour l'année en vertu des articles 326 et 326a, du total, avant toute déduction en vertu du présent article et des articles 327 et 328, de:

a) son revenu pour l'année qui peut raisonnablement être attribué à la production de minéraux provenant d'une mine ainsi que celui qui provient de redevances afférentes à la production d'une mine, et

b) tout montant dont les paragraphes b, c, d ou e de l'article 302a exigent l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année.»

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

Déduction pour frais
cumulatifs canadiens de
mise en valeur; entreprise
minière.

414. Une corporation de mise en valeur exerçant une entreprise minière peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur à la fin de l'année.

Tout autre contribuable peut déduire à l'égard d'une entreprise minière, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur à la fin de l'année sans excéder le plus élevé:

a) de l'ensemble des montants qui seraient déterminés à son égard en vertu des paragraphes a et b du premier alinéa de l'article 413 si l'on ne tenait pas compte, dans le sous-paragraphe i dudit paragraphe a, du mot «autres»; ou

b) de l'excédent, sur l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 357 à l'égard d'un bien visé au paragraphe a ou c de l'article 328 ou en vertu de l'article 358, du total, avant toute déduction en vertu du présent article et des articles 360 et 361, de:

i. son revenu pour l'année qui peut raisonnablement être attribué à la production de minéraux provenant d'une mine ainsi que celui qui provient de redevances afférentes à la production d'une mine; et

ii. l'ensemble visé au sous-paragraphe ii du paragraphe b de l'article 369.

1977, c. 26, a. 45.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 45).

Application des articles 402
à 405.

415. Les articles 402 à 405 s'appliquent *mutatis mutandis* à la déduction des frais cumulatifs canadiens de mise en valeur avec les modifications suivantes:

a) la déduction est limitée à celle prévue aux articles 413 ou 414; et

b) la référence aux articles 408 à 415, à l'article 404, doit se lire comme une référence aux articles 395 à 405.

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 46.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe a, s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 46).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«la déduction est limitée au montant prévu à l'article 354q; et».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Frais cumulatifs canadiens
de mise en valeur engagés
au Québec.

416. Aux fins de l'article 413, les frais cumulatifs canadiens de mise en valeur sont engagés au Québec lorsqu'ils concernent des frais qui seraient décrits à l'article 408 si les mots «au Canada» étaient remplacés par les mots «au Québec» et si le paragraphe c dudit article 408 ne s'appliquait qu'à un bien qui serait décrit à l'article 370 après avoir remplacé les mots «au Canada» par les mots «au Québec».

1975, c. 22, a. 90.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 317).

Choix.

417. Une corporation d'exploration en participation, au sens de l'article 382, peut faire le choix mentionné à l'article 381 en faveur d'une corporation actionnaire à l'égard d'une partie convenue de l'ensemble de ses frais canadiens de mise en valeur engagés durant une période précédant la fin de l'année d'imposition dans la mesure où cet ensemble dépasse le total des montants déduits en vertu des articles 413 et 414 dans le calcul du revenu de la corporation d'exploration en participation pour une année d'imposition antérieure; les paragraphes 1 et 3 de l'article 383 s'appliquent *mutatis mutandis* à ce choix.»

1975, c. 22, a. 90; 1977, c. 26, a. 47.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des mots «mesure où cet ensemble dépasse le montant déduit en vertu de l'article 354q dans le calcul du revenu de la corporation d'exploration en participation pour une année d'imposition antérieure; les paragraphes 1 et 3 de l'article 350 s'appliquent mutatis mutandis à ce choix.» par les mots «mesure où cet ensemble dépasse le total des montants déduits en vertu des articles (413) et (414) dans le calcul du revenu de la corporation d'exploration en participation pour une année d'imposition antérieure; les paragraphes 1 et 3 de l'article (383) s'appliquent mutatis mutandis à ce choix.», s'applique à toute année

*d'imposition se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 47).
Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant
soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars
1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).*

Frais réputés engagés au
Canada.

418. Lorsqu'un choix est fait en vertu de l'article 417, cette partie des frais y visée est aux fins de l'article 408 réputée avoir été engagée au Canada par la corporation actionnaire dans l'année d'imposition pendant laquelle le choix est exercé et la corporation d'exploration en participation doit, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens de mise en valeur, déduire cette partie en vertu du paragraphe *a* de l'article 412.

1975, c. 22, a. 90.

*Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant
soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars
1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).*

SECTION V

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Actions considérées comme
inventaire.

419. Toute action du capital-actions d'une corporation ou toute participation ou tout droit afférent à cette action acquis par un contribuable dans les cas prévus au paragraphe *e* de l'article 395 ou au paragraphe *e* de l'article 408 est réputé ne pas être une immobilisation du contribuable mais faire partie de son inventaire et avoir été acquis par lui à un coût nul.

1977, c. 26, a. 48.

*Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'égard d'un bien acquis après le 31 juillet
1976. (1977, c. 26, a. 48).*

TITRE VII

RÈGLES RELATIVES AU CALCUL DU REVENU

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Restriction générale quant
aux dépenses admissibles.

420. Un montant dont la présente partie autorise la déduction relativement à un déboursé ou une dépense ne peut être déduit que dans la mesure où ce déboursé ou cette dépense sont raisonnables dans les circonstances.

1972, c. 23, a. 355.

Montant considéré être
partiellement la
contrepartie de l'aliénation
d'un bien.

421. Lorsqu'un montant peut raisonnablement être considéré comme étant partiellement la contrepartie de l'aliénation d'un bien d'un contribuable, et partiellement la contrepartie de quelque chose d'autre, la partie du montant qui peut raisonnablement être considérée comme étant la contrepartie de cette aliénation est réputée être le produit de l'aliénation de ce bien, quelles que soient la forme ou la portée du contrat ou de la convention; la personne qui a acquis ce bien est réputée l'avoir acquis à un coût égal à la même partie de ce montant.

1972, c. 23, a. 356.

CHAPITRE II

CONTREPARTIES INSUFFISANTES ET ATTRIBUTION DE BIENS

Transactions réputées être
faites à la juste valeur
marchande des biens.

422. Sauf disposition au contraire dans la présente partie, l'aliénation ou l'acquisition d'un bien par un contribuable sont réputées être faites à la juste valeur marchande de ce bien au moment de l'aliénation ou de l'acquisition, selon le cas, lorsque:

a) le contribuable l'acquiert par donation, succession ou testament;

b) le contribuable l'acquiert d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, pour un montant supérieur à cette valeur; ou

c) le contribuable l'aliène en faveur d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, à titre gratuit ou moyennant une contrepartie inférieure à cette juste valeur marchande, ou en faveur de toute personne par donation entrevifs.

1972, c. 23, a. 357.

Contrepartie insuffisante à
l'égard d'un non-résident.

423. Aux fins du calcul de son revenu provenant d'une entreprise exploitée au Canada, le contribuable qui paie ou convient de payer à une personne ne résidant pas au Canada avec laquelle il a un lien de dépendance, ou qui reçoit ou convient de recevoir de celle-ci en paiement, un montant à titre de prix, loyer, redevance, droit d'usage ou de reproduction d'un bien, ou à titre de frais de transport de marchandises ou de voyageurs, ou d'autres services, qui n'est pas un montant qui serait raisonnable dans les mêmes circonstances entre personnes n'ayant pas de lien de dépendance, doit:

a) si le montant payé ou payable par lui est supérieur à ce montant raisonnable, calculer ce revenu comme si le montant raisonnable était payé ou payable; ou

b) si le montant reçu ou recevable est inférieur à ce montant

raisonnable, calculer ce revenu comme si le montant raisonnable était reçu ou recevable.

1972, c. 23, a. 358.

Attribution de biens aux actionnaires.

424. 1. Lorsqu'un bien d'une corporation est attribué de quelque manière que ce soit à un actionnaire ou au profit de celui-ci à titre gratuit ou pour une contrepartie inférieure à sa juste valeur marchande et que la vente de ce bien à sa juste valeur marchande aurait contribué à augmenter le revenu de la corporation dans une année d'imposition, la corporation est réputée, aux fins du calcul de son revenu pour l'année, avoir vendu ce bien dans cette année et en avoir reçu la juste valeur marchande.

Dispositions applicables lors d'une liquidation.

2. Lorsqu'un tel bien est attribué de quelque manière que ce soit à un actionnaire ou au profit de celui-ci dans une année d'imposition de la corporation lors de la liquidation de celle-ci, aux fins du calcul de son revenu pour l'année, elle est réputée avoir vendu ce bien immédiatement avant la liquidation et en avoir reçu la juste valeur marchande à ce moment et l'article 239 ne s'applique pas au calcul de la perte en résultant.

Dispositions applicables lors d'une liquidation.

3. L'actionnaire visé au paragraphe 2 est réputé avoir acquis ce bien à un coût égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant la liquidation et les articles 302 à 304 ne s'appliquent pas au calcul du coût de ce bien pour lui.

1972, c. 23, a. 359; 1975, c. 22, a. 91.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du paragraphe 2, qui auparavant se lisait ainsi:

« Les dispositions du présent article s'appliquent également lorsqu'un bien d'une corporation est attribué à un actionnaire ou au profit de celui-ci lors de la liquidation de la corporation. »;

- l'addition du paragraphe 3;

s'applique à l'égard de l'acquisition, de l'attribution ou de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 311).

Transaction réputée être faite à la juste valeur marchande.

425. L'aliénation ou l'acquisition par un contribuable de pétrole, de gaz naturel ou autres hydrocarbures apparentés, de métal ou de minerais industriels provenant de l'exploitation par le contribuable d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une ressource minérale au Canada est réputée être faite à la juste valeur marchande au moment de l'aliénation ou de l'acquisition, selon le cas, lorsque:

a) le contribuable l'aliène en faveur d'une personne visée à l'article 90 à titre gratuit ou moyennant une contrepartie inférieure à cette juste valeur marchande; ou

b) le contribuable l'acquiert d'une telle personne pour un montant supérieur à cette juste valeur marchande.

1975, c. 22, a. 92.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation ou de l'acquisition d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 321).

Calcul de la juste valeur
marchande.

426. Aux fins de l'article 425, la juste valeur marchande d'un bien y visé est calculée sans tenir compte d'une loi ou d'un contrat qui oblige le contribuable à acquérir ou à aliéner ce bien, et est réputée être, au moment de l'aliénation ou de l'acquisition, pour chaque unité d'une quantité donnée d'un tel bien:

a) dans le cas d'une aliénation par le contribuable en faveur d'une personne visée à l'article 90, l'excédent de la moyenne des produits de l'aliénation d'une unité semblable qui deviennent recevables par cette personne dans le mois qui inclut le moment de l'aliénation d'une personne autre que celle visée audit article sur la moyenne des dépenses raisonnables et nécessaires, y compris l'amortissement, mais non le coût d'acquisition, encourues par cette personne visée audit article à l'égard d'une telle unité pour ce mois, que l'on peut raisonnablement rattacher au transport, à la mise en marché ou à la transformation de cette unité; et

b) dans le cas d'une acquisition par le contribuable d'une personne visée à l'article 90, le montant payé ou payable au contribuable par cette personne à l'égard de cette unité.

1975, c. 22, a. 92.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation ou de l'acquisition d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 321).

Dispositions particulières.

427. Aux fins du paragraphe a de l'article 426, lorsqu'une personne visée à l'article 90 aliène une unité visée audit paragraphe à une autre telle personne, ces deux personnes sont réputées être la même personne.

1975, c. 22, a. 92.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation ou de l'acquisition d'un bien soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 321).

CHAPITRE III
DÉCÈS D'UN CONTRIBUABLE

SECTION I
MONTANTS PÉRIODIQUES OU MONTANTS À RECEVOIR

Montants périodiques
impayés lors du décès d'un
contribuable.

428. Dans le calcul du revenu d'un particulier pour l'année d'imposition pendant laquelle il est décédé, un montant d'intérêt, de loyer, de redevance, de rente, de rémunération provenant d'une charge ou d'un emploi ou tout autre montant payable périodiquement, qui n'a pas été payé avant son décès est réputé s'être accumulé jusqu'à ce moment en montants quotidiens égaux dans la période pour laquelle ce montant était payable et doit être inclus dans le calcul de son revenu.

1972, c. 23, a. 360.

Droits et biens possédés au
décès.

429. Les droits et biens que le contribuable possédait à son décès, s'il ne s'agit pas de biens visés à l'article 428 ni d'immobilisations, et si le produit de leur réalisation ou aliénation était inclus dans le calcul du revenu du contribuable, doivent être inclus à leur valeur dans le calcul de son revenu pour l'année de son décès.

Choix par le représentant
légal du défunt.

Toutefois, le représentant légal du particulier peut choisir, au plus tard dans les douze mois qui suivent le décès ou dans les 90 jours après la mise à la poste d'un avis de cotisation relatif à l'impôt du particulier pour l'année de son décès, de produire une déclaration fiscale distincte relativement au montant de cette valeur et de payer l'impôt sur ce montant, pour cette année, comme si le particulier avait été une autre personne pouvant bénéficier des mêmes déductions que le défunt en vertu des articles 693 à 701 pour la même année.

Avis de révocation de
choix.

Avant l'expiration du délai précité, le représentant légal peut révoquer ce choix au moyen d'un avis signé de sa main et produit auprès du ministre.

1972, c. 23, a. 361.

Droits ou biens transférés à
un héritier.

430. Lorsqu'avant l'expiration du délai visé au deuxième alinéa de l'article 429, un droit ou un bien visé audit article, à l'exception d'une indemnité ou d'un montant décrits aux sous-paragraphes iii ou iv du paragraphe f de l'article 93, a été transféré ou attribué à un héritier, ledit article ne s'applique pas à l'égard de ce droit ou de ce bien et l'héritier doit inclure dans le calcul de son revenu le montant

qu'il reçoit lors de la réalisation ou de l'aliénation de ce droit ou de ce bien pour l'année dans laquelle ce montant est reçu.

1972, c. 23, a. 362; 1975, c. 22, a. 93.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « 361 ou un droit ou un bien a été transféré ou attribué à un héritier, le choix qui y est prévu pour ce droit ou bien n'est plus possible et l'héritier doit inclure dans le » par les mots « (429), un droit ou un bien visé audit article, à l'exception d'une indemnité ou d'un montant décrits aux sous-paragrophes iii ou iv du paragraphe (f) de l'article (93), a été transféré ou attribué à un héritier, ledit article ne s'applique pas à l'égard de ce droit ou de ce bien et l'héritier doit inclure dans le », s'applique à l'égard de l'acquisition, de l'attribution ou de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974 sauf que l'exception prévue à cet article ne s'applique qu'à l'égard d'une indemnité ou d'un montant décrits aux sous-paraphes iii ou iv du paragraphe (f) de l'article (93) qui devient recevable après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 311).

Coût d'un droit ou d'un bien visé à l'article 430.

431. Le coût d'un droit ou d'un bien visé à l'article 430 pour un héritier est réputé être la partie de ce coût pour le particulier décédé qui n'a pas été déduite dans le calcul du revenu de ce dernier pour une année d'imposition, plus les dépenses faites ou encourues par l'héritier pour en faire l'acquisition et l'article 422 ne s'applique pas au calcul du coût de ce bien pour l'héritier.

1975, c. 22, a. 94.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'acquisition, l'attribution ou de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 311).

Exception.

432. Un droit ou un bien n'inclut pas, aux fins de la présente section, une immobilisation intangible, un terrain inclus dans l'inventaire d'une entreprise ni un bien décrit à l'article 328.

1975, c. 22, a. 94.

Cet article, inséré en 1975, s'applique lorsque le décès du particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

SECTION II

BIENS MINIERS ET TERRAIN EN INVENTAIRE

Bien minier réputé aliéné à sa juste valeur marchande.

433. Aux fins des articles 329 et 331 et du paragraphe a de l'article 330, le particulier décédé est réputé avoir aliéné, immédiatement avant son décès, chaque bien dont il était propriétaire et à l'aliénation duquel lesdits articles et ledit paragraphe s'appliquent et

en avoir reçu un produit égal à sa juste valeur marchande au même moment.

1975, c. 22, a. 95.

Cet article, inséré en 1975, s'applique lorsque le décès d'un particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

Terrain en inventaire
réputé aliéné au décès.

434. Le particulier décédé est réputé avoir aliéné, immédiatement avant son décès, chaque terrain inclus dans l'inventaire d'une entreprise du particulier et en avoir reçu un produit égal à sa juste valeur marchande au même moment.

1975, c. 22, a. 95.

Cet article, inséré en 1975, s'applique lorsque le décès d'un particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

Dispositions particulières.

435. Nonobstant les articles 433 et 434, lorsqu'un bien y visé est, au décès ou après le décès d'un particulier qui résidait au Canada immédiatement avant son décès et en raison de ce décès, transféré ou attribué à son conjoint ou à une fiducie visé aux articles 440 et 443 et qu'il peut être établi, dans un délai jugé raisonnable par le ministre, que le bien a été irrévocablement dévolu, dans les 15 mois du décès, au conjoint ou à la fiducie:

a) s'il s'agit d'un bien auquel l'article 433 s'applique, le particulier est réputé avoir aliéné ce bien immédiatement avant son décès pour un produit qui n'en excède pas la juste valeur marchande et qui est spécifié par ses représentants légaux dans sa déclaration fiscale en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 1000, et le conjoint ou la fiducie est réputé avoir acquis le bien à un coût égal au montant inclus dans le calcul du revenu du particulier ou, selon le cas, dans le montant visé au paragraphe b de l'article 412 en vertu des articles 329 et 331 et du paragraphe a de l'article 330;

b) s'il s'agit d'un bien visé à l'article 331 auquel l'article 433 s'applique et que le conjoint ou la fiducie aliène ultérieurement le bien, ou une participation ou un droit y afférent, le conjoint ou la fiducie est réputé en avoir été propriétaire le 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'au moment de l'aliénation; et

c) s'il s'agit d'un bien auquel l'article 434 s'applique, le particulier est réputé avoir aliéné ce bien immédiatement avant son décès et en avoir reçu un produit égal au coût indiqué au même moment et le conjoint ou la fiducie est réputé avoir acquis le bien à un coût égal à ce produit.

1975, c. 22, a. 95; 1977, c. 26, a. 50.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard d'un décès survenu après le 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 50).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Nonobstant les articles 362c à 362e, lorsqu'un bien y visé est, au décès ou après le décès d'un particulier qui résidait au Canada immédiatement avant son décès et en raison de ce décès, transféré ou attribué à son conjoint ou à une fiducie visé aux articles 366 et 367 et qu'il peut être établi, dans un délai jugé raisonnable par le ministre, que le bien a été irrévocablement dévolu, dans les 15 mois du décès, au conjoint ou à la fiducie:

a) s'il s'agit d'un bien auquel les articles 362c et 362d s'appliquent, le particulier est réputé avoir aliéné ce bien immédiatement avant son décès pour un produit qui n'en excède pas la juste valeur marchande et qui est spécifié par ses représentants légaux dans sa déclaration fiscale en vertu du sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 732, et le conjoint ou la fiducie est réputé avoir acquis le bien à un coût égal au montant inclus dans le calcul du revenu du particulier ou, selon le cas, dans le montant visé au paragraphe b de l'article 354p en vertu des articles 302 et 303 et du paragraphe a de l'article 302a;

b) s'il s'agit d'un bien auquel l'article 362d s'applique, le paragraphe b dudit article s'applique à son aliénation ultérieure par le conjoint ou la fiducie; et

c) s'il s'agit d'un bien auquel l'article 362e s'applique, le particulier est réputé avoir aliéné ce bien immédiatement avant son décès et en avoir reçu un produit égal au coût indiqué au même moment et le conjoint ou la fiducie est réputé avoir acquis le bien à un coût égal à ce produit. ».

Cet article, inséré en 1975, s'applique lorsque le décès d'un particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

SECTION III

IMMOBILISATIONS ET BIENS AMORTISSABLES

Aliénation présumée des biens non amortissables lors du décès.

436. Le particulier décédé est réputé avoir aliéné, immédiatement avant son décès, chaque immobilisation qui n'est pas un bien amortissable d'une catégorie prescrite et dont il était alors propriétaire et avoir reçu un produit égal à la juste valeur marchande de cette immobilisation; la personne qui acquiert l'immobilisation en raison du décès est réputée l'acquérir immédiatement après cette aliénation présumée à un coût égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant le décès.

1972, c. 23, a. 363; 1973, c. 17, a. 45.

Acquisition par décès d'une immobilisation intangible.

437. Nonobstant l'article 188, lorsqu'un particulier décède et qu'une personne, autre que le conjoint ou une corporation auxquels l'article 189 s'applique, acquiert en raison de ce décès une immobilisation intangible du particulier:

a) le particulier est réputé avoir aliéné immédiatement avant son décès cette immobilisation et en avoir reçu, à l'égard d'une entreprise qu'il exploitait, un produit égal à deux fois la partie admise des immobilisations intangibles à l'égard de l'entreprise au même moment; et

b) cette personne est réputée, à l'égard de cette immobilisation intangible, avoir acquis immédiatement après le décès du particulier une immobilisation à un coût égal au produit déterminé au para-

graphe *a* à moins qu'elle ne continue d'exploiter l'entreprise du particulier, auquel cas elle est réputée avoir acquis au même moment une immobilisation intangible à un coût égal à ce produit et avoir déboursé un montant d'immobilisations intangibles égal à ce produit.

1975, c. 22, a. 96.

Cet article, inséré en 1975, s'applique lorsque le décès d'un particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

Biens amortissables
présumés aliénés lors du
décès.

438. Le particulier décédé est réputé avoir aliéné, immédiatement avant son décès, tous les biens amortissables de toute catégorie prescrite dont il était alors propriétaire et avoir reçu un produit d'aliénation égal à la moitié de l'ensemble de leur juste valeur marchande et de la partie non amortie de leur coût en capital immédiatement avant le décès.

Bien réputé acquis à un
coût égal.

La personne qui acquiert un tel bien en raison de ce décès est réputée l'acquérir immédiatement après cette aliénation présumée à un coût égal à la partie du produit de l'aliénation, réputé avoir été reçu par le particulier décédé, pour tous les biens amortissables de cette catégorie, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien, immédiatement avant le décès, sur celle de tous les biens de cette même catégorie, au même moment.

1972, c. 23, a. 364; 1973, c. 17, a. 46.

Cas où le coût en capital
pour le défunt excède celui
de la personne qui acquiert
le bien.

439. Aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements faits sous son autorité, lorsqu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite d'un particulier décédé est réputé acquis par une personne en vertu de l'article 438 et que le coût en capital de ce bien pour le particulier excède celui qui est déterminé pour cette personne en vertu dudit article, les règles suivantes s'appliquent:

a) le coût en capital du bien, pour cette personne, est réputé être celui du particulier, immédiatement avant son décès; et

b) l'excédent est réputé avoir été alloué à cette personne à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant cette acquisition.

1972, c. 23, a. 365.

Biens transférés au conjoint
ou à une fiducie.

440. Nonobstant les articles 436 et 438, lorsqu'un bien y visé est, au décès ou après le décès d'un particulier qui résidait au Canada immédiatement avant son décès, transféré ou attribué en raison de ce décès à son conjoint qui y résidait immédiatement avant ce décès ou à une fiducie créée par son testament qui y résidait immédiatement après le moment où le bien lui a été irrévocablement dévolu:

a) le particulier est réputé avoir aliéné ce bien, immédiatement

avant son décès, et le conjoint ou la fiducie sont réputés l'avoir acquis pour un produit ou un coût, selon le cas, égal:

i. dans le cas d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, à la portion de la partie non amortie du coût en capital pour le particulier immédiatement avant son décès de tous ses biens amortissables de cette catégorie, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien, à ce moment, sur celle de tous les biens amortissables de la même catégorie, au même moment, et

ii. dans les autres cas, au prix de base rajusté de ce bien pour le particulier, immédiatement avant son décès; et

b) l'article 439 s'applique à un bien amortissable d'une catégorie prescrite en y substituant la référence à l'article 438 par la référence au paragraphe a de l'article 440.

1972, c. 23, a. 366; 1973, c. 17, a. 47; 1975, c. 22, a. 97.

Fiducie réputée créée par testament.

441. Aux fins des articles 440 et 443 et du paragraphe a du premier alinéa et du deuxième alinéa de l'article 653, une fiducie est réputée être créée par le testament d'un particulier si elle est créée par la renonciation d'un bénéficiaire en vertu du testament ou par une ordonnance rendue par une cour à l'égard de la succession du testateur conformément à une loi provinciale prévoyant une aide ou un soutien aux personnes à la charge d'un testateur.

1975, c. 22, a. 98; 1977, c. 26, a. 51.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard d'une fiducie dont le bénéficiaire était un conjoint qui est décédé après le 31 décembre 1975. (1977, c. 26, a. 51).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Aux fins des articles 366 et 367 et du paragraphe a de l'article 489, une fiducie est réputée être créée par le testament d'un contribuable si elle est créée par la renonciation d'un bénéficiaire en vertu du testament ou par une ordonnance rendue par une cour à l'égard de la succession du testateur conformément à une loi provinciale prévoyant une aide ou un soutien aux personnes à la charge d'un testateur.».

Choix.

442. L'article 440 ne s'applique pas à un bien d'un particulier décédé à l'égard duquel le représentant légal du particulier a choisi, dans la déclaration fiscale du particulier pour l'année pendant laquelle il est décédé, d'appliquer les articles 436 et 438.

1977, c. 26, a. 52.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'égard d'un décès survenu après le 31 décembre 1975. (1977, c. 26, a. 52).

Règles applicables à la fiducie prévue à l'article 440.

443. L'article 440 ne s'applique que si le testament créant la fiducie donne droit au conjoint, sa vie durant, de recevoir tous les revenus de la fiducie et de recevoir ou autrement obtenir, à l'exclu-

sion de toute autre personne, la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie.

Il ne s'applique également que s'il peut être établi, dans un délai jugé raisonnable par le ministre, que le bien y visé a été irrévocablement dévolu, dans les quinze mois du décès du particulier, à son conjoint ou, selon le cas, à la fiducie.

1972, c. 23, a. 367; 1973, c. 17, a. 48; 1975, c. 22, a. 99.

Bien utilisé pour activité agricole.

444. Lorsqu'un bien visé aux articles 436 et 438 est situé au Canada, consiste en un terrain ou en un bien amortissable d'une catégorie prescrite et était utilisé, immédiatement avant le décès du particulier, par ce dernier, son conjoint ou l'un de ses enfants, dans l'exploitation d'une entreprise agricole, l'article 440 et le deuxième alinéa de l'article 443 s'appliquent *mutatis mutandis* à ce bien transféré ou attribué en raison du décès à un enfant du particulier qui résidait au Canada immédiatement avant le décès du particulier.

1973, c. 17, a. 49; 1977, c. 26, a. 53.

Cet article, modifié en 1977, par la suppression du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 53).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

« Aux fins du présent article, le mot « enfant » inclut un petit-enfant et un arrière-petit-enfant. ».

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'impositions subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Règles applicables à l'égard des fiducies prévoyant le paiement des dettes.

445. Lorsqu'une fiducie créée par le testament d'un particulier serait une fiducie visée aux articles 440 et 443 si ce n'était du paiement des dettes dues par ce particulier à son décès ou d'une provision pour leur paiement, les règles suivantes s'appliquent:

a) sauf en ce qui concerne les articles 1037 à 1044, le délai pour produire la déclaration fiscale visée au sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 1000 est étendu à dix-huit mois après le décès;

b) lorsque les représentants légaux en font le choix dans la déclaration visée au paragraphe a et y énumèrent des biens particuliers qui ont été, au décès ou après le décès du particulier, transférés ou attribués en raison de ce décès à la fiducie et dont la juste valeur marchande immédiatement après le décès n'était pas inférieure aux dettes du particulier, moins les montants visés à l'article 449, l'article 440 ne s'applique pas à ces biens particuliers et la fiducie est réputée être une fiducie visée aux articles 440 et 443, nonobstant le paiement des dettes dues par ce particulier à son décès ou la provision pour leur paiement.

1973, c. 17, a. 49.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'impositions subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Gain en capital lorsque la juste valeur marchande excède les dettes après le décès.

446. Lorsque la juste valeur marchande des biens particuliers visée à l'article 445 excède, immédiatement après le décès, les dettes du particulier, moins les montants visés à l'article 449, et que les représentants légaux, dans la déclaration visée au paragraphe *a* de l'article 445, désignent l'un de ces biens qui est une immobilisation autre qu'un amortissable et autre que de l'argent, les règles suivantes s'appliquent:

a) le gain en capital ou la perte en capital, selon le cas, provenant de l'aliénation que ce particulier est réputé avoir faite de cette immobilisation en vertu de l'article 436 est la proportion de ce gain ou de cette perte représentée par le rapport entre le montant par lequel la juste valeur marchande de cette immobilisation immédiatement après le décès dépasse cet excédent et cette juste valeur marchande au même moment; et

b) le coût de cette immobilisation pour la fiducie est, lorsque le particulier a un gain en capital visé au paragraphe *a*, l'ensemble du prix de base rajusté de cette immobilisation pour lui immédiatement avant son décès et du gain en capital ainsi déterminé ou, lorsque le particulier a une perte en capital visée audit paragraphe, l'excédent du prix de base rajusté pour lui immédiatement avant son décès sur la perte en capital ainsi déterminée.

1973, c. 17, a. 49; 1977, c. 26, a. 54.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes sauf dans la mesure où il adopte les paragraphes a et b auquel cas il s'applique à une perte résultant d'un transfert ou d'une attribution après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 54).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Lorsque la juste valeur marchande des biens particuliers visée à l'article 367*b* excède, immédiatement après le décès, les dettes du particulier, moins les montants visés à l'article 367*f*, et que l'un de ces biens est une immobilisation autre qu'un bien amortissable et autre que de l'argent, le gain en capital provenant de l'aliénation que ce particulier est réputé avoir faite de cette immobilisation en vertu de l'article 363 est la proportion de ce gain représentée par le rapport entre le montant par lequel la juste valeur marchande de cette immobilisation immédiatement après le décès dépasse cet excédent et cette juste valeur marchande au même moment; le coût de cette immobilisation pour la fiducie est alors l'ensemble du prix de base rajusté de cette immobilisation pour le particulier immédiatement avant son décès et du gain en capital ainsi déterminé. ».

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Déduction permise. **447.** Aux fins des articles 445 et 446, il doit être déduit de la juste

valeur marchande d'un bien y visé le montant qui reste dû sur toute dette garantie par *mortgage* ou hypothèque sur ce bien.

1973, c. 17, a. 49; 1974, c. 18, a. 20.

Cet article, modifié en 1974, par le remplacement du mot « peut » par le mot « doit », s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1974, c. 18, a. 59).

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Dettes en vertu des articles
445 et 446.

448. Les dettes visées aux articles 445 et 446, à l'égard d'un particulier, désignent tout montant impayé immédiatement avant son décès relativement à une dette ou à une autre obligation de payer un montant et tout montant payable en raison de son décès, à l'exception d'un montant payable à une personne à titre de bénéficiaire de sa succession; elles incluent les impôts payables par le particulier ou à son égard, pour toute année d'imposition, et tous les droits payables en raison de son décès.

1973, c. 17, a. 49.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Montants à déduire des
dettes.

449. Les montants qui doivent être déduits des dettes du particulier en vertu du paragraphe *b* de l'article 445 et de l'article 446 sont les droits payables en raison du décès du particulier à l'égard de biens de la fiducie ou d'un intérêt dans celle-ci, et toute dette garantie par un *mortgage* ou une hypothèque sur un bien possédé par le particulier immédiatement avant son décès.

1973, c. 17, a. 49.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Bien agricole transféré de
la fiducie du conjoint à un
enfant.

450. Lorsqu'un bien situé au Canada qui est un terrain ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite d'un particulier a été transféré ou attribué à une fiducie visée aux articles 440 et 443 ou 454 et était utilisé, immédiatement avant le décès du conjoint du particulier, dans l'exploitation d'une entreprise agricole, les règles suivantes s'appliquent si ce bien est, au décès de ce conjoint et en raison de ce décès, transféré ou attribué et irrévocablement dévolu à un enfant du particulier qui résidait au Canada immédiatement avant ce décès:

a) les articles 653 à 656 ne s'appliquent pas à ce bien;

b) la fiducie est réputée avoir aliéné ce bien, immédiatement avant le décès de ce conjoint, et l'enfant est réputé l'avoir acquis, pour un produit ou un coût, selon le cas, égal:

i. dans le cas d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, à la portion de la partie non amortie du coût en capital pour la fiducie immédiatement avant le décès de ce conjoint de tous ses biens amortissables de cette catégorie, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien, à ce moment, sur celle de tous les biens amortissables de la même catégorie, au même moment; et

ii. dans le cas d'un terrain, au prix de base rajusté de ce bien pour la fiducie immédiatement avant le décès de ce conjoint; et

c) aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements faits sous son autorité, lorsqu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite est réputé être acquis par l'enfant en vertu du paragraphe *b* en raison du décès de ce conjoint et que le coût en capital de ce bien pour la fiducie excède celui qui est déterminé pour l'enfant en vertu dudit paragraphe:

i. le coût en capital du bien, pour l'enfant, est réputé être celui de la fiducie; et

ii. l'excédent est réputé avoir été alloué à l'enfant à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant cette acquisition.

1975, c. 22, a. 100.

Sens du mot «*enfant*». **451.** Aux fins des articles 444 et 450, le mot «*enfant*» inclut un petit-enfant et un arrière-petit-enfant.

1977, c. 26, a. 55.

SECTION IV

CALCUL DU REVENU

Calcul du revenu pour l'année d'imposition du décès.

452. Dans le calcul du revenu d'un contribuable pour l'année d'imposition dans laquelle il est décédé, le sous-paragraphe iii du paragraphe *c* de l'article 28 s'applique sans tenir compte de l'expression «jusqu'à concurrence de \$1,000» et les articles 153, 208, 357 et 358 ainsi que le paragraphe *b* l'article 234 ne peuvent être pris en considération, sous réserve de l'article 453.

1972, c. 23, a. 368; 1975, c. 22, a. 101.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mot et chiffre «et 326» par les mot et chiffre «, (357) et (358)», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

SECTION V

CHOIX PAR LE CONJOINT OU UNE FIDUCIE

Choix par le conjoint ou la fiducie quant à certaines réserves.

453. Lorsque le droit de recevoir un montant est transféré ou attribué en raison du décès du contribuable à un bénéficiaire qui est son conjoint résidant au Canada immédiatement avant ce décès ou une fiducie visée aux articles 440 et 443 et que le bénéficiaire et le représentant légal du contribuable exercent conjointement un choix à l'égard de ce droit dans la forme prescrite, les règles suivantes s'appliquent si le contribuable résidait au Canada immédiatement avant son décès:

a) les articles 153, 208, 357 et 358 s'appliquent au calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition de son décès et le paragraphe b de l'article 234 s'applique au calcul de son gain pour cette année; le bénéficiaire doit inclure dans le calcul de son revenu ou de son gain, suivant le cas, pour sa première année d'imposition qui prend fin après le décès les montants déduits à l'égard du contribuable en vertu desdits articles ou dudit paragraphe;

b) les montants prévus au paragraphe a sont réputés avoir été inclus dans le calcul du revenu ou du gain du bénéficiaire pour une année antérieure, provenant d'une source semblable.

1972, c. 23, a. 369; 1973, c. 17, a. 50; 1975, c. 22, a. 102.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe a des mot et chiffre « et 326 » par les mot et chiffre «, (357) et (358)», s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant soit après le 6 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975 dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 326).

CHAPITRE IV

TRANSFERTS ENTRE-VIFS

Transferts entre vifs de biens à son conjoint ou à une fiducie.

454. 1. Lorsqu'après 1971 un contribuable transfère une immobilisation à son conjoint qui, comme lui, réside au Canada, le bien est réputé avoir été aliéné par le contribuable et acquis par son conjoint pour un montant égal au prix de base rajusté du bien immédiatement avant le transfert ou, s'il s'agit d'un bien amortissable, à la portion de la partie non amortie du coût en capital de tous les biens de la même catégorie représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien, à ce moment, sur celle de l'ensemble de tous les biens de la même catégorie au même moment.

Application.

2. La règle énoncée au paragraphe 1 s'applique aussi lorsqu'une immobilisation est transférée à une fiducie créée par le contribuable et résidant au Canada au moment du transfert, si le conjoint a, en vertu de la fiducie, le droit exclusif d'en recevoir tous les revenus sa

vie durant, et de recevoir ou autrement obtenir pendant cette période l'usage de quelque partie du revenu ou du capital de cette fiducie.

1972, c. 23, a. 370.

Coût en capital et
amortissement présumé
pour le conjoint ou la
fiducie.

455. Lorsque le paragraphe 1 ou 2 de l'article 454 s'applique et que le coût en capital pour le contribuable d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite excède le montant calculé conformément audit paragraphe, les règles suivantes s'appliquent aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité:

a) le coût en capital de cette immobilisation pour le conjoint ou la fiducie est réputé être celui du contribuable; et

b) l'excédent est réputé avoir été accordé au conjoint ou à la fiducie à l'égard de cette immobilisation aux termes des règlements faits en vertu du paragraphe a de l'article 130 dans le calcul du revenu pour les années d'imposition antérieures.

1972, c. 23, a. 371.

Revenu des biens transférés
réputé être celui du cédant.

456. Le revenu ou la perte provenant d'un bien qu'une personne a cédé directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à son conjoint ou à une personne qui l'est devenue par la suite ou provenant de tout bien qui lui a été substitué est réputé être le revenu ou la perte du cédant sa vie durant aussi longtemps que ce dernier réside au Canada et demeure le conjoint du cessionnaire.

Dispositions non
applicables.

Le présent article ne s'applique pas à l'égard de la cession d'un bien par un contribuable à titre de paiement d'une prime en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dont son conjoint est rentier immédiatement après la cession.

1972, c. 23, a. 372; 1975, c. 22, a. 103; 1977, c. 26, a. 56.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 56).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

«Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une cession de biens à une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite dont le conjoint du cédant est rentier immédiatement après la cessation, si le cédant a droit, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à une déduction égale à la juste valeur marchande du bien cédé en vertu de l'article 684a. ».

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion, partout où il se trouve, après le mot «revenu», des mots «ou la perte», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 27, a. 336);

- l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Gain ou perte en capital
réputé être celui du cédant.

457. Lorsqu'une cession de biens visée à l'article 456 est faite par un contribuable après 1971, les règles suivantes s'appliquent sa vie durant et aussi longtemps qu'il réside au Canada et demeure le conjoint du cessionnaire:

a) l'excédent, pour l'année, de l'ensemble des gains en capital imposables du cessionnaire provenant de l'aliénation de biens ainsi cédés ou y substitués, autres que des biens précieux, sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles en résultant, ou l'excédent de l'ensemble de telles pertes sur l'ensemble de tels gains, est réputé être un gain en capital imposable ou, selon le cas, une perte en capital admissible du cédant, provenant de l'aliénation de biens autres que des biens précieux;

b) l'excédent, pour l'année, de l'ensemble des gains du cessionnaire provenant de l'aliénation de biens précieux ainsi cédés ou y substitués sur l'ensemble de ses pertes en résultant, ou l'excédent de l'ensemble de telles pertes sur l'ensemble de tels gains, est réputé être un gain ou, selon le cas, une perte du cédant, provenant de l'aliénation de biens précieux.

1972, c. 23, a. 373; 1975, c. 22, a. 104.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Lorsqu'une personne transfère un bien après 1971, directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à son conjoint ou à une personne qui l'est devenu par la suite, le gain déterminé à l'article 374 est réputé être un gain en capital imposable du cédant sa vie durant aussi longtemps que ce dernier réside au Canada et demeure le conjoint du cessionnaire; ce gain est réputé provenir pour l'année de l'aliénation d'un bien autre qu'un bien précieux et aucun gain ou perte déterminé à l'article 374 n'est réputé constituer un gain ou une perte aux fins du calcul du revenu du cessionnaire pour l'année.»

Gain ou perte en capital
réputé ne pas être celui du
cessionnaire.

458. Lorsque l'article 457 s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien y visé, tout gain en capital imposable, perte en capital admissible, gain ou perte y visé du cessionnaire est réputé, sauf aux fins dudit article, ne pas être un gain en capital imposable, une perte en capital admissible, un gain ou une perte, selon le cas, du cessionnaire dans la mesure où il est réputé, en vertu dudit article, être un gain en capital imposable, une perte en capital admissible, un gain ou une perte, selon le cas, du cédant.

1972, c. 23, a. 374; 1975, c. 22, a. 104.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Le gain visé à l'article 373 est l'excédent de:

a) l'ensemble des gains en capital imposables du cessionnaire provenant pour l'année de l'aliénation de biens cédés ou de biens qui leur ont été substitués en excluant, dans chaque cas, les biens précieux, et du montant qui serait le gain net

imposable du cessionnaire provenant de l'aliénation de biens précieux si ce bénéficiaire n'avait pas possédé d'autres biens précieux que ceux qui lui ont été cédés et des biens qui leur ont été substitués, sur:

b) l'ensemble des pertes en capital admissibles du cessionnaire pour l'année provenant de l'aliénation de biens cédés ou de biens qui leur ont été substitués, en excluant, dans chaque cas, les biens précieux.»

Transfert de biens utilisés
pour activité agricole.

459. Lorsqu'après 1971 un contribuable transfère à l'un de ses enfants qui résidait au Canada immédiatement avant le transfert un bien situé au Canada qui est un terrain ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite, alors que ce bien était utilisé par lui, son conjoint ou l'un de ses enfants dans l'exploitation d'une entreprise agricole, il est réputé aliéner ce bien lors de ce transfert et en recevoir, sauf dans les cas prévus aux articles 460 et 461, un produit d'aliénation tel que déterminé par ailleurs.

«enfant». Aux fins du présent article, le mot «enfant» inclut un petit-enfant et un arrière-petit-enfant.

1973, c. 17, a. 52.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Calcul du produit de
l'aliénation.

460. Lorsque le produit de l'aliénation d'un bien visé à l'article 459 est supérieur au plus élevé des deux montants suivants, il est réputé être égal au plus élevé de ces montants:

a) la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le transfert; ou

b) le prix de base rajusté du bien pour le contribuable, immédiatement avant le transfert, s'il s'agit d'un terrain, ou, s'il s'agit d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la proportion de la partie non amortie du coût en capital pour le contribuable immédiatement avant son transfert de tous ses biens amortissables de cette catégorie représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien transféré au moment de son transfert et celle de tous ses biens amortissables de cette catégorie au même moment.

1973, c. 17, a. 52.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Calcul du produit de
l'aliénation.

461. Lorsque le produit de l'aliénation d'un bien visé à l'article 459 est inférieur au moindre des montants mentionnés aux paragraphes a et b de l'article 460, il est réputé être égal au moindre de ces montants.

1973, c. 17, a. 52.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Règles applicables dans le cas de l'article 459.

462. Dans le cas prévu à l'article 459:

a) les articles 422 à 424 ne s'appliquent pas pour calculer le produit de l'aliénation du bien y visé; et

b) l'enfant est réputé acquérir ce bien pour un montant égal au produit de son aliénation, tel que calculé en vertu des articles 459 à 461; s'il s'agit, cependant, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite dont le coût en capital, pour le contribuable visé audit article 459, excède ce montant, les règles suivantes s'appliquent aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements faits sous son autorité:

i. le coût en capital du bien, pour l'enfant, est réputé être égal à celui du contribuable; et

ii. l'excédent est réputé avoir été accordé à l'enfant à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant cette acquisition.

1973, c. 17, a. 52.

Cet article, inséré en 1973, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Gain réputé gain en capital imposable après aliénation par un mineur.

463. Lorsqu'après 1971 un contribuable a transféré un bien à l'un de ses enfants dans des circonstances rendant applicable l'article 459, pour un montant inférieur à la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le transfert et que, dans une année d'imposition où il n'a pas atteint l'âge de 18 ans, le cessionnaire aliène ce bien, les règles prévues aux articles 457 et 458 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'égard d'une telle aliénation durant la vie du cédant aussi longtemps qu'il réside au Canada.

1974, c. 18, a. 21; 1975, c. 22, a. 105.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le premier alinéa des mots « n'a pas atteint l'âge de 18 ans, le cessionnaire aliène ce bien, le gain déterminé au deuxième alinéa est réputé être un gain en capital imposable du cédant, sa vie durant et aussi longtemps qu'il réside au Canada; par ailleurs, aucun gain ou perte déterminé audit alinéa n'est réputé constituer un gain ou une perte aux fins du calcul du revenu du cessionnaire pour l'année. » par les mots « n'a pas atteint l'âge de 18 ans, le cessionnaire aliène ce bien, les règles prévues aux articles (457) et (458) s'appliquent *mutatis mutandis* à l'égard d'une telle aliénation durant la vie du cédant aussi longtemps qu'il réside au Canada. »;

- la suppression du deuxième alinéa qui auparavant se lisait ainsi:

« Le gain visé au premier alinéa est l'excédent de l'ensemble des gains en capital imposables du cessionnaire provenant pour l'année de l'aliénation de biens cédés sur

l'ensemble des pertes en capital admissibles du cessionnaire pour l'année provenant de l'aliénation de biens cédés.»;
s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).
Cet article, inséré en 1974, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1974, c. 18, a. 59).

Rémunération reçue à titre
d'employé du conjoint.

464. La rémunération qu'une personne reçoit à titre d'employé de son conjoint ne peut être ni déduite dans le calcul du revenu du conjoint ni incluse dans celui de l'employé.

Rémunération reçue d'une
société où le conjoint
participe.

Lorsqu'une rémunération est reçue à titre d'employé d'une société dans laquelle son conjoint participe, la partie de cette rémunération représentée par le pourcentage de participation du conjoint dans la société est réputée avoir été reçue par le conjoint à titre de revenu provenant d'une entreprise pour cette année d'imposition et ne pas avoir été reçue par l'employé.

1972, c. 23, a. 375.

Conjoints associés dans une
entreprise.

465. Lorsque des conjoints sont associés dans une entreprise, le ministre peut, à sa discrétion, attribuer le revenu d'un conjoint provenant de cette entreprise pour une année d'imposition en tout ou en partie à l'autre conjoint.

1972, c. 23, a. 376.

Biens transférés à des
mineurs.

466. Le revenu ou la perte provenant d'un bien qu'une personne a cédé directement ou indirectement, par fiducie ou autrement, à une personne âgée de moins de dix-huit ans ou provenant de tout bien qui lui a été substitué est réputé être le revenu ou la perte du cédant sa vie durant tant que ce dernier réside au Canada et que le cessionnaire n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans pendant l'année.

1972, c. 23, a. 377; 1975, c. 22, a. 106.

Cet article, modifié en 1975, par l'addition, partout où il se trouve, après le mot «revenu» des mots «ou la perte», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Revenu, perte de biens
cédés à une fiducie.

467. Le revenu, la perte, le gain en capital imposable ou la perte en capital admissible attribuable à un bien qui a été cédé par une personne ou qui a été substitué à un tel bien sont réputés être ceux du cédant sa vie durant et aussi longtemps qu'il réside au Canada si le bien ou celui pour lequel il a été substitué a été cédé à une fiducie créée par cette personne depuis 1934 et si l'un ou l'autre bien:

a) peut retourner au cédant;

b) peut être transporté à des personnes désignées par le cédant subséquemment à la création de la fiducie; ou

c) ne peut être aliéné du vivant du cédant sans son consentement.
1972, c. 23, a. 378.

Biens substitués.

468. Aux fins du présent chapitre, les biens substitués incluent tous les biens qui, à la suite d'une ou de plusieurs opérations, ont été acquis en remplacement d'un bien original ou d'un bien déjà acquis en substitution et le dernier bien ainsi acquis est réputé avoir été substitué au bien qui était originairement la propriété ou la possession du contribuable.

1972, c. 23, a. 379.

CHAPITRE V

CONTREPARTIE DE BIENS EXPROPRIÉS

SECTION I

RÈGLES GÉNÉRALES

Indemnités acquises en
compensation ou en
contrepartie.

469. Les règles prévues au présent chapitre s'appliquent lorsqu'un contribuable acquiert une obligation, un *mortgage*, une hypothèque, un effet de commerce ou autre titre de créances, ci-après appelés «indemnité», émis par le gouvernement d'un pays étranger ou par une personne résidant dans un pays étranger et garantis par le gouvernement d'un tel pays:

a) à titre de compensation pour des actions que le contribuable possédait dans une filiale étrangère qui exerçait une entreprise dans ce pays ou pour la totalité ou la quasi-totalité des biens utilisés par le contribuable dans l'exercice d'une entreprise dans ce pays si ces actions ou biens, ci-après appelés «bien étranger», ont été retirés au contribuable après le 18 juin 1971 sous l'autorité d'une loi de ce pays; ou

b) à titre de contrepartie pour la vente d'un tel bien étranger après cette date sous l'autorité d'une telle loi ou après notification ou autre manifestation d'une intention de prendre possession d'un tel bien.

1973, c. 17, a. 53.

Choix concernant les
indemnités acquises par le
contribuable.

470. Dans le cas prévu à l'article 469, lorsque l'acquisition se fait dans une année d'imposition qui se termine après le 30 décembre 1971 par un contribuable résidant au Canada, ce dernier peut choisir, dans la forme et le délai prescrits, à l'égard de toutes les indemnités acquises par lui, qu'un montant égal, à l'égard de chaque indemnité, à son principal ou à un montant moindre, soit réputé être le coût pour

lui de l'indemnité et, aux fins du calcul du produit de l'aliénation du bien étranger, le montant reçu par lui en raison de l'acquisition de l'indemnité; cependant, ce choix est invalide s'il a pour résultat que le produit de l'aliénation, ainsi calculé, soit inférieur au coût indiqué pour le contribuable de ce bien étranger immédiatement avant qu'il ne lui soit retiré ou ne soit vendu.

1973, c. 17, a. 53.

Choix concernant les
intérêts reçus ou à recevoir
sur les indemnités.

471. Un contribuable peut choisir, dans la forme et le délai prescrits, à l'égard de tous les montants d'intérêts reçus ou à recevoir par lui sur les indemnités qu'il acquiert, que les règles suivantes s'appliquent à l'égard de chaque indemnité:

a) dans le calcul de son revenu pour l'année provenant de l'indemnité, à l'égard de chaque montant d'intérêt qu'il reçoit dans l'année, il peut déduire le moindre de ce montant ou de l'ensemble de ce qui doit être inclus en vertu du paragraphe *b* dans le prix de base rajusté de l'indemnité et du plus élevé, immédiatement avant la réception du montant d'intérêt, du prix de base rajusté de l'indemnité ou de son principal rajusté, et il doit inclure, à l'égard de chaque montant qu'il reçoit dans l'année à titre de principal de l'indemnité ou de produit de l'aliénation de l'indemnité, l'excédent du montant qu'il reçoit ainsi à ce titre sur le plus élevé, immédiatement avant la réception de ce montant, du prix de base rajusté de l'indemnité ou de son principal rajusté;

b) dans le calcul, à un moment donné, du prix de base rajusté de l'indemnité, à l'égard de chaque montant d'intérêt reçu par lui avant ce moment, il doit inclure un montant égal au moindre de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices qu'il a payé à cet égard au gouvernement d'un pays étranger ou de la proportion dudit impôt représentée par le rapport entre le prix de base rajusté de l'indemnité, immédiatement avant qu'il ne reçoive ce montant, et l'excédent dudit montant sur cet impôt, et il doit déduire chaque montant d'intérêt qu'il a reçu avant ce moment à l'égard de cette indemnité et chaque montant qu'il a reçu avant ce moment à titre de principal de cette indemnité;

c) le montant que le contribuable reçoit à titre de principal de l'indemnité n'est pas réputé en être le produit d'une aliénation partielle; et

d) aux fins de l'article 772 et des règlements adoptés sous son autorité, le montant qui doit être inclus, en vertu du paragraphe *b*, dans le calcul du prix de base rajusté de l'indemnité ne doit pas être inclus dans l'impôt sur un revenu autre qu'un revenu d'entreprise.

1973, c. 17, a. 53.

Principal rajusté.

472. Dans le présent chapitre, le principal rajusté, pour un contribuable, d'une indemnité à un moment donné est l'excédent de

l'ensemble de son principal et, à l'égard de chaque montant d'intérêt reçu par lui avant ce moment, du moindre de l'impôt visé au paragraphe *b* de l'article 471 ou de la proportion dudit impôt déterminée audit paragraphe, sur l'ensemble de chaque montant reçu par le contribuable avant ce moment à titre d'intérêt sur l'indemnité et à titre de principal de cette indemnité.

1973, c. 17, a. 53.

Cas où un montant d'intérêt et un montant de capital sont reçus en même temps.

473. Aux fins de l'article 471, lorsqu'un contribuable reçoit en même temps un montant à titre d'intérêt et un montant à titre de principal sur une indemnité, le montant d'intérêt est réputé avoir été reçu immédiatement avant l'autre.

1973, c. 17, a. 53.

Monnaie à utiliser pour calculer le principal rajusté.

474. Dans le présent chapitre, le principal rajusté d'une indemnité ou d'un bien qui est réputé en être une doit être évalué dans la monnaie dans laquelle le principal doit être payé, selon les conditions y afférentes, sauf qu'aux fins du paragraphe *a* de l'article 471 il doit toujours être évalué en monnaie canadienne.

1973, c. 17, a. 53.

Choix relatif à deux indemnités ou plus émises et acquises.

475. Aux fins du titre IV et de l'article 471 et en appliquant les articles 472 et 474 à ces fins, lorsque deux indemnités ou plus décrites à l'article 469 ont été émises en même temps à l'égard d'un même bien étranger et acquises par un contribuable qui en fait subséquemment le choix, dans la forme et le délai prescrits à l'égard de toutes ces indemnités, ces dernières sont réputées ne constituer qu'une seule indemnité ainsi émise et acquise.

1973, c. 17, a. 53.

SECTION II

RÈGLES PARTICULIÈRES AUX FILIALES ÉTRANGÈRES

Application de la section.

476. La présente section s'applique lorsqu'une filiale étrangère d'un contribuable résidant au Canada serait autorisée à faire le choix visé à l'article 470 à l'égard de biens acquis par elle qui seraient des indemnités pour elle si elle résidait au Canada et si ses seules filiales étrangères étaient des filiales étrangères du contribuable et qu'une partie ou la totalité de ces biens sont par la suite acquis de la filiale par le contribuable.

1973, c. 17, a. 53.

Biens acquis d'une filiale étrangère du contribuable à titre de dividende en nature ou de bénéfice.

477. Lorsque les biens visés à l'article 476 sont acquis à titre de dividende payable en nature ou de bénéfice que le contribuable devrait inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 111, ce dernier peut choisir, dans la forme et le délai prescrits à l'égard de tous ces biens, que les règles suivantes s'appliquent à l'égard de chacun de ces biens:

a) un montant égal au principal du bien ou à un montant moindre est réputé être, nonobstant l'article 304, le coût pour le contribuable du bien et le montant du dividende ou du bénéfice reçu par lui en raison de l'acquisition du bien;

b) lorsque le bien est ainsi acquis à titre de tel bénéfice et que le contribuable a désigné dans son choix une catégorie d'actions du capital-actions de sa filiale à l'égard du bien, le montant de ce bénéfice est réputé avoir été reçu par lui à titre de dividende de sa filiale sur cette catégorie et ne pas être un montant qu'il est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 111;

c) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année pendant laquelle il a acquis le bien, le contribuable peut déduire l'excédent du montant reçu par lui à titre de dividende en raison de cette acquisition sur l'ensemble des montants qui sont admissibles en déduction pour l'année, en vertu des articles 746 à 749 à l'égard de ce dividende, dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable, selon le cas;

d) dans le calcul du prix de base rajusté pour le contribuable d'une action faisant partie d'une catégorie d'actions du capital-actions de sa filiale étrangère à l'égard de laquelle un montant est reçu par lui à titre de dividende en raison de l'acquisition du bien, le contribuable doit déduire un montant égal au quotient de la division du montant qu'il a déduit à l'égard de ce dividende en vertu du paragraphe c par le nombre d'actions de cette catégorie qu'il détenait immédiatement avant qu'il ne reçoive ce montant;

e) aucune perte en capital n'est réputée être subie par le contribuable par suite de l'aliénation, après l'acquisition du bien, d'une action du capital-actions de sa filiale étrangère; et

f) le contribuable peut choisir, dans la forme et le délai prescrits, que l'article 471 s'applique comme si le bien était une indemnité acquise par lui pour des biens étrangers qui lui sont retirés par un gouvernement ou par une personne visés à l'article 469.

1973, c. 17, a. 53; 1975, c. 22, a. 107.

Biens acquis d'une filiale étrangère du contribuable à la suite d'un règlement d'une dette.

478. Lorsque les biens visés à l'article 476 sont acquis à titre de contrepartie pour le règlement ou l'extinction d'une dette qui est payable au contribuable par sa filiale étrangère et qui est représentée par une immobilisation ou pour le règlement ou l'extinction de toute autre obligation, ainsi représentée, de la filiale de payer un montant au contribuable, ce dernier peut choisir, dans la forme et le délai

prescrits à l'égard de tous ces biens, que les règles suivantes s'appliquent à l'égard de chacun de ces biens:

a) le paragraphe *a* de l'article 477 s'applique en remplaçant les mots «le montant du dividende ou du bénéfice reçu par lui» par les mots «le produit de l'aliénation, pour le contribuable, de la dette ou de l'obligation réglée ou éteinte»;

b) lorsque le contribuable a désigné dans son choix une catégorie d'actions du capital-actions de sa filiale étrangère à l'égard du bien, l'excédent du coût pour lui du bien, calculé en prenant en considération les dispositions du paragraphe *a*, sur le montant de la dette ou de l'obligation réglée ou éteinte en raison de l'acquisition du bien, est réputé avoir été reçu par le contribuable à titre de dividende de sa filiale sur cette catégorie d'actions et aucun gain en capital n'est réputé être fait par le contribuable par suite de l'aliénation de la dette ou de l'obligation;

c) aucune perte en capital n'est réputée être subie par le contribuable par suite de l'aliénation de la dette ou de l'obligation; et

d) les paragraphes *c* à *f* de l'article 477 s'appliquent à ce bien.

1973, c. 17, a. 53.

Biens acquis d'une filiale étrangère.

479. Lorsque les biens visés à l'article 476 sont acquis par suite de la liquidation ou de la cessation ou de la réorganisation de l'entreprise de la filiale étrangère ou en contrepartie du rachat, de l'annulation ou de l'acquisition par la filiale d'actions de son capital-actions, le contribuable peut choisir, dans la forme et le délai prescrits à l'égard de tous les biens ainsi acquis, que l'article 470 s'applique à l'égard de chacun de ces biens comme si ces biens étaient des indemnités acquises par le contribuable en contrepartie de la vente de biens étrangers qui étaient des actions du capital-actions de sa filiale étrangère immédiatement avant cette acquisition et qui avaient été vendus à un gouvernement ou à une personne visés à l'article 469.

Choix pour que l'article 471 s'applique.

Il peut également choisir, aux mêmes conditions et à l'égard de tous les montants reçus ou à recevoir par lui à titre d'intérêt sur tous les biens qu'il a ainsi acquis de sa filiale, que l'article 471 s'applique à l'égard de chacun de ces montants comme si ces montants étaient de telles indemnités.

1973, c. 17, a. 53.

CHAPITRE VI

CAS DIVERS

Conversion d'obligations.

480. Lorsqu'un contribuable, conformément au droit afférent à une obligation, l'échange contre une autre obligation du même débiteur remboursable au même montant à échéance, le coût de cette

autre obligation et le prix de vente de l'obligation échangée sont respectivement réputés être:

a) si l'obligation qui a été échangée était un bien décrit dans l'inventaire d'une entreprise exploitée par le contribuable, le montant auquel elle avait été évaluée à la fin du dernier exercice financier de l'entreprise avant cet échange; ou

b) dans tout autre cas, le prix de base rajusté pour le contribuable de l'obligation qui a été échangée immédiatement avant l'échange.

1972, c. 23, a. 380.

Dette relative à une
dépense admissible qui n'est
pas acquittée.

481. 1. Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'une dette relative à une dépense admissible d'un contribuable envers une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance quand la dette est née et à la fin de la deuxième année d'imposition suivant celle dans laquelle la dette est née, n'a pas été acquittée en tout ou en partie à la fin de cette deuxième année d'imposition:

a) le montant impayé doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour la troisième année d'imposition suivant celle dans laquelle la dette est née; ou

b) si le contribuable et cette personne produisent une entente dans la forme prescrite le ou avant la date fixée par l'article 1000 pour la production de la déclaration fiscale du contribuable pour cette troisième année:

i. le montant impayé est réputé avoir été versé par le contribuable et reçu par cette personne le premier jour de cette troisième année d'imposition et l'article 1015 est applicable dans la mesure où il le serait si ce montant était réellement payé; et

ii. cette personne est réputée avoir fait un prêt au contribuable le premier jour de cette troisième année d'imposition, égal au montant impayé moins le montant déduit ou retenu de ce montant par le contribuable en acompte sur l'impôt payable par cette personne pour cette troisième année d'imposition.

2. Toutefois, lorsque le contribuable est une corporation, que le montant est impayé à la liquidation de cette corporation et que cette dernière est dissoute avant l'expiration de la deuxième année d'imposition suivant l'année dans laquelle la dette est née, le montant ainsi impayé doit être inclus dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année d'imposition dans laquelle elle est dissoute.

1972, c. 23. a. 381; 1973, c. 17, a. 54.

Traitement, salaire impayés.

482. 1. Les règles suivantes s'appliquent lorsqu'une dette relative à une dépense admissible d'un contribuable envers une personne à titre de traitement, salaire ou autre rémunération pour une charge ou un emploi, n'a pas été acquittée en tout ou en partie à la fin de

la première année d'imposition suivant l'année d'imposition dans laquelle la dette est née:

a) le montant impayé doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour la deuxième année d'imposition suivant celle dans laquelle la dette est née; ou

b) si le contribuable et cette personne produisent une entente dans la forme prescrite le ou avant la date fixée par l'article 1000 pour la production de la déclaration fiscale du contribuable pour cette première année:

i. le montant impayé est réputé avoir été versé par le contribuable et reçu par cette personne le premier jour de cette deuxième année d'imposition et l'article 1015 est applicable dans la mesure où il le serait si ce montant était réellement payé; et

ii. cette personne est réputée avoir fait un prêt au contribuable le premier jour de cette deuxième année d'imposition, égal au montant ainsi impayé moins le montant déduit ou retenu de ce montant par le contribuable en acompte sur l'impôt payable par cette personne pour cette deuxième année d'imposition.

Cas où l'employeur est une corporation.

2. Toutefois, lorsque le contribuable est une corporation, que le montant est impayé à la liquidation de cette corporation et que cette dernière est liquidée avant l'expiration de la première année d'imposition suivant l'année dans laquelle la dette est née, le montant ainsi impayé doit être inclus dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année d'imposition dans laquelle elle est liquidée.

1972, c. 23, a. 382.

Cas où l'entente est produite après le délai fixé.

483. Aux fins des articles 481 et 482, lorsque l'entente visée au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de chacun desdits articles a été produite après le délai y fixé, les sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 1 de chacun desdits articles s'appliquent tous les deux à l'égard du montant impayé sauf que seulement 25 pour cent du montant impayé doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de chacun desdits articles.

1972, c. 23, a. 383.

Acquisition ou reprise de biens par suite du défaut de paiement.

484. Lorsqu'un créancier a acquis ou réacquis, à une date quelconque d'une année d'imposition, la possession à titre de propriétaire ou la propriété absolue d'un bien à la suite du défaut total ou partiel du paiement de sa créance par son débiteur, les règles suivantes s'appliquent:

a) le débiteur doit inclure dans le calcul du produit de l'aliénation du bien le montant du principal de sa dette envers le créancier et du principal de ses autres dettes dans la mesure où elles sont éteintes par cette aliénation;

b) tout montant payé par le débiteur après l'acquisition ou la réacquisition au titre de paiement de sa dette envers le créancier est réputé être une perte du débiteur provenant de l'aliénation du bien, subie dans l'année d'imposition pendant laquelle ce montant est versé;

c) dans le calcul du revenu du créancier pour l'année, le montant qu'il a réclamé en vertu du paragraphe b de l'article 234 et le montant déduit en vertu de l'article 153 relativement à ce bien pour l'année d'imposition précédente sont réputés être nuls;

d) le créancier est réputé avoir acquis ou réacquis le bien au montant par lequel le principal de sa créance excède l'un ou l'autre des montants décrits au paragraphe c, à l'égard de ce bien;

e) le prix de base rajusté de la créance est réputé être nul; et

f) dans le calcul du revenu du créancier pour l'année ou pour une année subséquente, aucun montant ne lui est alloué pour cette créance en vertu des articles 140 et 141.

1972, c. 23, a. 384.

Règlement ou extinction
d'une dette à l'avantage du
débiteur.

485. 1. Lorsque, à un moment quelconque au cours d'une année d'imposition, l'obligation d'un contribuable de payer un montant est réglée ou éteinte après 1971 sans que le contribuable ne fasse de paiement ou fasse un paiement moindre que le montant du principal de son obligation, l'excédent du moindre du principal ou du montant pour lequel l'obligation a été émise sur le montant payé doit être appliqué à la réduction, dans l'ordre, des ses pertes autres que ses pertes en capital, de ses pertes nettes en capital et de ses pertes agricoles restreintes pour les années d'imposition précédentes dans la mesure où le montant de ces pertes serait autrement admissible en déduction dans le calcul du revenu imposable du contribuable pour l'année ou pour une année subséquente.

2. S'il est un reste, il doit être appliqué à la réduction, de la manière prescrite, du coût en capital d'un bien amortissable du contribuable et du prix de base rajusté, pour lui, d'une immobilisation.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas si:

a) le contribuable est, au moment donné, un failli au sens de l'article 777;

b) l'intérêt qui aurait été payé par le contribuable sur l'obligation n'aurait pu, à cause de la nature de cette dernière, être admis en déduction en vertu de la présente partie dans le calcul de son revenu;

c) l'article 484 s'applique à cette obligation; ou

d) l'excédent visé au paragraphe 1 doit, en vertu d'une autre disposition de la présente partie, être inclus dans le calcul du revenu du contribuable ou être déduit dans le calcul du coût en capital, pour lui, d'un bien amortissable ou du prix de base rajusté, pour lui, d'une immobilisation.

1972, c. 23, a. 385; 1973, c. 17, a. 55.

Application des
paragraphes 1 et 2.

Remboursement d'un
montant à l'égard duquel
aucune déduction n'est
permise.

486. Lorsqu'un contribuable, en vertu d'un contrat, rembourse une autre personne pour un montant ou pour la juste valeur marchande d'un bien payé ou payable par elle et que ce montant ou la valeur de ce bien, selon le cas, est inclus dans le calcul du revenu de cette autre personne en vertu de l'article 89 ou n'est pas admis à titre de déduction dans le calcul du revenu de celle-ci en vertu de l'article 144 et que le contribuable, au moment du remboursement, résidait au Canada ou y exerçait une entreprise, les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie:

a) le contribuable est réputé ne pas avoir remboursé l'autre personne mais avoir payé un montant visé à l'article 144 égal au montant du remboursement; et

b) l'autre personne est réputée ne pas avoir reçu de remboursement du contribuable.

1975, c. 22, a. 108; 1977, c. 26, a. 57.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à un remboursement visé par cet article qui est fait après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 57).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Lorsque, à la suite d'un contrat entre un contribuable et une autre personne, un montant est payé ou payable ou un bien est transporté par le contribuable à cette autre personne à titre de remboursement d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien à l'égard duquel elle n'a pas droit à une déduction en vertu de l'article 132a:

a) le contribuable est réputé avoir payé le montant ou la valeur de ce bien à une personne visée à l'article 81c;

b) l'autre personne est réputée n'avoir pas reçu de remboursement du contribuable et, dans la mesure de ce remboursement, ne pas avoir payé ce montant ou la valeur de ce bien; et

c) les articles 81b et 81d ne s'appliquent pas au montant ou à la valeur du bien payé ou payable. ».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un montant ou de la juste valeur marchande d'un bien payé ou payable soit après le 6 mai 1974, à l'égard d'une période postérieure à cette date, dans le cas d'une entreprise pétrolière, soit après le 31 mars 1975, à l'égard d'une période postérieure à cette date, dans le cas d'une entreprise minière. (1975, c. 22, a. 324).

Report du revenu à l'égard
d'abatage obligatoire de
bétail.

487. 1. Lorsqu'un montant qui serait autrement inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition donnée provenant d'une entreprise agricole est un montant reçu ou à recevoir par lui, selon la méthode qu'il suit pour le calcul de son revenu provenant de cette entreprise pour cette année, à l'égard de l'abatage obligatoire du bétail en vertu d'une loi, ce montant, sauf s'il l'a déclaré comme revenu dans sa déclaration fiscale pour cette année, est réputé un revenu du contribuable provenant de cette entreprise pour l'année d'imposition qui suit immédiatement cette année.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas à un montant reçu ou à recevoir, selon le cas, par le contribuable dans une année d'imposi-

tion au cours de laquelle il décède ou cesse de résider au Canada ou dans une année d'imposition subséquente.

1977, c. 26, a. 58.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 58).

TITRE VIII

MONTANTS EXCLUS DU CALCUL DU REVENU

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

Montants à exclure du
revenu.

488. Un contribuable ne doit pas inclure, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, les montants qui sont prévus au présent titre ou aux règlements.

Ces montants comprennent ceux qui sont exclus du calcul du revenu en vertu des articles 218 à 220 et 859 ou en vertu de toute autre loi du Québec.

1972, c. 23, a. 386.

CHAPITRE II

CAS DIVERS

Montants non inclus:

489. Les montants qui ne doivent pas être inclus comprennent également:

certificats d'épargne de
guerre;

a) un montant reçu en vertu d'un certificat d'épargne de guerre émis par Sa Majesté du chef du Canada ou en vertu d'un certificat semblable émis par Sa Majesté du chef de Terre-Neuve avant le premier avril 1949;

transport international par
des non-résidents;

b) le revenu gagné au Canada par une personne ne résidant pas au Canada et provenant d'opérations de transport international par navire ou avion, si le pays de résidence de cette personne traite les personnes résidant au Canada de la même façon;

prestation d'assistance
sociale;

c) le montant de toute prestation d'assistance sociale basée sur un examen des ressources ou des besoins et faite par une oeuvre canadienne de charité prescrite, ou dans le cadre d'un programme prescrit prévu par une loi du Canada ou d'une province;

intérêts sur certains titres;

d) les intérêts reçus par une corporation qui réside au Canada sur une obligation, un effet, un billet, un *mortgage*, une hypothèque ou un titre semblable qu'elle reçoit en contrepartie de l'aliénation qu'elle a faite, avant le 18 juin 1971, d'une entreprise qu'elle exploitait dans un autre pays que le Canada, ou de toutes les actions de sa filiale qui

exerçait une entreprise dans un tel pays ainsi que des dettes et des autres obligations de cette filiale qui lui étaient dues immédiatement avant cette aliénation;

remboursement;
aide financière pour étudier.

e) un remboursement visé au paragraphe c de l'article 894;
f) une aide financière visée à l'article 893 et reçue par un bénéficiaire en vertu d'un régime d'épargne-études qui n'est pas enregistré ou dont l'enregistrement a été révoqué conformément à l'article 899.

1972, c. 23, a. 387; 1973, c. 17, a. 56; 1975, c. 21, a. 14; 1975, c. 22, a. 109.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe b des mots «des» par ce qui suit «d'», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Application du paragraphe d
de l'article 489.

490. Le paragraphe d de l'article 489 ne s'applique que dans le cas d'une entreprise d'utilité publique ou d'un service public, si cette entreprise ou les biens qui sont mentionnés audit paragraphe ont été aliénés en faveur d'une personne résidant dans cet autre pays et si le titre reçu par la corporation a été émis ou garanti par le gouvernement de cet autre pays ou par un mandataire de ce gouvernement.

1972, c. 23, a. 388.

CHAPITRE III

CERTAINES PENSIONS ET INDEMNITÉS

Montants à exclure du
revenu:
pensions de guerre versées
par un autre pays;

paiement aux victimes de
l'explosion de Halifax en
1917;

pensions ou indemnités de
la Gendarmerie Royale du
Canada;

indemnités pour accidents
de travail;

491. Sont également exclus du calcul du revenu:

a) une pension en cas d'invalidité ou de décès survenu en service actif pendant la guerre, versée par un pays allié à ce moment, si ce pays accorde pour l'année la même exemption aux personnes qui reçoivent une pension visée au paragraphe e;

b) une pension, subvention ou allocation à l'égard du décès ou d'une blessure résultant de l'explosion d'Halifax en 1917 et versée soit par la Commission de secours d'Halifax ou soit par la Commission canadienne des pensions en vertu de la Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax (Statuts du Canada);

c) une pension ou une indemnité pour blessure, invalidité ou décès, reçue en vertu des articles 5, 31 ou 45 de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie Royale du Canada (Statuts du Canada), ou de l'article 27 de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie Royale du Canada (Statuts du Canada);

d) une indemnité reçue en vertu d'une loi du Canada ou d'une province sur les accidents de travail pour blessure, invalidité ou décès, à l'exception d'une indemnité reçue à titre d'employeur ou

pension ou indemnité pour services de guerre;

indemnités versées par la République fédérale allemande.

d'ancien employeur de la personne pour qui une indemnité pour blessure, invalidité ou décès a été payée;

e) une indemnité reçue en vertu des règlements établis sous l'article 7 de la Loi sur l'aéronautique (Statuts du Canada) ou une pension, une allocation ou une compensation reçue en vertu des lois fédérales suivantes: la Loi sur les pensions, la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre ou la Loi sur les allocations aux anciens combattants; ou

f) un paiement effectué par la République fédérale d'Allemagne ou par un organisme public remplissant une fonction gouvernementale dans ce pays, à titre d'indemnité à une victime de la persécution nationale socialiste, si ce paiement est exonéré de l'impôt sur le revenu dans le pays d'origine.

1972, c. 23, a. 389; 1977, c. 26, a. 59.

Cet article, modifié en 1977, par:

- le remplacement du paragraphe b, s'applique depuis le 11 juin 1976; (1977, c. 26, a. 59); auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«une pension à l'égard du décès ou d'une blessure résultant de l'explosion d'Halifax en 1917 et versée par la Commission de secours d'Halifax;»;

- le remplacement du paragraphe e, s'applique depuis le 1^{er} avril 1976. (1977, c. 26, a. 59).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«une indemnité reçue en vertu des règlements établis sous l'article 7 de la Loi sur l'aéronautique (Statuts du Canada) ou une pension ou une allocation reçue en vertu des lois fédérales suivantes: la Loi sur les pensions, la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils ou la Loi sur les allocations aux anciens combattants; ou».

CHAPITRE IV

CERTAINES ALLOCATIONS

Allocations de dépenses des membres d'assemblées législatives.

492. Un membre de l'Assemblée nationale ou de la Législature d'une autre province n'est pas tenu d'inclure dans son revenu l'allocation qu'il reçoit dans l'année d'imposition pour les dépenses inhérentes à ses fonctions dans la mesure où elle n'excède pas la moitié du montant maximal fixe qui est prévu par la loi et qui lui est payable sous forme de traitement, indemnité ou autre rémunération pour sa présence à une session; l'excédent doit toutefois être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 390.

Allocations de dépenses des conseillers municipaux.

493. Un membre élu d'un conseil municipal, un membre, élu par vote populaire, d'une commission ou corporation municipale de service public ou de tout autre organisme administratif similaire ou un

membre d'une commission scolaire publique ou séparée ou de tout organisme similaire administrant un district scolaire, n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour l'année l'allocation qu'il reçoit dans l'année d'imposition de cette municipalité ou de cet organisme pour les dépenses inhérentes à ses fonctions, dans la mesure où cette allocation n'excède pas la moitié du montant qui lui est ainsi versé dans l'année sous forme de traitement ou autre rémunération; l'excédent doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 391; 1975, c. 21, a. 15.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «Un membre élu du conseil municipal ou un membre, élu par vote populaire, d'une commission scolaire, d'un district scolaire, d'une commission ou corporation municipale de service public ou de tout autre organisme administratif similaire, n'est pas tenu d'inclure dans le» par les mots «Un membre élu d'un conseil municipal, un membre élu par vote populaire, d'une commission ou corporation municipale de service public ou de tout autre organisme administratif similaire ou un membre d'une commission scolaire publique ou séparée ou de tout organisme similaire administrant un district scolaire, n'est pas tenu d'inclure dans le», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE V

REVENU DE CERTAINS BIENS

Revenu de biens acquis à titre de dommages pour blessures.

494. Un particulier n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu le revenu d'un bien qu'il a reçu à titre d'indemnité pour dommages d'ordre physique ou mental subis par lui, même si ce revenu provient d'un bien substitué à ce premier bien et même s'il est reçu par une autre personne pour le bénéfice du particulier, à la condition toutefois que ce revenu soit reçu par lui ou par l'autre personne avant qu'il ait atteint l'âge de 21 ans.

Intérêt payé sur les biens acquis à titre de dommages-intérêts.

Il en est de même de tout revenu produit par le revenu visé au premier alinéa ainsi que du montant que le particulier reçoit à titre d'intérêt afférent à un bien y visé ou à un revenu provenant d'un tel bien pour la période pendant laquelle cette autre personne détient ce bien si, dans tous les cas, le particulier n'a pas atteint l'âge de 21 ans.

Substitutions de biens subséquents.

Aux fins du présent article, tout bien substitué à un bien déjà substitué au bien reçu par le particulier ou pour lui est réputé être substitué au bien originellement reçu.

1973, c. 17, a. 57; 1974, c. 18, a. 22.

Gain en capital imposable non inclus.

495. Un particulier visé à l'article 494 n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu le gain en capital imposable résultant

de l'aliénation d'un bien y décrit, si ce gain en capital imposable est reçu avant qu'il ait atteint l'âge de 21 ans.

1975, c. 21, a. 16.

Choix par un particulier
qui atteint l'âge de 21 ans.

496. Un particulier visé à l'article 494 peut, dans sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition au cours de laquelle il atteint l'âge de 21 ans, choisir d'être réputé avoir aliéné le bien y décrit le jour précédant la date où il atteint l'âge de 21 ans pour un produit d'aliénation égal à sa juste valeur marchande ce jour-là et l'avoir réacquis immédiatement après à un coût égal à ce produit.

1977, c. 26, a. 60.

TITRE IX

LES CORPORATIONS RÉSIDANT AU CANADA ET LEURS ACTIONNAIRES

CHAPITRE I

DIVIDENDES IMPOSABLES

Dividendes reçus de
corporations résidentes.

497. 1. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition les montants qu'il reçoit dans cette année d'une corporation résidant au Canada à titre de dividende imposable.

Majoration d'un tiers.

2. Il doit de plus y inclure, s'il est un particulier autre qu'une fiducie mentionnée à l'article 989, un tiers de l'ensemble des montants visés au paragraphe 1 qu'il reçoit d'une corporation canadienne imposable.

1972, c. 23, a. 392; 1975, c. 22, a. 110.

Dividendes réputés reçus
par un contribuable.

498. Un contribuable qui doit, en vertu des articles 316 ou 456 à 468, inclure dans son revenu pour une année d'imposition un dividende reçu par une autre personne est réputé, aux fins du présent chapitre et des articles 738 à 743 et 767, avoir reçu ce dividende.

1972, c. 23, a. 393.

Choix relatif aux
dividendes reçus par un
conjoint.

499. Si la déduction accordée à un particulier à l'égard de son conjoint aux termes du paragraphe a de l'article 695 était diminuée du fait de l'inclusion d'un montant dans le revenu de son conjoint pour l'année en vertu de l'article 497, le particulier peut choisir, dans sa déclaration fiscale pour l'année, que les dividendes reçus d'une corporation canadienne imposable qui devaient être inclus dans le

revenu de son conjoint en vertu dudit article soient plutôt réputés avoir été reçus par lui dans cette année et non par son conjoint.

1972, c. 23, a. 394.

Dividende payable sur plus
d'une catégorie d'actions.

500. Aux fins des articles 501 à 517 et 556 à 568, lorsqu'un dividende devient payable au même moment sur plus d'une catégorie d'actions du capital-actions d'une corporation, le dividende sur chaque catégorie est réputé devenir payable à un moment différent.

Choix de l'ordre de
paiement des dividendes.

La corporation peut choisir de la manière prescrite l'ordre dans lequel ces dividendes sont réputés devenir payables, à défaut de quoi le ministre peut le faire.

1973, c. 17, a. 58.

CHAPITRE II

RÈGLES PARTICULIÈRES

Choix par la corporation
relatif à des dividendes
réputés payables sur
certains surplus.

501. Lorsqu'un dividende devient payable à un moment donné, après 1971, par une corporation canadienne sur une action de son capital-actions, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé payable à même son surplus en main non réparti et libéré d'impôt jusqu'à concurrence du moindre du dividende ou de ce surplus, immédiatement avant ce moment donné;

b) le dividende est réputé payable à même son surplus de capital en main en 1971 jusqu'à concurrence du moindre, immédiatement avant ce moment donné, de ce surplus ou de la partie du dividende qui excède l'ensemble de son revenu en main non réparti en 1971 et de la partie du dividende qui est réputée payable à même son surplus en main non réparti et libéré d'impôt en vertu du paragraphe a;

c) aucune partie du dividende ne doit être incluse dans le revenu d'un actionnaire de la corporation en vertu du présent titre; et

d) dans le calcul du prix de base rajusté d'une action de cette corporation, l'actionnaire doit déduire, à l'égard de ce dividende, tout montant qu'il a reçu après 1971 à titre de dividende, autre qu'un dividende imposable ou un dividende en capital, sur cette action.

Exception.

Aux fins du présent article, une corporation qui a été constituée au Canada avant le 27 avril 1965 et qui n'y résidait pas à la fin de 1971 est réputée, nonobstant le paragraphe c de l'article 570, ne pas être une corporation canadienne.

1972, c. 23, a. 395; 1973, c. 17, a. 59.

Dividendes en capital
versés par une corporation
privée.

502. Lorsqu'un dividende devient payable à un moment donné, après 1971, par une corporation privée sur une action de son capital-actions, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende en capital jusqu'à concurrence du moindre de la partie du dividende qui excède son revenu en main non réparti en 1971 immédiatement avant le moment donné ou de son compte de dividende en capital au même moment; et

b) aucune partie du dividende ne doit être incluse dans le calcul du revenu d'un actionnaire de la corporation.

1972, c. 23, a. 396; 1973, c. 17, a. 60.

Choix visé aux articles 501
et 502.

503. Le choix visé aux articles 501 ou 502 ne vaut que s'il est fait en la manière et la forme prescrites pour le montant total du dividende.

1972, c. 23, a. 397; 1975, c. 22, a. 111; 1977, c. 26, a. 61.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard d'un dividende qui devient payable après 1974. (1977, c. 26, a. 61).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Le choix visé aux articles 395 ou 396 ne vaut que s'il est fait en la manière et dans la forme prescrites pour le montant total du dividende au plus tard le 28 février de l'année suivant celle pendant laquelle le dividende est devenu payable. ».

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'un dividende qui devient payable après 1974. (1975, c. 22, a. 299).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Le choix visé aux articles 395 ou 396 ne vaut que s'il est fait, en la manière prescrite pour le montant total du dividende, au plus tard au moment donné mentionné auxdits articles ou à la date du premier versement de ce dividende si elle précède ce moment. ».

CHAPITRE III

DIVIDENDES PRÉSUMÉS

SECTION I

ACTIONS D'UNE CORPORATION

Dividendes présumés lors
de l'augmentation du
capital versé.

504. 1. Une corporation résidant au Canada qui, à un moment donné après 1971, augmente le capital versé relatif à une catégorie donnée d'actions de son capital-actions, est réputée avoir alors versé, sur les actions émises de cette catégorie, un dividende égal à l'excédent de l'augmentation du capital versé sur l'ensemble du montant de l'augmentation de la valeur de l'actif ou de la diminution du passif, selon le cas, visées au sous-paragraphe b du paragraphe 2 et

du montant de la réduction visée au sous-paragraphe c du paragraphe 2.

Application.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas si l'augmentation du capital versé résulte:

- a) du paiement d'un dividende en actions;
- b) d'une opération qui augmente la valeur de l'actif diminué du passif, d'un montant au moins égal à celui de l'augmentation du capital versé relatif aux actions de la catégorie visée, ou qui réduit le passif, diminué de la valeur de l'actif, d'un tel montant; ou
- c) d'une opération qui réduit le capital versé à l'égard des actions des autres catégories du capital-actions de la corporation d'un montant au moins égal à celui de l'augmentation du capital versé relatif aux actions de cette catégorie.

1972, c. 23, a. 398.

Montants ou biens
distribués aux actionnaires
lors d'une liquidation.

505. Une corporation résidant au Canada dont des fonds ou des biens sont, à un moment donné après 1971, distribués ou autrement attribués, de quelque manière que ce soit, aux actionnaires d'une catégorie donnée de ses actions ou au profit de ceux-ci, par suite de sa liquidation, de la cessation de ses opérations ou de la réorganisation de son entreprise, est réputée avoir alors versé sur les actions de cette catégorie un dividende égal à l'excédent du montant des fonds ou de la valeur du bien ainsi distribués ou attribués sur le moindre:

- a) du montant de la réduction du capital versé relatif aux actions de cette catégorie, immédiatement avant ce moment, causée par cette distribution ou cette attribution; ou
- b) du plafond du capital versé de la corporation, immédiatement avant ce moment.

1972, c. 23, a. 399.

Acquisition, rachat ou
annulation d'actions.

506. Une corporation résidant au Canada qui, à un moment donné après 1971, au moyen d'une opération autre que celle visée à l'article 505, rachète, acquiert ou annule une action d'une catégorie quelconque de son capital-actions est réputée avoir alors versé, sur les actions de cette catégorie, un dividende égal:

- a) dans le cas d'une transaction concernant l'acquisition ou un rachat, avec prime, d'actions autres qu'ordinaires émises le ou avant le 18 juin 1971 en autant que la prime payable a été fixée conformément à la loi régissant la corporation et n'a pas été augmentée depuis cette date, à l'excédent du capital versé relatif à ces actions, immédiatement avant ce moment, sur le plafond du capital versé de la corporation au même moment; et
- b) dans les autres cas, à l'excédent du montant que la corporation paie pour cette opération sur le moins élevé des montants suivants:

i. le capital versé relatif à ces actions, immédiatement avant ce moment; ou

ii. l'excédent du plafond du capital versé de la corporation, immédiatement avant ce moment, sur le montant correspondant à son capital versé relatif aux actions visées au paragraphe *a* qui ont fait l'objet d'un rachat, d'une acquisition ou d'une annulation.

1972, c. 23, a. 400.

Réduction du capital versé.

507. Une corporation résidant au Canada qui, à un moment donné, après 1971, réduit le capital versé relatif à une catégorie donnée d'actions de son capital-actions d'une manière autre que celles visées aux articles 505 ou 506 est réputée avoir alors versé, sur les actions de cette catégorie, un dividende égal à l'excédent du montant qu'elle paie à l'égard de cette réduction sur le plafond du capital versé de la corporation, immédiatement avant ce moment donné.

1972, c. 23, a. 401.

Dividendes réputés reçus.

508. Lorsque, en vertu du présent chapitre, un dividende est réputé versé à un moment donné sur une catégorie donnée d'actions, pour une valeur déterminée, chaque personne qui détient des actions de cette catégorie à ce moment, ou immédiatement après ce moment dans le cas visé à l'article 504, est réputé recevoir, à titre de dividende, la partie de la valeur du dividende ainsi réputé versé représentée par le rapport:

a) du nombre d'actions de cette catégorie qu'elle détient immédiatement avant le moment donné, sur le nombre total des actions émises de cette catégorie immédiatement avant ce moment, dans les cas visés aux articles 505 et 507, ou sur le nombre total des actions visées aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas, de l'article 506, dans le cas visé dans ce dernier article; ou

b) du nombre d'actions de cette catégorie qu'elle détient immédiatement après le moment donné sur le nombre total des actions émises de cette catégorie immédiatement après ce moment, dans le cas visé à l'article 504.

1972, c. 23, a. 402.

Biens distribués ou
montants versés
comprenant des actions.

509. Aux fins du présent chapitre, lorsque le bien mentionné à l'article 505 ou le montant payé par la corporation et visé au paragraphe *b* de l'article 506 ou à l'article 507 comprennent une action du capital-actions de cette corporation, les règles suivantes s'appliquent:

a) dans le calcul de la valeur de ce bien ou de ce montant à un

moment donné, la valeur de l'action est égale au capital versé relatif à cette action à ce moment; et

b) la valeur de l'action doit être incluse dans le calcul du plafond du capital versé de la corporation, immédiatement avant ce moment.

1972, c. 23, a. 403.

Application des articles 505
et 506 à l'article 504.

510. Les articles 505 et 506 ne s'appliquent pas dans les cas visés à l'article 504, non plus qu'à l'achat, par une corporation, d'une ou de plusieurs de ses actions sur le marché libre, de la manière dont des actions seraient normalement achetées par le public.

1972, c. 23, a. 404.

SECTION II

DETTES D'UNE CORPORATION

Dividende réputé lors du
remboursement d'une dette.

511. Lorsque, dans une situation de contrôle décrite à l'article 514, une corporation fait un paiement à un moment donné à valoir sur une dette qu'elle a contractée après le 18 novembre 1974 en contrepartie de l'achat d'actions du capital-actions d'une autre corporation, ou à valoir sur une dette y substituée, elle est réputée avoir payé à ce moment un dividende égal au moindre de ce paiement ou de l'excédent, sur le plafond de la dette de la corporation à l'égard de cette dette, de l'ensemble de ce paiement et de ceux qu'elle a faits avant ce moment à valoir sur cette dette ou sur une dette y substituée.

1975, c. 22, a. 113.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 334).

Montant du dividende
réputé.

512. Une personne qui reçoit un paiement compris dans celui décrit à l'article 511 est réputée avoir reçu au moment y visé un dividende égal à la proportion du dividende réputé être payé par la corporation représentée par le rapport du paiement reçu par cette personne sur le montant du paiement décrit audit article.

1975, c. 22, a. 113.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 334).

Application des articles 501
à 503.

513. Les articles 501 à 503, sauf le paragraphe d dudit article 501, s'appliquent à un dividende visé à l'article 511 comme si toute personne mentionnée à l'article 512 était actionnaire d'une catégorie

d'actions du capital-actions de la corporation qui fait le paiement décrit à l'article 511.

1975, c. 22, a. 113.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 334).

Application des articles 511
à 513.

514. Les articles 511 à 513 s'appliquent à l'égard d'une corporation et de l'autre corporation y mentionnées lorsque:

a) à un moment quelconque avant que la dette ne soit contractée, la personne, ou le groupe de personnes à qui la dette était due quand elle a été contractée, contrôlait l'autre corporation directement ou indirectement de quelque manière que ce soit ou était propriétaire d'actions du capital-actions de cette autre corporation représentant plus de 50 pour cent du capital versé de cette dernière; et

b) à un moment quelconque avant le moment donné visé à l'article 511, la personne ou le groupe de personnes mentionné au paragraphe a:

i. contrôlait la corporation directement ou indirectement de quelque manière que ce soit;

ii. était propriétaire d'actions du capital-actions de la corporation représentant plus de 50 pour cent du capital versé de cette dernière; ou

iii. détenait une dette payable par la corporation qui excédait le capital versé de la corporation au moment où cette personne, ce groupe de personnes, une personne liée à cette personne ou à un membre de ce groupe ou une combinaison de ces personnes était propriétaire d'actions du capital-actions de la corporation représentant plus de 50 pour cent du capital versé de cette dernière.

1975, c. 22, a. 113.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 334).

Plafond de la dette.

515. Aux fins de l'article 511, le plafond de la dette d'une corporation relativement à une dette visée audit article est égal, au moment où la dette est contractée, au montant de cette dette moins l'excédent de l'ensemble de cette dette et de la juste valeur marchande de toute autre contrepartie qui n'est pas une action de son capital-actions et qu'elle a donnée pour l'acquisition des actions du capital-actions de l'autre corporation sur le moindre du plafond du capital versé de l'autre corporation ou du capital versé des actions ainsi acquises.

1975, c. 22, a. 113.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 334).

Règles applicables aux
actions émises et aux dettes
contractées avant le 19
novembre 1974.

516. Lorsqu'une corporation a, aux conditions prescrites, avisé le ministre par écrit à un moment donné avant le mois de juillet 1976 qu'elle désire que les articles 511 à 515 s'appliquent à toutes les dettes qu'elle a contractées avant le 19 novembre 1974 et que les règles prescrites s'appliquent à toutes les actions qu'elle a émises avant le 19 novembre 1974:

a) l'article 511 se lit comme si l'expression «après le 18 novembre 1974» n'existait pas;

b) le montant de tout dividende que la corporation serait réputée en vertu de l'article 511 avoir payé à l'égard d'un paiement effectué avant le moment donné à valoir sur une dette contractée avant le 19 novembre 1974 ou une dette y substituée, est réputé être nul;

c) aux fins de l'article 515, le plafond du capital versé de l'autre corporation doit être calculé le 18 novembre 1974, si cette date est plus tardive que celle où la dette a été contractée, et son capital versé doit être calculé selon les règles prescrites; et

d) le ministre n'exerce pas la discrétion que lui confère l'article 1083 à l'égard d'un montant reçu après ce moment par un contribuable à valoir sur une dette visée au présent article ou une dette y substituée ou à l'égard d'une aliénation desdites actions ou d'une réduction du capital versé relatif auxdites actions.

1975, c. 22, a. 113.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

SECTION III

RÈGLE APPLICABLE AU PAIEMENT

Moment où un dividende
est réputé payable.

517. Un dividende que le présent chapitre présume être payé à un moment donné est réputé, aux fins du présent titre, devenir payable au même moment.

1972, c. 23, a. 405.

CHAPITRE IV

TRANSFERTS À UNE CORPORATION

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Choix lors du transfert de
biens à une corporation.

518. Un contribuable qui aliène, après le 6 mai 1974, un bien dont il est propriétaire et qui est une immobilisation, un bien en inventaire, un bien visé à l'article 328 ou une immobilisation intangible, en

faveur d'une corporation canadienne pour une contrepartie qui comprend une action du capital-actions de la corporation, peut choisir conjointement avec cette dernière, dans la forme prescrite et au plus tard le jour où l'un des deux doit le premier produire sa déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour l'année d'imposition au cours de laquelle l'aliénation a lieu, que les règles prévues au présent chapitre s'appliquent.

Restriction.

Toutefois, ce choix ne peut être fait à l'égard d'un immeuble en inventaire, d'une immobilisation d'une personne ne résidant pas au Canada qui est un immeuble ou une option à l'égard d'un tel immeuble ni à l'égard d'un bien visé à l'article 328, si, dans ce dernier cas, la corporation en faveur de qui il est aliéné a exercé une entreprise avant cette aliénation.

1972, c. 23, a. 406; 1973, c. 17, a. 61; 1975, c. 22, a. 115.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Un contribuable qui aliène, après 1971, un bien qui est une immobilisation, un bien, droit, permis ou privilège, mentionné à l'article 302 ou une immobilisation intangible qui lui appartiennent en faveur d'une corporation canadienne dont il possède, immédiatement après cette aliénation, au moins 80 pour cent des actions émises de chaque catégorie, peut choisir de concert avec la corporation, dans la forme et le délai prescrits, que les règles prévues au présent chapitre s'appliquent.

Toutefois, ce choix ne peut être fait, dans le cas du bien, droit, permis ou privilège, si la corporation en faveur de qui il est aliéné a exercé une entreprise avant cette aliénation. ».

Choix qui n'est pas fait dans le délai prévu.

519. Nonobstant l'article 518, un choix qui n'a pas été fait dans le délai y prévu est réputé être fait dans ce délai s'il est fait dans l'année qui suit l'expiration de ce délai dans la forme prescrite et accompagné du paiement par le contribuable d'une pénalité, estimée par lui, égale au moindre:

a) d'un quart de un pour cent de l'excédent de la juste valeur marchande, au moment de l'aliénation, du bien à l'égard duquel le choix est exercé sur le montant convenu dans le choix, pour chaque mois ou partie de mois qui s'étend du moment le plus tardif où le choix aurait dû être fait en vertu dudit article à celui où il est effectivement fait; ou

b) de \$2,500.

1975, c. 22, a. 116; 1977, c. 26, a. 62.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à un choix dont la date ultime pour l'exercer est postérieure au 6 mai 1974. (1977, c. 26, a. 62).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Nonobstant l'article 406, un choix qui n'a pas été fait dans le délai y prévu est réputé être fait dans ce délai s'il est fait dans l'année qui suit l'expiration de ce délai dans la forme prescrite et accompagné du paiement par le contribuable d'une pénalité, estimée par lui, égale à un quart de un pour cent de l'excédent de la juste

valeur marchande, au moment de l'aliénation, du bien à l'égard duquel le choix est exercé sur le montant convenu dans le choix, pour chaque mois ou partie de mois qui s'étend du moment le plus tardif où le choix aurait dû être fait en vertu dudit article à celui où il est effectivement fait.»

Cet article, inséré en 1975, s'applique à un choix dont la date ultime pour l'exercer est postérieure au 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 320).

Examen et cotisation par le
ministre.

520. Le ministre doit examiner avec diligence un choix qui lui est transmis en vertu de l'article 519, déterminer la pénalité payable et faire parvenir un avis de cotisation au contribuable qui doit payer sans délai au ministre le solde impayé de la pénalité.

1975, c. 22, a. 116.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à un choix dont la date ultime pour l'exercer est postérieure au 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 320).

Réputé bien québécois ou
canadien imposable.

521. Lorsqu'un bien auquel l'article 518 s'applique est un bien québécois imposable ou un bien canadien imposable, une action y visée reçue en contrepartie de son aliénation est réputée être également un bien québécois imposable ou un bien canadien imposable, selon le cas.

1975, c. 22, a. 116.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

SECTION II

ÉVALUATION D'UN BIEN TRANSFÉRÉ

Le montant convenu est
réputé être le produit de
l'aliénation.

522. Lorsque le contribuable et la corporation ont conjointement fait le choix visé à l'article 518, le montant convenu dans leur choix, relativement au bien, est réputé:

a) être le produit de l'aliénation pour le contribuable et le coût du bien pour la corporation;

b) sous réserve du paragraphe c, être égal à la juste valeur marchande, à la date de l'aliénation, de la contrepartie qui est reçue par le contribuable pour ce bien, si le montant convenu est effectivement inférieur à cette juste valeur marchande et si la contrepartie ne consiste pas en une action du capital-actions de la corporation ou en un droit de recevoir une telle action; et

c) être égal à la juste valeur marchande du bien, à la date de son aliénation, si le montant convenu est effectivement supérieur à cette valeur.

1972, c. 23, a. 407.

Biens amortissables et immobilisations intangibles.

523. Nonobstant les paragraphes *b* et *c* de l'article 522 mais sous réserve du deuxième alinéa, lorsqu'un contribuable et une corporation ont conjointement fait le choix visé à l'article 518, le montant convenu dans leur choix, relativement à un bien mentionné à l'article 524, est réputé être le moindre des montants mentionnés aux paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 524, selon le cas.

Toutefois, ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à celui qui est réputé être le montant convenu en vertu du paragraphe *b* de l'article 522, sous réserve du paragraphe *c* dudit article.

1972, c. 23, a. 408; 1975, c. 22, a. 117.

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion dans le premier alinéa, après le chiffre «(522)» des mots «mais sous réserve du deuxième alinéa»;

- le remplacement dans le premier alinéa des mot et lettre «ou *b*» par les mot et lettre «*b* ou *c*»;

- l'addition du deuxième alinéa;

s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Biens amortissables et immobilisations intangibles.

524. La présente section s'applique lorsque le bien aliéné est:

a) une immobilisation intangible, relativement à une entreprise du contribuable, dont le produit de l'aliénation serait autrement inférieur au moindre:

i. du double de la partie admise des immobilisations intangibles du contribuable à l'égard de l'entreprise, immédiatement avant l'aliénation;

ii. du coût du bien pour le contribuable; ou

iii. de la juste valeur marchande du bien à la date de son aliénation;

b) un bien amortissable d'une catégorie prescrite dont le produit de l'aliénation serait autrement inférieur au moindre:

i. de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, de tous les biens de cette catégorie, immédiatement avant l'aliénation,

ii. du coût du bien pour le contribuable, ou

iii. de la juste valeur marchande du bien à la date de son aliénation;

et

c) une immobilisation, à l'exception d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite, ou un bien en inventaire et que le montant convenu dans le choix à leur égard est inférieur au moindre:

i. de la juste valeur marchande du bien à la date de son aliénation, ou

ii. du coût indiqué du bien pour le contribuable à cette date.

1972, c. 23, a. 409; 1975, c. 22, a. 118.

Cet article, modifié en 1975, par:

- la suppression à la fin du paragraphe *a* du mot «et»;

- le remplacement à la fin du paragraphe *b* du point par ce qui suit: «; et»;

- l'addition du paragraphe c;

s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Choix relatif à l'ordre de l'aliénation.

525. Lorsque plusieurs biens visés aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 524 sont aliénés en même temps, les articles 523 et 524 s'appliquent à leur égard comme si chacun de ces biens avait été aliéné séparément dans l'ordre choisi par le contribuable dans le délai qui lui est imparti pour faire le choix visé à l'article 518 à l'égard de ces biens ou, à défaut, dans l'ordre choisi par le ministre.

1975, c. 22, a. 119.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Juste valeur marchande du bien excédant celle de la contrepartie.

526. Lorsque la juste valeur marchande d'un bien d'un contribuable, au moment de son aliénation à laquelle l'article 518 s'applique, excède le plus élevé de la juste valeur marchande à ce moment de la contrepartie reçue par le contribuable ou du montant autrement convenu dans le choix effectué aux termes dudit article à l'égard du bien, le montant convenu est réputé être, sauf aux fins des paragraphes *b* et *c* de l'article 528, le montant autrement convenu auquel on ajoute la partie de cet excédent qui peut raisonnablement être considérée comme étant un don fait par le contribuable à ou à l'avantage d'un autre actionnaire de la corporation en cause.

1975, c. 22, a. 119.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

SECTION III

COÛT DU BIEN OU DE LA CONTREPARTIE

Coût en capital d'un bien amortissable transféré à une corporation contrôlée.

527. Aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, lorsque le présent chapitre s'applique à l'aliénation d'un bien amortissable en faveur d'une corporation et que, pour le contribuable qui l'aliène, le coût en capital de ce bien excède le produit de l'aliénation, les règles suivantes s'appliquent:

a) le coût en capital du bien, pour la corporation, est réputé être celui du contribuable; et

b) l'excédent est réputé avoir été alloué à la corporation à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant l'acquisition par elle.

1972, c. 23, a. 410.

Coût des biens reçus en contrepartie;	528. Lorsqu'un contribuable et une corporation ont exercé le choix visé à l'article 518 le coût, pour le contribuable, de chacun des biens qu'il reçoit pour l'aliénation est réputé être:
biens autres que des actions;	a) dans le cas d'un bien particulier autre qu'une action du capital-actions de la corporation ou qu'un droit de recevoir une telle action, un montant égal au moindre de la juste valeur marchande de ce bien à la date de l'aliénation, ou de la partie de la juste valeur marchande, à la même date, du bien aliéné par le contribuable en faveur de la corporation, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien particulier et celle de tous tels biens particuliers qu'il reçoit en contrepartie de cette aliénation;
actions privilégiées;	b) dans le cas d'une action privilégiée d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation, un montant égal au moindre de la juste valeur marchande de cette action immédiatement après l'aliénation ou de la partie de l'excédent du produit de l'aliénation du bien sur la juste valeur marchande des biens particuliers visés au paragraphe a qu'il reçoit pour cette aliénation, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action privilégiée de cette catégorie et celle, au même moment, de toutes les actions privilégiées du capital-actions de la corporation qu'il reçoit ou a droit de recevoir en contrepartie de cette aliénation; et
actions ordinaires.	c) dans le cas d'une action ordinaire d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation, un montant égal à la partie de l'excédent du produit de l'aliénation du bien sur l'ensemble de la juste valeur marchande, à la date de l'aliénation, des biens particuliers visés au paragraphe a qu'il reçoit pour cette aliénation et du coût, pour lui, de toutes les actions privilégiées qu'il a droit de recevoir pour cette aliénation, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action ordinaire de cette catégorie et celle, au même moment, de toutes les actions ordinaires du capital-actions de la corporation qu'il reçoit ou a droit de recevoir en contrepartie de cette aliénation.

1972, c. 23, a. 411.

SECTION IV

TRANSFERT PAR UNE SOCIÉTÉ

Transfert de biens d'une société à une corporation.	529. Les dispositions prévues aux sections I à III s'appliquent <i>mutatis mutandis</i> dans le cas d'une société comme si cette société était un contribuable résidant au Canada à la condition que tous les
---	--

associés exercent conjointement avec la corporation le choix qui y est mentionné.

1972, c. 23, a. 412; 1972, c. 26, a. 49; 1975, c. 22, a. 120.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le mot « exercent » du mot « conjointement », s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Cas où la société se liquide.

530. La présente section s'applique lorsque les affaires de la société visée à l'article 529 sont discontinuées dans les soixante jours de l'aliénation et que, immédiatement avant la dissolution de la société, ses biens ne comprennent rien d'autre que de l'argent et les biens reçus de la corporation en contrepartie de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 413.

Attribution de bien
équivalent aliénation.

531. La société qui attribue un bien visé à l'article 530 à un associé est réputée l'avoir aliéné pour un produit égal au coût indiqué du bien pour elle immédiatement avant cette attribution.

1973, c. 17, a. 62.

Coût des biens reçus par
chaque associé.

532. Le coût pour chaque associé, de chacun des biens qu'il reçoit ou a droit de recevoir en contrepartie de l'aliénation de son intérêt dans la société lors de sa dissolution est réputé être:

a) dans le cas d'un bien autre qu'une action du capital-actions de la corporation ou qu'un droit de recevoir une telle action, la juste valeur marchande de ce bien au moment de la dissolution;

b) dans le cas d'une action privilégiée d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation qui n'était pas accompagnée d'une action ordinaire, le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe ii, et, si elle est accompagnée d'une action ordinaire, le moindre de:

i. la juste valeur marchande, immédiatement après la dissolution, de cette action privilégiée de cette catégorie qu'il reçoit ou a droit de recevoir; ou

ii. la partie de l'excédent du prix de base rajusté de son intérêt dans la société immédiatement avant sa dissolution sur l'ensemble de la juste valeur marchande, lors de la dissolution, de la contrepartie visée au paragraphe a et reçue par lui pour l'aliénation de son intérêt, représentée par le rapport de la juste valeur marchande, immédiatement après la dissolution, de cette action privilégiée de cette catégorie qu'il reçoit ou a droit d'ainsi recevoir sur celle, au même moment, de toutes les actions privilégiées du capital-actions de la corporation qu'il reçoit ou a également droit de recevoir en contrepartie de l'aliénation; et

c) dans le cas d'une action ordinaire d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation, un montant égal à la partie de

l'excédent du prix de base rajusté pour lui de son intérêt dans la société immédiatement avant la dissolution sur l'ensemble de la juste valeur marchande, à la date de l'aliénation, du bien visé au paragraphe *a* qu'il reçoit pour cette aliénation et du coût, pour lui, de toutes les actions privilégiées qu'il a droit de recevoir pour cette aliénation, représentée par le rapport de la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action ordinaire de cette catégorie sur celle, au même moment, de toutes les actions ordinaires du capital-actions de la corporation qu'il reçoit ou a droit de recevoir en contrepartie de cette aliénation.

1972, c. 23, a. 414.

Produit de la vente de la participation dans la société.

533. Le produit de l'aliénation de l'intérêt d'un membre dans la société, lors de sa dissolution, est réputé être le coût, pour ce membre, des biens et des actions qu'il reçoit ou a droit de recevoir en contrepartie de l'aliénation ainsi que le montant d'argent qu'il reçoit pour cette aliénation.

1972, c. 23, a. 415.

SECTION V

PERTE EN CAPITAL

Perte en capital lors de l'aliénation d'un bien à une corporation contrôlée.

534. La présente section s'applique lorsqu'un contribuable ou une société, ci-après incluse dans le terme «contribuable», aliène après le 6 mai 1974 une immobilisation ou une immobilisation intangible dont il est propriétaire en faveur d'une corporation qui immédiatement après l'aliénation est contrôlée, directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, par le contribuable, son conjoint ou par une personne ou un groupe de personnes qui contrôle le contribuable de cette façon et que, sans la présente section et les articles 189, 237 à 240 et 288, le contribuable aurait subi une perte en capital à l'égard de cette aliénation ou aurait eu droit à une déduction dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle il a cessé d'exploiter une entreprise aux termes du paragraphe *a* de l'article 188.

1972, c. 23, a. 416; 1975, c. 22, a. 121.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«La présente section s'applique lorsqu'un contribuable aliène, après 1971, une immobilisation en faveur d'une corporation qui immédiatement après l'aliénation est contrôlée, directement ou indirectement ou de quelque manière que ce soit, par le contribuable ou par une personne ou un groupe de personnes qui contrôlent le

contribuable de cette façon, lorsque, sans la présente section, le contribuable aurait autrement subi une perte en capital à l'égard de cette aliénation.»

Perte en capital lors de l'aliénation d'un bien à une corporation contrôlée.

535. Dans le cas prévu à l'article 534:

a) la perte en capital ou la déduction y visées sont réputées être nulles, nonobstant les articles 188, 189, 237 à 240 et 288;

b) le contribuable doit ajouter, dans le calcul du prix de base rajusté de toutes les actions d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation y mentionnée dont il est propriétaire immédiatement après l'aliénation, la proportion, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de toutes les actions de cette catégorie dont il est propriétaire et celle, au même moment, de toutes les actions du capital-actions de la corporation dont il est alors propriétaire, de l'excédent:

i. dans le cas d'une immobilisation, du coût indiqué pour lui du bien aliéné, immédiatement avant l'aliénation, sur le produit de cette aliénation; et

ii. dans le cas d'une immobilisation intangible, du double du coût indiqué pour lui du bien aliéné, immédiatement avant l'aliénation, sur le montant recevable par lui à l'égard de cette aliénation aux termes de l'article 105.

1972, c. 23, a. 417; 1975, c. 22, a. 121.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Dans le cas prévu à l'article 416:

a) la perte en capital qui aurait autrement été subie est réputée être nulle;

b) si, immédiatement après l'aliénation, le contribuable est propriétaire d'actions ordinaires d'une catégorie du capital-actions de la corporation, il doit, dans le calcul du prix de base rajusté de toutes les actions ordinaires de cette catégorie dont il est propriétaire à ce moment, ajouter la partie de l'excédent du prix de base rajusté, immédiatement avant l'aliénation, de l'immobilisation aliénée sur le produit qu'il reçoit de cette aliénation, représentée par le rapport entre:

i. la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de toutes les actions ordinaires de cette catégorie dont il est propriétaire, et

ii. celle, au même moment, de toutes les actions ordinaires du capital-actions de la corporation dont il est propriétaire à ce moment; et

c) si, immédiatement après l'aliénation, le contribuable n'est propriétaire d'aucune action visée au paragraphe b il doit, dans le calcul du prix de base rajusté d'actions privilégiées d'une catégorie quelconque dont il est propriétaire à ce moment dans le capital-actions de la corporation, ajouter la partie de l'excédent du prix de base rajusté de l'immobilisation, telle que cette partie serait déterminée en vertu du paragraphe b si les mots « actions ordinaires » dans les sous-paragraphe i et ii du paragraphe b étaient remplacés par les mots « actions privilégiées » ».

SECTION VI

ÉCHANGE D' ACTIONS

Acquisition d'une action en échange d'une immobilisation.

536. Lorsqu'un contribuable acquiert d'une corporation canadienne après le 6 mai 1974 une action d'une catégorie donnée du capital-actions de cette corporation en échange d'une immobilisation dont il est propriétaire et qui est une action, appelée dans la présente section «action échangée», d'une catégorie donnée du capital-actions d'une seconde corporation, les règles prévues aux articles 537 à 539 s'appliquent.

Dispositions non applicables.

Elles ne s'appliquent toutefois pas lorsque:

a) le contribuable et la corporation de qui il acquiert l'action ont un lien de dépendance immédiatement avant l'échange ou ont fait un choix visé aux articles 518 ou 529 immédiatement après l'échange à l'égard de l'action échangée;

b) immédiatement après l'échange, le contribuable ou des personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, séparément ou ensemble, contrôlaient directement ou indirectement de quelque manière que ce soit ladite corporation ou étaient propriétaires d'actions du capital-actions de cette dernière représentant plus de 50 pour cent de son capital versé;

c) le contribuable reçoit une contrepartie autre qu'une action de cette catégorie en échange de ladite action, sauf si cette autre contrepartie résulte de l'aliénation en faveur de cette corporation d'une action du capital-actions de la seconde corporation autre que l'action échangée.

1975, c. 22, a. 122.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Calcul du gain ou de la perte en capital.

537. À moins qu'un contribuable n'ait inclus une partie quelconque du gain ou de la perte, autrement déterminé, provenant de l'échange décrit à l'article 536 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle il a eu lieu, le contribuable est réputé avoir aliéné l'action échangée pour un produit égal à son prix de base rajusté immédiatement avant l'échange et avoir acquis l'action reçue en échange à un coût égal à ce prix.

1975, c. 22, a. 122

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Bien québécois ou canadien imposable.

538. Lorsque l'action échangée est un bien québécois imposable ou un bien canadien imposable, l'action acquise en échange aux

termes de l'article 536 est réputée être également un bien québécois imposable ou un bien canadien imposable, selon le cas.

1975, c. 22, a. 122.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Coût de l'action échangée.

539. Le coût de l'action échangée, pour la corporation canadienne visée à l'article 536, à un moment donné avant qu'elle ne l'aliène ou au moment de l'aliénation, est réputé en être la juste valeur marchande immédiatement avant l'échange si, à ce moment ou à un moment antérieur à ce moment mais postérieur à celui de l'échange, la corporation est propriétaire d'actions du capital-actions de la seconde corporation qui lui donnent droit à au moins dix pour cent de la totalité des voix pouvant alors être exprimées à quelque fin que ce soit et qui représentent au moins dix pour cent de la juste valeur marchande de toutes les actions émises et en circulation de cette seconde corporation; dans tout autre cas, ce coût est réputé être nul.

1975, c. 22, a. 122.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une opération effectuée ou d'un événement se produisant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 319).

Aliénation d'actions du capital-actions d'une filiale étrangère.

540. Lorsqu'un contribuable aliène une immobilisation qui est une action du capital-actions d'une filiale étrangère du contribuable en faveur d'une corporation qui, immédiatement après l'aliénation, est aussi une filiale étrangère du contribuable, pour une contrepartie qui comprend une action du capital-actions de cette dernière:

a) l'article 542 s'applique *mutatis mutandis* pour déterminer le coût pour le contribuable de chaque bien qu'il doit recevoir en contrepartie de cette aliénation;

b) le produit de l'aliénation pour le contribuable des actions ainsi aliénées est réputé être égal à l'ensemble du coût pour lui de chaque bien qu'il doit recevoir en contrepartie; et

c) le coût pour la filiale étrangère des actions acquises par elle du contribuable est réputé être égal au produit de l'aliénation de celles-ci pour ce dernier, tel que déterminé au paragraphe b.

1975, c. 22, a. 122.

CHAPITRE V

REMANIEMENT DE CAPITAL

Aliénation d'actions par un actionnaire lors d'un remaniement du capital.

541. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent lorsqu'à un moment donné après le 6 mai 1974 un contribuable, au cours d'un remaniement du capital d'une corporation, aliène en faveur de cette corporation toutes les actions d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation dont il est alors propriétaire et qui sont pour lui une immobilisation pour une contrepartie qu'il doit recevoir de la corporation et qui comprend une autre action de ce capital-actions, sauf si l'un des articles 301, 518 à 526 ou 528 à 533 s'applique.

1972, c. 23, a. 418; 1975, c. 22, a. 123.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation par un contribuable après le 6 mai 1974 d'une action du capital-actions d'une corporation lors d'un remaniement du capital d'une corporation. (1975, c. 22, a. 313).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Les dispositions du présent chapitre s'appliquent lorsqu'après 1971 un contribuable, au cours d'un remaniement du capital d'une corporation, aliène une action ordinaire d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation et que cette dernière acquiert cette action, sauf si l'un des articles 406 à 409 et 411 à 415 peut s'appliquer. ».

Coût des biens à recevoir en contrepartie de l'aliénation.

542. Le coût, pour le contribuable, de chacun des biens qu'il doit recevoir en contrepartie de l'aliénation visée à l'article 541 est réputé être:

a) dans le cas d'un bien autre qu'une action du capital-actions de la corporation, la juste valeur marchande de ce bien au moment de cette aliénation;

b) dans le cas d'une action d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation, la proportion de l'excédent de l'ensemble du prix de base rajusté pour le contribuable, immédiatement avant l'aliénation, de chaque action aliénée sur la juste valeur marchande au même moment du bien visé au paragraphe a, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action de cette catégorie sur celle, au même moment, de toutes les actions du capital-actions de la corporation qu'il doit recevoir en contrepartie de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 419; 1975, c. 22, a. 123.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation par un contribuable après le 6 mai 1974 d'une action du capital-actions d'une corporation lors d'un remaniement du capital d'une corporation. (1975, c. 22, a. 313).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Le coût, pour le contribuable, de chacun des biens qu'il reçoit ou, dans le cas d'une action, qu'il a droit de recevoir pour l'aliénation visée à l'article 418, est réputé être:

a) dans le cas d'un bien autre qu'une action du capital-actions de la corporation ou qu'un droit de recevoir une telle action, la juste valeur marchande de ce bien au moment de cette aliénation;

b) dans le cas d'une action privilégiée d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation qui n'est pas accompagnée d'une action ordinaire, le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe ii, et, si elle est accompagnée d'une action ordinaire, le moindre de:

i. la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action privilégiée de cette catégorie qu'il a droit de recevoir, ou de

ii. la partie de l'excédent du prix de base rajusté, pour le contribuable, immédiatement avant l'aliénation, de l'action ordinaire ainsi aliénée, sur la juste valeur marchande de la contrepartie visée au paragraphe a et reçue par lui de la corporation pour l'aliénation, représentée par le rapport de la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action privilégiée de cette catégorie sur celle, au même moment, de toutes les actions privilégiées du capital-actions de la corporation qu'il a droit de recevoir en contrepartie de l'aliénation; et

c) dans le cas d'une action ordinaire d'une catégorie donnée du capital-actions de la corporation, un montant égal à la partie de l'excédent du prix de base rajusté, pour le contribuable, immédiatement avant l'aliénation de l'action ordinaire ainsi aliénée sur l'ensemble de la juste valeur marchande, à la date de l'aliénation, du bien visé au paragraphe a qu'il reçoit pour cette aliénation et du coût, pour lui, de toutes les actions privilégiées qu'il a droit de recevoir pour cette aliénation, représentée par le rapport de la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de cette action ordinaire de cette catégorie sur celle, au même moment, de toutes les actions ordinaires du capital-actions de la corporation qu'il a droit de recevoir en contrepartie de cette aliénation. ».

Produit de l'aliénation des actions.

543. Le produit de l'aliénation des actions du contribuable, lors du remaniement, tel que prévu au présent chapitre, est réputé être égal à l'ensemble du coût pour lui de chacun des biens qu'il doit recevoir en contrepartie.

1972, c. 23, a. 421; 1975, c. 22, a. 125.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «réputé être le montant d'argent qu'il reçoit auquel s'ajoute le coût, pour lui, d'autres biens qu'il reçoit ou, dans le cas d'actions, qu'il a droit de recevoir en contrepartie de l'aliénation.» par les mots «réputé être égal à l'ensemble du coût pour lui de chacun des biens qu'il doit recevoir en contrepartie.», s'applique à l'égard de l'aliénation par un contribuable après le 6 mai 1974 d'une action du capital-actions d'une corporation lors d'un remaniement du capital d'une corporation. (1975, c. 22, a. 313).

CHAPITRE VI

FUSION

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Fusion. **544.** 1. Aux fins du présent chapitre, une fusion est l'unification de plusieurs corporations canadiennes, ci-après appelées «corpora-

tions remplacées» qui sont remplacées pour former une seule entité corporative, ci-après appelée «nouvelle corporation», de telle sorte que, en raison de cette unification:

a) tous les biens appartenant aux corporations remplacées immédiatement avant l'unification, à l'exception d'un montant à recevoir d'une corporation remplacée ou d'une action du capital-actions d'une telle corporation, deviennent des biens de la nouvelle corporation;

b) tous les engagements des corporations remplacées existant immédiatement avant l'unification, à l'exception d'un montant payable à une corporation remplacée, deviennent des engagements de la nouvelle corporation; et

c) tous les actionnaires des corporations remplacées immédiatement avant l'unification reçoivent une action de la nouvelle corporation, à l'exception des corporations remplacées elles-mêmes.

2. Une fusion ne résulte pas de l'acquisition de biens d'une corporation par une autre ou de l'attribution de biens d'une autre corporation en liquidation à une autre corporation.

1972, c. 23, a. 422; 1975, c. 22, a. 126.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe 1, s'applique à l'égard d'une fusion ou d'une unification survenue après 1971. (1975, c. 22, a. 292). Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«Aux fins du présent chapitre, une fusion est l'unification de plusieurs corporations canadiennes, ci-après appelées «corporations remplacées» qui sont remplacées pour former une nouvelle corporation de telle sorte que:

a) tous les biens appartenant aux corporations remplacées immédiatement avant l'unification deviennent des biens de la nouvelle corporation;

b) tous les engagements des corporations remplacées existant immédiatement avant l'unification, deviennent des engagements de la nouvelle corporation; et

c) tous les actionnaires des corporations remplacées immédiatement avant l'unification deviennent des actionnaires de la nouvelle corporation, à l'exception des corporations remplacées elles-mêmes.»

Montants à inclure dans le calcul du revenu de la nouvelle corporation.

Déductions.

545. 1. La nouvelle corporation résultant de la fusion doit inclure dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable tous les montants qui auraient été autrement inclus dans le calcul du revenu ou du revenu imposable des corporations remplacées.

2. La nouvelle corporation peut déduire, aux fins du calcul de son revenu ou de son revenu imposable, tous les montants qui auraient été autrement admissibles en déduction lors du calcul du revenu ou du revenu imposable des corporations remplacées.

1972, c. 23, a. 423; 1975, c. 22, a. 127.

Valeurs, coûts, prix, à attribuer aux actifs et aux passifs des corporations remplacées.

546. Aux fins de la présente partie, la nouvelle corporation doit attribuer aux actifs et aux passifs des corporations remplacées les coûts, les valeurs et les prix par ailleurs déterminés selon les disposi-

tions de la présente partie pour ces corporations remplacées immédiatement avant la fusion.

1972, c. 23, a. 424.

Déductions relatives aux immobilisations intangibles.

547. 1. Les articles 545 et 546 n'ont pas pour effet d'autoriser la déduction prévue au paragraphe *b* de l'article 130 relativement à une immobilisation intangible lorsque la nouvelle corporation ne continue pas l'entreprise exercée par la corporation remplacée; dans ce cas, le montant de l'immobilisation intangible est réputé nul.

Pertes des corporations remplacées.

2. Les articles visés au paragraphe 1 n'ont pas non plus pour effet de permettre à la nouvelle corporation de déduire une perte nette en capital, une perte agricole restreinte ou une perte autre qu'une perte en capital subies par les corporations remplacées.

1972, c. 23, a. 425.

Paiements aux employés des corporations remplacées.

548. Aux fins de l'article 34, un employé ou un ancien employé d'une corporation remplacée est réputé être, suivant le cas, un employé ou un ancien employé de la nouvelle corporation.

1972, c. 23, a. 426.

Existence corporative réputée continuée.

549. Aux fins de la présente partie, la nouvelle corporation est réputée continuer l'existence corporative de toute corporation remplacée, sauf dispositions contraires du présent chapitre ou des règlements.

Fin de l'année d'imposition des corporations remplacées.

Toutefois, l'année d'imposition des corporations remplacées est réputée se terminer immédiatement avant la fusion et la première année d'imposition de la nouvelle corporation est réputée débiter au moment de la fusion.

1972, c. 23, a. 427.

Calcul des surplus.

550. Aux fins de la présente partie, le montant pour la nouvelle corporation, à un moment donné, de son surplus en main non réparti et libéré d'impôt, de son surplus de capital en main en 1971, de l'insuffisance de son capital versé, de son compte de dividende en capital et de son compte de dividende à même les gains en capital désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à ces fins.

1972, c. 23, a. 428; 1975, c. 22, a. 128.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'une fusion, d'un échange ou d'un remaniement fait après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 314).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Dans le calcul, à un moment donné, de son surplus en main non réparti et libéré d'impôt, de son surplus de capital en main en 1971, de l'insuffisance de son capital versé et de son compte de dividende en capital, la nouvelle corporation doit tenir

compte des montants calculés respectivement pour chacun de ces surplus, immédiatement avant la fusion, par les corporations remplacées. ».

SECTION II

ACTIONNAIRE OU CRÉANCIER D'UNE CORPORATION REMPLACÉE

Action, droit d'acquérir
une action, autre titre de
créance, d'une corporation
remplacée.

551. 1. La présente section s'applique à un contribuable qui, immédiatement avant une fusion, était propriétaire d'une immobilisation de la nature d'une action du capital-actions d'une corporation remplacée, d'un droit d'acquérir une telle action, ou d'une obligation, d'un *mortgage*, d'un billet ou d'un autre titre de créance d'une telle corporation et qui, en raison de cette fusion, n'a reçu de la nouvelle corporation en contrepartie de l'aliénation de cette immobilisation qu'un bien qui est respectivement, selon le cas, une action du capital-actions de la nouvelle corporation, un droit d'acquérir une telle action, une obligation, un *mortgage*, un billet ou un autre titre de créance semblable de la nouvelle corporation.

Restriction.

2. La présente section ne s'applique pas cependant si le contribuable est lui-même une corporation remplacée ou si le montant payable à l'échéance de l'obligation, du *mortgage*, du billet ou de l'autre titre de créance reçus en contrepartie de l'immobilisation aliénée lors de la fusion n'est pas le même que celui qui aurait été payable à l'échéance de cette immobilisation aliénée.

1972, c. 23, a. 429; 1975, c. 22, a. 130.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du paragraphe 1 qui auparavant se lisait ainsi:

« La présente section s'applique au calcul du revenu, après une fusion survenue après 1971, d'un contribuable qui était actionnaire d'une corporation remplacée immédiatement avant cette fusion et qui, en raison de cette fusion, n'a reçu de la nouvelle corporation que des actions de son capital-actions en contrepartie de l'aliénation des actions qui lui appartenaient dans le capital-actions d'une corporation remplacée immédiatement avant la fusion. »;

- l'insertion dans le paragraphe 2 après le mot « remplacée » des mots « ou si le montant payable à l'échéance de l'obligation, du *mortgage*, du billet ou de l'autre titre de créance reçus en contrepartie de l'immobilisation aliénée lors de la fusion n'est pas le même que celui qui aurait été payable à l'échéance de cette immobilisation aliénée. »;

s'applique à l'égard d'une fusion, d'un échange ou d'un remaniement fait après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 314).

Immobilisation réputée
aliénée à son prix de base
rajusté.

552. Le contribuable visé à l'article 551 est réputé avoir aliéné en raison de la fusion une immobilisation y décrite pour un produit égal à son prix de base rajusté pour lui immédiatement avant la fusion.

1972, c. 23, a. 430; 1975, c. 22, a. 131.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'une fusion, d'un échange ou d'un

remaniement fait après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 314).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Si les actions qui appartenaient au contribuable visé à l'article 429 étaient des actions privilégiées d'une catégorie quelconque en contrepartie desquelles il ne reçoit que des actions privilégiées d'une catégorie quelconque qui comportent sensiblement les mêmes droits et conditions que celles qu'il a aliénées, exclusion faite du droit de vote, il est réputé avoir aliéné ces dernières pour un produit égal à leur prix de base rajusté, pour lui, immédiatement avant la fusion et avoir acquis au même prix les actions privilégiées de la nouvelle corporation qu'il reçoit en contrepartie. ».

Coût d'acquisition des biens
pour la nouvelle
corporation.

553. Le contribuable visé à l'article 551 est réputé avoir acquis le bien reçu en contrepartie de l'aliénation à un coût égal au produit déterminé en vertu de l'article 552 pour l'immobilisation aliénée ou, dans le cas d'une action d'une catégorie donnée de la nouvelle corporation, à un coût égal à la proportion de ce produit représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement après la fusion, de l'action de cette catégorie qu'il a ainsi acquise et celle, au même moment, de toutes les actions qu'il a ainsi acquises.

1972, c. 23, a. 431; 1974, c. 18, a. 23; 1975, c. 22, a. 132.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'égard d'une fusion, d'un échange ou d'un remaniement fait après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 314).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Si les actions qui appartenaient au contribuable visé à l'article 429 étaient des actions ordinaires et que toutes les personnes, autres qu'une corporation remplacée, à qui appartenaient de telles actions n'ont reçu en contrepartie de leur aliénation lors de la fusion que des actions de la nouvelle corporation, le contribuable est réputé:

a) avoir aliéné ses actions ordinaires de la corporation remplacée pour un produit égal à leur prix de base rajusté, pour lui, immédiatement avant la fusion; et

b) avoir acquis en contrepartie les actions d'une catégorie particulière de la nouvelle corporation à un prix égal à la partie du produit visé au paragraphe a représentée par le rapport de la juste valeur marchande, immédiatement après la fusion, de toutes les actions de cette catégorie particulière qu'il est ainsi réputé avoir acquises sur celle, au même moment, de toutes les actions de la nouvelle corporation qu'il est ainsi présumé avoir acquises en contrepartie des actions ordinaires visées au paragraphe a. ».

Bien québécois ou
canadien imposable.

554. Lorsque l'immobilisation aliénée visée à l'article 551 est une action ou un droit d'acquérir une telle action qui est pour le contribuable un bien québécois imposable ou un bien canadien imposable, selon le cas, l'action ou le droit reçu en contrepartie est réputé être respectivement pour lui un tel bien.

1975, c. 22, a. 134.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une fusion, d'un échange ou d'un remaniement fait après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 314).

Règles applicables à
l'unification de filiales
étrangères.

555. La présente section s'applique *mutatis mutandis* à un contribuable à l'égard de ses actions dans sa filiale étrangère lors de l'unification après 1971 de cette filiale avec une ou plusieurs autres corporations lorsque, immédiatement après l'unification, la corporation qui en résulte est également une filiale étrangère du contribuable et lorsque cette unification ne résulte pas de l'acquisition de biens d'une corporation par une autre ou de l'attribution de biens de la filiale étrangère en liquidation à une autre corporation.

1975, c. 22, a. 136.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une fusion ou d'une unification survenue après 1971. (1975, c. 22, a. 292).

CHAPITRE VII

LIQUIDATION D'UNE FILIALE CANADIENNE

Règles applicables lors de
la liquidation d'une filiale
canadienne.

556. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent à la liquidation, après le 6 mai 1974, d'une corporation canadienne dont toutes les actions émises du capital-actions appartenaient, immédiatement avant la liquidation, à une autre corporation canadienne, et, dans le présent chapitre, la corporation liquidée est appelée la « filiale » tandis que celle à qui appartiennent les actions est appelée la « corporation-mère ».

1972, c. 23, a. 434; 1975, c. 22, a. 137.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du millésime « 1971 » par ce qui suit: « le 6 mai 1974 », s'applique à une liquidation après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Biens attribués à la
corporation-mère.

557. Un bien qui est attribué à la corporation-mère par une filiale lors de la liquidation est réputé être aliéné par cette dernière pour un produit égal au coût indiqué, pour elle, du bien immédiatement avant la liquidation ou au double de ce coût, pour elle, au même moment, dans le cas d'une immobilisation intangible.

Produit réputé nul.

Toutefois, s'il s'agit d'un bien visé à l'article 328, ce produit est réputé être nul.

1972, c. 23, a. 435; 1975, c. 22, a. 138.

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'addition à la fin du premier alinéa après le mot « liquidation » des mots « ou au double de ce coût, pour elle, au même moment, dans le cas d'une immobilisation intangible »;

- le remplacement du deuxième alinéa qui auparavant se lisait ainsi:

« Toutefois, s'il s'agit d'un bien visé au premier alinéa de l'article 302, ce produit est réputé être nul. »;

s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Vente présumée des actions.

558. La corporation-mère est réputée aliéner, lors de la liquidation, les actions du capital-actions de la filiale pour un produit égal au plus élevé des montants suivants:

a) le moindre:

i. du plafond du capital versé de la filiale, immédiatement avant la liquidation; ou

ii. de l'excédent de l'ensemble des montants dont chacun est relatif à un bien appartenant à la filiale immédiatement avant sa liquidation et égal au coût indiqué du bien, pour elle, au même moment, plus l'argent qu'elle a alors en main, sur l'ensemble de toutes les dettes de la filiale immédiatement avant la liquidation et du montant de chaque provision déduite par celle-ci dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition durant laquelle ses biens ont été attribués à la corporation-mère lors de la liquidation, à l'exception d'une provision visée aux articles 153, 234 et 357; ou

b) l'ensemble des montants dont chacun est relatif à une action du capital-actions de la filiale et égal au prix de base rajusté de l'action pour la corporation-mère, immédiatement avant la liquidation.

1972, c. 23, a. 436; 1973, c. 17, a. 63; 1973, c. 18, a. 22; 1975, c. 22, a. 139.

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'addition à la fin du sous-paragraphe ii du paragraphe a de ce qui suit: «et du montant de chaque provision déduite par celle-ci dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition durant laquelle ses biens ont été attribués à la corporation-mère lors de la liquidation, à l'exception d'une provision visée aux articles (153), (234) et (357)»;

- le remplacement dans le paragraphe b des mots «de l'action pour la corporation-mère, immédiatement avant la liquidation, moins toute déduction subséquente à ce prix qui doit être faite en vertu de l'article 238 par suite du dividende qui est réputé être reçu et payé en vertu de l'article 439.» par les mots «de l'action pour la corporation-mère, immédiatement avant la liquidation.»;

s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Coût des biens attribués à la corporation-mère.

559. Le coût, pour la corporation-mère, de chaque bien de la filiale qui lui est attribué lors de la liquidation est réputé être égal au produit de son aliénation présumée, tel que prévu à l'article 557, auquel on ajoute, en totalité ou en partie, dans le cas d'une immobilisation non amortissable, l'excédent de l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe b de l'article 558 sur l'ensemble du surplus en main non réparti et libéré d'impôt de la filiale au moment de sa liquidation, de son surplus de capital en main en 1971 au même moment et du montant de l'excédent déterminé en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe a dudit article.

1972, c. 23, a. 437; 1975, c. 22, a. 140.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement après les mots «l'article (558) sur»

du mot «le» par les mots «l'ensemble du surplus en main non réparti et libéré d'impôt de la filiale au moment de sa liquidation, de son surplus de capital en main en 1971 au même moment et du», s'applique aux fins du calcul du prix de base rajusté d'un bien après février 1975. (1975, c. 22, a. 338).

Règles applicables à l'article 559.

560. Aux fins de l'article 559, la corporation-mère détermine elle-même dans sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition pendant laquelle la filiale a été liquidée la partie de l'excédent qui doit être ajoutée à chaque bien.

Cependant, la partie de cet excédent qui est ajoutée ne doit pas dépasser, à l'égard d'une immobilisation visée à l'article 559, la partie de la juste valeur marchande du bien, immédiatement avant la liquidation, qui excède le coût indiqué du bien pour la filiale au même moment.

De plus, l'ensemble des parties ainsi déterminées à l'égard de toutes les immobilisations non amortissables ne doit en aucun cas excéder le solde obtenu en soustrayant le montant déterminé au sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 558 de l'ensemble visé au paragraphe b dudit article.

1972, c. 23, a. 438.

Dispositions ne s'appliquant pas à une liquidation.

561. L'article 505 et les articles 36 à 41 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) ne s'appliquent pas à une liquidation décrite à l'article 556.

1972, c. 23, a. 439; 1973, c. 17, a. 64; 1975, c. 22, a. 141.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Au moment donné visé à l'article 440a, la filiale est réputée payer, et la corporation-mère recevoir, un dividende égal à l'excédent du montant déterminé au sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 436 sur le plafond du capital versé de la filiale, immédiatement avant la liquidation; ce dividende est alors réputé être devenu payable par la filiale au moment donné visé à l'article 440a. ».

Provision accordée à la filiale.

562. La filiale peut, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle ses biens ont été attribués à la corporation-mère lors de sa liquidation, réclamer une provision qui lui aurait été allouée pour l'année en vertu de la présente partie n'eût été cette attribution.

Provision non incluse dans le calcul du revenu de l'année suivante.

Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, la filiale n'est pas tenue d'inclure quelque montant que ce soit à l'égard d'une telle provision dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition suivante.

1975, c. 22, a. 142.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Dons faits par une filiale.

563. Aux fins de l'article 710, les dons faits par une filiale visée à l'article 556 pendant sa dernière année d'imposition sont réputés, dans la mesure où ils n'étaient pas admissibles en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour cette année, être faits par la corporation-mère dans sa première année d'imposition prenant fin après la liquidation.

1975, c. 22, a. 142.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Dispositions applicables.

564. Sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre, l'article 545, sauf en ce qui concerne le calcul du revenu imposable de la corporation-mère, l'article 546, sous réserve des articles 481 à 483, et les articles 548 à 550 s'appliquent *mutatis mutandis* à une liquidation décrite à l'article 556.

1975, c. 22, a. 142.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Cas où des biens
amortissables sont attribués
à la corporation-mère.

565. Aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, lorsque la filiale attribue un bien amortissable à la corporation-mère lors de la liquidation et que le coût en capital de ce bien, pour elle, excède le produit qu'elle est réputée en recevoir en vertu de l'article 557, le coût en capital de ce bien, pour la corporation-mère, est réputé être égal à celui de sa filiale, nonobstant l'article 559, et l'excédent est réputé avoir été alloué à la corporation-mère à titre d'amortissement à l'égard de ce bien pour les années d'imposition précédant son acquisition par elle.

1972, c. 23, a. 440.

CHAPITRE VIII

LIQUIDATION D'UNE CORPORATION CANADIENNE

Règles applicables à la
liquidation d'une
corporation canadienne.

566. Les règles prévues au présent chapitre s'appliquent à la liquidation après le 6 mai 1974 d'une corporation canadienne autre qu'une filiale décrite à l'article 556 lorsqu'à un moment donné pen-

dant cette liquidation la totalité ou la quasi-totalité des biens appartenant à la corporation immédiatement avant ce moment est attribuée à ses actionnaires.

1973, c. 17, a. 65; 1975, c. 22, a. 143.

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion après les mots «s'appliquent à la liquidation» des mots «après le 6 mai 1974»;

le remplacement des mots «après 1971» par les mots «autre qu'une filiale décrite à l'article (556)»;

s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Année d'imposition aux fins
du calcul du surplus de
capital en main en 1971.

567. Aux fins du calcul, au moment précédant immédiatement le moment donné visé à l'article 566, du surplus de capital en main en 1971 de la corporation, de son insuffisance du capital versé, de son compte de dividende en capital et de son compte de dividende à même les gains en capital au sens des règlements, l'année d'imposition de la corporation qui aurait normalement inclus le moment donné est réputée avoir pris fin immédiatement avant le moment de ce calcul et une nouvelle année avoir alors commencé; de plus, la corporation est réputée avoir aliéné, immédiatement avant la fin de l'année d'imposition qui est ainsi réputée avoir pris fin, chaque bien attribué aux actionnaires pour un produit égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant le moment donné.

1973, c. 17, a. 65; 1975, c. 22, a. 144.

Cet article, modifié en 1975, par la suppression des mots «, sauf si elle est une filiale décrite à l'article 434,», s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

Règles applicables lorsque
la corporation est réputée
verser un dividende à un
moment donné.

568. Les règles suivantes s'appliquent lorsque la corporation est réputée verser un dividende à un moment donné en vertu de l'article 505 sur les actions d'une catégorie quelconque de son capital-actions:

a) aux fins du choix prévu à l'article 502 et, au choix de la corporation, pour toute autre fin, ce dividende est réputé être un dividende distinct dans la mesure où il n'excède pas son compte de dividende en capital ou son compte de dividende à même les gains en capital au sens des règlements adoptés en vertu de l'article 567, immédiatement avant ce moment;

b) aux fins du choix prévu à l'article 501 et, au choix de la corporation, pour toute autre fin, ce dividende est réputé être un dividende distinct, dans la mesure où il n'excède pas le moindre de l'excédent du dividende sur sa partie qui a fait l'objet d'un choix en vertu de l'article 502 ou de l'ensemble, immédiatement avant le moment donné, du surplus en main non réparti et libéré d'impôt de la corporation et de son surplus de capital en main en 1971;

c) la partie du dividende qui excède le montant qui en est réputé être un dividende distinct pour toute autre fin en vertu des paragraphes *a* et *b* est réputée, nonobstant le paragraphe *g* de l'article 570, être elle-même un dividende distinct qui est imposable; et

d) chaque personne qui détient des actions de cette catégorie au moment donné est réputée recevoir la proportion de tout dividende distinct déterminé en vertu des paragraphes *a* à *c* représentée par le rapport entre le nombre d'actions de cette catégorie qu'elle détient immédiatement avant le moment donné et le nombre d'actions alors émises et en circulation de cette catégorie.

1973, c. 17, a. 65; 1975, c. 22, a. 145.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « en vertu des articles 399 ou 439 sur les » par les mots « en vertu de l'article (505) sur les », s'applique à une liquidation se terminant après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 315).

CHAPITRE IX

DISSOLUTION D'UNE FILIALE ÉTRANGÈRE

Dissolution d'une filiale étrangère.

569. Lorsque, en raison de la dissolution d'une filiale étrangère d'un contribuable, ce dernier reçoit une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère du contribuable:

a) le produit de l'aliénation de cette action pour la filiale dissoute et son coût pour le contribuable sont réputés en être le prix de base rajusté pour cette filiale immédiatement avant sa dissolution ou, au choix du contribuable, un montant supérieur à ce prix sans excéder la juste valeur marchande de l'action au même moment; et

b) le produit de l'aliénation pour le contribuable des actions du capital-actions de la filiale dissoute est réputé être l'excédent de:

i. l'ensemble du coût pour lui de chaque action ainsi reçue à la dissolution et de la juste valeur marchande de tout autre bien qu'il a également reçu au même moment; sur

ii. l'ensemble de toute dette due par la filiale dissoute ou de toute autre obligation de cette filiale de payer un montant, qui était, immédiatement avant sa dissolution, exigible et qui est assumée ou éteinte par lui à la dissolution.

1975, c. 22, a. 146; 1977, c. 26, a. 63.

*Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe *b*, s'applique à l'égard d'une dissolution se terminant après 1971. (1977, c. 26, a. 63).*

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« le produit de l'aliénation pour le contribuable des actions du capital-actions de la filiale dissoute est réputé être l'ensemble du coût pour lui de chaque action ainsi reçue à la dissolution et de la juste valeur marchande de tout autre bien qu'il a également reçu au même moment. ».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard d'une dissolution se terminant après 1971. (1975, c. 22, a. 293).

CHAPITRE X

DÉFINITIONS

- Définitions: **570.** Dans le présent titre:
- «capital versé»; a) «capital versé» désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin;
- «compte de dividende en capital»; b) «compte de dividende en capital» d'une corporation, à un moment donné, désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin;
- «corporation canadienne»; c) «corporation canadienne», à un moment donné, désigne une corporation qui résidait au Canada à ce moment et qui avait été constituée au Canada ou y avait résidé en tout temps entre le 18 juin 1971 et ce moment;
- «corporation canadienne imposable»; d) «corporation canadienne imposable» désigne une corporation qui est une corporation canadienne au moment où un dividende est reçu ou réputé être reçu si cette corporation n'est pas, en vertu d'une disposition statutaire, exonérée de l'impôt prévu à la présente partie pour l'année d'imposition pendant laquelle ce dividende est reçu ou présumé reçu;
- «corporation privée»; e) «corporation privée» à un moment donné, signifie une corporation qui réside au Canada à ce moment, n'est pas une corporation publique et n'est pas contrôlée, directement ou indirectement, d'aucune façon par une corporation publique;
- «corporation publique»; f) «corporation publique» signifie une corporation publique au sens des règlements;
- «dividende imposable»; g) «dividende imposable» désigne un dividende à l'égard de la totalité duquel la corporation qui le verse n'a pas fait le choix prévu aux articles 501 ou 502;
- «insuffisance du capital versé»; h) «insuffisance du capital versé» désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin;
- «plafond du capital versé»; i) «plafond du capital versé» d'une corporation désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin;
- «surplus en main non réparti et libéré d'impôt»; j) «surplus en main non réparti et libéré d'impôt» désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin;
- «surplus de capital en main en 1971». k) «surplus de capital en main en 1971» désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin à l'égard de toute catégorie d'entreprise visée par ces règles.

1972, c. 23, a. 441; 1975, c. 22, a. 147.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe a, s'applique à la fin de l'année d'imposition 1971 d'une corporation et après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 294).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«capital versé» à l'égard d'une action d'une catégorie d'actions du capital-actions d'une corporation à un moment donné désigne un montant égal au capital

versé de la corporation à ce moment relativement aux actions de cette catégorie divisé par le nombre d'actions émises et en circulation de cette catégorie; ».

TITRE X

ACTIONNAIRES DE CORPORATIONS ET BÉNÉFICIAIRES DE FIDUCIES NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

CHAPITRE I

FILIALE ÉTRANGÈRE

«Filiale étrangère».

571. Aux fins du présent titre, une corporation est une filiale étrangère, à un moment donné, d'un contribuable qui réside au Canada et qui n'est pas une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, lorsqu'elle ne réside pas au Canada et que le pourcentage d'intérêt du contribuable dans cette corporation à ce moment est d'au moins dix pour cent.

1972, c. 23, a. 442; 1973, c. 17, a. 66; 1975, c. 22, a. 149.

*«Filiale étrangère
contrôlée».*

572. Aux fins du présent titre, une filiale étrangère contrôlée, à un moment quelconque, d'un contribuable résidant au Canada est une filiale étrangère de ce contribuable qui est contrôlée directement ou indirectement de quelque manière que ce soit par le contribuable, par lui et au plus quatre autres personnes résidant au Canada, ou par un groupe lié dont il est membre.

1975, c. 22, a. 151.

Pourcentage d'intérêt.

573. Aux fins du présent titre, le pourcentage d'intérêt d'un contribuable à un moment quelconque dans une corporation donnée est l'ensemble de ses pourcentages d'intérêt direct et indirect dans celle-ci à ce moment, calculés selon les règles suivantes:

a) son pourcentage d'intérêt direct à ce moment est celui qui n'est pas moindre que tout autre parmi les pourcentages calculés selon le rapport entre le nombre des actions de chaque catégorie du capital-actions de la corporation dont il est alors propriétaire et le nombre total des actions émises de cette catégorie au même moment;

b) son pourcentage d'intérêt indirect à ce moment est l'ensemble de chaque pourcentage résultant alors de la multiplication du pourcentage d'intérêt du contribuable dans toute corporation par le pourcentage d'intérêt direct de cette dernière corporation dans la corporation donnée.

Toutefois, aux fins de l'article 574, le paragraphe *b* du premier alinéa doit se lire comme si l'expression «toute corporation» y était

remplacée par l'expression «toute corporation ne résidant pas au Canada».

1972, c. 23, a. 444; 1975, c. 22, a. 152; 1977, c. 26, a. 64.

Pourcentage de participation d'une action.

574. Aux fins du présent titre, le pourcentage de participation d'une action, dont un contribuable est propriétaire, du capital-actions d'une corporation qui, à la fin de son année d'imposition, est une filiale étrangère contrôlée de ce contribuable, est égal à ce qui serait le pourcentage d'intérêt du contribuable dans la filiale à ce moment en présumant qu'il n'est propriétaire d'aucune autre action que cette action, lorsque la filiale et chaque autre corporation qui doit être prise en considération dans le calcul du pourcentage d'intérêt du contribuable dans la filiale n'ont qu'une seule catégorie d'actions émises à la fin de l'année d'imposition de la filiale et, au cas contraire, est déterminé de la manière prescrite.

Toutefois, le pourcentage de participation d'une telle action est nul lorsque le revenu étranger accumulé provenant de biens de la filiale pour l'année, au sens de l'article 579, n'excède pas \$5,000.

1975, c. 22, a. 153.

Année d'imposition.

575. L'année d'imposition d'une filiale étrangère d'un contribuable, aux fins du présent titre, est la période pour laquelle les comptes de celle-ci ont été normalement arrêtés, sans excéder toutefois 53 semaines.

1975, c. 22, a. 153.

Obligations à intérêts conditionnels émises par une filiale étrangère.

576. Aux fins du présent titre une obligation à intérêt conditionnel émise par une corporation ne résidant pas au Canada est réputée être une action du capital-actions de cette corporation à moins que les intérêts ou toute autre somme semblable versés à intervalles périodiques et payés par cette corporation sur l'obligation n'aient été, en vertu des lois du pays où cette corporation résidait, admissibles en déduction dans le calcul du montant sur lequel cette corporation était, pour l'année, tenue de payer un impôt sur le revenu ou sur les bénéfices établi par le gouvernement de ce pays.

1972, c. 23, a. 446; 1975, c. 22, a. 155.

CHAPITRE II

DIVIDENDES REÇUS DE CORPORATIONS ÉTRANGÈRES

Dividendes reçus de corporations non résidentes.

577. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu tout montant qu'il reçoit dans l'année à titre de dividende sur toute

action qu'il possède dans le capital-actions d'une corporation ne résidant pas au Canada.

1972, c. 23, a. 447.

Dividende en action payé
par une filiale étrangère.

578. Aux fins du présent titre et de l'article 305, le montant d'un dividende en action payé par une filiale étrangère d'une corporation résidant au Canada est, à l'égard de cette dernière, réputé être nul.

1975, c. 22, a. 157.

CHAPITRE III

REVENU ÉTRANGER ACCUMULÉ PROVENANT DE BIENS

*«Revenu étranger accumulé
provenant de biens».*

579. Dans le présent titre, le revenu étranger accumulé provenant de biens d'une filiale étrangère d'un contribuable, pour une année d'imposition de cette filiale, désigne le montant déterminé en vertu des règles prescrites à cette fin.

1975, c. 22, a. 158.

Revenu à l'égard d'une
action d'une filiale
étrangère contrôlée.

580. Un contribuable résidant au Canada doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à titre de revenu provenant de chaque action, dont il est propriétaire, du capital-actions d'une filiale étrangère contrôlée du contribuable, le pourcentage du revenu étranger accumulé provenant de biens de toute filiale étrangère contrôlée du contribuable, pour chaque année d'imposition de la filiale prenant fin dans l'année d'imposition du contribuable, égal au pourcentage de participation de cette action à l'égard de la filiale, déterminé à la fin de chaque telle année d'imposition de celle-ci.

1975, c. 22, a. 158.

Provision en cas de
restrictions monétaires par
un pays étranger.

581. Lorsque le ministre est d'avis que l'inclusion d'un montant dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition en vertu des articles 580 et 582 cause à ce dernier un fardeau indu en raison de restrictions monétaires ou de restrictions sur les changes imposées par un pays autre que le Canada, le contribuable peut déduire à cet égard dans ce calcul une provision que le ministre juge raisonnable.

1975, c. 22, a. 158.

Provision à inclure.

582. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu

pour une année d'imposition la provision qu'il a déduite en vertu de l'article 581 pour l'année d'imposition précédente.

1975, c. 22, a. 158.

Déduction admise au titre
d'impôt étranger.

583. Un contribuable qui a inclus un montant en vertu de l'article 580 à l'égard d'une action d'une filiale étrangère contrôlée dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ou pour une des cinq années d'imposition précédentes peut déduire dans ce calcul pour l'année le moindre:

a) de la partie prescrite de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices payé par la filiale, ou par une autre filiale étrangère du contribuable à l'égard d'un dividende reçu de la filiale, et raisonnablement attribuable à ce montant, multipliée par le facteur fiscal prescrit, dans la mesure où cette partie de l'impôt n'était pas admissible en déduction en vertu du présent article pour une année précédente; ou

b) de l'excédent de ce montant sur l'ensemble des montants qui ont été admissibles en déduction en vertu du présent article à l'égard de cette action pour les cinq années d'imposition précédentes.

1975, c. 22, a. 158.

Montants admissibles en
déduction à l'égard de
dividendes reçus.

584. Un contribuable résidant au Canada qui a reçu dans une année d'imposition un dividende sur une action du capital-actions d'une corporation qui, à un moment quelconque, était une filiale étrangère contrôlée du contribuable, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année, à l'égard de la partie du dividende prescrite en vertu de l'article 746 comme payée à même le surplus imposable de la filiale, au sens de l'article 747, le moindre de l'excédent de cette partie du dividende sur le montant admissible en déduction à son égard en vertu du paragraphe b de l'article 746 ou de l'excédent des montants dont l'article 587 exige l'addition sur ceux dont il exige la déduction dans le calcul du prix de base rajusté de l'action avant la réception de ce dividende.

1975, c. 22, a. 158.

CHAPITRE IV

PRIX DE BASE RAJUSTÉ DES ACTIONS DANS UNE FILIALE ÉTRANGÈRE

Prix de base rajusté d'une
action du capital-actions
d'une filiale étrangère.

585. Dans le calcul du prix de base rajusté, à un moment quelconque au cours d'une année d'imposition, d'une action du capital-actions d'une filiale étrangère d'une corporation résidant au Canada, celle-ci doit déduire, relativement à tout dividende qu'elle a reçu avant ce moment sur cette action, un montant égal à l'excédent de

la partie du dividende qui est admissible en déduction en vertu du paragraphe *d* de l'article 746 dans le calcul de son revenu imposable pour l'année sur la partie de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices qu'elle a payé au gouvernement d'un pays autre que le Canada qui est raisonnablement attribuable à cette partie du dividende qu'elle a ainsi reçu.

1972, c. 23, a. 449; 1975, c. 22, a. 159.

Prix de base rajusté d'une action du capital-actions d'une filiale étrangère.

586. La règle énoncée à l'article 585 s'applique *mutatis mutandis* aux fins du calcul, à un moment quelconque au cours d'une année d'imposition, du prix de base rajusté, pour une filiale étrangère d'une personne résidant au Canada, d'une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère de cette personne, comme si l'expression « qui est admissible en déduction » se lisait « qui, si elle résidait au Canada, serait admissible en déduction ».

1972, c. 23, a. 450; 1975, c. 22, a. 159.

Prix de base rajusté d'une action du capital-actions d'une filiale étrangère.

587. Un contribuable résidant au Canada doit, dans le calcul à un moment quelconque d'une année d'imposition du prix de base rajusté d'une action, dont il est propriétaire, du capital-actions d'une filiale étrangère du contribuable, ajouter tout montant dont les articles 580 et 582 exigent l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année antérieure à l'égard de cette action, ou l'auraient exigé en l'absence des articles 456 à 458 et 466 à 468, et déduire tout montant qu'il a déduit dans le calcul de son revenu pour une telle année en vertu des articles 581 et 583 à l'égard de cette action, ou qu'il aurait pu ainsi déduire en l'absence des articles 456 à 458 et 466 à 468, ainsi que tout dividende qu'il a reçu avant ce moment à l'égard de cette action jusqu'à concurrence du montant y afférent qu'il a déduit dans ce calcul pour une telle année en vertu de l'article 584 ou qu'il aurait ainsi pu déduire en l'absence desdits articles 456 à 458 et 466 à 468.

1975, c. 22, a. 160.

Prix de base rajusté d'une action du capital-actions d'une filiale étrangère.

588. Une corporation résidant au Canada doit, dans le calcul à un moment quelconque d'une année d'imposition du prix de base rajusté d'une action du capital-actions d'une filiale étrangère de la corporation, déduire tout montant qu'elle a déduit dans le calcul de son revenu imposable en vertu de l'article 749 pour l'année ou pour une année précédente à l'égard de tout dividende qu'elle a reçu sur cette action avant ce moment.

1975, c. 22, a. 160.

CHAPITRE V

CHOIX RELATIF À L'ALIÉNATION D'UNE ACTION

Choix relatif à l'aliénation
d'une action du
capital-actions d'une filiale
étrangère.

589. Lorsqu'une corporation résidant au Canada ou une filiale étrangère de la corporation a aliéné une action du capital-actions d'une filiale étrangère de la corporation, la corporation peut, aux fins de la présente partie, choisir de la manière et dans le délai prescrits que le montant désigné dans son choix, n'excédant pas le produit de l'aliénation de l'action, soit réputé être un dividende reçu immédiatement avant l'aliénation sur cette action de la filiale étrangère par elle ou, selon le cas, par la filiale qui l'a aliénée, et non le produit de l'aliénation de cette action.

1972, c. 23, a. 451; 1972, c. 26, a. 51; 1975, c. 22, a. 161.

Perte lors de l'aliénation
d'actions d'une filiale
étrangère.

590. Lorsqu'un contribuable résidant au Canada ou une filiale étrangère du contribuable acquiert des actions d'une filiale étrangère du contribuable, ci-après appelée « filiale acquise », lors de l'aliénation d'actions d'une autre filiale étrangère du contribuable, sauf une aliénation à laquelle les articles 534 et 535 s'appliquent:

a) la perte en capital autrement déterminée qui en résulte est réputée être nulle;

b) le contribuable ou, selon le cas, la filiale étrangère qui acquiert les actions, doit, dans le calcul du prix de base rajusté de toutes les actions d'une catégorie donnée du capital-actions de la filiale acquise dont il est propriétaire immédiatement après l'aliénation, ajouter un montant égal à la proportion de l'excédent du coût indiqué pour lui, immédiatement avant l'aliénation, des actions aliénées sur le produit de cette aliénation, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, immédiatement après l'aliénation, de toutes les actions de cette catégorie dont il est alors propriétaire, et celle, au même moment, de toutes les actions du capital-actions de la filiale acquise dont il est alors propriétaire.

1975, c. 22, a. 162.

Perte en capital résultant
de l'aliénation d'une action
d'une filiale étrangère.

591. Lorsqu'une corporation résidant au Canada a aliéné une action du capital-actions d'une filiale étrangère, ou qu'une filiale étrangère d'une corporation a aliéné une action du capital-actions d'une autre filiale étrangère, le montant de toute perte en capital sur cette action découlant de l'aliénation est réputé être égal à l'excédent de la perte en capital en découlant, calculée sans référence au présent article, sur l'ensemble des montants reçus avant l'aliénation et à titre de dividendes exonérés d'impôt par la corporation qui a procédé à l'aliénation.

1972, c. 23, a. 452.

Dividende exonéré d'impôt.

592. Aux fins de l'article 591:

a) un dividende reçu par une corporation résidant au Canada est un dividende exonéré d'impôt jusqu'à concurrence de cette partie du dividende qui est admissible en déduction dans le calcul de son revenu imposable en vertu des paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 746; et

b) un dividende reçu par une filiale étrangère d'une corporation, d'une autre filiale étrangère de cette première corporation, est un dividende exonéré d'impôt jusqu'à concurrence de l'excédent de la partie du dividende non prescrite comme ayant été payée à même le surplus antérieur de l'autre filiale, sur la partie de tout impôt sur le revenu ou sur les bénéfices payés par la filiale étrangère mentionnée en premier lieu, qui peut raisonnablement être considérée comme ayant été payée relativement à cette partie du dividende.

1972, c. 23, a. 453; 1975, c. 22, a. 163.

CHAPITRE VI

FIDUCIES ÉTRANGÈRES

Fiducie étrangère.

593. Une fiducie étrangère est, aux fins du présent chapitre, une fiducie qui ne réside pas au Canada et dont, à un moment quelconque d'une année d'imposition de la fiducie, un bénéficiaire est une personne résidant au Canada, une corporation ou une fiducie avec laquelle une telle personne a un lien de dépendance ou une filiale étrangère contrôlée d'une telle personne.

Exception.

Une fiducie étrangère ne comprend cependant pas une fiducie non testamentaire créée avant 1960 par une personne qui ne résidait alors pas au Canada, ni une fiducie testamentaire qui a pris naissance en raison du décès d'un particulier survenu avant 1976.

1975, c. 22, a. 164.

Règles applicables lors de l'acquisition d'un bien.

594. Les règles prévues au présent chapitre s'appliquent pour une année d'imposition d'une fiducie étrangère lorsqu'à un moment quelconque pendant ou avant l'année celle-ci, ou une corporation qui ne réside pas au Canada et qui serait une filiale étrangère contrôlée de la fiducie si celle-ci y résidait, a acquis un bien directement ou indirectement de quelque manière que ce soit:

a) d'une personne qui:

i. était le bénéficiaire visé à l'article 593, était lié à ce bénéficiaire ou en était l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce;

ii. résidait au Canada à un moment quelconque dans les dix-huit mois précédant la fin de l'année ou la fin de son existence, le cas échéant; et

iii. s'il s'agit d'un particulier, avait résidé au Canada avant la fin

de l'année pour une ou des périodes totalisant au moins 60 mois; ou

b) d'une fiducie ou d'une corporation qui avait un lien de dépendance avec une personne décrite au paragraphe *a*.

1975, c. 22, a. 164.

Réputée avoir acquis un bien.

595. Aux fins de l'article 594, une fiducie ou une corporation ne résidant pas au Canada est réputée avoir acquis un bien de toute personne qui a donné une sûreté en son nom ou de qui elle a reçu une autre aide financière.

1975, c. 22, a. 164.

Distribution du revenu ou du capital.

596. Aux fins des articles 571 à 576, 578 à 583 et 598, lorsque la distribution du revenu ou du capital à un bénéficiaire d'une fiducie étrangère à laquelle le présent chapitre s'applique pour une année d'imposition de la fiducie ne dépend pas de l'exercice ou de l'absence d'exercice d'une faculté d'élire:

a) la fiducie est réputée, à l'égard de tout bénéficiaire dont la juste valeur marchande des droits dans la fiducie est d'au moins dix pour cent de l'ensemble de la juste valeur marchande de tous les droits dans celle-ci, être une corporation ne résidant pas au Canada contrôlée par ce bénéficiaire;

b) la fiducie est réputée être une corporation ne résidant pas au Canada ayant un capital-actions d'une seule catégorie d'actions divisée en cent actions émises; et

c) chaque bénéficiaire de la fiducie est réputé être propriétaire d'un pourcentage de ces actions égal à celui qui est calculé selon le rapport de la juste valeur marchande de ses droits dans la fiducie sur celle de tous les droits dans la fiducie.

1975, c. 22, a. 164.

Prix de base rajusté d'une participation au capital d'une fiducie.

597. Un contribuable résidant au Canada doit, dans le calcul à un moment quelconque d'une année d'imposition du prix de base rajusté de sa participation au capital d'une fiducie à laquelle l'article 596 s'applique, ajouter tout montant dont les articles 580 et 582 exigent l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année ou pour une année antérieure à l'égard de cette participation, ou l'auraient exigée en l'absence des articles 456 à 458 et 466 à 468, et déduire tout montant qu'il a déduit à cet égard dans le calcul de son revenu pour une telle année en vertu des articles 581 et 583 ou qu'il aurait pu ainsi déduire en l'absence des articles 456 à 458 et 466 à 468.

1975, c. 22, a. 164.

CHAPITRE VII

RÈGLES PARTICULIÈRES

Émission de droits ou
d'actions pour éviter
l'impôt.

598. Aux fins du présent titre:

a) une personne qui a, en vertu d'un contrat ou autrement, un droit immédiat ou futur, avec ou sans réserve, à des actions du capital-actions d'une corporation, est réputée être propriétaire de ces actions si on peut raisonnablement considérer que l'une des principales raisons de l'existence de ce droit est de diminuer le montant de l'impôt qui serait autrement payable en vertu de la présente partie ou d'en différer l'échéance; et

b) lorsqu'une filiale étrangère d'un contribuable ou une corporation ne résidant pas au Canada contrôlée, directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, par le contribuable ou un groupe lié dont il est membre, a émis une action d'une catégorie quelconque de son capital-actions et que l'on peut raisonnablement considérer que l'une des principales raisons de l'existence ou de l'émission de cette action est de diminuer le montant de l'impôt qui serait autrement payable en vertu de la présente partie ou d'en différer l'échéance, cette action est réputée ne pas avoir été émise.

1975, c. 22, a. 164.

TITRE XI

LES SOCIÉTÉS ET LEURS MEMBRES

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

«société canadienne».

599. Aux fins du présent titre, l'expression «société canadienne» désigne une société dont tous les membres, à tout moment où l'expression s'applique, résident au Canada.

1972, c. 23, a. 454.

Règles générales quant au
calcul du revenu, des
pertes, des membres d'une
société.

600. Chaque membre d'une société doit calculer, pour une année d'imposition, son revenu, ses pertes nettes en capital, ses pertes agricoles restreintes ou ses pertes autres que ses pertes en capital ou son revenu imposable gagné au Canada, le cas échéant, comme si chacune des hypothèses suivantes, qui régissent l'interprétation des dispositions du présent titre, s'appliquait:

- a) la société est une personne distincte résidant au Canada;
- b) l'année d'imposition de la société coïncide avec son exercice financier;

c) la société exerce comme personne distincte chacune de ses activités, y compris la possession de biens à titre de propriétaire et pour chacune de ses années d'imposition, calcule le montant:

i. de chaque gain en capital imposable et de chaque perte en capital admissible provenant de l'aliénation de biens, et

ii. de chaque revenu et perte de la société provenant de chaque autre source au Canada ou de sources situées dans un autre endroit;

d) dans le calcul de chaque revenu ou perte de la société pour une année d'imposition, aucune déduction n'est admissible en vertu des articles 360 à 418 ou de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) à l'égard des frais d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur;

e) chaque gain de la société provenant de l'aliénation d'un terrain utilisé dans une entreprise agricole de la société est calculé en faisant abstraction du paragraphe e de l'article 255; et

f) le revenu ou la perte de la société, pour une année d'imposition, provenant ou découlant d'une source au Canada ou de sources situées dans un autre endroit constitue, jusqu'à concurrence de la part du contribuable, le revenu ou la perte de ce dernier pour son année d'imposition pendant laquelle l'année d'imposition de la société se termine, provenant de cette source au Canada ou des sources situées dans cet autre endroit.

1972, c. 23, a. 455; 1975, c. 22, a. 165.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe d du chiffre «354» par le chiffre «(418)»;
- l'addition à la fin du paragraphe d, après le mot «valeur» des mots «, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur»;
s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Exercice financier d'une
société dissoute.

601. L'exercice financier d'une société qui, n'était du paragraphe 1 de l'article 618, aurait été dissoute à un moment donné, est réputé avoir pris fin immédiatement avant ce moment.

Toutefois, le particulier qui est alors membre de cette société peut, aux fins du calcul de son revenu, choisir que l'exercice financier de la société soit réputé avoir pris fin immédiatement avant le moment où il se serait normalement terminé si la société avait continué son existence.

1972, c. 23, a. 456.

Restrictions au choix visé à
l'article 601.

602. Le choix visé à l'article 601 n'est valide que si le particulier réside au Canada au moment où l'exercice financier aurait pris fin et s'il n'a pas choisi, pour son année d'imposition en cours, d'invoquer les dispositions de la Loi concernant l'application de la Loi sur les

impôts (chapitre I-4) qui s'appliquent lorsque deux exercices financiers ou plus d'une société se terminent dans la même année d'imposition.

1972, c. 23, a. 457; 1973, c. 17, a. 67.

Validité du choix d'un membre d'une société.

603. Lorsqu'un contribuable qui était membre d'une société pendant un exercice financier de cette dernière prenant fin après 1971 a exercé, aux fins du calcul de son revenu provenant de la société pour l'exercice financier, un choix prévu aux règlements faits sous l'autorité de l'article 104, aux articles 156, 180 à 182, 184, 199, au paragraphe c de l'article 215 et à l'article 614, les règles suivantes s'appliquent:

a) ce choix est invalide sauf si le contribuable avait l'autorité d'agir au nom de la société et si le choix a été exercé au nom du contribuable et de chaque autre membre de la société au cours de cet exercice financier;

b) si le choix est valide aux termes du paragraphe a, chaque autre membre de la société au cours de cet exercice financier est réputé avoir exercé ce choix; et

c) nonobstant le paragraphe a, le choix qui est réputé avoir été exercé par un membre en vertu du paragraphe b est réputé être valide en ce qui le concerne personnellement.

1973, c. 17, a. 68; 1975, c. 22, a. 166.

Cet article, inséré en 1973, s'applique depuis le 18 avril 1973. (1973, c. 17, a. 181).

Choix. **604.** Un choix prévu aux articles 614 ou 620 doit être fait au plus tard le jour où un membre qui exerce ce choix doit le premier produire une déclaration fiscale en vertu de l'article 1000 pour l'année d'imposition au cours de laquelle a eu lieu l'opération qui donne ouverture à ce choix.

1975, c. 22, a. 167.

Choix. **605.** Les articles 519 et 520 s'appliquent *mutatis mutandis* à un choix visé à l'article 604 qui n'a pas été fait dans le délai prévu à ce dernier article si la date d'expiration de ce délai est postérieure au 6 mai 1974.

Pénalité en cas de communication tardive d'un choix.

Toutefois, s'il s'agit d'un choix fait en vertu de l'article 620, la pénalité est égale au moindre:

a) d'un quart de un pour cent, pour chaque mois ou partie de mois visé à l'article 519, de l'excédent de l'ensemble des montants d'argent et de la juste valeur marchande des biens de la société reçus par les personnes mentionnées à l'article 620 en contrepartie de l'aliénation de leur intérêt dans la société lors de la dissolution de

celle-ci sur l'ensemble des produits de l'aliénation déterminés à l'égard de chacune de ces personnes en vertu de l'article 621; ou
b) de \$2,500.

1975, c. 22, a. 167; 1977, c. 26, a. 65.

CHAPITRE II

ENTENTES AU SUJET DU PARTAGE

Ententes relatives au
partage des revenus et des
pertes d'une société.

606. L'article 607 s'applique lorsqu'il y a une entente entre les membres d'une société à l'égard du partage de tout revenu ou perte de la société provenant ou découlant d'une source quelconque au Canada ou de sources situées dans un autre endroit ou de tout montant relatif à une activité de la société qui doit figurer dans le calcul du revenu ou du revenu imposable de ces membres.

1972, c. 23, a. 458; 1975, c. 22, a. 168.

Entente qui a pour but de
réduire ou de différer
l'impôt autrement payable.

607. 1. Lorsqu'il peut raisonnablement être considéré qu'une entente visée à l'article 606 a pour but principal de réduire l'impôt qui serait autrement payable ou le deviendrait en vertu de la présente partie, ou d'en différer le paiement, la part de chaque membre dans le revenu, la perte ou le montant qui font l'objet de cette entente est le montant qui est raisonnable, eu égard à toutes les circonstances, y compris les proportions selon lesquelles les membres ont convenu de partager les profits et les pertes provenant ou découlant d'autres sources au Canada ou de sources situées dans un autre endroit.

«pertes».

2. Dans l'expression «profits et pertes», le mot «pertes» signifie, aux fins du présent chapitre, les pertes déterminées en faisant abstraction des autres dispositions de la présente partie.

1972, c. 23, a. 459.

Entente relative à
l'allocation d'une partie du
revenu ou de la perte d'une
société.

608. Aux fins des articles 600, 607, 634 et 635, lorsque la principale activité d'une société consiste à exercer une entreprise au Canada et que ses membres ont conclu une entente afin d'allouer une part du revenu ou de la perte de la société provenant ou découlant d'une source quelconque au Canada ou de sources situées dans un autre endroit à une personne décrite à l'article 609, cette personne est réputée être membre de la société et doit inclure le montant ainsi alloué pour un exercice financier donné de la société dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle prend fin cet exercice financier.

1975, c. 22, a. 169.

Personne à laquelle
s'applique l'article 608.

609. La personne à laquelle l'article 608 s'applique est:

a) un contribuable qui a cessé à un moment quelconque d'être membre de la société y décrite ou d'une autre société qui a été dissoute à un moment quelconque, ou l'aurait été en l'absence de l'article 618, lorsque les membres de celle-ci ou ceux d'une tierce société dont un membre de cette autre société est devenu membre immédiatement après la dissolution ont conclu une entente décrite à l'article 608 en faveur du contribuable ou de toute personne décrite au paragraphe b; et

b) le conjoint, la succession ou l'héritier du contribuable visé au paragraphe a ou une personne visée à l'article 611.

1975, c. 22, a. 169.

Aliénation d'un droit à une
part du revenu ou de la
perte.

610. Un contribuable qui, au cours d'une année d'imposition, aliène un droit à une part du revenu ou de la perte d'une société en vertu d'une entente visée à l'article 608 doit en inclure le produit de l'aliénation dans le calcul de son revenu pour l'année et il est réputé avoir acquis chaque bien reçu en contrepartie à sa juste valeur marchande au moment de cette aliénation.

1975, c. 22, a. 169.

Montant à déduire.

611. Un contribuable qui a inclus un montant dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu des articles 608 ou 610 peut en déduire pour l'année le moindre de ce montant ou de l'excédent du coût pour lui du droit à une part du revenu ou de la perte d'une société en vertu d'une entente visée à l'article 608 sur l'ensemble des montants à l'égard de ce droit qui étaient admissibles en déduction en vertu du présent article dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.

1975, c. 22, a. 169.

Dispositions particulières.

612. Aux fins de la présente partie, un droit à une part du revenu ou de la perte d'une société en vertu d'une entente visée à l'article 608 est réputé ne pas être une immobilisation et les articles 429 et 430 s'appliquent à l'égard d'un tel droit qu'un contribuable possédait à son décès.

1975, c. 22, a. 169.

Membres de la société
réputés exercer une
entreprise au Canada.

613. Lorsqu'une société exerce une entreprise au Canada au cours d'une année d'imposition, chaque contribuable qui est réputé être membre de la société en vertu de l'article 608 est réputé, aux fins de l'article 26, exercer cette entreprise au Canada au cours de l'année.

1975, c. 22, a. 169.

CHAPITRE III

APPORT DE BIENS

Apport de biens dans une société après 1971.

614. Une société qui acquiert, à un moment donné après 1971, un bien d'un contribuable qui est, immédiatement après cette acquisition, un membre de la société, est réputée l'acquérir à sa juste valeur marchande à ce moment et le membre est réputé l'aliéner pour un produit égal à cette même valeur.

Choix par les associés.

S'il s'agit d'une société canadienne, toutes les personnes qui sont immédiatement après ce moment membres de la société peuvent choisir conjointement dans la forme prescrite et le délai mentionné à l'article 604, que les règles suivantes s'appliquent:

a) le montant convenu dans leur choix à l'égard de ce bien est réputé être à la fois le produit de l'aliénation pour le contribuable et le coût de l'acquisition pour la société;

b) si le montant convenu est supérieur au montant de la contrepartie reçue par le contribuable pour le bien, autre qu'un intérêt dans la société, l'excédent doit être inclus dans le calcul du prix de base rajusté de l'intérêt du contribuable dans la société, s'il en faisait partie immédiatement avant ce moment et, au cas contraire, dans le calcul du coût, pour lui, de son intérêt dans la société;

c) si le montant convenu excède la juste valeur marchande du bien, à ce moment, ce montant est réputé être égal à cette valeur; et

d) si le montant convenu est inférieur au montant de la contrepartie reçue par le contribuable, autre qu'un intérêt dans la société, ce montant est réputé être égal à cette contrepartie.

1972, c. 23, a. 460; 1975, c. 22, a. 170.

Perte résultant de la vente de biens à une société.

615. 1. La perte subie par le contribuable visé à l'article 614 par suite de l'acquisition du bien par la société n'est pas admissible pour une année d'imposition dans le calcul de son revenu, de ses pertes nettes en capital, de ses pertes agricoles restreintes ou de ses pertes autres que ses pertes en capital.

2. La perte visée au paragraphe 1 doit cependant être incluse dans le calcul du prix de base rajusté de l'intérêt du contribuable dans la société, s'il en faisait partie immédiatement avant l'aliénation du bien par lui, et, au cas contraire, dans le calcul du coût, pour lui, de son intérêt dans la société.

1972, c. 23, a. 461.

Application de l'article 615 dans le cas d'un associé minoritaire.

616. L'article 615 ne s'applique pas si:

a) la part du contribuable, en tant que membre de la société, dans le revenu de la société provenant d'une source quelconque pour

l'année d'imposition de la société pendant laquelle elle a acquis le bien, est inférieure à la moitié de ce revenu; ou

b) le contribuable, en tant que membre de la société, retirerait s'il y avait dissolution de la société immédiatement après l'acquisition du bien par elle, sans tenir compte de sa part dans un revenu de la société, moins de la moitié des montants qui seraient alors versés à tous les membres.

1972, c. 23, a. 462.

Cas où le coût en capital excède le produit de l'aliénation de biens amortissables.

617. Aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, lorsque le deuxième alinéa de l'article 614 s'applique à un bien amortissable dont le coût en capital, pour le contribuable qui l'a aliéné en faveur de la société, excède le produit de son aliénation:

a) le coût en capital du bien, pour la société, est réputé être ce qu'était le coût pour le contribuable; et

b) l'excédent est réputé avoir été alloué à la société à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant l'acquisition de ce bien par elle.

1972, c. 23, a. 463; 1974, c. 18, a. 24.

CHAPITRE IV

ALIÉNATION D'UN BIEN

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Cas où une société est réputée continuer à exister.

618. 1. Aux fins de la présente partie, une société qui, après 1971, serait autrement dissoute est réputée continuer à exister aussi longtemps que tous ses biens, ainsi que ceux qui leur ont été substitués, n'ont pas été distribués à ceux qui y ont droit.

Règles applicables aux membres de la société.

2. Dans le cas visé au paragraphe 1:

a) chaque membre de la société est réputé en être encore membre et le droit de chacun de ces membres dans ces biens est réputé être un intérêt dans la société; et

b) l'article 261 s'applique à l'intérêt d'un contribuable dans la société à la fin d'un exercice financier de cette société comme si l'exception y prévue n'existait pas.

1972, c. 23, a. 464; 1977, c. 26, a. 66.

*Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe 2, s'applique à tout exercice financier se terminant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 66).
Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:*

« Dans le cas visé au paragraphe 1, chaque membre de la société est réputé en être encore membre et le droit de chaque personne dans ces biens est réputé être un intérêt dans la société. ».

Produit de la vente d'un bien de la société à un de ses membres.

619. Sous réserve des articles 529 à 533 et 620 à 631, une société qui aliène, à un moment donné après 1971, un bien en faveur d'un contribuable qui est, immédiatement avant ce moment, un de ses membres, est réputée en recevoir un produit égal à sa juste valeur marchande à ce moment et le contribuable est réputé l'acquérir à cette même valeur.

1972, c. 23, a. 465; 1975, c. 22, a. 171.

SECTION II

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Règles applicables lors de la dissolution d'une société.

620. Les règles prévues à la présente section s'appliquent lorsque, à un moment donné après 1971, une société canadienne est dissoute et que ses biens sont distribués aux personnes qui en étaient membres immédiatement avant ce moment.

Les règles visées au premier alinéa ne s'appliquent toutefois que si chacune de ces personnes possède dans chacun de ces biens, immédiatement après ce moment, un intérêt indivis égal, en termes de pourcentage, à celui qu'elle possède dans chaque autre bien de la société, que si toutes ces personnes en ont fait conjointement le choix, dans la forme prescrite et le délai mentionné à l'article 604, et que si les articles 529 à 533 et 626 à 631 ne s'appliquent pas.

Quote-part.

Le pourcentage de l'intérêt indivis de chacun des membres de la société est appelé, dans la présente section, sa quote-part.

1972, c. 23, a. 466; 1975, c. 22, a. 172.

Produit de l'aliénation d'un intérêt dans une société lors de sa dissolution.

621. Chaque personne visée à l'article 620 est réputée recevoir, comme produit de l'aliénation de son intérêt dans la société, un montant égal au plus élevé:

a) du prix de base rajusté de son intérêt dans la société, immédiatement avant le moment donné; ou

b) du montant d'argent qu'elle reçoit lors de la dissolution de la société et de sa quote-part du coût indiqué, pour la société, de chacun des biens de cette dernière, immédiatement avant leur distribution.

1972, c. 23, a. 467.

Coût de l'intérêt indivis pour chacun des ex-associés.

622. Le coût de l'intérêt indivis, pour chaque personne visée à l'article 620, dans chacun des biens de la société est réputé être égal à sa quote-part de leur coût indiqué, pour la société, immédiatement

avant leur distribution, plus, lorsque son prix de base rajusté visé au paragraphe *a* de l'article 621 excède l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 621, le montant suivant:

- a)* dans le cas d'une immobilisation non amortissable de la société, la partie de cet excédent que cette personne désigne; et
- b)* dans le cas d'un bien amortissable ou d'un bien autre qu'une immobilisation, la partie, désignée par cette personne, de cet excédent qui dépasse l'ensemble des montants qu'elle désigne en vertu du paragraphe *a*.

1972, c. 23, a. 468.

Maximum du montant à ajouter lors du calcul du coût de l'intérêt indivis pour chaque ex-associé.

623. Le montant désigné en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 622 ne doit pas dépasser l'excédent de la quote-part d'une personne visée à l'article 620 dans la juste valeur marchande du bien en question, immédiatement après sa distribution, sur sa quote-part du coût indiqué du bien, pour la société, immédiatement avant sa distribution.

De même, l'ensemble de ces montants désignés ne doit pas dépasser, dans le cas d'immobilisations non amortissables, l'excédent visé à l'article 622 et, dans le cas de biens amortissables ou de biens autres que des immobilisations, la moitié du montant déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 622.

1972, c. 23, a. 469.

Règles applicables dans le cas de biens amortissables.

624. Aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, lorsqu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite est distribué et que la quote-part d'une personne visée à l'article 620 dans le coût en capital du bien, pour la société, excède le coût, pour cette personne, de son intérêt indivis dans ce bien, tel que déterminé en vertu de l'article 622:

- a)* le coût en capital, pour cette personne, de son intérêt indivis dans le bien, est réputé être égal à ce qu'était sa quote-part du coût en capital du bien, pour la société; et
- b)* l'excédent est réputé avoir été alloué à cette personne à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant l'acquisition, par elle, de son intérêt indivis.

1972, c. 23, a. 470.

Produit de l'aliénation présumée pour la société.

625. La société visée à l'article 620 est réputée aliéner chacun de ses biens pour un produit égal au coût indiqué du bien, pour elle, immédiatement avant sa distribution.

1972, c. 23, a. 471.

SECTION III

ENTREPRISE CONTINUÉE PAR UN PROPRIÉTAIRE UNIQUE

Entreprise continuée par un
seul des membres de
l'ancienne société.

626. 1. Les règles prévues à la présente section s'appliquent lorsque, à un moment donné après 1971, une société canadienne est dissoute et que, dans les trois mois suivant ce moment, une seule des personnes qui étaient membres de la société immédiatement avant ce moment poursuit elle-même l'exploitation de l'entreprise antérieurement exploitée par la société.

Application du paragraphe
1.

2. Les règles visées au paragraphe 1 ne s'appliquent que si cette personne, qu'il s'agisse d'un particulier, d'une fiducie ou d'une corporation, utilise, dans cette entreprise, un bien qui appartenait à la société immédiatement avant ce moment et qu'elle a reçu à titre de produit de l'aliénation de son intérêt dans la société.

1972, c. 23, a. 472; 1975, c. 22, a. 173.

Produit présumé de
l'aliénation d'un intérêt
dans une société.

627. La personne visée à l'article 626 est réputée recevoir, en contrepartie de l'aliénation de son intérêt dans la société, un montant égal au plus élevé:

a) de l'ensemble du prix de base rajusté de son intérêt dans la société, immédiatement avant le moment donné, et du coût, pour elle, de tous les intérêts dans la société qu'elle est réputée avoir acquis en vertu de l'article 632 au moment donné; ou

b) de l'ensemble du coût indiqué, pour la société, immédiatement avant le moment donné, de chacun des biens que cette personne a ainsi reçus et du montant de tout autre produit provenant de l'aliénation de son intérêt dans la société.

1972, c. 23, a. 473; 1975, c. 22, a. 174.

Coût des biens reçus en
contrepartie.

628. Le coût, pour la personne visée à l'article 626, d'un bien qu'elle a ainsi reçu, est réputé être égal à son coût indiqué, pour la société, immédiatement avant le moment donné, plus, lorsque l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *a* de l'article 627 excède l'ensemble déterminé en vertu du paragraphe *b* dudit article, le montant suivant:

a) dans le cas d'une immobilisation non amortissable de cette personne, la partie de cet excédent qu'elle désigne; et

b) dans le cas d'un bien amortissable ou d'un bien autre qu'une immobilisation, la partie, désignée par cette personne, de cet excédent qui dépasse l'ensemble des montants qu'elle désigne en vertu du paragraphe *a*.

1972, c. 23, a. 474; 1975, c. 22, a. 175.

Maximum du montant
prévu aux paragraphes *a* et
b de l'article 628.

629. 1. Le montant désigné en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 628 ne doit pas dépasser l'excédent de la juste valeur marchande du bien en question, immédiatement après le moment donné, sur son coût indiqué, pour la société, immédiatement avant ce moment.

2. De même, l'ensemble de ces montants désignés ne doit pas dépasser, dans le cas d'immobilisations non amortissables, l'excédent visé à l'article 628 et, dans le cas de biens amortissables ou de biens autres que des immobilisations, la moitié du montant déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 628.

1972, c. 23, a. 475; 1973, c. 17, a. 69.

Règles applicables lorsque
le bien reçu est un bien
amortissable.

630. Aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, lorsqu'un bien reçu par une personne visée à l'article 626 est un bien amortissable d'une catégorie prescrite et que son coût en capital, pour la société, excède son coût, pour cette personne, tel que déterminé en vertu de l'article 628:

a) le coût en capital du bien, pour cette personne, est réputé être égal à ce qu'était son coût en capital, pour la société; et

b) l'excédent est réputé avoir été alloué à cette personne à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant son acquisition par elle.

1972, c. 23, a. 476.

Produit de l'aliénation
présumée pour la société.

631. La société visée à l'article 626 est réputée aliéner chacun de ses biens pour un produit égal au coût indiqué du bien, pour elle, immédiatement avant le moment donné.

1972, c. 23, a. 477.

Aliénation d'un intérêt
dans la société.

632. Lorsque, au moment donné visé à l'article 626, toutes les autres personnes qui étaient membres de la société immédiatement avant ce moment aliènent leur intérêt dans la société en faveur de la personne visée audit article, cette dernière est réputée acquérir à ce moment les intérêts de ces autres personnes dans la société et non pas des biens de la société.

1975, c. 22, a. 176.

SECTION IV

ENTREPRISE CONTINUÉE PAR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Continuation d'une société
dissoute par une autre
société.

633. Lorsqu'une société canadienne est dissoute, à un moment donné après 1971 et, qu'à ce moment ou avant, tous ses biens sont cédés à une autre société canadienne dont tous les membres étaient membres de la société dissoute, cette autre société est réputée être la continuation de la société dissoute et l'intérêt de tout membre dans cette autre société est réputé être la continuation de son intérêt dans la société dissoute.

1972, c. 23, a. 478.

SECTION V

ALIÉNATION D'UN TERRAIN AGRICOLE

Aliénation d'un terrain
agricole d'une société.

634. Un contribuable qui était membre d'une société à la fin de l'année d'imposition de cette dernière pendant laquelle elle a aliéné un terrain qu'elle utilisait dans une entreprise agricole peut déduire, dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition pendant laquelle l'année d'imposition de la société a pris fin, la moitié de l'ensemble des montants dont chacun est égal à la perte du contribuable découlant de l'entreprise agricole pour l'année d'imposition ou une année d'imposition antérieure se terminant après 1971.

1972, c. 23, a. 479.

Restrictions à la déduction
prévues à l'article 634.

635. Le contribuable ne peut faire la déduction prévue à l'article 634 que dans la mesure où cette perte:

a) n'est pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 205 à 207;

b) n'est pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu imposable pour son année d'imposition au cours de laquelle a pris fin l'année d'imposition de la société pendant laquelle le terrain a été aliéné ou pour une année d'imposition antérieure;

c) n'excède pas sa part de l'ensemble des taxes et intérêts visés aux sous-paragraphes i et ii du paragraphe k de l'article 255 et payés ou payables par la société, si ces montants sont inclus dans le calcul de la perte de la société provenant de l'entreprise agricole; et

d) n'excède pas le montant obtenu en soustrayant du double de son gain en capital imposable provenant de l'aliénation du terrain visé à l'article 634 l'ensemble de ses pertes qui proviennent de l'entreprise agricole pour les années d'imposition antérieures à cette année

et qui doivent être incluses dans le calcul du montant admissible en vertu de la présente section à l'égard du contribuable.

1972, c. 23, a. 480.

CHAPITRE V

ALIÉNATION D'UN INTÉRÊT DANS UNE SOCIÉTÉ

Transfert d'une participation par décès.

636. Les règles prévues aux paragraphes *a* à *c* de l'article 645 s'appliquent lorsqu'un contribuable acquiert, en raison du décès d'un particulier, un bien qui était, immédiatement avant ce décès, un intérêt dans une société, autre qu'un intérêt auquel les articles 639 à 644 s'appliquaient, et que le contribuable n'est pas membre de cette société et ne le devient pas en raison de cette acquisition.

1977, c. 26, a. 67.

Gain en capital imposable lors de l'aliénation d'un intérêt dans une société.

637. Nonobstant l'article 231, le gain en capital imposable d'un contribuable provenant de l'aliénation d'un intérêt dans une société en faveur d'une personne exonérée de l'impôt en vertu des articles 980 à 999 est réputé être:

- a)* la moitié de la partie de son gain en capital pour l'année en provenant qui peut raisonnablement être attribuée à l'augmentation de la valeur d'une immobilisation non amortissable de la société; et
- b)* la totalité de ce qui reste de ce gain en capital.

1972, c. 23, a. 481.

Autres montants à inclure dans le calcul de gain.

638. Un contribuable doit inclure, dans le calcul de son gain provenant de l'aliénation d'un intérêt dans une société, pour une année d'imposition, en plus du montant déterminé en vertu de l'article 234, l'excédent des montants qui doivent être déduits dans le calcul du prix de base rajusté de son intérêt dans la société, immédiatement avant l'aliénation, en vertu de l'article 257, sur l'ensemble du coût de son intérêt dans la société, déterminé aux fins du calcul du prix de base rajusté de cet intérêt à ce moment, et des montants qui doivent être ajoutés à ce coût dans ce calcul à ce moment en vertu de l'article 255.

1972, c. 23, a. 482; 1973, c. 17, a. 70; 1975, c. 22, a. 177.

CHAPITRE VI

INTÉRÊT RÉSIDUEL DANS UNE SOCIÉTÉ

Contribuable qui cesse
d'être membre d'une
société.

639. Le présent chapitre s'applique à un contribuable qui aurait autrement cessé à un moment quelconque après 1971 d'être membre d'une société.

1975, c. 22, a. 178.

Réputé avoir un intérêt
résiduel.

640. Sous réserve des articles 242 à 247 et 428 à 450 et nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le contribuable visé à l'article 639 est réputé ne pas avoir aliéné et avoir toujours un intérêt dans la société, ci-après appelé «intérêt résiduel», aussi longtemps que tous ses droits d'en recevoir un bien en contrepartie de son intérêt dans la société immédiatement avant qu'il cesse d'en être membre n'ont pas été complètement éteints.

Restriction.

Aux fins du présent article, un droit de recevoir un bien ne comprend pas un droit à une part du revenu ou de la perte d'une société en vertu d'une entente visée à l'article 608.

1975, c. 22, a. 178.

Réputé ne pas avoir aliéné
son intérêt résiduel.

641. Nonobstant l'article 640, un contribuable est réputé ne pas avoir aliéné son intérêt résiduel avant la fin de l'exercice financier de la société au cours duquel il a cessé d'en être membre même si tous ses droits décrits audit article ont été complètement éteints avant la fin de cet exercice.

1975, c. 22, a. 178.

Solde du prix de base
rajusté.

642. L'article 261 s'applique à l'intérêt résiduel d'un contribuable à la fin d'un exercice financier de la société comme si l'exception y prévue n'existait pas.

1975, c. 22, a. 178.

Réputé ne pas être membre
de la société.

643. Un contribuable qui détient un intérêt résiduel est réputé ne pas être membre de la société:

a) sauf aux fins de l'article 714, s'il détient cet intérêt en vertu de l'article 641; ou

b) sauf aux fins des articles 530 à 533, s'il détient cet intérêt autrement que prévu au paragraphe a.

1975, c. 22, a. 178.

Continuation d'une
première société.

644. Lorsqu'une société a été dissoute, ou l'aurait été en l'absence de l'article 618, à un moment où un contribuable avait des droits visés à l'article 640 à l'égard de cette société et que les membres d'une autre société consentent à éteindre ces droits en tout ou en partie, cette autre société est réputée, aux fins de l'article 640, être la continuation de la première société.

1975, c. 22, a. 178.

Acquisition d'un intérêt
dans une société en raison
d'un décès.

645. Lorsqu'un contribuable acquiert, en raison du décès d'un particulier, un bien qui est un intérêt dans une société auquel, immédiatement avant ce décès, les articles 639 à 644 s'appliquaient:

a) le contribuable est réputé acquérir un droit de recevoir un bien de la société et non un intérêt dans la société;

b) le contribuable est réputé acquérir le droit visé au paragraphe a à un coût égal au montant réputé être pour le particulier décédé le produit de l'aliénation de son intérêt dans la société en vertu de l'article 436 ou du paragraphe a de l'article 440; et

c) l'article 254 ne s'applique pas à ce droit.

1975, c. 22, a. 178.

TITRE XII

LES FIDUCIES ET LEURS BÉNÉFICIAIRES

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

Extension de l'expression
«fiducie».

646. Dans la présente partie, une fiducie, quel que soit l'endroit de sa création, ou une succession, désignées dans le présent titre par l'expression «fiducie», comprennent également le fiduciaire, l'exécuteur testamentaire, l'administrateur, l'héritier ou tout autre représentant légal ayant la propriété ou le contrôle des biens de la fiducie ou de la succession.

De même, un bénéficiaire comprend toute personne ayant un droit dans une fiducie.

1972, c. 23, a. 483.

Fiducie réputée être un
particulier.

647. Une fiducie est, aux fins de la présente partie et en ce qui concerne ses biens, réputée être un particulier, sans pour autant que la responsabilité du fiduciaire ou du représentant légal ne soit restreinte à l'égard de leur propre impôt sur le revenu.

Toutefois, lorsqu'il y a plusieurs fiducies dont les biens proviennent en majeure partie d'une même personne et dont les revenus,

selon les termes qui régissent ces fiducies, doivent revenir finalement au même bénéficiaire ou au même groupe ou catégorie de bénéficiaires, les fiduciaires que désigne le ministre sont réputés être un seul particulier.

Fiducies non comprises.

Aux fins des articles 653 à 656, 659 à 662, 665, 683 à 692 et du paragraphe *b* de l'article 657, une fiducie ne comprend pas une fiducie d'investissement à participation unitaire, une fiducie régie par un régime enregistré de retraite, un régime d'intéressement, un régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage, un régime enregistré d'épargne-retraite, un régime d'intéressement différé, un régime enregistré d'épargne-études ni un régime enregistré d'épargne-logement.

1972, c. 23, a. 484; 1975, c. 22, a. 179.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le troisième alinéa des mots « régime enregistré d'épargne-retraite ni un régime d'intéressement différé. » par les mots « régime enregistré d'épargne-retraite, un régime d'intéressement différé, un régime enregistré d'épargne-études ni un régime enregistré d'épargne-logement. », doit se lire sans tenir compte de la référence faite à un régime enregistré d'épargne-logement pour les années d'imposition 1972 et 1973. (1975, c. 22, a. 296).

Déductions non permises.

648. Les déductions visées aux articles 695 à 701 et 722 ne s'appliquent pas à une fiducie.

1972, c. 23, a. 485; 1975, c. 22, a. 180.

Fiducie d'investissement à participation unitaire.

649. Aux fins de la présente partie, une fiducie est une fiducie d'investissement à participation unitaire si, à un moment donné, elle est une fiducie non testamentaire dans laquelle la participation de chaque bénéficiaire est définie par rapport aux unités de la fiducie, et si:

a) les unités émises de la fiducie représentant une valeur d'au moins 95 pour cent de la juste valeur marchande de toutes les unités émises, établie sans tenir compte du droit de vote qui peut être attaché aux unités, sont:

i. des unités qui stipulent que la fiducie doit accepter, à la demande du détenteur de ces unités et à un prix déterminé et payable conformément aux conditions attachées à ces unités, le rachat, en totalité ou en partie, des unités qui sont entièrement libérées; et

ii. des unités qui satisfont aux conditions prescrites relatives à leur rachat par la fiducie; ou

b) elle satisfait, pendant toute l'année d'imposition au cours de laquelle survient le moment donné, aux conditions suivantes:

i. elle réside au Canada;

ii. sa seule entreprise consiste à investir ses fonds;

iii. au moins 80 pour cent de ses biens consistent en actions, obligations, *mortgages*, hypothèques, valeurs négociables ou argent

comptant, ou en droits sur un loyer ou une redevance, calculés en fonction du volume ou de la valeur de la production d'un puits de pétrole ou de gaz ou d'une mine situés au Canada;

iv. au moins 95 pour cent de ses revenus pour l'année proviennent d'investissements visés au sous-paragraphe iii ou de l'aliénation de ceux-ci;

v. au plus 10 pour cent de ses biens consiste en obligations, actions ou valeurs d'un même débiteur ou corporation autre que Sa Majesté du chef d'une province ou du Canada, ou d'une municipalité canadienne; et

vi. toute détention et tout mouvement de ses unités sont conformes aux conditions prescrites, s'il en est, quant au nombre de leurs détenteurs, à leur répartition et à leur négociation dans le public.

1972, c. 23, a. 486; 1973, c. 17, a. 71.

Calcul du revenu d'une fiducie créée à l'avantage exclusif du conjoint.

650. Aux fins de l'article 443, du paragraphe 2 de l'article 454 et des paragraphes *a* de chacun des articles 653 et 683 le revenu d'une fiducie est calculé sans tenir compte des dispositions de la présente partie moins, sauf dans le cas du paragraphe *a* de l'article 683, tout dividende qui y est par ailleurs inclus et qui est visé aux articles 501, 502, 1106 ou 1116.

1972, c. 23, a. 487; 1973, c. 17, a. 72; 1975, c. 22, a. 181.

Fiducie non déchuée de ses droits à cause du seul fait d'avoir payé certains droits et impôts.

651. Aux fins de l'article 443, du paragraphe 2 de l'article 454 et du paragraphe *a* de l'article 653, lorsqu'un particulier a créé une fiducie, une personne autre que son conjoint est réputée ne pas avoir reçu ou autrement obtenu, ni être en droit de recevoir ou d'autrement obtenir, l'usage du capital ou du revenu de la fiducie du seul fait que cette dernière a payé un droit en raison du décès du particulier à l'égard de biens de la fiducie ou d'un intérêt dans celle-ci ou un impôt sur ses revenus, ou a établi une provision pour l'un ou l'autre de ces paiements.

1973, c. 17, a. 73.

Moment où un montant est considéré payable.

652. Aux fins du paragraphe *a* de l'article 657 et des articles 663, 667 et 672 à 676, un montant n'est considéré payable dans une année d'imposition que s'il a été effectivement payé dans l'année à la personne à laquelle il était payable ou que si cette personne avait le droit d'en exiger le paiement dans cette année.

1972, c. 23, a. 488; 1975, c. 22, a. 182.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «l'article 493 et des articles 494, 501 et 505, un montant n'est considéré payable» par les mots «l'article (657) et des articles (663), (667) et (672) à (676), un montant n'est considéré

payable», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

CHAPITRE II

ALIÉNATION PRÉSUMÉE

Aliénation présumée des biens d'une fiducie.

653. Une fiducie est réputée aliéner et immédiatement réacquérir toutes ses immobilisations aux jours suivants:

a) le jour du décès du conjoint d'un contribuable qui a créé la fiducie si les termes de l'acte la créant donnaient droit au conjoint, de son vivant, de recevoir tous les revenus de la fiducie et de recevoir ou autrement obtenir, à l'exclusion de toute autre personne, la jouissance du revenu ou du capital de la fiducie;

b) le jour du vingt et unième anniversaire de la dernière des dates suivantes: le 1^{er} janvier 1972, le jour de la création de la fiducie, ou, le cas échéant, le jour mentionné au paragraphe a; et

c) le jour du vingt et unième anniversaire de la date de toute aliénation présumée de ces immobilisations en vertu du présent chapitre.

Aliénation présumée des biens d'une fiducie.

Le paragraphe a du premier alinéa ne s'applique que si la fiducie y visée est une fiducie qui a été créée par le testament d'un particulier décédé après le 31 décembre 1971 et était au moment de sa création une fiducie décrite audit paragraphe ou est une fiducie, autre qu'une fiducie visée à l'article 769, qui a été créée par un particulier de son vivant et était, à un moment quelconque après 1971, une fiducie décrite audit paragraphe.

1972, c. 23, a. 489; 1977, c. 26, a. 68.

Cet article, modifié en 1977, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique:

- à l'égard d'une fiducie dont le bénéficiaire était un conjoint qui est décédé après le 31 décembre 1975;

- dans le cas d'une fiducie dont le bénéficiaire était un conjoint qui est décédé après le 31 décembre 1975 mais avant le 26 mai 1976, le deuxième alinéa de cet article doit se lire ainsi:

« Le paragraphe a du premier alinéa ne s'applique que si la fiducie y visée est une fiducie créée par le testament d'un particulier décédé après le 31 décembre 1971 ou une fiducie créée par un particulier durant sa vie. ». (1977, c. 26, a. 68).

Immobilisations non amortissables.

654. Lorsque les biens visés à l'article 653 sont des immobilisations non amortissables de la fiducie, celle-ci est réputée les aliéner pour un produit égal à leur juste valeur marchande au jour de cette aliénation et les réacquérir immédiatement après pour le même montant.

1972, c. 23, a. 490.

Biens amortissables.

655. Lorsque les biens visés à l'article 653 sont des biens amortis-

sables d'une catégorie prescrite de la fiducie, celle-ci est réputée aliéner les biens de chaque catégorie pour un produit égal à la moitié de l'ensemble de leur juste valeur marchande au moment de leur aliénation, et de la partie non amortie de leur coût en capital, au même moment.

Réacquisition des biens
amortissables.

La fiducie est réputée réacquérir chaque bien de cette même catégorie immédiatement après ce moment à un coût en capital égal à la partie du produit de l'aliénation, tel que déterminé à l'alinéa précédent, représentée par le rapport de la juste valeur marchande de ce bien, à ce moment, sur celle de tous les biens de la même catégorie, au même moment.

1972, c. 23, a. 491; 1977, c. 26, a. 69.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le deuxième alinéa des mots « même catégorie, au même moment; cependant, l'article 84 ne s'applique pas à cette réacquisition. » par les mots « même catégorie, au même moment. », s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 69).

Cas où le coût en capital
d'un bien excède celui
déterminé pour sa
réacquisition.

656. Nonobstant l'article 655, lorsque le coût en capital, pour la fiducie, d'un bien de la catégorie qui y est visée excède celui qui est déterminé pour sa réacquisition en vertu dudit article, les règles suivantes s'appliquent, aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, en tant qu'ils s'appliquent à ce bien après sa réacquisition:

a) le coût en capital du bien, pour la fiducie, est réputé être le même qu'avant son aliénation présumée en vertu du présent chapitre; et

b) l'excédent est réputée avoir été alloué à la fiducie à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant sa réacquisition par elle, et aucun autre montant n'est réputé lui avoir été alloué à ce titre à l'égard du bien dans le calcul de son revenu pour ces années précédentes.

1972, c. 23, a. 492.

CHAPITRE III DÉDUCTIONS

Déduction permise.

657. Dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, une fiducie peut déduire les montants suivants:

a) la partie du montant qui serait, en l'absence du présent paragraphe et du paragraphe b, son revenu pour l'année, dans la mesure où cette partie est payable dans l'année à un bénéficiaire résidant au Canada à ce moment, ou même hors du Canada, si, dans ce dernier cas, la fiducie réside à ce moment au Canada, ou dans la mesure où

elle a été incluse dans le calcul du revenu de ce bénéficiaire en vertu de l'article 662;

b) la partie de son revenu accumulé pour l'année, au sens du paragraphe 3 de l'article 658, qui, en vertu de l'article 659, doit être incluse dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire privilégié; et

c) si la totalité des biens d'une fiducie est détenue à l'avantage de personnes ne résidant pas au Canada ou de leurs futurs descendants, en plus du montant prévu au paragraphe a, la partie des dividendes et de l'intérêt qu'elle reçoit d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, dans la mesure où cette partie n'est pas admissible en déduction en vertu dudit paragraphe.

1972, c. 23, a. 493; 1973, c. 17, a. 74; 1975, c. 22, a. 183; 1977, c. 26, a. 70.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le paragraphe a des mots « au Canada à ce moment, ou même, sous réserve de l'article 508b, hors du Canada, si, dans ce dernier cas, la fiducie réside à ce moment au Canada, ou dans la mesure où elle a été incluse dans le calcul du revenu de ce bénéficiaire en vertu de l'article 500; » par les mots « au Canada à ce moment, ou même hors du Canada, si, dans ce dernier cas, la fiducie réside à ce moment au Canada, ou dans la mesure où elle a été incluse dans le calcul du revenu de ce bénéficiaire en vertu de l'article (662); », s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 70).

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe a, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« la partie du montant qui serait, en l'absence du présent paragraphe et du paragraphe b, son revenu pour l'année, dans la mesure où cette partie est payable dans l'année à un bénéficiaire résidant au Canada à ce moment, ou même hors du Canada, si, dans ce dernier cas, la fiducie réside à ce moment au Canada, ou dans la mesure où elle a été incluse dans le calcul du revenu de ce bénéficiaire en vertu de l'article 500. ».

CHAPITRE IV

BÉNÉFICIAIRE PRIVILÉGIÉ

Bénéficiaire privilégié.

658. 1. Un bénéficiaire privilégié est, aux fins du présent titre, un particulier résidant au Canada, qui est un bénéficiaire de la fiducie et qui est l'auteur de la fiducie, son conjoint ou ex-conjoint, ou un enfant, un petit-enfant ou un arrière petit-enfant de l'auteur de la fiducie, ou le conjoint de l'une de ces personnes.

Auteur.

2. Un auteur est, aux fins du présent titre et dans le cas d'une fiducie testamentaire, le particulier mentionné à l'article 677, et, dans le cas d'une fiducie non testamentaire:

a) lorsque la fiducie est créée à même le transfert, la cession ou une autre aliénation de biens provenant d'un seul particulier et que

la juste valeur marchande de ces biens et de ceux que le même particulier aliène postérieurement en faveur de la fiducie excède celle, au moment de leur aliénation, des biens qui sont postérieurement aliénés par une autre personne en faveur de la fiducie, ce particulier; et

b) lorsque la fiducie est créée à même le transfert, la cession ou une autre aliénation de biens faits conjointement, à l'exclusion de toute autre personne, par un particulier et son conjoint et que la règle prévue au paragraphe *a* s'applique à cette aliénation, ce particulier et son conjoint.

Revenu accumulé.

3. Le revenu accumulé d'une fiducie pour une année d'imposition est, aux fins du présent chapitre, le montant qui, sans le paragraphe *b* de l'article 657, représenterait son revenu pour la même année.

1972, c. 23, a. 496.

Choix par un fiduciaire et un bénéficiaire privilégié.

659. 1. Une fiducie et un bénéficiaire privilégié peuvent, pour une année d'imposition, choisir conjointement qu'une partie déterminée du revenu accumulé de la fiducie soit incluse dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour cette année et ne le soit pas dans celui d'un bénéficiaire de la fiducie pour l'année où le paiement est effectué.

Restriction.

2. Ce choix ne vaut que pour un montant qui n'excède pas la quote-part de ce bénéficiaire dans ce revenu accumulé et que s'il est fait dans la forme et le délai prescrits.

1972, c. 23, a. 497; 1973, c. 17, a. 75.

Quote-part du bénéficiaire dans le revenu de la fiducie.

660. La quote-part visée à l'article 659 est:

a) lorsqu'il s'agit d'une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653, et que le conjoint qui y est visé est vivant à la fin de l'année, un montant égal au revenu accumulé de la fiducie pour l'année, si le bénéficiaire privilégié est le conjoint du contribuable, et, dans les autres cas, nulle;

b) lorsqu'il s'agit d'un cas non visé au paragraphe *a*, et que les quote-parts du revenu accumulé de la fiducie qui seraient attribuables aux bénéficiaires en vertu de cette fiducie ne dépendent pas de l'exercice ou de l'absence d'exercice d'une faculté d'élire:

i. si à la fin de l'année le bénéficiaire privilégié était membre d'une catégorie de bénéficiaires ayant tous droit, à ce titre, de se partager également entre eux un revenu de la fiducie, la partie du revenu accumulé de la fiducie pour l'année qui peut raisonnablement être considérée comme ayant été gagnée au profit des bénéficiaires de cette catégorie, divisée par le nombre de bénéficiaires de cette catégorie, à la fin de l'année, autres que des oeuvres de charité canadiennes prescrites, et

ii. dans les autres cas, la partie du revenu accumulé de la fiducie

pour l'année qui peut raisonnablement être considérée comme ayant été gagnée au profit de ce bénéficiaire privilégié;

c) lorsqu'il s'agit d'un cas non visé aux paragraphes *a* et *b* et que chaque bénéficiaire dont la quote-part du revenu accumulé de la fiducie dépend de l'exercice ou de l'absence d'exercice d'une faculté d'élire est un bénéficiaire privilégié, ou serait un tel bénéficiaire s'il résidait au Canada, ou est une oeuvre de charité canadienne prescrite, la partie du revenu accumulé de la fiducie pour l'année égale au montant déterminé de la manière prescrite comme étant la quote-part, établie de façon discrétionnaire, de ce bénéficiaire, dans le revenu accumulé de la fiducie pour l'année; et

d) lorsqu'il s'agit d'un cas non visé ailleurs dans le présent article, nulle.

1972, c. 23, a. 498; 1973, c. 17, a. 76; 1975, c. 22, a. 185; 1977, c. 26, a. 71.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe a, s'applique à l'égard d'une fiducie dont le bénéficiaire était un conjoint qui est décédé après le 31 décembre 1975. (1977, c. 26, a. 71).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«lorsqu'il s'agit d'une fiducie décrite au paragraphe *a* de l'article 489, et que le conjoint qui y est visé est vivant à la fin de l'année, un montant égal au revenu accumulé de la fiducie pour l'année, si le bénéficiaire privilégié est le conjoint du contribuable, et, dans les autres cas, nulle;».

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe c, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 297).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«lorsqu'il s'agit d'un cas non visé aux paragraphes *a* et *b* et que chaque bénéficiaire dont la quote-part du revenu accumulé de la fiducie dépend de l'exercice ou de l'absence d'exercice d'une faculté d'élire est un bénéficiaire privilégiée, ou serait un tel bénéficiaire s'il résidait au Canada, ou est une oeuvre de charité canadienne prescrite, la partie du revenu accumulé de la fiducie pour l'année qui peut raisonnablement être considérée comme ayant été gagnée au profit du bénéficiaire, jusqu'à concurrence du montant déterminé de la manière prescrite comme étant la quote-part, établie de façon discrétionnaire, de ce bénéficiaire dans le revenu accumulé de la fiducie pour l'année; et».

CHAPITRE V

RÈGLES RELATIVES AU CALCUL DU REVENU D'UN BÉNÉFICIAIRE

Montants à inclure dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire.

661. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, la valeur de tous les bénéfices autres qu'une attribution ou un paiement de capital qu'il a reçus pendant l'année, en vertu d'une fiducie, d'un contrat, d'une entente ou d'une faculté d'élire indépendamment de la date de leur constitution ou création.

1972, c. 23, a. 499.

Frais d'entretien, taxes,
payés par la fiducie.

662. Un montant raisonnable, selon les circonstances, payé dans une année d'imposition par une fiducie à même ses propres revenus pour impenses, entretien ou taxes concernant des biens qui, aux termes du contrat de fiducie, doivent être entretenus pour l'usage d'un usufruitier viager ou d'un bénéficiaire, doit être inclus dans le calcul du revenu de ce dernier provenant de la fiducie pour cette année.

1972, c. 23, a. 500.

Revenu payable à un
bénéficiaire.

663. Le revenu d'une fiducie pour une année d'imposition, avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 130, doit également être inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire pour l'année dans la mesure où il est devenu payable à ce dernier, qu'il lui soit versé ou non, et ne doit pas l'être pour celle où le paiement est effectué.

1972, c. 23, a. 501.

Allocations pour
épuisement de certaines
ressources naturelles.

Bénéficiaire mineur.

664. Aux fins du paragraphe *a* de l'article 657 et de l'article 663:
a) aucun montant payable par une fiducie à son bénéficiaire n'est réputé l'être à même une déduction permise à la fiducie en vertu de l'article 360, sauf dans la mesure où celle-ci le pourvoit; et
b) le revenu d'une fiducie qui n'est pas payable dans l'année pour l'unique raison qu'il est détenu pour un mineur y ayant un droit acquis est néanmoins considéré comme lui étant payable.

1972, c. 23, a. 502.

Déduction relative à un
montant visé aux articles
663 et 684.

665. Un contribuable qui a inclus dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, en vertu des articles 663 ou 684, un montant relatif à sa participation dans le revenu d'une fiducie peut déduire, pour la même année, le moindre de ce montant ou de l'excédent du coût de sa participation sur l'ensemble des montants admissibles en déduction à ce titre en vertu du présent article dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.

1972, c. 23, a. 503.

Partie des dividendes
réputée être reçue par un
bénéficiaire.

666. 1. Aux fins des articles 497 à 499 et du présent article, la partie des dividendes imposables reçus par une fiducie qui peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme partie du montant inclus, en vertu des articles 659 ou 661 à 663, dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire particulier pour l'année, est réputée reçue dans l'année par ce dernier et non par la fiducie.

Restriction. 2. La présomption visée au paragraphe 1 ne vaut que pour la partie des dividendes imposables attribuables à des actions du capital-actions d'une corporation canadienne imposable si cette partie a été exclusivement attribuée par la fiducie, dans sa déclaration fiscale pour l'année, à ce bénéficiaire particulier.

1972, c. 23, a. 504.

Montant payable à un bénéficiaire provenant de dividendes non imposables.

667. 1. La partie d'un montant qui devient payable dans une année d'imposition par une fiducie à un bénéficiaire particulier et qui peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme provenant d'un montant reçu dans l'année par la fiducie à titre de dividende, autre qu'un dividende imposable, à l'égard d'une action du capital-actions d'une corporation résidant au Canada, ne doit pas être incluse dans le calcul du revenu de ce bénéficiaire particulier pour l'année.

Application. 2. Le présent article ne s'applique que si la partie devenue payable a été exclusivement attribuée par la fiducie, dans sa déclaration fiscale pour l'année, à ce bénéficiaire particulier.

1972, c. 23, a. 505.

Gains en capital imposables réputés être ceux du bénéficiaire.

668. 1. La partie de l'excédent, pour une année d'imposition, des gains en capital imposables d'une fiducie sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles et de ses pertes nettes en capital admissibles en déduction en vertu de l'article 729 est réputée être un gain en capital imposable pour l'année entre les mains d'un bénéficiaire particulier aux fins des articles 28 et 727 à 737 si elle peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme faisant partie du montant inclus, en vertu des articles 659 ou 661 à 663, dans le calcul du revenu pour l'année d'imposition, d'un bénéficiaire particulier si la fiducie est une fiducie de fonds mutuels, ou d'un bénéficiaire particulier qui réside au Canada si la fiducie n'est pas une fiducie de fonds mutuels.

Restriction. 2. La présomption visée au paragraphe 1 ne s'applique que si cette partie a été exclusivement attribuée par la fiducie, dans sa déclaration fiscale pour l'année, à ce bénéficiaire particulier.

1972, c. 23, a. 506; 1975, c. 22, a. 186; 1977, c. 26, a. 72.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe 1, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 72).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«La partie de l'excédent, pour une année d'imposition, des gains en capital imposables d'une fiducie sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles et ses pertes nettes en capital au sens de l'article 547 est réputée être un gain en capital imposable pour l'année entre les mains d'un bénéficiaire particulier aux fins des articles 23 et 545 à 555 si elle peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du

contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme partie du montant inclus, en vertu des articles 497 ou 499 à 501, dans le revenu d'un bénéficiaire particulier qui réside au Canada pour l'année d'imposition.».

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion dans la dernière ligne du paragraphe 1 après le mot «particulier» des mots «qui réside au Canada», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Excédent réputé de l'intérêt
entre les mains du
bénéficiaire.

669. Le montant de l'intérêt qui serait déterminé en vertu de l'article 702 à l'égard d'une fiducie pour une année d'imposition si ledit article s'appliquait à la fiducie et abstraction faite de la limite de \$1,000, est réputé être de l'intérêt pour l'année entre les mains d'un bénéficiaire particulier et non de la fiducie dans la mesure où ce montant peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considéré comme partie du montant inclus, en vertu des articles 659 ou 661 à 663, dans le calcul du revenu du bénéficiaire particulier pour l'année d'imposition, et le paragraphe 2 de l'article 668 s'applique *mutatis mutandis* à cette présomption.

1975, c. 21, a. 17; 1975, c. 22, a. 187.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du mot «excédent» par le mot «intérêt»;

- l'insertion après les mots «s'appliquait à la fiducie» des mots «et abstraction faite de la limite de \$1,000,»;

s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Déduction de
l'amortissement par un
bénéficiaire.

670. Le bénéficiaire d'une fiducie peut déduire du montant qui est inclus dans son revenu en vertu des articles 659 ou 663 la partie, déterminée par la fiducie, de l'amortissement qui serait autrement allouée à cette dernière pour l'année d'imposition en vertu des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 130; cette déduction doit cependant être soustraite par la fiducie de l'amortissement qui lui serait autrement alloué pour l'année et, aux fins des articles 93 à 104, elle est réputée lui avoir été allouée dans le calcul de son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 507.

Règles applicables: revenu
étranger;

671. Aux fins de l'article 772, les règles suivantes s'appliquent:

a) la partie du revenu d'une fiducie, pour une année d'imposition et avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* ou *b* de l'article 657, qui provient de sources situées dans un pays étranger ou une subdivision politique d'un tel pays et qui peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme partie du montant inclus, en vertu des articles 659

ou 663, dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire particulier pour l'année, est réputée être un revenu de ce bénéficiaire pour cette année provenant de ces sources; cette présomption ne vaut que si cette partie a été exclusivement attribuée par la fiducie, dans sa déclaration fiscale pour l'année, à ce bénéficiaire particulier;

déductions pour impôts
étrangers;

b) le bénéficiaire visé au paragraphe a est réputé avoir versé pour cette année d'imposition au gouvernement du pays ou de la subdivision y visés et d'où provient le revenu qui lui est attribué, une partie de l'impôt versé à ce gouvernement par la fiducie, représentée par le rapport de la partie du revenu visé au paragraphe a qui lui est attribuable en vertu des articles 659 ou 663 sur le revenu total de la fiducie provenant des sources situées dans ce pays étranger ou cette subdivision, avant toute déduction en vertu des paragraphes a ou b de l'article 657; ce bénéficiaire doit cependant soustraire de l'impôt qu'il est ainsi réputé avoir versé les déductions qui lui sont accordées à cet égard en vertu de l'article 146; et

revenu d'une fiducie
provenant d'un pays
étranger.

c) le revenu d'une fiducie provenant de sources situées dans un pays étranger ou dans une subdivision politique d'un tel pays, pour une année d'imposition, est celui qui en provient moins ce qui est réputé être le revenu de tout bénéficiaire, aux termes du paragraphe a; de même, l'impôt payé par elle est réputé être celui qu'elle a payé, moins les déductions qui lui sont accordées à cet égard en vertu de l'article 146, et moins ce qui est réputé avoir été versé par tout bénéficiaire aux termes du paragraphe b.

1972, c. 23, a. 508; 1972, c. 26, a. 52; 1973, c. 18, a. 23.

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement dans le paragraphe b des mots et chiffre «des articles 133 et» par les mots «de l'article»;

- le remplacement dans le paragraphe c des mots et chiffre «des articles 133 et» par les mots «de l'article»;

s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 18, a. 50).

CHAPITRE VI

BÉNÉFICIAIRE NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

Bénéficiaire ne résidant pas
au Canada.

672. Le présent chapitre s'applique à une fiducie non testamentaire qui n'est pas une fiducie de fonds mutuels, lorsqu'un montant est payable à l'égard du revenu de la fiducie pour une année d'imposition à un bénéficiaire qui, au moment où le montant devient ainsi payable, est une personne ne résidant pas au Canada, une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada ou une fiducie non testamentaire résidant au Canada dont l'un des bénéficiaires n'a pas résidé au Canada durant toute la période

commençant le 6 mai 1974 et prenant fin au moment où le montant devient ainsi payable.

1975, c. 22, a. 188.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Montants à déduire.

673. Nonobstant le paragraphe *a* de l'article 657, une fiducie à laquelle s'applique le présent chapitre ne peut déduire en vertu dudit paragraphe que l'excédent, sur le montant déterminé en vertu de l'article 674, de l'ensemble:

a) de la partie de son revenu pour l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 130, qui est payable dans l'année d'imposition à un bénéficiaire de la fiducie en l'absence du présent article; et

b) de chaque montant payé par la fiducie dans l'année d'imposition, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie en vertu de l'article 662.

1975, c. 22, a. 188; 1977, c. 26, a. 73.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des paragraphes a, b et c, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 73).

Auparavant, ces paragraphes se lisaient ainsi:

a) « de la partie de son revenu pour l'année, avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 493 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 119, qui est payable dans l'année à un bénéficiaire de la fiducie;

b) de chaque montant à l'égard du revenu accumulé de la fiducie pour l'année qui a été inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire privilégié de la fiducie en vertu de l'article 497; ou

c) de chaque, montant payé par la fiducie dans l'année, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire de la fiducie pour l'année en vertu de l'article 500. ».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Montants à déduire.

674. Le montant qui doit être déduit par une fiducie de l'ensemble déterminé à l'article 673 est la proportion de l'excédent de son revenu désigné pour l'année d'imposition sur son revenu pour l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 130 et diminué du montant déterminé au deuxième alinéa, représentée par le rapport entre l'ensemble de chaque montant à l'égard de la partie de son revenu pour l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 657 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 130, qui serait payable dans l'année à un bénéficiaire visé à l'article 672,

en l'absence de l'article 673, et le montant déterminé au deuxième alinéa.

Le montant visé au premier alinéa est l'ensemble des montants déterminés aux paragraphes *a* et *b* de l'article 673 et de chaque montant à l'égard du revenu accumulé de la fiducie pour l'année d'imposition qui serait inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire privilégié de la fiducie en vertu de l'article 659 en l'absence de l'article 673.

1975, c. 22, a. 188; 1977, c. 26, a. 74.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 74).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Le montant qui doit être déduit par une fiducie de l'ensemble déterminé à l'article 508*b* est la proportion de l'excédent de son revenu désigné pour l'année sur son revenu pour l'année calculé avant toute déduction en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 493 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 119 et diminué de cet ensemble, représentée par le rapport entre l'ensemble de chaque montant à l'égard du revenu de la fiducie pour l'année qui est payable dans l'année à un bénéficiaire visé à l'article 508*a* et l'ensemble déterminé en vertu de l'article 508*b*».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Revenu désigné d'une
fiducie.

675. Le revenu désigné d'une fiducie pour une année d'imposition, aux fins de l'article 674, est son revenu pour l'année, tel qu'il serait déterminé en vertu de l'article 28 en l'absence des paragraphes *a* et *b* de l'article 657, de l'article 662 et des règlements faits aux termes du paragraphe *a* de l'article 130, en présupposant:

a) qu'elle n'a pas d'autres revenus que ceux provenant de biens immeubles au Canada, de biens forestiers, de biens miniers canadiens, d'entreprises qu'elle exerce au Canada et que des gains en capital imposables provenant d'une aliénation visée au paragraphe *b*;

b) que les seuls gains en capital imposables et les seules pertes en capital admissibles mentionnés au paragraphe *b* de l'article 28 proviennent de l'aliénation de biens qui auraient été des biens canadiens imposables si elle n'avait résidé au Canada à aucun moment au cours de l'année; et

c) que les seules pertes mentionnées au sous-paragraphe ii du paragraphe *c* de l'article 28 sont des pertes provenant de biens immeubles au Canada, de biens forestiers et d'entreprises qu'elle exerce au Canada.

1975, c. 22, a. 188.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Application de l'article 663.

676. Aux fins de l'article 663, est réputée ne pas être payable dans une année d'imposition d'une fiducie à un bénéficiaire visé à l'article 672 la partie de l'excédent de l'ensemble des montants déterminés aux paragraphes *a* et *b* de l'article 673 sur le montant admissible en déduction par la fiducie pour l'année en vertu du paragraphe *a* de l'article 657, que l'on peut raisonnablement considérer comme étant une partie du montant qui a été, en vertu de l'article 663, inclus dans le calcul du revenu pour l'année de ce bénéficiaire visé à l'article 672 et qui n'a pas été attribuée par la fiducie à aucun autre tel bénéficiaire, si cette partie lui a été attribuée par la fiducie dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie.

1975, c. 22, a. 188; 1977, c. 26, a. 75.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 75).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Aux fins de l'article 501, est réputée ne pas être payable dans une année d'imposition à un bénéficiaire visé à l'article 508*a* la proportion de l'excédent, pour l'année, du montant qui serait admissible en déduction dans le calcul du revenu d'une fiducie en vertu du paragraphe *a* de l'article 493 en l'absence de l'article 508*b* sur le montant effectivement admissible en vertu dudit paragraphe, représentée par le rapport entre le montant payable à ce bénéficiaire en vertu de la fiducie à l'égard du revenu de celle-ci pour l'année qui serait, en l'absence du présent article, inclus dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 501, et l'ensemble déterminé en vertu de l'article 508*b*. ».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

CHAPITRE VII

FIDUCIE TESTAMENTAIRE

Fiducie testamentaire.

677. Nonobstant toute disposition inconciliable de la présente partie, les règles prévues au présent chapitre s'appliquent à une fiducie ou une succession qui débute au décès d'un particulier et en raison de son décès, mais seulement si elle a été instituée par ce particulier. Une telle fiducie ou succession est désignée aux fins du présent chapitre par l'expression «fiducie testamentaire».

1972, c. 23, a. 509.

Année d'imposition d'une fiducie testamentaire.

678. 1. L'année d'imposition d'une fiducie testamentaire est la période pour laquelle les comptes de la fiducie ont été normalement arrêtés et acceptés aux fins de cotisation aux termes de la présente partie ou, en l'absence d'une telle pratique, la période fixée par la fiducie à cet effet.

Restriction.

2. La période visée au paragraphe 1 ne doit cependant pas excé-

der 12 mois et aucun changement ne peut être apporté à la période usuelle et acceptée sans l'assentiment du ministre.

1972, c. 23, a. 510.

Référence à une année
d'imposition.

679. Si l'on réfère à une année d'imposition d'une fiducie testamentaire par la mention d'une année civile, cette référence vise toute année d'imposition qui coïncide avec cette année civile ou qui se termine au cours de cette année.

1972, c. 23, a. 511.

Revenu provenant d'une
fiducie testamentaire.

680. Le revenu d'une personne, provenant pour une année d'imposition, d'une fiducie testamentaire est réputé être l'ensemble des bénéfices qu'elle retire pour toute année d'imposition de la fiducie terminée au cours de cette année, déterminés en vertu des dispositions du présent titre à l'exception des articles 683 à 692.

1972, c. 23, a. 512; 1973, c. 17, a. 77.

Décès d'un bénéficiaire.

681. Lorsqu'un particulier qui a un revenu provenant d'une fiducie testamentaire est décédé après la fin d'une année d'imposition de la fiducie et avant la fin de l'année civile pendant laquelle cette année d'imposition a pris fin, une déclaration fiscale distincte pour la période comprise entre la fin de l'année d'imposition de la fiducie et la date du décès peut être produite pour lui et, dans ce cas, l'impôt exigible doit être payé sur ce revenu comme s'il était celui d'une autre personne.

1972, c. 23, a. 513; 1973, c. 17, a. 78.

Versement annuel de
l'impôt payable.

682. Au lieu d'effectuer les versements requis par l'article 1026, la fiducie testamentaire doit, dans les 90 jours de la fin de chaque année d'imposition, verser au ministre l'impôt pour l'année tel qu'estimé en vertu de l'article 1004.

1972, c. 23, a. 514.

CHAPITRE VIII

ALIÉNATION D'UNE PARTICIPATION

Définitions:
«*participation au revenu*»;

683. Dans le présent chapitre:

a) une participation au revenu est tout droit d'un bénéficiaire d'une fiducie dans la totalité ou une partie du revenu de cette dernière, ou tout droit de recevoir la totalité ou une partie de ce revenu; et

« participation au capital ».

b) une participation au capital est tout droit d'un bénéficiaire d'une fiducie dans la totalité ou une partie du capital de cette dernière, ou tout droit de recevoir la totalité ou une partie de ce capital.

1972, c. 23, a. 515.

Aliénation d'une participation au revenu.

684. 1. Un contribuable qui aliène sa participation au revenu d'une fiducie, dans une année d'imposition, doit, si l'article 685 ne s'applique pas, inclure le produit de l'aliénation dans le calcul de son revenu pour l'année.

Aliénation d'une participation au revenu.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1, l'aliénation est réputée ne donner lieu à aucun gain en capital ou perte en capital, pour le contribuable, et le coût de tout bien qu'il a reçu en contrepartie en est la juste valeur marchande au moment de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 516.

Transfert de biens à un bénéficiaire en contrepartie de sa participation au revenu.

685. La fiducie qui transporte, à un moment donné, un bien qui lui appartient à un bénéficiaire en contrepartie de la totalité ou d'une partie de sa participation au revenu de la fiducie est réputée aliéner ce bien à sa juste valeur marchande à ce moment.

1972, c. 23, a. 517; 1973, c. 17, a. 79.

Gain en capital provenant de la vente d'une participation au capital.

686. 1. Dans le calcul du gain en capital imposable provenant de l'aliénation, par un contribuable, de sa participation ou d'une partie de sa participation au capital d'une fiducie, le prix de base rajusté de cette participation, immédiatement avant son aliénation, est réputé être égal au plus élevé du prix de base rajusté, pour le contribuable, autrement établi, ou du coût indiqué de sa participation au même moment; dans le calcul d'une perte en capital admissible, ce prix de base est celui qui est autrement établi.

Application.

2. La présomption visée au paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas de l'aliénation d'une telle participation ou d'une telle partie d'une participation dans une fiducie non testamentaire qui ne réside pas au Canada et qui a été achetée par le contribuable, sauf si l'article 688 s'applique à ce contribuable.

1972, c. 23, a. 518; 1973, c. 17, a. 80.

Coût de participation au capital dans une fiducie testamentaire.

687. Aux fins de l'article 686 et nonobstant le paragraphe a de l'article 422, le coût, pour un contribuable, de sa participation au capital d'une fiducie testamentaire est réputé être:

a) lorsque cette participation a été achetée, le coût autrement établi;

- b) lorsque l'article 436 s'applique, le coût y établi; et
- c) dans les autres cas, nul.

1975, c. 22, a. 189.

Transfert de biens en
contrepartie de l'aliénation
d'une participation au
capital.

688. Lorsqu'une fiducie transporte, à un moment donné, un bien qui lui appartient à un bénéficiaire en contrepartie de la totalité ou d'une partie de sa participation au capital de la fiducie, les règles suivantes s'appliquent:

a) la fiducie est réputée aliéner ce bien et en recevoir un produit égal à son coût indiqué pour elle immédiatement avant ce moment;

b) le contribuable est réputé acquérir ce bien à un coût égal au coût indiqué de ce bien pour la fiducie, immédiatement avant ce moment, augmenté de l'excédent, immédiatement avant ce moment, du prix de base rajusté de sa participation ou de la partie de sa participation au capital, autrement établi sans tenir compte de l'article 686, sur le coût indiqué, pour lui, de cette participation ou de cette partie de sa participation;

c) le contribuable est réputé aliéner en totalité ou en partie, selon le cas, sa participation au capital et en recevoir un produit égal au coût auquel il est réputé acquérir le bien en vertu du paragraphe b, lequel s'applique dans tous les cas sans tenir compte de l'article 689 moins le montant de toute obligation qu'il s'est engagé à assumer en contrepartie de l'aliénation de ce bien par la fiducie; et

d) aux fins des articles 93 à 104, de l'article 130 et des règlements adoptés sous son autorité, lorsque le bien transporté est un bien amortissable d'une catégorie prescrite et que ce qui était le coût en capital de ce bien, pour la fiducie, excède celui qui est établi pour le contribuable conformément aux articles 686 à 692, les règles suivantes s'appliquent:

i. le coût en capital du bien, pour le contribuable, est réputé être égal à celui de la fiducie, et

ii. l'excédent est réputé avoir été alloué au contribuable à titre d'amortissement pour les années d'imposition précédant l'acquisition.

1972, c. 23, a. 519; 1973, c. 17, a. 81; 1975, c. 22, a. 190; 1977, c. 26, a. 76.

Biens autres qu'une
immobilisation non
amortissable.

689. Si le bien visé à l'article 688 est autre qu'une immobilisation non amortissable, le coût de ce bien, pour le contribuable, s'établit selon les termes du paragraphe b de l'article 688 comme si les mots «de l'excédent» étaient remplacés par les mots «la moitié de l'excédent».

1972, c. 23, a. 520; 1975, c. 22, a. 191.

Coût indiqué de la participation au capital.

690. Le coût indiqué de la participation ou de la partie de la participation au capital, mentionnée à l'article 688, d'une fiducie autre qu'une fiducie qui est une filiale étrangère du contribuable, est, à un moment donné:

a) lorsque la fiducie transporte au contribuable, à n'importe quel moment, une somme d'argent ou un bien en contrepartie de la totalité ou de la partie de sa participation au capital, l'ensemble de cette somme d'argent et du coût indiqué de ce bien pour la fiducie, immédiatement avant cette aliénation; et

b) dans tout autre cas, la partie du montant de l'excédent de l'ensemble, immédiatement avant ce moment, de l'argent en main de la fiducie et du coût indiqué, pour elle, de chaque bien de la fiducie sur l'ensemble de toutes les dettes de la fiducie, immédiatement avant ce moment, représentée par le rapport de la juste valeur marchande, à ce moment, de la participation ou de la partie de la participation au capital de la fiducie, sur celle, au même moment, de toutes les participations au capital de la fiducie.

1972, c. 23, a. 521; 1973, c. 17, a. 82; 1975, c. 22, a. 192.

Restrictions dans le cas d'une fiducie à l'avantage exclusif du conjoint.

691. Nonobstant les paragraphes *a* à *c* de l'article 688, si la fiducie visée audit article était une fiducie décrite au paragraphe *a* du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 653, si le bien est une immobilisation, si le contribuable à qui le bien est transporté n'est pas le conjoint et si ce dernier est vivant lors du transport, les règles suivantes s'appliquent:

a) la fiducie est réputée aliéner ce bien et en recevoir un produit d'aliénation égal:

i. dans le cas d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite de la fiducie, au moindre, à ce moment, du coût indiqué, pour elle, de ce bien ou de sa juste valeur marchande, plus la moitié de l'excédent de cette valeur sur ce coût, lorsque cette valeur excède ce coût ou de l'excédent de ce coût sur cette valeur, lorsque ce coût excède cette valeur,

ii. dans tout autre cas, la juste valeur marchande de ce bien à ce moment;

b) le contribuable est réputé acquérir ce bien à un coût égal à ce produit;

c) le contribuable est réputé aliéner la totalité ou une partie, selon le cas, de sa participation au capital de la fiducie en recevoir un produit d'aliénation égal au coût auquel, si ce n'était du présent article, il serait réputé avoir acquis ce bien en vertu du paragraphe *b* de l'article 688, lequel s'applique dans tous les cas sans tenir compte de l'article 689, moins le montant de toute obligation qu'il

s'est engagé à assumer en contrepartie du transport de ce bien par la fiducie.

1972, c. 23, a. 522; 1977, c. 26, a. 77.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard du transport d'un bien après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 77).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Nonobstant les paragraphes *a* à *d* de l'article 519, si la fiducie visée audit article était celle qui est décrite au paragraphe *a* de l'article 489, si le bien est une immobilisation non amortissable, si le contribuable à qui est attribué le bien n'est pas le conjoint et si ce dernier est vivant lors de l'attribution, les règles suivantes s'appliquent:

a) la fiducie est réputée aliéner ce bien et en recevoir un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date;

b) le contribuable est réputé acquérir ce bien à un coût égal à cette valeur; et
c) le contribuable est réputé aliéner la totalité ou une partie, selon le cas, de sa participation dans la fiducie et en recevoir un produit égal à cette valeur. ».

Biens attribués à un
bénéficiaire non-résident.

692. Nonobstant les paragraphes *a* à *c* de l'article 688, lorsque le bien visé audit article est transporté à un bénéficiaire ne résidant pas au Canada et n'est pas un bien canadien imposable ou un bien qui serait un bien canadien imposable si la fiducie avait résidé hors du Canada durant toute l'année d'imposition pendant laquelle il a été transporté, les règles suivantes s'appliquent:

a) la fiducie est réputée aliéner ce bien et en recevoir un produit d'aliénation égal à sa juste valeur marchande au moment de ce transport;

b) le contribuable est réputé acquérir ce bien à un coût égal à cette valeur; et

c) le contribuable est réputé aliéner la totalité ou une partie, selon le cas, de sa participation dans la fiducie et en recevoir un produit d'aliénation égal au prix de base rajusté, pour lui, de cette participation ou de la partie de celle-ci, selon le cas, immédiatement avant ce transport.

1972, c. 23, a. 523; 1977, c. 26, a. 78.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'égard du transport d'un bien après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 78).

Auparavant, il se lisait ainsi:

1. « Nonobstant les paragraphes *a* à *c* de l'article 519, lorsque le bien visé audit article est attribué à un bénéficiaire ne résidant pas au Canada et n'est pas un bien canadien imposable ou un bien qui serait un bien canadien imposable si la fiducie avait résidé hors du Canada durant toute l'année d'imposition pendant laquelle il a été attribué, les paragraphes *a* à *c* de l'article 522 s'appliquent à ce bien.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1, les mots « à cette valeur, » au paragraphe *c* de l'article 522, sont remplacés par « au prix de base rajusté, pour lui, de sa participation, ou de la partie de celle-ci, au capital de la fiducie, immédiatement avant cette attribution ». ».

LIVRE IV

CALCUL DU REVENU IMPOSABLE

TITRE I

RÈGLE D'APPLICATION

Déductions permises. **693.** Un contribuable peut, aux fins du calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, déduire de son revenu les montants prévus par le présent livre.

Ordre de déductions. Toutefois, le contribuable doit appliquer dans l'ordre les dispositions des titres II, III, IV, V et VI.

1972, c. 23, a. 524; 1975, c. 22, a. 193; 1976, c. 18, a. 7.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

« Toutefois, le contribuable doit appliquer dans l'ordre les dispositions des titres II, IIA, IIB et III. ».

Cet article, modifié en 1975, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Déduction réputée accordée
dans le calcul du revenu
imposable.

694. Aux fins du calcul du revenu imposable d'un contribuable pour une année d'imposition, toute déduction accordée à ce contribuable en vertu d'une disposition d'une loi prescrite dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition antérieure à l'égard de laquelle il n'était pas assujéti à l'impôt prévu par la présente partie est réputée, sauf disposition contraire prescrite, lui avoir été aussi accordée en vertu de la disposition correspondante de la présente partie dans le calcul de son revenu imposable pour cette année antérieure.

1977, c. 26, a. 79.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes sauf à l'égard d'un avis d'opposition à une cotisation fait avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou d'un appel interjeté relativement à cette cotisation. (1977, c. 26, a. 79).

TITRE II

EXEMPTIONS PERSONNELLES

Exemptions personnelles:
personnes mariées;

695. Un particulier peut déduire un montant de \$1,600, plus
a) \$1,900 s'il subvient aux besoins de son conjoint, moins la partie du revenu du conjoint qui excède \$500 durant le mariage, pour cette année;

- p>
- personnes à charge;
- b) \$1,900 moins la partie du revenu de la personne à charge visée au sous-paragraphe ii qui excède \$500 pour l'année, s'il n'a pas droit la déduction prévue au paragraphe a et, pendant l'année
- i. n'est pas marié ou étant marié, ne vit pas avec son conjoint, ne subvient pas aux besoins et n'est pas à la charge de ce dernier, et
- ii. maintient, seul ou conjointement avec une ou plusieurs personnes, un établissement domestique autonome où il vit et subvient aux besoins d'une personne entièrement à sa charge ou à la fois entièrement à sa charge et à leur charge, et unie à lui, ou à lui et à une ou plusieurs de ces personnes par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;
- enfants;
- c) \$550 pour chaque enfant ou petit-enfant du particulier qui, pendant l'année, est entièrement à sa charge, s'il est âgé de 21 ans ou plus et à sa charge en raison d'une infirmité mentale ou physique ou parce qu'il fréquente l'école ou l'université à plein temps, ou s'il est âgé de 16 ans ou plus et de moins de 21 ans, moins la partie du revenu de cet enfant ou petit-enfant qui, pour l'année, excède \$1,050;
- neveu ou nièce à charge;
- d) \$550 pour chaque nièce ou neveu du particulier ou de son conjoint qui, pendant l'année, est entièrement à sa charge, réside au Canada et remplit les conditions visées au paragraphe c, moins la partie du revenu de cette nièce ou de ce neveu qui, pour l'année, excède \$1,050, si pendant l'année
- i. la mère de la personne à charge vit séparée de son conjoint ou ex-conjoint en vertu d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'une entente écrite de séparation et ne touche aucun montant à titre de pension alimentaire ou autre allocation payable périodiquement pour l'entretien de la personne à charge, ou
- ii. le père de la personne à charge est atteint d'une infirmité mentale ou physique ou est décédé sans que la mère ne soit remariée;
- père, mère;
- e) tout montant dépensé par le particulier pendant l'année pour le soutien, pendant cette année, de son père, sa mère, son grand-père ou sa grand-mère à sa charge en raison d'une infirmité mentale ou physique ou d'une soeur ou d'un frère qui remplit les conditions visées au paragraphe c, jusqu'à concurrence de \$550 moins la partie du revenu de la personne à charge qui, pour l'année, excède \$1,050;
- tante ou oncle;
- f) tout montant dépensé par le particulier pendant l'année pour le soutien d'une personne qui est sa tante, son oncle ou la tante ou l'oncle de son conjoint si pendant cette année cette personne réside au Canada et est à sa charge en raison d'une infirmité mentale ou physique, jusqu'à concurrence de \$550 moins la partie du revenu de cette personne qui, pour l'année, excède \$1,050;
- religieux;
- g) \$1,900 s'il est membre d'un ordre religieux, a prononcé des vœux de pauvreté perpétuelle et n'a droit à aucune déduction en vertu des paragraphes a ou b; et

personnes âgées de plus de 65 ans.

h) \$1,000 s'il a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année.
1972, c. 23, a. 525; 1972, c. 26, a. 53; 1973, c. 17, a. 83; 1974, c. 18, a. 25; 1975, c. 22, a. 194; 1976, c. 18, a. 8.

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement à la fin du paragraphe h du point-virgule et du mot «et» par un point;

- la suppression du paragraphe i, qui auparavant se lisait ainsi:

«si son conjoint a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année, l'excédent de \$1,000 sur le revenu du conjoint pour l'année diminué des montants admissibles en déduction dans le calcul du revenu du conjoint en vertu du présent article, à l'exception du paragraphe h.»;

s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes.
(1976, c. 18, a. 29).

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du chiffre «1,500» par le chiffre «1,600»;

- le remplacement dans les paragraphes, a, b, et g, du chiffre «1,350» par le chiffre «1,900»;

- la suppression à la fin du paragraphe g, du mot «et»;

- le remplacement, à la fin du paragraphe h, du point par ce qui suit: «;et»;

- l'addition, du paragraphe i;

s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes.
(1975, c. 22, a. 336).

Cet article, modifié en 1974, par:

- le remplacement, dans les paragraphes a et b, du chiffre «250» par le chiffre «500»;

- le remplacement, dans le paragraphe h, du chiffre «650» par le chiffre «1,000»;

s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes.
(1974, c. 18, a. 60).

Restriction relative à une personne à charge.

696. Un particulier ne peut réclamer la déduction permise par le paragraphe *b* de l'article 695 à l'égard de plus d'une personne.

1972, c. 23, a. 526.

Restriction relative à une personne à charge.

697. Lorsqu'un particulier a droit à la déduction permise par le paragraphe *b* de l'article 695 à l'égard d'une personne, ni lui ni un autre particulier n'a droit à une déduction aux termes des paragraphes *c* à *f* de l'article 695 à l'égard de la même personne.

1972, c. 23, a. 527.

Restriction relative à une personne à charge.

698. Un seul particulier a droit à la déduction permise par le paragraphe *b* de l'article 695 à l'égard de la même personne ou du même établissement domestique autonome et, à défaut d'entente entre ceux qui pourraient y avoir droit, aucun n'y a droit.

1972, c. 23, a. 528.

Présomptions quant aux enfants à charge.

699. Aux fins de la déduction permise à l'égard d'un enfant ou petit-enfant aux termes du paragraphe *c* de l'article 695 il est pré-

sumé, à moins de preuve contraire, qu'un enfant illégitime est entièrement à la charge de sa mère et que tout autre enfant est entièrement à la charge de son père.

1972, c. 23, a. 529.

Pensions alimentaires et
entretien.

700. Lorsqu'un particulier a droit à une déduction aux termes des sous-paragraphes *a* ou *b* du paragraphe 1 de l'article 336 à l'égard d'un paiement effectué pour l'entretien du conjoint ou d'un enfant, ce conjoint ou cet enfant sont réputés, aux fins du présent titre, ne pas être son conjoint ou son enfant.

1972, c. 23, a. 530.

Personne à la charge de
plusieurs contribuables.

701. Lorsque plus d'un particulier a droit de déduire, aux termes des paragraphes *e* ou *f* de l'article 695, un montant à l'égard de la même personne à charge, aucun montant supérieur à celui prévu à ces paragraphes n'est admissible à l'égard de cette personne; le ministre peut déterminer la partie du montant que chaque particulier peut déduire si les particuliers ne s'entendent pas sur cette partie du montant.

1972, c. 23, a. 531.

TITRE III

REVENUS DE CERTAINS BIENS

Revenu d'intérêt et de
dividende admissible à la
déduction jusqu'à \$1,000.

702. 1. Un particulier autre qu'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire, au sens de l'article 677, peut déduire jusqu'à concurrence de \$1,000, l'excédent pour l'année de l'ensemble de l'intérêt inclus dans le calcul de son revenu et de ses dividendes majorés sur l'ensemble de chaque montant déduit dans ce calcul à titre d'intérêt.

2. La déduction visée au paragraphe 1 ne s'applique pas à l'égard d'un particulier dont plus de 25 pour cent du revenu pour l'année provient d'une entreprise.

1975, c. 21, a. 18; 1975, c. 22, a. 195; 1977, c. 26, a. 80.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1977 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 80).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Un particulier autre qu'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire, au sens de l'article 509, peut déduire, jusqu'à concurrence de \$1,000, l'ensemble pour l'année de l'intérêt inclus dans le calcul de son revenu et de ses dividendes majorés. ».

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Un particulier autre qu'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire, au sens de l'article 509, peut déduire le moindre de \$1,000 ou du montant de l'excédent

de l'intérêt inclus dans le calcul de son revenu pour l'année, y compris l'intérêt dont les articles 290, 372 et 377 à 379 exigent l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année, sur l'ensemble de chaque montant qu'il en déduit à titre d'intérêt en vertu des articles 58 et 148 à 151 et du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 306 ou en vertu de l'article 165 à l'égard de la partie de la déduction y visée que l'on peut considérer comme un paiement d'intérêt aux fins de l'article 109.».

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Revenu tiré d'intérêts.

703. Aux fins du présent titre, l'intérêt inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition ne comprend pas:

- a) l'intérêt provenant d'une source située à l'extérieur du Canada;
- b) un paiement de rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un nouveau régime visé à l'article 914, d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué suivant l'article 876;
- c) un paiement en vertu d'un contrat de rente d'étalement ou d'un régime enregistré de retraite;
- d) une redevance;
- e) un revenu exonéré;
- f) un montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 795 ou 803;
- g) l'intérêt payé ou payable au particulier par une personne avec laquelle il a un lien de dépendance ou par une société dont il est membre;
- h) un montant décrit aux articles 707 ou 708; ni
- i) l'intérêt inclus dans le calcul de son revenu pour l'année jusqu'à concurrence du montant qu'il déduit en vertu de l'article 167 à l'égard de cet intérêt.

1975, c. 21, a. 18; 1975, c. 22, a. 196; 1977, c. 26, a. 81.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression à la fin du paragraphe g du mot «ni»;
- le remplacement à la fin du paragraphe h du point par ce qui suit: «;ni»;
- l'addition du paragraphe i;

s'applique à un intérêt payé ou payable à l'égard de toute période postérieure au 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 81).

Cet article, modifié en 1975, par:

- la suppression, à la fin du paragraphe f, du mot «ni»;
- le remplacement, à la fin du paragraphe g, du point par ce qui suit: «;ni»;
- l'addition du paragraphe h;

s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Revenu tiré d'intérêts.

704. Aux fins du présent titre et sous réserve de l'article 703,

l'intérêt inclus dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition est réputé comprendre tout montant y inclus en vertu de l'article 968 ainsi que l'excédent d'un paiement de rente qu'il reçoit dans l'année, autre que celui visé au paragraphe *b* de l'article 703, sur l'élément capital de ce paiement tel que déterminé au sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336.

1975, c. 21, a. 18.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Définition de dividende majoré.

705. Aux fins du présent titre, un dividende majoré signifie un montant qui doit être inclus, en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 497, dans le calcul du revenu d'un particulier pour une année d'imposition, à l'exclusion d'un tel montant relié à un dividende qu'il reçoit d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance.

1975, c. 22, a. 197.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Montant réputé être un revenu d'intérêt.

706. Un montant reçu par une autre personne à titre d'intérêt et inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition en vertu des articles 316, 456, ou 466 à 468 est réputé, aux fins du présent titre, être de l'intérêt inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année.

1975, c. 22, a. 197.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

TITRE IV

REVENU DE RETRAITE

Revenu de retraite exonéré d'impôt.

707. Un particulier qui a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année peut déduire, jusqu'à concurrence de \$1,000, tout montant qu'il reçoit dans l'année à titre:

- a) de paiement en vertu ou aux termes d'un régime de retraite;
- b) de paiement de rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un nouveau régime visé à l'article 914;
- c) de paiement de rente en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué suivant l'article 876 ou de paiement visé au paragraphe *a* de l'article 873; ou
- d) d'excédent d'un paiement de rente autre qu'un paiement de rente décrit aux paragraphes *b* ou *c* ou qu'un paiement de rente

d'étalement, sur l'élément capital de ce paiement tel que déterminé au sous-paragraphe *f* du paragraphe 1 de l'article 336, si le particulier a atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année.

1975, c. 22, a. 198.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Revenu de retraite
admissible à la déduction.

708. Un particulier qui n'est pas celui visé à l'article 707 ni une fiducie peut déduire, jusqu'à concurrence de \$1,000, l'ensemble de tout montant décrit au paragraphe *a* dudit article qu'il reçoit dans l'année et de tout montant, décrit aux paragraphes *b* à *d* dudit article en ne tenant pas compte de la référence à l'âge du particulier, qu'il reçoit dans l'année en raison du décès de son conjoint.

1975, c. 22, a. 198.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Restriction.

709. Aux fins du présent titre, les montants décrits aux articles 707 et 708 ne comprennent pas:

a) un montant de pension, de supplément ou d'allocation au conjoint reçus en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada), ou un paiement semblable fait en vertu d'une loi provinciale;

b) un montant de prestation versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ou d'un régime équivalent au sens de ladite loi;

c) une allocation de retraite;

d) une prestation au décès;

e) un revenu exonéré; ni

f) l'excédent pour l'année d'un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable sur ce qui reste après avoir déduit de ce montant l'ensemble des déductions réclamées par le contribuable à son égard.

1975, c. 22, a. 198.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

TITRE V

DONS DE CHARITÉ, FRAIS MÉDICAUX ET AUTRES

Déductions quant aux dons
de charité et autres.

710. Un contribuable peut déduire l'ensemble des dons qu'il fait au cours de l'année, auxquels s'ajoutent les dons qu'il a faits au cours

de l'année précédente dans la mesure où le montant de ces dons n'était pas alors admissible,

- a) à sa Majesté du chef du Canada ou d'une province;
- b) à un établissement ou une administration publique prescrit, au Canada, si l'objet du don est un bien culturel visé à l'article 232;
- c) à une oeuvre de charité canadienne prescrite;
- d) à une association canadienne d'athlétisme amateur prescrite;
- e) à une corporation de logement résidant au Canada et exonérée d'impôt aux termes du paragraphe b de l'article 995;
- f) à une municipalité canadienne;
- g) aux Nations unies ou à ses organismes;
- h) à une université étrangère prescrite;
- i) à une oeuvre de charité étrangère à laquelle Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province a fait un don au cours de l'année d'imposition du contribuable ou au cours des douze mois qui ont précédé cette année;
- j) à une organisation religieuse, scientifique, littéraire, éducative ou charitable prescrite, créée aux États-Unis ou régie par une loi américaine, si le don est fait par une personne qui a résidé au Canada, près de la frontière américaine, pendant toute l'année d'imposition, a fait régulièrement la navette entre le lieu de son emploi ou de son entreprise aux États-Unis et sa résidence et a tiré la principale source de son revenu de cet emploi ou entreprise.

1972, c. 23, a. 532; 1975, c. 22, a. 199.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion du paragraphe (b), s'applique depuis le 9 décembre 1975. (1975, c. 22, a. 341).

Maximum des déductions
permises à l'article 710.

711. Les déductions permises par les paragraphes b à i de l'article 710 ne doivent pas excéder dans leur ensemble 20 pour cent du revenu du contribuable pour l'année; celle permise par le paragraphe a dudit article ne doit pas excéder le revenu du contribuable diminué des montants admissibles en déduction en vertu des paragraphes c à j dudit article; celle permise par le paragraphe b dudit article ne doit pas excéder le revenu du contribuable diminué des montants admissibles en déduction en vertu des paragraphes a et c à j dudit article.

1972, c. 23, a. 533; 1975, c. 22, a. 200.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « prévus aux paragraphes b à i dudit article » par les mots « admissibles en déduction en vertu des paragraphes (c) à (j) dudit article; celle permise par le paragraphe (b) dudit article ne doit pas excéder le revenu du contribuable diminué des montants admissibles en déduction en vertu des paragraphes a et (c) à (j) dudit article. », s'applique depuis le 9 décembre 1975. (1975, c. 22, a. 341).

- Preuve d'un don par un reçu. **712.** Une déduction n'est accordée que si la preuve du don est faite par un reçu soumis au ministre; s'il s'agit d'un don fait à une oeuvre de charité canadienne prescrite ou à une association canadienne d'athlétisme amateur prescrite, le reçu doit contenir les renseignements prescrits.
1972, c. 23, a. 534.
- Restriction quant aux déductions. **713.** Un contribuable ne peut déduire un montant pour des dons qu'il fait au cours d'une année tant que le montant admissible en déduction pour les dons qu'il a faits au cours de l'année précédente n'a pas été déduit.
1972, c. 23, a. 535.
- Dons faits par une société. **714.** Lorsqu'un contribuable était membre d'une société à la fin d'un exercice financier de cette société, tout don fait au nom de la société est, aux fins du présent titre, réputé être un don fait par ce membre au cours de son année d'imposition durant laquelle un exercice financier de la société prend fin, mais seulement jusqu'à concurrence de la proportion de sa part dans cette société.
1972, c. 23, a. 536.
- Don fait par testament. **715.** Aux fins du présent titre, un don fait par le testament d'un particulier à un donataire visé à l'article 710 est réputé être fait par ce particulier immédiatement avant son décès.
1973, c. 17, a. 84.
- Don d'une immobilisation qui n'est pas une immobilisation intangible. **716.** Lorsqu'un contribuable fait à un donataire visé à l'article 710 le don d'une immobilisation qui n'est pas une immobilisation intangible, dont la juste valeur marchande excède le prix de base rajusté pour lui au moment du don et qui peut raisonnablement être considérée comme directement utilisable par le donataire dans le cours de ses activités, le contribuable ou son représentant légal peut désigner, dans la déclaration fiscale qui doit être produite par ou pour le contribuable en vertu de l'article 1000 pour l'année pendant laquelle le don est fait, un montant qui sera réputé être à la fois le produit de l'aliénation de l'immobilisation et le montant du don; toutefois, le montant désigné ne doit pas être supérieur à la juste valeur marchande de l'immobilisation ni inférieur à son prix de base rajusté pour le contribuable.
1973, c. 17, a. 84.

- Déduction des frais médicaux.** **717.** Un particulier peut déduire le montant de la partie des frais médicaux prévus par les règlements et l'article 720 qui dépasse 3 pour cent de son revenu s'ils ont été payés par le particulier ou par ses représentants légaux.
1972, c. 23, a. 537.
- Conditions quant aux frais médicaux déductibles.** **718.** Les frais visés à l'article 717 doivent avoir été payés pour le bénéfice du particulier, de son conjoint, d'une personne à sa charge âgée de moins de 16 ans ou de toute autre personne à sa charge à l'égard de laquelle il peut faire une déduction en vertu des articles 695 à 701 pour l'année dans laquelle la dépense a été engagée.
1972, c. 23, a. 538; 1973, c. 17, a. 85.
Cet article, modifié en 1973, par le remplacement des mots « de son enfant à charge âgé » par les mots « d'une personne à charge âgée », s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179.)
- Païement prouvé par reçu.** **719.** La déduction prévue à l'article 717 n'est accordée que si le paiement est prouvé par un reçu soumis au ministre et a été fait
a) au cours d'une période de 12 mois prenant fin dans l'année si le montant n'a pas déjà été déduit au titre de frais médicaux pour une année antérieure, ou
b) au cours d'une période de 12 mois commençant dans l'année, si le particulier est décédé et si le montant n'a pas déjà été déduit au titre de frais médicaux pour une année antérieure.
1972, c. 23, a. 539.
- Contributions à un régime privé d'assurance-maladie.** **720.** Toute prime ou autre considération payée par un particulier en vertu d'un régime privé d'assurance-maladie prescrit, pour le bénéfice du particulier, de son conjoint et de toute personne vivant avec lui et avec laquelle il est uni par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption ou à l'égard d'une ou plusieurs de ces personnes, peut être déduite au titre des frais médicaux et est réputée en faire partie.
1972, c. 23, a. 540.
- Frais médicaux remboursés ou remboursables.** **721.** Les frais médicaux pour lesquels un particulier ou ses représentants légaux ont reçu un remboursement ou y ont droit ne sont pas admissibles en déduction au titre de frais médicaux payés par ce particulier ou ses représentants légaux.
1972, c. 23, a. 541.

Déduction forfaitaire
facultative.

722. Un particulier peut, au lieu de réclamer en vertu des paragraphes *c* à *j* de l'article 710 une déduction au titre des dons de charité pour l'année d'imposition et l'année antérieure et au titre des frais médicaux pour l'année d'imposition, déduire un montant de \$100.

1972, c. 23, a. 542.

Aveugles, blessés, infirmes.

723. Un particulier peut déduire un montant de \$1000 s'il

a) a été atteint de cécité totale à un moment de l'année ou a été, durant toute une période de douze mois prenant fin au cours de l'année, retenu au lit ou dans un fauteuil pendant une partie importante de chaque jour à cause d'une maladie, d'une blessure ou d'une infirmité, et

b) n'a réclamé, en vertu des règlements prévus à l'article 717 aucune déduction à titre de rémunération à un préposé à plein temps à sa personne ou de frais de séjour dans une maison de santé à cause de sa cécité, de sa maladie, de sa blessure ou de son infirmité.

1972, c. 23, a. 543; 1974, c. 18, a. 26.

Cet article, modifié en 1974, par:

- le remplacement du chiffre «650» par le chiffre «1,000»;

- le remplacement du paragraphe *a*, qui auparavant se lisait ainsi:

«a été atteint de cécité totale à un moment de l'année ou a été, pendant toute l'année, retenu au lit ou dans un fauteuil à cause d'une maladie, d'une blessure ou d'une infirmité, et»;

s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1974, c. 18, a. 60).

Déduction pour enfant ou
autre personne à charge.

724. Un particulier peut déduire l'excédent de \$1,000 sur le revenu imposable pour l'année, calculé avant toute déduction permise par l'article 723, d'une personne résidant au Canada à un moment quelconque dans l'année qui est un enfant à sa charge de moins de 16 ans ou à l'égard de laquelle il a réclamé une déduction en vertu des paragraphes *b* ou *c* de l'article 695 ou aurait pu réclamer cette déduction si cette personne n'avait eu aucun revenu dans l'année, si

a) cette personne est un particulier visé au paragraphe *a* dudit article 723; et

b) aucune déduction, en vertu des règlements prévus à l'article 717, n'est réclamée par le particulier, ni par cette personne, à titre de rémunération d'un préposé à plein temps ou de frais de séjour dans une maison de santé, à cause de la cécité, la maladie, la blessure ou l'infirmité de cette personne.

1976, c. 18, a. 12.

Cet article, inséré en 1976, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Supplément prévu par la
Loi sur la sécurité de la
vieillesse.

725. Un particulier peut déduire le montant de tout supplément ou de toute allocation au conjoint prévus par la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada) ou d'un autre paiement semblable fait en vertu d'une loi provinciale si ce montant ou ce paiement a été inclus dans le calcul du revenu du contribuable aux termes de l'article 317.

1972, c. 23, a. 544; 1975, c. 22, a. 201.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du mot «prévu» par les mots «ou de toute allocation au conjoint prévus», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

TITRE VI

TRANSFERT DE DÉDUCTIONS

Transfert des déductions
non utilisées pour le
conjoint.

726. Un particulier qui est une personne mariée, pendant l'année, peut déduire de son revenu pour l'année l'excédent:

a) de l'ensemble des montants que son conjoint peut réclamer à titre de déduction pour l'année en vertu du paragraphe *h* de l'article 695, des articles 702 à 709 et 723 sur

b) l'excédent du revenu de son conjoint pour l'année sur le montant de \$1,600 admissible en déduction en vertu de l'article 695.

1976, c. 18, a. 13.

Cet article, inséré en 1976, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

TITRE VII

PERTES

Déduction des pertes autres
que des pertes en capital.

727. Un contribuable peut déduire les pertes autres que des pertes en capital qu'il a subies au cours des cinq années d'imposition qui précèdent et au cours de celle qui suit l'année, jusqu'à concurrence de son revenu pour l'année diminué de toutes les déductions permises par le présent livre à l'exception de celles prévues au présent article, à l'article 729 ou aux articles 695 à 701.

1972, c. 23, a. 545.

Pertes autres que les pertes
en capital.

728. Aux fins de l'article 727 les pertes autres que les pertes en capital pour une année d'imposition d'un contribuable sont formées du total de toutes les pertes qu'il a subies au cours de l'année et provenant d'une charge, d'un emploi, d'une entreprise ou d'un bien et de tous les montants admissibles en déduction du revenu du contri-

buable pour l'année aux termes des articles 738 à 746 moins l'ensemble des montants déterminés aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28 qui excède le montant déterminé au sous-paragraph *i* du paragraph *c* de l'article 28.

1972, c. 23, a. 546.

Pertes nettes en capital
déductibles.

729. Un contribuable peut déduire les pertes nettes en capital qu'il a subies au cours des années d'imposition qui précèdent et au cours de l'année qui suit l'année d'imposition, jusqu'à concurrence du moindre des deux montants suivants:

a) la partie de son revenu, pour l'année, qui excède l'ensemble de toutes les déductions permises par le présent livre à l'exception de celles prévues au présent article ou aux articles 695 à 701, ou

b) l'excédent visé pour l'année à l'égard du contribuable au paragraph *b* de l'article 28 et, si le contribuable est un particulier, la partie du montant de \$1,000 qui excède le montant de l'excédent pour l'année visé, à l'égard de ce particulier, au sous-paragraph *iii* du paragraph *c* de l'article 28.

1972, c. 23, a. 547.

Perte nette en capital.

730. Aux fins du présent titre, une perte nette en capital pour une année d'imposition est formée de l'excédent du montant obtenu en vertu du sous-paragraph *ii* du paragraph *b* de l'article 28 sur le montant obtenu en vertu du sous-paragraph *i* du paragraph *b* de l'article 28, déduction faite dans le cas d'un particulier, du moindre de \$1,000 ou du montant du revenu qui serait déterminé selon l'article 28 si l'on faisait abstraction du sous-paragraph *iii* du paragraph *c* de l'article 28.

1972, c. 23, a. 548.

Pertes agricoles restreintes
déductibles.

731. Un contribuable peut déduire ses pertes agricoles restreintes subies au cours des cinq années d'imposition qui précèdent l'année d'imposition et au cours de celle qui suit l'année d'imposition jusqu'à concurrence du moins élevé des deux montants suivants:

a) le revenu du contribuable pour l'année diminué de toutes les déductions permises par les dispositions du présent livre à l'exception de celles prévues au présent article et aux articles 695 à 701, 727 et 729; ou

b) ses revenus pour l'année provenant de l'exploitation de toutes ses entreprises agricoles.

1972, c. 23, a. 549.

- Restriction quant aux pertes agricoles. **732.** Aux fins de l'article 731, une perte résultant de l'exploitation d'une entreprise agricole et subie par un contribuable au cours d'une année d'imposition est réputée, dans la mesure où cette perte est incluse dans le montant d'une déduction permise par les articles 634 et 635 lors du calcul de son revenu pour une année subséquente, ne pas être une perte aux fins du calcul de son revenu imposable pour cette année subséquente ou toute année postérieure à celle-ci.
1972, c. 23, a. 550.
- Restriction quant aux pertes agricoles. **733.** Une perte résultant de l'exploitation d'une entreprise agricole et subie par un contribuable au cours d'une année d'imposition n'est pas admissible aux fins de l'article 731, lorsque le contribuable a disposé du fonds de terre utilisé dans cette entreprise agricole, dans la mesure où cette perte doit être, aux termes du paragraphe 1 de l'article 255, ajoutée au calcul du prix de base rajusté du fonds de terre du contribuable, immédiatement avant la disposition.
1972, c. 23, a. 551.
- Restrictions quant à certaines pertes. **734.** Une perte autre qu'une perte en capital, une perte nette en capital ou une perte agricole restreinte n'est admissible pour une année d'imposition en vertu des articles 727, 729, 731 ou 737 que dans la mesure où elle excède l'ensemble de tout montant antérieurement admissible à l'égard de cette perte aux termes desdits articles.
1972, c. 23, a. 552.
- Restrictions quant à certaines pertes. **735.** Aucun montant n'est admissible en déduction au titre de perte autre qu'une perte en capital, de perte nette en capital ou de perte agricole restreinte en vertu des articles 727, 729, 731 ou 737 pour une année quelconque, tant que les pertes admissibles correspondantes pour les années antérieures n'ont pas été déduites.
1972, c. 23, a. 553.
- Application des articles 727 et 729 lorsqu'il y a changement de contrôle d'une corporation. **736.** Les articles 727 ou 729 n'ont pas pour effet de permettre à une corporation de déduire
a) un montant à titre de perte nette en capital provenant d'une année antérieure si le contrôle de la corporation a été acquis avant la fin de l'année d'imposition par une ou plusieurs personnes qui ne contrôlaient pas cette corporation à l'expiration de cette année antérieure, ou
b) un montant à titre de perte autre qu'une perte en capital d'une année antérieure qui peut raisonnablement être considérée comme une perte subie en raison de l'exploitation d'une entreprise en particulier

i. si le contrôle de la corporation a été acquis avant la fin de l'année d'imposition par une ou plusieurs personnes qui ne contrôlaient pas la corporation à l'expiration de cette année antérieure et si la corporation n'exploitait pas cette entreprise pendant l'année, ou

ii. si le contrôle de la corporation a été acquis avant la fin de l'année et après la liquidation ou l'abandon de cette entreprise par une ou plusieurs personnes qui, à aucun moment, n'ont contrôlé la corporation pendant cette année antérieure au cours de laquelle cette entreprise était exploitée.

1972, c. 23, a. 554.

Pertes nettes en capital
dans le cas du décès d'un
contribuable.

737. Lorsqu'un contribuable décède au cours d'une année d'imposition, il peut être déduit, aux fins du calcul de son revenu imposable pour l'année et l'année antérieure, les pertes nettes en capital subies dans les années antérieures et l'année qui suit, selon le cas, jusqu'à concurrence de son revenu pour la même année, qui excède l'ensemble de toutes les déductions permises par le présent livre à l'exception de celles prévues au présent titre et aux articles 695 à 701.

1972, c. 23, a. 555; 1972, c. 26, a. 55; 1973, c. 17, a. 86.

TITRE VIII

DIVIDENDES

Déduction des dividendes
imposables reçus par une
corporation.

738. Lorsqu'une corporation a reçu, au cours d'une année d'imposition, un dividende imposable d'une corporation canadienne imposable ou d'une corporation dont elle a le contrôle et qui réside au Canada, autre qu'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, elle peut déduire de son revenu un montant égal à ce dividende.

Négociant ou courtier en
valeur.

Le présent article ne s'applique pas à la partie d'un dividende imposable payée à même le surplus désigné de la corporation qui paie le dividende lorsque la corporation qui le reçoit est un négociant ou courtier en valeurs.

1972, c. 23, a. 556.

Définition: «dividende
imposable»;

«corporation contrôlée par
une autre».

739. Aux fins du présent titre:

a) un dividende imposable n'inclut pas un dividende à même les gains en capital; et

b) une corporation est contrôlée par une autre si plus de 50 pour cent des actions émises de son capital-actions ayant plein droit de vote en toutes circonstances appartiennent à l'autre corporation ou à des personnes avec lesquelles elle a un lien de dépendance, ou à la

fois à l'autre corporation et à des personnes avec lesquelles l'autre corporation a un lien de dépendance.

1972, c. 23, a. 557.

Dividendes reçus d'une corporation non résidente.

740. Lorsqu'une corporation a reçu, au cours d'une année d'imposition, un dividende imposable d'une corporation qui ne réside pas au Canada, qui n'est pas une filiale étrangère de cette corporation et qui a exploité une entreprise au Canada par l'intermédiaire d'un établissement, pendant toute la période comprise entre le 18 juin 1971 et la date de réception du dividende, la corporation qui a reçu le dividende peut déduire de son revenu une partie du dividende proportionnelle au revenu imposable gagné au Canada pendant l'année précédente par la corporation payant le dividende par rapport au montant qui aurait été son revenu imposable pour cette même année si elle avait résidé au Canada pendant toute cette année.

1972, c. 23, a. 558; 1972, c. 26, a. 56; 1975, c. 22, a. 202.

Perte relative à une action qui est une immobilisation.

741. Le montant de toute perte subie par une corporation et résultant d'opérations se rapportant à une action dont elle était propriétaire et qui était une immobilisation et à l'égard de laquelle elle avait reçu un dividende imposable ou un dividende en capital, est réputé être le montant autrement établi de cette perte, moins l'ensemble de chaque montant qu'elle a reçu à titre:

a) de dividende imposable se rapportant à cette action dans la mesure où le montant de ce dividende était admissible en déduction du revenu de la corporation pour une année d'imposition aux termes du présent titre ou de l'article 845 et ne provenait pas d'un surplus désigné aux conditions prescrites; ou

b) de dividende en capital se rapportant à cette action.

1972, c. 23, a. 559; 1972, c. 26, a. 57; 1975, c. 22, a. 203.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à une perte survenue après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 316).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Le montant de toute perte subie par une corporation autre qu'un négociant ou un courtier en valeurs, résultant d'opérations se rapportant à une action à l'égard de laquelle elle a reçu, pendant une année d'imposition, un montant afférent à un dividende imposable admissible en déduction du revenu de la corporation pour l'année aux termes du présent titre ou de l'article 633, est réputé être le montant de cette perte, diminué de tous les montants reçus par la corporation à titre de dividende imposable se rapportant à cette action, dans la mesure où les montants afférents à des dividendes:

a) étaient admissibles en déduction du revenu de la corporation pour une année d'imposition, aux termes du présent article ou de l'article 633, et

b) n'étaient pas des montants provenant d'un surplus désigné aux conditions prescrites. ».

Application des articles
741, 743 ou 744.

742. La règle prévue aux articles 741, 743 ou 744 ne s'applique pas si la personne y visée établit:

- a) qu'elle était propriétaire de l'action depuis au moins 365 jours avant que la perte n'ait été subie, et
- b) qu'elle n'était pas propriétaire, au moment de la réception du dividende, de plus de 5 pour cent des actions de toute catégorie émises du capital-actions de la corporation qui a versé le dividende.

1972, c. 23, a. 560; 1975, c. 22, a. 204.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «La règle prévue à l'article 559 ne s'applique pas toutefois si la corporation établit:» par les mots «La règle prévue aux articles (741), (743) ou (744) ne s'applique pas si la personne y visée établit:», s'applique à une perte survenue après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 316).

Perte relative à une action
qui n'est pas une
immobilisation.

743. Le montant de toute perte subie par un contribuable et résultant d'opérations se rapportant à une action dont il était propriétaire et qui n'était pas une immobilisation et à l'égard de laquelle il avait reçu un dividende, est réputé être le montant autrement établi de cette perte, moins l'ensemble de chaque montant qu'il a reçu à titre de dividende se rapportant à cette action, autre qu'un dividende à même les gains en capital au sens des articles 1106 et 1116, dans la mesure où le montant de ce dividende ne provenait pas d'un surplus désigné aux conditions prescrites.

1972, c. 23, a. 561; 1975, c. 22, a. 205.

Cet article, remplacé en 1975, s'applique à une perte survenue après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 316).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Le montant de toute perte subie par un négociant ou courtier en valeurs constitué ou non en corporation, découlant d'opérations se rapportant à une action à l'égard de laquelle il a reçu, pendant une année d'imposition, un montant afférent à un dividende, est réputé être le montant de cette perte, diminué de tous les montants reçus par ce négociant ou courtier à titre de dividendes imposables se rapportant à cette action, dans la mesure où ils n'étaient pas des montants provenant d'un surplus désigné aux conditions prescrites, à moins qu'il n'établisse

a) qu'il était propriétaire de l'action depuis au moins 365 jours avant que la perte n'ait été subie, et

b) qu'il n'était pas propriétaire, au moment de la réception du dividende, de plus de 5 pour cent de toute catégorie d'actions émises du capital-actions de la corporation qui a versé le dividende.».

Juste valeur marchande
d'une action qui n'est pas
une immobilisation.

744. Aux fins de l'article 83 et des règlements adoptés sous son autorité, le contribuable visé à l'article 743 doit, dans le calcul à un moment donné après le 18 novembre 1974 de la juste valeur marchande d'une action y décrite, ajouter à cette valeur autrement établie l'ensemble de chaque montant qu'il a reçu avant ce moment à titre de dividende se rapportant à cette action, autre qu'un dividende à même les gains en capital au sens des articles 1106 et 1116, dans

la mesure où le montant de ce dividende ne provenait pas d'un surplus désigné aux conditions prescrites aux fins de l'article 743.

1975, c. 22, a. 206.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard du calcul de la juste valeur marchande d'une action après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 333).

Règles applicables lors d'un
échange d'actions.

745. L'article 741 s'applique à une action acquise par une corporation à un moment donné en échange d'une autre action à la suite d'une opération à laquelle les articles 301, 536 à 540 ou 541 à 555 s'appliquent, comme si l'action acquise et l'action échangée étaient la même action, sauf que les montants qui réduisent la perte visée à l'article 741 à l'égard de l'action acquise sont réputés être l'ensemble des montants qui réduiraient la perte en vertu dudit article à l'égard des dividendes que la corporation a reçus uniquement sur cette action et de la proportion de l'ensemble de chaque montant qu'elle a reçu à titre de dividende imposable ou de dividende en capital sur toutes les actions échangées à ce moment, dans la mesure où ces dividendes ne proviennent pas d'un surplus mentionné audit article 741, représentée par le rapport entre le prix de base rajusté pour elle de l'action acquise immédiatement après l'échange et celui au même moment de toutes les actions ainsi acquises.

1975, c. 22, a. 206.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à une perte survenue après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 316).

Dividende reçu d'une filiale
étrangère.

746. Une corporation résidant au Canada qui reçoit au cours d'une année d'imposition un dividende sur une action, dont elle est propriétaire, du capital-actions d'une filiale étrangère, peut déduire de son revenu pour l'année à l'égard de ce dividende:

- a) la partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus exonéré de la filiale;
- b) le produit de la multiplication de l'excédent du facteur fiscal sur un, par l'impôt étranger prescrit comme étant applicable à la partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus imposable de la filiale, sans excéder cette partie du dividende;
- c) le moindre du produit de la multiplication du facteur fiscal par l'impôt étranger prescrit sur le revenu payé par la corporation, attribuable au revenu provenant d'une source autre qu'une entreprise et applicable à la partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus imposable de la filiale, ou de l'excédent de cette partie du dividende sur le montant admissible en déduction à son égard en vertu du paragraphe b; et

d) la partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus antérieur à l'acquisition de la filiale.

1972, c. 23, a. 562; 1972, c. 26, a. 58; 1975, c. 22, a. 207.

Définitions. **747.** Aux fins de l'article 746, les expressions «facteur fiscal», «surplus exonéré», «surplus imposable» et «surplus antérieur à l'acquisition» ont le sens que leur donnent les règlements.

1975, c. 22, a. 208.

Dividende réputé payé à même le surplus exonéré.

748. Dans le cas prévu à l'article 746, la partie du dividende qui a été reçue entre les années d'imposition 1971 et 1976 de la filiale et qui excède le montant admissible en déduction en vertu du paragraphe *d* dudit article est réputée, aux fins du paragraphe *a* dudit article, être la partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus exonéré de la filiale.

1975, c. 22, a. 208.

Déductions supplémentaires à l'égard d'un dividende reçu d'une filiale étrangère.

749. Lorsque, dans le cas visé à l'article 746, le dividende est reçu par la corporation à un moment donné d'une année d'imposition prenant fin après 1975 sur une action dont elle était propriétaire à la fin de son année d'imposition 1975, elle peut déduire de son revenu pour l'année, à l'égard de ce dividende, le moindre de l'excédent du dividende sur les déductions permises à son égard pour l'année en vertu des articles 584 et 746 ou de l'excédent du prix de base rajusté pour la corporation de l'action à la fin de son année d'imposition 1975 sur l'ensemble:

a) de l'excédent des montants dont l'article 587 exige l'addition dans le calcul de ce prix sur ceux dont il exige la déduction dans ce calcul;

b) des montants que la corporation peut déduire en vertu du paragraphe *d* de l'article 746 pour une année d'imposition prenant fin après 1975 à l'égard des dividendes qu'elle a reçus sur cette action après son année d'imposition 1975 mais avant ce moment;

c) des montants que la corporation a reçus sur cette action après son année d'imposition 1975 mais avant ce moment lors d'une réduction du capital versé de la filiale étrangère à l'égard de cette action; et

d) des montants déduits en vertu du présent article à l'égard des dividendes qu'elle a reçus sur l'action avant ce moment.

1975, c. 22, a. 208; 1977, c. 26, a. 82.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression du mot «et» à la fin du paragraphe *b*;
- l'insertion du paragraphe (*c*);

s'applique à l'égard de tout montant reçu par une corporation résidant au Canada après son année d'imposition 1975 sur une action du capital-actions d'une filiale étrangère de la corporation lors d'une réduction du capital versé de cette filiale à l'égard de cette action. (1977, c. 26, a. 82).

LIVRE V

CALCUL DE L'IMPÔT

TITRE I

IMPÔT PAYABLE PAR LES PARTICULIERS

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Taux de l'impôt payable. **750.** L'impôt payable par un particulier, en vertu de la présente partie, sur son revenu imposable est, pour chaque année d'imposition, le suivant:

a) 16 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$2,000 si celui-ci est supérieur à \$2,000 mais n'excède pas \$9,000;

b) \$1,120 plus 18 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$9,000 si celui-ci est supérieur à \$9,000 mais n'excède pas \$11,000;

c) \$1,480 plus 20 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$11,000 si celui-ci est supérieur à \$11,000 mais n'excède pas \$14,000;

d) \$2,080 plus 22 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$14,000 si celui-ci est supérieur à \$14,000 mais n'excède pas \$24,000;

e) \$4,280 plus 24 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$24,000 si celui-ci est supérieur à \$24,000 mais n'excède pas \$39,000;

f) \$7,880 plus 26 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$39,000 si celui-ci est supérieur à \$39,000 mais n'excède pas \$60,000;

g) \$13,340 plus 28 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$60,000 si celui-ci est supérieur à \$60,000.

1972, c. 23, a. 563; 1975, c. 22, a. 209.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des paragraphes a à k, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Auparavant, ces paragraphes se lisaient ainsi:

a) « 10 pour cent du revenu imposable s'il n'excède pas \$2,000;

b) \$200 plus 11 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$2,000 si celui-ci est supérieur à \$2,000 mais n'excède pas \$3,000;

c) \$310 plus 12 pour cent de la partie du montant imposable qui excède \$3,000 si celui-ci est supérieur à \$3,000 mais n'excède pas \$5,000;

d) \$550 plus 14 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$5,000 si celui-ci est supérieur à \$5,000 mais n'excède pas \$7,000;

e) \$830 plus 16 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$7,000 si celui-ci est supérieur à \$7,000 mais n'excède pas \$9,000;

- f) \$1,150 plus 18 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$9,000 si celui-ci est supérieur à \$9,000 mais n'excède pas \$11,000;
- g) \$1,510 plus 20 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$11,000 si celui-ci est supérieur à \$11,000 mais n'excède pas \$14,000;
- h) \$2,110 plus 22 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$14,000 si celui-ci est supérieur à \$14,000 mais n'excède pas \$24,000;
- i) \$4,310 plus 24 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$24,000 si celui-ci est supérieur à \$24,000 mais n'excède pas \$39,000;
- j) \$7,910 plus 26 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$39,000 si celui-ci est supérieur à \$39,000 mais n'excède pas \$60,000;
- k) \$13,370 plus 28 pour cent de la partie du revenu imposable qui excède \$60,000 si celui-ci est supérieur à \$60,000. ».

Table spéciale.

751. Un particulier autre qu'un particulier d'une catégorie prescrite, dont le revenu imposable pour une année d'imposition ne dépasse pas \$24,000 peut payer, au lieu de l'impôt prévu à l'article 750, un impôt calculé conformément à une table prescrite qui doit être établie selon les règles suivantes:

a) la table doit être divisée par tranches d'au plus \$10 chacune et spécifier l'impôt payable sur le revenu imposable compris dans chaque tranche; et

b) l'impôt payable sur les revenus imposables dans chacune des tranches mentionnées au paragraphe a doit être l'impôt prévu à l'article 750, sur la moyenne du montant le plus élevé et du montant le plus bas de la tranche.

1972, c. 23, a. 564; 1973, c. 18, a. 24.

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement du chiffre « 12,000 » par le chiffre « 24,000 », s'applique depuis le 22 décembre 1973. (1973, c. 18, a. 57).

Maximum de l'impôt à payer.

752. Un particulier n'est pas tenu de payer en vertu de la présente partie un impôt supérieur au total:

a) de l'impôt qu'il serait appelé à payer s'il pouvait déduire des frais médicaux en vertu des articles 717 à 721 relativement à une personne âgée de moins de 16 ans qui serait à sa charge ou relativement à toute autre personne qui serait à sa charge et à l'égard de laquelle il pourrait effectuer une déduction dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en vertu des articles 695 à 701, si le revenu de cette personne pour l'année ne dépassait pas \$1,600, et

b) de 58 pour cent de l'excédent du revenu de la personne visée au paragraphe a sur \$1,600.

1972, c. 23, a. 565; 1973, c. 17, a. 87.

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement dans le paragraphe a des mots « à une personne qui serait à sa charge » par les mots « à une personne âgée de moins de 16 ans qui serait à sa charge ou relativement à toute autre personne qui serait à sa charge et »;

- le remplacement dans le paragraphe a des mots « une déduction de son revenu pour l'année, » par les mots « une déduction dans le calcul de son revenu imposable pour

l'année en vertu des articles (695) à (701), »;
s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes.
(1973, c. 17, a. 179).

CHAPITRE II

ÉTABLISSEMENT D'UNE MOYENNE GÉNÉRALE

SECTION I

RÈGLE GÉNÉRALE

Cas où le revenu pour une
année excède le revenu de
base.

753. L'impôt payable par un particulier qui est visé à l'article 756 et dont le revenu, pour une année d'imposition, ci-après appelée l'«année en cause», excède son revenu de base, se calcule suivant l'article 755.

1972, c. 23, a. 566.

Revenu de base.

754. Le revenu de base d'un particulier, aux fins de la présente section, est le plus élevé des montants suivants:

a) 110 pour cent de son revenu pour l'année d'imposition précédant l'année en cause; ou

b) 120 pour cent de la moyenne de son revenu pour les années d'imposition consécutives précédant immédiatement l'année en cause, sans excéder quatre années, durant la totalité de chacune desquelles il a résidé au Canada et pour chacune desquelles il a fourni au ministre les renseignements requis, s'il est visé au paragraphe a du premier alinéa de l'article 756, ou durant la totalité de chacune desquelles il a résidé hors du Canada et pour chacune desquelles il a produit une déclaration fiscale au gouvernement du Canada et fourni au ministre les renseignements requis, s'il est visé au paragraphe b du premier alinéa dudit article.

1972, c. 23, a. 567; 1972, c. 26, a. 59; 1973, c. 17, a. 88.

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement dans le paragraphe b des mots «a résidé au Canada et pour chacune desquelles, il a produit une déclaration fiscale ou fourni les renseignements requis.» par les mots «a résidé au Canada et pour chacune desquelles il a fourni au ministre les renseignements requis, s'il est visé au paragraphe a du premier alinéa de l'article (756), ou durant la totalité de chacune desquelles il a résidé hors du Canada et pour chacune desquelles il a produit une déclaration fiscale au gouvernement du Canada et fourni au ministre les renseignements requis, s'il est visé au paragraphe b du premier alinéa dudit article.», s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Impôt payable.

755. 1. L'impôt visé à l'article 753 est l'ensemble

a) de l'impôt qu'il devrait payer en vertu des articles 750 à 752

pour l'année en cause si son revenu imposable pour l'année était égal à son revenu de base diminué des montants admissibles en vertu du livre IV; et

b) d'un montant égal à cinq fois l'excédent de l'impôt qu'il devrait payer suivant les articles 750 à 752 si son revenu imposable pour l'année en cause, tel qu'établi au sous-paragraphe *a*, était augmenté du moindre du cinquième de son revenu excédentaire pour cette année ou du cinquième de son revenu qui serait autrement imposable pour l'année en cause, sur l'impôt calculé selon le sous-paragraphe *a*.

Revenu excédentaire.

2. Aux fins du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, le revenu excédentaire d'une personne pour une année d'imposition est l'excédent de son revenu pour cette année sur son revenu de base.

1972, c. 23, a. 568.

Application de la présente section.

756. La présente section s'applique uniquement:

a) à un particulier qui résidait au Canada durant toute l'année d'imposition précédant l'année en cause et qui résidait au Québec le dernier jour de l'année en cause, ou a exercé une entreprise au Québec pendant l'année en cause alors qu'il résidait au Canada;

b) à un particulier qui résidait hors du Canada durant toute l'année en cause et toute l'année précédente et qui dans chacune de ces années a exploité une entreprise au Canada ou y a rempli une charge ou occupé un emploi.

Dernier jour de résidence.

Aux fins du paragraphe *a* du premier alinéa, lorsqu'un particulier cesse de résider au Canada au cours de l'année en cause, le dernier jour de ladite année à son égard est le dernier jour où il a résidé au Canada.

1972, c. 23, a. 569; 1972, c. 26, a. 60; 1973, c. 17, a. 89.

Cet article, modifié en 1973, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Règles applicables pour la détermination du revenu.

757. Aux fins de la présente section:

a) le revenu d'un particulier qui a résidé hors du Canada pendant toute une année d'imposition est son revenu gagné au Canada pour cette année, tel qu'établi à la partie II;

b) le revenu d'un particulier pour une année visée à l'article 754 est réputé ne pas être inférieur à \$5,600 dans le cas d'un particulier visé aux paragraphes *a*, *b* ou *g* de l'article 695 pour l'année en cause, ou à \$3,700 dans tous les autres cas;

c) une année d'imposition incluse dans la période d'établissement de la moyenne visée à la section II en vertu d'un choix non révoqué d'un particulier ne doit pas être incluse dans la période mentionnée à l'article 754; et

d) lorsqu'un particulier décède dans l'année en cause, les pour-

centages mentionnés à l'article 754 sont réputés être 100 pour cent et les articles 753 à 756 ne s'appliquent pas si le représentant légal du particulier a fait le choix prévu à l'article 429.

1972, c. 23, a. 570; 1975, c. 22, a. 210; 1976, c. 17, a. 1.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement du paragraphe b, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 17, a. 2).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«le revenu d'un particulier pour une année visée à l'article 567 est réputé ne pas être inférieur à \$1,700;».

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe b du chiffre «1,600» par le chiffre «1,700», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

SECTION II

CULTIVATEURS ET PÊCHEURS

Choix des cultivateurs et des pêcheurs quant au calcul de l'impôt payable.

758. Un particulier qui est un cultivateur ou un pêcheur visé à l'article 764 peut, pour une année d'imposition, ci-après appelée l'«année en cause», choisir de calculer l'impôt prévu aux articles 750 à 752 de la façon indiquée aux articles 759 et 760, s'il a donné avis de son choix au ministre, en la forme prescrite, avant l'expiration du délai fixé pour produire sa déclaration fiscale pour l'année en cause ou du délai dans lequel il devrait la produire s'il devait payer un impôt pour cette année.

1972, c. 23, a. 571.

Établissement d'une moyenne générale pour les cultivateurs et pêcheurs.

759. 1. Le particulier visé à l'article 758 peut procéder de la façon suivante:

a) soustraire de son revenu pour chaque année comprise dans la période d'établissement de la moyenne, signifiant dans le présent article l'année d'imposition et les quatre années précédentes pour lesquelles il a produit une déclaration fiscale, toutes les déductions permises pour cette année par le livre IV, à l'exception de celles visées aux articles 695 à 701 et à l'exception d'une perte subie dans l'année suivant l'année en cause;

b) diviser par cinq l'ensemble des montants visés au sous-paragraphe a après en avoir déduit l'ensemble des pertes que le particulier a subies au cours de la période d'établissement de la moyenne et qui seraient admissibles en déduction dans le calcul du revenu imposable pour l'année qui suit l'année en cause si son revenu provenant de la même entreprise pour cette année suivante était égal à l'ensemble des montants visés au sous-paragraphe a;

c) soustraire du quotient obtenu pour chacune des années visées

au sous-paragraphe *b* les déductions permises par les articles 695 à 701 pour chacune de ces années;

d) calculer l'impôt moyen qui serait payable, en vertu de la présente partie, pour chacune des années comprises dans la période d'établissement de la moyenne, si son revenu imposable pour l'année était le revenu obtenu après l'application du sous-paragraphe *c* pour l'année; et

e) déduire de l'ensemble des impôts moyens obtenus suivant le sous-paragraphe *d* l'ensemble des impôts payables pour les années précédentes comprises dans la période d'établissement de la moyenne.

Aucune autre déduction permise.

2. Aucune déduction autre que les déductions prévues au présent article ne peut être faite de l'impôt ainsi déterminé.

1972, c. 23, a. 572.

Excédent des impôts payables réputé être un paiement en trop.

760. Lorsque l'ensemble des impôts payables pour les années précédentes en vertu de la présente partie excède l'ensemble des impôts moyens établis conformément au sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 de l'article 759 pour les années comprises dans la période d'établissement de la moyenne, cet excédent est réputé être un paiement en trop fait au moment de la mise à la poste de l'avis de cotisation pour l'année en cause.

1972, c. 23, a. 573.

Applications des dispositions relatives à la cotisation de l'impôt.

761. Les dispositions de la présente partie relatives à la cotisation de l'impôt, des intérêts et des pénalités s'appliquent *mutatis mutandis* à une cotisation par laquelle le ministre détermine, aux fins de la présente section, qu'aucun impôt n'est payable en vertu de la présente partie pour l'année en cause ou qu'un paiement en trop décrit à l'article 760 a été fait.

1972, c. 23, a. 574; 1973, c. 17, a. 90.

Restrictions quant au choix prévu à l'article 758.

762. Le choix visé à l'article 758 ne peut être fait que si

a) la plus éloignée des années précédentes n'est pas antérieure à la sixième année qui précède l'année en cause, et

b) une année comprise dans la période d'établissement de la moyenne n'a pas déjà été incluse dans une autre période d'établissement de la moyenne à la suite d'un choix antérieur qui n'a pas été révoqué en vertu de l'article 763.

1972, c. 23, a. 575.

Révocation du choix prévu à l'article 758.

763. Un particulier peut révoquer le choix qu'il a fait en vertu de l'article 758 en tout temps précédant la réception de son avis de

cotisation original pour l'année en cause, ou dans un délai de trente jours suivant la date du dépôt à la poste de tout avis de cotisation relatif à l'année en cause.

1972, c. 23, a. 576.

Application de la présente section.

764. La présente section s'applique uniquement à un particulier dont la principale source de revenu pour l'année en cause et pour les quatre années précédentes pour lesquelles il a produit une déclaration fiscale conformément à la présente partie, a été l'agriculture ou la pêche.

1972, c. 23, a. 577.

Montants réputés être du revenu d'agriculture ou de pêche: loyer;

revenu d'une fiducie.

765. Aux fins de la présente section, le revenu provenant de l'agriculture ou de la pêche est réputé inclure:

a) le loyer basé sur la production brute que le locataire obtient de l'agriculture ou de la pêche; et

b) le revenu provenant d'une fiducie ou d'une succession dans la mesure où il peut raisonnablement être considéré comme découlant de l'agriculture ou de la pêche.

1972, c. 23, a. 578.

Pertes réputées déduites.

766. Un montant à l'égard d'une perte déduite lors du calcul prévu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 759 est, aux fins des articles 727 à 737, réputé avoir été déduit à cet égard en vertu de la présente partie; tout montant à l'égard d'une perte incluse lors du calcul de l'ensemble des pertes en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 759 est, aux fins des articles 727 à 737, réputé avoir été admissible en déduction à cet égard en vertu de la présente partie.

1972, c. 23, a. 579.

CHAPITRE III

DÉDUCTION RELATIVE AUX DIVIDENDES IMPOSABLES

Déduction relative aux dividendes imposables.

767. Un particulier peut déduire de son impôt autrement payable en vertu de la présente partie, quarante-cinq pour cent du montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe 2 de l'article 497.

1972, c. 23, a. 580.

CHAPITRE IV

IMPÔT PAYABLE PAR LES FIDUCIES

Impôt payable par une
fiducie non testamentaire.

768. L'Impôt payable en vertu de la présente partie par une fiducie non testamentaire, autre qu'une fiducie de fonds mutuels, est le plus élevé de l'impôt sur son revenu imposable établi selon l'article 750 ou de 20 pour cent de son revenu imposable pour l'année d'imposition.

1972, c. 23, a. 581.

Application de l'article 768.

769. L'article 768 ne s'applique pas si la fiducie qui y est mentionnée:

- a) existait avant le 18 juin 1971;
- b) résidait au Québec le 18 juin 1971 et y a résidé sans interruption, jusqu'à la fin de l'année d'imposition;
- c) n'a pas exploité d'entreprise active au cours de l'année d'imposition;
- d) n'a reçu aucun bien sous forme de don depuis le 18 juin 1971; et
- e) n'a, après le 18 juin 1971, encouru aucune dette envers une personne avec laquelle un bénéficiaire de la fiducie avait un lien de dépendance ni aucune autre obligation de payer un montant à une telle personne, et n'a pas encouru de telles dettes ou obligations garanties par une telle personne.

1972, c. 23, a. 582.

Impôt payable par une
fiducie de fonds mutuels.

770. Nonobstant l'article 750, l'impôt payable en vertu de la présente partie par une fiducie de fonds mutuels sur son revenu imposable pour une année d'imposition est égal au plus élevé de:

- a) 20 pour cent du montant de son revenu imposable après avoir déduit de ce revenu l'excédent de ses gains en capital imposables pour l'année sur ses pertes en capital admissibles pour l'année et après avoir ajouté à ce revenu les déductions permises pour l'année en vertu de l'article 729; ou
- b) l'impôt qui serait établi en vertu de l'article 750 si son revenu imposable pour l'année était égal au montant déterminé en vertu du paragraphe a.

1972, c. 23, a. 583.

TITRE II

IMPÔT PAYABLE PAR LES CORPORATIONS

Impôt payable par une corporation.

771. 1. L'impôt payable par une corporation en vertu de la présente partie est égal, pour chaque année d'imposition, à 12 pour cent de son revenu imposable, sauf dispositions contraires de la présente partie.

Corporation exerçant une entreprise hors du Québec.

2. Aux fins de l'article 27, la façon de calculer la proportion des affaires faites au Québec sur l'ensemble des affaires faites au Québec et ailleurs par une corporation est établie par les règlements.

1972, c. 23, a. 584.

TITRE III

DÉGRÈVEMENT D'IMPÔT

Déductions pour impôts étrangers.

772. Lorsqu'une personne qui est un particulier résidant au Québec le dernier jour d'une année d'imposition ou qui est une corporation résidant au Canada et exerçant une entreprise au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition a payé au gouvernement d'un pays étranger ou d'une subdivision politique d'un pays étranger ou à une organisation internationale prescrite un impôt sur le revenu ou une contribution, selon le cas, de même nature que l'impôt visé par la présente partie, elle peut déduire de son impôt autrement payable en vertu de la présente partie le montant établi suivant les règlements.

1972, c. 23, a. 585; 1972, c. 26, a. 62; 1973, c. 17, a. 91;

Cet article, modifié en 1975, par la suppression du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

« Un contribuable qui paye des droits miniers à la province peut déduire de son impôt autrement payable le montant établi suivant les règlements. ».

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement des mots « moment quelconque d'une année d'imposition a payé à un pays étranger, à une » par les mots « moment quelconque d'une année d'imposition a payé au gouvernement d'un pays étranger ou d'une », s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 18, a. 50).

Déduction pour l'acquisition d'actions.

773. Un contribuable qui a acquis d'une corporation constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise (chapitre S-28) et dûment enregistrée aux termes de ladite loi au moment de l'acquisition, une action du capital-actions de cette corporation, peut déduire de son impôt autrement payable pour une année d'imposition en vertu de la présente partie l'excédent de

l'ensemble de vingt-cinq pour cent du montant versé pour l'acquisition de chaque telle action, jusqu'à concurrence de vingt-cinq dollars par action, sur les montants effectivement déduits en vertu du présent article pour les années d'imposition antérieures.

1976, c. 33, a. 49.

Cet article, inséré en 1976, s'applique depuis le 30 juin 1976. (1976, c. 33, a. 51).

Déduction pour acquisition
d'actions.

774. Un contribuable qui a acquis une action du capital-actions d'une corporation constituée en vertu de la Loi sur les sociétés pour le développement de l'entreprise québécoise, d'un négociant ou courtier en valeurs qui l'avait lui-même acquise lors d'une souscription à forfait d'une émission d'actions de ladite corporation, peut déduire de son impôt autrement payable pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, l'excédent de l'ensemble de vingt-cinq pour cent du montant versé pour l'acquisition de chaque telle action, jusqu'à concurrence de vingt-cinq dollars par action, sur les montants que ce contribuable a effectivement déduits à cet égard en vertu du présent article pour les années d'imposition antérieures.

1976, c. 33, a. 49.

Cet article, inséré en 1976, s'applique depuis le 30 juin 1976. (1976, c. 33, a. 51).

Dispositions non
applicables.

775. Les articles 773 et 774 ne s'appliquent pas à un contribuable qui est un négociant ou courtier en valeurs.

1976, c. 33, a. 49.

Cet article, inséré en 1976, s'applique depuis le 30 juin 1976. (1976, c. 33, a. 51).

Déduction.

776. Un particulier qui est un électeur peut déduire de son impôt autrement payable, à l'égard d'une contribution faite au cours de l'année au représentant officiel des partis politiques autorisés, des associations de comté autorisées ou de candidats autorisés, 50% du premier cent dollars de contribution et 25% du deuxième cent dollars de contribution.

Interprétation.

Aux fins du présent article, les expressions «association autorisée», «candidat autorisé», «contribution», «électeur», «parti autorisé» et «représentant officiel» ont le sens que leur donne la Loi régissant le financement des partis politiques (chapitre F-2).

1977, c. 11, a. 135.

Cet article, inséré en 1977, s'applique depuis le 21 décembre 1977. (1977, c. 11, a. 137).

LIVRE VI

RÈGLES APPLICABLES EN CERTAINS CAS

TITRE I

FAILLITE

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS

«biens du failli», «faillite»
et «failli».

777. Aux fins du présent chapitre les mots «biens du failli» et «faillite» ont le sens que leur donne la Loi sur la faillite (Statuts du Canada) et le mot «failli» désigne une corporation ou un particulier en faillite.

1972, c. 23, a. 586.

Règles applicables au
syndic, aux biens du failli
et aux revenus de ces biens.

778. Aux fins de la présente partie, le syndic est réputé être le mandataire du failli et les biens du failli doivent être traités comme ne constituant ni une fiducie ni une succession.

Les revenus provenant directement ou indirectement des biens du failli doivent être traités comme des revenus du failli et non du syndic.

1972, c. 23, a. 587.

Année d'imposition du
failli.

779. L'année d'imposition du failli est réputée commencer à la date de la faillite et l'année d'imposition en cours est réputée se terminer la veille de cette date.

1972, c. 23, a. 588.

Pertes d'un failli libéré.

780. Aux fins des articles 727 à 737, un failli libéré inconditionnellement d'une faillite ne peut, pour l'année au cours de laquelle il est libéré et les années subséquentes, déduire aucune perte subie au cours d'une année d'imposition qui précède celle au cours de laquelle il est libéré.

1972, c. 23, a. 589.

CHAPITRE II

RÈGLES APPLICABLES AUX CORPORATIONS

Responsabilité solidaire du
syndic et de la corporation
en faillite.

781. Le syndic est solidairement responsable avec la corporation en faillite des impôts qu'elle doit pour toute année d'imposition se terminant pendant la faillite, jusqu'à concurrence des biens du failli en sa possession.

1972, c. 23, a. 590.

CHAPITRE III

RÈGLES APPLICABLES AUX PARTICULIERS

Production par le syndic
d'une déclaration fiscale.

782. Le syndic doit, dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année civile pour chacune des années au cours desquelles un particulier est en faillite produire auprès du ministre une déclaration fiscale, dans la forme prescrite, portant sur les revenus provenant des opérations de la faillite. Le syndic ne peut, à cet égard, réclamer aucune déduction visée au livre IV, sauf celles 727 à 737.

1972, c. 23, a. 591.

Acquittement de l'impôt
par le syndic.

783. Le syndic est tenu d'acquitter tout impôt exigible sur les revenus de la faillite.

1972, c. 23, a. 592.

Règles applicables quant
aux revenus autres que
ceux de la faillite.

784. Le particulier en faillite doit produire sa propre déclaration fiscale portant sur les revenus autres que ceux de la faillite, pour toute année d'imposition durant laquelle il est en faillite et il ne peut déduire de son revenu une perte subie dans l'année par la faillite, ni faire une déduction prévue aux articles 727 à 737 relativement à une perte subie dans une année d'imposition antérieure à la faillite. Il est tenu d'acquitter l'impôt qu'il doit en vertu de la présente partie pour cette année d'imposition.

1972, c. 23, a. 593.

Cas où un syndic continue
à agir après la libération du
failli.

785. Lorsqu'après la libération d'un particulier en faillite, le syndic continue d'accomplir des opérations portant sur l'actif du failli libéré ou des actes dans le cadre de l'entreprise de ce failli, les articles 780 et 782 à 784 s'appliquent pour l'année d'imposition en cours à la date de cette libération et toute année subséquente.

1972, c. 23, a. 594.

TITRE II

RISTOURNES

Déduction des ristournes
accordées aux clients.

786. Un contribuable peut déduire, aux conditions prévues par le présent titre, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, les ristournes qu'il accorde dans l'année ou dans les douze mois qui suivent à tous ses clients de l'année; il peut aussi déduire les ristournes qu'il a accordées dans l'année ou dans les douze mois qui suivent à ses clients d'une année antérieure si la déduction n'en était pas permise à l'encontre de son revenu de cette année antérieure.

1972, c. 23, a. 595.

Condition quant aux
ristournes déductibles.

787. Une ristourne est admissible en déduction si la perspective d'un droit à cette ristourne a été présentée à la clientèle du contribuable pour l'année.

1972, c. 23, a. 596.

Condition quant aux
ristournes déductibles.

788. La condition visée à l'article 787 se réalise si:

a) il est prévu dans la loi en vertu de laquelle le contribuable a été constitué en corporation ou enregistré, dans sa charte, dans ses règlements administratifs ou dans son contrat avec le client, que des sommes pourraient être portées au crédit du client membre ou non-membre à titre de ristourne;

b) le contribuable a laissé entrevoir cette perspective aux clients membres ou non, par une annonce dans la forme prescrite publiée avant le début de l'année ou avant toute autre date prescrite pour son genre d'affaires, dans un ou des journaux ayant une large diffusion dans la majeure partie de la région où est exploitée l'entreprise du contribuable.

Le contribuable doit faire parvenir au ministre des exemplaires de ces journaux dans les 30 premiers jours de l'année d'imposition ou dans les 30 jours qui suivent la date prescrite.

1972, c. 23, a. 597.

Calcul de la ristourne.

789. Une ristourne doit être calculée au même taux pour tous les clients, compte tenu des variations pour diverses catégories et qualités de marchandises fournies au contribuable.

Elle doit aussi être calculée en proportion de la qualité, de la quantité ou de la valeur de marchandises que le contribuable a acquises du client ou en son nom, a mises sur le marché pour le compte du client ou lui a vendues ou des services que le contribuable a rendus au client.

1972, c. 23, a. 598.

Ristourne. **790.** Aux fins du présent titre, lorsqu'une personne a vendu ou livré une quantité de marchandises à une agence de mise en marché créée par une loi du Canada ou d'une province, que cette agence a vendu ou livré une quantité identique de marchandises de même catégorie ou qualité à un contribuable dont la personne est membre et que ce contribuable a porté au crédit de cette personne un montant calculé en fonction de cette quantité de marchandises que l'agence lui a vendues ou livrées, cette personne est réputée avoir vendu ou livré au contribuable, qui est lui-même réputé l'avoir acquise d'elle, cette quantité de marchandises.

1975, c. 22, a. 213.

Formes que peut prendre une ristourne. **791.** Une ristourne peut prendre la forme d'une reconnaissance de dette ou d'une action émise par le contribuable ou par une corporation dont le contribuable est une filiale entièrement contrôlée.

Somme ayant dû être déboursée. En ce cas, toutefois, le contribuable ou cette corporation doit avoir déboursé dans l'année ou dans les 12 mois qui suivent une somme d'argent égale au total du principal de toutes les reconnaissances de dettes ou des actions émises au cours de l'achat ou du rachat de reconnaissances de dettes ou d'actions du contribuable ou de cette corporation émises antérieurement.

Forme que peut prendre une ristourne. Une ristourne peut aussi prendre la forme d'un paiement imputé à un prêt consenti par le contribuable à un membre ou d'un montant affecté à l'obligation du membre de consentir un prêt au contribuable, ou à valoir sur le paiement d'actions émises en faveur d'un membre, soit à la demande du membre ou en vertu d'une loi ou d'un règlement du contribuable.

Paiement. Tout paiement qui, en vertu de l'article 314, doit être inclus dans le calcul du revenu d'un membre constitue une ristourne.

1972, c. 23, a. 599.

Cas où le taux des ristournes n'est pas uniforme. **792.** 1. Lorsqu'une ristourne est calculée à un taux différent dans le cas de personnes qui ont la qualité de membre, la déduction permise ne doit pas excéder le moindre du total des ristournes accordées en vertu de l'article 786 ou de l'ensemble composé de la partie du revenu du contribuable pour l'année attribuable aux affaires faites avec ses membres et des ristournes accordées aux clients de l'année qui ne sont pas membres.

Personne qui a la qualité de membre. 2. Une personne a la qualité de membre, aux fins du présent titre, si, en qualité de membre ou d'actionnaire, elle a plein droit de vote dans la conduite des affaires d'un contribuable qui est constitué en corporation ou d'une corporation dont le contribuable est une filiale entièrement contrôlée.

1972, c. 23, a. 600.

Calcul du revenu
attribuable aux affaires
faites avec ses membres.

793. Le revenu du contribuable attribuable aux affaires faites avec ses membres se calcule, aux fins de l'article 792, en établissant la partie du revenu du contribuable, avant toute déduction permise par le présent titre, représentée par la proportion de la valeur des affaires faites dans l'année avec les membres par rapport à celles faites avec tous les clients. Ces affaires comprennent la valeur des marchandises ou produits que le contribuable a acquis durant l'année de ses clients ou mis sur le marché pour le compte de ses clients ou vendus à ces derniers ou des services qu'il leur a rendus.

1972, c. 23, a. 601.

Montants à retenir du
paiement au client pour fins
d'impôt.

794. Le contribuable doit retenir, de tout paiement qu'il fait à titre de ristourne à une personne qui n'est pas exonérée de l'impôt en vertu des articles 980 à 998 ou qui ne peut pas avoir droit à une déduction en vertu de l'article 786, un montant de 10 pour cent du moins élevé des deux montants suivants:

- a) le montant du paiement fait à cette personne, ou
- b) l'excédent de l'ensemble de ce paiement et des ristournes déjà versées dans l'année à cette personne sur la somme de \$100.

Remise au ministre.

Le contribuable doit remettre immédiatement ce montant au ministre pour le compte de cette personne, au titre de l'impôt de cette personne en vertu de la présente partie.

1972, c. 23, a. 602; 1973, c. 17, a. 92.

Ristournes à inclure dans le
calcul du revenu du client.

795. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition toute ristourne qu'il reçoit au cours de cette année. Il doit également inclure dans son revenu le principal d'une reconnaissance de dette ou d'une action émise en sa faveur à titre de ristourne dans l'année où il l'a reçue et non dans l'année où la dette a été acquittée ou l'action rachetée.

1972, c. 23, a. 603.

Restriction.

796. Un contribuable n'est toutefois pas tenu d'inclure dans son revenu une ristourne relative à des biens ou services dont il ne peut déduire le coût dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise ou de biens.

1972, c. 23, a. 604.

TITRE III

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

«Caisse d'épargne et de
crédit».

797. 1. Une caisse d'épargne et de crédit, ci-après appelée une «caisse», est une corporation, association ou fédération constituée, organisée ou enregistrée comme caisse d'épargne et de crédit ou comme société coopérative de crédit et qui satisfait aux exigences des paragraphes 2 ou 3.

Provenance des revenus.

2. La totalité ou la presque-totalité des revenus d'une caisse doit provenir:

a) de prêts consentis à ses membres ou de l'encaissement de leurs chèques;

b) d'obligations ou autres titres du gouvernement du Québec, du Canada, d'une autre province ou d'une municipalité canadienne, d'un organisme municipal ou public remplissant une fonction gouvernementale au Canada ou d'un agent d'un tel gouvernement ou organisme, de prêts consentis à un tel gouvernement, à un tel organisme ou à un tel agent, ou de prêts, obligations ou autres titres garantis par un tel gouvernement ou par un agent d'un tel gouvernement;

c) d'obligations d'une corporation, d'une commission ou d'une association dont les actions, le capital ou les biens sont dans une proportion d'au moins 90 pour cent la propriété du gouvernement du Québec, du Canada, d'une autre province ou d'une municipalité canadienne;

d) de prêts consentis à une banque visée à l'article 191, à une autre caisse ou à une corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à offrir au Canada les services de fiduciaire, ou de dépôts auprès de telle banque, caisse ou corporation;

e) de frais, d'honoraires et de droits perçus directement ou indirectement de ses membres; ou

f) de prêts consentis à une société coopérative de crédit dont la caisse est membre ou de dépôts auprès d'une telle société.

Membres d'une caisse.

3. La totalité ou la presque-totalité des membres d'une caisse doivent être des corporations, associations ou fédérations:

a) qui sont constituées comme caisse ou société coopérative de crédit dont la totalité ou la presque-totalité des revenus proviennent de sources mentionnées au paragraphe 2 ou dont toutes les actions sont la propriété d'une caisse ou d'une coopérative ou des deux;

b) qui sont constituées, organisées ou enregistrées en vertu d'une loi du Québec, du Canada ou d'une autre province concernant les coopératives, ou régies par une telle loi;

c) qui sont constituées ou organisées pour des fins charitables; ou

d) dont aucune partie du revenu ne peut être distribuée ni aux actionnaires ni aux membres ni servir à leur avantage.

1972, c. 23, a. 605; 1975, c. 22, a. 214.

Membre d'une caisse.

798. Le membre d'une caisse, aux fins du présent titre, est une personne qui, à titre de membre ou d'actionnaire, a plein droit de vote dans la conduite des affaires de la caisse.

1972, c. 23, a. 606.

Déduction à titre de provision pour obligations, créances.

799. Une caisse peut, dans le calcul de son revenu, déduire dans la limite prescrite un montant à titre de provision pour obligations, contrats de vente, hypothèques ou créances au lieu de réclamer une déduction permise en vertu de l'article 140. Tout montant ainsi déduit à titre de provision pour l'année d'imposition précédente doit être inclus dans le calcul du revenu de la caisse.

Déductions interdites.

Aucune déduction ne peut être faite en vertu des articles 210 à 214.

1972, c. 23, a. 607.

Répartition proportionnelle aux emprunts des membres.

800. Une caisse peut, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, déduire le total des paiements qu'elle verse à ses membres dans l'année ou dans les douze mois qui suivent, conformément à une répartition proportionnelle aux emprunts contractés par ces membres.

Conditions d'admissibilité.

Cette déduction n'est toutefois admissible que si ces paiements n'étaient pas admissibles en déduction du revenu de la caisse pour l'année d'imposition précédente.

Conditions d'admissibilité.

Une telle déduction n'est admissible que si la répartition est portée par la caisse au crédit du membre, dans l'année ou dans les douze mois qui suivent, au même taux que celui auquel des montants sont ainsi portés dans l'année au crédit de tous les autres membres de la caisse qui sont assujettis au même taux d'intérêt que lui sur l'argent emprunté. Cette somme doit être calculée selon un taux dépendant du montant des intérêts que le membre doit payer sur l'argent emprunté ou du montant d'argent qu'il a emprunté de la caisse.

1972, c. 23, a. 608; 1975, c. 22, a. 215.

Paiements réputés être des intérêts.

801. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, un paiement reçu ou à recevoir par un membre d'une caisse relativement à la part qu'il y détient est réputé avoir été reçu ou à recevoir de la caisse à titre d'intérêt sauf si le paiement est fait ou est à faire à compte de la réduction du capital versé, du rachat, de l'acquisition ou de l'annulation par la caisse de la part de ce membre, jusqu'à concurrence du capital versé de cette part. Un tel paiement à titre

d'intérêt est admissible en déduction dans le calcul du revenu de la caisse.

1972, c. 23, a. 609; 1975, c. 22, a. 216.

Dispositions non applicables.

802. Les articles 505 à 508 ne s'appliquent pas pour présumer qu'un dividende est payé par une corporation ou reçu par un actionnaire de la corporation si, au moment où ce dividende serait réputé payé ou reçu en vertu desdits articles, la corporation est une caisse.

1975, c. 22, a. 217.

Paiements à inclure dans le calcul du revenu d'un membre.

803. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu tout paiement qu'il reçoit d'une caisse relativement à une répartition proportionnelle aux emprunts contractés dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien et non pour acquérir un bien dont le revenu serait exonéré d'impôt ou une police d'assurance sur la vie.

1972, c. 23, a. 610.

TITRE IV

CORPORATIONS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

CHAPITRE I

GÉNÉRALITÉS ET DÉFINITIONS

Corporation d'assurance-dépôts.

804. Aux fins du présent titre, une corporation d'assurance-dépôts est:

a) une corporation constituée par la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (Statuts du Canada), ou

b) une corporation constituée par ou en vertu d'une loi du Québec, d'une autre province ou du Canada concernant l'établissement d'un fonds ou d'un bureau de stabilisation qui satisfait aux conditions de l'article 805.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Corporation d'assurance-dépôts.

805. La corporation d'assurance-dépôts décrite au paragraphe b de l'article 804 ne se qualifie comme telle pour une année d'imposition que si elle est constituée principalement pour fournir ou administrer un fonds de stabilisation, de disponibilités ou d'entraide à l'intention d'une caisse d'épargne et de crédit et pour aider à acquit-

ter les pertes subies par les membres d'une telle caisse en liquidation et si, durant toute l'année, elle est une corporation canadienne dont le coût indiqué de tous ses biens est constitué dans une proportion d'au moins 50 pour cent par le coût indiqué de biens qui sont:

a) une obligation, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou autre titre semblable, ci-après appelés dans le présent titre «obligation», émis ou garantis par le gouvernement du Québec, du Canada ou d'une autre province, par un agent d'un tel gouvernement, par une municipalité canadienne ou un organisme municipal ou public remplissant une fonction gouvernementale au Canada, par une corporation, commission ou association dont au moins 90 pour cent des actions, du capital ou des biens appartiennent à Sa Majesté aux droits d'une province ou à une municipalité canadienne, par une filiale entièrement contrôlée par une telle corporation, commission ou association, ou par une maison d'enseignement ou un centre hospitalier si, dans ce dernier cas, le remboursement du principal et le paiement des intérêts doivent être effectués ou sont garantis ou autrement pris à charge par le gouvernement d'une province;

b) un dépôt, un certificat de dépôt ou de placement garanti auprès d'une banque à laquelle la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne du Québec (Statuts du Canada) s'applique, ou auprès d'une corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à offrir au Canada ou dans une province les services de fiduciaire; et

c) l'argent de la corporation.

Toutefois, pour l'année d'imposition 1975, le premier alinéa s'applique en y remplaçant les mots «durant toute l'année» par les mots «le dernier jour de l'année».

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Institution affiliée.

806. Aux fins du présent titre, une institution affiliée, à l'égard d'une corporation d'assurance-dépôts, signifie une institution dont le passif afférent aux dépôts est assuré par cette corporation ou une caisse d'épargne et de crédit qui remplit les conditions requises pour obtenir l'assistance de cette corporation.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Corporation réputée ne pas être une corporation privée ni une caisse de crédit.

807. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, une

corporation d'assurance-dépôts est réputée n'être ni une corporation privée, ni une caisse d'épargne et de crédit.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

CHAPITRE II

RÈGLES APPLICABLES AU CALCUL DU REVENU

Calcul du revenu. **808.** Sauf s'il en est prévu autrement dans le présent titre, une corporation d'assurance-dépôts doit, aux fins du calcul de son revenu pour une année d'imposition, suivre les règles prévues à cet effet dans la présente partie et doit inclure ou peut déduire les montants déterminés au présent chapitre.

Montant non inclus. Aucun montant ne doit cependant être inclus dans ce calcul à l'égard d'une prime ou autre cotisation qu'elle reçoit dans l'année d'une institution affiliée.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Montant inclus dans le calcul du revenu. **809.** Une corporation d'assurance-dépôts doit inclure:

a) l'ensemble des bénéfices ou des gains qu'elle réalise au cours de l'année lors de l'aliénation d'une obligation dont elle était propriétaire;

b) la partie incluse dans le calcul de ses bénéfices pour l'année de l'excédent, au moment de l'acquisition par elle, du principal de chaque obligation dont elle est propriétaire à la fin de l'année sur son coût d'acquisition; et

c) tout montant déduit à titre de réserve en vertu de l'article 811 pour l'année d'imposition précédente.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Montants à déduire dans le calcul du revenu. **810.** Une corporation d'assurance-dépôts peut déduire:

a) l'ensemble des pertes qu'elle subit au cours de l'année lors de l'aliénation d'une obligation dont elle était propriétaire;

b) la partie, déduite dans le calcul de ses bénéfices pour l'année, de l'excédent du coût d'acquisition de chaque obligation dont elle est propriétaire à la fin de l'année sur son principal au moment de l'acquisition; et

- c) l'ensemble des dépenses qu'elle a encourues:
- i. pour percevoir les primes et les cotisations des institutions affiliées;
 - ii. dans l'accomplissement de ses fonctions de curateur d'une banque, de liquidateur ou de séquestre d'une institution affiliée, lorsqu'elle est dûment nommée à ces fonctions; et
 - iii. au cours des vérifications qu'elle effectue ou fait effectuer et qui peuvent raisonnablement être considérées comme pertinentes à l'évaluation de la solvabilité ou de la stabilité financière d'une institution affiliée.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Déduction à titre de réserve.

811. Une corporation d'assurance-dépôts peut également déduire à titre de réserve un montant n'excédant pas le moindre:

a) de 1½ pour cent de l'ensemble du coût amorti à la fin de l'année de chaque obligation dont elle est alors propriétaire, à l'exclusion d'une obligation émise par une institution affiliée ou d'une obligation qui n'est pas un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou autre titre semblable et qui échoit dans l'année qui suit, ainsi que de chaque montant exigible et impayé à titre d'intérêt qui lui est payable sur une telle obligation; ou

b) du montant qu'elle a déduit en vertu du présent article pour l'année d'imposition précédente auquel on ajoute un tiers du montant déterminé en vertu du paragraphe a.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Coût amorti.

812. Aux fins de l'article 811, le coût amorti, à un moment donné, d'une obligation pour une corporation d'assurance-dépôts signifie l'excédent de l'ensemble du moindre de son coût d'acquisition ou de sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition et de tout montant inclus dans le calcul du revenu de la corporation à l'égard de l'obligation en vertu du paragraphe b de l'article 809 pour une année d'imposition se terminant à ou avant ce moment sur l'ensemble de tout montant admissible en déduction dans ce calcul à l'égard de cette obligation pour une telle année en vertu du paragraphe b de l'article 810 et de chaque montant qui est devenu exigible par elle avant ce moment à titre de principal de l'obligation.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Restriction à l'égard des déductions.

813. Une corporation d'assurance-dépôts ne peut faire aucune déduction à l'égard:

- a) d'un octroi, d'une subvention ou d'une autre aide qu'elle fournit à une institution affiliée;
- b) de l'excédent du montant payé ou payable par elle pour acquérir un bien sur la juste valeur marchande de ce bien lors de son acquisition;
- c) d'un montant versé à une institution affiliée à titre de répartition proportionnelle aux primes ou cotisations visées au deuxième alinéa de l'article 808;
- d) d'un montant autrement admissible en déduction en vertu des articles 140 ou 210 à 213; ou
- e) de tout montant autrement admissible en déduction en vertu de l'article 141 relativement à ses créances dont ses institutions affiliées sont débitrices.

1975, c. 22, a. 218.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

CHAPITRE III

RÈGLES APPLICABLES À UNE INSTITUTION AFFILIÉE

Calcul du revenu d'une institution affiliée:

Montants à inclure.

814. Aux fins de la présente partie, une institution affiliée doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition:

- a) tout montant décrit aux paragraphes a à c de l'article 813 qu'elle reçoit au cours de l'année d'une corporation d'assurance-dépôts à laquelle elle est affiliée;
- b) tout montant reçu dans l'année d'une corporation d'assurance-dépôts par un déposant ou un membre de l'institution affiliée à titre de paiement total ou partiel d'un dépôt auprès de cette dernière ou de son capital-actions; ou
- c) lorsque, à un moment quelconque au cours de cette année, l'obligation de l'institution affiliée de payer un montant à une corporation d'assurance-dépôts est réglée ou éteinte sans qu'elle ne fasse de paiement ou en faisant un paiement moindre que le principal, l'excédent du principal sur le montant payé.

1975, c. 22, a. 218.

Montants à déduire.

815. Aux fins de la présente partie, une institution affiliée peut

déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition une prime ou cotisation visée au deuxième alinéa de l'article 808 et payée ou payable par elle dans l'année.

1975, c. 22, a. 218.

TITRE V

CORPORATIONS D'ASSURANCE

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Calcul du revenu d'un
assureur.

816. Toute corporation, mutuelle ou non, ci-après appelée «assureur», qui exploite au Québec, dans un but lucratif, une entreprise d'assurance d'une catégorie particulière au cours d'une année d'imposition doit calculer son revenu et son revenu imposable pour cette année conformément au présent titre.

1972, c. 23, a. 611.

Corporation réputée
exploiter une entreprise
d'assurance.

817. Aux fins du présent titre une corporation est réputée exploiter une entreprise d'assurance pendant une année d'imposition si, au cours de cette année, elle est partie à un contrat d'assurance ou autre arrangement d'une catégorie particulière d'après lesquels elle peut raisonnablement être considérée comme entreprenant:

a) d'assurer d'autres personnes contre des pertes, dommages ou frais de toute nature; ou

b) de payer des prestations d'assurance à d'autres personnes lors du décès d'une personne, à l'occasion d'un événement ou d'une éventualité inhérente à la vie humaine, pour une durée dépendant de la vie humaine ou à une date fixée ou déterminable dans l'avenir.

Il en est ainsi quelles que soient la forme et la portée de ce contrat ou arrangement, et même si les personnes visées sont membres ou actionnaires de la corporation.

1972, c. 23, a. 612.

Biens utilisés dans l'année
ou détenus dans le cadre de
l'exploitation d'une
entreprise d'assurance au
Canada.

818. Dans le présent titre, l'expression «biens utilisés dans l'année ou détenus dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada», en ce qui concerne une année d'imposition à l'égard de laquelle un assureur exerce le choix prévu à l'article 825, signifie la partie de tels biens, déterminée en vertu des autres dispositions de la présente partie, que cet assureur a désignée dans sa déclaration fiscale pour l'année comme étant ainsi utilisée ou détenue aux fins de la présente partie.

Valeur non inférieure au
fonds de placement.

Toutefois, la valeur de cette partie des biens ainsi désignée ne doit en aucun cas être inférieure à ce qu'aurait été, en l'absence d'un tel choix, le fonds de placement canadien de l'assureur, tel que défini par règlement, à la fin de l'année d'imposition précédente.

1972, c. 23, a. 613.

Désignation des biens par
le ministre.

819. Nonobstant l'article 818, lorsque, dans une année d'imposition à l'égard de laquelle un assureur a exercé le choix prévu à l'article 825, la partie de son revenu brut de placements pour l'année qui, en l'absence d'un tel choix, aurait été déterminée conformément audit article 825 comme étant attribuable à l'exploitation d'une entreprise donnée d'assurance au Canada excède la partie de son revenu brut de placements pour l'année qui provient des biens qu'il a désignés dans sa déclaration fiscale pour l'année comme étant des biens qu'il a utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise, le ministre peut désigner des biens de l'assureur, autres que ceux désignés en vertu de l'article 818 par l'assureur à l'égard de toute entreprise d'assurance qu'il exploite au Canada, comme étant, aux fins de la présente partie, des biens que l'assureur a utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise donnée.

Toutefois, la partie du revenu brut de placements qui provient des biens ainsi désignés par le ministre ne doit pas être supérieure à l'excédent décrit au premier alinéa.

1977, c. 26, a. 83.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 83).

Biens réputés des biens
désignés.

820. Tout bien de l'assureur désigné par le ministre en vertu de l'article 819 est réputé être un bien désigné par l'assureur aux fins de l'article 818.

1977, c. 26, a. 83.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 83).

Valeur des biens.

821. Aux fins de l'article 818, la valeur des biens comprend:

- a) le coût en capital, s'il s'agit d'un terrain qui n'est pas un bien amortissable;
- b) la partie non amortie du coût en capital, au sens du paragraphe e de l'article 93, s'il s'agit d'un bien amortissable; et
- c) la valeur maximale, s'il s'agit d'autres biens, telle que déterminée pour les besoins du surintendant des assurances lorsque leur propriétaire est un assureur sur la vie résidant au Canada, et, lors-

qu'il ne l'est pas, telle qu'elle serait déterminée pour les besoins du surintendant des assurances si le propriétaire était un assureur sur la vie résidant au Canada et enregistré aux termes de la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (Statuts du Canada) pour exploiter une entreprise d'assurance au Canada.

1972, c. 23, a. 614; 1977, c. 26, a. 84.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe c, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 84).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«la valeur, s'il s'agit d'autres biens, telle que déterminée pour les besoins du surintendant des assurances lorsque leur propriétaire est un assureur sur la vie résidant au Canada, et, lorsqu'il ne l'est pas, telle qu'elle serait déterminée pour les besoins du surintendant des assurances si le propriétaire était un assureur sur la vie résidant au Canada et enregistré aux termes de la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (Statuts du Canada) pour exploiter une entreprise d'assurance au Canada.»

CHAPITRE II

CALCUL DU REVENU D'UN ASSUREUR

SECTION I

RÈGLES APPLICABLES À TOUS LES ASSUREURS

Règles applicables au calcul
du revenu d'un assureur.

822. Les règles suivantes s'appliquent aux fins du calcul du revenu d'un assureur:

a) tout montant reçu aux termes ou en vertu d'un contrat ou arrangement mentionnés à l'article 817 est réputé être reçu dans le cours de l'exploitation de cette entreprise d'assurance;

b) son revenu doit, sauf dispositions au contraire dans le présent titre, être calculé conformément aux règles applicables au calcul du revenu aux fins de la présente partie;

c) tout revenu provenant des biens dévolus à l'assureur est réputé être son revenu; et

d) tous les gains en capital imposables et pertes en capital admissibles résultant de l'aliénation de biens dévolus à l'assureur sont réputés être de tels gains ou pertes de l'assureur.

1972, c. 23, a. 615; 1973, c. 17, a. 93.

SECTION II

RÈGLES APPLICABLES À CERTAINS ASSUREURS

Application des articles 824 à 829. **823.** Les règles contenues aux articles 824 à 829 s'appliquent à tout assureur, sauf aux assureurs résidant au Canada qui n'exploitent pas une entreprise d'assurance sur la vie.

1972, c. 23, a. 616.

Revenu d'un assureur. **824.** 1. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le montant du revenu de l'assureur résultant de l'exploitation d'une entreprise d'assurance est le revenu résultant de l'exploitation de cette entreprise d'assurance au Canada.

Perte. 2. Le montant d'une perte se calcule en appliquant *mutatis mutandis* les dispositions de la présente partie concernant le calcul du revenu provenant d'une entreprise d'assurance de la même catégorie que celle qu'il exploite.

1972, c. 23, a. 617.

Revenu brut de placements à inclure. **825.** Un assureur qui exerce une entreprise d'assurance au Canada et ailleurs dans une année d'imposition doit inclure dans le calcul du revenu provenant pour l'année de l'exploitation de cette entreprise au Canada la partie de son revenu brut de placements pour l'année qui est déterminée, selon les règles prescrites, comme étant attribuable à l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada.

Choix par l'assureur. Toutefois, cet assureur peut choisir, de la manière et aux conditions prescrites, de n'y inclure que la partie de son revenu brut de placements qui provient de tout bien qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada.

Revenus bruts de placements. Aux fins du présent article, les revenus bruts de placements signifient:

a) ses revenus pour l'année sous forme d'intérêts, de loyers, de redevances et de dividendes autres qu'un dividende non imposable; et

b) tout montant dont l'article 120 exige l'inclusion dans le calcul de son revenu pour l'année.

1972, c. 23, a. 618; 1977, c. 26, a. 85.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le troisième alinéa des mots « Aux fins du présent article, les revenus bruts de placements comprennent: » par les mots « Aux fins du présent article, les revenus bruts de placements signifient: », s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 85).

Assureur qui n'a pas fait le choix prévu à l'article 825.

826. 1. L'assureur visé à l'article 825 qui n'a pas fait le choix y mentionné pour une année d'imposition doit déterminer selon les règles prescrites:

a) les montants admissibles en vertu des paragraphes *c* de l'article 840 et *d* et *e* de l'article 841;

b) les montants à inclure dans le calcul du revenu en vertu des paragraphes *b* et *c* de l'article 844;

c) les bénéfices ou gains qu'il réalise au cours d'une année d'imposition lors de l'aliénation de biens qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé au sens du paragraphe *b* de l'article 835 et qu'il utilise ou détient dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada;

d) les pertes subies lors de l'aliénation de biens qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé au sens du paragraphe *b* de l'article 835 et que l'assureur utilise ou détient dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada.

Restriction.

2. Les montants visés aux sous-paragraphes *c* et *d* du paragraphe 1 ne sont pris en considération que dans la mesure où ils ne sont pas ou n'ont pas été inclus dans le calcul du revenu ou de la perte résultant de l'exploitation de cette entreprise au Canada pour une année d'imposition comprise dans la période envisagée prenant fin avec l'année d'imposition.

Détermination des dividendes imposables.

3. L'assureur mentionné au paragraphe 1 doit déterminer les dividendes imposables, aux fins des paragraphes *a* et *b* du deuxième alinéa de l'article 845, selon les règles respectivement prescrites aux fins de chacun de ces paragraphes.

1972, c. 23, a. 619; 1973, c. 17, a. 94.

Utilisation de la même méthode de calcul du revenu pour une année subséquente.

827. Un assureur visé à l'article 825 qui a produit une déclaration fiscale et a calculé son revenu selon l'une des méthodes qui y sont décrites doit utiliser la même méthode pour une année subséquente à moins que, avec l'assentiment du ministre et aux conditions fixées par ce dernier, il puisse passer de l'une à l'autre de ces méthodes.

1972, c. 23, a. 620.

Assureur exerçant une entreprise ailleurs qu'au Canada.

828. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, un assureur qui exerce une entreprise d'assurance ailleurs qu'au Canada dans une année d'imposition ne doit pas inclure dans le calcul de son revenu pour l'année les gains en capital imposables et les pertes en capital admissibles prescrits comme n'étant pas attribuables à l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada.

Choix selon l'article 825.

Si l'assureur exerce le choix que lui permet l'article 825, il ne doit pas y inclure les gains et les pertes qui sont attribuables à l'aliénation de biens autres que ceux utilisés ou détenus au cours de l'année dans

le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada.

1972, c. 23, a. 621; 1977, c. 26, a. 86.

Gain en capital réputé être
celui du détenteur d'une
police.

829. La partie de tout gain en capital imposable pour une année d'imposition qu'un assureur sur la vie réalise à la suite de l'aliénation de biens compris dans un fonds réservé au sens du paragraphe *b* de l'article 835 et qui, sans le présent article, aurait été incluse dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année est réputée ne pas être un gain en capital imposable provenant de l'aliénation d'une immobilisation pour l'assureur pour l'année, si ce dernier attribue cette partie dans l'année au détenteur d'une police, et elle est réputée, sauf si cette police a été émise ou souscrite à titre de régime enregistré d'épargne-retraite, être un tel gain provenant d'une telle aliénation pour le détenteur.

1972, c. 23, a. 622; 1973, c. 17, a. 95.

Gains en capital
imposables.

830. Lorsqu'un assureur sur la vie exerce une entreprise d'assurance au Canada et ailleurs dans une année d'imposition et qu'il n'a pas fait le choix prévu à l'article 825 pour cette année, les règles suivantes s'appliquent aux fins de déterminer son gain en capital imposable et sa perte en capital admissible pour l'année à l'égard d'une valeur mobilière donnée qui est un actif canadien particulier:

a) est réputé être un gain pour l'année, déterminé en vertu des articles 231 à 308, résultant de l'aliénation de cette valeur mobilière, le moindre:

i. de l'excédent du montant qui aurait dû être inclus en vertu des paragraphes *b* ou *c* de l'article 844, selon le cas, à l'égard de cette valeur mobilière, dans le calcul du revenu de l'assureur pour l'année s'il avait exercé le choix prévu à l'article 825 et si cette valeur mobilière avait été un titre canadien, sur le montant qui aurait dû être inclus en vertu des paragraphes *b* ou *c* de l'article 844, selon le cas, à l'égard de cette valeur mobilière, dans le calcul de son revenu pour l'année si son fonds de placement canadien pour l'année et la valeur pour l'année de ses actifs canadiens particuliers avaient été égaux; ou

ii. de la proportion du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i représentée par le rapport entre le fonds de placement canadien pour l'année de l'assureur et la valeur pour l'année de ses actifs canadiens particuliers;

b) est réputé être une perte pour l'année, déterminée en vertu des articles 231 à 308, résultant de l'aliénation de cette valeur mobilière, le montant qui serait déterminé en vertu du paragraphe *a* à l'égard de cette valeur mobilière si l'expression «dû être inclus en vertu des paragraphes *b* ou *c* de l'article 844» y était remplacée par l'expression «pu être déduit en vertu des paragraphes *d* ou *e* de l'article 841».

1977, c. 26, a. 87.

Sens de certaines expressions. **831.** Aux fins de l'article 830, les expressions «actif canadien particulier», «fonds de placement canadien pour une année d'imposition», «valeur mobilière» et «valeur pour une année d'imposition» ont le sens que leur donnent les règlements.

1977, c. 26, a. 87.

Dividendes, remboursements de primes déductibles. **832.** Un assureur peut déduire dans le calcul de son revenu provenant pour l'année d'imposition de l'exploitation d'une entreprise d'assurance, autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, tout montant qu'il crédite dans l'année à l'égard de cette entreprise à un de ses détenteurs de police sous forme de dividende, de remboursement de primes ou de dépôts de prime.

Restrictions. Ce montant n'est toutefois admissible en déduction que s'il est, pendant l'année ou dans les 12 mois qui suivent:

- a) payé au détenteur de la police;
- b) affecté à l'extinction, totale ou partielle, de l'obligation du détenteur de la police de payer les primes à la corporation; ou
- c) porté au crédit du compte du détenteur de la police à des conditions lui donnant droit au paiement de ce montant au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de la police.

1972, c. 23, a. 623.

CHAPITRE III

RÈGLES APPLICABLES AUX CORPORATIONS D'ASSURANCE SUR LA VIE

SECTION I

GÉNÉRALITÉS ET DÉFINITIONS

Corporations d'assurance-vie réputées être des corporations publiques. **833.** Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, une corporation d'assurance sur la vie résidant au Canada est réputée être une corporation publique.

1972, c. 23, a. 624.

Conversion d'une corporation d'assurance-vie en mutuelle. **834.** Lorsqu'une corporation d'assurance sur la vie, constituée en vertu des lois d'une province, affecte un montant au paiement de ses actions qu'elle rachète conformément à une loi de cette province prévoyant ainsi sa conversion en une corporation mutuelle, aucune partie de ce montant, nonobstant les articles 111 à 119, ne doit être incluse dans le calcul du revenu d'un actionnaire de la corporation.

De même, aucune partie de ce montant n'est réputée avoir été

versée aux actionnaires aux fins des articles 846 à 851 ni avoir été reçue à titre de dividende aux fins des articles 504 à 517.

1972, c. 23, a. 625.

- Définitions:** **835.** Dans le présent titre:
- «*surintendant des assurances*»; a) «surintendant des assurances» signifie le surintendant des assurances du Canada ou d'une province, suivant celui à qui la loi confie la surveillance de l'assureur dont il s'agit;
- «*fonds réservé*»; b) «fonds réservé» signifie un groupe déterminé de biens dont la juste valeur marchande fait varier la totalité ou une partie des réserves d'un assureur à l'égard de toute police d'assurance sur la vie;
- «*titre canadien*»; c) «titre canadien» signifie une obligation, un *mortgage*, une hypothèque ou une promesse de vente qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé et qu'un assureur utilise ou détient dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada;
- «*coût amorti*»; d) «coût amorti», à l'égard d'un titre canadien d'un assureur à un moment donné, signifie l'excédent:
- i. de l'ensemble du coût d'acquisition du titre, pour l'assureur, et de tout montant afférent au titre qui, pour une année d'imposition se terminant à ce moment ou avant, a été inclus dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *c* de l'article 844, ou a été réputé être un gain en vertu du paragraphe *a* de l'article 830; sur
- ii. l'ensemble des montants que l'assureur était en droit de recevoir avant ce moment, en paiement intégral ou partiel du principal du titre, et de tout montant afférent au titre qui, pour une année d'imposition se terminant à ce moment ou avant, était admissible en déduction dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *e* de l'article 841, ou a été réputé être une perte en vertu du paragraphe *b* de l'article 830;
- «*police d'assurance sur la vie*»; e) «police d'assurance sur la vie» comprend un contrat de rentes ou un contrat à l'égard duquel les réserves de l'assureur varient, en totalité ou en partie, selon la juste valeur marchande des biens d'un fonds réservé;
- «*police d'assurance sur la vie avec participation*». f) «police d'assurance sur la vie avec participation» signifie une police d'assurance sur la vie en vertu de laquelle le détenteur a le droit de participer, autrement que sous forme de remboursement de surprime d'expérience, aux bénéfices de l'assureur autres que ceux relatifs à des biens d'un fonds réservé.

1972, c. 23, a. 626; 1977, c. 26, a. 88.

Biens identiques dans le même fonds réservé.

836. Aux fins des articles 259 et 260, un bien d'un assureur sur la vie qui serait autrement un bien identique à un autre tel bien est réputé ne pas l'être à moins que les deux biens ne soient compris dans le même fonds réservé de l'assureur ou, s'ils ne sont pas compris dans un fonds réservé, qu'ils ne soient utilisés ou détenus dans l'année tous

les deux dans l'exploitation d'une entreprise d'assurance sur la vie au Canada, ou tous les deux dans l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie.

1975, c. 22, a. 219.

Gain en capital d'un bien
amortissable acquis avant
1969.

837. Aux fins du calcul du gain en capital provenant de l'aliénation d'un bien amortissable acquis par un assureur sur la vie avant 1969, le coût en capital du bien pour l'assureur est déterminé de la manière prescrite.

1975, c. 22, a. 219.

Variation du
«coût amorti».

838. Aux fins du paragraphe *d* de l'article 835, lorsque, dans une année d'imposition se terminant après 1968 mais avant le moment donné visé audit paragraphe, un assureur exerce une entreprise d'assurance sur la vie au Canada et une entreprise d'assurance ailleurs et n'a pas fait le choix prévu à l'article 825 pour cette année, chaque montant visé aux sous-paragraphes i et ii dudit paragraphe, à l'exception du coût d'acquisition du titre et d'un montant que l'assureur était en droit de recevoir en paiement intégral ou partiel du principal du titre, est réputé, à l'égard de cette année, être égal au plus élevé de ce montant ou de la proportion de ce montant représentée par le rapport entre la valeur pour l'année des actifs canadiens particuliers de l'assureur et son fonds de placement canadien pour l'année.

Sens de certaines
expressions.

Aux fins du présent article, les expressions «actif canadien particulier», «fonds de placement canadien pour une année d'imposition» et «valeur pour une année d'imposition» ont le sens que leur donnent les règlements.

1977, c. 26, a. 89.

SECTION II DÉDUCTIONS

Déductions permises à un
assureur sur la vie.

839. Un assureur sur la vie peut déduire les montants prévus à la présente section dans le calcul de son revenu provenant, pour une année d'imposition, de l'exercice de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada.

1972, c. 23, a. 627.

Réserves déductibles.

840. Les montants qu'un assureur sur la vie peut déduire pour l'année comprennent les réserves suivantes:

a) celles qui sont autorisées par règlement à l'égard des polices d'assurance sur la vie d'une catégorie particulière;

b) les réserves supplémentaires autorisées par règlement à l'égard des polices collectives d'assurance temporaire sur la vie déterminées sans tenir compte de la définition qui en est donnée à l'article 1;

c) une réserve pour fluctuation de placements, n'excédant pas le moindre de:

i. l'ensemble de $1\frac{1}{2}$ pour cent du moindre de \$2,000,000,000 ou de l'ensemble du coût amorti, à la fin de l'année, de chacun des titres canadiens dont il est alors propriétaire, à l'exclusion d'une obligation dont l'échéance survient un an ou moins après cette date, et de chaque montant exigible et impayé à titre d'intérêt qui lui est alors payable sur ces titres, et de 1 pour cent de l'excédent de ce dernier ensemble sur \$2,000,000,000; ou

ii. un montant égal à l'ensemble du tiers du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe i et de l'excédent du montant déduit par l'assureur en vertu du présent paragraphe dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente sur le montant par lequel les pertes pour l'année visées au paragraphe d de l'article 841, excèdent les gains pour l'année visés au paragraphe b de l'article 844; et

d) les réserves pour dividendes sur les polices, égales au moindre:

i. du montant des dividendes sur les polices d'assurance sur la vie avec participation qui, selon les états financiers de l'assureur à la fin de l'année, deviendront payables par l'assureur l'année suivante conformément aux termes de ces polices;

ii. de 110 pour cent de l'ensemble des dividendes sur les polices d'assurance sur la vie avec participation qui deviendront payables par l'assureur l'année suivante, selon les termes de ces polices; ou

iii. de l'excédent, s'il y a lieu, du montant visé au sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 841 sur celui visé au sous-paragraphe i du paragraphe a dudit article.

1972, c. 23, a. 628; 1975, c. 22, a. 220.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe c, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:

« $1\frac{1}{2}$ pour cent de l'ensemble du coût amorti pour lui, à la fin de l'année, de chacun des titres canadiens qu'il possède alors, à l'exclusion d'une obligation dont l'échéance est à moins d'un an de cette date, et tout montant d'intérêt sur ces titres dû et impayé à cette date; ou ».

Autres déductions.

841. Un assureur sur la vie peut également déduire:

a) un montant égal au moindre:

i. de l'excédent de l'ensemble des dividendes sur les polices d'assurance sur la vie avec participation, dans la mesure où ils ne sont pas versés à même un fonds réservé, qui sont devenus payables par

l'assureur après son année d'imposition 1968 et avant la fin de l'année, sur l'ensemble des montants admissibles dans le calcul de son revenu en vertu du présent paragraphe pour les années d'imposition antérieures, ou

ii. du montant du revenu de l'assureur provenant de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie avec participation, exploitée au Canada, calculé conformément aux règles prescrites;

b) tout montant qu'il pourrait déduire dans le calcul de son revenu si les dispositions de l'article 832 s'appliquaient à une entreprise d'assurance sur la vie au Canada, à l'exclusion, toutefois, d'un montant crédité en vertu d'une assurance sur la vie avec participation;

c) tout montant qu'il attribue à un détenteur d'une police, autre qu'un montant visé à l'article 829, dans la mesure où ce dernier doit l'inclure dans le calcul de son revenu selon l'article 969, ou serait tenu de le faire, si ce n'était de l'exception y prévue;

d) toute perte qu'il subit sur tout titre canadien qu'il possède et qu'il aliène, égale à l'excédent, au moment de l'aliénation, du coût amorti du titre sur le produit de l'aliénation;

e) la partie de l'excédent du coût de tout titre canadien détenu à la fin de l'année, y compris, s'il s'agit d'un *mortgage* ou d'une hypothèque, tout montant avancé à l'emprunteur sous forme de prêt conformément au *mortgage* ou à l'hypothèque, sur son principal lors de son acquisition, que l'assureur a déduit dans le calcul de son profit de l'année; et

f) le montant de l'impôt sur le revenu de placements des assureurs sur la vie payable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada).

1972, c. 23, a. 629; 1973, c. 17, a. 96.

Déductions non permises.

842. Dans le calcul de son revenu provenant de l'exercice de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada, un assureur ne peut faire aucune déduction en vertu des articles 140 ou 210 à 214.

1972, c. 23, a. 630.

Déductions non permises.

843. Dans le calcul de son impôt, un assureur sur la vie résidant au Canada ne peut faire aucune déduction en vertu de l'article 772.

1972, c. 23, a. 631; 1973, c. 17, a. 97.

SECTION III

MONTANTS À INCLURE

Montants à inclure dans le calcul du revenu d'un assureur.

844. Un assureur doit inclure, dans le calcul de son revenu provenant, pour une année d'imposition, de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada:

a) chaque montant qu'il a déduit à titre de réserve en vertu de l'article 840 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente;

b) tout bénéfice ou gain qu'il réalise dans l'année sur tout titre canadien qu'il possède et qu'il aliène dans l'année, égal à l'excédent du produit de l'aliénation du titre pour l'assureur sur son coût amorti, pour lui, au moment de l'aliénation; et

c) la partie de l'excédent du principal d'un titre canadien détenu à la fin de l'année sur son coût, lors de l'acquisition, que l'assureur a inclus dans le calcul de son profit de l'année, y compris, dans le cas d'un *mortgage* ou d'une hypothèque, tout montant qu'il a avancé à l'emprunteur sous forme de prêt, conformément aux conditions du *mortgage* ou de l'hypothèque.

1972, c. 23, a. 632; 1973, c. 17, a. 98.

SECTION IV

CALCUL DU REVENU IMPOSABLE D'UN ASSUREUR SUR LA VIE

Déductions relatives aux dividendes.

845. Un assureur sur la vie ne peut réclamer aucune déduction en vertu des articles 738 à 743 dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition.

Déductions relatives aux dividendes.

Il peut cependant déduire dans le calcul de son revenu imposable l'ensemble des dividendes imposables inclus dans le calcul de son revenu pour l'année provenant de l'exercice au Canada de son entreprise d'assurance, autre que son entreprise d'assurance sur la vie, et reçus par lui d'une corporation canadienne imposable ainsi que la proportion de l'ensemble des dividendes imposables inclus dans ce calcul provenant de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada et reçus par lui d'une telle corporation sur ses actions qui ne sont pas incluses dans un fonds réservé, représentée par le rapport:

a) du moindre:

i. de son revenu pour l'année provenant de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada, ou

ii. de l'excédent de son revenu net de placements relatifs à l'assurance sur la vie au Canada pour l'année sur la partie de l'élément intérêt, telle que définie par règlement, à l'égard de chacune de ses catégories de polices d'assurance sur la vie à prime fixe en vigueur

au Canada et de chacune de ses catégories de polices d'assurance sur la vie émises ou souscrites, en faveur de personnes résidant alors au Canada, à titre de régime enregistré d'épargne-retraite ou dans le cadre d'un régime enregistré de retraite ou d'un régime d'intéressement différé; sur

b) son revenu net de placements relatifs à l'assurance sur la vie au Canada pour l'année tel que défini par règlement.

1972, c. 23, a. 633; 1973, c. 17, a. 99.

Montants à ajouter au
revenu imposable d'un
assureur.

846. Le revenu imposable d'un assureur sur la vie résidant au Canada, pour une année d'imposition, s'obtient en ajoutant à son revenu imposable pour l'année, calculé selon les autres dispositions de la présente partie, le double de l'ensemble des montants versés après la fin de son année d'imposition 1968 et avant la fin de l'année d'imposition, à titre de dividendes ou de dividendes en actions à l'égard des actions de son capital-actions, après avoir déduit de ces dividendes l'ensemble des montants prévus aux articles 847 à 851.

1972, c. 23, a. 634.

Montants à déduire des
dividendes visés à l'article
846.

847. Lorsque l'assureur visé à l'article 846 a fait le choix permis en vertu de l'article 825, il doit déduire des dividendes mentionnés à l'article 846 le moindre de l'ensemble des dividendes et des dividendes en actions qu'il verse au cours de l'année sur des actions de son capital-actions ou du montant de l'impôt pour l'année payé par lui au gouvernement d'un pays autre que le Canada en vertu des lois d'impôt sur le revenu de cet autre pays.

Restriction.

Cette déduction n'est admissible que si ces dividendes versés ou cet impôt payé le sont à même des biens autres que des biens utilisés ou détenus par lui dans l'année dans le cadre de l'exercice d'une entreprise d'assurance au Canada.

1972, c. 23, a. 635.

Montants à déduire des
dividendes visés à l'article
846.

848. Lorsque l'assureur visé à l'article 846 n'a pas fait le choix permis en vertu de l'article 825, il doit déduire des dividendes mentionnés à l'article 846 le moindre:

a) de la partie de l'ensemble des dividendes et des dividendes en actions qu'il verse au cours de l'année sur des actions de son capital-actions, représentée par le rapport de ses revenus bruts de placements pour l'année, réduit du montant qui doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 825, sur ses revenus bruts de placements pour l'année, au sens de l'article 825; ou

b) du montant de l'impôt qu'il paie dans l'année au gouverne-

ment d'un autre pays en vertu des lois d'impôt sur le revenu de cet autre pays.

1972, c. 23, a. 636.

Déductions des dividendes.

849. Pour déterminer son revenu imposable, l'assureur visé à l'article 846 doit également déduire des dividendes y mentionnés, pour une année d'imposition:

a) le revenu en main non réparti de l'assureur à la fin de son année d'imposition 1968, tel que défini par règlement, sur lequel un impôt sur le revenu a été payé;

b) le fonds excédentaire d'opérations de l'assureur, à la fin de l'année;

c) le moindre de son déficit accumulé pour 1968, tel que décrit au paragraphe a de l'article 850, ou de l'ensemble de ses réserves actuarielles maximales aux fins de l'impôt pour son année d'imposition 1968 à l'égard des polices d'assurance sur la vie émises ou souscrites par lui sur la vie de personnes qui résident au Canada lors de cette émission ou souscription;

d) la moitié de l'ensemble des montants qui, en vertu de l'article 846, ont été ajoutés au revenu imposable de l'assureur, calculé selon les autres dispositions de la présente partie, dans le calcul de son revenu imposable pour les années d'imposition précédentes; et

e) l'ensemble des montants déterminés en vertu des articles 847 et 848 à l'égard de l'assureur pour les années d'imposition antérieures.

1972, c. 23, a. 637.

Définitions:
«déficit accumulé pour
1968»;

850. Aux fins de l'article 849:

a) le déficit accumulé pour 1968 de l'assureur est le montant qu'il peut établir comme étant le déficit, à la fin de son année d'imposition 1968, provenant de l'exercice de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada, en prenant pour acquis que les montants de son actif et de son passif, y compris toutes les réserves, étaient, à la fin d'une année d'imposition antérieure à cette année, ceux qui avaient été déterminés suivant les exigences du surintendant des assurances, et étaient, à la fin de son année d'imposition 1968:

i. dans le cas d'un bien amortissable, le coût en capital de ce bien au premier jour de son année d'imposition 1969;

ii. dans le cas d'une réserve pour polices, la réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt pour son année d'imposition 1968 à l'égard des polices d'assurance sur la vie émises par lui au cours de l'exercice de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada; et

iii. dans le cas des autres éléments de l'actif et du passif, leur montant, à la fin de cette année, déterminé aux fins du calcul de son revenu pour son année d'imposition 1969;

« fonds excédentaire
d'opérations ».

b) le fonds excédentaire d'opérations de l'assureur à la fin d'une année d'imposition donnée qui y est visée désigne l'ensemble, pour chaque année d'imposition comprise dans la période commençant avec son année d'imposition 1969 et se terminant avec cette année d'imposition donnée, de son revenu provenant de toutes les entreprises d'assurance qu'il exploite, auquel il faut ajouter tous les bénéfices ou gains qu'il réalise dans cette période lors de l'aliénation de biens qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé et qu'il utilise ou détient dans le cadre de l'exploitation d'une telle entreprise au Canada, dans la mesure où ils ne sont pas ou n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu ou de sa perte provenant de cette entreprise pour une année d'imposition comprise dans cette période, moins l'ensemble des montants suivants, pour la même période:

i. la perte qu'il subit dans l'exercice de toutes ses entreprises d'assurance, à laquelle il faut ajouter celle qu'il subit lors de l'aliénation de biens qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé et qu'il utilise ou détient dans le cadre de l'exercice d'une telle entreprise au Canada, dans la mesure où elles n'ont pas été incluses dans le calcul de son revenu ou de sa perte provenant de cette entreprise pour une année d'imposition comprise dans cette période;

ii. les impôts exigibles de l'assureur en vertu de la présente partie, sauf ceux qui n'auraient pas été payables en l'absence de l'article 846, ainsi que tout impôt sur le revenu exigible par le gouvernement du Canada et par celui d'une autre province;

iii. les dons que l'assureur fait à une personne ou une organisation décrite à l'article 710; et

iv. l'excédent, pour l'année particulière, du montant déterminé au sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 841 sur celui déterminé au sous-paragraphe ii dudit paragraphe.

1972, c. 23, a. 638.

Réserve actuarielle
maximale.

851. Aux fins des articles 849 et 850, la réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt à l'égard d'une catégorie particulière de polices d'assurance sur la vie pour une année d'imposition comprend, sauf si le contraire est expressément prévu par règlement, le montant maximal admissible en vertu du paragraphe a de l'article 840 à titre de réserves pour l'année à l'égard des polices de cette catégorie.

1972, c. 23, a. 639.

LIVRE VII

RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT ET AUTRES
ARRANGEMENTS SPÉCIAUX RELATIFS AUX REVENUS

TITRE I

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT DES EMPLOYÉS

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Régime d'intéressement. **852.** Aux fins de la présente partie, un régime d'intéressement est un arrangement, quelle que soit sa forme, en vertu duquel un employeur fait à un fiduciaire des versements calculés en fonction des bénéfices de son entreprise ou de son entreprise et de ceux d'une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance, en faveur de ses employés ou de ceux de cette corporation, même si les employés n'y contribuent pas.

Conditions. L'arrangement doit prévoir que le fiduciaire attribuera à chaque année depuis l'entrée en vigueur du régime ou depuis 1950, si le régime est antérieur à cette date, à chaque employé bénéficiaire du régime, avec ou sans réserve:

a) tous les montants reçus de l'employeur ou de la corporation avec laquelle il a un lien de dépendance;

b) tous les bénéfices provenant des biens en fiducie, exclusion faite des gains en capital réalisés et des pertes en capital subies depuis 1956;

c) tous les gains en capital réalisés et les pertes en capital subies par le fiduciaire pour une année d'imposition prenant fin après 1971; et

d) tous les montants attribués par le fiduciaire et inclus dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire pour toute année d'imposition et que le bénéficiaire n'a pas reçus ou n'a pas droit de recevoir au moment où il cesse d'être bénéficiaire.

1972, c. 23, a. 640.

Cas où on stipule que les versements sont faits sur les bénéfices.

853. Aux fins de l'article 852, un arrangement qui stipule que les versements sont faits sur les bénéfices est réputé, si l'employeur le choisit ainsi de la manière prescrite, être un arrangement en vertu duquel l'employeur fait des versements calculés en fonction des bénéfices de son entreprise.

1972, c. 23, a. 641.

Année d'imposition de la fiducie. **854.** Lorsque le ministre accepte un régime d'intéressement pour enregistrement à titre de régime d'intéressement différé, l'année d'imposition de la fiducie régie par le régime d'intéressement est réputée avoir pris fin immédiatement avant le moment de cet enregistrement, tel que déterminé en vertu de l'article 875.

1972, c. 23, a. 642.

Aucun impôt tant que la fiducie est régie par le régime d'intéressement. **855.** Aucun impôt n'est exigible d'une fiducie en vertu de la présente partie pour la période pendant laquelle elle est régie par un régime d'intéressement.

1972, c. 23, a. 643.

CHAPITRE II

CALCUL DU REVENU

Déduction des contributions patronales.

856. Un employeur peut déduire dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, tout montant qu'il verse à une fiducie en vertu d'un régime d'intéressement dans cette année ou dans les 120 jours qui suivent, dans la mesure où ce montant n'était pas admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure.

1972, c. 23, a. 644.

Montants à inclure dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire.

857. Un bénéficiaire doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qu'il reçoit dans l'année d'un fiduciaire en vertu d'un régime d'intéressement, sauf dans la mesure où ce montant est attribuable à:

- a) un versement fait par l'employé au fiduciaire;
- b) un gain en capital réalisé par la fiducie avant 1972;
- c) un gain en capital de la fiducie pour une année d'imposition prenant fin après 1971 dans la mesure où elle l'attribue au bénéficiaire;
- d) un gain réalisé par la fiducie après 1971 par suite de l'aliénation d'une immobilisation, sauf dans la mesure où ce gain est un gain en capital réalisé par la fiducie pour une année d'imposition prenant fin après 1971;
- e) un dividende, autre que celui à l'égard duquel le choix visé à l'article 501 a été fait, reçu par la fiducie d'une corporation canadienne imposable dans la mesure où la fiducie l'attribue au bénéficiaire;
- f) un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu de l'employé pour cette année ou une année antérieure; ou
- g) la partie de l'augmentation de la valeur d'un bien transféré au

bénéficiaire par la fiducie qui aurait constitué en 1971 un gain en capital pour cette dernière si elle l'avait aliéné à sa juste valeur marchande le 31 décembre 1971.

Déduction de partie des
pertes en capital de la
fiducie.

Il doit cependant être déduit du montant visé à l'un des paragraphes du premier alinéa la partie des pertes en capital subies par la fiducie dans ses années d'imposition prenant fin après 1971 qui a été attribuée au bénéficiaire par celle-ci si cette partie n'a pas été utilisée à la réduction du montant visé à un autre de ces paragraphes.

1972, c. 23, a. 645; 1973, c. 17, a. 100; 1977, c. 26, a. 90.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe e du premier alinéa, s'applique à un dividende reçu après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 90).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« un dividende reçu par la fiducie d'une corporation canadienne imposable dans la mesure où la fiducie l'attribue au bénéficiaire; ».

Cas où un bénéficiaire a
reçu des biens autres que
de l'argent.

858. Lorsqu'un bénéficiaire reçoit, à un moment donné de l'année d'imposition d'une fiducie régie par un régime d'intéressement et de la part de celle-ci, un montant qui est un bien autre que de l'argent, les règles suivantes s'appliquent alors à ce bien:

a) le montant du coût indiqué du bien pour la fiducie immédiatement avant ce moment est réputé en être le produit de l'aliénation pour elle; et

b) la proportion de cette partie du montant reçu par le bénéficiaire, telle que déterminée à l'article 857, qui est attribuable à un montant visé aux paragraphes a à g du premier alinéa dudit article, représentée par le rapport entre le coût indiqué du bien pour la fiducie immédiatement avant ce moment et le coût indiqué pour elle de tous tels biens ainsi reçus par le bénéficiaire à ce moment donné est réputée être à la fois le coût du bien pour le bénéficiaire et, aux fins de l'article 857, le montant ainsi reçu par ce dernier en raison du bien qu'il a reçu.

1973, c. 17, a. 101.

Cas où un bénéficiaire a
reçu des biens autres que
de l'argent.

859. Un bénéficiaire doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qui lui est attribué pendant l'année, avec ou sans réserve, par une fiducie régie par un régime d'intéressement, sauf dans le cas d'une attribution concernant un montant décrit aux paragraphes a à d du premier alinéa de l'article 857, un dividende reçu par la fiducie d'une corporation canadienne imposable ou un intérêt, autre qu'un montant visé à l'article 703, reçu par la fiducie.

1972, c. 23, a. 646; 1973, c. 17, a. 102; 1977, c. 26, a. 91.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des mots « paragraphes a à e du premier alinéa de l'article 645 » par les mots « paragraphes a à d du premier alinéa

de l'article (857) un dividende reçu par la fiducie d'une corporation canadienne imposable ou un intérêt, autre qu'un montant visé à l'article (703), reçu par la fiducie. », *s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes.* (1977, c. 26, a. 91).

Gains ou pertes en capital
réputés être ceux du
bénéficiaire.

860. Le gain en capital ou la perte en capital provenant de l'aliénation d'un bien par une fiducie régie par un régime d'intéressement, dans une année d'imposition prenant fin après 1971, sont réputés, dans la mesure où ils ont été attribués à l'un de ses bénéficiaires par la fiducie, être un tel gain ou une telle perte pour ce bénéficiaire provenant de l'aliénation de ce bien pour l'année d'imposition de ce bénéficiaire pendant laquelle cette attribution a été faite.

1972, c. 23, a. 647.

Choix relatif à l'aliénation
de chaque bien d'une
fiducie régie par un régime
d'intéressement.

861. Nonobstant l'article 66 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4), lorsque le fiduciaire d'une fiducie régie par un régime d'intéressement en fait le choix avant 1976, en la manière prescrite, la fiducie est réputée avoir aliéné le 31 décembre 1971 chaque bien dont elle était alors propriétaire et en avoir reçu un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date, et l'avoir réacquis au même montant le 1^{er} janvier 1972.

Présomption.

Cette présomption ne vaut cependant que si le fiduciaire a attribué avant 1976 aux bénéficiaires en vertu du régime tous les gains en capital et toutes les pertes en capital résultant de ces aliénations présumées.

1975, c. 22, a. 221.

Choix relatif à l'aliénation
de toute immobilisation
d'une fiducie régie par un
régime d'intéressement.

862. Lorsque le fiduciaire d'une fiducie régie par un régime d'intéressement en fait le choix en la manière et dans la forme prescrites dans une année d'imposition prenant fin après 1973, la fiducie est réputée avoir aliéné au jour désigné par lui toute immobilisation dont elle est propriétaire et l'avoir immédiatement réacquise pour un produit ou un coût, selon le cas, égal au montant qu'il désigne et qui se situe entre le prix de base rajusté du bien pour la fiducie ce jour-là et sa juste valeur marchande au même moment, ou qui est égal à ce prix ou à cette valeur.

Si la fiducie était régie par un régime d'intéressement le 31 décembre 1971, ce choix ne vaut que si le fiduciaire a fait le choix visé à l'article 861.

1975, c. 22, a. 221.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Dividendes imposables
attribués à un bénéficiaire.

863. Lorsque, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, une fiducie régie par un régime d'intéressement a inclus un dividende imposable d'une corporation canadienne imposable, la partie de ce dividende qui a été attribuée pour l'année à un employé bénéficiaire du régime est réputée avoir été reçue par lui à titre de dividende imposable d'une telle corporation n'excédant pas le montant qui serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année si l'exception prévue à l'article 859 ne référerait pas à une attribution concernant un dividende reçu par une fiducie d'une corporation canadienne imposable.

1972, c. 23, a. 648; 1977, c. 26, a. 92.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des mots «pour l'année si la référence dans l'article 646 aux paragraphes a à e de l'article 645 s'interprétait sans la référence au paragraphe e dudit article.» par les mots «pour l'année si l'exception prévue à l'article (859) ne référerait pas à une attribution concernant un dividende reçu par une fiducie d'une corporation canadienne imposable.», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 92).

Employé qui cesse d'être
bénéficiaire.

864. 1. Aux fins des articles 1051 à 1056, un employé qui cesse, à un moment donné d'une année d'imposition, d'être bénéficiaire d'un régime d'intéressement est réputé avoir fait à ce moment, à titre d'impôt pour cette année d'imposition, un versement égal à 15 pour cent du montant qui selon la preuve qu'il en fait, a été inclus dans le calcul de son revenu pour cette année ou pour une année antérieure en raison d'une attribution que le fiduciaire, en vertu du régime, lui a faite sous réserve avant le moment donné.

Application.

2. La présomption prévue au paragraphe 1 ne s'applique que s'il est démontré que l'employé n'a jamais reçu ce montant du fiduciaire et n'y a pas droit en vertu du régime.

1972, c. 23, a. 649.

Revenus et impôts
étrangers.

865. Pour l'application de l'article 772, la partie, décrite à l'article 866, du revenu d'une fiducie régie par un régime d'intéressement, provenant pour une année d'imposition de sources qui ne sont pas une entreprise qu'elle exploite et qui sont situées dans un pays étranger, est réputée être, pour un employé qui en est bénéficiaire, un revenu provenant de ces sources pour l'année si la fiducie indique ainsi cette partie à l'égard de cet employé dans la déclaration fiscale qu'elle produit pour l'année en vertu de la présente partie.

1972, c. 23, a. 650; 1973, c. 17, a. 103.

Partie du revenu visée par
l'article 865.

866. La partie du revenu que vise l'article 865 est celle qui n'a pas été indiquée par la fiducie comme étant un revenu d'un employé autre que l'employé visé audit article, si cette partie peut, eu égard

aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme comprise dans:

a) un montant inclus, en vertu de l'article 859, dans le calcul du revenu de l'employé; ou

b) l'excédent de l'ensemble de chaque gain en capital de la fiducie qui est réputé être un tel gain de l'employé en vertu de l'article 860, sur l'ensemble de chaque perte en capital de la fiducie qui est réputée être une telle perte de l'employé en vertu dudit article.

1973, c. 17, a. 103.

Impôt étranger payé par employé bénéficiaire d'un régime d'intéressement.

867. Pour l'application de l'article 772, un employé bénéficiaire en vertu d'un régime d'intéressement est réputé avoir payé au gouvernement du pays visé à l'article 865 ou à la subdivision politique de ce pays, sur son revenu provenant de sources situées dans ce pays ou cette subdivision, un impôt dont le montant se calcule, suivant l'article 868, en fonction de l'impôt que cette fiducie a payé au gouvernement de ce pays ou de cette subdivision, sur son revenu provenant de sources y situées à l'exclusion toutefois du revenu d'une entreprise qu'elle exploite.

1973, c. 17, a. 103.

Impôt payable par employé.

868. L'impôt payable par l'employé visé à l'article 867, est la proportion représentée par le rapport entre le revenu que l'employé est réputé, en vertu de l'article 865, tirer de sources situées dans le pays étranger et le revenu de la fiducie provenant de ces sources, exclusion faite du revenu d'une entreprise qu'elle y exploite.

1973, c. 17, a. 103.

Répartition de la déduction relative au revenu d'intérêt.

869. Lorsque des intérêts, autres qu'un montant visé à l'article 703, ont été inclus dans le calcul du revenu d'une fiducie pour une année d'imposition pendant laquelle elle est régie par un régime d'intéressement et qu'un montant n'excédant pas ces intérêts a été attribué pour l'année par le fiduciaire en vertu du régime pour les fins du présent article à l'un de ses bénéficiaires, chacun de ces bénéficiaires est réputé avoir reçu un intérêt égal au moindre:

a) du montant qui serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du présent titre si l'exception prévue à l'article 859 ne référerait pas à une attribution concernant un intérêt reçu par une fiducie; ou

b) du montant qui lui a été attribué en vertu du présent article.

1977, c. 26, a. 93.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 93).

TITRE II

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT DIFFÉRÉ

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Régime d'intéressement
différé.

870. Aux fins de la présente partie, un régime d'intéressement différé est un régime d'intéressement qui est approuvé par le ministre pour enregistrement comme répondant aux exigences du présent titre ou des règlements, ou qui est considéré comme un régime d'intéressement différé en vertu des règlements.

1972, c. 23, a. 651.

Autre bénéficiaire.

871. Dans le présent titre, les mots «autre bénéficiaire», dans l'expression «employé ou autre bénéficiaire», désignent une personne, autre que l'employé, à qui un montant est ou devient payable par une fiducie régie par un régime d'intéressement par suite de paiements faits à la fiducie en vertu du régime pour le bénéfice d'employés, y compris l'employé en question.

1972, c. 23, a. 652.

CHAPITRE II

ENREGISTREMENT

Conditions d'acceptation
d'un régime pour
enregistrement.

872. Le ministre peut approuver pour enregistrement un régime d'intéressement qui prévoit que:

a) le fiduciaire ne peut faire aucun prêt à un employé ou un autre bénéficiaire du régime;

b) le fiduciaire ne peut placer les fonds de la fiducie régie par le régime dans des billets, obligations ou titres semblables d'un employeur qui contribue au régime ou d'une corporation avec laquelle l'employeur a un lien de dépendance, ou dans des actions d'une corporation dont au moins 50 pour cent des biens sont des billets, obligations ou autres titres semblables d'un tel employeur;

c) aucun droit d'un bénéficiaire en vertu du régime ne peut faire l'objet, en totalité ou en partie, d'un rachat ou d'une cession;

d) chaque fiduciaire doit résider au Canada;

e) si aucune corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à agir comme fiduciaire n'est fiduciaire en vertu du régime, au moins trois particuliers doivent agir à titre de fiduciaires;

f) les revenus reçus, les gains en capital réalisés et les pertes en

capital subies dans une année doivent être attribués par la fiducie aux bénéficiaires du régime au plus tard dans les 90 jours suivant la fin d'une année, dans la mesure où ils n'ont pas été attribués dans une année antérieure;

g) les montants attribués à un bénéficiaire du régime sont irrévocablement dévolus à ce bénéficiaire au plus tard 5 ans après cette attribution, à moins qu'il ne cesse avant ce moment d'être un employé d'un employeur qui contribue ou a contribué au régime;

h) le fiduciaire informe par écrit les nouveaux bénéficiaires de leurs droits en vertu du régime; et

i) tous les montants dévolus à un bénéficiaire lui deviennent payables, ou, advenant son décès, deviennent payables à sa succession ou à un bénéficiaire qu'il désigne, dans les 90 jours qui suivent la première des dates suivantes:

i. le jour du décès de l'employé;

ii. le jour où il cesse d'être employé par un employeur qui contribue ou a contribué au régime;

iii. le jour de ses 71 ans; ou

iv. le jour de la fin ou de la liquidation du régime.

1972, c. 23, a. 653.

Choix de l'employé relatif
aux montants qui lui sont
payables.

873. Aux fins du paragraphe *i* de l'article 872, le régime peut cependant contenir une disposition prévoyant que l'employé peut choisir que les montants qui lui sont payables soient versés, en totalité ou en partie:

a) en versements égaux, payables périodiquement à intervalles ne dépassant pas un an, sur une période maximale de 10 ans à compter du jour où le montant devient payable; ou

b) par un fiduciaire du régime à une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par le Canada ou une province à faire le commerce de rentes au Canada, pour l'achat, au bénéfice de l'employé, d'une rente débutant au plus tard le lendemain de ses 71 ans et dont la durée garantie, le cas échéant, n'excède pas 15 ans.

1972, c. 23, a. 654.

Autres conditions
d'acceptation du régime.

874. 1. Le ministre ne doit approuver pour enregistrement un régime d'intéressement que si tous les gains en capital ou pertes en capital de la fiducie, ou tous tels gains ou pertes réalisés ou subis par elle, ont été précédemment attribués aux employés ou autres bénéficiaires dudit régime.

Détermination par le
ministre des gains ou pertes
en capital.

2. Aux fins du présent article et de l'article 873, le fiduciaire de ce régime peut demander au ministre, de la manière prescrite, de déterminer le montant des gains ou pertes en capital visés au paragraphe 1.

1972, c. 23, a. 655.

Date à partir de laquelle
l'enregistrement prend effet.

875. Sur approbation, l'enregistrement prend effet à la date fixée par le ministre.

1972, c. 23, a. 656.

CHAPITRE III

RÉVOCATION DE L'ENREGISTREMENT

Causes de révocation de
l'enregistrement.

876. L'enregistrement d'un régime peut être révoqué lorsqu'il ne répond pas aux exigences du présent titre et des règlements faits sous son autorité et, selon le cas, le ministre doit en aviser par poste recommandée ou certifiée le fiduciaire et l'employeur dont les employés sont bénéficiaires lorsque:

a) le régime est révisé ou modifié ou un autre régime lui est substitué et que le régime qui résulte de l'une de ces opérations ne satisfait pas aux exigences du présent titre quant à son enregistrement;

b) une disposition du régime n'a pas été observée;

c) en date du 1^{er} janvier 1968, le régime ne satisfaisait pas aux exigences des paragraphes *a* à *i* de l'article 872 et ne prévoyait pas que les montants que la fiducie détenait au profit des bénéficiaires du régime, au 31 décembre 1967, devaient être attribués avant 1969; ou

d) le régime ne satisfaisait pas aux autres exigences prévues par les règlements.

1972, c. 23, a. 657; 1975, c. 83, a. 84.

Date à laquelle la
révocation prend effet.

877. La révocation prévue à l'article 876 prend effet, selon le cas, en tout temps à compter de la date de l'opération visée au paragraphe *a* dudit article ou de celle de la non-observance visée au paragraphe *b* dudit article, en tout temps après le 1^{er} janvier 1968 dans le cas prévu au paragraphe *c* dudit article ou à la date prévue par les règlements dans le cas visé au paragraphe *d* dudit article.

1972, c. 23, a. 658; 1977, c. 26, a. 94.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique après le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 94). Auparavant, il se lisait ainsi:

« La révocation prévue à l'article 657 prend effet, selon le cas, en tout temps après la date de l'opération visée au paragraphe *a* dudit article, de la non-observance visée au paragraphe *b* dudit article après le 1^{er} janvier 1968 dans le cas prévu au paragraphe *c* dudit article ou à la date prévue par les règlements dans le cas visé au paragraphe *d* dudit article. ».

Conséquence de la
révocation d'un régime.

878. Aux fins de la présente partie, un régime révoqué par le

ministre est réputé ne plus être un régime d'intéressement différé ni un régime d'intéressement.

1972, c. 23, a. 659; 1975, c. 22, a. 222.

Règles applicables au cas
de révocation.

879. Au cas de révocation, les règles suivantes s'appliquent, notwithstanding toute autre disposition de la présente partie:

a) le régime révoqué ne peut être approuvé de nouveau pour enregistrement en vertu de la présente partie durant la période d'un an suivant la date de révocation et il cesse, pour la même période, d'être réputé être enregistré comme régime d'intéressement différé;

b) l'article 880 ne s'applique pas à une année d'imposition d'une fiducie qui est, à un moment quelconque de l'année, régie par un régime révoqué;

c) un employeur ne peut, en vertu de l'article 881, déduire un montant qu'il verse à un régime révoqué;

d) un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition:

i. les montants qu'il reçoit dans l'année d'un régime révoqué et qui auraient autrement été inclus dans son revenu en vertu de l'article 885, et

ii. le montant ou la valeur des fonds ou des biens qui sont mis à sa disposition dans l'année lorsque ce montant ou cette valeur auraient autrement été inclus dans son revenu en vertu de l'article 889.

1972, c. 23, a. 660.

CHAPITRE IV IMPÔT

Aucun impôt exigible de la
fiducie régie par le régime.

880. Aucun impôt n'est exigible d'une fiducie en vertu de la présente partie pour la période pendant laquelle elle est régie par un régime d'intéressement différé.

1972, c. 23, a. 661.

CHAPITRE V DÉDUCTIONS

Déduction des versements
de l'employeur à une
fiducie.

881. Un employeur peut déduire dans le calcul de son revenu, pour une année d'imposition, tout montant qu'il verse à une fiducie en vertu d'un régime d'intéressement différé dans cette année ou dans les 120 jours qui suivent, dans la mesure où ce montant n'était pas

Maximum du montant déductible.

admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure.

Toutefois, l'ensemble des montants admissibles en déduction ne doit pas excéder à l'égard de chaque employé le moindre de:

a) l'ensemble des montants que l'employeur a ainsi versés à l'égard de cet employé;

b) \$3,500, moins le montant qu'il peut déduire à l'égard de cet employé pour l'année en vertu de l'article 137; ou

c) 20 pour cent du traitement ou salaire qu'il verse à cet employé dans l'année.

1972, c. 23, a. 662; 1972, c. 26, a. 63; 1976, c. 18, a. 14.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement dans le paragraphe b du deuxième alinéa, du chiffre « 2,500 » par le chiffre « 3,500 », s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Une seule déduction permise lorsqu'il y a plusieurs employeurs.

882. Lorsque plusieurs contribuables qui ont un lien de dépendance entre eux auraient autrement chacun droit à une déduction en vertu de l'article 881 à l'égard de la même personne, un seul contribuable peut réclamer une telle déduction à l'égard de la même personne et, à défaut d'entente entre ceux qui pourraient y avoir droit, aucun n'y a droit.

1972, c. 23, a. 663.

Partie déductible des montants reçus par un bénéficiaire.

883. Aux fins des articles 884, 885 et 886, lorsqu'un employé ou un autre bénéficiaire reçoit dans une année d'imposition un montant d'un fiduciaire en vertu d'un régime d'intéressement différé dont l'employé était bénéficiaire alors que ce régime était un régime d'intéressement, le bénéficiaire doit déterminer pour l'année, en ce qui le concerne relativement au régime, la partie de ce montant qui n'excède pas ce qui reste en soustrayant

a) l'ensemble de chaque montant:

i. reçu d'un fiduciaire au cours d'une année d'imposition antérieure, par l'employé ou un autre bénéficiaire, en vertu du régime alors que ce dernier était un régime d'intéressement ou un régime d'intéressement différé; et

ii. alloué à l'employé ou un autre bénéficiaire par un fiduciaire en vertu du régime alors que ce dernier était un régime d'intéressement, à l'égard d'une perte en capital subie par la fiducie avant 1972; de

b) l'ensemble de chaque montant:

i. inclus relativement au régime dans le calcul du revenu de l'employé pour l'année ou pour une année antérieure en vertu des articles 852 à 865;

ii. payé par lui au fiduciaire en vertu du régime alors que ce dernier était un régime d'intéressement; et

iii. attribué à l'employé ou un autre bénéficiaire par un fiduciaire

en vertu du régime alors que ce dernier était un régime d'intéressement, à l'égard d'un gain en capital réalisé par la fiducie avant 1972. 1972, c. 23, a. 664; 1973, c. 17, a. 104.

Partie déductible des montants reçus par un bénéficiaire.

884. Aux fins des articles 885 et 886, lorsqu'un employé ou un autre bénéficiaire reçoit dans une année d'imposition un montant d'un fiduciaire en vertu d'un régime d'intéressement différé, et que l'employé a fait un paiement au fiduciaire du régime alors que ce dernier était un régime d'intéressement, le bénéficiaire doit déterminer, en ce qui le concerne relativement au régime, la partie de ce montant qui ne l'a pas été en vertu de l'article 883 et qui n'excède pas:

a) l'ensemble de chaque montant ainsi payé par l'employé dans l'année ou dans une année précédente, dans la mesure où ce dernier ne pouvait pas le déduire, moins

b) l'ensemble de chaque montant reçu par l'employé ou un autre bénéficiaire d'un fiduciaire en vertu du régime alors que ce régime était un régime d'intéressement différé, dans la mesure où il était inclus dans le calcul du montant déterminé en vertu du présent article pour une année précédente relativement au régime à l'égard de cet employé ou d'un autre bénéficiaire.

1972, c. 23, a. 665; 1973, c. 17, a. 105.

CHAPITRE VI

MONTANTS À INCLURE

Montants à inclure dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire.

885. Un bénéficiaire d'un régime d'intéressement différé doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition l'excédent de l'ensemble des montants qu'il reçoit dans l'année du fiduciaire du régime sur l'ensemble:

a) des montants qu'il détermine pour l'année en vertu des articles 883, 884 et 886; et

b) des montants versés par le fiduciaire en vertu du régime à une personne décrite au paragraphe b de l'article 873 pour acheter une rente visée audit paragraphe.

1972, c. 23, a. 666; 1973, c. 17, a. 106.

Paiement unique lors d'une démission, retraite ou décès.

886. Pour l'application des articles 885 et 888, lorsque, dans une année d'imposition alors qu'il réside au Canada, un bénéficiaire reçoit d'un fiduciaire en vertu d'un régime d'intéressement différé, lors de son retrait du régime ou de sa retraite ou à l'occasion du décès d'un employé ou d'un ancien employé, un paiement unique incluant un bien qui n'est ni de l'argent ni un montant décrit au paragraphe

b de l'article 885, les règles contenues aux alinéas suivants s'appliquent au calcul du montant déterminé pour l'année en vertu du présent article à l'égard de ce bénéficiaire s'il opte en ce sens dans la forme et le délai prescrits.

Calcul par le bénéficiaire. Le bénéficiaire calcule d'abord l'excédent de l'ensemble déterminé à l'article 887 sur l'ensemble de chaque montant qui, à un moment postérieur à 1971, alors que le régime était un régime d'intéressement différé:

a) a été reçu du fiduciaire par le bénéficiaire, l'employé ou l'ancien employé, en vertu du régime mais avant la réception de ce paiement unique;

b) a été attribué avant la réception de ce paiement unique à cette personne relativement à une perte en capital subie par la fiducie après 1971; et

c) a été alloué ou réalloué à cette personne pendant qu'elle était bénéficiaire en vertu du régime sans qu'il ne lui soit dévolu de façon irrévocable avant qu'elle ne cesse d'être un bénéficiaire.

Calcul par le bénéficiaire. Le bénéficiaire calcule ensuite l'excédent du paiement unique sur le montant calculé en vertu du deuxième alinéa.

Montant déterminé. Le montant déterminé en vertu du présent article est le moindre du montant calculé en vertu du troisième alinéa ou de la juste valeur marchande, au moment du paiement unique, du bien y inclus.

1973, c. 17, a. 107.

Montants formant l'ensemble relativement à un régime d'intéressement différé.

887. L'ensemble visé à l'article 886, relativement à un régime d'intéressement différé à l'égard d'un bénéficiaire, d'un employé ou d'un ancien employé, se compose:

a) de chaque montant déterminé à son égard, relativement au régime, en vertu des articles 883 et 884, pour une année d'imposition postérieure à 1971;

b) de chaque montant qui lui a été attribué par le fiduciaire alors que le régime était un régime d'intéressement différé mais avant la réception du paiement unique, à l'égard d'un montant payé au fiduciaire en vertu du régime par un employeur après 1971 au bénéfice de ses employés qui en étaient bénéficiaires, du revenu de la fiducie régie par le régime pour une année d'imposition postérieure à 1971, calculé en ne tenant pas compte des gains en capital ou des pertes en capital de la fiducie, d'un montant alloué ou réalloué après 1971 de la façon décrite au paragraphe *c* du deuxième alinéa de l'article 886 ou d'un gain en capital de la fiducie après 1971; et

c) de l'ensemble des montants qu'il aurait reçus, dans la mesure où cet ensemble aurait été inclus dans le calcul de son revenu s'il l'avait ainsi reçu et si l'article 117 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) ne le présupposait pas comme n'étant pas son revenu:

i. s'il s'était retiré du régime le 1^{er} janvier 1972;

ii. si aucune modification n'avait été apportée aux modalités du régime entre le 18 juin 1971 et le 2 janvier 1972; et

iii. s'il n'avait existé aucune modalité du régime qui, dans l'éventualité de son retrait du régime le 1^{er} janvier 1972, aurait réduit le montant d'un paiement qui lui aurait autrement été fait à l'égard d'une année antérieure à 1972 si, dans ce dernier cas, il était demeuré membre du régime pour une période déterminée postérieure à 1971.

1973, c. 17, a. 107.

Effet du choix par le
bénéficiaire.

888. Lorsqu'un bénéficiaire a fait le choix visé à l'article 886:

a) le fiduciaire est réputé avoir aliéné le bien y visé pour un produit égal à son coût indiqué pour la fiducie immédiatement avant que le paiement unique ne soit effectué;

b) le coût de tous tels biens pour le bénéficiaire est réputé en être la juste valeur marchande au moment où ce paiement est effectué, moins le montant déterminé à son égard relativement au régime en vertu de l'article 886; et

c) le coût de chaque tel bien pour le bénéficiaire est la proportion du montant déterminé en vertu du paragraphe b, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande du bien, au moment du paiement unique, et celle de tous tels biens au même moment.

1973, c. 17, a. 107.

Attributions à l'employeur
des fonds ou des biens de
la fiducie.

889. 1. Un employeur qui contribue à un régime d'intéressement différé ou une corporation avec laquelle il a un lien de dépendance doivent inclure dans le calcul de leur revenu pour une année d'imposition le montant ou la valeur des fonds ou des biens d'une fiducie qui leur sont attribués ou dont ils profitent de quelque manière que ce soit dans cette année.

Application.

2. La règle prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas si cet avantage résulte d'un paiement sur des actions de cet employeur ou de cette corporation par la fiducie, ou si ces fonds ou ces biens, ou un montant égal à leur valeur, sont remboursés à la fiducie en dedans d'un an à compter de la fin de l'année d'imposition et s'il est établi que le remboursement n'a pas été fait comme partie d'une série de prêts et de remboursements.

1972, c. 23, a. 667.

Contrepartie insuffisante
lors d'un achat ou d'une
vente par une fiducie.

890. Aux fins des articles 879 et 885, lorsque, dans une année d'imposition, une fiducie régie par un régime d'intéressement différé ou par un régime révoqué aliène un bien sans aucune contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à sa juste valeur marchande au moment de l'aliénation, ou acquiert un bien à un prix supérieur à sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition, le contribuable

qui acquiert ou aliène ce bien est réputé avoir reçu de la fiducie, à cette occasion, à titre de bénéficiaire, un montant égal à la juste valeur marchande du bien au moment où le bien a été aliéné sans aucune contrepartie, ou la différence entre cette juste valeur marchande et ce prix, dans les autres cas.

1972, c. 23, a. 668; 1975, c. 22, a. 223.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « de l'article » par les mots « des articles (879) et », s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

TITRE III

RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-ÉTUDES

CHAPITRE I

ENREGISTREMENT

Approbation pour
enregistrement.

891. Le ministre peut approuver pour enregistrement un régime d'épargne-études qui, à son avis, répond aux exigences du présent chapitre et des règlements qui peuvent être adoptés à cet égard.

1975, c. 21, a. 19.

Conformité aux normes.

892. Doit être considéré comme un régime enregistré d'épargne-études un régime qui est conforme aux normes prescrites à cette fin.

1975, c. 21, a. 19.

Contrat entre souscripteur
et promoteur admissible.

893. Est admissible à l'enregistrement visé à l'article 891 un contrat entre un particulier, ci-après appelé « souscripteur », et une personne ou organisation, ci-après appelée « promoteur », en vertu duquel, en contrepartie du paiement d'un montant par le souscripteur, le promoteur s'engage à verser ou à faire verser à ou pour le compte d'un bénéficiaire désigné par le souscripteur une aide financière pour aider ce bénéficiaire à poursuivre des études post-secondaires.

Remboursement non inclus.

Cette aide financière ne comprend toutefois pas un remboursement visé au paragraphe c de l'article 894.

1975, c. 21, a. 19.

Fins devant être prévues au
régime.

894. Le régime doit prévoir que chaque fiducie créée en vertu du régime détiendra irrévocablement les biens qui lui sont remis, après le paiement des honoraires du fiduciaire et des frais d'administration, pour l'une des fins suivantes:

- a) le paiement d'une aide financière visée à l'article 893;
- b) le paiement de bourses d'études à une personne autre que le bénéficiaire;
- c) le remboursement au souscripteur, à ses héritiers ou ayants droit des montants versés en vertu du régime par le souscripteur ou en son nom;
- d) le paiement d'un montant à une maison d'enseignement prescrite ou à une fiducie en faveur d'une telle maison d'enseignement; ou
- e) le paiement d'un montant à une autre fiducie qui détient irrévocablement les biens qui lui sont transmis pour les fins énumérées aux paragraphes *a* à *d*.

1975, c. 21, a. 19.

Conditions requises pour qu'un régime soit admis à l'enregistrement.

895. Le régime ne peut être enregistré que si:

- a) au moment de la demande d'enregistrement, au moins 150 souscripteurs ont conclu avec le promoteur un contrat visé à l'article 893 établissant un régime qui est conforme aux conditions décrites à l'article 894 et aux paragraphes *b* à *e*;
- b) le promoteur et chaque fiducie créée en vertu du régime résident au Canada;
- c) le régime n'autorise à l'égard d'un souscripteur aucun paiement autre qu'un remboursement décrit au paragraphe *c* de l'article 894, sauf si le souscripteur est également le bénéficiaire du régime;
- d) le régime est essentiellement semblable au régime décrit dans le prospectus soumis par le promoteur à une commission des valeurs mobilières ou à un organisme semblable au Canada, ou annexé à un tel prospectus; et
- e) à la fin de l'existence de la fiducie, les biens qu'elle détient doivent être utilisés à une fin décrite à l'article 894.

1975, c. 21, a. 19.

Enregistrement présumé.

896. Un régime d'épargne-études qui n'a pas pu être approuvé pour enregistrement pour la seule raison qu'il ne répondait pas aux exigences du paragraphe *a* de l'article 895 et qui est subséquemment enregistré est réputé l'avoir été le 1^{er} janvier de l'année où toutes les autres exigences visées audit article et à l'article 894 ont été remplies ou le 1^{er} janvier de l'année précédant celle pendant laquelle le régime a été enregistré, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre.

1975, c. 21, a. 19.

Enregistrement de régime
en vigueur le 15 octobre
1973.

897. Nonobstant le paragraphe *d* de l'article 895, le ministre peut approuver pour enregistrement un régime d'épargne-études qui existait le 15 octobre 1973 même si le promoteur n'a pas soumis le prospectus y visé, à la condition que les autres exigences prévues audit article et à l'article 894 aient été remplies à cette date.

1975, c. 21, a. 19.

Date d'enregistrement
réputée.

898. Sous réserve de l'article 896, un régime d'épargne-études est réputé avoir été enregistré le 1^{er} janvier:

a) de l'année 1972 ou de l'année où il a été créé, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, s'il a été enregistré avant 1976; ou

b) de l'année où il a été enregistré, s'il l'a été après 1975.

1975, c. 21, a. 19.

CHAPITRE II

RÉVOCATION DE L'ENREGISTREMENT

Révocation de
l'enregistrement.

899. L'enregistrement d'un régime d'épargne-études peut être révoqué à partir de n'importe quelle date après qu'il cesse de répondre aux exigences du présent titre et le ministre doit en aviser par poste recommandée ou certifiée le souscripteur et le promoteur.

Révocation de
l'enregistrement.

Toutefois, l'enregistrement d'un régime considéré comme enregistré en vertu de l'article 892 est révoqué dès que ce régime cesse de se conformer aux normes visées audit article.

1975, c. 21, a. 19; 1975, c. 83, a. 84.

Règles s'appliquant au
régime révoqué.

900. Le souscripteur d'un régime d'épargne-études dont l'enregistrement a été révoqué dans une année d'imposition doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année un montant égal à la juste valeur marchande, au moment de la révocation, des biens de la fiducie régie par le régime moins l'excédent, sur l'ensemble des remboursements visés au paragraphe *c* de l'article 894 payés ou payables au souscripteur, de l'ensemble:

a) de chaque montant payé au régime par le souscripteur ou en son nom; et

b) de chaque montant représentant le revenu de la fiducie pour une année d'imposition prenant fin avant 1972, calculé en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (Statuts refondus, 1964, chapitre 69) telle qu'elle s'appliquait à cette année, dans la mesure où ce revenu fut déclaré au souscripteur par la fiducie le ou avant le

30 avril 1972 comme ayant été gagné à l'égard des montants versés au régime par le souscripteur ou en son nom.

1975, c. 21, a. 19.

CHAPITRE III

IMPÔT

Fiducie non imposable.

901. Aucun impôt n'est exigible en vertu de la présente partie d'une fiducie sur son revenu imposable pour une année d'imposition, ou d'un souscripteur sur le revenu de la fiducie pour une année d'imposition postérieure à 1971 si, durant toute la période de l'année pendant laquelle elle existe, la fiducie est régie par un régime enregistré d'épargne-études.

1975, c. 21, a. 19.

Fiducie réputée être une fiducie non testamentaire.

902. Une fiducie régie par un régime d'épargne-études qui, pendant une année d'imposition, n'est pas enregistré, est réputée être pour l'année une fiducie non testamentaire visée à l'article 768 et créée après le 17 juin 1971.

1975, c. 21, a. 19.

CHAPITRE IV

RÈGLES APPLICABLES AUX BÉNÉFICIAIRES

Revenu libéré d'impôt.

903. Aux fins du présent chapitre, le revenu libéré d'impôt est un montant égal à la juste valeur marchande au 31 décembre 1971 de tous les biens d'une fiducie régie par un régime d'épargne-études, moins l'excédent de l'ensemble des montants versés en vertu du régime avant 1972 par le souscripteur ou en son nom sur l'ensemble des remboursements visés au paragraphe c de l'article 894 et effectués avant 1972.

1975, c. 21, a. 19.

Montant à inclure dans le revenu d'un bénéficiaire.

904. Un bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-études doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition prenant fin après 1973 les paiements d'aide financière visés à l'article 893 qui lui sont payés ou qui sont payés pour son bénéfice dans l'année en vertu du régime après en avoir soustrait le plus élevé:

a) du montant du revenu libéré d'impôt effectivement alloué au bénéficiaire dans l'année en vertu de la fiducie régie par le régime; ou

b) du moindre du tiers de l'ensemble des revenus de la fiducie visés au paragraphe b de l'article 900 ou de l'excédent de cet ensemble sur les montants soustraits en vertu du présent article à l'égard des années d'imposition précédentes.

Restriction d'allocation sur
revenu libéré d'impôt.

Aucune partie du revenu libéré d'impôt ne peut cependant être allouée dans une année d'imposition donnée si une allocation a été faite à l'égard de cette partie de ce revenu au cours d'une année d'imposition précédente.

1975, c. 21, a. 19.

Allocation sur revenu libéré
d'impôt.

905. Aux fins du présent article et de l'article 904, la fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-études doit allouer à un bénéficiaire, au cours d'une année d'imposition, une partie du revenu libéré d'impôt au moins égale au montant déterminé au paragraphe b du premier alinéa dudit article pour l'année.

1975, c. 21, a. 19.

TITRE IV

RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE

CHAPITRE I

ENREGISTREMENT

Approbation pour
enregistrement d'un régime
d'épargne-retraite.

906. 1. Le ministre peut approuver pour enregistrement un régime d'épargne-retraite qui, à son avis, répond aux exigences du présent chapitre et des règlements qui peuvent être adoptés à cet égard.

Normes applicables.

2. Doit être considéré comme un régime enregistré d'épargne-retraite un régime qui est conforme aux normes édictées à cette fin par les règlements.

1972, c. 23, a. 669.

Contrats, arrangements,
admissibles à
l'enregistrement.

907. 1. Est admissible à l'enregistrement visé à l'article 906:

a) un contrat entre un particulier et une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire, en vertu duquel, en contrepartie du paiement d'une prime par le particulier ou son conjoint, cette personne s'engage à verser au particulier, à titre de prestation, une rente viagère à compter de la date prévue au contrat; ou

b) un arrangement en vertu duquel un particulier ou son conjoint verse à titre de contribution une prime en fiducie à une corporation

munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire, qui s'engage à payer au détenteur du contrat, ou à son crédit, une prestation fixe ou susceptible d'être fixée lors de l'échéance du premier versement, si cette corporation doit placer ou autrement utiliser cette prime pour payer au particulier une rente viagère à compter de la date prévue au contrat.

Arrangement avec
corporation agréée.

2. L'arrangement prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 peut aussi être conclu avec une corporation agréée par le gouvernement aux fins du présent titre et autorisée par les lois du Canada ou d'une province à émettre des contrats visés audit paragraphe.

1972, c. 23, a. 670; 1972, c. 26, a. 64; 1975, c. 21, a. 20.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, qui auparavant, se lisait ainsi:

« un contrat entre un particulier et une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire, en vertu duquel, en contrepartie du paiement d'une prime par le particulier, cette personne s'engage à lui verser, à titre de prestation, une rente viagère à compter de la date prévue au contrat; ou »;

- l'insertion dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 après le mot « particulier » des mots « ou son conjoint »;

s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Conditions relatives aux
versements de prestations.

908. 1. Le régime ne doit prévoir le versement de prestations,

a) avant la date prévue pour le premier versement de prestation, autre qu'un remboursement de primes ou autre qu'un paiement de la totalité ou d'une partie de l'excédent pour une année, à un moment donné, de l'ensemble des montants, autres que ceux visés aux paragraphes *d* ou *f* de l'article 339 ou à l'article 913, que le particulier a versés dans l'année, après le 25 mai 1976 et avant le moment donné, à tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite en vertu desquels lui ou son conjoint est rentier et des dons faits dans l'année, après le 25 mai 1976 et avant le moment donné, à ces régimes en vertu desquels le particulier est rentier, autres que les dons faits par son conjoint, sur les montants que le particulier a droit de déduire dans le calcul de son revenu pour l'année et l'année précédente à l'égard de cet ensemble, ce paiement ne devant pas toutefois excéder cet ensemble; ou

b) après la date prévue pour le premier versement de prestation, autre qu'une rente viagère, au rentier ou à la fois au rentier et à son conjoint et au survivant d'entre eux, commençant à ladite date, avec ou sans durée garantie n'excédant pas 15 ans ou, dans le cas d'un régime antérieur au 14 mars 1957, n'excédant pas 20 ans.

Remboursement de primes.

2. Aux fins du présent titre, un remboursement de primes est

tout montant payé ou payable en vertu d'un régime d'épargne-retraite au décès ou après le décès du rentier, lorsque son décès survient avant la date prévue pour le premier versement de prestation, à titre de restitution de primes, d'intérêt raisonnable sur celles-ci ou de participation ou de droit dans les bénéfices ou les gains, ou de gratification qui en provient.

1972, c. 23, a. 671; 1977, c. 26, a. 95.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe 1, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 95).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« Le régime ne doit prévoir le versement de prestations, avant la date prévue pour le premier versement de prestation, autre qu'un remboursement de primes ou, après cette date, autre qu'une rente viagère, au rentier ou à la fois au rentier et à son conjoint et au survivant d'entre eux, commençant à ladite date, avec ou sans durée garantie n'excédant pas 15 ans ou, dans le cas d'un régime antérieur au 14 mars 1957, n'excédant pas 20 ans. ».

Autres conditions relatives
aux prestations.

909. Le régime ne doit pas prévoir le versement de prestations autres que les versements égaux qui sont payables périodiquement pendant la vie du rentier ou après son décès, pour la période prévue par le régime; dans ce dernier cas, les versements ne doivent pas excéder ceux qui sont payables au rentier sa vie durant.

Autres conditions relatives
aux prestations.

De plus, le régime ne doit prévoir le paiement de primes après la date prévue pour la première prestation ni avoir une échéance postérieure à la date du soixante et onzième anniversaire du rentier.

1972, c. 23, a. 672.

Autres conditions relatives
aux prestations.

910. Le régime doit prévoir qu'aucune prestation ne peut faire l'objet, en totalité ou en partie, d'un rachat, d'une conversion ou d'une cession.

Autres conditions relatives
aux prestations.

Le régime doit également prévoir le paiement de la totalité ou d'une partie de l'excédent visé au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 908.

1972, c. 23, a. 673; 1977, c. 26, a. 96.

Cet article, modifié en 1977, par l'addition du deuxième alinéa, s'applique depuis le 25 février 1977. (1977, c. 26, a. 96).

Dispositions permises.

911. Le régime peut cependant contenir des dispositions prévoyant:

a) que le versement d'une prestation après la date prévue pour le premier versement sera sous forme de dividende;

b) que le versement périodique d'une prestation au rentier à titre de rente viagère payable à la fois au rentier et à son conjoint et au survivant d'entre eux, tel que décrit à l'article 908, devra être réduit,

au décès de son conjoint, pour être ensuite versé au survivant en versements égaux sa vie durant;

c) que le versement périodique d'une prestation à toute personne devra être réduit d'un montant n'excédant pas ce qui est payable à cette personne au cours de la période en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts du Canada);

d) que le versement périodique d'une prestation à toute personne à titre de rente, devra être augmenté ou réduit en proportion de la plus-value ou de la moins-value d'un groupe déterminé d'actifs constituant, pour une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire, un compte ou fonds séparé et distinct, détenu dans son entreprise de rentes variables;

e) que la rente qui sera payable au décès du rentier ou après, ou qui, mensuellement, est inférieure à \$5, pourra être encaissée à sa valeur commuée; et

f) que, dans le cas d'une rente pour une durée garantie, elle sera cessible au décès du rentier, du conjoint ou de toute autre personne y ayant droit.

1972, c. 23, a. 674; 1972, c. 26, a. 65.

Dispositions permises.

912. Le régime peut également être joint à un contrat ou autre arrangement qui ne sont pas de la nature d'un régime d'épargne-retraite, ou contenir d'autres dispositions qui ne sont pas inconciliables avec celles du présent titre et celles qui sont prévues par règlement.

1972, c. 23, a. 675.

Révision du régime lors d'un transfert de fonds.

913. Nonobstant toute autre disposition du présent titre, un régime enregistré d'épargne-retraite peut être révisé ou modifié de façon à prévoir le paiement ou le transfert de fonds du régime, pour le compte du rentier, par une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire, avec laquelle le rentier a un arrangement, à une autre personne semblable en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou à titre de contribution à un régime enregistré de retraite, ou en vertu d'un tel régime.

Dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le rentier ne doit pas inclure, en vertu de l'article 929, du seul fait de ce paiement ou transfert, le montant ainsi payé ou transféré et ne

peut à cet égard réclamer aucune déduction en vertu des articles 59, 339, 922 ou 924.

1972, c. 23, a. 676; 1972, c. 26, a. 66; 1977, c. 26, a. 97.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 97).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Nonobstant toute autre disposition du présent titre, le ministre peut permettre la révision ou la modification d'un régime enregistré d'épargne-retraite de façon à prévoir le paiement ou le transfert de fonds du régime, pour le compte du rentier, par une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire, avec laquelle le rentier a un arrangement, à une autre personne semblable en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou à titre de cotisation à un régime enregistré de retraite, ou en vertu d'un tel régime.

Dans le calcul de son revenu, le rentier ne doit pas inclure, du seul fait de ce paiement ou transfert, le montant ainsi payé ou transféré, ni à cet égard réclamer aucune déduction en vertu des articles 309 ou 684.».

Régime révisé réputé ne plus être un régime enregistré d'épargne-retraite.

914. Lorsqu'un régime enregistré d'épargne-retraite est révisé ou modifié ou qu'un autre régime lui est substitué et que le régime qui résulte de l'une de ces opérations ne répond pas aux exigences du présent titre relatives à l'enregistrement, le nouveau régime est réputé ne pas être un régime enregistré d'épargne-retraite.

Montants à inclure dans le revenu du rentier.

Dans ce cas, le particulier qui était rentier en vertu du régime avant cette opération doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à titre de revenu reçu au moment de cette opération, la juste valeur marchande à ce moment de tous les biens du régime.

1972, c. 23, a. 677; 1977, c. 26, a. 98.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du deuxième alinéa, s'applique après le 25 mai 1976; toutefois, lorsque le deuxième alinéa de l'article (914) de ladite loi qu'il remplace s'applique à un régime auquel le premier alinéa dudit article s'appliquait avant le 26 mai 1976, le deuxième alinéa dudit article est réputé se lire comme il se lisait le 25 mai 1976. (1977, c. 26, a. 98).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

«Dans ce cas, un contribuable doit inclure dans son revenu pour une année d'imposition les montants qu'il reçoit dans l'année et qui seraient inclus dans son revenu si le nouveau régime avait été enregistré quand il a reçu ces montants, mais il ne peut faire aucune déduction à l'égard de ces montants en vertu de l'article 306.».

Régime substitué.

915. Aux fins de l'article 914, est réputé être un autre régime substitué à un régime enregistré d'épargne-retraite tout arrangement en vertu duquel le paiement d'un montant est effectué sur la garantie d'un droit en vertu du régime ou qui prévoyait la renonciation ou l'extinction, en totalité ou en partie, d'un droit ou d'une obligation en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, que ce soit en échange ou en remplacement d'un autre droit ou obligation, ou

autrement, sauf un arrangement qui n'a pour unique objet et portée que de réviser ou modifier le régime.

1972, c. 23, a. 678.

Primes payées dans l'année d'imposition.

916. La prime payée dans une année d'imposition en vertu d'un régime d'épargne-retraite qui est, à la fin de cette année, un régime enregistré est réputée avoir été payée dans l'année à ce titre en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

1972, c. 23, a. 679.

Prestations reçues dans l'année d'imposition.

917. Nonobstant toute autre disposition du présent titre, un montant reçu dans une année d'imposition à titre de prestation en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite qui n'était pas, à la fin de l'année où le régime a débuté, un régime enregistré d'épargne-retraite, est réputé être reçu dans l'année autrement qu'à titre de prestation ou autre paiement en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, sauf pour toute partie prescrite.

1972, c. 23, a. 680.

Interprétation.

918. Aux fins du présent titre, lorsque, avant un moment donné, un particulier a reçu un paiement à l'égard de l'excédent visé au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 908, les montants qu'il a versés à tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite en vertu desquels lui ou son conjoint est rentier dans l'année à l'égard de laquelle ce paiement a été reçu sont réputés être les montants qu'il a versés à ces régimes dans cette année diminués de l'ensemble de tels paiements qu'il a reçus à l'égard de cette année avant ce moment.

1977, c. 26, a. 99.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 99).

CHAPITRE II

IMPÔT

Aucun impôt exigible d'une fiducie régie par un régime.

919. Aucun impôt n'est exigible d'une fiducie en vertu de la présente partie pour une année d'imposition si durant toute la période de l'année pendant laquelle elle existe elle est régie par un régime enregistré d'épargne-retraite.

1972, c. 23, a. 681; 1975, c. 22, a. 224.

Exception à l'exonération
d'impôt d'une fiducie.

920. 1. Nonobstant l'article 919, une fiducie qui y est visée doit payer un impôt en vertu de la présente partie sur son revenu imposable pour une année d'imposition si elle emprunte de l'argent dans l'année ou a, depuis le 18 juin 1971, emprunté de l'argent qu'elle n'a pas remboursé avant le début de l'année.

Application.

2. La règle prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas d'un emprunt utilisé dans l'exercice d'une entreprise.

1972, c. 23, a. 682.

Autre exception à
l'exonération d'impôt.

921. Nonobstant l'article 919, une fiducie qui exploite une entreprise dans l'année doit payer un impôt sur son revenu imposable provenant de l'exploitation de cette entreprise.

1972, c. 23, a. 683.

CHAPITRE III DÉDUCTIONS

Déduction maximale des
primes versées par un
rentier.

922. Un particulier qui est rentier dans une année d'imposition ou le devient dans les 60 jours qui suivent peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse à un régime enregistré d'épargne-retraite dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence:

a) si le particulier était dans l'année un employé et qu'en conséquence il a droit ou pourrait éventuellement avoir droit au paiement d'une prestation en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'une prestation de retraite en vertu d'un régime de retraite, lorsque le régime prévoit un tel paiement au particulier en totalité ou en partie à même les contributions qui ont été ou qui seront versées au régime ou qui ont été ou qui seront créditées en remplacement de telles contributions par une personne autre que le particulier à l'égard de son emploi au cours de cette année, d'un montant qui n'excède pas, avec la déduction permise par l'article 71, le moindre de \$3,500 ou 20 pour cent de son revenu gagné; ou

b) dans les autres cas, du moindre de \$5,500 ou de 20 pour cent de son revenu gagné.

Montant diminué du
montant admissible.

Toutefois, le montant qui peut être déduit en vertu de l'alinéa précédent doit être diminué du montant admissible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année en vertu de l'article 926.

Aux fins du paragraphe a du premier alinéa, un régime de retraite ne comprend pas le régime de rentes du Québec visé à la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), un régime équivalent au

sens de ladite loi ni un régime semblable d'un pays étranger.

1972, c. 23, a. 684; 1974, c. 18, a. 29; 1975, c. 22, a. 225; 1976, c. 18, a. 15; 1977, c. 26, a. 100.

Cet article, modifié en 1977, par:

- le remplacement de ce qui suit:

« Un particulier qui est rentier dans une année d'imposition ou le devient dans les 60 jours qui suivent peut déduire de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse à un régime enregistré d'épargne-retraite dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent dans la mesure où il ne pouvait pas le faire pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence:

a) si le particulier était dans l'année un employé et qu'en conséquence il a droit ou pourrait éventuellement avoir droit au paiement d'une prestation de retraite en vertu d'un régime de retraite prévoyant un tel paiement au particulier en totalité ou en partie à même les contributions qui ont été ou qui seront versées au régime ou qui ont été ou qui seront créditées en remplacement de telles contributions par une personne autre que le particulier à l'égard de son emploi au cours de cette année, d'un montant qui n'excède pas, avec la déduction permise par l'article 65, le moindre de \$3,500 ou 20 pour cent de son revenu gagné; ou » *par ce qui suit:*

« Un particulier qui est rentier dans une année d'imposition ou le devient dans les 60 jours qui suivent peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse à un régime enregistré d'épargne-retraite dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence:

a) si le particulier était dans l'année un employé et qu'en conséquence il a droit ou pourrait éventuellement avoir droit au paiement d'une prestation en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'une prestation de retraite en vertu d'un régime de retraite, lorsque le régime prévoit un tel paiement au particulier en totalité ou en partie à même les contributions qui ont été ou qui seront versées au régime ou qui ont été ou qui seront créditées en remplacement de telles contributions par une personne autre que le particulier à l'égard de son emploi au cours de cette année, d'un montant qui n'excède pas, avec la déduction permise par l'article (71), le moindre de \$3,500 ou 20 pour cent de son revenu gagné; ou », *s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes sauf dans la mesure où le paragraphe a de cet article de la Loi sur les impôts est visé il s'applique à l'année d'imposition 1977 et aux années d'imposition subséquentes; (1977, c. 26, a. 100);*

- l'addition d'un troisième alinéa, s'applique à une prime payée après le 23 juin 1975. (1977, c. 26, a. 100).

Cet article, modifié en 1976, par:

- le remplacement dans le paragraphe a du premier alinéa du chiffre «2,500» par le chiffre «3,500»;

- le remplacement dans le paragraphe b du premier alinéa du chiffre «4,000» par le chiffre «5,500»;

s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du paragraphe a du premier alinéa, s'applique à l'égard d'une prime versée après le 23 juin 1975. (1975, c. 22, a. 339).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« dans le cas d'un contribuable à l'égard de qui une autre personne a droit à une déduction pour cette année en vertu des articles 126 et 127 ou y aurait droit s'il était assujéti en vertu de l'article 17, d'un montant qui n'excède pas, avec la déduction permise par le paragraphe a de l'article 65, le moindre de \$2,500 ou 20 pour cent de son revenu gagné; ou ».

Déduction maximale des primes versées par un particulier dont le conjoint est rentier.

923. Un particulier dont le conjoint est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans une année d'imposition, ou le devient dans les 60 jours qui suivent, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse à ce régime dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent dans la mesure où il ne l'a pas fait pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence de l'excédent du montant déterminé à son égard en vertu du paragraphe *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 922 sur l'ensemble du montant qu'il déduit pour l'année en vertu de l'article 922 et du montant qu'il peut déduire pour l'année en vertu de l'article 926.

1975, c. 21, a. 21; 1977, c. 26, a. 101.

Cet article, remplacé en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 101).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Un particulier dont le conjoint est rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans une année d'imposition, ou le devient dans les 60 jours qui suivent, peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse à ce régime dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent dans la mesure où il ne pouvait pas le faire pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence de l'excédent du montant déterminé à son égard en vertu du paragraphe *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 684 sur l'ensemble des montants qu'il peut déduire pour l'année en vertu des articles 684 et 686.»

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Excédent de contributions admissible à la déduction.

924. Lorsqu'un particulier reçoit d'un régime enregistré d'épargne-retraite visé au paragraphe *a* du deuxième alinéa, dans l'année où l'avis de cotisation visé au paragraphe *b* dudit alinéa lui est transmis ou dans l'année qui suit, un paiement relatif à l'excédent déterminé audit alinéa à l'égard d'une année donnée, le particulier peut, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle il reçoit ce paiement, déduire le montant ainsi reçu dans l'année, jusqu'à concurrence de cet excédent diminué de l'ensemble des montants déduits au cours des années antérieures en vertu du présent article à l'égard de l'année donnée.

Calcul de l'excédent.

L'excédent visé au premier alinéa est, à l'égard de l'année donnée, l'excédent:

a) du moindre de \$5,500 ou de l'excédent de l'ensemble des montants, autres que ceux visés aux paragraphes *d* ou *f* de l'article 339 ou à l'article 913, que le particulier a versés dans l'année à tous les régimes enregistrés d'épargne-retraite en vertu desquels lui ou son conjoint est rentier sur l'ensemble des montants déduits dans le calcul du revenu du particulier pour l'année précédente à l'égard de ces montants; sur

b) l'ensemble des montants que le particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard des montants versés

par lui et visés au paragraphe *a* pour établir son revenu aux fins d'une cotisation visée à l'article 1005.

1977, c. 26, a. 102.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 102).

Revenu gagné par un
rentier.

925. 1. Le revenu gagné d'un particulier visé à l'article 922 signifie l'ensemble:

a) des traitements ou salaires, des prestations de retraite, des allocations de retraite, des prestations au décès, des redevances afférentes à un ouvrage ou à une invention dont le contribuable est l'auteur, des revenus inclus dans son revenu en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 312, des montants qui lui sont attribués par un fiduciaire en vertu d'un régime de prestations supplémentaires de chômage et des montants inclus dans son revenu en vertu du présent titre, et des articles 879, 885 et 955;

b) des revenus d'une entreprise qu'il exerce seul ou comme associé y participant activement;

c) des revenus provenant de la location de biens immobiliers; et

d) les déductions admissibles dans le calcul de son revenu en vertu des paragraphes *b* ou *c* de l'article 70.

Pertes.

2. On doit soustraire des montants visés au paragraphe 1 l'ensemble des pertes provenant d'une entreprise que le particulier exerce seul ou comme associé y participant activement, des pertes provenant de la location de biens immobiliers et des déductions admissibles dans le calcul du revenu du particulier en vertu du paragraphe *d* de l'article 339 ou de l'article 340 ou en vertu des articles 926 et 928.

1972, c. 23, a. 685; 1973, c. 17, a. 108; 1975, c. 21, a. 22.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le sous-paragraphe a du paragraphe 1, des mots « articles 660 et 666 » par les mots « articles (879), (885) et (955); », s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Aliénation d'un placement
non admissible par une
fiducie.

926. Lorsqu'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite aliène dans une année d'imposition un placement non admissible dont le coût, pour la fiducie, est inclus dans le calcul du revenu d'un rentier en vertu de l'article 933, ce dernier peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le moindre de ce coût ou du produit de l'aliénation de ce placement.

1972, c. 23, a. 686.

Annulation, aliénation d'un
intérêt dans une police
d'assurance-vie.

927. 1. Une fiducie qui résilie, annule, assigne ou aliène d'une autre façon un intérêt dans une police d'assurance-vie est réputée, aux fins de l'article 926, avoir aliéné chaque placement non admissible qu'elle est réputée avoir acquis en vertu de l'article 933 en raison des paiements en vertu de la police.

Produit de l'aliénation
présumée.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1 le produit de l'aliénation présumée est réputé être l'excédent du montant reçu par la fiducie pour cette résiliation, cette annulation, cette assignation ou autre aliénation sur l'ensemble de:

a) chaque montant qui est payé par la fiducie en vertu de la police d'assurance sur la vie ou pour en acquérir un droit et qui ne constitue pas, en vertu du présent article, l'acquisition d'un placement non admissible; et

b) la valeur de rachat, au 21 décembre 1966, du droit de la fiducie dans la police à cette date.

1972, c. 23, a. 687.

Recouvrement de biens
utilisés en garantie d'un
prêt.

928. 1. Lorsque, dans une année d'imposition, un prêt en garantie duquel une fiducie régie par un régime d'épargne-retraite a permis l'utilisation de l'un de ses biens prend fin et que la juste valeur marchande du bien a été incluse dans le revenu du rentier en vertu de l'article 933, ce dernier peut déduire de son revenu pour l'année le montant qui reste après avoir soustrait du montant ainsi inclus à la suite de cette utilisation la perte nette subie par la fiducie par suite de cette utilisation.

Perte visée au paragraphe
1.

2. La perte visée au paragraphe 1 n'inclut cependant pas les paiements faits par la fiducie à titre d'intérêt ou une variation de la juste valeur marchande du bien.

1972, c. 23, a. 688.

CHAPITRE IV MONTANTS À INCLURE

Prestations à inclure dans
le calcul du revenu.

929. Un contribuable doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qu'il reçoit dans l'année à titre de prestation d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou en vertu d'un tel régime.

1972, c. 23, a. 689; 1975, c. 22, a. 226.

Remboursement de primes
à une succession.

930. Aux fins du paragraphe *f* de l'article 339 et du paragraphe *e* de l'article 345, la partie, décrite à l'article 931, d'un remboursement de primes qui est effectué en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite et qui est reçu par une fiducie testamentaire est

réputée être reçu à titre de remboursement par un bénéficiaire particulier dans une année d'imposition et être un montant inclus dans le calcul du revenu de ce dernier pour l'année en vertu de l'article 929 si la fiducie indique ainsi cette partie à l'égard de ce bénéficiaire dans sa déclaration fiscale pour l'année en vertu de la présente partie.

1973, c. 17, a. 109.

Partie du remboursement
visé à l'article 930.

931. La partie du remboursement que vise l'article 930 est celle qui n'a pas été indiquée par la fiducie comme attribuée à un autre bénéficiaire et qui peut, eu égard aux circonstances et aux modalités du contrat de fiducie, être raisonnablement considérée comme partie du montant qui a été inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire particulier pour l'année d'imposition en vertu des articles 659, 661, 662 ou 663.

1973, c. 17, a. 109.

Contrepartie insuffisante
lors de l'aliénation d'un
bien par une fiducie.

932. 1. Lorsqu'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite, dans une année d'imposition, aliène un bien sans aucune contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à sa juste valeur marchande à ce moment, le rentier en vertu de ce régime doit inclure dans son revenu pour l'année la différence entre cette valeur et cette contrepartie.

Achat d'un bien par une
fiducie.

2. La règle prévue au paragraphe 1 s'applique si la fiducie acquiert un bien pour une contrepartie supérieure à sa juste valeur marchande.

1972, c. 23, a. 690.

Placements non admissibles
et utilisation d'un bien en
garantie d'un prêt.

933. Lorsqu'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite, dans une année d'imposition, acquiert un placement non admissible ou utilise ou permet l'utilisation de l'un de ses biens en garantie d'un prêt, le rentier en vertu du régime doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année le coût, pour la fiducie, de ce placement ou, le cas échéant, la juste valeur marchande du bien au moment où ce dernier est ainsi utilisé.

1972, c. 23, a. 691.

CHAPITRE V

PLACEMENTS ADMISSIBLES

Éléments admissibles à titre
de placements.

934. Les éléments suivants sont seuls admissibles à titre de placements d'un régime enregistré d'épargne-retraite:

a) l'argent, y compris les dépôts à une caisse d'épargne ou de

crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4) ou une banque régie par la Loi sur les banques ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada), ou à une corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à agir à titre de fiduciaire;

b) une obligation, billet, hypothèque ou autre titre semblable du gouvernement du Canada ou garantis par lui, du gouvernement d'une province ou d'un de ses agents, d'une municipalité ou autre organisme public exerçant une fonction gouvernementale au Canada, d'une corporation, commission ou association dont les actions, le capital ou les biens sont possédés dans une proportion d'au moins 90 pour cent par Sa Majesté aux droits d'une province ou par une municipalité canadienne, ou d'une filiale entièrement contrôlée par une telle corporation, commission ou association, ou d'une institution d'enseignement ou d'un centre hospitalier si, dans ce dernier cas, le remboursement du principal et le paiement des intérêts doivent être effectués ou sont garantis par le gouvernement d'une province;

c) une action inscrite à une bourse canadienne prescrite;

d) une action d'une corporation de placements;

e) un certificat de placement garanti émis par une compagnie de fiducie constituée en vertu des lois du Canada ou d'une province;

f) un contrat de placement décrit au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 907 et au paragraphe 2 dudit article et émis par une corporation agréée aux fins dudit paragraphe;

g) une action inscrite à une bourse prescrite dans un pays autre que le Canada;

h) une obligation, billet ou autre titre semblable d'une corporation dont les actions sont inscrites à une bourse prescrite au Canada;

i) une rente décrite à l'article 908 à l'égard d'un rentier, si elle est achetée d'une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou à y offrir les services de fiduciaire; et

j) les autres placements qui sont prescrits par règlements.

1972, c. 23, a. 692; 1972, c. 26, a. 67; 1975, c. 22, a. 227.

Placement admissible quant
à une police
d'assurance-vie.

935. Aux fins des articles 926, 932 et 933, l'acquisition d'un droit dans une police d'assurance sur la vie ou le paiement d'un montant en vertu d'une telle police sont réputés constituer un placement admissible pour la fiducie régie par un régime d'épargne-retraite, sauf s'il s'agit d'une police d'assurance sur la vie en vertu de laquelle:

a) la fiducie est, ou doit devenir en vertu du paiement, le seul bénéficiaire des droits et avantages de la police, sauf ceux de l'assureur;

b) la valeur de rachat de la police, exclusion faite des dividendes accumulés, est ou sera, antérieurement au soixante et onzième anniversaire de naissance de l'assuré, si toutes les primes sont acquittées,

Aliénation d'un droit dans la police.

au moins égale au maximum du montant total payable par l'assureur en vertu de la police, exclusion faite des dividendes accumulés; et

c) l'ensemble des primes payables dans une année en vertu de la police n'excède pas l'ensemble des montants qui, si les primes annuelles avaient été payables par versements mensuels, auraient été payables dans les 12 mois à partir de la date de l'émission de la police.

En outre l'aliénation d'un tel droit dans une telle police n'est pas réputée constituer l'aliénation d'un placement non admissible.

Par contre le paiement fait en vertu d'une police d'assurance sur la vie ou fait pour acquérir un droit dans une telle police qui constitue un placement non admissible est réputé constituer l'acquisition d'un placement non admissible à un prix égal au montant du paiement.

1972, c. 23, a. 693.

TITRE V

RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-LOGEMENT

CHAPITRE I

ENREGISTREMENT

Approbation de régime pour enregistrement.

936. 1. Le ministre peut approuver pour enregistrement un régime d'épargne-logement qui, à son avis, répond aux exigences du présent chapitre et des règlements qui peuvent être adoptés à cet égard.

Conformité aux normes.

2. Doit être considéré comme un régime enregistré d'épargne-logement un régime qui est conforme aux normes prescrites à cette fin.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Régime admissible à l'enregistrement.

937. Est admissible à l'enregistrement visé à l'article 936 un arrangement en vertu duquel un particulier d'au moins 18 ans verse à titre de prime un montant en fiducie à une corporation munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à y offrir les services de fiduciaire, qui s'engage à investir ou à utiliser autrement ce montant en vue d'assurer à ce particulier,

à titre de bénéficiaire en vertu de l'arrangement, un montant qui doit lui servir à l'achat d'un logement de propriétaire occupant.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Dispositions devant être
prévues au régime.

938. Le régime doit prévoir:

a) qu'aucun paiement ne peut être fait au bénéficiaire sauf un paiement unique devant être utilisé par ce dernier à l'achat de son logement de propriétaire occupant ou un remboursement prévu au paragraphe a de l'article 944, y compris les intérêts, bénéfices ou gains y afférents;

b) que le paiement unique visé au paragraphe a ne peut faire l'objet, en totalité ou en partie, d'une renonciation ou d'une cession si ce n'est en faveur du conjoint du bénéficiaire au décès de ce dernier;

c) que les conditions du régime ne peuvent être révisées ni modifiées sauf pour stipuler que le paiement unique visé au paragraphe a sera, au décès du bénéficiaire, fait à son conjoint, ou pour supprimer une telle stipulation; et

d) que le fiduciaire doit, au décès du bénéficiaire, transférer ou distribuer tous les biens de la fiducie régie par le régime.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Conditions
d'enregistrement.

939. Le régime ne peut être enregistré que si:

a) le bénéficiaire et la fiducie créée en vertu du régime résident au Canada;

b) le bénéficiaire n'a jamais été auparavant bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-logement; et

c) le bénéficiaire n'est pas propriétaire, seul ou conjointement avec une autre personne, ou n'a pas d'intérêt dans une société qui est ainsi propriétaire, d'un immeuble au Canada qui a été utilisé en

totalité ou en partie à un moment quelconque de l'année d'imposition comme lieu d'habitation par un particulier.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Enregistrement d'un second plan.

940. Nonobstant l'article 939, est admissible à l'enregistrement visé à l'article 936 un régime d'épargne-logement dont un particulier, qui est déjà le bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-logement, est le bénéficiaire:

a) si tous les montants du régime enregistré ont été payés ou transférés au nouveau régime pour le compte du bénéficiaire;

b) si, au moment du paiement ou du transfert, le nouveau régime remplit les conditions prévues à l'article 936, sauf celles prévues à l'article 939; et

c) si le bénéficiaire et la fiducie créée en vertu du nouveau régime résident au Canada au moment du paiement ou du transfert.

1977, c. 26, a. 103.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 103).

Transfert de fonds.

941. Nonobstant toute autre disposition du présent titre, un régime enregistré d'épargne-logement peut être révisé ou modifié de façon à prévoir le paiement ou le transfert de tous les fonds du régime, pour le compte du bénéficiaire, par une corporation avec laquelle le bénéficiaire a un arrangement visé à l'article 937, à une autre corporation avec laquelle le bénéficiaire a un arrangement semblable.

Dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le bénéficiaire ne doit pas inclure, en vertu de l'article 955, du seul fait de ce paiement ou transfert, le montant ainsi payé ou transféré et ne peut à cet égard réclamer aucune déduction en vertu des articles 339 ou 952.

1977, c. 26, a. 103.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 103).

Régime unique.

942. Aux fins de l'application du paragraphe a du premier alinéa

de l'article 944 et de l'article 952, le premier régime enregistré d'épargne-logement d'un bénéficiaire et tout nouveau régime semblable visé à l'article 940 de ce bénéficiaire sont réputés être un seul régime.

1977, c. 26, a. 103.

Cet article, inséré en 1977, s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 103).

Logement de propriétaire occupant.

943. Aux fins du présent titre, un logement de propriétaire occupant d'un particulier est le logement au Canada dont il est propriétaire seul ou conjointement avec une autre personne dans une année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent et qu'il habite à un moment quelconque de cette année ou de ces 60 jours.

Logement de propriétaire occupant.

Si un logement au Canada est la propriété d'une coopérative d'habitation constituée en corporation, l'expression «logement de propriétaire occupant» comprend aussi une action du capital-actions de cette corporation dont le particulier est propriétaire seul ou conjointement avec une autre personne dans une année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent, s'il a acquis cette action dans le seul but d'acquérir le droit d'habiter le logement et s'il habite celui-ci à un moment quelconque de cette année ou de ces 60 jours.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression «60 jours» était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression «90 jours», et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE II

RÉVOCATION DU RÉGIME

Motifs de révocation.

944. L'enregistrement d'un régime peut être révoqué lorsque:

a) le bénéficiaire a payé pour une année d'imposition une prime excédant le montant admissible en déduction pour l'année en vertu de l'article 952 et que le remboursement de l'excédent, y compris les intérêts, bénéfices ou gains y afférents, ne lui a pas été effectué par le fiduciaire dans les 120 jours qui suivent la fin de l'année;

b) le ministre est convaincu que le régime ne satisfaisait pas lors de son enregistrement aux exigences prévues au paragraphe 1 de l'article 936 et aux articles 938 et 939; ou

Motifs de révocation.

c) le ministre est convaincu que le nouveau régime visé à l'article 940 n'a pas satisfait aux dispositions dudit article.

Toutefois, l'enregistrement d'un régime considéré comme régime enregistré en vertu du paragraphe 2 de l'article 936 est révoqué dès que ce régime cesse de se conformer aux normes visées audit paragraphe.

1975, c. 21, a. 23; 1977, c. 26, a. 104.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression à la fin du paragraphe a du premier alinéa, du mot «ou»;
- le remplacement à la fin du paragraphe b du premier alinéa du point par les mots «; ou»;
- l'insertion dans le premier alinéa, du paragraphe c:
s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 26, a. 104).

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);
- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression «60 jours» était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression «90 jours», et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Avis au fiduciaire et au
bénéficiaire.

945. Le ministre doit aviser par poste recommandée ou certifiée le fiduciaire et le bénéficiaire de la révocation visée au premier alinéa de l'article 944 qui prend effet à compter du jour fixé par le ministre; ce jour ne doit cependant pas, dans le cas visé au paragraphe a dudit alinéa, être antérieur au jour qui suit les 120 jours y visés.

1975, c. 21, a. 23; 1975, c. 83, a. 84.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);
- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression «60 jours» était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression «90 jours», et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Réalisation présumée en cas
de révocation.

946. Lorsque, conformément aux articles 944 et 945, l'enregistrement d'un régime est révoqué à un moment quelconque, le bénéficiaire est réputé avoir reçu à ce moment de la fiducie régie par le régime un montant égal à la juste valeur marchande des biens de la fiducie et, nonobstant l'article 955, aucun montant n'est admissible en déduction dans le calcul de son revenu à l'égard d'un montant

utilisé pour l'achat d'un logement de propriétaire occupant ou de meubles.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE III

IMPÔT

Non-imposition de la
fiducie pour les activités
relevant du régime.

947. Aucun impôt n'est exigible d'une fiducie en vertu de la présente partie pour une année d'imposition si, durant toute la période de l'année pendant laquelle elle existe, la fiducie est régie par un régime enregistré d'épargne-logement.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Paiement d'un impôt par la
fiducie.

948. Nonobstant l'article 947, une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement doit payer un impôt en vertu de la présente partie sur son revenu imposable pour une année d'imposition:

a) si elle emprunte de l'argent dans l'année ou a emprunté de l'argent qu'elle n'a pas remboursé avant le début de l'année; ou

b) si elle reçoit dans l'année un bien par donation, autre qu'une prime visée à l'article 937, ou a reçu un bien par donation et ne s'est pas départie de ce bien ou d'un bien y substitué avant le début de l'année.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90

jours», et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Paiement d'un impôt par la
fiducie.

949. Lorsque l'article 948 ne s'applique pas, une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement qui exploite une entreprise dans une année d'imposition doit, nonobstant l'article 947, payer un impôt en vertu de la présente partie sur ce qui serait son revenu imposable pour l'année si elle n'avait d'autres revenus ou pertes que ceux provenant de l'exploitation de cette entreprise.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Paiement d'un impôt pour
acquisition de placement
non admissible.

950. Nonobstant l'article 947, une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement qui acquiert un placement non admissible doit payer un impôt en vertu de la présente partie sur ce qui serait son revenu imposable pour l'année si elle n'avait d'autres revenus ou pertes que ceux provenant d'un tel placement ni d'autres gains en capital ou pertes en capital que ceux provenant de l'aliénation d'un tel placement.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Dividendes inclus dans
revenu.

951. Aux fins de l'article 950, le revenu d'une fiducie comprend les dividendes décrits aux articles 501 et 502 et doit se calculer sans tenir compte, en appliquant l'article 231, de l'expression « la moitié » qui s'y trouve.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si

l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE IV

DÉDUCTIONS

Déductibilité de la prime. 952. Un particulier qui est bénéficiaire dans une année d'imposition ou le devient dans les 60 jours qui suivent peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année le montant de la prime qu'il verse à un régime enregistré d'épargne-logement dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent dans la mesure où ce montant n'a pas été déduit pour une année d'imposition antérieure, jusqu'à concurrence du moindre de \$1,000 ou de l'excédent de \$10,000 sur l'ensemble des primes qu'il a versées à l'égard des années antérieures.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Personnes non admises à déduire. 953. Un particulier ne peut déduire aucun montant en vertu de l'article 952 pour une année d'imposition au cours de laquelle:

a) il possède un logement de propriétaire occupant, tel que cette expression serait décrite à l'article 943 si on y enlevait toute référence à la période de 60 jours; ou

b) il est propriétaire, seul ou conjointement avec une autre personne, ou a un intérêt dans une société qui est ainsi propriétaire, d'un immeuble au Canada qui a été utilisé en totalité ou en partie à un moment quelconque de l'année comme lieu d'habitation par un particulier.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Aliénation par la fiducie
d'un placement non
admissible.

954. Les articles 926 et 928 s'appliquent *mutatis mutandis* à la déduction admissible pour un bénéficiaire lorsqu'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement aliène un placement non admissible ou lorsque prend fin un prêt en garantie duquel un bien de la fiducie a été utilisé, comme si une référence à l'article 933 en était une à l'article 957.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);
- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE V

MONTANTS À INCLURE

Inclusion dans le revenu
des sommes reçues d'une
fiducie par un bénéficiaire.

955. Un particulier doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant qu'il reçoit dans l'année d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement sauf dans la mesure où:

- a) il utilise ce montant, dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent, pour acheter son logement de propriétaire occupant, à l'exclusion de celui dont son conjoint est propriétaire immédiatement avant cet achat, ou des meubles prescrits pour son logement de propriétaire occupant ou pour celui de son conjoint; ou
- b) ce montant est réputé avoir été reçu par un bénéficiaire en vertu de l'article 959 et est inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable.

1975, c. 21, a. 23; 1977, c. 26, a. 105.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement du paragraphe a s'applique à l'égard d'une transaction faite après le 12 avril 1977. (1977, c. 26, a. 105).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« il utilise ce montant, dans l'année ou dans les 60 jours qui suivent, pour acheter son logement de propriétaire occupant, ou des meubles prescrits pour son logement de propriétaire occupant ou pour celui de son conjoint; ou ».

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);
- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Aliénation de biens par une fiducie.

956. Lorsque, dans une année d'imposition, une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement aliène un bien pour une contrepartie supérieure à sa juste valeur marchande à ce moment ou acquiert un bien sans aucune contrepartie ou pour une contrepartie inférieure à sa juste valeur marchande à ce moment, le bénéficiaire en vertu de ce régime doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année la différence entre cette juste valeur marchande et cette contrepartie.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Application de a. 933.

957. L'article 933 s'applique *mutatis mutandis* au bénéficiaire en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE VI

PLACEMENTS ADMISSIBLES

Placements admissibles.

958. Les éléments suivants sont seuls admissibles à titre de placements d'un régime enregistré d'épargne-logement:

- a) un placement visé aux paragraphes *a* à *e*, *g* et *h* de l'article 934;
- b) un *mortgage*, une hypothèque, ou un droit y afférent, grevant un bien immeuble au Canada, sauf si le débiteur est le bénéficiaire du régime ou une personne avec laquelle le bénéficiaire a un lien de dépendance; et
- c) tout autre placement prescrit.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Réalisation présumée en cas
de décès.

959. Sous réserve de l'article 960, un bénéficiaire en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement est réputé avoir reçu de la fiducie régie par ce régime, immédiatement avant son décès, un montant égal à la juste valeur marchande à son décès des biens de la fiducie.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Réputé être montant reçu
du régime.

960. Le conjoint d'un bénéficiaire en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement qui, au décès de ce dernier et en raison de ce décès, acquiert le droit de recevoir un paiement unique d'une fiducie régie par ce régime est réputé, aux fins de l'article 955, recevoir ce paiement d'une telle fiducie s'il le reçoit dans les 15 mois du décès; dans ce cas, le bénéficiaire est réputé n'avoir reçu aucun montant à l'égard de ce paiement immédiatement avant son décès.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

Exonération présumée des
sommes reçues.

961. Aux fins des articles 160 et 161, un montant reçu par un contribuable d'un régime enregistré d'épargne-logement ou d'un ré-

gime révoqué conformément aux articles 944 et 945 est réputé être un revenu exonéré.

1975, c. 21, a. 23.

Cet article, inséré en 1975, s'applique:

- à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 21, a. 28);

- dans son application à l'année d'imposition 1974, cet article doit se lire comme si l'expression « 60 jours » était remplacée, partout où elle s'y trouve, par l'expression « 90 jours », et si une prime est versée à un régime enregistré d'épargne-logement avant le 1^{er} avril 1975, ce régime est alors réputé avoir été enregistré et la prime versée le 1^{er} janvier 1975. (1975, c. 21, a. 28).

TITRE VI

RÉGIMES ENREGISTRÉS DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE CHÔMAGE

Régime de prestations
supplémentaires de
chômage.

962. 1. Aux fins de la présente partie, un régime de prestations supplémentaires de chômage est un arrangement en vertu duquel un employeur verse à une fiducie des sommes d'argent devant servir exclusivement à payer un montant périodique à un employé ou à un ex-employé de l'employeur qui est licencié pour une période temporaire ou indéterminée.

Restriction.

2. Le régime visé au paragraphe 1 n'inclut cependant pas un arrangement visant à constituer un régime de retraite ou un régime d'intéressement.

Enregistrement du régime.

3. Un régime de prestations supplémentaires de chômage est enregistré lorsqu'il est approuvé par le ministre pour enregistrement aux fins de la présente partie et des règlements en ce qui concerne sa constitution et ses opérations pour l'année d'imposition en cause.

1972, c. 23, a. 694.

Exonération d'impôt.

963. Aucun impôt n'est exigible d'une fiducie en vertu de la présente partie pour la période pendant laquelle elle est régie par un régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage.

1972, c. 23, a. 695.

Contributions patronales
déductibles.

964. Un employeur peut déduire de son revenu pour une année d'imposition tout montant qu'il verse dans cette année ou dans les 30 jours qui suivent à une fiducie régie par un régime visé à l'article 962, dans la mesure où ce montant n'était pas admissible dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure.

L'employeur doit inclure tout montant qu'il reçoit par suite d'un

amendement ou d'une modification au régime, ou par suite de la liquidation du régime.

1972, c. 23, a. 696.

Montants à inclure dans le calcul du revenu d'un bénéficiaire.

965. Un bénéficiaire d'un régime visé à l'article 962, doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition tout montant qu'il reçoit de la fiducie en vertu de ce régime dans cette année.

1972, c. 23, a. 697.

TITRE VII

POLICES D'ASSURANCE SUR LA VIE

CHAPITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Définitions:
« aliénation »;

966. Dans le présent titre:

a) « aliénation » d'une police d'assurance sur la vie ou d'un intérêt dans celle-ci comprend le rachat, l'expiration, l'aliénation par le seul effet de la loi ou l'échéance de la police, mais ne comprend pas:

i. l'expiration d'une police par suite du décès ou de l'incapacité totale permanente d'une personne dont la vie était assurée aux termes de cette police,

ii. la cession totale ou partielle d'un intérêt dans la police à la seule fin de garantir une dette ou un prêt, ou

iii. la déchéance de la police par suite du non-paiement des primes, si la police a été remise en vigueur dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année civile au cours de laquelle la déchéance s'est produite;

« surintendant des assurances »;

b) « surintendant des assurances », « police d'assurance sur la vie » et « fonds réservé » ont le sens que leur donne l'article 835;

« valeur »;

c) « valeur », à un moment donné, d'un intérêt dans une police d'assurance sur la vie signifie, lorsque l'intérêt comprend un intérêt dans la valeur de rachat de la police, le montant auquel le détenteur de l'intérêt aurait droit si la police était rachetée à ce moment; cette valeur est nulle dans les autres cas; et

« valeur de rachat ».

d) « valeur de rachat » d'une police d'assurance sur la vie, à un moment donné, signifie sa valeur de rachat à ce moment, calculée sans tenir compte des dividendes payables sur la police aux termes de celle-ci, ni des intérêts payables sur ces dividendes.

1972, c. 23, a. 698; 1973, c. 18, a. 26.

Cet article, modifié en 1973, par l'insertion dans le sous-paragraphe i du paragraphe a, après le mot « décès » des mots « ou de l'incapacité totale permanente », s'applique

à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 18, a. 50).

Dividendes d'une police réputés être le produit de l'aliénation d'un intérêt.

967. Aux fins des articles 968, 969 et 976, lorsqu'à un moment donné un détenteur de police acquiert le droit de recevoir, aux termes d'une police d'assurance sur la vie, un montant à titre ou en paiement intégral ou partiel d'un dividende sur une police, ce détenteur est réputé aliéner à ce moment un intérêt dans la police et ce montant est réputé être le produit qu'il a droit de recevoir de l'aliénation de cet intérêt.

1972, c. 23, a. 699.

CHAPITRE II

CALCUL DU REVENU DU DÉTENTEUR ET DÉGRÈVEMENT

Partie du produit de l'aliénation d'un intérêt dans une police à inclure dans le calcul du revenu.

968. Le détenteur d'une police d'assurance doit inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à l'égard de toute police d'assurance sur la vie autre qu'un contrat de rentes, l'excédent du produit de l'aliénation de l'intérêt dans cette police qu'il acquiert le droit de recevoir dans l'année à la suite de l'aliénation d'un intérêt dans cette police sur le prix de base rajusté de cette police au moment de l'aliénation.

1972, c. 23, a. 700.

Autres montants à inclure.

969. 1. Le détenteur visé à l'article 968 doit également inclure, dans le cas d'une police d'assurance sur la vie à l'égard de laquelle la totalité ou une partie des réserves de l'assureur fluctue avec la juste valeur marchande des biens d'un fonds réservé, la partie de tout montant qui lui est attribué dans l'année en vertu de la police à même le revenu brut de l'assureur provenant du fonds réservé, à l'exclusion du revenu brut qui est un dividende autre qu'un dividende imposable reçu par l'assureur sur une action du capital-actions d'une corporation; il doit aussi inclure, relativement à une telle police à l'égard d'un gain en capital imposable pour une année d'imposition de l'assureur, la partie de ce gain qui est réputée être un tel gain imposable pour le détenteur en vertu de l'article 829.

Application.

2. La règle prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas d'une police émise ou souscrite à titre de régime enregistré d'épargne-retraite.

1972, c. 23, a. 701; 1973, c. 17, a. 110.

Produit d'une police versé
à titre de rente.

970. Lorsque, en vertu des conditions d'une police d'assurance sur la vie autre qu'un contrat de rentes, un détenteur de police acquiert le droit de recevoir de l'assureur, à un moment donné avant le décès de la personne dont la vie était assurée en vertu de cette police, la totalité du produit payable à ce moment, sans tenir compte des dividendes, en vertu de la police sous forme de contrat de rentes ou de versements de rentes, les règles suivantes s'appliquent:

a) les versements doivent être considérés comme des rentes payées en vertu d'un contrat de rentes;

b) le prix d'achat du contrat de rentes est réputé être le prix de base rajusté de la police immédiatement avant que le premier versement en vertu de ce contrat ne soit devenu exigible; et

c) le contrat de rentes ou les versements de rentes sont réputés ne pas être le produit de l'aliénation d'un intérêt dans la police.

1972, c. 23, a. 702.

Aliénation par donation ou
par distribution.

971. Un détenteur d'une police d'assurance sur la vie autre qu'un contrat de rentes qui aliène, par donation entre vifs ou testamentaire, par une distribution effectuée par une corporation ou par le seul effet de la loi, son intérêt dans cette police en faveur d'une personne est réputé acquérir de ce fait le droit de recevoir un produit de l'aliénation égal à la valeur de l'intérêt au moment de cette aliénation, valeur qui est réputée être le coût d'acquisition de cet intérêt pour la personne qui le reçoit.

Aliénation par donation ou
par distribution.

Il en est de même à l'égard de toute aliénation d'un tel intérêt en faveur d'une personne avec laquelle le détenteur de la police a un lien de dépendance.

1972, c. 23, a. 703.

Polices à propos desquelles
il existe des réserves
fluctuantes.

972. Aux fins du présent titre, lorsque la totalité ou une partie des réserves d'un assureur à l'égard d'une police d'assurance sur la vie fluctue avec la juste valeur marchande des biens d'un fonds réservé:

a) le produit de l'aliénation d'un intérêt dans la police est réputé ne pas comprendre la partie de ce produit payable à même le fonds réservé; et

b) tout transfert, par l'assureur, de biens au fonds réservé qui entraîne à la fois une augmentation de la partie de ses réserves à l'égard de cette police qui fluctuent avec la juste valeur marchande des biens du fonds réservé et une diminution de l'autre partie de ses réserves à l'égard de cette police est réputé constituer une aliénation d'un intérêt dans cette police à l'égard duquel le détenteur acquiert le droit de recevoir un produit de l'aliénation égal au montant de l'augmentation.

1972, c. 23, a. 704.

Attribution d'un montant
provenant d'un fonds
réservé.

973. Un détenteur de police à qui un assureur attribue dans son année d'imposition un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du détenteur en vertu de l'article 969 comme provenant d'un fonds réservé est réputé recevoir un dividende imposable sur des actions du capital-actions d'une corporation canadienne imposable égal à la partie de ce montant représentée par la proportion de tels dividendes reçus par l'assureur dans l'année sur le revenu brut de l'assureur provenant de ce fonds pour l'année.

1972, c. 23, a. 705.

Intérêt déduit de l'impôt.

974. Un détenteur de police visé à l'article 973 est réputé, aux fins des articles 702 à 706, recevoir un intérêt égal à la partie du montant visé à l'article 973 qui lui est attribué représentée par la proportion du revenu brut de l'assureur pour l'année provenant du fonds réservé qui serait, aux fins des articles 702 à 706, des intérêts reçus par ce dernier dans l'année s'il était un particulier visé à l'article 702, sur le revenu brut de l'assureur provenant de ce fonds pour l'année.

1975, c. 21, a. 24; 1975, c. 22, a. 228; 1976, c. 18, a. 16.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement, partout où il se trouve, du chiffre «531f» par le chiffre «(706)», s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes. (1976, c. 18, a. 29).

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement, partout où il se trouve, du chiffre «531c» par le chiffre «531f», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Revenus et impôts
étrangers.

975. Aux fins de l'article 772, un détenteur de police à qui un assureur attribue dans son année d'imposition un montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu du détenteur en vertu de l'article 969 comme provenant d'un fonds réservé:

a) est réputé recevoir à titre de revenu provenant de sources situées dans un pays étranger ou une subdivision politique d'un tel pays la partie de ce montant représentée par la proportion des dividendes et des intérêts reçus par l'assureur dans l'année d'une personne ne résidant pas au Canada sur le revenu brut de l'assureur provenant de ce fonds pour l'année; et

b) est réputé payer au gouvernement de cet autre pays ou subdivision politique un impôt sur le revenu sur le montant qu'il est présumé recevoir en vertu du paragraphe *a*, égal à la partie de ce montant qui lui a été ainsi attribué représentée par la proportion des impôts que l'assureur a payés pour l'année au gouvernement de cet autre pays ou subdivision politique à l'égard des dividendes et des intérêts qu'il a ainsi reçus sur le revenu brut de l'assureur provenant de ce fonds pour l'année, mais seulement dans la mesure où ces impôts sont

déduits lors du calcul du montant du fonds à la fin de l'année pour les besoins du surintendant des assurances.

1972, c. 23, a. 706.

CHAPITRE III

CALCUL DU PRIX DE BASE RAJUSTÉ

Prix de base rajusté de l'intérêt.

976. Dans le présent titre, le prix de base rajusté de l'intérêt que possède un détenteur dans une police d'assurance sur la vie, à un moment donné, désigne l'excédent de l'ensemble du coût pour lui des intérêts acquis par lui dans la police et des primes payées par lui ou pour son compte à l'égard de cette police avant ce moment sur le produit global de l'aliénation de ses intérêts dans la police qu'il acquiert le droit de recevoir avant ce moment, sauf dans la mesure où il doit, en vertu de l'article 968, inclure ce produit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition.

1972, c. 23, a. 707.

Polices à propos desquelles il existe des réserves fluctuantes.

977. Dans le calcul du prix de base rajusté d'une police d'un détenteur, lorsque la totalité ou une partie des réserves d'un assureur à l'égard de la police d'assurance sur la vie fluctue avec la juste valeur marchande des biens d'un fonds réservé, les règles suivantes s'appliquent:

a) un montant versé par le détenteur ou pour son compte à titre de primes à l'égard de cette police ou pour en acquérir un intérêt est réputé ne pas être ainsi payé dans la mesure où l'assureur utilise ce montant pour acquérir des biens aux fins du fonds réservé; et

b) tout transfert par l'assureur de biens provenant du fonds réservé qui entraîne une augmentation de la partie de ses réserves à l'égard de cette police qui ne fluctuent pas avec la juste valeur marchande des biens du fonds est réputé constituer une prime payée par le détenteur en vertu de la police.

1972, c. 23, a. 708.

Règles applicables dans le cas d'une police détenue le 22 octobre 1968.

978. Aux fins de l'article 976, lorsqu'un détenteur de police possédait un intérêt dans une police d'assurance sur la vie le 22 octobre 1968 et ne l'avait pas encore aliéné au moment du second anniversaire de la police après cette date, et que la valeur de cet intérêt à cet anniversaire excédait le prix de base rajusté de la police à la même date, le détenteur est réputé:

a) avoir acquis son intérêt dans la police à ce moment à un prix égal à sa valeur à cette date;

b) ne pas avoir acquis, à ce moment ou avant cette date, le droit

de recevoir un produit de l'aliénation de son intérêt dans la police;
et

c) ne pas avoir payé ou fait payer pour son compte, avant cette date, un montant à titre de primes sur la police.

1972, c. 23, a. 709.

Calcul de la valeur de
l'intérêt visée à l'article
978.

979. Aux fins de l'article 978, la valeur de l'intérêt se calcule sans tenir compte des primes qui sont devenues exigibles à la date qui y est visée tandis que le prix de base rajusté de la police se calcule sans tenir compte dudit article ni des primes qui sont devenues exigibles à la date visée, mais après avoir déduit les dividendes sur la police qui sont devenus payables à cette date.

1972, c. 23, a. 710.

LIVRE VIII

EXEMPTIONS

TITRE I

EXONÉRATION D'IMPÔT

CHAPITRE I

RÈGLES D'APPLICATION

Personnes exonérées
d'impôt.

980. Aucun impôt n'est exigible en vertu de la présente partie sur le revenu imposable d'une personne pour toute période au cours de laquelle elle remplit les conditions requises par le présent titre pour être exonérée d'impôt.

1972, c. 23, a. 712.

Exonération d'impôt pour
une partie de l'année.

981. Si la période visée à l'article 980 ne constitue qu'une partie de l'année d'imposition, le présent titre ne s'applique qu'à cette partie du revenu imposable de l'année représentée par la proportion du nombre de jours compris dans cette période sur le nombre total de jours compris dans cette année.

1972, c. 23, a. 713.

CHAPITRE II

FONCTIONNAIRES ÉTRANGERS

Fonctionnaires étrangers
exonérés d'impôt.

982. Un fonctionnaire ou un préposé du gouvernement d'un pays autre que le Canada est exonéré d'impôt si ses fonctions l'obligent à résider au Canada, s'il demeurerait en dehors du Canada immédiatement avant d'assumer ses fonctions et si le pays étranger accorde un privilège semblable à une même catégorie de fonctionnaires ou de préposés du Canada ou du Québec.

Restrictions.

Toutefois, cette exemption ne s'applique pas si ce particulier est un citoyen canadien ou s'il exploite une entreprise au Canada ou y remplit une charge ou occupe un emploi autre que sa fonction auprès de ce gouvernement étranger.

1972, c. 23, a. 714.

Membres de la famille d'un
fonctionnaire étranger.

983. L'exemption prévue à l'article 982 s'applique aussi à un membre de la famille du particulier visé audit article qui réside avec le particulier ainsi qu'à son employé,

a) si le pays étranger accorde un privilège semblable aux membres de la famille et aux employés d'une même catégorie de fonctionnaires ou de préposés du Canada ou du Québec;

b) si le membre de cette famille n'a pas, à un moment donné, été légalement admis au Canada pour y résider en permanence ou n'y exploite pas d'entreprise, n'y remplit aucune charge et n'y occupe aucun emploi;

c) si cet employé résidait hors du Canada avant d'assumer ses fonctions comme employé de ce particulier et depuis n'a à aucun moment exploité une entreprise ou occupé un emploi au Canada autrement que pour un particulier visé à l'article 982; et

d) si le membre de la famille ou l'employé n'est pas un citoyen canadien.

1972, c. 23, a. 715.

CHAPITRE III

CORPS PUBLICS

Municipalités et organismes
publics.

984. Une municipalité ou un organisme public canadien exerçant des fonctions gouvernementales est exonéré d'impôt.

1972, c. 23, a. 716.

Corporations, commissions
ou associations possédées à
90% par Sa Majesté.

985. Est exonérée d'impôt une corporation, commission ou association dont les actions, le capital ou les biens sont possédés dans une proportion d'au moins 90 pour cent par Sa Majesté aux droits du Canada ou d'une province ou par une municipalité canadienne.

Filiale entièrement
contrôlée.

Il en est de même d'une filiale entièrement contrôlée par une telle corporation, commission ou association.

Restriction.

Cette exonération ne s'applique pas toutefois si une autre personne a un droit quelconque aux actions, au capital ou aux biens de cette corporation, commission, association ou filiale ou un droit de les acquérir.

1972, c. 23, a. 717.

CHAPITRE IV

OEUVRES DE CHARITÉ ET AUTRES ORGANISATIONS

Exception à l'exonération
d'impôt.

986. 1. Nul organisme ou personne visé au présent chapitre ne peut réclamer l'exonération d'impôt qui y est prévue si une partie de son revenu est payable à un propriétaire ou à l'un de ses membres

	ou actionnaires, ou est autrement mise à la disposition personnelle d'un propriétaire, membre ou actionnaire.
Revenu d'un organisme.	2. Aux fins du paragraphe 1, le revenu d'un organisme est réputé être le montant autrement déterminé moins le montant de tout gain en capital imposable qui y est inclus.
Restriction.	3. Le paragraphe 1 ne s'applique pas à un club, une société ou une association visé à l'article 996 si le propriétaire, le membre ou l'actionnaire visé audit paragraphe est un club, une société ou une association visé audit article dont les fonctions et le but premier sont de promouvoir au Canada l'athlétisme amateur. 1972, c. 23, a. 718; 1975, c. 22, a. 230.
Oeuvres de charité exonérées d'impôt.	987. Une oeuvre de charité constituée ou non en corporation est exonérée d'impôt si toutes ses ressources sont consacrées à des activités de charité qu'elle exerce elle-même. 1972, c. 23, a. 719.
Corporations constituées à des fins charitables.	988. Une corporation constituée exclusivement à des fins charitables est exonérée d'impôt si elle n'a pas, depuis le 1 ^{er} juin 1950, acquis le contrôle d'une autre corporation, si elle n'exploite pas d'entreprise, si elle n'a pas encouru, depuis le 1 ^{er} juin 1950, d'autres dettes que des obligations contractées au titre de salaires, de loyers et d'autres dépenses d'opération courante et, sauf dans le cas d'une corporation qui a été constituée exclusivement pour des fins charitables avant 1940, si elle dépense au moins 90 pour cent de son revenu autrement déterminé, moins tout gain en capital imposable qui y est inclus, exclusivement pour: a) des activités charitables qu'elle exerce elle-même; ou b) un don à un donataire mentionné aux paragraphes a et c à i de l'article 710. 1972, c. 23, a. 720; 1973, c. 17, a. 112; 1975, c. 22, a. 231. <i>Cet article, modifié en 1975, par:</i> - l'insertion à la fin du paragraphe a, après le point-virgule, du mot «ou»; - le remplacement de ce qui suit: b) «des dons à une organisation du Canada dont le revenu est exonéré d'impôt en vertu de l'article 719; c) des dons à une corporation résidant au Canada dont le revenu est exonéré d'impôt en vertu du présent article, ou d) des dons à Sa Majesté aux droits d'une province ou du Canada ou une municipalité canadienne.», par le paragraphe (b); s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Fiducies détenant des biens
à des fins de charité.

989. Une fiducie qui n'a d'autres biens que des biens qu'elle détient en fiducie à des fins exclusivement de charité est exonérée d'impôt si elle remplit les conditions prévues à l'article 988 *mutatis mutandis*.

Toutefois, l'article 657 ne s'applique pas pour déterminer le revenu d'une telle fiducie.

1972, c. 23, a. 721.

Dons à inclure dans le
calcul du revenu.

990. La corporation ou la fiducie visée aux articles 988 et 989 doit, aux fins de l'application desdits articles, inclure dans le calcul de son revenu tous les dons reçus autres que

a) un don reçu sous réserve d'une fiducie ou d'une stipulation à l'effet que le bien donné, ou un bien qui lui est substitué, doit être détenu en permanence par le donataire aux fins d'en tirer un revenu; ou

b) un don ou une partie d'un don à l'égard duquel il est établi que le donateur, sauf s'il s'agit d'une personne décrite auxdits articles, n'a pas eu droit à une déduction en vertu des paragraphes c à i de l'article 710, ou un don fait par une personne, sauf une personne décrite auxdits articles 988 et 989, qui n'était pas sujette à imposition en vertu des articles 22 à 27 pour l'année d'imposition dans laquelle le don a été fait.

1972, c. 23, a. 722; 1973, c. 17, a. 113; 1974, c. 18, a. 31; 1975, c. 22, a. 232.

Cet article, modifié en 1975, par:

- l'insertion dans le paragraphe b, après le mot «donateur» des mots «,sauf s'il s'agit d'une personne décrite auxdits articles»;

- l'insertion dans le paragraphe b avant le mot «qui» des mots «, sauf une personne décrite auxdits articles (988) et (989)»;

s'applique après le 18 novembre 1974. (1975, c. 22, a. 330).

Corporations de recherche
scientifique.

991. 1. Une corporation constituée exclusivement pour la poursuite ou la promotion de la recherche scientifique est exonérée d'impôt si elle n'a acquis le contrôle d'aucune autre corporation, si elle n'exploite aucune entreprise et si au moins 90 pour cent de son revenu est dépensé au Canada:

a) pour la recherche scientifique directement entreprise par la corporation ou pour son compte, ou

b) en faveur d'une association, université, collège ou institut de recherches visés au paragraphe 1 de l'article 222, pour être utilisé à la recherche scientifique.

Contributions à inclure
dans le calcul du revenu.

2. Une telle corporation doit, aux fins de l'application du présent article, inclure dans le calcul de son revenu les contributions qu'elle a reçues aux fins de la recherche scientifique ainsi que tous les dons qui lui ont été faits.

1972, c. 23, a. 723.

Déductions permises.

992. Une corporation ou une fiducie peut, aux fins de se conformer aux articles 988, 989 ou 991 pour une année d'imposition, déduire dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition un montant n'excédant pas son revenu pour l'année d'imposition précédente avant l'application du présent article; elle doit inclure tout montant déduit dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente en vertu du présent article.

1972, c. 23, a. 724.

Choix relatif aux dépenses. **993.** Aux fins de déterminer si elle s'est conformée aux conditions prévues aux articles 988, 989 ou 991 en ce qui concerne les dépenses d'une année d'imposition, une corporation ou une fiducie est réputée, si elle en fait le choix, avoir dépensé dans sa première année d'imposition, et non l'année suivante, les montants qu'elle dépense au cours de son année d'imposition subséquente.

1972, c. 23, a. 725.

Corporation contrôlée. **994.** Aux fins des articles 988, 989 et 991, une corporation est réputée être contrôlée par une autre corporation ou, suivant le cas, par une fiducie si plus de 50 pour cent de son capital-actions émis donnant plein droit de vote appartient à cette autre corporation ou à cette fiducie ou à la fois à l'une d'elles et à des personnes avec lesquelles cette autre corporation ou cette fiducie a un lien de dépendance; toutefois, la corporation ou la fiducie n'est pas réputée avoir acquis le contrôle d'une corporation si elle n'a acheté ou autrement acquis à titre onéreux aucune des actions du capital-actions de cette corporation.

1972, c. 23, a. 726.

Exonérations:
organisations agricoles;
chambres de commerce;
certaines corporations
d'habitation.

995. Sont exonérées d'impôt:
a) une organisation agricole ou une chambre de commerce;
b) une corporation constituée exclusivement dans le but de fournir à des personnes âgées des logements à loyer modique.

1972, c. 23, a. 727.

Clubs, sociétés, associations
sans but lucratif.

996. Un club, une société ou une association formés et opérés exclusivement dans un but non-lucratif sont exonérés d'impôt.

1972, c. 23, a. 728.

Règles applicables dans le
cas de certains clubs,
sociétés ou associations.

997. Lorsqu'un club, société ou une association visé à l'article 996 a pour objet principal de fournir à ses membres l'occasion de se restaurer ou de se livrer à des activités récréatives ou sportives, une fiducie non testamentaire est réputée, après 1971, avoir été créée et les règles suivantes s'appliquent:

- a) ses biens sont réputés être les biens de la fiducie;
- b) s'il s'agit d'une corporation, elle est réputée être le fiduciaire qui contrôle les biens de la fiducie;
- c) s'il ne s'agit pas d'une corporation, ses dirigeants sont réputés être les fiduciaires exerçant le contrôle des biens de la fiducie;
- d) la fiducie doit payer l'impôt en vertu de la présente partie sur son revenu imposable pour chaque année d'imposition;

e) le revenu ainsi que le revenu imposable de la fiducie doivent être calculés, pour chaque année d'imposition, comme si elle n'avait pas de revenu ou perte autre que des revenus et pertes provenant de biens et des gains en capital imposables ainsi que des pertes en capital admissibles provenant de l'aliénation de biens autres que des biens utilisés exclusivement et directement à l'objet principal du club, de la société ou de l'association;

f) une somme additionnelle de \$2,000 peut être déduite dans le calcul de son revenu imposable pour chaque année d'imposition mais aucune déduction n'est permise en vertu des articles 695 à 701, 722 et 738 à 749;

g) les dispositions du titre XII du livre III, sauf les articles 646 et 647 ne s'appliquent pas à cette fiducie.

1972, c. 23, a. 729; 1977, c. 26, a. 106.

CHAPITRE V

CAS DIVERS

Exonérations:
associations de salariés,
sociétés de bienfaisance;

corporation d'assurance
mutuelle;

certaines corporations de
logement;

certaines fiducies;

certaines fiducies;

certaines fiducies;

certaines fiducies;

certaines fiducies;

certaines fiducies;

certaines fiducies;

certaines assureurs.

998. Sont exonérés d'impôt:

a) une association de salariés au sens du Code du travail (chapitre C-27) ou une société ou une association de bienfaisance ou de secours mutuels;

b) une corporation d'assurance mutuelle dont les primes proviennent exclusivement de l'assurance d'églises, d'écoles ou d'oeuvres de charité;

c) une compagnie de logements à dividendes limités au sens de la Loi nationale sur l'habitation (Statuts du Canada);

d) une fiducie ou corporation établie ou constituée uniquement pour la gestion d'un régime enregistré de retraite ou en rapport avec ce régime;

e) une fiducie instituée en vertu d'un régime d'intéressement, dans la mesure prévue aux articles 852 à 865;

f) une fiducie instituée en vertu d'un régime d'intéressement différé dans la mesure prévue par les articles 870 à 890;

g) une fiducie instituée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-études, dans la mesure prévue par les articles 891 à 905;

h) une fiducie instituée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans la mesure prévue par les articles 906 à 935;

i) une fiducie instituée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement, dans la mesure prévue par les articles 936 à 961;

j) une fiducie instituée en vertu d'un régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage, dans la mesure prévue par les articles 962 à 965;

k) un assureur qui n'exploite aucune autre entreprise qu'une

entreprise d'assurance si le ministre, sur l'avis du surintendant des assurances, estime qu'au moins 50 pour cent du revenu brut provenant des primes perçues par l'entreprise pour une année d'imposition se rapporte à des contrats d'assurance portant sur des biens agricoles ou des biens servant à la pêche, ou sur des résidences d'agriculteurs ou de pêcheurs;

Fiducie créée à des fins
d'indemnisation.

l) une fiducie créée conformément à une loi d'une province ou du Canada aux fins de constituer un fonds pour indemniser les personnes qui déposent une réclamation contre le propriétaire d'une entreprise visée par la loi concernée, lorsque celui-ci est incapable ou refuse d'indemniser ses clients, si la totalité des biens de la fiducie, après paiement de ses propres dépenses, n'est disponible qu'aux clients d'une telle entreprise et à ce titre.

1972, c. 23, a. 730; 1974, c. 18, a. 32; 1975, c. 21, a. 25; 1977, c. 26, a. 107.

Cet article, modifié en 1977, par:

- le remplacement du paragraphe c, qui auparavant se lisait ainsi:

« une corporation de logements à dividende limité au sens de la Loi nationale sur l'habitation (Statuts du Canada); », s'applique à l'année d'imposition 1976 et aux années d'imposition subséquentes; (1977, c. 26, a. 107);

- le remplacement du point par un point virgule à la fin du paragraphe (k), s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes; (1977, c. 26, a. 107);

- l'addition du paragraphe (l), s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 107).

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion du paragraphe (i) s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 28).

Exception quant à certains
revenus d'une société de
bienfaisance.

999. N'est pas exonéré d'impôt le revenu provenant d'une entreprise d'assurance sur la vie exploitée par une société ou une association de bienfaisance ou de secours mutuels; ce revenu doit cependant être calculé comme si cette société ou association n'avait pas d'autres revenus ou pertes que ceux ou celles qui proviennent de cette source.

1972, c. 23, a. 731.

LIVRE IX

DÉCLARATIONS, COTISATIONS, PAIEMENTS ET OPPOSITIONS

TITRE I

DÉCLARATIONS

Déclarations fiscales à
produire.

1000. 1. Une déclaration fiscale contenant les renseignements prescrits doit être transmise au ministre dans la forme prescrite, sans avis ou mise en demeure, pour chaque année d'imposition dans le cas d'une corporation, et pour chaque année d'imposition pour laquelle un impôt visé par la présente partie est payable dans le cas d'un particulier.

Personnes devant produire
la déclaration et délais à
respecter.

2. Cette déclaration est transmise par les personnes suivantes et dans les délais suivants:

a) dans le cas d'une corporation, par la corporation elle-même ou en son nom dans les six mois qui suivent la fin de son année d'imposition;

b) dans le cas d'un contribuable visé à la partie VII, par le contribuable lui-même ou en son nom dans les six mois qui suivent la fin de son exercice financier, à l'égard du revenu qu'il tire d'opérations forestières;

c) dans le cas d'une personne qui décède sans avoir produit la déclaration, par ses représentants légaux dans les six mois qui suivent le décès;

d) dans le cas d'une succession ou d'une fiducie, par l'exécuteur testamentaire ou le fiduciaire, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la fin de son année d'imposition;

e) dans le cas de toute autre personne, au plus tard le 30 avril de l'année suivante, par cette personne ou, si elle est incapable de produire la déclaration pour une raison quelconque, par son conseil judiciaire, curateur, tuteur ou autre représentant légal, y compris le curateur public; et,

f) dans le cas où une déclaration n'a pas été transmise, aux termes des sous-paragraphe a à e, par la personne qui est tenue par avis écrit du ministre de produire la déclaration, dans le délai raisonnable que précise l'avis.

1972, c. 23, a. 732; 1972, c. 26, a. 68; 1975, c. 22, a. 233.

Déclaration à produire sur
mise en demeure.

1001. Toute personne assujettie ou non au paiement de l'impôt, qu'une déclaration ait déjà été produite ou non, doit, sur mise en demeure du ministre transmise sous pli recommandé ou certifié, ou signifiée à personne, transmettre au ministre une déclaration en la forme prescrite et contenant les renseignements prescrits, pour

l'année d'imposition et dans le délai qui sont mentionnés dans cette mise en demeure.

1972, c. 23, a. 733; 1973, c. 17, a. 114; 1973, c. 18, a. 27; 1975, c. 83, a. 84.

Cet article, inséré en 1973, s'applique depuis le 22 décembre 1973. (1973, c. 18, a. 57).

Personnes qui administrent
les biens d'autres
personnes.

1002. Tout syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre, agent ou autre personne, y compris le curateur public, qui administre, liquide ou contrôle de quelque manière que ce soit les biens, les affaires, la succession ou le revenu d'une personne qui n'a pas produit de déclaration pour une année d'imposition conformément au présent titre doit produire cette déclaration pour cette année.

1972, c. 23, a. 734; 1975, c. 22, a. 234.

Décès d'un propriétaire ou
d'un associé.

1003. Lorsque le propriétaire d'une entreprise ou un associé décède après la fin d'un exercice financier de l'entreprise ou de la société mais avant la fin de l'année civile au cours de laquelle cet exercice financier s'est terminé, une déclaration distincte peut être produite au nom du contribuable relativement à son revenu comme propriétaire de l'entreprise ou comme associé après la fin de l'exercice financier jusqu'à la date du décès; dans ce cas, l'impôt prévu doit être calculé et payé sur ce revenu comme s'il s'agissait du revenu d'une autre personne ayant droit aux mêmes déductions que le contribuable aux termes des articles 693 à 701.

1972, c. 23, a. 735.

Estimation de l'impôt
payable.

1004. Toute personne tenue de produire une déclaration aux termes du présent titre doit, dans cette déclaration, estimer le montant de l'impôt payable.

1972, c. 23, a. 736.

TITRE II

COTISATION

Examen et cotisation par le
ministre.

1005. Le ministre doit examiner avec diligence chaque déclaration fiscale qui lui est transmise et déterminer l'impôt payable ainsi que l'intérêt et les pénalités exigibles, le cas échéant.

1972, c. 23, a. 737.

Détermination de la perte
par le ministre.

1006. Lorsque, de l'avis du ministre, le montant d'une perte autre qu'une perte en capital, d'une perte nette en capital ou d'une perte agricole restreinte d'un contribuable pour une année d'imposition est différent de celui indiqué dans sa déclaration fiscale pour l'année, le ministre peut déterminer le montant d'une telle perte.

1977, c. 26, a. 109.

Détermination de la perte
par le ministre.

1007. Le paragraphe *f* de l'article 312, le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 336 et les articles 1000 à 1079, dans la mesure où ils visent une cotisation ou une nouvelle cotisation et une détermination d'impôt ou une nouvelle détermination d'impôt, s'appliquent *mutatis mutandis* à une détermination ou à une nouvelle détermination d'un montant en vertu des articles 1000 à 1065.

1977, c. 26, a. 109.

Avis de cotisation.

1008. Après examen d'une déclaration, le ministre transmet un avis de cotisation à la personne qui a produit cette déclaration.

1972, c. 23, a. 738.

Cotisations inexactes,
incomplètes.

1009. Le fait qu'une cotisation est inexacte ou incomplète ou qu'aucune cotisation n'a été faite n'a aucun effet sur la responsabilité du contribuable à l'égard de l'impôt prévu par la présente loi.

1972, c. 23, a. 739.

Pouvoirs du ministre quant
à la détermination de
l'impôt, des pénalités, des
intérêts.

1010. 1. Le ministre peut, en tout temps, déterminer l'impôt, les intérêts et les pénalités en vertu de la présente partie, ou donner avis par écrit à tout contribuable qui a produit une déclaration fiscale pour une année d'imposition à l'effet qu'aucun impôt n'est payable pour cette année d'imposition.

Pouvoirs du ministre.

2. Le ministre peut aussi déterminer de nouveau l'impôt, les intérêts et les pénalités en vertu de la présente partie et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire, selon le cas,

a) dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun impôt n'est payable pour une année d'imposition;

b) en tout temps, si le contribuable ou la personne qui a produit la déclaration

i. a fait une fausse représentation des faits par incurie ou par omission volontaire ou a commis une fraude en produisant la déclaration ou en fournissant un renseignement prévu en vertu de la présente partie; ou

ii. a adressé au ministre une renonciation, dans la forme prescrite,

dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun impôt n'est payable.

1972, c. 23, a. 740.

Restrictions. 1011. Nonobstant l'article 1010, le ministre ne doit pas inclure dans le calcul du revenu d'un contribuable, lors d'une nouvelle cotisation, d'une cotisation supplémentaire ou d'une cotisation faite après l'expiration d'un délai de quatre ans à compter du jour mentionné au sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, un montant

a) qui ne peut raisonnablement être considéré, selon la preuve qu'a apportée le contribuable, comme ayant été l'objet d'une renonciation visée au sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, relativement à une année d'imposition sur laquelle porte la cotisation, et

b) dont l'omission, dans le calcul du revenu, ne résulte pas, selon la preuve apportée par le contribuable, d'une fausse représentation des faits par incurie, par omission volontaire, ou d'une fraude commise en produisant sa déclaration ou en fournissant un renseignement prévu en vertu de la présente partie.

1972, c. 23, a. 741.

Déclarations modifiées. 1012. Lorsqu'un contribuable a produit la déclaration fiscale requise par l'article 1000 pour une année d'imposition et que, dans un délai d'un an à compter du jour auquel ou avant lequel il était tenu de produire cette déclaration, il produit une déclaration modifiée pour l'année, réclamant une déduction dans le calcul de son revenu imposable en vertu des articles 727 à 737 relativement à une perte subie pour l'année d'imposition suivante, le ministre doit déterminer de nouveau l'impôt du contribuable pour l'année.

1972, c. 23, a. 742.

Le ministre n'est pas lié par une déclaration. 1013. Le ministre n'est pas lié par une déclaration fiscale produite ou par les renseignements fournis par un contribuable ou en son nom, et il peut, nonobstant la déclaration ou les renseignements ou en l'absence d'une déclaration, déterminer l'impôt payable.

1972, c. 23, a. 743.

Une cotisation est réputée valide. 1014. Sous réserve des modifications ou de l'annulation résultant d'une opposition ou d'un appel et sous réserve d'une nouvelle cotisation, une cotisation est réputée valide et tenante nonobstant toute

erreur, vice de forme ou omission qui s'y trouve ou qui se trouve dans toute procédure s'y rattachant.

1972, c. 23, a. 744.

TITRE III

PAIEMENT DE L'IMPÔT

CHAPITRE I

DÉDUCTIONS OU RETENUES

- Retenue d'impôt. **1015.** Toute personne qui verse à une époque quelconque au cours d'une année d'imposition,
- a) un traitement, un salaire ou autre rémunération à un fonctionnaire ou à un employé,
 - b) un montant visé à l'article 317,
 - c) une allocation de retraite,
 - d) un montant à l'occasion ou à la suite du décès d'un fonctionnaire ou d'un employé, en reconnaissance de son service, à son représentant légal, à sa veuve ou à une autre personne,
 - e) un montant à titre de prestation en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage (1971) ou d'un régime de prestations supplémentaires de chômage,
 - f) un paiement de rente,
 - g) des honoraires, commissions ou autres montants pour services,
 - h) un paiement résultant d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime désigné aux articles 876 à 879 comme régime dont l'enregistrement est annulé,
 - i) un montant à titre de prestation d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un nouveau régime visé à l'article 914, ou en vertu d'un tel régime,
 - j) une allocation de formation professionnelle en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes (Statuts du Canada), ou
 - k) un montant à titre de produit de l'abandon, de l'annulation ou du rachat d'un contrat de rente d'étalement,
- doit en déduire ou en retenir le montant prescrit, et le remettre suivant les formules et à la date prescrites au ministre en acompte sur l'impôt payable par le bénéficiaire pour la même année d'imposition.

1972, c. 23, a. 745; 1972, c. 26, a. 69; 1977, c. 26, a. 110.

Cet article, modifié en 1977, par:

- la suppression à la fin du paragraphe h du mot «ou»;
- le remplacement du paragraphe i qui auparavant se lisait ainsi:

«un montant à titre de prestation en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite,»;
 - l'addition des paragraphes j et k;
 s'applique depuis le 22 décembre 1977. (1977, c. 26, a. 110).

Détermination de montant
 moindre.

1016. Lorsque le ministre croit que la déduction ou la rétention du montant visé à l'article 1015 pourrait causer un fardeau indû au contribuable, il peut déterminer un montant moindre qui sera réputé être le montant prescrit en vertu dudit article.

1973, c. 18, a. 28.

Cet article, inséré en 1973, s'applique depuis le 22 décembre 1973. (1973, c. 18, a. 57).

Choix de majorer le
 montant déduit.

1017. Un contribuable peut, de la manière et en la forme prescrites, choisir que le montant déduit ou retenu à son égard en vertu de l'article 1015 soit majoré du montant qu'il indique dans son choix. Ce montant majoré est alors réputé être le montant prescrit.

1973, c. 18, a. 28.

Cet article, inséré en 1973, s'applique depuis le 22 décembre 1973. (1973, c. 18, a. 57).

Paiement du solde de
 l'impôt.

1018. Lorsqu'un montant a été déduit ou retenu conformément à l'article 1015 sur un montant reçu par un particulier au cours d'une année d'imposition et que ce dernier montant atteint ou dépasse les trois quarts de son revenu pour la même année, ce particulier doit verser au ministre, au plus tard le 30 avril de l'année suivante, le solde de son impôt pour l'année, estimé conformément à l'article 1004.

1972, c. 23, a. 746.

Dividendes reçus par des
 agents de change ou par
 des courtiers en valeurs.

1019. Lorsqu'un agent de change ou un courtier en valeurs a reçu, au cours des douze mois précédant une année d'imposition, un montant à titre de dividende sur des actions dont le propriétaire lui est inconnu à la fin de cette année d'imposition, il doit remettre à la date prescrite quinze pour cent de ce montant au ministre, en acompte sur l'impôt payable par celui qui a le droit de jouissance des actions pour l'année d'imposition au cours de laquelle le dividende a été reçu.

1972, c. 23, a. 747.

CHAPITRE II

PAIEMENTS DE REDRESSEMENT

Paie^ments de redressement
par le ministre.

1020. 1. Le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, faire un paiement de redressement au gouvernement d'une autre province ou du Canada, lorsque, pour une année d'imposition, ce gouvernement est autorisé à faire remise au Québec des montants déduits ou retenus en vertu des lois de cette autre province ou du Canada, et que cette remise est, de l'avis du ministre, équivalente à un paiement de redressement.

Conventions relatives à des
paiements de redressement.

2. Le ministre peut aussi, avec la même autorisation, signer avec le gouvernement de cette autre province ou du Canada toute convention jugée nécessaire à l'application du présent article.

1972, c. 23, a. 748.

Total des paiements de
redressement.

1021. Le total des paiements de redressement est égal à l'ensemble des montants déduits ou retenus en vertu du paragraphe 1 de l'article 1020, durant une année d'imposition, sur des sommes dues à des particuliers qui, le dernier jour de cette année, résidaient dans une autre province mentionnée à l'article 1020; le ministre détermine la partie du montant déduit ou retenu en vertu de l'article 1020 qui est versée au gouvernement d'une autre province et celle qui est versée au gouvernement du Canada, à titre de paiement de redressement.

1972, c. 23, a. 749.

Déduction de l'impôt
retenu par une autre
province.

1022. Un particulier qui réside au Québec le dernier jour d'une année d'imposition peut déduire de son impôt payable pour cette année les déductions ou les retenues d'impôt faites par le gouvernement d'une autre province mentionnée à l'article 1020 ainsi que cette partie des déductions ou retenues d'impôt faites par le gouvernement du Canada qui est cédée au Québec à titre de paiement équivalent à un paiement de redressement.

1972, c. 23, a. 750.

Retenues d'impôt
concernant un non-résident
du Québec.

1023. Un particulier qui, le dernier jour d'une année d'imposition, résidait dans une province mentionnée à l'article 1020 et qui a subi des déductions ou des retenues d'impôt au Québec ne peut réclamer le remboursement des montants ainsi déduits ou retenus ni en appliquer le montant à l'acquittement de ce qu'il peut devoir au Québec.

1972, c. 23, a. 751.

«paiement de redressement» et «montant déduit ou retenu».

1024. Aux fins des articles 1020 à 1023, l'expression «paiement de redressement» signifie un paiement fait par le Québec au gouvernement d'une autre province ou du Canada à l'égard de toute déduction ou retenue d'impôt faite au Québec sur un montant versé à une personne qui ne résidait pas au Québec le dernier jour de l'année d'imposition et l'expression «montant déduit ou retenu» ne comprend pas un montant qui a été remboursé au particulier.

1972, c. 23, a. 752.

CHAPITRE III

VERSEMENTS

Versements d'impôt pour les agriculteurs et les pêcheurs.

1025. Tout particulier dont la principale source de revenu est l'agriculture ou la pêche doit payer au ministre:

a) au plus tard le 31 décembre de chaque année d'imposition, un montant égal aux deux tiers de son impôt estimé pour l'année conformément à l'article 1004 ou de son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'année précédente; et

b) au plus tard le 30 avril de l'année suivante, le solde de l'impôt ainsi estimé.

Exception.

Toutefois, le paragraphe a de l'alinéa précédent ne s'applique pas au particulier dont l'impôt pour l'année ou dont l'acompte provisionnel de base pour l'année précédente est inférieur à \$600.

1972, c. 23, a. 753; 1972, c. 26, a. 70; 1977, c. 26, a. 111.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le deuxième alinéa du chiffre «400» par le chiffre «600», s'applique à l'année d'imposition 1977 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 111).

Autres particuliers.

1026. Tout particulier qui n'est pas visé par les articles 1018, 1025 ou 1029 doit payer au ministre:

a) au plus tard les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année d'imposition, un montant égal au quart de son impôt estimé pour l'année conformément à l'article 1004 ou de son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'année précédente, et

b) au plus tard le 30 avril de l'année suivante, le solde de l'impôt ainsi estimé.

Exception.

Toutefois, le paragraphe a de l'alinéa précédent ne s'applique pas au particulier dont l'impôt pour l'année ou dont l'acompte provisionnel de base pour l'année précédente est inférieur à \$600.

1972, c. 23, a. 754; 1972, c. 26, a. 71; 1977, c. 26, a. 112.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le deuxième alinéa du chiffre

«400» par le chiffre «600», s'applique à l'année d'imposition 1977 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 112).

Corporations. **1027.** Toute corporation assujettie à l'impôt en vertu de la présente loi, doit, sous réserve de l'article 1029, payer au ministre,

a) les montants suivants:

i. au plus tard le dernier jour de chaque mois de l'année d'imposition en cours, un montant égal à un douzième de son impôt estimé pour l'année conformément à l'article 1004 ou de son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'année précédente; ou

ii. au plus tard le dernier jour de chacun des deux premiers mois de l'année d'imposition en cours, un montant égal à un douzième de son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'avant-dernière année d'imposition et, au plus tard le dernier jour de chacun des dix mois suivants, un montant égal à un dixième de l'excédent de l'acompte provisionnel de base visé au sous-paragraphe i sur le montant calculé pour les deux premiers mois; et

b) au plus tard le dernier jour de la période se terminant deux mois après la fin de son année d'imposition, le solde de son impôt estimé pour l'année conformément à l'article 1004.

1972, c. 23, a. 755; 1973, c. 17, a. 115; 1975, c. 22, a. 235.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe b du mot «trois» par le mot «deux», s'applique à toute année d'imposition se terminant après le 19 décembre 1974. (1975, c. 22, a. 335).

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement du paragraphe a qui auparavant se lisait ainsi:

«au plus tard le quinzième jour des deuxième, quatrième, sixième, huitième, dixième et douzième mois de l'année d'imposition en cours, un montant égal à un sixième de son impôt estimé pour l'année conformément à l'article 736 ou de son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite pour l'année précédente; et»,

s'applique depuis le 1^{er} mai 1973. (1973, c. 17, a. 182).

- le remplacement du paragraphe b qui auparavant se lisait ainsi:

«au plus tard le dernier jour de sixième mois de l'année suivant la fin de son année d'imposition, le solde de l'impôt ainsi estimé.»

s'applique depuis le 1^{er} mai 1973; à l'égard d'une corporation dont l'année d'imposition a pris fin entre le 31 octobre 1972 et le 1^{er} mai 1973, cet article n'entrera en vigueur que le 1^{er} novembre 1973. (1973, c. 17, a. 182).

Corporations qui versent
des ristournes.

1028. Lorsqu'une corporation a annoncé qu'elle accordera à ses clients d'une année d'imposition les ristournes visées aux articles 786 à 796 ou qu'elle est une caisse d'épargne et de crédit, et que son revenu imposable estimé par elle pour l'année ne dépasse pas \$10,000, elle peut, à la fin de la période mentionnée au paragraphe b de l'article 1027 et au lieu d'effectuer les versements prévus audit article,

payer au ministre la totalité de l'impôt estimé en vertu de l'article 1004.

1972, c. 23, a. 756; 1973, c. 17, a. 116; 1975, c. 22, a. 236.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le chiffre «(796)» des mots «ou qu'elle est une caisse d'épargne et de crédit», s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Délai du paiement. **1029.** 1. Nonobstant les articles 1025 à 1028, un contribuable visé par la partie VII doit, à l'égard de son revenu tiré d'opérations forestières au sens de cette partie, payer au ministre:

a) au plus tard le dernier jour de son exercice financier, la moitié de la taxe pour l'exercice visée à la partie VII, estimée conformément à l'article 1004, et

b) au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de son exercice financier, le solde de la taxe ainsi estimée pour l'exercice financier.

Délai du paiement. 2. Si le paiement fait selon le paragraphe 1 n'acquitte pas le total de la taxe ainsi estimée, le solde doit être payé au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant la fin de l'exercice financier du contribuable.

Exception. 3. Le paragraphe 1 ne s'applique pas au particulier dont la taxe pour l'exercice financier est inférieure à \$600.

1972, c. 23, a. 757; 1972, c. 26, a. 72; 1977, c. 26, a. 113.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement dans le paragraphe 3 du chiffre «400» par le chiffre «600», s'applique à l'année d'imposition 1977 et aux années d'imposition subséquentes. (1977, c. 26, a. 113).

CHAPITRE IV

PAIEMENT SUR COTISATION

Paielements dans les 30 jours de l'avis de cotisation. **1030.** 1. Tout contribuable doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer au ministre les impôts, y compris les intérêts et les pénalités exigibles de lui et encore impayés, qu'une opposition ou un appel à l'égard de la cotisation soit ou non en cours.

Paielements immédiats lorsqu'on veut éluder l'impôt. 2. Lorsque, de l'avis du ministre, un contribuable tente d'éluder le paiement des impôts, le ministre peut ordonner que tous les impôts y compris les intérêts et pénalités, soient payés immédiatement sur cotisation.

Paielements pour le compte d'autrui. 3. Quiconque est tenu, en vertu de l'article 1000, de produire la déclaration d'une autre personne pour une année d'imposition doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer tous les impôts, y compris les intérêts et pénalités, exigibles de cette personne ou à l'égard de celle-ci, dans la mesure

où il a ou a eu à une date quelconque depuis l'année d'imposition, en sa possession ou sous son contrôle, des biens appartenant à cette autre personne ou à sa succession; il est alors réputé avoir effectué ce paiement pour le compte du contribuable.

1972, c. 23, a. 758.

Choix de payer l'excédent
en versements.

1031. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le contribuable visé au premier alinéa de l'article 242 qui doit payer pour une année d'imposition un impôt qui excède celui qui aurait été payable en l'absence dudit alinéa peut choisir dans la forme et le délai prescrits, s'il fournit au ministre des sûretés que ce dernier juge satisfaisantes, de payer une partie ou la totalité de cet excédent en versements égaux, annuels et consécutifs, n'excédant pas six, tel que spécifié dans son choix.

Premier versement.

Le premier versement prévu à l'alinéa précédent doit être fait au plus tard à la date à laquelle l'impôt aurait autrement été payable et les autres au plus tard à la même date des années subséquentes.

Paiement d'intérêt.

Un intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31) doit être payé sur tout versement d'impôt ainsi fait pour la période s'étendant de la date à laquelle l'impôt aurait autrement été payable jusqu'au jour du paiement.

1973, c. 17, a. 117; 1974, c. 18, a. 33.

Choix que peut faire le
représentant légal du
particulier décédé.

1032. Nonobstant toute disposition de la présente partie ou de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4), le représentant légal du particulier visé aux articles 429 et 436 à 439 qui doit payer pour une année d'imposition un impôt qui excède celui qui aurait été payable en l'absence desdits articles peut, s'il fournit au ministre des sûretés que ce dernier juge satisfaisantes, faire le choix visé à l'article 1031 à l'égard d'une partie ou de la totalité de cet excédent aux mêmes conditions et au même taux d'intérêt; à cet effet, l'impôt pour l'année inclut celui qui est payable en conséquence du choix visé à l'article 429 ou, selon le cas, en vertu de l'article 124 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24).

1973, c. 17, a. 117.

Choix par le représentant
légal du particulier décédé.

1033. Lorsqu'un montant est inclus dans le calcul du revenu d'un particulier en vertu du paragraphe c de l'article 46 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-4) pour l'année de son décès, l'article 1032 s'applique comme si ce montant était ainsi inclus en vertu de l'article 429 ou était réputé avoir été reçu par lui en vertu de l'article 436.

1975, c. 22, a. 237.

CHAPITRE V

CESSION AU CONJOINT OU À UN MINEUR

Responsabilité solidaire
quant au paiement d'une
partie de l'impôt du cédant.

1034. 1. Lorsqu'une personne cède des biens, directement ou indirectement, au moyen d'une fiducie ou de toute autre façon, à son conjoint ou à une personne qui, après cette cession, devient son conjoint, ou à une personne qui est âgée de moins de dix-huit ans, le cessionnaire et le cédant sont solidairement tenus de payer une partie de l'impôt du cédant, pour chaque année d'imposition, égale au montant par lequel l'impôt pour l'année est supérieur à ce qu'il aurait été sans l'application des articles 454 à 468, relativement au revenu provenant des biens ainsi cédés ou des biens qui leur ont été substitués.

Responsabilité solidaire.

2. Le cessionnaire et le cédant sont aussi solidairement tenus de verser le moindre des deux montants suivants:

a) tout montant que le cédant était tenu de payer, en vertu de la présente loi, le jour de la cession; ou

b) une partie de tout montant que le cédant était tenu de payer, en vertu de la présente loi, égale à la valeur des biens cédés.

Le cédant n'est pas libéré
de ses obligations.

3. Toutefois, le présent article ne libère pas le cédant de ses obligations aux termes de toute autre disposition de la présente loi.

1972, c. 23, a. 759.

Le ministre peut cotiser le
cessionnaire.

1035. Le ministre peut, en tout temps, cotiser le cessionnaire à l'égard d'un montant payable aux termes de l'article 1034 et le présent titre s'applique *mutatis mutandis* à cette cotisation comme si elle avait été établie aux termes du titre II.

1972, c. 23, a. 760; 1973, c. 17, a. 118.

Règles applicables au cas
de responsabilité solidaire.

1036. Lorsqu'un cédant et un cessionnaire sont, aux termes de l'article 1034 solidairement responsables de la totalité ou d'une partie d'une obligation du cédant, les règles suivantes s'appliquent:

a) un paiement fait par le cessionnaire en raison de sa responsabilité éteint, jusqu'à concurrence du montant du paiement, la responsabilité solidaire, et

b) un paiement fait par le cédant en raison de sa responsabilité n'éteint celle du cessionnaire que dans la mesure où le paiement sert à réduire la responsabilité du cédant à un montant moindre que celui pour lequel le cessionnaire est solidairement responsable aux termes de l'article 1034.

1972, c. 23, a. 761.

TITRE IV
INTÉRÊT

Intérêts sur le solde
impayé.

1037. Lorsque la somme versée par un contribuable à titre d'impôt payable pour une année d'imposition avant l'expiration du délai accordé pour la production de sa déclaration fiscale, est inférieure au montant de l'impôt payable pour ladite année, la personne tenue d'acquitter l'impôt doit payer un intérêt au taux fixé à l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31) sur la différence entre ces deux montants, pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour la production de la déclaration jusqu'au jour du paiement; si aucun montant n'a été versé par le contribuable, cet intérêt est exigible sur le montant total de l'impôt payable pour la même période.

1972, c. 23, a. 762; 1972, c. 26, a. 73.

Intérêt.

1038. En plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 1037, le contribuable tenu de faire un versement en vertu des articles 1025 à 1029 doit payer un intérêt, sur tout versement ou partie de versement qu'il n'a pas fait, au taux fixé à l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31), pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour faire le versement, jusqu'au jour du versement ou jusqu'au jour auquel il devient redevable d'un intérêt en vertu de l'article 1037, suivant le jour qui survient le premier.

Versements présumés dus.

Aux fins du présent article, le particulier requis de faire un versement en vertu des articles 1025 et 1026 est réputé avoir été redevable de versements basés sur le moindre des montants suivants, diminués des retenues visées à l'article 1015:

- a) son impôt payable pour l'année d'imposition, ou
- b) son acompte provisionnel de base établi de la manière prescrite pour l'année précédente.

Restriction relative aux
corporations.

Aux fins du présent article, une corporation requise de faire un versement en vertu de l'article 1027 est réputée avoir été redevable de versements basés sur celle des méthodes visées au paragraphe a de l'article 1027 qui donne le montant le plus bas devant être payé au plus tard aux dates visées audit paragraphe, en se fondant sur:

- a) son impôt payable pour l'année ou son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'année précédente, ou
- b) son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'avant-dernière année d'imposition, et son acompte provisionnel de base, établi de la manière prescrite, pour l'année précédente.

Versements présumés dus.

Aux fins du présent article, le contribuable requis de faire un versement en vertu de l'article 1029 est réputé avoir été redevable de versements basés sur le moindre de:

- a) sa taxe payable pour l'exercice financier, ou
- b) sa taxe payable pour l'exercice financier précédent.

1972, c. 23, a. 763; 1972, c. 26, a. 74; 1973, c. 17, a. 119.

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement dans le deuxième alinéa du mot «contribuable» par le mot «particulier»;
 - le remplacement dans le deuxième alinéa des mot et chiffre «à 755» par les mot et chiffre «et (1026)»;
- s'applique depuis le 1^{er} mai 1973. (1973, c. 17, a. 182).*

Palements réputés faits à titre de versement d'impôt.

1039. Aux fins de l'article 1038, un paiement effectué dans une année d'imposition en vertu des articles 1098 ou 1100 par une personne ne résidant pas au Canada ou en vertu de l'article 1101 par quelqu'un d'autre pour le compte de cette personne, est réputé l'avoir été par cette personne dans l'année à titre de versement d'impôt au premier jour où elle est requise par la présente partie de faire un tel versement pour l'année.

1975, c. 22, a. 238.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

Intérêts additionnels dans le cas de versements périodiques.

1040. Tout contribuable tenu de faire un versement en vertu des articles 1025 à 1029 doit, en outre de l'intérêt payable en vertu des articles 1037 et 1038, payer un intérêt additionnel au taux de cinq pour cent l'an sur tout versement ou partie de versement qu'elle n'a pas fait pour la période pour laquelle un intérêt est payable en vertu de l'article 1038.

1972, c. 23, a. 764; 1972, c. 26, a. 74; 1973, c. 17, a. 120; 1977, c. 26, a. 114.

Cet article, modifié en 1977, par le remplacement des mots «Toute corporation tenue de faire un versement en vertu des articles 755 à 757 doit, en outre de l'intérêt payable» par les mots «Tout contribuable tenu de faire un versement en vertu des articles (1025) à (1029) doit, en outre de l'intérêt payable», s'applique depuis le 13 avril 1977. L'intérêt additionnel payable en vertu de cet article à l'égard d'un versement qu'un particulier était tenu de faire ne s'applique qu'à l'égard d'un versement que ce particulier était tenu de faire à compter du 31 mars 1977; en outre, il ne s'applique pas à l'égard d'un versement que ce particulier était tenu de faire au plus tard le 31 mars 1977 si ce versement est fait avant le 1^{er} juin 1977. (1977, c. 26, a. 114).

Corporation dont le revenu imposable est supérieur à \$10,000.

1041. Toute corporation qui a payé un impôt conformément à l'article 1028 et qui a eu pour l'année d'imposition un revenu imposable supérieur à \$10,000 doit immédiatement après la cotisation verser en plus des intérêts payables aux termes de l'article 1037 un

montant égal à trois pour cent de l'impôt payable pour cette année d'imposition.

1972, c. 23, a. 765.

Paiements faits par la
Commission canadienne du
blé.

1042. Aucun intérêt n'est exigible d'un contribuable sur le montant de l'augmentation de l'impôt payable résultant d'un paiement effectué par la Commission canadienne du blé sur un certificat de participation antérieurement délivré au contribuable, avant un mois de la date du paiement.

1972, c. 23, a. 766.

Cas où le transfert d'un
revenu étranger est
impossible.

1043. Lorsque le revenu d'un contribuable pour une année d'imposition ou pour toute partie de cette année provient de sources situées dans un autre pays et que le contribuable, en raison de restrictions monétaires ou de restrictions sur les changes imposées par ce pays, est incapable de le transférer au Canada, le ministre peut différer l'époque du paiement de la totalité ou d'une partie de l'impôt raisonnablement attribuable au revenu provenant de sources situées dans ce pays pour une période qu'il détermine, s'il est convaincu que le paiement de la totalité de l'impôt pour l'année placerait le contribuable dans une situation extrêmement difficile; en ce cas, aucun intérêt n'est exigible sur le paiement d'impôt ainsi différé pour la période déterminée par le ministre.

Restrictions.

Toutefois le paiement ne peut être ainsi différé si ce revenu a été, en tout ou en partie, transféré au Canada, utilisé par le contribuable à une fin quelconque autre que le paiement d'un impôt au gouvernement de ce pays sur ce revenu ou a fait l'objet d'une aliénation de la part du contribuable.

1972, c. 23, a. 767.

Effet de report d'une perte
sur l'année précédente.

1044. Lorsqu'un contribuable a le droit de déduire, aux termes des articles 727 à 737, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, un montant au titre de perte subie dans l'année d'imposition suivante, l'impôt payable pour l'année d'imposition en cause est réputé, aux fins du calcul de l'intérêt à payer aux termes des articles 1037 à 1040, être égal à celui que le contribuable aurait eu à payer s'il n'avait eu droit à aucune déduction aux termes des articles 727 à 737.

1972, c. 23, a. 768.

TITRE V
PÉNALITÉ

- Pénalités dans le cas d'omissions. **1045.** Quiconque omet de faire une déclaration fiscale dans la forme prescrite et dans les délais prévus, conformément aux articles 1000, 1001, 1003 ou 1004, est passible d'une pénalité égale à cinq pour cent de l'impôt non payé au moment où cette déclaration doit être produite.
1972, c. 23, a. 769.
- Pénalités dans le cas d'omissions. **1046.** Quiconque omet de produire une déclaration fiscale conformément à l'article 1002 est passible d'une pénalité de dix dollars pour chaque jour de retard jusqu'à concurrence de cinquante dollars.
1972, c. 23, a. 770.
- Omissions de renseignements. **1047.** Quiconque omet de fournir sur une formule prescrite tout renseignement requis en vertu des articles 1000 à 1004 est passible d'une pénalité égale à un pour cent de l'impôt payable mais d'au moins \$25 et d'au plus \$100; toutefois, dans le cas d'un particulier, le ministre peut réduire cette pénalité.
1972, c. 23, a. 771.
- Cas où on tente d'éluder le paiement de l'impôt. **1048.** Quiconque a volontairement et de quelque manière éludé ou tenté d'éluder l'acquittement de son impôt exigible pour une année ou une partie d'année d'imposition est passible d'une peine que le ministre fixe et qui ne doit pas être inférieure à vingt-cinq pour cent ni supérieure à cinquante pour cent du montant de l'impôt qui a été éludé ou qu'il a cherché à éluder.
1972, c. 23, a. 772.
- Faux énoncés ou omissions dans une déclaration. **1049.** Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission, dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que l'impôt qui serait payable par ce contribuable, s'il était cotisé d'après les renseignements fournis, est inférieur à l'impôt qu'il doit payer, ce contribuable est passible d'une pénalité de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.
1972, c. 23, a. 773.

Fardeau de la preuve lors
de pénalités.

1050. Aux fins d'un appel interjeté en vertu de la présente partie et portant sur une pénalité, le fardeau de prouver les faits visés aux articles 1048 et 1049 incombe au ministre.

1972, c. 23, a. 774.

TITRE VI

REMBOURSEMENTS

Remboursements des
impôts payés en trop.

1051. Lorsqu'un contribuable produit une déclaration fiscale dans les quatre ans qui suivent la fin d'une année d'imposition et qu'il a payé à titre d'impôt pour cette année d'imposition un montant supérieur à celui qui était exigible de lui pour cette année, le ministre peut rembourser l'excédent à ce contribuable en même temps qu'il lui expédie l'avis de cotisation pour cette année; le ministre doit effectuer ce remboursement si le contribuable lui en fait la demande dans le même délai.

1972, c. 23, a. 775.

Intérêt sur les montants
payés en trop.

1052. Lorsqu'un montant payé en trop par un contribuable lui est remboursé ou est affecté à une autre de ses obligation, l'intérêt au taux fixé conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31) lui est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour de ce remboursement ou de cette affectation et commençant à la plus tardive des dates suivantes:

- a) le jour où l'excédent de l'impôt a été payé;
- b) le jour auquel ou avant lequel la déclaration fiscale qui a fait l'objet du paiement d'impôt devait être produite; ou
- c) le jour où le contribuable a produit cette déclaration.

1972, c. 23, a. 776.

Paiement en trop dû à une
perte reportée.

1053. Lorsqu'un contribuable a le droit de déduire, aux termes des articles 727 à 737, dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, un montant à titre de perte subie dans l'année d'imposition suivante et qu'il faut tenir compte du montant de l'impôt payable pour l'année d'imposition pour déterminer un paiement en excédent de l'impôt en vue du calcul de l'intérêt prévu par l'article 1052, l'impôt payable pour l'année d'imposition en cause est réputé être égal à celui que le contribuable aurait eu à payer s'il n'avait eu droit à aucune déduction aux termes des articles 727 à 737 relativement à cette perte.

1972, c. 23, a. 777.

Montant réputé payé par
représentants d'un
contribuable décédé.

1054. Les représentants légaux visés à l'article 1055 sont réputés avoir payé, à titre d'impôt payable en vertu de la présente partie par la succession du contribuable décédé pour sa première année d'imposition, un montant égal à l'excédent de l'impôt payable en vertu de la présente partie par le contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il décède, sur le montant de l'impôt qui aurait été payable en vertu de la présente partie par ce contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il décède si, aux termes d'un choix fait par ces représentants, selon les formalités et les délais prescrits:

a) toute partie de l'excédent visé au paragraphe *a* de l'article 1055 avait été une perte en capital du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il décède, et

b) toute partie du montant admissible en déduction visé au paragraphe *b* dudit article, sans dépasser le montant qui serait autrement la perte autre qu'une perte en capital de la succession pour sa première année d'imposition, avait été déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il décède.

1972, c. 23, a. 778; 1974, c. 18, a. 34.

Représentants légaux visés.

1055. Les représentants légaux visés à l'article 1054 sont ceux d'un contribuable décédé qui, au cours de l'administration de la succession de ce contribuable, aliènent dans la première année d'imposition de la succession:

a) des immobilisations de la succession de telle sorte qu'il en résulte un excédent des pertes en capital sur les gains en capital; ou

b) tous les biens amortissables appartenant à une catégorie prescrite de la succession dont la partie non amortie du coût en capital, à la fin de la première année d'imposition de la succession, est admissible en déduction aux termes d'un règlement fait en application du paragraphe *a* de l'article 130 dans le calcul du revenu de la succession pour cette année.

1972, c. 23, a. 779; 1972, c. 26, a. 75; 1974, c. 18, a. 35; 1975, c. 22, a. 239.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots «les douze mois du décès» par les mots «la première année d'imposition de la succession», s'applique lorsque le décès du particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

Pertes subies par la
succession.

1056. Aux fins des articles 28 et 727 à 737, dans le calcul du revenu, de la perte nette en capital et de la perte autre qu'une perte en capital de la succession pour sa première année d'imposition, lorsque les représentants légaux ont fait le choix prévu à l'article 1054, la partie de l'excédent visée au paragraphe *a* dudit article est

réputée ne pas avoir constitué une perte subie par la succession et la partie du montant visée au paragraphe *b* dudit article n'est pas admissible en déduction dans le calcul de toute perte de la succession pour l'année.

1972, c. 23, a. 780; 1972, c. 26, a. 76; 1974, c. 18, a. 36; 1975, c. 22, a. 240.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement des mots « Aux fins des articles 545 à 555, dans le calcul de la perte nette en capital » par les mots « Aux fins des articles (28) et (727) à (737), dans le calcul du revenu, de la perte nette en capital », s'applique lorsque le décès du particulier y visé a eu lieu après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 312).

TITRE VII

OPPOSITION À LA COTISATION

Avis d'opposition à une
cotisation.

1057. Un contribuable qui s'oppose à une cotisation prévue par la présente partie peut, dans les 90 jours de la date d'expédition par poste de l'avis de cotisation, signifier au ministre un avis d'opposition, en double exemplaire, dans la forme prescrite, exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

1972, c. 23, a. 781.

Signification de l'avis
d'opposition.

1058. Un avis d'opposition prévu à l'article 1057 doit être signifié par la poste, sous pli recommandé ou certifié adressé au sous-ministre.

1975, c. 83, a. 84.

Examen par le ministre.

1059. Dès réception de l'avis d'opposition, le ministre doit avec toute la diligence possible, examiner de nouveau la cotisation et annuler, ratifier ou modifier cette dernière ou établir une nouvelle cotisation et faire connaître sa décision au contribuable par un avis transmis par la poste sous pli recommandé ou certifié.

1972, c. 23, a. 783; 1974, c. 18, a. 37; 1975, c. 83, a. 84.

Cet article, modifié en 1974, par l'insertion après le mot « cotisation » des mots « et faire connaître sa décision au contribuable par avis transmis par la poste sous pli recommandé », s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

Application de l'article
1057.

1060. L'article 1057 ne s'applique pas à la nouvelle cotisation visée à l'article 1059.

1972, c. 23, a. 784.

Validité de la nouvelle cotisation. **1061.** Une nouvelle cotisation établie par le ministre suivant l'article 1059 n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle n'a pas été établie dans les quatre ans de la date d'expédition par la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification visée à l'article 1010.
1972, c. 23, a. 785.

Acceptation d'un avis d'opposition. **1062.** Le ministre peut accepter un avis d'opposition en vertu du présent titre même si cet avis n'a pas été signifié en double exemplaire ou de la manière requise par l'article 1057.

1972, c. 23, a. 786; 1974, c. 18, a. 38.

Cet article, modifié en 1974, par le remplacement du mot « article » par le mot « titre », s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

TITRE VIII

RADIATION DE L'ENREGISTREMENT DE CERTAINES OEUVRES ET ASSOCIATIONS

Annulation de l'enregistrement de certaines oeuvres et associations. **1063.** Le ministre peut annuler l'enregistrement d'une oeuvre de charité ou d'une association d'athlétisme amateur dont l'enregistrement a été reconnu ou autorisé par règlement:

a) à la demande de cette oeuvre ou association;
b) si elle fait défaut de se conformer aux conditions imposées par la présente partie et les règlements pour le maintien de son enregistrement;

c) si elle omet de produire une déclaration renfermant des renseignements, dans la forme et dans les délais prévus par la présente partie ou un règlement;

d) si elle délivre un reçu relativement à un don sans respecter les dispositions de la présente partie et des règlements ou contenant des renseignements faux;

e) si elle omet de se conformer à l'article 34 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31) ou y contrevient, ou

f) si, dans le cas d'une association canadienne d'athlétisme amateur prescrite, elle accepte un don fait à la condition explicite ou implicite que l'association fasse un don à une autre personne, club, société ou association.

1972, c. 23, a. 787.

Avis de l'intention d'annuler un enregistrement. **1064.** Le ministre doit, avant d'annuler l'enregistrement d'une oeuvre ou association visée à l'article 1063, l'aviser de son intention par lettre recommandée ou certifiée sauf si l'annulation a lieu à la demande de l'oeuvre ou de l'association.

1972, c. 23, a. 788; 1975, c. 83, a. 84.

Avis dans la *Gazette
officielle du Québec*

Délai de publication de
l'avis.

1065. 1. L'annulation a lieu au moyen de la publication d'un avis à cet effet donné par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*.

2. Le ministre peut publier un tel avis sans délai dans le cas prévu au paragraphe *a* de l'article 1063; dans tous les autres cas, il peut le publier dès l'expiration du délai d'appel visé à l'article 1069 si un appel n'est pas porté de la décision ou après jugement final dans le cas contraire.

1972, c. 23, a. 789.

LIVRE X

APPELS À LA COUR PROVINCIALE ET À LA COUR D'APPEL

Appel à la Cour provinciale.

1066. Lorsqu'un contribuable a signifié un avis d'opposition prévu à l'article 1057, il peut interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant pour le district où réside le contribuable, pour faire annuler ou modifier la cotisation

a) après que le ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation, ou

b) après l'expiration des 180 jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition sans que le ministre ait notifié au contribuable le fait qu'il a annulé ou ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.

1972, c. 23, a. 790.

Délais d'appel.

1067. Nul appel prévu à l'article 1066 ne peut être interjeté après l'expiration des 90 jours qui suivent la date où avis a été expédié par la poste au contribuable, en vertu de l'article 1059, portant que le ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.

1972, c. 23, a. 791.

Irrégularités, erreurs, omissions, vices de forme, dans une cotisation.

1068. Une cotisation ne doit pas être annulée ni modifiée lors d'un appel uniquement par suite d'irrégularité, de vice de forme, d'omission ou d'erreur de la part de qui que ce soit dans l'observation d'une disposition non-péremptoire de la présente partie.

1972, c. 23, a. 792.

Autres cas d'appel.

1069. Il peut être appelé à la Cour provinciale de toute décision du ministre:

a) refusant l'enregistrement d'une oeuvre de charité ou d'association d'athlétisme amateur, ou avisant de son intention de révoquer un tel enregistrement;

b) refusant l'enregistrement, en vertu de la présente partie, d'un régime d'épargne-retraite;

c) refusant l'enregistrement, en vertu de la présente partie, d'un régime d'intéressement, d'un régime d'épargne-études ou d'un régime d'épargne-logement ou révoquant l'enregistrement d'un tel régime.

Délai d'appel. Cet appel doit être intenté dans les 30 jours de la décision du ministre.

1972, c. 23, a. 793; 1975, c. 21, a. 26.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe a du premier alinéa du mot «d'annuler» par les mots «de révoquer»,

- le remplacement dans le paragraphe c du premier alinéa des mots «ou annulant» par les mots «, d'un régime d'épargne-études ou d'un régime d'épargne-logement ou révoquant»;

- le remplacement du deuxième alinéa qui auparavant se lisait ainsi:

«Cet appel est intenté, dans les 30 jours de la décision du ministre, par la personne ou l'association dont la demande est refusée par le ministre.»;

s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes sauf dans la mesure où cet article s'applique au régime d'épargne-études dans lequel cas il s'applique à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 21, a. 27, a. 28).

Demande d'enregistrement réputée avoir été refusée. **1070.** Le ministre est réputé, aux fins de l'article 1069, avoir refusé une demande s'il n'y a pas donné suite dans les 180 jours de la mise à la poste de la demande d'enregistrement.

1972, c. 23, a. 794.

Requête en appel. **1071.** L'appel devant la Cour provinciale s'exerce au moyen d'une simple requête, dont trois exemplaires doivent être produits au greffe de la Cour.

Cette requête et ces exemplaires peuvent aussi être produits en les expédiant, par poste recommandée ou certifiée, au greffier de la Cour.

Lorsque les trois exemplaires de cette requête ont été produits et que la somme de quinze dollars mentionnée à l'article 1072 a été versée, le greffier de la Cour doit immédiatement en transmettre deux exemplaires au ministre qui fait alors parvenir à ce greffier, avec diligence, des copies de tous les documents se rapportant à l'opposition et à la cotisation.

1972, c. 23, a. 795; 1975, c. 83, a. 84.

Montant à déposer au greffier de la Cour. **1072.** Lors de la production de cette requête, le contribuable doit verser au greffier de la Cour une somme de quinze dollars et, s'il réussit totalement ou partiellement en appel, ce montant lui est remboursé.

La Cour ne peut imposer au contribuable le paiement d'aucun frais additionnel.

1972, c. 23, a. 796.

Procédure en appel. **1073.** Sous réserve des autres dispositions de la présente partie,

cet appel et son audition sont soumis à la procédure régissant les actions ordinaires devant la Cour provinciale.

1972, c. 23, a. 797; 1977, c. 26, a. 115 (*partie*).

Huis clos. **1074.** Cet appel peut, à la discrétion de la Cour, être entendu à huis clos ou en public, à moins que le contribuable ne demande le huis clos; dans ce dernier cas, le huis clos doit être ordonné.

1972, c. 23, a. 798.

Conclusion de la Cour. **1075.** La Cour peut rejeter l'appel ou annuler la cotisation, la modifier ou la déferer au ministre pour un nouvel examen et une nouvelle cotisation.

1972, c. 23, a. 799.

Transmission de la décision au ministre et à l'appelant. **1076.** Le greffier de la Cour doit, dans les huit jours de la décision sur l'appel, en transmettre une copie, par poste recommandée ou certifiée, au ministre et au contribuable.

Jugement final de la Cour. Une décision de la Cour sur un appel est un jugement final de la Cour provinciale au sens du Code de procédure civile.

1972, c. 23, a. 800; 1975, c. 83, a. 84.

Appel du jugement de la Cour provinciale. **1077.** Est sujet à appel tout jugement final de la Cour provinciale rendu en vertu de la présente partie.

Procédure. Cet appel est institué, entendu et décidé conformément aux règles du Code de procédure civile, sous réserve des dispositions contraires de la présente partie.

Frais encourus par l'intimé. Lorsque, sur un appel interjeté par le sous-ministre autrement que par voie de contre-appel, le montant d'impôt qui fait l'objet du litige ne dépasse pas \$500, la Cour d'appel, en statuant sur l'appel, doit accorder à l'intimé les frais raisonnables et justifiés encourus par lui relativement à cet appel.

1972, c. 23, a. 801; 1975, c. 22, a. 241.

Recouvrement. **1078.** 1. Tout appel exercé en vertu du présent titre n'empêche pas le recouvrement, suivant la loi, des impôts, intérêts et peines faisant l'objet du recours.

Paiements réputés être faits sous protêt. 2. Le paiement des sommes contestées en vertu de la présente partie est réputé fait sous protêt.

1972, c. 23, a. 802.

Dépôts versés au fonds
consolidé du revenu.

1079. Les dépôts de quinze dollars mentionnés au présent livre, sont versés au fonds consolidé du revenu et remboursés à même ce fonds, lorsqu'il y a lieu en vertu de la présente partie.

Dépôt des frais.

Il en est de même des frais visés à l'article 1077.

1972, c. 23, a. 803.

LIVRE XI

DISSIMULATION EN MATIÈRE IMPOSABLE

TITRE I

ÉVASION D'IMPÔT

Opérations factices. **1080.** Dans le calcul du revenu aux fins de la présente partie, aucune déduction ne peut être faite, à l'égard d'un déboursé fait ou d'une dépense contractée relativement à une affaire ou opération qui, si elle était permise, réduirait indûment ou de façon factice le revenu du contribuable.

1972, c. 23, a. 804.

Avantages conférés
indirectement.

1081. 1. Lorsqu'une ou plusieurs ventes, échanges, déclarations de fiducie ou autres opérations de quelque nature que ce soit ont pour résultat qu'une personne confère un avantage à un contribuable, cette personne est réputée avoir fait au contribuable un paiement égal au montant de l'avantage conféré, nonobstant la forme ou l'effet juridique des opérations ou le fait qu'une ou plusieurs autres personnes y aient été également parties; et, qu'il y ait eu ou non une intention d'éviter ou d'éluder des impôts prévus par la présente partie, le paiement doit, selon les circonstances, être inclus dans le calcul du revenu du contribuable ou être considéré comme un don visé à la partie VIII.

Exception lors de
transactions de bonne foi.

2. Lorsqu'il est établi qu'une vente, un échange ou autre opération a été conclu par des personnes n'ayant pas de lien de dépendance entre elles, de bonne foi et non en conformité ou comme partie de quelque autre opération, non plus que pour effectuer le paiement, en totalité ou en partie, de quelque obligation existante ou future, aucune partie à ces opérations n'est réputée, aux fins du présent article, avoir conféré un avantage à la partie avec laquelle elle a ainsi traité.

1972, c. 23, a. 805; 1973, c. 17, a. 121.

Fait d'éviter ou de réduire
les impôts exigibles.

1082. 1. Lorsque le ministre est d'avis que l'une des principales fins d'une ou de plusieurs opérations faites avant ou après le 8 juillet 1972 était d'irrégulièrement éviter ou réduire les impôts qui autrement auraient pu devenir exigibles aux termes de la présente partie, il soumet le cas au Conseil du trésor qui, alors, donne les directives qu'il juge appropriées pour déjouer la dissimulation ou la réduction de la matière imposable.

Directives du Conseil du
trésor.

2. Une directive aux termes du présent article peut viser les

impôts à payer, sous la présente partie, par une ou plusieurs personnes et pour une ou plusieurs années d'imposition.

Cotisations conformes aux directives.

3. Lorsqu'une directive a été donnée en vertu du présent article, l'impôt doit être perçu ou cotisé, ou cotisé de nouveau et perçu, en conformité de cette directive, nonobstant toute autre disposition incompatible de la présente partie.

Cotisations conformes aux directives.

4. Sur contestation d'une cotisation en appel, lorsque la cotisation a été faite conformément à une directive émise aux termes du présent article, la Cour d'appel peut confirmer la directive donnée ou l'annuler si elle décide qu'aucun des principaux objets de l'opération ou des opérations n'était d'irrégulièrement éviter ou réduire l'impôt; elle peut aussi modifier la directive donnée et référer la question au ministre pour lui permettre de faire une nouvelle cotisation.

Actes irréguliers.

5. Pour les fins du présent article, le fait d'éviter ou de réduire les impôts peut être considéré comme irrégulier, bien qu'il ne soit pas le résultat d'un acte illégal.

1972, c. 23, a. 806.

TITRE II

DÉPOUILLEMENT DE DIVIDENDES

Montants reçus par l'effet d'un dépouillement de dividende.

1083. Tout montant reçu par un contribuable dans une année d'imposition par l'effet d'un dépouillement de dividende ou toute partie d'un tel montant que fixe le ministre doit, si le ministre en décide ainsi, être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour cette année d'imposition et être, dans le cas d'un particulier, considéré avoir été reçu à titre de dividende.

1972, c. 23, a. 807.

Opérations pouvant donner lieu à un dépouillement de dividende.

1084. Un dépouillement de dividende peut avoir lieu lorsqu'un contribuable reçoit un montant:

a) à titre de contrepartie de la vente ou autre aliénation d'actions d'une corporation ou de tout intérêt dans de telles actions;

b) par suite du rachat ou de l'acquisition par une corporation d'une ou plusieurs de ses actions, de la réduction de son capital-actions ou de la conversion d'une ou plusieurs de ses actions en actions d'une autre catégorie ou en obligations de la corporation;

c) à titre de paiement qui serait, sans le présent titre, considéré comme revenu exonéré; ou

d) à titre de dividende à l'égard duquel il peut déduire un montant égal en vertu de l'article 738.

1972, c. 23, a. 808; 1973, c. 17, a. 122.

Dépouillement de
dividende.

1085. Un dépouillement de dividende a lieu lorsque, de l'avis du ministre, l'objet d'une opération prévue à l'article 1084 ou d'une autre opération ou série d'opérations dont elle fait partie est de diminuer sensiblement ou de faire disparaître l'actif d'une corporation de telle manière que la totalité ou une partie de tout impôt, qui autrement aurait pu être ou devenir payable en vertu de la présente partie par suite de toute distribution de revenu d'une corporation, a été ou sera évitée.

1972, c. 23, a. 809.

LIVRE XII
RÈGLEMENTS

Pouvoirs du gouvernement
relatifs aux règlements.

1086. Le gouvernement peut faire des règlements pour:

- a) prescrire la preuve requise à l'établissement des faits pertinents aux cotisations;
- b) faciliter la cotisation de l'impôt lorsque les déductions ou les exemptions d'un contribuable ont varié dans une année d'imposition;
- c) prévoir la rétention, par voie de déduction ou de compensation du montant de l'impôt sur le revenu du contribuable ou autre dette sous le régime d'une loi fiscale, sur tout montant qui peut être payable par Sa Majesté aux droits du Québec relativement à des traitements ou salaires;
- d) définir les catégories de personnes qui peuvent être réputées à charge aux fins de la présente partie;
- e) établir des catégories de biens aux fins de l'article 130;
- f) généralement prescrire les mesures requises pour l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article ainsi que tous ceux adoptés en vertu d'autres dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à une période antérieure à leur publication, mais non antérieure à l'année d'imposition 1972.

1972, c. 23, a. 810; 1972, c. 26, a. 77; 1974, c. 18, a. 39.

Cet article, modifié en 1974, par le remplacement dans le deuxième alinéa des mots «fixée; ils peuvent aussi s'appliquer à compter du début de toute année d'imposition qui coïncide avec l'année civile en cours au moment de leur adoption ou qui s'y termine.» par les mots «fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à une période antérieure à leur publication, mais non antérieure à l'année d'imposition 1972.», s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

PARTIE II

REVENU GAGNÉ AU QUÉBEC PAR DES PERSONNES NE RÉSIDANT PAS AU QUÉBEC

TITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES

Application de la partie I.

1087. La partie I s'applique au calcul du revenu des personnes qui ne résident pas au Québec, sous réserve de la présente partie.

1972, c. 23, a. 811.

Revenu gagné au Québec
par un non-résident.

1088. Le revenu gagné au Québec, pour une année d'imposition, par un particulier visé à l'article 25 est égal à la partie des revenus des entreprises qu'il exerce qui est attribuable de la manière prescrite à un établissement au Québec, moins la partie des pertes desdites entreprises qui est ainsi attribuable à un tel établissement.

1972, c. 23, a. 812; 1973, c. 17, a. 123.

Revenu gagné au Québec
par un non-résident.

1089. Le revenu gagné au Québec, pour une année d'imposition, par un particulier visé à l'article 26 est son revenu tel que déterminé en vertu de l'article 28 en ne tenant compte que des éléments suivants:

- a) le revenu provenant des charges ou des emplois, qui est raisonnablement attribuable aux services qu'il a rendus dans le Québec;
- b) les revenus des entreprises qu'il a exercées au Canada, qui sont attribuables, de la façon prescrite, à un établissement au Québec;
- c) les gains en capital imposables et les pertes en capital admissibles résultant de l'aliénation de biens québécois imposables sauf sans la mesure prévue par règlement;

d) le produit de l'aliénation qui devient recevable par lui dans l'année à l'égard de l'aliénation d'un bien qui est un bien minier québécois tel que défini aux règlements ou qui serait un tel bien s'il avait été acquis par ce particulier après 1971, dans la mesure où ce produit n'a pas été inclus dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise exercée au Canada;

e) les montants qui doivent, en vertu de l'article 94, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard de l'aliénation d'un bien forestier québécois tel que défini par règlement, dans la mesure où ces montants n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise exercée au Canada;

f) l'excédent du montant qui doit, en vertu de l'article 684, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard de l'aliénation d'une participation au revenu d'une fiducie résidant au Québec

sur le montant qui serait admis en déduction à cet égard en vertu de l'article 665 dans le calcul de son revenu s'il avait été résident au Canada pendant toute l'année;

g) le revenu déterminé en vertu des paragraphes *b* et *c* de l'article 1092 à l'égard d'un particulier visé audit article;

h) l'excédent, qui est attribuable de la manière prescrite à un établissement d'une société au Québec, du montant qui doit, en vertu de l'article 610, être inclus dans le calcul du revenu du particulier pour l'année à titre de produit de l'aliénation d'un droit à une part du revenu ou de la perte de la société en vertu d'une entente y mentionnée sur le montant qui serait admissible en déduction à cet égard en vertu de l'article 611 dans le calcul de son revenu s'il avait résidé au Canada pendant toute l'année; et

i) les pertes mentionnées au sous-paragraphe ii du paragraphe *c* de l'article 28 découlant d'entreprises qu'il a exercées au Canada et qui sont attribuables de la façon prescrite à un établissement au Québec.

1972, c. 23, a. 813; 1973, c. 17, a. 124; 1975, c. 22, a. 242.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe *d* des mots «le produit de l'aliénation dans l'année» par les mots «le produit de l'aliénation qui devient recevable par lui dans l'année à l'égard de l'aliénation»;

- l'insertion du paragraphe (*e*);

s'applique depuis le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

Revenu gagné au Canada.

1090. Le revenu gagné au Canada par un particulier visé à l'article 26, pour une année d'imposition, est son revenu tel que déterminé en vertu de l'article 28 en ne tenant compte que des éléments suivants:

a) le revenu provenant de charges ou d'emplois, qui est raisonnablement attribuable aux services qu'il a rendus dans le Canada;

b) les revenus des entreprises qu'il a exercées au Canada qui sont attribuables de la façon prescrite à un établissement au Canada;

c) les gains en capital imposables et les pertes en capital admissibles résultant de l'aliénation de biens canadiens imposables;

d) le produit de l'aliénation qui devient recevable par lui dans l'année à l'égard de l'aliénation d'un bien qui est un bien minier canadien ou qui serait un tel bien s'il avait été acquis par ce particulier après 1971, dans la mesure où ce produit n'a pas été inclus dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise exercée au Canada;

e) les montants qui doivent, en vertu de l'article 94, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard de l'aliénation d'un bien forestier, dans la mesure où ces montants n'ont pas été inclus dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise exercée au Canada;

f) l'excédent du montant qui doit, en vertu de l'article 684, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard de l'aliénation d'une participation au revenu d'une fiducie résidant au Canada sur le montant qui serait admis en déduction à cet égard en vertu de l'article 665 dans le calcul de son revenu s'il avait été résident au Canada pendant toute l'année;

g) le revenu qui serait déterminé en vertu des paragraphes b et c de l'article 1092 à l'égard du particulier si le mot « Québec », dans les articles 1092 et 1093, était remplacé partout où il se trouve par le mot « Canada »;

h) l'excédent du montant qui doit, en vertu de l'article 610, être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de produit de l'aliénation d'un droit à une part du revenu ou de la perte d'une société en vertu d'une entente y mentionnée sur le montant qui serait admissible en déduction à cet égard en vertu de l'article 611 dans le calcul de son revenu s'il avait résidé au Canada pendant toute l'année; et

i) les pertes mentionnées au sous-paragraphe ii du paragraphe c de l'article 28 découlant d'entreprises qu'il a exercées au Canada qui sont attribuables de la façon prescrite à un établissement au Canada.

1972, c. 23, a. 814; 1973, c. 17, a. 125; 1975, c. 22, a. 243.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le paragraphe d des mots « le produit de l'aliénation dans l'année » par les mots « le produit de l'aliénation qui devient recevable par lui dans l'année à l'égard de l'aliénation », s'applique depuis le 6 mai 1974; (1975, c. 22, a. 302);

- par la suppression dans le paragraphe d des mots « au sens de l'article 337 », s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298);

- par l'insertion du paragraphe (e), s'applique après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

Revenu imposable gagné au Canada.

1091. Le revenu imposable gagné au Canada par un particulier visé à l'article 26 est égal au revenu visé à l'article 1090 moins l'ensemble des déductions permises par le livre IV de la partie I qui peuvent raisonnablement être considérées comme y étant attribuables.

1972, c. 23, a. 815.

TITRE II

ÉTUDIANTS, PROFESSEURS ET EMPLOYÉS

Règles applicables aux étudiants, professeurs et employés non-résidents.

1092. Un étudiant, un professeur ou un employé ne résidant pas au Canada et visé à l'article 1093:

a) est réputé avoir été employé au Québec au cours de l'année, aux fins de l'article 26;

b) a un revenu, aux fins du paragraphe g de chacun des articles 1089 et 1090, égal à l'ensemble:

i. de la rémunération qu'il a reçue dans l'année à l'égard d'une charge ou d'un emploi et qui lui a été versée, directement ou non, par une personne résidant au Canada, sauf dans la mesure où elle est attribuable aux fonctions qu'il a remplies dans un pays étranger et a été, soit assujettie à l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices par le gouvernement d'un pays autre que le Canada, soit versée relativement à la vente de biens, à la négociation de contrats ou à la prestation de services pour son employeur, une filiale étrangère de ce dernier ou pour une autre personne avec laquelle son employeur a un lien de dépendance, dans le cours ordinaire d'une entreprise exercée par son employeur, cette filiale étrangère ou cette autre personne; et

ii. des montants qui, en vertu des paragraphes i de l'article 311 et g et h de l'article 312, seraient inclus dans le calcul de son revenu pour l'année s'il avait résidé au Québec toute l'année, dans la mesure où ces montants proviennent d'une source canadienne; et

c) peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année, un montant qui serait admissible en vertu des articles 347 à 350 si ces articles ne s'appliquaient qu'au calcul du revenu des personnes visées au deuxième alinéa de l'article 347 et si les montants qui sont mentionnés au sous-paragraphe c du paragraphe 3 de l'article 348 étaient ceux mentionnés au sous-paragraphe ii du paragraphe b.

1972, c. 23, a. 816; 1973, c. 17, a. 126; 1975, c. 22, a. 245.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le sous-paragraphe i du paragraphe b des mots «bénéfices, soit versée à l'égard d'une entreprise exercée dans ce pays par la personne qui la verse ou par une filiale étrangère d'une telle personne; et» par les mots «bénéfices par le gouvernement d'un pays autre que le Canada, soit versée relativement à la vente de biens, à la négociation de contrats ou à la prestation de services pour son employeur, une filiale étrangère de ce dernier ou pour une autre personne avec laquelle son employeur a un lien de dépendance, dans le cours ordinaire d'une entreprise exercée par son employeur, cette filiale étrangère ou cette autre personne; et», s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes; (1975, c. 22, a. 297);

- par l'insertion dans le sous-paragraphe ii du paragraphe b avant les mots «des paragraphes g et h» des mots «i de l'article (311) et», s'applique après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

Cet article, modifié en 1973, par:

- le remplacement dans le paragraphe b des mots « l'ensemble de la rémunération qu'il a reçue dans l'année en vertu du paragraphe d de l'article 817 et des montants qui, en » par les mots:

« l'ensemble:

i. de la rémunération qu'il a reçue dans l'année à l'égard d'une charge ou d'un emploi et qui lui a été versée, directement ou non, par une personne résidant au Canada, sauf dans la mesure où elle est attribuable aux fonctions qu'il a remplies dans un pays étranger et a été, soit assujettie à l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices, soit versée à l'égard d'une entreprise exercée dans ce pays par la personne qui la verse ou par une filiale étrangère d'une telle personne; et

ii. des montants qui, en »;

- le remplacement dans le paragraphe c des mots « 319 si ces articles s'appliquaient au calcul du revenu des personnes ne résidant pas au Canada, et si les montants qui sont visés au paragraphe c de l'article 813 étaient ceux qui sont mentionnés au paragraphe b du présent article à l'égard des paragraphes g et h de l'article 287. » par les mots « (350) si ces articles ne s'appliquaient qu'au calcul du revenu des personnes visées au deuxième alinéa de l'article (347) et si les montants qui sont mentionnés au sous-paragraphe c du paragraphe 3 de l'article (348) étaient ceux mentionnés au sous-paragraphe ii du paragraphe b. »,

s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Application de l'article
1092.

1093. L'article 1092 s'applique à un particulier ne résidant pas au Canada qui, dans une année d'imposition, est:

a) un étudiant fréquentant à plein temps au Québec une université, un collège ou une autre institution dispensant des cours au niveau post-secondaire;

b) un étudiant suivant des cours, ou un professeur enseignant dans une université, un collège ou une autre institution dispensant des cours au niveau post-secondaire, qui sont situés hors du Canada, si cet étudiant ou ce professeur, au cours d'une année d'imposition antérieure, a cessé de résider au Québec pour aller fréquenter cette institution ou y enseigner selon le cas;

c) un particulier qui, au cours d'une année d'imposition antérieure, a cessé de résider au Québec pour faire de la recherche ou un travail semblable en vertu d'une subvention qu'il a reçue à cet effet; ou

d) un particulier qui, lors d'une année d'imposition antérieure, a cessé de résider au Québec et qui touche, dans l'année, une rémunération relativement à une charge ou un emploi qui lui est versée, directement ou non, par une personne résidant au Canada.

1972, c. 23, a. 817; 1973, c. 17, a. 127.

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement du paragraphe d, s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

« un particulier en congé d'une charge ou d'un emploi au Québec qui touche une rémunération relativement à cette charge ou à cet emploi et qui, lors d'une année d'imposition antérieure, a cessé de résider au Québec. ».

TITRE III

BIENS QUÉBÉCOIS IMPOSABLES

Bien québécois imposable. **1094.** Aux fins de la présente partie, un bien québécois imposable comprend un intérêt dans un tel bien et signifie:

- a) un immeuble situé au Québec;
- b) une autre immobilisation utilisée au Québec dans l'exploitation d'une entreprise;
- c) une action du capital-actions d'une corporation résidant au Québec autre qu'une corporation publique;
- d) une action du capital-actions d'une corporation publique résidant au Québec si, à un moment donné, après 1971, au cours des cinq années précédant l'aliénation d'une telle action par une personne résidant hors du Canada, au moins 25 pour cent des actions émises de toute catégorie d'actions du capital-actions de la corporation appartenaient à cette personne, à d'autres personnes avec lesquelles elle avait un lien de dépendance ou à la fois à elle et à ces autres personnes;
- e) un intérêt dans une société si, à un moment donné au cours des douze mois précédant l'aliénation d'un tel intérêt, la juste valeur marchande des biens de la société qui étaient à ce moment un bien minier canadien, ou auraient été un tel bien s'ils avaient été acquis après 1971, un bien forestier, un intérêt dans le revenu d'une fiducie résidant au Canada ou tout autre bien visé au présent article, n'était pas inférieure à 50 pour cent de l'ensemble de la juste valeur marchande, à ce moment, de tous les biens de la société et de tout montant d'argent que la société avait alors en main;
- f) une participation en capital d'une fiducie qui réside au Québec et qui n'est pas une fiducie d'investissement à participation unitaire;
- g) une unité d'une fiducie d'investissement à participation unitaire qui réside au Québec et qui n'est pas une fiducie de fonds mutuels;
- h) une unité d'une fiducie de fonds mutuels qui réside au Québec si, à un moment donné, après 1971, au cours des cinq années précédant l'aliénation par une personne, d'une telle unité, au moins 25 pour cent des unités émises appartenaient à cette personne, à d'autres personnes avec lesquelles elle avait un lien de dépendance ou à la fois à elle et à ces autres personnes; ou
- i) tout autre bien qui est réputé être un bien québécois imposable en vertu de la présente loi.

1972, c. 23, a. 818; 1973, c. 17, a. 128; 1973, c. 18, a. 29; 1975, c. 22, a. 246.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement dans le paragraphe e des mots «société qui étaient à ce moment un bien minier canadien, au sens de l'article 337, ou seraient un tel bien s'ils avaient été acquis après 1971, un intérêt dans le revenu

d'une fiducie résidant au Canada ou tout autre bien visé au présent article, n'était pas inférieure à 50 pour cent du total de la juste valeur marchande, à ce moment, de tous les biens de la société et de tout montant d'argent que la société avait en main à ce moment;» *par les mots* «biens de la société qui étaient à ce moment un bien minier canadien, ou auraient été un tel bien s'ils avaient été acquis après 1971, un bien forestier, un intérêt dans le revenu d'une fiducie résidant au Canada ou tout autre bien visé au présent article, n'était pas inférieure à 50 pour cent de l'ensemble de la juste valeur marchande, à ce moment, de tous les biens de la société et de tout montant d'argent que la société avait alors en main;», *s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes.* (1975, c. 22, a. 298).

Cet article, modifié en 1973, par:

- *la suppression dans le paragraphe e des mots* «, après 1971,»;

- *le remplacement dans le paragraphe e des mots* «biens de la société visés au présent article» *par les mots* «biens de la société qui étaient à ce moment un bien minier canadien, au sens de l'article 337, ou seraient un tel bien s'ils avaient été acquis après 1971, un intérêt dans le revenu d'une fiducie résidant au Canada ou tout autre bien visé au présent article,»,

s'applique à toute aliénation d'un intérêt dans une société survenue après le 19 février 1973. (1973, c. 18, a. 52).

«bien canadien imposable».

1095. Aux fins de la présente partie, l'expression «bien canadien imposable» a le même sens que l'expression «bien québécois imposable» tel que prévu à l'article 1094 en y remplaçant les mots «Québec» et «québécois» par «Canada» et «canadien».

1972, c. 23, a. 819.

Application des articles
1094 et 1095.

1096. Aux fins des articles 1094 ou 1095:

a) un bien québécois imposable ou un bien canadien imposable ne comprend pas une action du capital-actions d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada si, le premier jour de l'année d'imposition de la corporation au cours de laquelle l'aliénation de l'action a eu lieu, cette corporation n'était propriétaire d'aucun bien qui était un bien minier canadien, ou aurait été un tel bien s'il avait été acquis après 1971, un bien forestier ou un intérêt dans le revenu d'une fiducie résidant au Canada ni d'aucun bien visé à l'un ou l'autre desdits articles, selon le cas; et

b) un bien y mentionné est réputé comprendre à un moment donné une option sur ce bien, même si ce bien n'existe pas à ce moment.

1975, c. 22, a. 247.

Cet article, inséré en 1975, doit se lire sans tenir compte de l'expression «un bien forestier» pour les années d'imposition 1972 et 1973 et le paragraphe b ne s'applique qu'après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 296, a. 302).

Aliénation de certains biens
par un non-résident.

1097. Une personne qui réside hors du Canada et qui se propose d'aliéner un bien québécois imposable autre qu'un bien visé au paragraphe i de l'article 1094, une action du capital-actions d'une corporation publique ou un droit y afférent, une unité d'une fiducie

de fonds mutuel, une obligation, effet de commerce, billet, *mortgage*, hypothèque ou autre titre semblable ou autre qu'un bien prescrit peut, avant cette aliénation, faire parvenir au ministre un avis contenant:

- a) les nom et adresse de l'acquéreur éventuel;
- b) une description du bien suffisamment précise pour le reconnaître;
- c) le montant qu'il estime recevoir comme produit de l'aliénation de ce bien; et
- d) le montant du prix de base rajusté de ce bien à la date de cet avis.

1972, c. 23, a. 820; 1973, c. 17, a. 129.

Certificat du ministre relatif
à une aliénation éventuelle.

1098. Le ministre doit délivrer sans délai à la personne visée à l'article 1097 et à l'acquéreur éventuel sur réception de l'avis prévu audit article et sur paiement, à valoir sur l'impôt payable par cette personne, d'un montant égal à 15 pour cent de l'excédent du montant mentionné au paragraphe *c* de l'article 1097 sur celui mentionné au paragraphe *d* dudit article ou sur réception d'une sûreté que le ministre juge appropriée, un certificat dans la forme prescrite faisant état du montant que cette personne estime recevoir de l'aliénation suivant le paragraphe *c* dudit article.

1972, c. 23, a. 821; 1973, c. 18, a. 30.

Avis au ministre.

1099. Une personne ne résidant pas au Canada doit, lorsque l'aliénation d'un bien visé à l'article 1097 est faite, en donner avis au ministre dans les dix jours, sous pli recommandé ou certifié, lorsque:

- a) l'avis prévu audit article n'a pas été envoyé;
- b) l'acquéreur n'est pas l'acquéreur éventuel mentionné dans l'avis;
- c) le montant estimatif mentionné dans l'avis prévu à l'article 1097 est inférieur au produit effectif de l'aliénation de ce bien; ou
- d) le montant du prix de base rajusté mentionné dans l'avis prévu à l'article 1097 à l'égard de ce bien dépasse son prix de base rajusté immédiatement avant son aliénation.

Cet avis doit contenir les renseignements mentionnés aux paragraphes *a* et *b* de l'article 1097 et indiquer le produit effectif de l'aliénation du bien ainsi que le montant de son prix de base rajusté immédiatement avant l'aliénation.

1972, c. 23, a. 822; 1975, c. 83, a. 84.

Certificat du ministre lors
de l'aliénation d'un bien.

1100. Le ministre doit délivrer sans délai à la personne visée à l'article 1099 et à l'acquéreur, sur réception de l'avis prévu audit article et sur paiement, à valoir sur l'impôt payable par cette per-

sonne, d'un montant égal à 15 pour cent de l'excédent du produit de l'aliénation du bien sur son prix de base rajusté immédiatement avant son aliénation ou sur dépôt d'une sûreté que le ministre accepte à cet égard, un certificat dans la forme prescrite, attestant de ces faits.

1972, c. 23, a. 823.

Règles applicables quant à l'acquéreur.

1101. Lorsqu'une personne acquiert un bien québécois impossible mentionné à l'article 1097 d'une personne ne résidant pas au Canada, les règles suivantes s'appliquent:

a) dans le cas où aucun certificat visé à l'article 1098 n'a été émis à l'égard de l'aliénation de ce bien, l'acheteur doit payer, à titre d'impôt pour le compte de cette personne, un montant égal à 10 pour cent de son prix d'achat et, au cas contraire, il doit payer à ce titre le moindre de ce montant ou de 15 pour cent de l'excédent de ce prix d'achat sur le montant mentionné à l'avis dont il est fait état à l'article 1098 à l'égard de l'aliénation de ce bien par la personne ne résidant pas au Canada en faveur de l'acheteur;

b) l'acheteur est autorisé à déduire de tout montant qu'il paie au vendeur ou à retenir de tout montant qu'il porte à son crédit ou à recouvrer de lui de toute autre façon le montant qu'il a payé en vertu du paragraphe a;

c) dès que l'acheteur reçoit un certificat en vertu de l'article 1100 de la part du ministre à l'égard de ce bien, l'obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe a à l'égard de son vendeur cesse; et

d) l'acheteur doit, dans les 30 jours qui suivent la fin du mois où il acquiert le bien, verser au ministre le montant qu'il est tenu de payer en vertu du paragraphe a.

Restriction.

Le présent article ne s'applique pas à un acheteur qui n'avait, après avoir fait une enquête raisonnable, aucune raison de croire que le vendeur avec qui il a traité ne résidait pas au Canada.

1972, c. 23, a. 824; 1973, c. 18, a. 31; 1975, c. 22, a. 248.

Cet article, modifié en 1975, par:

- la suppression à la fin du paragraphe b du premier alinéa du mot «et»;
 - le remplacement à la fin du paragraphe c du premier alinéa du point par «;et»;
 - l'insertion dans le premier alinéa, du paragraphe d;
- s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement dans le premier alinéa, du paragraphe a, s'applique à toute acquisition de bien faite après le 19 février 1973. (1973, c. 18, a. 52).

Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi:

«l'acheteur doit payer, à titre d'impôt pour le compte de cette personne, un montant égal à 10 pour cent de l'excédent de son prix d'achat sur le montant mentionné à l'avis dont il est fait état à l'article 821 à l'égard de ce bien;».

Aliénation de biens par un non-résident: dons entre vifs; lien de dépendance.

1102. Lorsqu'une personne qui réside hors du Canada aliène ou se propose d'aliéner un bien qui est ou serait, si elle l'aliénait, un bien québécois imposable visé à l'article 1097, en faveur d'une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance à titre gratuit ou moyennant une contre-partie inférieure à sa juste valeur marchande au moment de l'aliénation ou de l'aliénation projetée, ou en faveur de toute personne par donation entrevifs, les règles suivantes s'appliquent:

a) le paragraphe *c* de l'article 1097 doit se lire comme «le montant qu'il estime être la juste valeur marchande du bien au moment où il se propose de l'aliéner»;

b) la référence, à l'article 1098, au montant que cette personne estime recevoir de l'aliénation doit se lire comme une référence au montant que cette personne estime être la juste valeur marchande du bien;

c) les références, aux articles 1099 et 1100, au produit ou au produit effectif de l'aliénation du bien doivent se lire comme des références à la juste valeur marchande du bien immédiatement avant son aliénation; et

d) les références, à l'article 1101, au prix d'achat du bien doivent se lire comme des références à sa juste valeur marchande au moment de son acquisition.

Restriction.

Le présent article ne s'applique pas lorsque, en raison du décès d'une personne, un bien est transféré ou attribué au moment du décès ou après celui-ci.

1975, c. 22, a. 249.

Cet article, inséré en 1975, s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 307).

PARTIE III

INSTITUTIONS ET PLACEMENTS

LIVRE I

CORPORATIONS ET PLACEMENTS

Impôt payable par une corporation de placements.

1103. Une corporation de placements peut, aux fins du calcul de l'impôt prévu au paragraphe 1 de l'article 771 pour une année d'imposition, déduire de son revenu imposable pour l'année ses gains en capital imposés pour l'année au sens du paragraphe *b* de l'article 1108.

1972, c. 23, a. 825; 1976, c. 18, a. 17.

Cet article, remplacé en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Une corporation qui a été une corporation de placements pendant toute une année d'imposition doit payer un impôt sur son revenu imposable déterminé selon la partie I en ajoutant à ce revenu tout dividende qui ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu et sans faire aucune déduction permise dans le calcul de son revenu ou de son revenu imposable relativement aux dividendes qu'elle reçoit.».

Corporation de placements.

1104. Aux fins du présent livre, une corporation de placements est une corporation qui, à l'égard de l'année d'imposition pour laquelle l'expression est pertinente, a satisfait aux exigences suivantes:

a) elle a été pendant toute l'année une corporation canadienne qui était une corporation publique;

b) au moins 80 pour cent de ses biens ont consisté, pendant toute l'année, en actions, obligations, valeurs mobilières négociables ou en argent;

c) au moins 95 pour cent de son revenu pour l'année provenait des biens décrits au paragraphe b ou de leur aliénation;

d) au moins 85 pour cent de son revenu brut pour l'année provenait de sources au Canada;

e) au plus 25 pour cent de son revenu brut pour l'année a consisté en intérêts;

f) à aucun moment durant l'année, plus de 10 pour cent de ses biens n'ont consisté en actions, obligations ou autres valeurs mobilières d'une même corporation ou d'un même débiteur autre que Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou autre qu'une municipalité canadienne;

g) aucun de ses actionnaires n'a détenu, à un moment quelconque de l'année, plus de 25 pour cent des actions émises de son capital-actions; et

h) elle a distribué à ses actionnaires, avant la fin de l'année, un montant au moins égal à 85 pour cent de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 1105, diminué des dividendes et intérêts qu'elle a reçus sous forme d'actions, d'obligations ou autres valeurs mobilières qui n'ont pas été vendues avant la fin de l'année.

1972, c. 23, a. 828; 1973, c. 17, a. 130; 1973, c. 18, a. 32; 1976, c. 18, a. 19.

Cet article, remplacé en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Aux fins du présent livre, une corporation de placements est une corporation:

a) qui ne fait que détenir des biens dont au moins 90 pour cent, selon la valeur montrée au bilan soumis aux actionnaires, consistent en actions, obligations ou autres valeurs mobilières d'autres corporations, en argent en banque ou en caisse, en hypothèques, en dépôts dans une corporation de fiducie ou de prêts, en prêts à court terme ou en obligations ou bons émis par le gouvernement d'un pays, d'une subdivision politique d'un pays ou d'une municipalité;

b) dont aucune partie du revenu brut ne provient de la location de biens ou de l'exercice d'une entreprise; et

c) dont les biens situés au Québec consistent en des biens prescrits détenus dans la proportion déterminée par règlement.

Toutefois une corporation de placements ne comprend pas une corporation dont plus de 25 pour cent des actions émises de toute catégorie de son capital-actions sont détenues par une seule corporation ou par plusieurs corporations ayant entre elles un lien de dépendance, sauf s'il s'agit de corporations exonérées de l'impôt en vertu des articles 712 à 728 ou de l'article 730.».

Calcul de l'ensemble visé
au paragraphe *h* de l'article
1104.

1105. L'ensemble visé au paragraphe *h* de l'article 1104 à l'égard de la corporation y visée est l'ensemble de:

a) 75 pour cent de l'excédent de son revenu imposable pour l'année sur ses gains en capital imposés pour l'année au sens du paragraphe *b* de l'article 1108; et

b) l'excédent des dividendes imposables que la corporation a reçus au cours de l'année, dans la mesure où ces dividendes sont admissibles en déduction de son revenu pour l'année en vertu des articles 738 à 749, sur ce que seraient ses pertes autres que ses pertes en capital pour l'année si le montant déterminé au paragraphe *b* de l'article 28 à l'égard de la corporation pour l'année était nul.

1976, c. 18, a. 20.

Cet article, inséré en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Choix relatifs aux
dividendes payables.

1106. 1. Lorsqu'un dividende devient payable à un moment donné, après 1971, par une corporation qui est une corporation de placements pour l'année d'imposition pendant laquelle le dividende devient payable, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital à ce moment, tel que déterminé par les règlements; et

b) aux fins de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable à titre de ce dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation.

Conditions quant au choix.

2. Le choix visé au paragraphe 1 ne vaut que s'il est fait, en la manière prescrite, pour le montant total du dividende, au plus tard au moment visé audit paragraphe ou à la date du premier versement de ce dividende si elle précède ce moment.

1972, c. 23, a. 829; 1974, c. 18, a. 40; 1976, c. 18, a. 21.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement de ce qui suit:

1. «Lorsqu'un dividende devient payable à un moment donné, après 1971, par une corporation qui est une corporation prescrite ou qui est une corporation de placements durant toute l'année d'imposition pendant laquelle le dividende devient payable, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital tel que déterminé par les règlements; et»

par ce qui suit:

1. «Lorsqu'un dividende devient payable à un moment donné, après 1971, par une corporation qui est une corporation de placements pour l'année d'imposition pendant laquelle le dividende devient payable, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital à ce moment, tel que déterminé par les règlements; et» *s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).*

Application de la partie I.

1107. Sauf disposition contraire contenue dans le présent livre, la partie I s'applique *mutatis mutandis* à une corporation de placements.

1972, c. 23, a. 830.

LIVRE II

CORPORATIONS DE PLACEMENTS HYPOTHÉCAIRES

Interprétation:
«*corporation de placements
hypothécaires*»; «*gains en
capital imposés*».

1108. Dans le présent livre:

a) l'expression «corporation de placements hypothécaires» a le sens que lui donnent les règlements;

b) l'expression «gains en capital imposés» signifie l'excédent des gains en capital imposables pour une année d'imposition, provenant de l'aliénation de biens, sur l'ensemble des pertes en capital admissibles pour cette année résultant de l'aliénation de biens et du montant admissible en déduction dans le calcul du revenu imposable pour cette année en vertu de l'article 729.

1974, c. 18, a. 41.

Déduction de dividendes
imposables.

1109. Une corporation de placements hypothécaires peut déduire dans le calcul de son revenu les dividendes imposables, autres que les dividendes à même les gains en capital, qu'elle verse dans l'année ou dans les 90 jours qui suivent la fin de cette année, sans excéder son revenu imposable calculé sans tenir compte du présent article ni de l'article 1110, et diminué de ses gains en capital imposés pour l'année.

Restriction.

Toutefois, cette déduction ne peut être effectuée que dans la mesure où ces dividendes n'étaient pas admissibles en déduction par la corporation dans le calcul de son revenu pour l'année précédente.

1974, c. 18, a. 41.

Déduction de dividendes
sur gains en capital.

1110. Une corporation de placements hypothécaires peut également déduire dans le calcul de son revenu la moitié des dividendes à même les gains en capital qu'elle verse au cours de la période commençant 91 jours après le début de l'année et se terminant 90 jours après la fin de cette année.

1974, c. 18, a. 41.

Déduction non permise.

1111. Une corporation de placements hypothécaires ne peut faire aucune déduction en vertu des articles 738 à 745.

1974, c. 18, a. 41; 1975, c. 22, a. 250.

Cet article, modifié en 1975, par le remplacement du chiffre «561» par le chiffre «(745)», s'applique après le 6 mai 1974. (1975, c. 22, a. 302).

Montant réputé reçu à titre d'intérêt sur obligation.

1112. Aux fins de la présente loi, tout montant reçu par un actionnaire d'une corporation de placements hypothécaires à titre de dividende imposable, autre qu'un dividende à même les gains en capital, est réputé avoir été reçu à titre d'intérêt sur une obligation émise par la corporation après 1971, lorsque ce dividende a été versé au cours d'une année d'imposition durant la totalité de laquelle la corporation était une corporation de placements hypothécaires ou dans les 90 jours qui suivent la fin de cette année.

1974, c. 18, a. 41.

Choix des règles applicables.

1113. 1. Lorsqu'un dividende est versé à un moment donné au cours de la période visée à l'article 1110, la corporation de placements hypothécaires peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il n'excède pas le double de ses gains en capital imposés pour l'année moins tout dividende qu'elle a versé au cours de la période et avant le moment donné et qui est réputé être un tel dividende en vertu du présent paragraphe; et

b) aux fins de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable à titre de ce dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation.

Conditions du choix.

2. Le choix visé au paragraphe 1 ne vaut que s'il est fait, en la manière prescrite, pour le montant total du dividende, au plus tard au moment visé audit paragraphe ou à la date du premier versement de ce dividende si elle précède ce moment.

1974, c. 18, a. 41.

Corporation publique.

1114. Aux fins de la présente loi, une corporation de placements hypothécaires est réputée être une corporation publique.

1974, c. 18, a. 41.

Application de partie I.

1115. Sauf disposition contraire contenue dans le présent livre, la partie I s'applique *mutatis mutandis* à une corporation de placements hypothécaires.

1974, c. 18, a. 41.

LIVRE III

CORPORATIONS DE FONDS MUTUELS

Dividendes payables par
une corporation de fonds
mutuels.

1116. 1. Lorsqu'un dividende devient payable à un moment donné, après 1971, par une corporation qui est une corporation de fonds mutuels durant toute l'année d'imposition pendant laquelle le dividende devient payable, la corporation peut choisir que les règles suivantes s'appliquent:

a) le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital à ce moment, tel que déterminé par les règlements; et

b) aux fins de la présente loi, tout montant reçu dans une année d'imposition par un contribuable à titre de ce dividende ne doit pas être inclus dans le calcul de son revenu pour l'année comme revenu provenant d'une action du capital-actions de la corporation, mais est réputé être un gain en capital du contribuable pour l'année provenant de l'aliénation d'une immobilisation.

Conditions quant au choix
prévu au paragraphe 1.

2. Le choix visé au paragraphe 1 ne vaut que s'il est fait, en la manière prescrite, pour le montant total du dividende, au plus tard au moment visé audit paragraphe ou à la date du premier versement de ce dividende si elle précède ce moment.

1972, c. 23, a. 831; 1974, c. 18, a. 42; 1976, c. 18, a. 22.

Cet article, modifié en 1976, par le remplacement du sous-paragraphe a du paragraphe 1, s'applique à toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Auparavant, ce sous-paragraphe se lisait ainsi:

«le dividende est réputé être un dividende à même les gains en capital dans la mesure où il n'excède pas le compte de dividendes à même les gains en capital tel que déterminé par les règlements; et».

Corporation de fonds
mutuels.

1117. Une corporation est une corporation de fonds mutuels à un moment donné dans une année d'imposition si à ce moment:

a) elle est une corporation canadienne qui est une corporation publique;

b) sa seule activité consiste à investir ses propres fonds;

c) les actions émises de son capital-actions comprennent, pour une valeur au moins égale à 95 pour cent de la juste valeur marchande de toutes les actions émises, sans tenir compte des droits de vote:

i. des actions comportant des conditions requérant la corporation de racheter, sur demande du détenteur et au prix fixé et payable selon les conditions, lesdites actions, en totalité ou en partie, si elles sont entièrement libérées; ou

ii. des actions satisfaisant aux conditions prescrites quant à leur rachat.

1972, c. 23, a. 832.

Dividendes présumés lors
de l'augmentation du
capital versé.

1118. La présomption prévue aux articles 504 à 510 à l'égard du paiement ou de la réception d'un dividende ne s'applique pas si la corporation, au moment où cette présomption s'appliquerait, est une corporation de fonds mutuels.

1972, c. 23, a. 833; 1975, c. 22, a. 251.

Application de l'article
1103 et de la partie I.

1119. L'article 1103 s'applique *mutatis mutandis*, à l'égard d'une année d'imposition, à une corporation qui a été une corporation de fonds mutuels pendant toute l'année et, sauf disposition contraire contenue dans le présent livre, la partie I s'applique *mutatis mutandis* à une corporation de fonds mutuels.

1972, c. 23, a. 834; 1976, c. 18, a. 23.

Cet article, remplacé en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Les règles prévues aux articles 825 à 827 s'appliquent *mutatis mutandis* à une corporation de fonds mutuels et, sauf dispositions contraires contenues dans le présent livre, la partie I s'y applique *mutatis mutandis*.».

LIVRE IV

FIDUCIE DE FONDS MUTUELS

- Fiducie de fonds mutuels. **1120.** Une fiducie est une fiducie de fonds mutuels à un moment donné si à ce moment elle est une fiducie d'investissements à participation unitaire et si toute détention et tout mouvement de ses unités sont conformes aux conditions prescrites quant au nombre de leurs détenteurs, à leur répartition et à leur négociation dans le public.
- Fiducie réputée avoir été une fiducie de fonds mutuels. Toutefois, une fiducie dont la première année d'imposition a pris fin après 1971 et qui est devenue une fiducie de fonds mutuels après 1971 et au plus tard à la date à laquelle elle devait produire sa déclaration fiscale pour cette année en vertu de l'article 1000, est réputée avoir été une fiducie de fonds mutuels depuis le début de cette année si elle en fait le choix dans cette déclaration fiscale.
- 1972, c. 23, a. 835; 1973, c. 17, a. 131.
- Application de la partie I. **1121.** La partie I s'applique à une fiducie de fonds mutuels sauf qu'à l'article 667 l'expression «dividende autre qu'un dividende imposable» doit être remplacée par l'expression «dividende en capital».
- 1972, c. 23, a. 836.

LIVRE V

CORPORATIONS DE PLACEMENTS APPARTENANT À
DES PERSONNES NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

Corporation de placements
appartenant à des
non-résidents.

1122. Une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada est une corporation constituée au Canada qui, pendant toute la période comprise entre le 18 juin 1971 ou la date de sa constitution, si cette dernière date est postérieure à la première, et le dernier jour de l'année d'imposition pour laquelle l'expression est pertinente, a satisfait aux exigences suivantes:

a) la totalité de ses actions émises, de ses obligations et autres dettes à long terme

i. appartenaient à des personnes ne résidant pas au Canada autre qu'une filiale étrangère d'un contribuable résidant au Canada;

ii. appartenaient à un fiduciaire qui les détenait pour un bénéficiaire ne résidant pas au Canada ou pour un enfant à naître d'un tel bénéficiaire;

iii. appartenaient à une autre corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada dont les actions émises, les obligations et autres dettes à long terme étaient celles décrites aux sous-paragraphes i et ii ou appartenaient à deux ou plusieurs corporations de ce genre;

b) son revenu, pour chaque année d'imposition de la période, provenait:

i. de la propriété ou du commerce d'obligations, actions, titres de créance, reconnaissances de dette, billets, *mortgage*, hypothèques ou autres biens semblables ou d'un intérêt dans ceux-ci;

ii. du prêt d'argent, avec ou sans garantie;

iii. de loyers, de la location de biens meubles, de frais ou de rémunération sur des chartes-parties, de rentes, de redevances, d'intérêts ou de dividendes;

iv. d'une succession ou d'une fiducie; ou

v. de l'aliénation d'immobilisations;

c) au plus 10 pour cent de son revenu brut, pour chaque année d'imposition de la période, provenait de loyers, de la location de biens meubles, de frais ou de rémunération sur des chartes-parties; et

d) sa principale entreprise ne consistait pas, pour chaque année d'imposition de la période, dans le prêt d'argent ou dans le commerce de biens visés au sous-paragraphe i du paragraphe b ou d'un intérêt dans ceux-ci.

1972, c. 23, a. 837.

Qualification comme
corporation de placements
appartenant à des
non-résidents.

1123. Une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada ne se qualifie comme telle pour une année d'imposition que si elle satisfait aux conditions prescrites.

1972, c. 23, a. 838; 1976, c. 18, a. 24.

Cet article, remplacé en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada ne se qualifie comme telle que si elle choisit en la manière prescrite, au plus tard 90 jours après le début de sa première année d'imposition à survenir après 1971, d'être imposée en vertu du présent livre et que si elle n'a pas révoqué ce choix de la même manière avant la fin de sa dernière année d'imposition à survenir dans la période visée à l'article 837.»

Nouvelle corporation
résultant d'une fusion.

1124. Nonobstant l'article 1122, une nouvelle corporation, au sens que lui donne l'article 544, formée par la fusion, après le 18 juin 1971, de deux ou plusieurs corporations remplacées ne peut se qualifier comme une corporation visée à l'article 1122 que si les corporations remplacées étaient elles-mêmes des corporations de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada immédiatement avant la fusion.

1972, c. 23, a. 839.

Corporation réputée ne pas
être une corporation
canadienne ni une
corporation privée.

1125. Sauf pour les fins des articles 501, 544 et 566 à 568, une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada qui serait, en l'absence du présent article, une corporation canadienne ou une corporation privée, est réputée néanmoins ne pas être une telle corporation.

1972, c. 23, a. 840; 1973, c. 17, a. 132.

Revenu d'une corporation
de placements appartenant
à des personnes ne résidant
pas au Canada et ayant un
établissement au Québec.

1126. Sauf pour les fins de l'article 1122, le revenu, pour une année d'imposition, d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada et ayant un établissement au Québec à un moment quelconque de l'année doit être calculé en ne tenant compte que de ses gains en capital imposables et de ses pertes en capital admissibles pour l'année résultant de l'aliénation de biens canadiens imposables au sens de l'article 1095 ou de biens qui seraient de tels biens si la corporation n'avait à aucun moment de l'année résidé au Canada.

1976, c. 18, a. 25.

Cet article, inséré en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Revenu imposable de la
corporation visée à l'article
1126.

1127. Le revenu imposable, pour une année d'imposition, de la corporation visée à l'article 1126 est son revenu pour l'année, déterminé selon ledit article, duquel la corporation ne peut déduire qu'un montant égal à celui qui est admissible en déduction de ce revenu pour l'année en vertu de l'article 729 à l'égard de l'aliénation de biens visés audit article 1126.

1976, c. 18, a. 25.

Cet article, inséré en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Corporation de placements
qui n'a aucun établissement
au Canada.

1128. Une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada qui n'a, à aucun moment d'une année d'imposition, un établissement au Canada et qui aliène un bien québécois imposable au sens des paragraphes *a* et *b* de l'article 1094 ou un bien qui serait un tel bien si elle n'avait à aucun moment de l'année résidé au Canada doit payer, pour l'année, un impôt au taux établi au paragraphe 1 de l'article 771 sur l'excédent de ses gains en capital imposables pour l'année provenant de l'aliénation de tels biens sur l'ensemble de ses pertes en capital admissibles pour l'année résultant de l'aliénation de tels biens et des pertes nettes en capital qu'elle a subies à l'égard de l'aliénation de tels biens au cours des années d'imposition qui précèdent et au cours de l'année qui suit l'année d'imposition.

Limitation de l'impôt à
payer.

Toutefois, cet impôt ne doit pas excéder celui que la corporation devrait payer pour l'année si l'expression «bien québécois imposable au sens des paragraphes *a* et *b* de l'article 1094» contenue dans le premier alinéa était remplacée par l'expression «biens canadiens imposables au sens de l'article 1095» dans la mesure où cet article réfère aux paragraphes *a* et *b* de l'article 1094.

1976, c. 18, a. 25.

Cet article, inséré en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Application de la partie I.

1129. Sauf disposition contraire contenue dans le présent livre, la partie I s'applique *mutatis mutandis* à une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada.

1972, c. 23, a. 842; 1976, c. 18, a. 27.

Cet article, remplacé en 1976, s'applique à l'égard de toute année d'imposition commençant après le 11 mai 1976. (1976, c. 18, a. 30).

Auparavant, il se lisait ainsi:

«Les articles 825 à 827 s'appliquent *mutatis mutandis* à une corporation de placements possédée par des personnes ne résidant pas au Canada et la partie I s'applique *mutatis mutandis* au présent livre, sauf dispositions contraires.»

PARTIE IV

TAXE SUR LE CAPITAL, LES PLACES D'AFFAIRES ET LES CORPORATIONS INOPÉRANTES

LIVRE I

DÉFINITIONS

- Définitions: **1130.** Dans la présente partie, à moins que le contexte n'indique un sens différent:
- « année d'imposition »; a) « année d'imposition » a le sens que lui donne l'article 1;
 - « banque »; b) « banque » comprend toute corporation ou compagnie à fonds social, constituée en vue d'opérations de banque ou de caisse d'épargne et faisant de telles opérations au Québec;
 - « corporation »; c) « corporation » a le sens que lui donne l'article 1 et comprend:
 - i. une corporation dont les affaires sont confiées à un syndic, fondé de pouvoir, liquidateur ou autre personne; le mot « corporation » dans ce cas comprend tel syndic, fondé de pouvoir, liquidateur ou autre personne; et
 - ii. toute personne, société, syndicat ou fidéicommissaire exerçant au Québec l'entreprise d'une personne, société, syndicat, fidéicommissaire ou corporation dont le siège social est en dehors du Canada;
 - iii. toute corporation, compagnie, société, maison d'affaires et personne visée à l'article 1135 ou 1136 faisant affaires au Québec sous son nom, sous une raison sociale ou par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière, agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre;
 - d) « corporation canadienne » a le sens que lui donne le paragraphe c de l'article 570;
 - « corporation de placements »; e) « corporation de placements » a le sens que lui donne l'article 1104 et comprend une corporation de fonds mutuels au sens de l'article 1117;
 - « corporation de placements appartenant à des non-résidents »; f) « corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada » a le sens que lui donne le livre V de la partie III;
 - « corporation de prêts »; g) « corporation de prêts » signifie toute corporation, association ou société constituée, autorisée ou administrée pour fins de prêts d'argent, comprend les corporations ou associations de finance mais ne comprend pas une banque ou une corporation d'assurance au sens de la partie I;

- «entreprise»; h) «entreprise» a le sens que lui donne l'article 1;
«exercer une entreprise au Québec»; i) «exercer une entreprise au Québec» signifie y exercer l'un des droits, pouvoirs ou objets corporatifs d'une corporation, y posséder quelque bien ou y avoir une place d'affaires visée à l'article 1140;
«ministre»; j) «ministre» désigne le ministre du revenu;
«revenu brut»; k) «revenu brut» a le sens que lui donne l'article 1;
«prescrit». l) «prescrit» a le sens que lui donne l'article 1.

1972, c. 23, a. 843; 1972, c. 26, a. 78; 1973, c. 17, a. 133; 1974, c. 18, a. 43.

LIVRE II

TAXE SUR LE CAPITAL

TITRE I

CALCUL DU CAPITAL VERSÉ

Capital versé d'une corporation.

1131. Dans la présente partie, le capital versé d'une corporation est celui qui est montré aux livres et aux états financiers soumis aux actionnaires; il comprend:

- a) son capital-actions versé;
- b) ses surplus, provisions et réserves, sauf les provisions pour amortissement ou épuisement ainsi que celles qui sont permises par la partie I pour créances douteuses;
- c) une dette de la corporation, contractée ou assumée par elle, représentée par une obligation, hypothèque, effet de commerce, obligation à intérêt conditionnel, droit de gage, billet et autre titre de créance ou garantie affectant un bien de la corporation;
- d) toute autre dette de nature capitale; et
- e) tout autre intérêt indivis ou tout autre intérêt de participation de la nature du capital-actions, comme des unités, des actions fiduciaires, des certificats fiduciaires et autres titres semblables.

1972, c. 23, a. 844; 1973, c. 17, a. 134.

Déductions lors du calcul du capital versé.

1132. Dans le calcul de son capital versé, une corporation peut déduire:

- a) le montant de son déficit;
- b) l'achalandage inclus dans l'actif, dans la mesure où le ministre juge qu'il n'a pas de valeur;
- c) un montant égal à la partie de son capital versé représentée par la proportion de l'ensemble du coût de ses placements dans les actions et obligations d'autres corporations et des prêts et avances à d'autres corporations sur l'ensemble de ses actifs; et
- d) tout autre montant prescrit.

1972, c. 23, a. 845; 1972, c. 26, a. 79.

Prêts et avances à d'autres corporations.

1133. Aux fins du paragraphe c de l'article 1132, sont réputés ne pas être des prêts et avances à d'autres corporations:

- a) les argents en dépôt dans une banque d'épargne;
- b) les montants dus par une corporation-mère dont le siège social est en dehors du Canada à sa filiale assujettie à la présente partie;
- c) les prêts et les dépôts à une compagnie de fiducie, ou à une banque; et

d) les prêts et avances pour une période n'excédant pas douze mois.

1972, c. 23, a. 846.

Restrictions relatives à certaines corporations.

1134. La déduction prévue au paragraphe *c* de l'article 1132 ne s'applique pas au calcul du capital versé d'une corporation faisant le commerce de valeurs mobilières au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1), d'une corporation de placements ou d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada.

1972, c. 23, a. 847; 1973, c. 18, a. 33.

TITRE II

ASSUJETTISSEMENT ET MONTANT DE LA TAXE

Montant à payer à titre de
taxe sur le capital:

1135. Toute corporation qui exerce une entreprise au Québec doit payer, pour chaque période de douze mois, à titre de taxe sur le capital, les montants suivants:

banques;

a) dans le cas d'une banque, un dixième de un pour cent de l'ensemble de son capital-actions payé, ses réserves et ses bénéfices non répartis;

corporations de prêts;

b) dans le cas d'une corporation de prêts,

i. à capital fixe ou permanent, le plus élevé de \$100 ou de un vingtième de un pour cent sur son capital-actions payé et sur les montants investis au Québec par la corporation, pour des fins autres que son bureau, exclusion faite de ses argents en banque; et

ii. sans capital fixe, \$100 et un vingtième de un pour cent sur les montants visés au sous-paragraphe *i*;

réseau télégraphique;

c) dans le cas d'une corporation possédant, exploitant ou utilisant un réseau télégraphique au Québec, \$5,000; toutefois, si elle loue son réseau à une autre corporation ou convient de faire opérer pour elle son réseau par une autre corporation, elle doit alors payer le plus élevé de \$2,000 ou de la taxe prévue au paragraphe *m*;

messageries par chemin de
fer;

d) dans le cas d'une corporation de messageries par chemin de fer, y compris une corporation de chemin de fer exerçant une telle entreprise, \$800 par cent milles ou partie de cent milles de voie utilisée au Québec, jusqu'à concurrence de \$10,000;

compagnies de chemin de
fer;

e) dans le cas d'une corporation possédant, exploitant ou utilisant un chemin de fer au Québec, pour chaque mille de voie possédée, exploitée ou utilisée au Québec autre qu'une voie d'évitement ou de garage,

i. \$60 pour une voie principale simple,

ii. \$40 pour une voie secondaire simple,

iii. \$40 additionnels pour une voie multiple, et

- iv. le quart des montants visés aux sous-paragraphes i à iii si la corporation utilise la voie d'une autre corporation assujettie à la taxe en vertu desdits sous-paragraphes; les deux corporations sont alors conjointement et solidairement responsables du paiement de la taxe prévue au présent sous-paragraphe;
- corporation qui produit,
vend de la gazoline; f) dans le cas d'une corporation qui produit, vend, distribue ou livre de la gazoline ou un autre produit liquide, préparé ou mélangé en vue de produire une force motrice, trois huitièmes de un pour cent sur son capital versé;
- corporation qui distille,
distribue ou vend des
boissons alcooliques; g) dans le cas d'une corporation qui distille, distribue, livre ou vend des boissons alcooliques au Québec, le plus élevé de \$25 ou de
- i. trois huitièmes de un pour cent sur son capital versé, si elle est une corporation canadienne; ou
- ii. un cinquième de un pour cent de son chiffre de ventes au Québec, si elle n'est pas une corporation canadienne; est réputée être une vente au Québec toute vente faite par une telle corporation qui y tient un bureau ou y exerce une entreprise par l'entremise d'une personne y résidant et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre;
- ligne de tramways; h) dans le cas d'une corporation qui exploite une ligne de tramways, avec ou sans un autre service de transport, un pour cent du revenu brut de ses entreprises, tel qu'il était pour l'année civile précédant la date d'exigibilité de la taxe;
- location de wagons; i) dans le cas d'une corporation dont l'entreprise au Québec consiste à louer des wagons à une corporation de chemin de fer ou dont les wagons circulent sur le réseau ou sont à l'usage d'une telle corporation exerçant son entreprise au Québec, un tiers de un pour cent sur le capital de la corporation investi dans les wagons et le matériel roulant en usage au Québec;
- corporation de placements; j) dans le cas d'une corporation de placements, le moindre de \$1,500 ou de:
- i. \$15 si son capital versé est inférieur à \$20,000;
- ii. \$20 si son capital versé est de \$20,000 ou plus mais inférieur à \$35,000;
- iii. \$30 si son capital versé est de \$35,000 ou plus mais inférieur à \$100,000;
- iv. \$90 si son capital versé est de \$100,000 ou plus mais inférieur à \$500,000;
- v. \$160 si son capital versé est de \$500,000 ou plus mais inférieur à \$1,000,000; et
- vi. \$200 si son capital versé est de \$1,000,000, plus \$100 pour chaque demi-million ou partie de demi-million additionnel;
- Corporation de placements
appartenant à des
non-résidents; k) dans le cas d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, la taxe est celle qui est prévue au paragraphe précédent en remplaçant respectivement les montants de \$90, \$160 et \$200, dans les sous-paragraphes iv, v et vi par les

- suivants: \$60, \$80 et \$100 et en remplaçant dans ledit sous-paragraphe vi l'expression «demi-million» par le mot «million»;
- corporation minière; 7) dans le cas d'une corporation minière qui n'a pas atteint le stade de la production,
- i. \$5 si son capital versé est de \$10,000 ou plus mais inférieur à \$300,000;
 - ii. \$10 si son capital versé est de \$300,000 ou plus mais inférieur à \$600,000;
 - iii. \$15 si son capital versé est de \$600,000 ou plus mais inférieur à \$1,000,000;
 - iv. \$20 si son capital versé est de \$1,000,000 ou plus mais inférieur à \$2,000,000;
 - v. \$25 si son capital versé est de \$2,000,000 à \$3,000,000, plus \$5 pour chaque million ou partie de million additionnel; et
- autres corporations. m) dans le cas de toute autre corporation, sauf une corporation d'assurance, une caisse d'épargne et de crédit, au sens de l'article 797, une corporation visée à l'article 1136 et une association coopérative, un syndicat coopératif ou une société coopérative agricole régis par la Loi sur les associations coopératives (chapitre A-24), par la Loi sur les syndicats coopératifs (chapitre S-38) ou par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (chapitre S-24), un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé.

1972, c. 23, a. 848; 1972, c. 26, a. 80; 1973, c. 17, a. 135.

Société, personne dont la principale place d'affaires est en dehors du Canada.

1136. Une société ou une personne dont le bureau principal ou la principale place d'affaires est en dehors du Canada doit payer, pour chaque période de douze mois, à titre de taxe sur le capital, le plus élevé de \$25 ou de un dixième de un pour cent sur son revenu brut au Québec, tel qu'il était pour l'année civile précédant la date d'exigibilité de la taxe.

1972, c. 23, a. 849; 1972, c. 26, a. 81.

Corporation de navigation exploitant un hôtel.

1137. Lorsqu'une corporation de navigation ou de bateaux à vapeur possédant ou exploitant un ou plusieurs bateaux à vapeur ou vaisseaux naviguant au Québec, ou un agent d'une telle corporation, exploite un hôtel au Québec, elle doit payer, en outre de la taxe prévue à l'article 1135, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé dans cette exploitation hôtelière.

Compagnies de chemin de fer ou de tramways.

Il en est de même d'une corporation visée aux paragraphes *e* ou *h* de l'article 1135 qui exploite ainsi un hôtel au Québec.

1972, c. 23, a. 850.

Certaines corporations d'immeubles.

1138. Nonobstant le paragraphe *m* de l'article 1135, une corporation d'immeubles qui ne fait que vendre des lots à bâtir ou détenir

des lots vacants doit payer une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital versé.

1972, c. 23, a. 851.

Corporation qui exerce une
entreprise en dehors du
Québec.

1139. Lorsque la taxe prévue au présent livre est calculée sur le capital versé, le capital-actions payé, le capital investi ou sur le revenu brut et que la corporation assujettie à la taxe exerce une entreprise en dehors du Québec, la taxe payable par cette corporation est égale à la partie de la taxe calculée de la manière prescrite.

1972, c. 23, a. 852.

LIVRE III

TAXE SUR LES PLACES D'AFFAIRES

TITRE I

GÉNÉRALITÉS

- Place d'affaires. **1140.** Dans le présent livre, une place d'affaires comprend:
- a) les bureaux d'une corporation, ses usines, magasins, ateliers, agences ou places de commerce;
 - b) le bureau occupé par le conseil d'administration d'une corporation;
 - c) un édifice ou immeuble où une corporation fait quelque une des opérations qui lui sont propres;
 - d) un édifice, un bureau dans un édifice, une chambre ou un endroit où une corporation invite la clientèle, soit par l'apposition publique de son nom à cet endroit, par l'insertion de son nom dans l'annuaire téléphonique, soit par une annonce dans les journaux informant du nom de la corporation et de son adresse à un tel endroit, ainsi que tout bureau, chambre ou endroit qui est situé au Québec et qui sert d'adresse postale à une corporation;
 - e) un bureau ou un local d'un agent d'une corporation qui accepte ou prend des commandes ou passe des contrats pour une corporation qui est son mandant;
 - f) un dépôt permanent d'échantillons où le représentant d'une corporation exhibe des spécimens des produits que la corporation qu'il représente offre en vente;
 - g) un dépôt où le représentant d'une corporation peut acheter du matériel pour l'usage de cette corporation; et
 - h) un dépôt pour l'expédition de la marchandise d'une corporation.

Sujettes à la taxe. Ces places sont sujettes à la taxe prévue au présent livre même si elles sont tenues sous le nom d'une personne ou d'un employé sous le contrôle de la corporation.

1972, c. 23, a. 853.

Corporation qui a plusieurs places d'affaires dans un même immeuble. **1141.** Lorsqu'une corporation a plusieurs places d'affaires dans un même immeuble ou édifice, celles-ci sont, aux fins du présent livre, réputées être une seule place d'affaires.

1972, c. 23, a. 854.

Agent de plusieurs corporations. **1142.** Si l'agent d'une corporation est également l'agent d'une ou

de plusieurs autres corporations, chacune de ces corporations est réputée tenir une place d'affaires dans le bureau de cet agent.

1972, c. 23, a. 855.

TITRE II

ASSUJETTISSEMENT ET MONTANT DE LA TAXE

Taxes à payer sur les places
d'affaires.

1143. Toute corporation qui exerce une entreprise au Québec doit payer, pour chaque période de douze mois, à titre de taxe sur chaque place d'affaires, les montants suivants:

a) \$25 dans le cas d'une corporation visée aux paragraphes *f*, *g*, *j*, *k*, *l* ou *m* de l'article 1135 dont le capital versé est égal ou inférieur à \$25,000, et \$50 s'il en est supérieur;

b) \$50 dans le cas d'une corporation visée aux paragraphes *a* ou *i* de l'article 1135 et dans le cas d'une société ou personne visée à l'article 1136;

c) \$50 par hôtel dans le cas d'une corporation visée à l'article 1137; ou

d) \$50 dans le cas d'une corporation visée au paragraphe *b* de l'article 1135 qui n'a pas de capital fixe ou dont le capital fixe est égal ou inférieur à \$100,000, et \$100 s'il en est supérieur.

1972, c. 23, a. 856.

Exceptions.

1144. Aucune taxe sur les places d'affaires n'est exigible d'une corporation visée aux paragraphes *c*, *d*, *e* ou *h* de l'article 1135, d'une corporation d'assurance, d'une caisse d'épargne et de crédit, au sens de l'article 797, ou d'une association coopérative, d'un syndicat coopératif ou d'une société coopérative agricole régis par la Loi sur les associations coopératives (chapitre A-24), par la Loi sur les syndicats coopératifs (chapitre S-38) ou par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (chapitre S-24), ou d'une corporation possédant, opérant ou utilisant dans un but lucratif un réseau téléphonique au Québec, sauf dans le cas prévu à l'article 1137.

1972, c. 23, a. 857.

LIVRE IV

TAXE SUR LES CORPORATIONS INOPÉRANTES

Montant de la taxe à payer.

1145. Toute corporation dont le siège social est, en vertu de sa charte ou autrement, fixé dans le Québec, qui ne possède aucun actif et qui, de l'avis du ministre, n'a pas commencé ou a cessé d'exercer une entreprise doit, si elle n'a pas abandonné sa charte, payer une taxe annuelle de vingt dollars, dont ses administrateurs sont conjointement et solidairement responsables.

1972, c. 23, a. 858.

LIVRE V

PRÉLÈVEMENT DE LA TAXE ET DÉCLARATIONS

TITRE I

PRÉLÈVEMENT DE LA TAXE

Date du paiement de la
taxe.

1146. Les taxes exigibles d'une corporation en vertu des livres II et III sont payables d'avance le dernier jour du sixième mois qui suit la fin de chaque année d'imposition de la corporation.

Date du paiement de la
taxe.

Toutefois, dans le cas d'une corporation qui commence à exercer une entreprise au Québec sans avoir déterminé la date de la fin de son année d'imposition, ces taxes sont payables d'avance le premier jour juridique de mai pour chaque période de douze mois commençant le 1^{er} mai de chaque année.

1972, c. 23, a. 859.

Base servant à déterminer
les taxes.

1147. Les taxes sur le capital et les places d'affaires sont déterminées d'après le capital versé, le réseau ou toute autre base servant à mesurer lesdites taxes, tels qu'ils sont au 31 décembre précédant la date de leur exigibilité.

1972, c. 23, a. 860.

Taxe sur les corporations
inopérantes.

1148. La taxe visée au livre IV est payable au jour fixé au deuxième alinéa de l'article 1146.

1972, c. 23, a. 861.

Cas où l'année d'imposition
ne coïncide pas avec
l'année civile.

1149. Lorsque l'année d'imposition d'une corporation assujettie à la présente partie expire à une date autre que le 31 décembre ou lorsqu'elle couvre une période plus courte ou plus longue que douze mois, le ministre peut décider à la fois de la période à couvrir et de la date qui sert de base à la fixation des taxes établies par la présente partie.

1972, c. 23, a. 862.

Cas où il n'y a aucun
rabais ni remboursement.

1150. Il n'y a ni rabais ni remboursement de taxes établies par la présente partie dans les cas où une corporation cesse au cours d'une année d'imposition d'exister, de tenir un bureau, de posséder des biens ou d'exercer une entreprise au Québec et cette corporation doit payer les taxes établies par la présente partie pour toute l'année d'imposition.

1972, c. 23, a. 863.

Corporation qui commence
à exercer une entreprise
après le 1^{er} mai.

1151. Toute corporation assujettie à la taxe qui commence à exercer une entreprise au Québec après le premier mai n'est tenue qu'au paiement proportionnel de la taxe à compter du premier jour du mois pendant lequel elle commence ainsi à exercer cette entreprise; cette taxe proportionnelle est exigible à la date où la corporation commence l'exercice de cette entreprise.

1972, c. 23, a. 864.

Corporation qui commence
à exercer une entreprise
après le 1^{er} mai.

1152. Lorsque l'année d'imposition d'une corporation a été déterminée avant qu'elle ne commence à exercer une entreprise au Québec, la taxe proportionnelle visée à l'article 1151 se calcule à compter du premier jour du mois pendant lequel elle commence ainsi à exercer cette entreprise jusqu'au dernier jour du sixième mois qui suit la fin de son année d'imposition la plus rapprochée de la date où elle commence ainsi à exercer cette entreprise.

1972, c. 23, a. 865.

Nouvelles corporations.

1153. Une nouvelle corporation qui détermine la date de la fin de son année d'imposition doit payer une taxe proportionnelle basée sur le capital et les places d'affaires pour couvrir la période du 1^{er} mai jusqu'au dernier jour du sixième mois qui suit la fin de son année d'imposition.

1972, c. 23, a. 866.

Intérêts à payer dans le cas
de non paiement d'une
taxe.

1154. Lorsqu'une corporation tenue au paiement d'un versement d'une taxe prévue à la présente partie ne l'a pas fait en entier, elle doit, en acquittant le montant qu'elle a omis de payer, verser, en plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 28 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31) un intérêt additionnel sur le montant au taux fixé en vertu dudit article, à compter du jour où elle devait effectuer le paiement jusqu'au jour où elle l'a effectué ou jusqu'à l'expiration des six mois suivant la fin de son année d'imposition si le paiement est fait après ces six mois.

1972, c. 23, a. 867.

TITRE II

DÉCLARATIONS

Déclarations fiscales à
produire au début de
l'exploitation.

1155. Une corporation visée par la présente partie doit, à la date à laquelle elle commence à exercer une entreprise au Québec, transmettre au ministre dans la forme prescrite, une déclaration fiscale

contenant les renseignements prescrits et portant sur les taxes qu'elle est alors tenue de payer en vertu de la présente partie.

1972, c. 23, a. 868.

Déclarations fiscales
annuelles.

1156. Une corporation visée par la présente partie doit, chaque année, dans les six mois qui suivent l'expiration de son année d'imposition, transmettre au ministre, dans la forme prescrite, une déclaration fiscale contenant les renseignements prescrits et portant sur les taxes qu'elle est tenue de payer en vertu de la présente partie.

1972, c. 23, a. 869.

LIVRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Rapports exigés du greffier ou secrétaire-trésorier des corporations municipales.

1157. Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute corporation municipale doit, sur demande du ministre, faire un rapport indiquant les noms et adresses de toutes les corporations mentionnées dans la présente partie établies ou exerçant une entreprise dans la municipalité, spécifiant le nombre de bureaux, places d'affaires, fabriques ou ateliers de chacune; à défaut de ce faire, il est passible, en sus des frais, d'une amende de vingt-cinq dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois.

1972, c. 23, a. 870; 1974, c. 18, a. 44.

Cet article, modifié en 1974, par le remplacement des mots « Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute corporation municipale doit faire annuellement, le ou vers le premier mai, au sous-ministre du revenu, un rapport » par les mots « Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute corporation municipale doit, sur demande du ministre, faire un rapport », s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

Règlements par le gouvernement.

1158. Le gouvernement peut faire des règlements:

- a) pour exempter en tout ou en partie toute classe ou genre d'affaires, toute corporation en liquidation ou sous séquestre et toute compagnie constituée pour fins de drainage, agriculture, colonisation, religion, charité, philanthropie, bien-être social ou éducation;
- b) pour déterminer ce qui constitue un placement; et
- c) pour l'application de la présente partie.

1972, c. 23, a. 871; 1974, c. 18, a. 45.

Cet article, modifié en 1974, par la suppression du deuxième alinéa, s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

Auparavant, cet alinéa se lisait ainsi:

« Les règlements adoptés en vertu de la présente partie entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi s'appliquer à compter du début de toute année d'imposition qui coïncide avec l'année civile en cours au moment de leur adoption ou qui s'y termine. ».

Dispositions applicables.

1159. Les articles 1005 à 1079 s'appliquent à la présente partie, *mutatis mutandis*, sauf dispositions inconciliables de la présente partie.

1972, c. 26, a. 82.

PARTIE V

TAXE SPÉCIALE À CERTAINES CORPORATIONS

Corporations de raffinage
du pétrole.

1160. Toute corporation qui fait le raffinage du pétrole au Québec doit payer au ministre du revenu, en plus des taxes prévues à la partie IV, une taxe annuelle additionnelle de un tiers de un pour cent du montant de son capital versé, au sens des articles 1131 à 1134.

Réseau téléphonique.

Il en est de même de toute corporation possédant, exploitant ou utilisant au Québec un réseau téléphonique et dont le capital versé, au sens des articles 1131 à 1134, excède un million de dollars.

1972, c. 23, a. 872.

Date d'exigibilité de la
taxe.

1161. La taxe prévue à la présente partie est exigible le premier octobre de chaque année et elle est basée sur le capital versé de la corporation tel qu'établi à la fin de sa dernière année d'imposition précédant la date d'exigibilité de la taxe.

1972, c. 23, a. 873.

Corporations exerçant une
entreprise en dehors du
Québec.

1162. Lorsqu'une corporation visée à l'article 1160 exerce une entreprise en dehors du Québec dans une année d'imposition, la taxe payable par cette corporation est réduite dans la proportion de ses revenus bruts reçus dans l'année de sources extérieures au Québec sur la totalité de ses revenus bruts de l'année.

1972, c. 23, a. 874.

Paiement de taxe lors de
révocation, de
remboursement ou
d'annulation d'une action.

1163. Une corporation constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise (chapitre S-28) dont le certificat d'enregistrement est révoqué ou devient nul sous l'autorité de ladite loi ou qui rembourse en totalité ou en partie ou annule une action de son capital-actions doit, dans les trente jours de cette révocation ou nullité, de ce remboursement ou de cette annulation, payer au ministre du revenu une taxe égale:

a) dans le cas de la révocation ou nullité de son certificat d'enregistrement, au moins, pour chacune des actions alors émises de son capital-actions, de vingt-cinq dollars ou de vingt-cinq pour cent du montant originairement versé à la corporation lors de l'émission de l'action;

b) dans le cas d'un remboursement total ou partiel d'une action, au moins, pour chacune des actions ainsi remboursées de son capital-actions, de vingt-cinq dollars ou de vingt-cinq pour cent du montant du remboursement ou du montant originairement versé à la corporation lors de l'émission de l'action; et

c) dans le cas de l'annulation d'une action, au moins, pour

chacune des actions ainsi annulées de son capital-actions, de vingt-cinq dollars ou de vingt-cinq pour cent du montant originairement versé à la corporation lors de l'émission de l'action.

1976, c. 33, a. 50.

Cet article, inséré en 1976, s'applique depuis le 30 juin 1976. (1976, c. 33, a. 51).

Rapport au ministre. **1164.** Toute corporation visée par la présente partie doit, lors du paiement de la taxe, faire au ministre du revenu le rapport que ce dernier prescrit.

1972, c. 23, a. 875.

Dispositions applicables. **1165.** Les articles 1005 à 1079 et 1158 s'appliquent à la présente partie, *mutatis mutandis*, sauf dispositions inconciliables de la présente partie.

1972, c. 26, a. 83; 1973, c. 18, a. 34.

PARTIE VI

TAXE SUR LE CAPITAL DES CORPORATIONS D'ASSURANCE

Définitions:
« corporation d'assurance »;

1166. Dans la présente partie, l'expression:

a) « corporation d'assurance » signifie toute corporation au sens du paragraphe *c* de l'article 1130 qui exerce un commerce d'assurance et comprend toute association ou groupe de personnes qui exercent un tel commerce;

« primes ».

b) « primes » signifie:

i. un montant payable en considération d'un contrat d'assurance y compris la prime initiale et toute autre prime payable par la suite, en vertu de ce contrat;

ii. les dépôts-primes, cotisations, droits d'entrée, contributions de membres et toute autre compensation donnée pour bénéficier d'un contrat d'assurance;

c) « exercer une entreprise au Québec » a le sens que lui donne le paragraphe *i* de l'article 1130.

1972, c. 23, a. 876; 1974, c. 18, a. 46.

Montant de la taxe. **1167.** Une corporation d'assurance qui exerce son entreprise au Québec, sauf celle mentionnée au paragraphe *b* de l'article 998, doit payer, pour chaque période de douze mois, à titre de taxe sur le capital, une taxe de deux pour cent sur toute prime payable à la corporation ou à son agent et se rapportant à des affaires au Québec

autres qu'un contrat de rente, sauf sur toute prime de réassurance versée à la corporation par une autre corporation d'assurance.

Minimum.

Cette taxe ne doit toutefois pas être inférieure à:

- a) \$250 dans le cas des corporations d'assurance maritime;
- b) \$100 dans le cas de corporations d'assurance réciproque ou mutuelle; et
- c) \$300 dans le cas de corporations d'assurance sur la vie et de corporations d'assurance faisant à la fois de l'assurance maritime et un autre genre d'assurance, sauf l'assurance sur la vie, et dans le cas de toute autre corporation d'assurance.

Primes considérées comme payables.

Aux fins du présent article, est considérée comme étant une prime payable et se rapportant à des affaires au Québec l'échéance de toute prime relative à l'assurance d'une personne résidant au Québec ou d'un bien y situé, si cette personne y réside au moment de l'échéance ou si ce bien y est situé à un moment quelconque pendant la durée du contrat d'assurance.

1972, c. 23, a. 877; 1973, c. 17, a. 136.

Prime déjà imposée par une autre province.

1168. 1. Lorsqu'une prime est déjà imposée par une autre province, état ou pays, le ministre s'il le juge équitable, peut exempter une compagnie d'assurance de l'obligation de payer la taxe sur ladite prime.

Cas où on peut augmenter la taxe.

2. Lorsque des compagnies d'assurance constituées en corporation au Québec sont assujetties dans une autre province, état ou pays, à une taxe plus élevée que celle exigible dans cette autre province, état ou pays des compagnies d'assurance y constituées, le gouvernement peut augmenter d'autant la taxe sur ces dernières faisant affaires au Québec.

1972, c. 23, a. 878.

Assureur qui commence à exercer son entreprise au Québec.

1169. Une corporation d'assurance qui commence à exercer son entreprise au Québec doit payer une première taxe au montant prévu pour elle au deuxième alinéa de l'article 1167.

1972, c. 23, a. 879.

Ristournes et dividendes payés déductibles des primes.

1170. Aux fins de l'article 1167, une corporation peut déduire des primes payables les ristournes et la valeur au comptant des dividendes payés ou crédités aux détenteurs de police dans la mesure où ces ristournes et ces dividendes concernent des risques rapportés et alloués comme étant des risques de personnes résidant au Québec ou de biens y situés.

Elle ne peut cependant en déduire le paiement à l'assuré d'une valeur de rachat ou d'une valeur d'emprunt.

1972, c. 23, a. 880.

Avis au ministre dans le cas d'un assureur non-résident.

1171. 1. Le ministre du revenu doit être informé de tout contrat d'assurance affectant un bien situé au Québec et fait, après le premier septembre 1947, avec une corporation d'assurance ne résidant pas au Canada et n'y ayant pas de bureau. Toute personne et tout fonctionnaire, agent ou employé de telle personne, qui en a connaissance doit dans les trente jours donner un avis par écrit et sous serment au ministre l'informant du montant de cette assurance et du montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci eut été prise dans une corporation d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires au Québec.

Taxe à payer.

2. La personne visée au paragraphe 1 doit, en remettant l'avis qui y est mentionné, payer au ministre du revenu le montant qu'il serait en droit de recevoir d'une corporation ayant un bureau ou une place d'affaires au Québec si cette assurance avait été prise dans telle corporation. Quand une telle assurance est effectuée directement par le détenteur du bien, l'avis doit être donné et la taxe doit être payée par celui-ci; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, l'avis doit être donné et la taxe doit être payée par cet agent ou courtier.

1972, c. 23, a. 881.

Amendes en cas de contravention.

1172. Toute personne, qui contrevient à une disposition de l'article 1171, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe.

1972, c. 23, a. 882.

Mode de paiement de la taxe.

1173. Sauf dans le cas de l'article 1171, la taxe prévue par la présente partie est payable en quatre versements, le quinzième jour des troisième, sixième, neuvième et douzième mois de l'année d'imposition en cours de la corporation qui y est assujettie.

Base des versements.

Ces versements sont basés soit sur l'estimation que la corporation fait du montant total des primes payables durant l'année d'imposition, soit sur le montant des primes payables durant l'année d'imposition précédente; s'il est un reliquat, ce dernier doit être payé au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit la fin de l'année d'imposition pour laquelle la taxe est imposée.

1972, c. 23, a. 883.

Application des articles 1154 à 1156.

1174. Les articles 1154 à 1156 et 1158 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente partie.

1972, c. 23, a. 884; 1973, c. 18, a. 35.

Dispositions applicables.

1175. Les articles 1005 à 1079 s'appliquent à la présente partie,

mutatis mutandis, sauf dispositions inconciliables de la présente partie.

1972, c. 26, a. 84.

PARTIE VII

IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS FORESTIÈRES

LIVRE I

INTERPRÉTATION

Définitions: **1176.** Dans la présente partie, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

- «*année d'imposition*»; a) «*année d'imposition*» a le sens que lui donne l'article 1;
«*contribuable*»; b) «*contribuable*» signifie toute personne, société ou corporation qui fait des opérations forestières dans le Québec et comprend ses exécuteurs testamentaires, fiduciaires et agents;
«*corporation*»; c) «*corporation*» a le sens que lui donne le paragraphe c de l'article 1130;
«*ministre*»; d) «*ministre*» signifie le ministre du revenu;
«*produits forestiers*». e) «*produits forestiers*» signifie les billes, même si elles sont méplates, les copeaux de bois, les traverses de chemin de fer ainsi que le bois à fuseaux.

1972, c. 23, a. 885.

«*opérations forestières*». **1177.** L'expression «*opérations forestières*» désigne dans la présente partie:

- a) la coupe du bois sur pied dans le Québec ou l'acquisition de produits forestiers en provenant lorsque ces produits sont vendus dans le Québec;
b) la coupe du bois sur pied dans le Québec ou l'acquisition de produits forestiers en provenant lorsque ces produits sont vendus hors du Québec;
c) la vente de terres boisées, de concessions forestières ou du droit de coupe de bois dans le Québec;
d) la coupe de bois sur pied dans le Québec ou l'acquisition de produits forestiers en provenant faite par l'exploitant d'une scierie, usine de pâte ou papier ou autre usine de transformation de produits forestiers au Canada.

1972, c. 23, a. 886.

Revenu. **1178.** Aux fins de la présente partie, le revenu d'un contribuable

est égal à l'excédent de l'ensemble de ses revenus sur l'ensemble de ses pertes, déterminés de la manière suivante:

a) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *a* de l'article 1177, son revenu ou sa perte, établi selon la partie I pour l'année, provenant de la coupe, de l'acquisition, du transport et de la vente de produits forestiers;

b) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *b* de l'article 1177, son revenu ou sa perte, établi selon la partie I pour l'année, provenant de la coupe, de l'acquisition, du transport et de la vente de produits forestiers, calculé sur la valeur des produits forestiers vendus telle qu'établie par le ministre, diminuée des frais de coupe, d'acquisition, de transport et de vente;

c) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *c* de l'article 1177, son revenu ou sa perte, établi selon la partie I pour l'année, provenant de ces opérations;

d) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *d* de l'article 1177, son revenu ou sa perte de toute provenance, établi selon la partie I, sans tenir compte de tout montant inclus ou déduit dans le calcul d'un revenu ou d'une perte visé aux paragraphes *a* à *c* ou provenant de source autre que d'opérations forestières ou de la transformation, du transport et de la vente de produits forestiers, de bois et des produits qui en proviennent, moins la déduction prévue au paragraphe *e*;

e) un contribuable peut déduire du revenu déterminé au paragraphe *d*, un montant égal à 8 pour cent du coût initial, en ce qui le concerne, des biens amortissables en vertu de la partie I et utilisés par lui dans l'année pour la transformation de produits forestiers ou des produits en provenant; cependant, ce montant ne doit pas être inférieur à 35 pour cent ni supérieur à 65 pour cent dudit revenu avant la déduction prévue au présent paragraphe;

f) lorsque le paragraphe *d* s'applique et que le contribuable coupe du bois sur pied en dehors du Québec ou acquiert des produits forestiers en provenant, il peut déduire du revenu obtenu par l'application du paragraphe *d* une partie proportionnelle à la quantité de ce bois coupé en dehors du Québec par rapport à la quantité totale de bois sur pied coupé et de produits forestiers acquis par lui pendant l'année.

1972, c. 23, a. 887; 1975, c. 22, a. 252.

LIVRE II

ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT

- Taxe de 10% sur le revenu de tout contribuable.** **1179.** Tout contribuable doit payer une taxe de 10 pour cent de son revenu, pour chaque année d'imposition.
1972, c. 23, a. 888.
- Cas où aucune taxe n'est exigible.** **1180.** Aucune taxe n'est exigible si le revenu n'excède pas \$10,000 pour une année d'imposition de douze mois, ou n'excède pas un montant qui, par rapport à \$10,000, est dans la même proportion que le nombre de jours de l'année d'imposition par rapport au nombre de jours de l'année civile.
1972, c. 23, a. 889.
- Plusieurs opérations forestières par un même propriétaire.** **1181.** Aux fins de l'article 1180, toutes les opérations forestières faites par le même contribuable à titre de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, ou dont le revenu est au bénéfice du même contribuable, sont réputées ne constituer qu'une seule opération forestière et non pas des opérations distinctes.
1972, c. 23, a. 890.
- Corporations affiliées ou associées.** **1182.** Dans le cas d'opérations forestières faites par deux ou plusieurs corporations affiliées ou associées, sous la même direction générale, ou dont la majeure partie du bénéfice va aux mêmes actionnaires, le revenu de chacune de ces corporations est traité comme le revenu d'un même contribuable, pour les fins de l'article 1180.
1972, c. 23, a. 891.
- Déduction de $\frac{1}{3}$ de la taxe payée.** **1183.** Tout contribuable peut déduire de l'impôt exigible de lui en vertu de la partie I un tiers de la taxe payée ou, si ce n'était du paragraphe a de l'article 1184, payable par lui pour la même année d'imposition en vertu de la présente partie.
1972, c. 23, a. 892; 1975, c. 22, a. 253.
- Taxe autrement payable en vertu de l'article 1179.** **1184.** Lorsque la taxe autrement payable par un contribuable en vertu de l'article 1179 pour une année d'imposition excède l'ensemble des montants qu'il peut effectivement déduire pour l'année à l'égard de cette taxe en vertu de l'article 1183 et de l'article 127 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Statuts du Canada),
a) l'excédent doit être appliqué en réduction de cette taxe dans les cas où il n'en résulte pas une diminution du montant que le

contribuable peut effectivement déduire pour l'année en vertu dudit article 127; et

b) dans tout autre cas, l'excédent doit être appliqué en réduction, en outre du montant prévu à l'article 1183, de l'impôt autrement payable en vertu de la partie I de la loi pour l'année ou pour une année d'imposition subséquente.

1975, c. 22, a. 254.

Dispositions applicables.

1185. Les articles 17 à 21, 422 à 424, 1000 à 1086 et le paragraphe *a* de l'article 1158 s'appliquent à la présente partie, *mutatis mutandis*.

1972, c. 23, a. 893; 1973, c. 18, a. 36.

Règlements.

1186. Le gouvernement peut faire des règlements pour modifier la définition du mot «revenu» pour l'application de la présente partie.

1972, c. 23, a. 894; 1974, c. 18, a. 47.

Cet article, remplacé en 1974, s'applique depuis le 13 décembre 1974. (1974, c. 18, a. 62).

Auparavant, il se lisait ainsi:

« Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

a) modifier la définition du mot «revenu»;

b) prescrire les mesures requises pour l'application de la présente partie.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Ils peuvent aussi s'appliquer à compter du début de toute année d'imposition qui coïncide avec l'année civile au cours de laquelle ils sont adoptés ou qui s'y termine. ».

PARTIE VIII

IMPÔT SUR LES DONS

LIVRE I

INTERPRÉTATION

Application des articles 1,
2, 5, 6 et 17 à 21.

1187. Les articles 1, 2, 5, 6 et 17 à 21 s'appliquent à la présente partie.

1972, c. 23, a. 895.

Définitions:
«aliénation»;

1188. Aux fins de la présente partie, l'expression

a) «aliénation» comprend un transport, une cession ou toute autre aliénation d'un bien, que ce bien soit situé au Québec ou ailleurs et, en outre, comprend:

i. la création d'une fiducie concernant des biens ou un intérêt dans ceux-ci;

ii. une opération par laquelle une personne aliène des biens, directement ou indirectement, par donation; et

iii. un *settlement*;

« bien substitué »;

b) « bien substitué » comprend tout bien substitué à un autre bien par une ou plusieurs opérations comportant la substitution d'un bien à un autre;

« don »;

c) « don » comprend une aliénation faite par donation ou à titre gratuit ou toute opération par laquelle une personne aliène gratuitement des biens, directement ou indirectement;

« settlement » « interest in expectancy »

d) « settlement » ou « interest in expectancy » a chacune le sens que lui donne le droit de la juridiction où cette opération s'est effectuée; toutefois, s'il existe une loi d'impôt sur les dons dans cette juridiction, le sens de cette expression est celui que lui donne cette loi.

1972, c. 23, a. 896.

LIVRE II

ASSUJETTISSEMENT

Personnes assujetties à
l'impôt sur les dons.

1189. Tout particulier qui réside au Québec et qui fait un don à une autre personne doit verser au ministre un impôt, à l'égard de tous les dons qu'il a faits au cours de l'année, calculé au taux prévu par la présente partie sur la valeur globale imposable de ces dons.

1972, c. 23, a. 897.

Don par un non-résident.

1190. Tout particulier qui ne réside pas au Québec et qui fait don à une autre personne d'un immeuble situé au Québec doit verser au ministre un impôt, à l'égard de tout tel don qu'il a fait au cours de l'année.

Calcul de l'impôt.

Cet impôt est égal à la partie de l'impôt que ce particulier paierait en vertu de la présente partie sur la valeur globale imposable de tous les dons qu'il a faits au cours de l'année s'il résidait au Québec, représentée par le rapport entre la valeur de l'immeuble et la valeur de tous les dons qu'il a faits dans l'année.

1972, c. 23, a. 898.

LIVRE III
RÈGLES D'ÉVALUATION

Normes relatives à
l'évaluation de certains
biens.

1191. Aux fins de la présente partie, la valeur d'un droit à un revenu, d'une annuité, d'un usufruit, d'une substitution, d'un droit de jouissance temporaire, d'un droit viager ou d'un bien ou droit éventuel de même nature ou d'un *interest in expectancy* s'établit conformément aux normes que prescrivent les règlements.

Juste valeur marchande.

La valeur de tout autre bien est, aux mêmes fins, sa juste valeur marchande.

Date du calcul.

Ces valeurs se calculent à la date à laquelle le don est fait, sans égard à toute augmentation ou diminution ultérieure.

Dégrèvement non permis.

Aucun dégrèvement ne doit être accordé, en établissant la valeur d'un droit à un revenu, d'une annuité, d'un usufruit, d'une substitution d'un droit de jouissance temporaire, d'un droit viager, d'un droit ou bien éventuel de même nature ou d'un *interest in expectancy*, pour l'impôt sur le revenu qui peut être ou devenir payable à l'égard d'un tel don.

1972, c. 23, a. 899; 1972, c. 26, a. 85.

Valeur imposable d'un don.

1192. La valeur imposable d'un don s'établit, aux fins de la présente partie, en soustrayant les déductions qui sont prévues au livre VII.

1972, c. 23, a. 900.

Valeur globale imposable.

1193. La valeur globale imposable des dons faits par un particulier comprend, aux fins de la présente partie, la valeur imposable de tous les dons qu'il a faits dans l'année, même de ceux qu'il a faits alors qu'il ne résidait pas au Québec.

1972, c. 23, a. 901.

Donation de valeurs
mobilières.

1194. Quand une donation comprend des valeurs mobilières ou une entreprise ou un droit dans une entreprise, on ne doit pas prendre en considération dans leur évaluation le fait qu'un autre impôt aux termes de la présente loi ou tout impôt semblable prélevé par un autre gouvernement peut être payable à l'égard du paiement ou de la distribution de tout surplus accumulé ou d'un autre bien, à moins que ce paiement ou cette distribution ne soit fait pour payer l'impôt dû en vertu de la présente partie, et jusqu'à concurrence dudit impôt.

1972, c. 23, a. 902.

Valeur des actions inscrites
à la bourse.

1195. 1. La valeur de toute action inscrite à une bourse ou, s'il s'agit d'une action non ainsi inscrite, sur laquelle il est possible d'en constater le cours au moyen d'un journal financier reconnu ou d'un rapport financier ou d'un courtier enregistré en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1) ou d'une loi similaire, est présumée être le prix de clôture ou la cote de cette action le jour où la valeur doit être calculée, ou, s'il n'y avait pas de prix de clôture ou de cote ce jour-là, le jour précédent où il y avait un prix de clôture ou une cote.

Application du paragraphe
1.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas pour établir la valeur d'une action dont on ne peut établir le coût en vertu du paragraphe 1 ou pour établir le prix d'une action ou d'un titre donnant droit de participer aux profits, au capital ou aux biens d'une corporation, association, société ou syndicat à l'égard duquel le contribuable est une personne liée.

Titre.

3. Un titre, aux fins du présent article, comprend une obligation, une débenture, un placement garanti, une action, un droit de souscrire ou d'acheter des actions et le droit à des redevances.

1972, c. 23, a. 903; 1972, c. 26, a. 86.

Groupe d'actions
contrôlant une corporation.

1196. Lorsque immédiatement avant qu'un donateur fasse une donation d'actions du capital-actions d'une corporation, ce dernier et une ou plusieurs personnes à l'égard desquelles il est une personne liée sont propriétaires d'actions de cette corporation en nombre suffisant pour la contrôler sans que le donateur seul ne puisse exercer ce contrôle, la valeur des actions comprises dans la donation doit être déterminée aux fins de la présente partie comme si chaque action comprise dans la donation faisait partie du groupe d'actions contrôlant cette corporation.

1972, c. 23, a. 904.

Remise d'une dette.

1197. Lorsqu'un particulier fait gratuitement remise d'une dette qui lui est due par une personne qui est à son égard une personne liée, la valeur de cette dette doit être déterminée comme si cette dette était, jusqu'à concurrence de la remise, devenue exigible au moment de la donation.

Application.

Le présent article s'applique à toute dette, garantie ou non, y compris une lettre de change négociable ou non.

1972, c. 23, a. 905.

LIVRE IV

TAUX DE L'IMPÔT

Impôt payable sur les dons.

1198. L'impôt payable en vertu de la présente partie sur la valeur globale imposable des dons faits dans une année d'imposition par un particulier est:

a) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année n'excède pas \$25,000, de 15 pour cent de la valeur globale imposable;

b) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$25,000 mais n'excède pas \$50,000, de \$3,750 plus 20 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$25,000;

c) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$50,000 mais n'excède pas \$75,000, de \$8,750 plus 25 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$50,000;

d) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$75,000 mais n'excède pas \$100,000, de \$15,000 plus 30 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$75,000;

e) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$100,000 mais n'excède pas \$125,000, de \$22,500 plus 35 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$100,000;

f) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$125,000 mais n'excède pas \$150,000, de \$31,250 plus 40 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$125,000;

g) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$150,000 mais n'excède pas \$200,000, de \$41,250 plus 45 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$150,000;

h) lorsque la valeur globale imposable des dons faits dans l'année excède \$200,000, de \$63,750 plus 50 pour cent du montant par lequel la valeur globale imposable excède \$200,000.

1972, c. 23, a. 906.

LIVRE V

EXEMPTIONS

Dons exemptés d'impôt. **1199.** Les dons suivants sont exemptés d'impôt en vertu de la présente partie:

a) une donation à cause de mort;
b) un legs ou une donation fait de telle sorte que personne sauf le donateur n'a le droit, avant le décès du donateur, de posséder pour son propre avantage ou pour l'avantage de toute autre personne autre que le donateur, quelque bien faisant l'objet de la donation ou y substitué, ni de recevoir ou autrement obtenir l'usage du revenu qui en découle;

c) un don irrévocable à un donataire mentionné à l'article 710;

d) un don fait à une personne par un donateur au cours d'une année d'imposition lorsque la valeur globale des dons faits à cette personne par le donateur dans cette année, n'excède pas cent dollars.

1972, c. 23, a. 907; 1974, c. 18, a. 48.

LIVRE VI

CAS OÙ UN DON EST RÉPUTÉ ÊTRE FAIT

Dons présumés. **1200.** Aux fins de la présente partie, un particulier est réputé faire un don dans une année quand, au cours de cette année et autrement que par son testament:

a) il aliène un bien autre qu'un droit en vertu d'un contrat de mariage:

i. en considération d'un mariage, ou

ii. en acquittement total ou partiel d'une obligation assumée par lui en considération d'un mariage;

b) il aliène un bien en faveur d'une personne en vertu d'un arrangement destiné à procurer au donateur une annuité ou un autre montant périodique viager ou pour toute autre période déterminable par rapport au décès, sauf si cette personne est une corporation autorisée en vertu des lois du Canada ou d'une province à faire le commerce des annuités au Canada et si l'arrangement est fait dans le cours ordinaire des affaires de cette corporation;

c) il confère un avantage en abandonnant un droit de retour ou le droit de revendiquer un bien;

d) il participe à un paiement ou aliénation à une autre personne de biens pour l'avantage du contribuable ou pour celui de cette personne, jusqu'à concurrence du montant qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 314;

e) il abandonne un droit à un revenu ou autre avantage conservé à l'égard d'un bien qu'il avait aliéné antérieurement par donation ou d'un bien qui a été substitué à un bien compris dans la donation.

1972, c. 23, a. 908; 1972, c. 26, a. 87.

Valeur d'un don présumé. **1201.** La valeur d'un don qui est réputé être fait en vertu de l'article 1200 est réputée être:

a) dans le cas du paragraphe *a* dudit article, la valeur du bien aliéné au moment de l'aliénation;

b) dans le cas du paragraphe *c* dudit article, la valeur de l'avantage qui y est mentionné au moment de l'abandon;

c) dans le cas du paragraphe *d* dudit article, le montant ou la valeur du paiement ou de l'aliénation jusqu'à concurrence du montant qui est mentionné audit paragraphe;

d) dans le cas du paragraphe *e* dudit article, la valeur du bien, au moment de l'aliénation du droit à un revenu ou autre avantage, y compris tout bien substitué à un bien aliéné antérieurement et compris dans la donation, moins le montant, s'il en est, de la contrepartie reçue par le donateur à l'égard de l'aliénation du droit à un revenu ou à un autre avantage.

1972, c. 23, a. 909.

Créances devenues
inexigibles dans le cas de
personnes liées.

1202. Une créance ou tout autre droit d'un particulier qui, à cause de la prescription du droit d'action prévue par la loi, devient inexigible à un moment donné à l'encontre d'une autre personne à l'égard de qui, à ce moment, le particulier est une personne liée, est réputé, jusqu'à concurrence de la valeur de cette créance ou de ce droit immédiatement avant ce moment, établi sans tenir compte de l'effet de la prescription, être un bien aliéné par ce créancier en vertu d'une donation faite à cette personne au moment où cette créance ou ce droit est devenu inexigible, à moins que cette créance ou ce droit ne soit payé ou reconnu avant les 90 jours après la date à laquelle un avis de cotisation d'impôt sur les dons concernant ce droit ou cette créance est transmis au donateur, ou au donataire, le cas échéant.

1972, c. 23, a. 910.

Interprétation:
création artificielle d'une
créance;

1203. Aux fins de la présente partie,

a) la création artificielle par un particulier ou avec son consentement implicite ou explicite, d'une créance ou autre droit exigible de lui personnellement ou exécutoire contre un bien qu'il pourrait aliéner ou qu'il pourrait grever à son avantage, est réputée être un don fait par ce particulier au moment de la naissance de cette créance ou de ce droit, et la valeur de ce don est la valeur de l'avantage conféré par la naissance de cette créance ou de ce droit; et

extinction d'une créance.

b) l'extinction par un particulier ou avec son consentement implicite ou explicite d'une créance ou d'un droit exigible, est réputée être un don fait par ce particulier immédiatement avant l'extinction de cette créance ou de ce droit et la valeur de ce don est la valeur de l'avantage conféré par l'extinction de cette créance ou de ce droit.

1972, c. 23, a. 911; 1973, c. 17, a. 137.

Droit d'achat d'actions
dont on ne se prévaut pas.

1204. Lorsqu'un particulier ne se prévaut pas de son droit d'achat d'actions dans une corporation qu'il contrôle directement ou indirectement, seul ou avec des personnes qui lui sont liées et qu'en conséquence son intérêt dans cette corporation est diminué, le particulier est réputé avoir fait un don, jusqu'à concurrence de la diminution de la valeur de son intérêt dans cette corporation, aux autres actionnaires au prorata du nombre de leurs actions après l'expiration du droit d'achat d'actions.

1972, c. 23, a. 912.

Avantages conférés à un
autre.

1205. Lorsqu'il résulte d'une ou plusieurs ventes, d'échanges, de la création d'une fiducie ou d'autres opérations qu'un particulier confère un avantage à une autre personne, ce particulier est réputé avoir fait un don à cette autre personne, égal au montant de l'avantage ainsi conféré, quelle que soit la forme ou les effets juridiques de

ces opérations ou malgré le fait qu'une ou plusieurs autres personnes y étaient parties, et qu'il y ait eu ou non de la part de ce particulier et de ces personnes une intention d'éviter ou d'éluder l'impôt prévu par la présente partie.

Restriction.

Cette règle ne s'applique pas si l'opération a lieu entre des personnes qui ne sont pas liées, qui agissent de bonne foi et qui payent une obligation véritable.

1972, c. 23, a. 913.

Don fait par une
corporation contrôlée.

1206. Un don fait par une corporation contrôlée directement ou indirectement par un particulier, seul ou avec des personnes qui lui sont liées, à l'avantage d'une personne unie à ce particulier par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, est réputé être un don fait par ce particulier.

1972, c. 23, a. 914.

Prêt à une personne liée.

1207. Lorsqu'un particulier prête un bien à une personne ou l'aliène en sa faveur alors qu'il lui est lié, en contrepartie d'une promesse ou d'un engagement de payer une somme d'argent à une date future, avec ou sans intérêt, la valeur de cette promesse ou de cet engagement doit être escomptée au taux d'intérêt prescrit.

1972, c. 23, a. 915.

Allocation d'entretien à un
conjoint séparé.

1208. Un montant payé par un particulier à son conjoint séparé ou à son ancien conjoint pour l'entretien de ce conjoint ou ancien conjoint est réputé ne pas être un don dans la mesure où le montant n'est pas excessif, eu égard à l'obligation légale ou morale du particulier, même si celui-ci n'avait aucune obligation légale de payer ce montant.

1972, c. 23, a. 916.

Contreparties insuffisantes.

1209. Lorsqu'un bien est acquis d'un particulier par une personne à laquelle il est lié, pour une contrepartie payée ou convenue, ce particulier est réputé avoir fait donation du bien acquis jusqu'à concurrence de l'excédent de la valeur du bien ainsi acquis sur le montant de la considération effectivement payée ou convenue.

1972, c. 23, a. 917.

Avantages conférés sous
forme d'annuité.

1210. Aux fins de l'article 1209, lorsqu'un particulier aliène un bien aux termes d'un arrangement visé au paragraphe *b* de l'article 1200, ce bien est réputé avoir été acquis à la suite d'un achat fait de ce particulier pour une contrepartie payée ou convenue, mais:

a) si le montant de l'annuité ou de tout autre montant périodique mentionné audit paragraphe n'excède pas cinq pour cent de la valeur du bien ainsi aliéné, le montant de la contrepartie est réputé être nul; et

b) si le montant de l'annuité ou de tout autre montant périodique excède cinq pour cent de la valeur du bien ainsi aliéné, le montant de la contrepartie est réputé être le montant calculé de la manière prescrite.

1972, c. 23, a. 918; 1972, c. 26, a. 88.

LIVRE VII

DÉDUCTIONS DANS LE CALCUL DE LA VALEUR IMPOSABLE

Déductions permises. **1211.** Il peut être déduit dans le calcul de la valeur imposable d'un don fait par un donateur dans une année à un donataire qui est un particulier, sauf un don fait par *settlement* ou l'aliénation d'un bien en faveur d'une fiducie,

a) dans le cas de dons faits à des particuliers autres que le conjoint du donateur, le moindre de :

i. la valeur du don; ou

ii. le montant, s'il en est, par lequel \$3,000 excède la valeur de tous les autres dons faits par le donateur au donataire au cours de l'année et avant la date à laquelle ce don a été fait sauf les dons qui sont exemptés d'impôt en vertu de la présente partie et les dons faits par *settlement* ou par l'aliénation d'un bien en faveur d'une fiducie; et

b) dans le cas de dons faits au conjoint du donateur, le moindre de:

i. la valeur du don; ou

ii. le montant, s'il en est, par lequel \$15,000 excède la valeur de tous les autres dons faits par le donateur au donataire au cours de l'année et avant la date à laquelle ce don a été fait, sauf les dons qui sont exemptés d'impôt en vertu de la présente partie et les dons faits par *settlement* ou par l'aliénation d'un bien en faveur d'une fiducie.

Il ne peut être déduit dans une année, en vertu du paragraphe a du premier alinéa, plus de \$15,000 dans le calcul de la valeur imposable de tous les dons faits par le donateur dans l'année.

1972, c. 23, a. 919; 1973, c. 17, a. 138; 1975, c. 22, a. 255.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement dans le sous-paragraphe ii du paragraphe a du premier alinéa du chiffre «2,000» par le chiffre «3,000»;

- le remplacement dans le sous-paragraphe ii du paragraphe b du premier alinéa du chiffre «5,000» par le chiffre «15,000»;

- le remplacement dans le deuxième alinéa des mots «en vertu du paragraphe a, plus de \$10,000» par les mots «en vertu du paragraphe a du premier alinéa, plus de \$15,000»;

s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Déductions dans le cas d'un agriculteur.

1212. Une personne dont l'occupation principale est l'agriculture peut en outre déduire dans le calcul de la valeur imposable de ses dons pour une année, une seule fois de son vivant, un montant maximum de \$75,000 à l'égard d'une donation qu'il fait, en faveur de ses enfants, d'une terre ou autres biens agricoles destinés à être utilisés par ces enfants à des fins agricoles.

«biens agricoles».

Aux fins du présent article, l'expression «biens agricoles» com-

prend les instruments aratoires, les animaux de ferme et tout ce qui est nécessaire à l'exploitation d'une ferme.

1972, c. 23, a. 920; 1973, c. 17, a. 139.

Cet article, modifié en 1973, par le remplacement dans le premier alinéa du chiffre «25,000» par le chiffre «75,000», s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (1973, c. 17, a. 179).

Dons faits à une fiducie.

1213. Lorsque, au cours d'une année, un particulier fait un don par la création d'une fiducie ou l'aliénation d'un bien en faveur d'une fiducie, le don est réputé, aux fins de la présente partie, être fait directement au bénéficiaire de la fiducie lorsque celle-ci est régie par un régime visé à l'article 923 dont le conjoint du particulier est rentier ou lorsque:

a) il n'y a que ce seul bénéficiaire qui puisse recevoir ou faire usage des biens de la fiducie ou du revenu en découlant, sans empêcher toutefois d'autres personnes de recevoir ou faire usage de ces biens ou revenus mais uniquement si le document créant la fiducie leur donne ce droit à condition que le bénéficiaire décède avant d'avoir atteint l'âge de quarante ans révolus; et

b) le bénéficiaire était un particulier vivant au moment où le don a été fait.

1972, c. 23, a. 921; 1975, c. 22, a. 256.

Cet article, modifié en 1975, par l'insertion après le mot «fiducie» des mots «lorsque celle-ci est régie par un régime visé à l'article (923) dont le conjoint du particulier est rentier ou», s'applique à l'année d'imposition 1974 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 298).

LIVRE VIII

PAIEMENT DE L'IMPÔT

Date du paiement de
l'impôt sur les dons.

1214. L'impôt établi en vertu de la présente partie à l'égard des dons faits par un donateur dans une année doit être payé au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

1972, c. 23, a. 922.

Cas où l'impôt est payable
par le donataire.

1215. À défaut par un donateur de payer, tel que requis par la présente partie, la totalité ou une partie de l'impôt qu'il est tenu de payer sur des dons qu'il a faits au cours d'une année, chaque donataire doit payer au ministre un impôt égal à la partie de l'impôt exigible du donateur représentée par le rapport,

a) de la valeur imposable de tous les dons faits par le donateur au donataire au cours de cette année sur

b) l'ensemble de l'impôt exigible du donateur pour cette année et de la valeur globale imposable des dons faits par le donateur au cours de cette année.

1972, c. 23, a. 923.

Obligation du donateur
diminuée.

1216. Lorsque le donataire fait un paiement applicable sur l'impôt payable à l'égard d'un don qu'il a reçu au cours de l'année, l'obligation du donateur de ce don à l'égard de l'impôt payable sur les dons qu'il a faits au cours de l'année est diminuée d'un montant égal au produit obtenu par la multiplication du paiement fait par le donataire par le rapport,

a) de l'ensemble de l'impôt exigible du donateur pour cette année et de la valeur globale imposable des dons qu'il a faits au cours de l'année sur,

b) la valeur globale imposable des dons faits par le donateur au cours de l'année.

1972, c. 23, a. 924.

Cas où le donateur fait un
paiement applicable à
l'impôt payable.

1217. 1. Lorsque le donateur fait un paiement applicable à l'impôt payable sur les dons qu'il a faits au cours d'une année, l'obligation du donataire, à l'égard de l'impôt payable sur le don qu'il a reçu du donateur, est diminuée d'un montant égal à la partie du montant établi aux termes du paragraphe 2, représentée par le rapport,

a) du montant, immédiatement avant le paiement du donateur, de l'obligation fiscale du donataire à l'égard des dons qu'il a reçus du donateur au cours de l'année sur

b) le total, immédiatement, avant le paiement du donateur, des

Calcul du montant établi.

obligations fiscales de tous les donataires à l'égard de tous les dons qu'ils ont reçus du donateur au cours de l'année.

2. Aux fins du paragraphe 1, le montant établi est égal à la partie du paiement mentionné au paragraphe 1 représentée par le rapport,

a) de la valeur globale imposable de tous les dons faits par le donateur au cours d'une année sur

b) l'ensemble de l'impôt exigible du donateur pour cette année et de la valeur globale imposable des dons qu'il a faits au cours de l'année.

Paiement applicable sur l'impôt seulement.

3. Aux fins du présent article, un paiement applicable à l'obligation d'une personne à l'égard de l'impôt est réputé être un paiement applicable sur l'impôt et non sur l'intérêt ou sur les peines, jusqu'à concurrence du moindre:

a) du montant du paiement, ou

b) du montant de l'obligation de cette personne à l'égard de l'impôt au moment de ce paiement.

1972, c. 23, a. 925.

Règles applicables dans le cas de déductions de \$30,000.

1218. Lorsque, aux fins du calcul de la valeur imposable des dons faits par un donateur au cours d'une année, le donateur a déduit ou a le droit, aux termes de l'article 1211, de déduire un total de \$30,000 les règles suivantes s'appliquent pour établir la valeur imposable d'un don d'une catégorie mentionnée audit article aux fins du calcul de l'obligation du donataire d'un don en vertu de l'article 1215:

a) toute déduction permise aux termes du paragraphe b du premier alinéa de l'article 1211, à l'égard des dons faits au cours de l'année au conjoint du donateur, doit être accordée au conjoint du donateur;

b) la déduction de \$30,000, moins toute déduction mentionnée au paragraphe a, doit être répartie au prorata entre les donataires des dons de la catégorie mentionnée au paragraphe a du premier alinéa de l'article 1211 faits par le donateur au cours de l'année, proportionnellement à la valeur totale des dons faits à chaque donataire, sauf qu'une déduction n'excédant pas \$3,000 doit être accordée à l'égard des dons fait à un donataire aux termes du présent paragraphe; et

c) la valeur imposable des dons reçus par chaque donataire doit être établie comme étant la valeur de ces dons, moins la partie de la déduction accordée à ce donataire.

1972, c. 23, a. 926; 1975, c. 22, a. 257.

Cet article, modifié en 1975, par:

- le remplacement après les mots «du total de» du chiffre «15,000» par le chiffre «30,000»;

- le remplacement dans le paragraphe b du chiffre «15,000» par le chiffre «30,000» et du chiffre «2,000» par le chiffre «3,000»;

s'applique à l'année d'imposition 1975 et aux années d'imposition subséquentes. (1975, c. 22, a. 336).

Don d'un immeuble situé
hors du Québec.

1219. Lorsque, au cours d'une année, un donateur fait un don d'un bien immeuble qui n'est pas situé au Québec, on doit déduire de l'impôt autrement payable sur ce bien le moindre:

a) de l'impôt autrement payable en vertu de la présente partie sur ce bien; ou

b) du montant de tout impôt sur les dons payables sur ce bien en vertu des lois de la juridiction dans laquelle le bien est situé.

1972, c. 23, a. 927.

Avis de cotisation.

1220. Lorsque le ministre transmet un avis de cotisation à un donataire à l'égard de l'impôt payable sur une donation faite à plus d'un donataire, il est réputé avoir transmis un avis de cotisation à chaque donataire.

1972, c. 23, a. 928.

Paielements différés de
l'impôt.

1221. Le ministre peut, lorsqu'il est d'avis que le paiement de l'impôt en vertu de la présente partie ne peut être fait dans le délai prévu sans placer le débiteur dans une situation difficile, différer l'époque du paiement de la totalité ou d'une partie de l'impôt pour la période qu'il détermine.

1972, c. 23, a. 929.

Dispositions applicables.

1222. Les articles 1000 à 1079 s'appliquent à la présente partie, *mutatis mutandis*, sauf dispositions inconciliables de la présente partie.

1972, c. 23, a. 930; 1972, c. 26, a. 89.

Application du paragraphe
1 de l'article 1000.

1223. Nonobstant l'article 1222, le paragraphe 1 de l'article 1000 ne s'applique pas pour exiger qu'un donataire ou qu'un fiduciaire au nom d'un donataire, produise une déclaration relativement aux dons reçus par le donataire ou par le fiduciaire à l'avantage du donataire, selon le cas.

1972, c. 23, a. 931.

Don d'un bien inclus dans
une communauté de biens.

1224. Aux fins de l'article 1222, lorsqu'une personne a fait une donation d'un bien faisant partie d'une communauté de biens existant entre elle et son conjoint,

a) la donation est réputée avoir été faite pour moitié par cette personne et pour moitié par son conjoint; et

b) le montant de tout impôt payé à l'égard de la donation aux

termes de la présente partie est réputé avoir été payé pour moitié par cette personne et pour moitié par son conjoint.

1972, c. 23, a. 932.

Dons faits après le 31
décembre 1971.

1225. La présente partie s'applique aux dons faits après le 31 décembre 1971.

1972, c. 23, a. 933.

Application de la loi.

1226. Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi.

1974, c. 18, a. 49.

Tous les articles de la présente loi, qui ne sont pas suivis d'une note, s'appliquent à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 23 des lois annuelles de 1972, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 934, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-3 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1972 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 23

Chapitre I-3

LOI SUR LES IMPÔTS

LOI SUR LES IMPÔTS

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 11	1 - 11	
Chapitre II A	Chapitre III	
11a	12	
11b	13	
11c	14	
11d	15	
11e	16	
Chapitre III	Chapitre IV	
12	17	
13	18	
14	19	
15	20	
16	21	
17	22	
18	23	
19	24	
20	25	
21	26	
22	27	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

23

28

24

29

25

30

25*a*

31

26

32

27

33

28

34

29

35

30

36

31

37

32

38

33

39

34

40

35

41

36

42

37

43

38

44

39

45

40

46

41

47

42

48

43

49

44

50

45

51

46

52

47

53

48

54

49

55

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

50

56

51

57

52

58

53

59

54

60

55

61

56

62

57

63

58

64

59

65

60

66

61

67

62

68

63

69

64

70

65

71

66

72

67

73

68

74

68a

75

69

76

70

Abrogé 1973, c. 18, a. 2

71

77

72

78

73

79

74

80

75

81

76

82

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
77	83	
78	84	
79	85	
80	86	
81	87	
81 <i>a</i>	88	
81 <i>b</i>	89	
81 <i>c</i>	90	
81 <i>d</i>	91	
81 <i>e</i>	92	
82	93	
par. <i>a</i>) - <i>c</i>)	par. <i>a</i>) - <i>c</i>)	
par. <i>ca</i>)	par. <i>d</i>)	
par. <i>d</i>)	par. <i>e</i>)	
par. <i>e</i>)	par. <i>f</i>)	
83	94	
84		Abrogé 1977, c. 26, a. 11
85	95	
86	96	
87	97	
88	98	
89	99	
par. <i>a</i>) - <i>d</i>)	par. <i>a</i>) - <i>d</i>)	
par. <i>e</i>)		Abrogé 1977, c. 26, a. 14
par. <i>f</i>)	par. <i>e</i>)	
90	100	
90 <i>a</i>	101	
91	102	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
92	103	
93	104	
94	105	
95	106	
96	107	
97	108	
98	109	
99	110	
100	111	
101	112	
102	113	
103	114	
104	115	
105	116	
106	117	
107	118	
108	119	
109	120	
110	121	
111	122	
112	123	
113	124	
114	125	
115	126	
116	127	
117	128	
118	129	
119	130	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
120	131	
121	132	
122	133	
123	134	
124	135	
125	136	
126	137	
127	138	
128	139	
129	140	
130	141	
131	142	
132	143	
132 <i>a</i>	144	
132 <i>b</i>	145	
133		Abrogé 1973, c. 18, a. 4
134	146	
135	147	
136	148	
137	149	
138	150	
139	151	
140	152	
141	153	
142	154	
143	155	
144	156	
145	157	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
146		158	
147		159	
148		160	
149		161	
150		162	
151		163	
152		164	
153		165	
154		166	
155		167	
156		168	
157		169	
158		170	
159		171	
160		172	
160a		173	
161		174	
162		175	
163		176	
164		177	
165		178	
166		179	
167		180	
168		181	
169		182	
170		183	
171		184	
172		185	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
173	186	
174 - 175		Abrogés 1975, c. 22, a. 25
176	187	
177	188	
178	189	
179	190	
180	191	
181	192	
182	193	
183	194	
184	195	
185	196	
186	197	
187	198	
188	199	
189	200	
190	201	
191	202	
192	203	
193	204	
194	205	
195	206	
196	207	
197	208	
198	209	
199	210	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
200	211	
200 <i>a</i>	212	
201	213	
202	214	
203	215	
204	216	
205	217	
206	218	
207	219	
208	220	
209	221	
210	222	
211	223	
212	224	
212 <i>a</i>	225	
213	226	
214	227	
215	228	
216	229	
217	230	
218	231	
219	232	
220	233	
221	234	
221 <i>a</i>	235	
222	236	
223	237	
224	238	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
225		239	
226		240	
226 <i>a</i>		241	
227		242	
228		243	
228 <i>a</i>		244	
228 <i>b</i>		245	
228 <i>c</i>		246	
229		247	
230		248	
231		249	
232		250	
233		251	
234		252	
235		253	
236		254	
237		255	
par. <i>a</i>) - <i>b</i>)		par. <i>a</i>) - <i>b</i>)	
par. <i>ba</i>)		par. <i>c</i>)	
par. <i>c</i>)		par. <i>d</i>)	
par. <i>d</i>)		par. <i>e</i>)	
par. <i>e</i>)		par. <i>f</i>)	
par. <i>ea</i>)		par. <i>g</i>)	
par. <i>f</i>)		par. <i>h</i>)	
par. <i>g</i>)		par. <i>i</i>)	
par. <i>ga</i>)		par. <i>j</i>)	
par. <i>h</i>)		par. <i>k</i>)	
par. <i>i</i>)		par. <i>l</i>)	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
237 <i>a</i>	256	
238	257	
par. <i>a</i>) - <i>e</i>)	par. <i>a</i>) - <i>e</i>)	
par. <i>ea</i>)	par. <i>f</i>)	
par. <i>f</i>)	par. <i>g</i>)	
par. <i>fa</i>)	par. <i>h</i>)	
par. <i>g</i>)	par. <i>i</i>)	
par. <i>ga</i>)	par. <i>j</i>)	
par. <i>h</i>)	par. <i>k</i>)	
par. <i>i</i>)	par. <i>l</i>)	
par. <i>ia</i>)	par. <i>m</i>)	
par. <i>j</i>)	par. <i>n</i>)	
par. <i>k</i>)	par. <i>o</i>)	
par. <i>l</i>)	par. <i>p</i>)	
238 <i>a</i>	258	
239	259	
240	260	
241	261	
242	262	
243	263	
244	264	
245	265	
246	266	
247	267	
248	268	
249	269	
250	270	
251	271	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
252	272	
253	273	
254	274	
255	275	
256	276	
257	277	
258	278	
258a	279	
258b		Abrogé 1977, c. 26, a. 27
258c	280	
259	281	
260	282	
261	283	
262	284	
263	285	
263a	286	
264	287	
265	288	
266	289	
267	290	
268	291	
269	292	
270	293	
271	294	
272	295	
273	296	
274	297	
274a	298	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
275		299	
276		300	
277		301	
278		302	
279			Abrogé 1973, c. 17, a. 30
279a		303	
280		304	
281		305	
281a		306	
282		307	
283		308	
284		309	
285		310	
286		311	
287		312	
287a		313	
288		314	
289		315	
290		316	
291		317	
292		318	
293		319	
294		320	
295		321	
296		322	
297		323	
298		324	
299		325	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
300	326	
301	327	
301 <i>a</i>	328	
302	329	
302 <i>a</i>	330	
303	331	
304	332	
304 <i>a</i>	333	
305	334	
305 <i>a</i>	335	
306	336	
par. 1	par. 1	
par. 1 <i>a</i>	par. 2	
par. 2	par. 3	
307	337	
308	338	
309	339	
par. <i>a</i>) - <i>b</i>)	par. <i>a</i>) - <i>b</i>)	
par. <i>ba</i>)	par. <i>c</i>)	
par. <i>c</i>)	par. <i>d</i>)	
par. <i>d</i>)	par. <i>e</i>)	
par. <i>e</i>)	par. <i>f</i>)	
310	340	
310 <i>a</i>	341	
311	342	
312	343	
313	344	
par. <i>a</i>)	par. <i>a</i>)	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

s.-par. i - ii

s.-par. i - ii

s.-par. iia

s.-par. iii

s.-par. iii

s.-par. iv

s.-par. iv

s.-par. v

314

345

315

346

316

347

317

348

318

349

319

350

320

351

321

352

322

353

323

354

324

355

325

356

326

357

326a

358

326b

359

327

360

328

361

329

362

330

363

331

364

332

365

333

366

334

367

335

368

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	REMARQUES
ARTICLES	ARTICLES	
336	369	
337	370	
338	371	
339	372	
340	373	
341	374	
342	375	
343	376	
344	377	
345	378	
346	379	
347	380	
348	381	
349	382	
350	383	
351	384	
352	385	
352 <i>a</i>	386	
352 <i>b</i>	387	
352 <i>c</i>	388	
352 <i>d</i>	389	
352 <i>e</i>	390	
352 <i>f</i>	391	
352 <i>g</i>	392	
353	393	
354	394	
354 <i>a</i>	395	
354 <i>b</i>	396	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
354ba	397	
354c	398	
354d	399	
354e	400	
354f	401	
354g	402	
354h	403	
354i	404	
354j	405	
354k	406	
354l	407	
354m	408	
par. a) - b)	par. a) - b)	
par. c)		Abrogé 1977, c. 26, a. 41
par. d)	par. c)	
par. e)	par. d)	
par. f)	par. e)	
354n	409	
354na	410	
354o	411	
par. a) - b)	par. a) - b)	
par. c)		Abrogé 1977, c. 26, a. 43
par. d)	par. c)	
354p	412	
354q	413	
354qa	414	
354r	415	
354s	416	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
354 <i>l</i>	417	
354 <i>u</i>	418	
354 <i>v</i>	419	
355	420	
356	421	
357	422	
358	423	
359	424	
359 <i>a</i>	425	
359 <i>b</i>	426	
359 <i>c</i>	427	
360	428	
361	429	
362	430	
362 <i>a</i>	431	
362 <i>b</i>	432	
Section I A	Section II	
362 <i>c</i>	433	
362 <i>d</i>		Abrogé 1977, c. 26, a. 49
362 <i>e</i>	434	
362 <i>f</i>	435	
Section II	Section III	
363	436	
363 <i>a</i>	437	
364	438	
365	439	
366	440	
366 <i>a</i>	441	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
366 <i>b</i>	442	
367	443	
367 <i>a</i>	444	
367 <i>b</i>	445	
367 <i>c</i>	446	
367 <i>d</i>	447	
367 <i>e</i>	448	
367 <i>f</i>	449	
367 <i>g</i>	450	
367 <i>h</i>	451	
Section III	Section IV	
368	452	
Section IV	Section V	
369	453	
370	454	
371	455	
372	456	
373	457	
374	458	
374 <i>a</i>	459	
374 <i>b</i>	460	
374 <i>c</i>	461	
374 <i>d</i>	462	
374 <i>e</i>	463	
375	464	
376	465	
377	466	
378	467	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

379

468

Chapitre IV A

Chapitre V

379a

469

379b

470

379c

471

379d

472

379e

473

379f

474

379g

475

379h

476

379i

477

379j

478

379k

479

Chapitre V

Chapitre VI

380

480

381

481

382

482

383

483

384

484

385

485

385a

486

385b

487

386

488

387

489

388

490

389

491

390

492

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
391	493	
391 <i>a</i>	494	
391 <i>b</i>	495	
391 <i>c</i>	496	
392	497	
393	498	
394	499	
394 <i>a</i>	500	
395	501	
396	502	
397	503	
398	504	
399	505	
400	506	
401	507	
402	508	
403	509	
404	510	
404 <i>a</i>	511	
404 <i>b</i>	512	
404 <i>c</i>	513	
404 <i>d</i>	514	
404 <i>e</i>	515	
404 <i>f</i>	516	
405	517	
406	518	
406 <i>a</i>	519	
406 <i>b</i>	520	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
406 <i>c</i>	521	
407	522	
408	523	
409	524	
409 <i>a</i>	525	
409 <i>b</i>	526	
410	527	
411	528	
412	529	
413	530	
413 <i>a</i>	531	
414	532	
415	533	
416	534	
417	535	
417 <i>a</i>	536	
417 <i>b</i>	537	
417 <i>c</i>	538	
417 <i>d</i>	539	
417 <i>e</i>	540	
418	541	
419	542	
420		Abrogé 1975, c. 22, a. 124
421	543	
422	544	
423	545	
424	546	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
425	547	
426	548	
427	549	
428	550	
429	551	
430	552	
431	553	
432		Abrogé 1975, c. 22, a. 133
432 <i>a</i>	554	
433		Abrogé 1975, c. 22, a. 135
433 <i>a</i>	555	
434	556	
435	557	
436	558	
437	559	
438	560	
439	561	
439 <i>a</i>	562	
439 <i>b</i>	563	
439 <i>c</i>	564	
440	565	
Chapitre VII A	Chapitre VIII	
440 <i>a</i>	566	
440 <i>b</i>	567	
440 <i>c</i>	568	

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
Chapitre VII B	Chapitre IX	
440 <i>d</i>	569	
Chapitre VIII	Chapitre X	
441	570	
442	571	
443		Abrogé 1975, c. 22, a. 150
443 <i>a</i>	572	
444	573	
444 <i>a</i>	574	
444 <i>b</i>	575	
445		Abrogé 1975, c. 22, a. 154
446	576	
447	577	
448		Abrogé 1975, c. 22, a. 156
448 <i>a</i>	578	
Chapitre II A	Chapitre III	
448 <i>b</i>	579	
448 <i>c</i>	580	
448 <i>d</i>	581	
448 <i>e</i>	582	
448 <i>f</i>	583	
448 <i>g</i>	584	
Chapitre III	Chapitre IV	
449	585	
450	586	
450 <i>a</i>	587	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
450 <i>b</i>	588	
Chapitre IV	Chapitre V	
451	589	
451 <i>a</i>	590	
452	591	
453	592	
Chapitre V	Chapitre VI	
453 <i>a</i>	593	
453 <i>b</i>	594	
453 <i>c</i>	595	
453 <i>d</i>	596	
453 <i>e</i>	597	
Chapitre VI	Chapitre VII	
453 <i>f</i>	598	
454	599	
455	600	
456	601	
457	602	
457 <i>a</i>	603	
457 <i>b</i>	604	
457 <i>c</i>	605	
458	606	
459	607	
459 <i>a</i>	608	
459 <i>b</i>	609	
459 <i>c</i>	610	
459 <i>d</i>	611	
459 <i>e</i>	612	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
459f	613	
460	614	
461	615	
462	616	
463	617	
464	618	
465		
par. 1		Abrogé 1975, c. 22, a. 171
par. 2	619	
466	620	
467	621	
468	622	
469	623	
470	624	
471	625	
472	626	
473	627	
474	628	
475	629	
476	630	
477	631	
477a	632	
478	633	
479	634	
480	635	
480a	636	
481	637	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
482	638	
482a	639	
482b	640	
482c	641	
482d	642	
482e	643	
482f	644	
482g	645	
483	646	
484	647	
485	648	
486	649	
487	650	
487a	651	
488	652	
489	653	
490	654	
491	655	
492	656	
493	657	
494 - 495		Abrogés 1975, c. 22, a. 184
496	658	
497	659	
498	660	
499	661	
500	662	
501	663	

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
502	664	
503	665	
504	666	
505	667	
506	668	
506 <i>a</i>	669	
507	670	
508	671	
Chapitre V A	Chapitre VI	
508 <i>a</i>	672	
508 <i>b</i>	673	
508 <i>c</i>	674	
508 <i>d</i>	675	
508 <i>e</i>	676	
Chapitre VI	Chapitre VII	
509	677	
510	678	
511	679	
512	680	
513	681	
514	682	
Chapitre VII	Chapitre VIII	
515	683	
516	684	
517	685	
518	686	
518 <i>a</i>	687	
519	688	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
520	689	
521	690	
522	691	
523	692	
524	693	
524 <i>a</i>	694	
525	695	
526	696	
527	697	
528	698	
529	699	
530	700	
531	701	
Titre II A	Titre III	
531 <i>a</i>	702	
531 <i>b</i>	703	
531 <i>c</i>	704	
531 <i>d</i>	705	
531 <i>e</i>	706	
531 <i>f</i>		Abrogé 1976, c. 18, a. 9
Titre II B	Titre IV	
531 <i>g</i>	707	
531 <i>h</i>	708	
531 <i>i</i>	709	
531 <i>j</i>		Abrogé 1976, c. 18, a. 10
Titre III	Titre V	
532	710	
par. <i>a</i>)	par. <i>a</i>)	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
par. <i>aa</i>)	par. <i>b</i>)	
par. <i>b</i>)	par. <i>c</i>)	
par. <i>c</i>)	par. <i>d</i>)	
par. <i>d</i>)	par. <i>e</i>)	
par. <i>e</i>)	par. <i>f</i>)	
par. <i>f</i>)	par. <i>g</i>)	
par. <i>g</i>)	par. <i>h</i>)	
par. <i>h</i>)	par. <i>i</i>)	
par. <i>i</i>)	par. <i>j</i>)	
533	711	
534	712	
535	713	
536	714	
536 <i>a</i>	715	
536 <i>b</i>	716	
537	717	
538	718	
539	719	
540	720	
541	721	
542	722	
543	723	
543 <i>a</i>		Abrogé 1976, c. 18, a. 11
543 <i>b</i>	724	
544	725	
Titre III A	Titre VI	
544 <i>a</i>	726	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
Titre IV	Titre VII	
545	727	
546	728	
547	729	
548	730	
549	731	
550	732	
551	733	
552	734	
553	735	
554	736	
555	737	
Titre V	Titre VIII	
556	738	
557	739	
558	740	
559	741	
560	742	
561	743	
561 <i>a</i>	744	
561 <i>b</i>	745	
562	746	
562 <i>a</i>	747	
562 <i>b</i>	748	
562 <i>c</i>	749	
par. <i>a</i>) - <i>b</i>)	par. <i>a</i>) - <i>b</i>)	
par. <i>ba</i>)	par. <i>c</i>)	
par. <i>c</i>)	par. <i>d</i>)	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
563	750	
564	751	
565	752	
566	753	
567	754	
568	755	
569	756	
570	757	
571	758	
572	759	
573	760	
574	761	
575	762	
576	763	
577	764	
578	765	
579	766	
580	767	
581	768	
582	769	
583	770	
584	771	
585	772	
585a	773	
585b	774	
585c	775	
585d	776	
586	777	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
587	778	
588	779	
589	780	
590	781	
591	782	
592	783	
593	784	
594	785	
595	786	
596	787	
597	788	
598	789	
598 _a	790	
599	791	
600	792	
601	793	
602	794	
603	795	
604	796	
605	797	
606	798	
607	799	
608	800	
609	801	
609 _a	802	
610	803	
Titre III A	Titre IV	
610 _a	804	

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
610 <i>b</i>	805	
610 <i>c</i>	806	
610 <i>d</i>	807	
610 <i>e</i>	808	
610 <i>f</i>	809	
610 <i>g</i>	810	
610 <i>h</i>	811	
610 <i>i</i>	812	
610 <i>j</i>	813	
610 <i>k</i>	814	
610 <i>l</i>	815	
Titre IV	Titre V	
611	816	
612	817	
613	818	
613 <i>a</i>	819	
613 <i>b</i>	820	
614	821	
615	822	
616	823	
617	824	
618	825	
619	826	
620	827	
621	828	
622	829	
622 <i>a</i>	830	
622 <i>b</i>	831	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

623

832

624

833

625

834

626

835

626*a*

836

626*b*

837

626*c*

838

627

839

628

840

629

841

630

842

631

843

632

844

633

845

634

846

635

847

636

848

637

849

638

850

639

851

640

852

641

853

642

854

643

855

644

856

645

857

645*a*

858

646

859

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
647	860	
647 <i>a</i>	861	
647 <i>b</i>	862	
648	863	
649	864	
650	865	
650 <i>a</i>	866	
650 <i>b</i>	867	
650 <i>c</i>	868	
650 <i>d</i>	869	
651	870	
652	871	
653	872	
654	873	
655	874	
656	875	
657	876	
658	877	
659	878	
660	879	
661	880	
662	881	
663	882	
664	883	
665	884	
666	885	
666 <i>a</i>	886	
666 <i>b</i>	887	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

666*c*

888

667

889

668

890

Titre II A

Titre III

668*a*

891

668*b*

892

668*c*

893

668*d*

894

668*e*

895

668*f*

896

668*g*

897

668*h*

898

668*i*

899

668*j*

900

668*k*

901

668*l*

902

668*m*

903

668*n*

904

668*o*

905

Titre III

Titre IV

669

906

670

907

671

908

672

909

673

910

674

911

675

912

676

913

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
677	914	
678	915	
679	916	
680	917	
680 <i>a</i>	918	
681	919	
682	920	
683	921	
684	922	
684 <i>a</i>	923	
684 <i>b</i>	924	
685	925	
686	926	
687	927	
688	928	
689	929	
689 <i>a</i>	930	
689 <i>b</i>	931	
690	932	
691	933	
692	934	
693	935	
Titre III A	Titre V	
693 <i>a</i>	936	
693 <i>b</i>	937	
693 <i>c</i>	938	
693 <i>d</i>	939	
693 <i>da</i>	940	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
693 <i>db</i>		941	
693 <i>dc</i>		942	
693 <i>e</i>		943	
693 <i>f</i>		944	
693 <i>g</i>		945	
693 <i>h</i>		946	
693 <i>i</i>		947	
693 <i>j</i>		948	
693 <i>k</i>		949	
693 <i>l</i>		950	
693 <i>m</i>		951	
693 <i>n</i>		952	
693 <i>o</i>		953	
693 <i>p</i>		954	
693 <i>q</i>		955	
693 <i>r</i>		956	
693 <i>s</i>		957	
693 <i>t</i>		958	
693 <i>u</i>		959	
693 <i>v</i>		960	
693 <i>w</i>		961	
Titre IV		Titre VI	
694		962	
695		963	
696		964	
697		965	
Titre V		Titre VII	
698		966	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
699	967	
700	968	
701	969	
702	970	
703	971	
704	972	
705	973	
705a	974	
706	975	
707	976	
708	977	
709	978	
710	979	
Titre I		Abrogé 1975, c. 22, a. 229
711		Abrogé 1975, c. 22, a. 229
Titre II	Titre I	
712	980	
713	981	
714	982	
715	983	
716	984	
717	985	
718	986	
719	987	
720	988	
721	989	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
722	990	
723	991	
724	992	
725	993	
726	994	
727	995	
728	996	
729	997	
730	998	
par. a) - f)	par. a) - f)	
par. fa)	par. g)	
par. g)	par. h)	
par. ga)	par. i)	
par. h)	par. j)	
par. i)	par. k)	
par. j)	par. l)	
731	999	
732	1000	
par. 1	par. 1	
par. 2	par. 2	
s.-par. a)	s.-par. a)	
s.-par. aa)	s.-par. b)	
s.-par. b)	s.-par. c)	
s.-par. c)	s.-par. d)	
s.-par. d)	s.-par. e)	
s.-par. e)	s.-par. f)	
733	1001	
734	1002	

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
735	1003	
736	1004	
737	1005	
737a	1006	
737b	1007	
738	1008	
739	1009	
740	1010	
741	1011	
742	1012	
743	1013	
744	1014	
745	1015	
745a	1016	
745b	1017	
746	1018	
747	1019	
748	1020	
749	1021	
750	1022	
751	1023	
752	1024	
753	1025	
754	1026	
755	1027	
756	1028	
757	1029	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
758	1030	
758 <i>a</i>	1031	
758 <i>b</i>	1032	
758 <i>c</i>	1033	
759	1034	
760	1035	
761	1036	
762	1037	
763	1038	
763 <i>a</i>	1039	
764	1040	
765	1041	
766	1042	
767	1043	
768	1044	
769	1045	
770	1046	
771	1047	
772	1048	
773	1049	
774	1050	
775	1051	
776	1052	
777	1053	
778	1054	
779	1055	
780	1056	
781	1057	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
782		1058	
783		1059	
784		1060	
785		1061	
786		1062	
787		1063	
788		1064	
789		1065	
790		1066	
791		1067	
792		1068	
793		1069	
794		1070	
795		1071	
796		1072	
797		1073	
798		1074	
799		1075	
800		1076	
801		1077	
802		1078	
803		1079	
804		1080	
805		1081	
806		1082	
807		1083	
808		1084	
809		1085	

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
810	1086	
par. a) - d)	par. a) - d)	
par. da)	par. e)	
par. e)	par. f)	
811	1087	
812	1088	
813	1089	
par. a) - d)	par. a) - d)	
par. da)	par. e)	
par. e)	par. f)	
par. f)	par. g)	
par. fa)	par. h)	
par. g)	par. i)	
814	1090	
par. a) - d)	par. a) - d)	
par. da)	par. e)	
par. e)	par. f)	
par. f)	par. g)	
par. fa)	par. h)	
par. g)	par. i)	
815	1091	
816	1092	
817	1093	
818	1094	
819	1095	
819a	1096	
820	1097	
821	1098	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
822	1099	
823	1100	
824	1101	
824a	1102	
825	1103	
826 - 827		Abrogés 1976, c. 18, a. 18
828	1104	
828a	1105	
829	1106	
830	1107	
Livre I A	Livre II	
830a	1108	
830b	1109	
830c	1110	
830d	1111	
830e	1112	
830f	1113	
830g	1114	
830h	1115	
Livre II	Livre III	
831	1116	
832	1117	
833	1118	
834	1119	
Livre III	Livre IV	
835	1120	
836	1121	

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
Livre IV	Livre V	
837	1122	
838	1123	
839	1124	
840	1125	
840a	1126	
840b	1127	
840c	1128	
841		Abrogé 1976, c. 18, a. 26
842	1129	
843	1130	
par. a) - c)	par. a) - c)	
par. ca)	par. d)	
par. d)	par. e)	
par. e)	par. f)	
par. f)	par. g)	
par. g)	par. h)	
par. h)	par. i)	
par. i)	par. j)	
par. j)	par. k)	
par. k)	par. l)	
844	1131	
845	1132	
846	1133	
847	1134	
848	1135	
849	1136	
850	1137	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23	L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
851	1138	
852	1139	
853	1140	
854	1141	
855	1142	
856	1143	
857	1144	
858	1145	
859	1146	
860	1147	
861	1148	
862	1149	
863	1150	
864	1151	
865	1152	
866	1153	
867	1154	
868	1155	
869	1156	
870	1157	
871	1158	
871 <i>a</i>	1159	
872	1160	
873	1161	
874	1162	
874 <i>a</i>	1163	
875	1164	
875 <i>a</i>	1165	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
876	1166	
877	1167	
878	1168	
879	1169	
880	1170	
881	1171	
882	1172	
883	1173	
884	1174	
884a	1175	
885	1176	
886	1177	
887	1178	
par. a) - d)	par. a) - d)	
par. da)	par. e)	
par. e)	par. f)	
888	1179	
889	1180	
890	1181	
891	1182	
892	1183	
892a	1184	
893	1185	
894	1186	
895	1187	
896	1188	
897	1189	
898	1190	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23		L.R. 1977, c. I-3	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
899		1191	
900		1192	
901		1193	
902		1194	
903		1195	
904		1196	
905		1197	
906		1198	
907		1199	
par. a) - b)		par. a) - b)	
par. c) - f)		par. c)	Remplacés 1974, c. 18, a. 48
par. g)		par. d)	
908		1200	
909		1201	
910		1202	
911		1203	
912		1204	
913		1205	
914		1206	
915		1207	
916		1208	
917		1209	
918		1210	
919		1211	
920		1212	
921		1213	
922		1214	

LOI SUR LES IMPÔTS

L.Q. 1972, c. 23

L.R. 1977, c. I-3

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
923	1215	
924	1216	
925	1217	
926	1218	
927	1219	
928	1220	
929	1221	
930	1222	
931	1223	
932	1224	
933	1225	
933a	1226	
934		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

